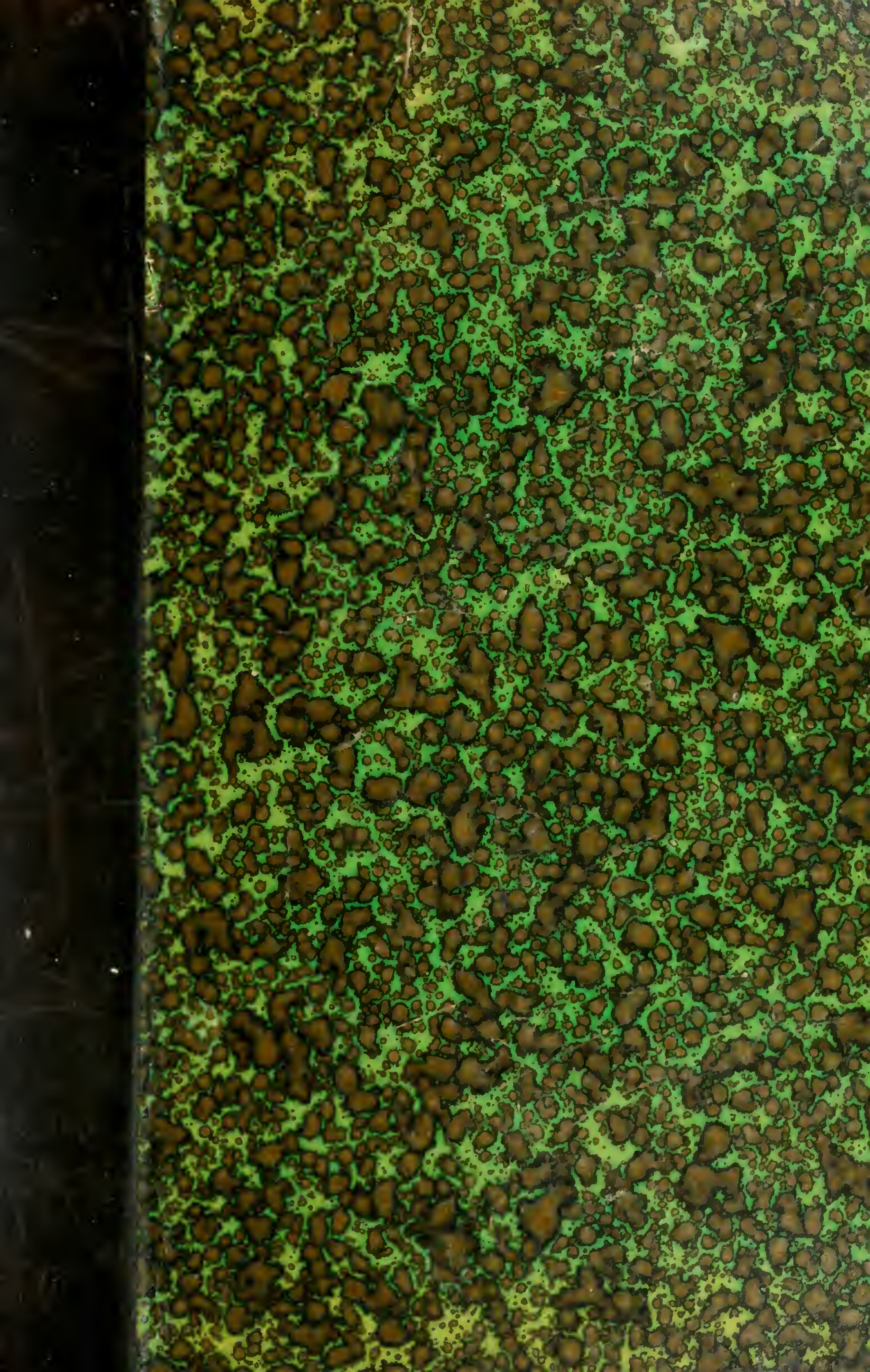






LES CONTEMPORAINS

IMPRIMERIE P. FERON-VRAU, 3 ET 5, RUE BAYARD, PARIS, VIIIe

LES

CONTEMPORAINS

DIX-SEPTIÈME SÉRIE



PARIS
MAISON DE LA BONNE PRESSE
5, rue Bayard, 5

TABLE

LES CONTEMPORAINS



MGR DE LA BOUILLERIE (1810-1882)

I. ÉDUCATION — AU SÉMINAIRE DANS LE MONDE — A ROME

Alexandre-François-Marie Roullet de la Bouillerie naquit à Paris, le 1er mars 1810. Il était le second fils du baron de la Bouillerie, chef de la branche aînée de sa race, et de Anne-Mélite de Foucault. Sa famille occupait un rang distingué dans l'Anjou. Le père était trésorier de la couronne sous Napoléon Ier. Il garda cette charge après la Restauration, et, sous Charles X, il devint successivement intendant général de la maison du roi, comte, pair de France et ministre d'État.

Grâce aux fonctions que remplissait son père, François vit le jour au palais de l'Élysée, et, plus tard, il habita les rési-

dences royales avec sa famille. Il s'en ressentit toute sa vie et conserva, avec l'affabilité la plus inaltérable et le goût naturel de la simplicité, le grand air d'un prélat qui avait vu la cour.

Mme de la Bouillerie, la « femme forte » de l'Écriture, fut l'ange gardien de son fils, dont jamais elle ne mit en doute la vocation ecclésiastique, alors même que celui-ci semblait s'en éloigner ou du moins l'ajourner indéfiniment.

C'est, a-t-il écrit, après Dieu, à ma pieuse mère que je dois tout ce que je suis dans l'ordre de la grâce. Elle n'a négligé aucun soin pour que ma première éducation fût chrétienne; elle a favorisé mes goûts naissants pour le sacerdoce; elle a su m'inspirer à la fois une très vive tendresse pour elle et une crainte extrême de lui déplaire. Ces deux sentiments m'ont sauvé en plusieurs circonstances de ma vie.

Les trois frères de Mgr de la Bouillerie firent honneur comme lui à l'éducation chrétienne qu'ils reçurent de leurs parents.

Arrivé à l'âge de dix ans, François suivit, à l'église Saint-Thomas d'Aquin, les leçons de catéchisme de l'abbé de La Bourdonnaye; il y eut pour camarade et ami le futur défenseur de l'enseignement chrétien, Charles de Montalembert.

Le bonheur qu'éprouvait plus tard le prélat à parler des joies et des grâces de la Première Communion dénote assez les pieuses dispositions qu'il apporta dans l'accomplissement de cet acte si important de la vie chrétienne. C'est en ce beau jour de sa Première Communion qu'il goûta les attraits de cette tendre dévotion envers l'Eucharistie, qui devait faire la consolation et le charme de toute sa vie.

Aussitôt après sa Première Communion, il fut présenté à la petite communauté des clercs de Saint-Sulpice, sorte de Petit Séminaire établi rue du Regard, dirigé par l'abbé Poiloup et patronné par les plus grandes dames de la cour. Il y avait là des élèves et des maîtres fort remarquables. Dans les seize premières années de sa fondation, cette maison ne donna pas moins de six évêques et plus de deux cents prêtres à l'Église. La discipline s'y maintenait à l'aide d'encouragements et d'affectueux conseils plutôt que par le moyen des punitions. Une grande piété animait tous les cœurs, et un excellent esprit régnait parmi cette jeunesse.

Dans cette pure atmosphère, la vocation du jeune François de la Bouillerie se dessina, et à peine avait-il terminé ses études, qu'il demanda à ses parents et obtint l'autorisation d'entrer au Séminaire d'Issy. Mais, là, il rencontra un obstacle avec lequel il ne comptait pas. Sa santé ne put se faire au régime assez sévère de la maison, et il dut rentrer dans sa famille, gravement malade. Plusieurs années allaient s'écouler avant qu'il reprît et achevât ses études ecclésiastiques. C'est la période mondaine de son existence.

Le comte de la Bouillerie avait alors une grande situation à la cour et dans la société parisienne. Le salon de Mme de la Bouillerie était un des plus élégants et des plus recherchés de la capitale. Elle y donnait des fêtes exquises, où l'intelligence et l'art avaient toujours leur place; c'était une obligation de la situation de son mari à la cour, et aussi de sa sollicitude maternelle qui voulait rendre son intérieur agréable à ses fils pour leur ôter la tentation d'aller chercher ailleurs des plaisirs dangereux. Parmi les invités, on remarquait les notabilités politiques, littéraires et artistiques de l'époque, MM. de Martignac, Berryer, Lamartine, Victor Hugo, Alexandre Soumet, Charles Nodier, les peintres Gérard et Gros, les compositeurs Rossini et Chérubini.

Une de ces soirées demeura célèbre; ce fut celle du 20 février 1830, où on essaya vainement de réconcilier deux fameuses cantatrices, Mme Malibrand et Mlle Sontag. M. de Pontmartin s'en est fait l'historien. Il a raconté dans ses *Souvenirs d'un vieux Mélomane* les ravissements de cette soirée, le refus qu'opposèrent les deux artistes à toute réconciliation et l'acte de dévouement accompli le lendemain par Mme Malibrand. Cette dernière, après avoir sauvé la vie à

un enfant, dit à M. de Pontmartin : « Jeune homme, retenez bien ceci : il est plus difficile d'embrasser une rivale que de faire une bonne œuvre. »

François de la Bouillerie prenait goût à ces réunions. D'un extérieur agréable, brillant causeur, bon musicien, élégant cavalier, poète facile, il avait tout pour réussir. Aussi n'est-il pas surprenant qu'il eût du succès dans le monde.

La révolution de Juillet, qui éclata sur ces entrefaites, interrompit pendant quelque temps le cours de ses plaisirs mondains. Tandis que le comte de la Bouillerie, fidèle jusqu'à la fin, accompagnait Charles X à Cherbourg, sa famille trouvait un asile à Meudon, dans la maison du célèbre vaudevilliste, Scribe. Mais le coup qui renversait le trône de Charles X avait atteint en plein cœur son fidèle serviteur. A partir de ce moment, la santé de M. de la Bouillerie déclina rapidement, et bientôt les siens avaient la douleur de le perdre. Avant d'expirer, le vieillard avait chargé sa digne épouse d'aller présenter au roi exilé le dernier hommage de sa fidélité. Pour remplir sa mission, Mme de la Bouillerie se rendit à Prague, accompagnée de toute sa famille. Charles X les reçut avec une bonté touchante. Le jeune comte de Chambord accueillit avec de bruyants transports le compagnon de ses jeux, Henry, le dernier fils de la comtesse de la Bouillerie.

Au retour de ce voyage, la famille qui, depuis 1830, s'était fixée à la campagne, au château de la Barbée, en Anjou, revint à Paris. Tandis que son jeune frère commençait ses études, François achevait son éducation par la connaissance du monde et par l'étude du droit. Bientôt, en effet, le monde le reprit encore une fois. De nouveau, il fréquenta les salons et donna libre carrière à sa verve poétique. Il fit des vers qui lui valurent de nombreuses félicitations.

En ce temps-là, l'hiver mondain et littéraire du faubourg Saint-Germain durait ses quatre mois réglementaires. La société y était des plus brillantes. Partout le jeune poète était bien accueilli, mais il choisissait surtout les salons où on causait, où on lisait des vers, où on jouait de la comédie. Ses préférences étaient pour ceux de la marquise de Bellissens, de la duchesse de Rauzan, de la comtesse de Circourt et de Mme Swetchine. C'est dans ce dernier qu'il fit connaissance de Lacordaire et de M. de Falloux.

Toutefois, le monde et ses plaisirs n'eurent jamais sur le cœur de François un empire complet. Jusqu'au milieu de la dissipation apparente de sa vie, il sut conserver intacts les principes chrétiens qu'il tenait de sa famille et de son éducation. Il a dit lui-même qu'il fut « l'un des premiers et fougueux auditeurs de Lacordaire.

Rien ne prouve, dit M. Buisson (1), qu'au sortir d'une longue réunion mondaine, il ne soit entré plus d'une fois, au petit jour, dans une église dont la porte venait de s'ouvrir sur son passage, et que là, se rapprochant du tabernacle, il ne se soit longtemps oublié devant le Dieu de sa Première Communion. Au fond, cette âme de colombe prend de la corde plus qu'il ne convient pour un ancien séminariste, mais elle est toujours retenue et rattachée par un fil invisible à son Dieu et à sa mère.

D'ailleurs, Mme de la Bouillerie veillait sur son fils. Afin de le distraire du monde, elle l'avait engagé à faire, en compagnie d'Alfred de Falloux, un grand voyage en Allemagne, en Russie et en Pologne. De ce voyage, le jeune homme ne rapporta que d'agréables souvenirs. Il vit beaucoup, observa un peu, mais n'écrivit guère que des vers, les semant à profusion dans le grand monde de Saint-Pétersbourg.

Un matin de l'année 1836, ma mère, dit Mgr de la Bouillerie (2), me fit remettre un mot écrit, qu'elle n'avait pas osé me dire, où elle me suppliait de quitter immédiatement Paris et de partir pour Rome avec sa sœur, la comtesse de Foucault, qui devait se rendre en Italie. J'obéis et je me dirigeai vers Rome.

C'est là que Dieu l'attendait. Dans la capitale de la chrétienté, il sentit en son

(1) M. Buisson, *Éloge de Mgr de la Bouillerie*, prononcé devant l'Académie des Jeux Floraux.

(2) *Autobiographie.*

cœur le vide de l'existence mondaine qu'il menait depuis plusieurs années, et le regret, vague encore, de sa vocation oubliée. Par désœuvrement, par curiosité, il se mit à suivre les cours de théologie du Collège romain où les laïques étaient admis sans difficulté, et le goût qu'il ressentit pour ces études sérieuses fut le premier symptôme du changement qui s'opérait en lui. Bientôt la *Somme* de saint Thomas d'Aquin s'empara de toutes les puissances de son esprit, et l'éleva dans des sphères inconnues et pleines de délices. Enfin, il rencontra sur son chemin l'homme qui devait lui faire connaître clairement sa vocation.

Une circonstance minime, dit-il, un avis donné par le professeur aux jeunes élèves ecclésiastiques, pour qu'ils eussent à se rendre, selon un usage mensuel, auprès de leurs confesseurs, un avis qui ne me regardait même pas, fut la voix que Dieu m'adressa et que j'eus le bonheur d'entendre..... J'allai me jeter aux pieds du R. P. de Villefort; et là, à l'exemple de Pierre, je pleurai amèrement.

Que se passa-t-il alors dans cette âme si bien disposée ? Dieu seul le sait. Mais, en entendant la confession de ce beau jeune homme au cœur ardent qui lui disait : *Fame pereo; je meurs de faim!* de la faim de Dieu et des âmes, le bon P. de Villefort, homme d'une vertu éminente et d'une expérience consommée, sentit ses entrailles s'émouvoir, il pressa sur sa poitrine son généreux pénitent, et lui dit : « Je n'hésite pas un seul moment; vous serez prêtre. »

A partir de ce moment, François fut fixé; il ne regarda plus en arrière. Son premier mouvement fut pour sa pieuse mère. Elle qui n'avait jamais douté, jamais désespéré de la vocation de son fils, qui, même quand elle le voyait lancé dans le tourbillon du monde, répétait : « François sera prêtre ! » quel bonheur elle dut éprouver en apprenant qu'enfin il allait suivre sa vocation ! « Quelle joie immense ce fut pour elle ! dit Mgr de la Bouillerie. J'étais bien moins qu'Augustin, mais elle était autant que Monique !..... »

C'est ainsi que le futur prélat rentra, pour n'en plus sortir, dans cette carrière ecclésiastique dont il devait parcourir avec éclat tous les degrés. En 1839, dans l'église de la Trinité-du-Mont, il reçut la tonsure des mains du cardinal de Bonald. Deux ans plus tard, après avoir achevé ses études théologiques, il était ordonné prêtre. Ici, laissons-le parler lui-même :

Je célébrai ma première messe le jour de Pâques de l'année 1841, dans la chapelle Borghèse de Sainte-Marie Majeure. Le plus beau jour du chrétien est celui de la Première Communion; le plus beau jour de la vie du prêtre est celui de sa première messe. Mais, entre ces deux jours, que d'affinités admirables : même joie, même bonheur, même ivresse, mais avec plus de candeur et d'innocence dans l'enfant, avec un plus complet épanouissement de l'esprit, du cœur, de l'âge et de la dignité dans le prêtre..... Ma mère assistait à ma première messe, et nulle âme, en ce beau jour, ne tressaillit d'une joie plus vive, à l'unisson de la mienne. Ma mère avait été pour moi l'ange de Tobie : elle m'avait, dès mon enfance, dirigé vers l'autel; et c'est elle aussi qui m'y avait ramené.

Les jours suivants furent comme une succession de bonheurs tout célestes. En célébrant, chaque matin, ce prêtre de trente ans, revenu à Dieu, fondait en larmes. Il sentait croître de jour en jour son amour pour l'Eucharistie. Il passait de longues heures dans la chapelle des Sacramentines où la divine Hostie était exposée. Il visitait son ami Lacordaire qui venait de s'enfermer au couvent de Sainte-Sabine pour y faire son noviciat dans l'Ordre de Saint-Dominique. Il rendait un service inappréciable à de jeunes ecclésiastiques français, en les engageant à vivre à Rome en communauté. Sur les conseils du P. de Villefort, il prolongea de deux années son séjour dans cette ville, afin d'y compléter ses études théologiques. Son diplôme de docteur est daté du 7 juillet 1842.

Le temps de la préparation s'achève, le moment est venu pour le jeune prêtre de faire part aux âmes des riches trésors intellectuels et moraux qu'il a recueillis dans la ville des Papes. Nous allons le suivre

dans sa double carrière sacerdotale et épiscopale, qu'il a su remplir de tant de mérites.

II VICAIRE GÉNÉRAL DE Mgr AFFRE LES ŒUVRES EUCHARISTIQUES

C'est au Petit Séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet, dont M. Dupanloup était supérieur, que l'abbé de la Bouillerie exerça d'abord son ministère lorsque, après son retour de Rome, il vint se mettre à la disposition de son archevêque. Mais trois mois s'étaient à peine écoulés que Mgr Affre, frappé du retentissement qu'avait à Paris le retour du jeune abbé, dans le monde où il avait autrefois vécu, songea aux services que pouvaient rendre à la religion les sympathies que le jeune prêtre avait inspirées, et l'appela près de lui, dans ses conseils et dans son administration. Il lui confia d'abord les fonctions d'official, qui ont trait à certaines causes ecclésiastiques, aux empêchements et dispenses de mariage et à diverses formalités délicates.

L'abbé de la Bouillerie n'occupa cette charge que peu de temps.

L'usage était alors, dit-il dans son *Autobiographie*, que le rapport général des Conférences du diocèse se fît chaque année à l'archevêché, en présence du clergé réuni. Dès la seconde année de mon arrivée à Paris, Mgr Affre me chargea de ce rapport, et, le lendemain du jour où j'en avais fait la lecture, il me nomma vicaire général honoraire.

Ses nouvelles fonctions mirent le jeune prêtre en relations suivies avec son archevêque. Il s'établit entre eux des liens d'amitié que rien ne put rompre. « Avec Mgr Affre, dit le neveu du prélat, il vécut avec un ami, dans la simplicité sublime et évangélique..... Il lui fit connaître toutes les douceurs de l'amitié. » Bientôt l'archevêque ne put plus se passer de lui. Il en fit son vicaire général titulaire et le nomma archidiacre de Sainte-Geneviève. Et cependant, leurs idées et leurs sentiments étaient loin de se ressembler sur plusieurs points. « Je ne suis pas un ardent ultramontain comme vous, disait Mgr Affre à son grand vicaire, mais je vous aime plus qu'aucun des modérés qui m'entourent. »

L'archevêque de Paris n'aimait pas à parler en public. Reconnaissant les dispositions que l'abbé de la Bouillerie montrait dès lors pour la prédication, il se faisait accompagner de son jeune vicaire général dans ses tournées et dans les cérémonies qu'il avait à présider. Le plus souvent, il le chargeait de prendre la parole à sa place, parfois même il l'obligeait à la prendre à l'improviste. Ce fut pour notre ecclésiastique une excellente école où il se forma à la prédication, surtout à ce genre de discours où il excellait, adressé à un auditoire spécial, et pour un objet déterminé, auquel il savait merveilleusement approprier sa parole.

Cette rare facilité d'improvisation datait de loin. Lui-même en parle avec une simplicité charmante :

C'est en rhétorique, chez l'abbé Poiloup, que je remarquai en moi une faculté que j'ai toujours conservée, celle de composer et de fixer en même temps dans ma mémoire de très longs discours sans recourir jamais à une seule note écrite. Je remettais à mon professeur la copie de mes devoirs, sans jamais les écrire ailleurs, et je me souviens de son étonnement, lorsqu'il s'aperçut pour la première fois en classe que je lisais, sans faire aucune faute, sur un papier entièrement blanc, la copie d'un long devoir qu'il tenait lui-même à la main. Lorsque, plus tard, je suis devenu prêtre, je me suis aperçu que les discours que j'avais essayé d'écrire d'avance et d'apprendre manquaient presque toujours de suite et d'ensemble. Je ne suis sûr de moi et de ma parole que lorsque je n'ai absolument rien écrit. Je ne voudrais pas cependant conseiller cette méthode à tous les jeunes orateurs chrétiens.....

C'est ainsi que M. de la Bouillerie faisait son apprentissage des fonctions épiscopales dans le premier diocèse de France. Mais il ne se contentait pas de parler. Aux paroles il joignait les actes. Il prit une part considérable à la fondation ou aux développements des œuvres qui sont l'honneur de notre pays.

La comtesse de la Bouillerie, dit M. Buisson (1), était venue retrouver son fils à Paris, où elle avait, depuis son veuvage, consacré toute sa vie aux œuvres de charité. Les traditions de famille de l'archidiacre, ses relations le désignent naturellement pour le département des œuvres, si important dans ce diocèse. Il faut relire dans ses notes l'histoire rapide de l'impulsion qu'il imprime aux œuvres déjà existantes ou à ses propres créations de piété et de bienfaisance; la gradation en est saisissante. Commencées entre quelques personnes pieuses dans l'intimité d'une chapelle, elles entrent triomphalement dans tous les sanctuaires de Paris et deviennent diocésaines. L'*Adoration perpétuelle*, qui était la grande inspiration de sa vie sacerdotale; l'*œuvre des Tabernacles*, qui en est le complément; l'*Adoration nocturne*, née dans la chambre d'artiste du P. Hermann entre une douzaine de jeunes hommes; l'œuvre des *Enfants convalescents*, entreprise avec Georges de la Rochefoucauld, Augustin Cochin, Joseph de la Bouillerie; celle des *Jeunes apprentis* avec Armand de Melun, celle des *Jeunes ouvrières*, deviennent et sont aujourd'hui des institutions considérables. Elles l'absorbent tout entier, il s'épuise à les animer.....

Donnons quelques détails sur les principales de ces œuvres.

L'Adoration perpétuelle du Saint Sacrement et l'Adoration dite des *Quarante-Heures* existaient bien à Rome depuis fort longtemps, mais elles avaient disparu en France, là où elles avaient été établies, pendant la tourmente révolutionnaire. Peut-être bien que, dans quelques communautés religieuses, certaines âmes privilégiées prolongeaient parfois leurs prières devant le tabernacle. Mais c'étaient là des faits d'ordre privé, des veilles isolées: il n'y avait rien d'approuvé, ni de prescrit par l'autorité ecclésiastique. L'adoration publique, officielle, n'existait pas. Tandis que le monde se livrait à ses plaisirs, Jésus était délaissé dans son tabernacle.

Or, l'abbé de la Bouillerie, qui avait vu ce qui se pratiquait à Rome, qui avait passé des heures si délicieuses dans la chapelle des Sacramentines, désirait ardemment établir l'Adoration perpétuelle en France.

A peine, écrit-il dans son autobiographie, une position de grand vicaire m'eût-elle permis d'exercer autour de moi une certaine influence, que je songeai à préparer de loin la grande œuvre que j'avais en vue, l'institution de l'Adoration perpétuelle à Paris..... Relever le culte du Saint Sacrement dans l'esprit et dans les cœurs des fidèles me semblait le principal objet que dût se proposer ma vie sacerdotale. Je commençai par former, très en secret, une association de personnes pieuses qui, successivement, adoraient le Saint Sacrement, pendant une heure de la nuit. Nous nous réunissions dans une chapelle, chaque deuxième vendredi du mois; je parlais aux associés, soit avant, soit après la Sainte Communion.

Le pieux vicaire général fut aidé dans cette œuvre par une vaillante chrétienne, M[lle] de Mauroy, animée de la même dévotion envers la Sainte Eucharistie. A Rome, d'où elle revenait, cette demoiselle avait demandé au Pape une bénédiction particulière pour l'établissement des *Quarante-Heures* à Paris. Le Souverain Pontife, qu'une pareille demande étonnait, lui avait dit:

— Comment, ma fille! les *Quarante-Heures* à Paris, dans cette malheureuse ville, avec tous ces serpents dans les rues, mais c'est impossible!

— Très Saint-Père, nous nous convertirons, nous deviendrons meilleurs, avait répliqué M[lle] de Mauroy.

Et Grégoire XVI, ému de ces paroles, lui avait dit, après un instant de recueillement:

— Avec la grâce de Dieu, tout est possible; allez, je vous bénis.

Sur la recommandation du P. Rosaven, M[lle] de Mauroy s'adressa à M. de la Bouillerie pour mener à bonne fin l'œuvre qu'elle avait entreprise. On était en 1843, et le vicaire général de Paris prêchait alors le mois de Marie dans la chapelle de Saint-Valère (1). Il parla aux fidèles de l'adoration du Saint Sacrement avec tant d'onction, qu'immédiatement un certain nombre de personnes lui promirent de faire leur heure d'adoration.

Les *Quarante-Heures* commencèrent à

(1) *Éloge*, p. 21.

(1) Cette chapelle Saint-Valère, construite en 1837, dans la rue de Bourgogne, avait remplacé l'église du même nom précédemment élevée, en 1718, rue de Grenelle Saint-Germain. Elle fut supprimée quand l'église Sainte-Clotilde fut bâtie (1846-1857) non loin de là.

s'établir dans quelques églises de Paris, à Saint-Sulpice, à Notre-Dame des Victoires et à Saint-Jacques du Haut-Pas. Le 9 mai 1847, Mgr Affre présidait à l'adoration solennelle du Saint Sacrement, dans son église métropolitaine. Toutefois, ce ne fut qu'à partir du 1er décembre 1848 que l'Adoration perpétuelle fut, sur les instances de Pie IX, canoniquement approuvée par Mgr Sibour, et établie définitivement dans le diocèse de Paris.

La chapelle Saint-Valère, où l'abbé de la Bouillerie avait parlé pour la première fois de l'adoration des *Quarante-Heures*, fut le théâtre d'une conversion qui se rattache étroitement au culte de l'Eucharistie et aux œuvres du futur évêque de Carcassonne.

Un vendredi du mois de mai 1847, le prince de la Moskowa priait un pianiste célèbre de le remplacer dans la direction d'un chœur d'amateurs qui donnaient des concerts religieux dans cette chapelle (1). L'artiste en question, doué de talents incontestables, était célèbre dans le monde parisien. Juif de naissance, Hermann fut assez étonné d'avoir à prêter son concours à une cérémonie catholique. Néanmoins, par obligeance, il accepta. Au moment de la bénédiction du Saint Sacrement, il éprouva une émotion étrange, à la fois douce et pénible. Poussé par une force secrète, il revint assister aux offices et aux saluts du mois de Marie. Chaque fois, à la bénédiction, le même fait se produisit. Il se sentait remué dans toute son âme. Quelques mois après, se trouvant à Ems, dans l'église catholique, selon son expression, « il sentit, au moment de l'Élévation, la grâce divine fondre sur lui de toute sa force ». Il tomba à terre, inondé de larmes, et se releva catholique.

Dès qu'il eut réglé ses affaires temporelles, l'artiste entra dans l'Ordre des Carmes, et prit le nom, bien connu, de P. Augustin-Marie du Saint Sacrement. Il devint dès sa conversion le pénitent de l'abbé de la Bouillerie, et Dieu se servit de lui pour l'établissement de l'Adoration nocturne du Saint Sacrement à Paris. Voici ce que raconte à ce sujet le saint homme de Tours, M. Dupont (1) :

Un jour, le pieux converti, étant entré dans la chapelle des Carmélites, se mit à adorer Notre-Seigneur exposé dans l'ostensoir, sans compter les heures et sans voir que la nuit approchait. C'était en novembre 1848. Une Sœur tourière arrive et donne le signal de la retraite ; un second avis devient obligatoire. Alors Hermann dit à la Sœur :

— Je sortirai en même temps que ces personnes qui sont au fond de la chapelle.

— Mais celles-ci ne sortiront pas de la nuit.

Hermann, celui que l'on appellera bientôt l'ange du tabernacle, quitte la chapelle, se rend précipitamment chez M. de la Bouillerie.

— On vient, s'écria-t-il, de me faire sortir d'une chapelle où des femmes sont devant le Saint Sacrement pour toute la nuit !

— Eh bien ! lui répond avec un doux sourire M. de la Bouillerie, trouvez des hommes, et nous vous autoriserons à imiter les pieuses femmes dont vous enviez le sort aux pieds de Notre-Seigneur.

Dès le lendemain, les bons anges aidant, Hermann trouvait de l'écho dans plusieurs âmes.

Les éléments de l'œuvre trouvés, il ne s'agissait plus que de l'établir. Ses développements furent rapides. La première nuit d'adoration eut lieu à Notre-Dame des Victoires, le 6 décembre, à l'heure même où Pie IX, chassé de Rome par l'impiété révolutionnaire, se réfugiait à Gaëte. Un capitaine de frégate, M. de Cuers, et un ancien diplomate espagnol furent les deux premiers inscrits sur la liste des adorateurs.

Nous convoquâmes une douzaine de jeunes gens, écrit Mgr de la Bouillerie, et nous nous réunîmes dans la petite chambre d'artiste qu'Hermann occupait alors. Là, nous posâmes les premières bases de l'œuvre..... Nous convînmes de nous procurer douze lits de camp qui seraient placés dans la sacristie. Deux d'entre nous devaient successivement adorer pendant une heure le Saint Sacrement exposé, les autres se reposant sur les lits de camp. Je présidais moi-même cette troupe fervente d'adorateurs..... Le matin, je faisais l'oraison, je célébrais la messe, et après, nous nous séparions pour rentrer dans nos demeures.

(1) Voir sa biographie, n° 189 des *Contemporains*.

(1) Voir sa biographie, n° 53 des *Contemporains*.

L'un de ces « fervents adorateurs » qui contribua pour beaucoup au développement de l'œuvre fut un modeste ouvrier, Antoine Ricoux. Il était chargé du matériel de l'œuvre qu'il transportait d'une église à l'autre avec un zèle et une régularité admirables. Ni le vent, ni la pluie, ni la neige, ni les chaleurs ne l'arrêtaient. Ses confrères l'appelaient *le saint cheval du bon Dieu*. Le digne homme racontait naïvement que lorsque, par les grosses chaleurs, il passait attelé à sa charrette et parfois harassé des fatigues d'une pénible journée, devant un débit de vins, la tentation lui venait de se désaltérer. Alors il prenait une pièce de monnaie dans sa poche droite, la mettait dans sa poche gauche en disant : « A votre santé, ô mon Dieu ! » Et il reprenait sa marche. Ces pièces, fruit de sa mortification, formaient un petit pécule qu'il distribuait ensuite aux pauvres.

Les nuits passées devant le Saint Sacrement paraissaient délicieuses à tous les membres de l'œuvre. Elles laissaient dans les cœurs un souvenir ineffaçable.

Ces délices ont été rappelées dans trois cantiques, aujourd'hui populaires, que l'abbé de la Bouillerie composa et que Hermann mit en musique : *La nuit sombre*, *Le cœur et le trésor*, *L'ange et l'âme*. Ce dernier surtout a eu un succès prodigieux. Le voici :

L'ANGE ET L'AME

Un chérubin dit un jour à mon âme :
Si tu savais la gloire de mon ciel,
Si tu voyais les purs rayons de flamme
Que sur mon front projette l'Éternel !...
Je répondis à l'archange céleste :
Toi qui vois Dieu plus brillant que le jour,
D'un Dieu caché sur un autel modeste
Sais-tu l'amour ?

L'ange reprit : Sais-tu ma joie immense
De contempler en face un Dieu si beau ?...
Le ciel pour moi tous les jours recommence
Et tous les jours mon bonheur est nouveau ..
Je répondis : sais tu ce qu'est l'hostie
Toi dont le cœur ne s'est point égaré,
Près d'un Dieu bon, près de l'Eucharistie
As-tu pleuré ?

Le chérubin voulut parler encore ;
Sais-tu, dit-il, mon aliment divin ?
Aimer, servir le grand Dieu que j'adore,
M'unir à Lui, voilà mon seul festin :
Je répondis au lumineux archange :
Tu te nourris de la divinité,
Mais l'humble pain que j'adore et je mange
L'as-tu goûté ?

O chérubin de la sainte patrie
Louons ensemble un Dieu si bon pour nous ;
A toi le ciel, à moi l'Eucharistie,
Notre partage à tous deux est bien doux.
J'aspire un jour à voir aussi mon père,
Mais ici-bas l'autel est tout mon bien ;
Voilà mon sort... Ton bonheur, je l'espère...
J'aime le mien.

L'adoration nocturne avait commencé à Notre-Dame des Victoires. Peu à peu elle se fit dans d'autres paroisses. Elle compléta l'adoration des *Quarante-Heures*, en reliant entre elles, par des nuits saintes, les trois journées consacrées dans chaque église ou chapelle à honorer le Sacrement de l'Eucharistie. Lorsque l'abbé de la Bouillerie fut désigné pour le siège de Carcassonne, on comptait déjà les nuits d'adoration par centaines, et les adorateurs par milliers. Aujourd'hui, c'est par dix et vingt mille qu'on les compte. Au sanctuaire du Sacré-Cœur, à Montmartre, le Saint Sacrement est exposé chaque jour et chaque nuit pendant toute l'année. Jamais les adorateurs ne font défaut. En ne comptant que le minimum, bien souvent dépassé, de douze adorateurs par nuit, leur nombre s'élève donc annuellement à près de quatre mille.

La province n'a pas voulu rester en retard. Dans beaucoup de villes, l'adoration nocturne a été établie à l'instar de Paris. C'est ainsi que des centaines de cœurs fidèles consolent chaque soir le divin Captif de nos autels de l'indifférence d'un grand nombre de chrétiens.

Le mérite et l'honneur de cette grande œuvre de foi qui attire tant de bénédictions sur notre pays reviennent incontestablement à celui qu'on devait appeler si justement « l'évêque de l'Eucharistie ». « Cette couronne seule, dit le marquis de Ségur, suffirait, au point de vue chrétien, à la gloire de son nom et à la reconnaissante vénération de tous les catholiques. »

De cette œuvre principale de l'Adoration diurne et nocturne découlèrent, comme des ruisseaux de leur source, des œuvres secondaires qui se rapportaient également à l'Eucharistie. « Quand il s'agira d'embellir nos églises, disait M. de la Bouillerie, n'écoutez plus que la voix de votre cœur. » Cette

parole avait eu de l'écho. Les plus grandes dames de Paris, à la suite de la comtesse de Brissac et de sa fille, de la comtesse de la Rochejaquelein, de Mmes Dubourg et de Florenville, et surtout de Mlle de Mauroy, rivalisaient d'ardeur pour le culte du Saint Sacrement. De leur zèle naquirent bientôt l'œuvre des Tabernacles, qui fournit des ornements et des vases sacrés aux églises pauvres, et celle des Lampes, qui, d'après les règles canoniques, doivent brûler nuit et jour devant l'autel du Saint Sacrement.

Enfin, comme pour couronner toutes ces œuvres eucharistiques, l'Ordre des prêtres du Saint Sacrement allait s'établir. Les deux fondateurs, le P. Eymard et le P. de Cuers, en ont toujours attribué la gloire et le succès à Mgr de la Bouillerie.

III. ŒUVRES DE CHARITÉ — M. DE LA BOUILLERIE TOMBE MALADE — VICAIRE GÉNÉRAL DE Mgr SIBOUR

Mais les œuvres de piété n'absorbaient pas tous les instants et tout le zèle du vicaire général de Mgr Affre. Il y avait, dans ce grand Paris, bien des misères physiques et morales à soulager. A côté des œuvres de piété, il fallait des œuvres de charité. L'abbé de la Bouillerie le savait mieux que tout autre. Aussi s'occupa-t-il activement des malades, des pauvres, des enfants et des ouvriers. Avec des prêtres comme Mgr de Ségur, Mgr Dupanloup, le P. Hermann, l'abbé de Girardin, l'abbé Desgenettes; avec des laïques comme M. de Melun, Ozanam, M. Bailly, M. Baudon, M. Maignen, il travailla à l'établissement des *Conférences de Saint-Vincent de Paul*. Son influence fut pour beaucoup dans l'excellent esprit qui y présida dès l'origine et qu'elles conservèrent en se répandant en province,

Avec Augustin Cochin, Georges de la Rochefoucault et son cousin, Joseph de la Bouillerie, il fonda l'œuvre des *Enfants convalescents*. Il contribua puissamment à la fondation de l'hospice des *Enfants incurables*, à l'établissement de patronages pour les ouvriers et pour les apprentis; il encouragea et protégea l'œuvre des *Jeunes ouvrières* et celle des *Petits vagabonds*, plus connue sous le nom d'œuvre de la Compassion. C'est précisément à l'occasion d'un sermon en faveur de cette dernière qu'il a tracé ce joli portrait du gamin de Paris :

Quiconque a connu cette créature que l'on appelle l'enfant vagabond de Paris sait qu'il n'y a rien de plus espiègle, de plus fin, de plus souple, de plus agile. Vous croyez l'avoir entre les mains; il vous glisse comme un serpent. Vous croyez le tenir entre quatre murs; il grimpe comme le chat et saute par-dessus. Vous croyez l'enfermer dans un cachot; il a appris de bonne heure l'art du serrurier, et les verrous ne lui font rien. Aussi l'un des faits les plus fréquents dans l'œuvre de la Compassion, ce sont les évasions. Un enfant est entré depuis quelques jours : il s'esquive; il faut courir après, et c'est précisément ce que font les bons Frères de la Compassion avec un courage admirable. Pour mon compte, je ne sache pas qu'on ait jamais mieux suivi qu'à la Compassion l'exemple du Bon Pasteur qui court, court et court après ses brebis égarées. Les pauvres Frères s'en vont dans les rues de Paris, disant leur chapelet, et, du fond de leur cœur, appelant leur cher fugitif.....

Mgr Mermillod, dans son éloge funèbre de Mgr de la Bouillerie, a bien fait ressortir la part qu'il prit à toutes les œuvres de l'époque.

C'est là surtout, dit-il, que le jeune vicaire général marque sa force et sa bonté; il inspire toutes les associations, il en organise les bases, il anime les découragés, il discipline les impétueux; partout où l'on porte, avec le bon de pain, le secours de la foi, les joies de l'espérance, l'honneur de l'affection aux déshérités de la vie, vous êtes sûr de rencontrer le vicaire général comme guide, comme soutien et comme inspirateur. Ces œuvres variées, parure et paratonnerre de Paris, lui doivent, en grande partie, leur origine ou leurs progrès. Que ce soient ces patronages qui confient à la jeunesse riche la fraternelle surveillance pour écarter des pauvres les dangers d'un foyer sans foi, les périls d'un atelier sans Dieu; que ce soient les associations d'apprentis, les cercles d'ouvriers; que ce soit cette moderne chevalerie de la communion de la fortune avec la pauvreté sous la bannière de Saint-Vincent de Paul, sa tête dirige, son cœur excite et sa main gouverne ces héroïques milices de la charité contemporaine.

Loin de craindre ces coopérateurs laïques, ces pieuses auxiliaires, émules des chrétiennes des premiers âges, il les recherche, il les attend sur la margelle du puits du Jacob : bien des Samaritaines, arrachées aux frivolités parisiennes, lui doivent la beauté de leur âme renouvelée et la joie d'une vie utile qui suit la misère et console la douleur.....

En dehors des multiples occupations que lui créaient ses œuvres, l'abbé de la Bouillerie avait encore la direction des communautés religieuses de la capitale. Cette direction spirituelle entraînait des visites, des instructions, des retraites, des cérémonies à présider. Et cependant, le zèle du pieux vicaire général ne s'arrêtait point là. Il confessait encore un grand nombre d'hommes et de dames qui se sentaient attirés par sa foi vive, sa tendre bonté et sa science éclairée. On se demandait avec inquiétude s'il pourrait suffire à tant de travaux. La réponse ne se fit pas attendre.

Dès les premiers jours de 1848, sa santé se trouva gravement compromise. Le médecin de sa famille, qu'il fut obligé de consulter, lui dit avec une brusque franchise : *Tant que vous ferez votre religion avec cet acharnement, vous ne guérirez pas.* Obligé d'aller aux eaux de Néris, ensuite à celles de Vichy, M. de la Bouillerie dut suspendre tout ministère, toute prédication, tout travail. Son système nerveux était si ébranlé, son anémie était telle qu'il ne put dire la messe le dimanche qu'au prix de grandes souffrances. On crut un instant que c'en était fait de son ministère sacerdotal. Heureusement, ces prévisions pessimistes ne se réalisèrent pas.

Au bout de quelques mois, un mieux très sensible se produisit, et il se trouvait à Paris quand le mouvement insurrectionnel éclata. On connaît le triste résultat des journées de juin, qui coûtèrent la vie à plusieurs généraux, à un grand nombre de soldats et à Mgr Affre. Dès que l'abbé de la Bouillerie apprit que son archevêque était blessé mortellement, il se précipita, malgré son état de faiblesse, à travers les barricades, et rencontra le brancard sur lequel six hommes rapportaient l'auguste blessé à son palais. En voyant son vicaire général qui fondait en larmes, Mgr Affre se mit lui-même à pleurer. Mais bientôt, dominant son émotion : « Mon cher ami, dit-il, nous faisons mal de pleurer : Dieu seul a fait tout ceci; et il l'a voulu pour notre plus grand bien. »

L'abbé de la Bouillerie passa toute la nuit auprès de son archevêque mourant, lui suggérant de saintes paroles qu'il répétait d'une voix de plus en plus faible. Quand le vénérable martyr eut rendu le dernier soupir, il eut la consolation de lui fermer les yeux.

Après le décès de Mgr Affre, M. de la Bouillerie fut l'un des vicaires généraux capitulaires élus par le Chapitre pour administrer le diocèse pendant la vacance du siège. Mais l'émotion qu'il avait ressentie de la mort du prélat avait été trop forte. De nouveau, sa santé s'affaiblit, et il dut, pour de longs mois, se soumettre à l'épreuve de l'inaction et du silence. Toutefois, ce temps ne fut pas perdu. Profitant des rares heures de repos que lui laissaient ses souffrances, il dicta à un secrétaire les instructions qu'il avait faites aux fidèles pour l'adoration du Saint Sacrement. Il en sortit ce délicieux ouvrage des *Méditations sur l'Eucharistie,* qui a eu jusqu'à 60 éditions.

Dès que ses forces furent revenues, l'abbé de la Bouillerie reprit auprès de Mgr Sibour la place qu'il avait occupée pendant l'épiscopat de Mgr Affre, car le nouvel archevêque de Paris lui avait conservé son titre et ses fonctions (1). Mais le tempérament de Mgr Sibour différait complètement de celui de son prédécesseur. Autant l'un était froid, aimant peu à parler, autant l'autre était expansif et prodigue de sa parole. Des divergences de vues et de sentiments s'étant manifestées entre l'archevêque et son vicaire général, celui-ci pria le prélat de lui laisser simplement le titre de vicaire général honoraire avec la charge des œuvres.

(1) Voir les biographies de ces prélats, nos 287 et 288 des *Contemporains*.

Il revenait donc à ce doux et fécond ministère qu'il devait remplir avec tant de zèle. Sous son habile impulsion, nous l'avons vu, ces œuvres se fondèrent, s'organisèrent et grandirent d'une manière admirable. Le bon prêtre y consacrait tous les instants de son existence, et ce fut au milieu de ces saintes occupations que vint le surprendre le décret qui le nommait à l'évêché de Carcassonne. (6 février 1855.)

IV. ÉVÊQUE DE CARCASSONNE — RELATIONS AVEC LACORDAIRE — CONCILE DU VATICAN

Le sacre de Mgr de la Bouillerie eut lieu le 20 mai 1855, dans l'église Notre-Dame. Mgr Sibour, prélat consécrateur, était assisté de Mgr de Bonnechose et de Mgr Dupanloup. Après la cérémonie, le nouvel évêque se rendit chez les Petites-Sœurs des Pauvres, et il voulut servir lui-même un repas qu'il offrait à leurs pensionnaires.

La fête, disait le lendemain M. Aubineau dans l'*Univers*, la fête était complète, et les poètes de la maison (toute maison de Petites-Sœurs en renferme plusieurs) avaient préparé leurs compliments. Je ne sais si les vers allaient bien droit, mais la reconnaissance ne boitait pas, et les cent cinquante voix chevrotantes et cassées qui répétaient ces pauvres refrains formaient assurément un admirable concert; et lorsque l'évêque, après avoir servi les pauvres et visité les infirmes, eut donné sa bénédiction à toute l'assistance et était au moment de quitter cette maison, où sa présence avait apporté tant de bonheur et donné un si bel exemple, les pauvres vieux criaient de toutes leurs forces : « Vive Monseigneur ! » et ne cessaient de crier que pour pleurer à chaudes larmes.

Mgr de la Bouillerie fut reçu avec enthousiasme par ses diocésains. Dès les premiers jours, il conquit les cœurs de ses prêtres par ses manières distinguées et la bonté qui éclatait dans toutes ses paroles. Castelnaudary, Limoux et Narbonne rivalisèrent de zèle avec Carcassonne pour faire à leur évêque une réception triomphale. Le prélat, peu habitué à ces manifestations extérieures, en fut vivement touché. Il se donna corps et âme à son diocèse. Pendant les dix-sept années qu'il y passa, il fit un bien immense, multipliant les œuvres de piété et de charité. Il fonda des patronages, des écoles et des asiles, des missions diocésaines et des Congrégations vouées à l'enseignement primaire. Il établit les Conférences ecclésiastiques et une caisse de retraite pour les prêtres âgés ou infirmes. Il n'eut garde d'oublier son œuvre de prédilection, l'Adoration perpétuelle du Saint Sacrement, qui s'étendit bientôt dans tout son diocèse :

A peine, écrivait-il en 1863, ma pensée se fut-elle manifestée à cet égard, qu'un élan de pieux enthousiasme l'accueillit sur tous les points..... Les bons habitants de nos campagnes abandonnaient les travaux des champs pour venir à l'église et adorer le Dieu trois fois saint..... Fêtes populaires et vraiment chrétiennes, dont nous sommes encore tous les jours témoins..... Là, on ne s'assemble que pour prier; les âmes ne se réjouissent qu'en Dieu, et les cœurs ne se dilatent qu'en aspirant vers lui. J'ai eu la consolation, écrit-il encore, de voir successivement tous les diocèses voisins imiter mon exemple.

Les rapports de Mgr de la Bouillerie avec son clergé furent toujours empreints d'une grande cordialité : « Avant tout, disait-il, un évêque est un père. » Quand un prêtre avait reçu une destination qui contrariait ses vues, le prélat n'avait pas de repos tant que ce prêtre ne lui avait pas dit que, toute réflexion faite, il se soumettait sans trop de peine. Aussi, quand il fut nommé coadjuteur à Bordeaux, le clergé de Carcassonne l'appela-t-il très justement « le plus constamment vénéré et le plus tendrement aimé des évêques de France ».

Ce fut pendant son séjour dans l'Aude que Mgr de la Bouillerie prononça ses discours les plus remarquables. Comme autrefois à Paris, il aimait à prodiguer à ses diocésains les charmes de son éloquence. Souvent même il eut à parler en dehors de son diocèse. Simple et familier quand il s'adressait aux villageois, il s'élevait au grand art oratoire quand l'auditoire et les circonstances le demandaient. L'éloge funèbre de son ami, Mgr Gerbet, évêque de Perpignan; celui des martyrs de Castelfidardo

sont regardés comme des chefs-d'œuvre. Plusieurs de ses discours à des distributions de prix et celui qu'il prononça à l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse sont des merveilles d'éloquence et de poésie. Mais, de toutes ses œuvres oratoires, la plus étonnante fut l'oraison funèbre de Lacordaire.

Depuis qu'il l'avait rencontré dans le salon de Mme Swetchine, le prélat avait été en relations suivies avec le grand orateur. Un des premiers et des plus assidus au pied de la chaire de Notre-Dame, il l'avait retrouvé avec joie à Rome, et Lacordaire pouvait écrire à sa « maternelle amie » : « Mon manuscrit sera porté à Paris du 1er au 15 août par l'aimable abbé de la Bouillerie, pour qui je me sens de plus en plus de tendresse, et qui m'en montre aussi beaucoup. » Et quelques jours après : « Pendant que je jouissais de ce bonheur (il venait de recevoir une lettre très encourageante de Mme Swetchine), voilà que l'abbé de la Bouillerie est tombé dans mes bras avec une effusion, une amitié, un abandon que je lui rendais de toute mon âme. »

Sorèze n'est pas très éloigné de Carcassonne, et on en profita pour nouer encore plus fortement les liens d'une sainte amitié.

Ici, écrivait en 1855 Lacordaire, l'année s'est close admirablement par un discours de Monseigneur l'évêque de Carcassonne, qui a enlevé l'auditoire et a exigé de moi une réponse imprévue dont le succès n'a pas été moindre. C'est là un de ces coups singuliers où la Providence apparaît d'autant plus qu'on s'y attend moins. L'effet de cette scène a été incroyable à trente lieues à la ronde; et, comme j'étais l'un des acteurs, je n'y comprends que tout juste quelque chose, sinon que Dieu a voulu nous favoriser d'une manière éclatante.

Le souvenir de cette journée oratoire n'était point encore effacé quand le P. Lacordaire mourut. C'était en 1861. Mgr de la Bouillerie fut appelé à l'improviste à Sorèze pour y prononcer l'oraison funèbre du grand orateur. Ce discours, à peine préparé, fut un événement. On en admira l'éloquence et l'élévation littéraire. Mais ce qu'on remarqua par-dessus tout fut la véhémente protestation du prélat contre un acte déplorable et tout récent du gouvernement impérial : la suppression du Conseil central de la Société de Saint-Vincent de Paul, qu'un ministre sans vergogne avait osé comparer à la Franc-Maçonnerie. Atteint et flétri par ces pages vengeresses, le gouvernement de Napoléon III en défendit la publication; il alla même jusqu'à menacer de poursuites le prélat, s'il récidivait.

Celui-ci ne s'inquiéta guère de ces menaces. Lorsque, avec l'assentiment tacite du gouvernement français, les Piémontais envahirent les États pontificaux, il fut un des premiers à établir le denier de Saint-Pierre dans son diocèse et à défendre par la plume et par la parole les droits de l'Église et de son Chef.

Plus tard, quand on agita publiquement la question de l'infaillibilité du Pape, Mgr de la Bouillerie se montra un des plus ardents partisans de la définition. Au Concile du Vatican, il prononça un discours latin, dont l'élégance, la pureté de style et la fermeté de doctrine charmèrent les auditeurs. Il parla aussi dans l'église Saint-André della Valle, où se firent entendre les plus illustres prélats français. Il affirma et établit sa foi en l'infaillibilité par un dilemme resté célèbre, et qui fut reproduit alors par toute la presse catholique.

Nous prêchons l'Évangile, dit-il, mais nous ne le prêchons qu'aux âmes confiées à nos soins, et notre parole est sujette à l'erreur. Pierre enseigne le monde entier et ne se trompe jamais. Pierre, lui a dit Jésus, *j'ai prié pour toi afin que ta foi ne défaille jamais*. De deux choses l'une, mes frères : ou la prière de Jésus-Christ ne vaut rien, ou Pierre est infaillible.

L'évêque de Carcassonne accueillit la définition dogmatique avec les transports d'une joie inexprimable. Mgr Mermillod, son voisin de stalle au Concile, dit à ce propos :

L'histoire redira quelle part publique et secrète il eut dans ces délibérations si sages, si patientes,

si dignes de l'Esprit de lumière et de force qui anime l'Église. Nous avons été le témoin ému et consolé de ses labeurs, de ses prières et de ses larmes; Nous étions près de lui lorsque, en présence de Pie IX, en face des reliques de saint Pierre, les voix de l'Église, réunies de l'Orient, de l'Occident, du Septentrion et du Midi, acclamaient la tradition catholique! Nous nous souvenons avec quel ferme accent, avec quelle note vibrante le *placet* tomba de ses lèvres et le *Te Deum* jaillit de son âme débordante de foi et d'allégresse sur ce nouveau Sinaï!.....

V. COADJUTEUR A BORDEAUX — TRAVAUX LITTÉRAIRES — MONSEIGNEUR DANS SA FAMILLE — SA MORT

Pendant son séjour à Rome, Mgr de la Bouillerie avait eu plusieurs fois l'occasion de voir le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux (1). Les charmes de son esprit et de son cœur avaient laissé chez ce prélat une impression tout à fait favorable. Aussi, deux ans après, le cardinal, presque octogénaire, écrivait-il au Pape :

Donnez-moi un auxiliaire à l'âme grande et généreuse, aux mains pures et à la voix éloquente, qui puisse porter avec moi et pour moi le fardeau des sollicitudes pastorales.....

Et il concluait en demandant Mgr de la Bouillerie. Le Pape donna aussitôt son consentement, mais il ne fallut pas moins de six mois de négociations auprès du gouvernement français pour que l'évêque de Carcassonne fût nommé coadjuteur de l'archevêque de Bordeaux avec future succession. Il reçut en même temps le titre d'archevêque de Perga *in partibus infidelium*.

La vie de coadjuteur, dit M. Buisson (2), ne fut ni moins active, ni moins féconde à Bordeaux qu'à Carcassonne; mais elle ne fut peut-être pas aussi facile. Le cardinal, quoi qu'il en eût dit dans sa lettre au Saint-Père, ne pouvait se résoudre à vieillir et à abdiquer, non pas l'autorité, mais une part quelconque de l'administration épiscopale. Cependant, l'affection venait sous les fonctions : clergé, religieux, fidèles, dans tous les partis, grands et petits, riches et pauvres, étaient attirés par la bonté de Mgr de la Bouillerie, par sa parole toujours prête et toujours séduisante, par l'ascendant de sa vertu, de sa doctrine, de sa haute intelligence, par sa munificence et son urbanité. On vit même plus d'une fois des dissidents lui donner des marques publiques d'une estime particulière.

« On le demandait partout, dit un de ses panégyristes, et l'on ne cessait d'admirer en lui ce je ne sais quoi qui trahissait, sous la croix pastorale, l'orateur soucieux d'honorer le plus beau des arts autant que l'évêque soucieux d'honorer le plus beau des ministères. » Il fut, malgré tout, le docteur ascétique, la parole ailée et vivante de la piété, le promoteur des hautes études, la personnification de toutes les amabilités évangéliques.

Bien qu'il « s'arrangeât facilement de toute chose » et qu'il eût conservé son bon sourire, on retrouvait sur son visage, à la fin de sa vie, des traces de souffrance. L'épreuve était inévitable et sans doute nécessaire. Le changement d'existence, la vie commune avec des éducations si différentes, le naturel et aussi l'âge du cardinal, si peu compatible avec un partage d'autorité et d'influence, qu'il avait sollicité de bonne foi, se croyant capable de le pratiquer, l'étonnement qu'il dut éprouver à voir un nouveau venu pénétrer d'emblée dans le cœur de ses chers Bordelais qu'il remplissait depuis trente-cinq ans, tout cela constituait, sans qu'il y eût faute de part ni d'autre, un ensemble de conditions si défavorables qu'elles n'ont pas pu durer neuf ans sans contrister le cœur du meilleur des hommes. Cependant, le bon coadjuteur ne se plaignit jamais; il échappait toujours en souriant aux interrogations les plus intimes sur ce sujet, par un innocent et fugitif retour de quelque saillie parisienne, tempérée par une résignation angélique.

La place qu'il avait conquise à Bordeaux était en quelque sorte en raison inverse de celle qui lui était laissée dans l'administration diocésaine; elle grandissait quotidiennement et naturellement par l'expérience qu'on faisait de ses vertus. L'éclat et l'émotion des funérailles princières que lui a faites la population bordelaise, la tendre insistance du clergé pour garder son corps dans la cathédrale de Saint-André ont donné la vraie mesure de sa situation.

C'est à Bordeaux que Mgr de la Bouillerie compléta ou acheva plusieurs ouvrages de valeur dont nous n'avons encore rien dit. Cependant, ils font connaître le prélat sous un nouveau jour, comme littérateur, et méritent, à ce titre, plus qu'une mention. M. Buisson, dans l'Éloge qu'il a prononcé devant l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse, dont l'archevêque de Perga était mainteneur, a étudié très finement son

(1) Voir sa biographie n° 158 des *Contemporains*.
(2) *Éloge*, p. 61.

œuvre littéraire. En dehors de ses productions poétiques : ses cantiques et ses fabliaux, si populaires : *Le Ciboire doré* (1), le *Ciboire de cire*, l'*Hostie de Favernay*, la *Légende de sainte Véronique Giuliani*, etc., il la répartit en trois genres. Elle comprend des livres de piété, des discours et des livres de métaphysique chrétienne et de théologie.

Dans la première catégorie, on peut placer les *Méditations sur l'Eucharistie*, la *Vie chrétienne et l'Eucharistie*, le *Cantique des cantiques appliqué à l'Eucharistie*. Dans la seconde, les lettres pastorales du prélat, les homélies, discours, oraisons funèbres et allocutions de circonstance qu'il a dictés après les avoir prononcés, car on se rappelle que Mgr de la Bouillerie improvisait et n'écrivait jamais.

Ses œuvres oratoires ont été publiées par les soins de Mgr Ricard, son ami et son disciple. Elle constituent la partie la plus importante de son bagage littéraire. En toutes on remarque, avec une doctrine sûre, la note élégante et simple, familière à son esprit.

La troisième classe des œuvres de Mgr de la Bouillerie comprend : Le *Symbolisme de la nature*, le *Symbolisme chrétien* et l'*Homme d'après la doctrine de saint Thomas*. Le premier de ces ouvrages fut, dans le début, un livre de direction ; il avait été composé par l'évêque de Carcassonne pour Mlle Louise de Sabran-Pontevès, dont la haute piété aimait à méditer sur les œuvres du Créateur et du visible à remonter jusqu'à l'invisible.

A côté de ces publications, on peut signaler l'existence d'un volume destiné à rester toujours inédit. C'est un livre qui contient tous les discours prononcés par l'évêque aux cérémonies de famille qu'il présidait : baptêmes, Premières Communions, confirmations, mariages, bénédictions de chapelles et pèlerinages. « C'est un livre d'or, dit M. Buisson, que la piété des siens à élevé à Mgr de la Bouillerie. »

Un parfum de douce piété et de grande affection se dégage de la lecture de ces pages dont la préface a été écrite par les petits-neveux et les petites-nièces du prélat.

C'était pour le cœur aimant de l'archevêque de Perga un mois bien agréable

LE CIBOIRE DORÉ

Je vous raconterai l'histoire
Que j'ai lue en un manuscrit,
Au sujet d'un petit ciboire
Qui fut doré par Jésus-Christ.

C'était a ces heures funestes
Ou tout un peuple, contre Dieu,
Contre ses dons les plus célestes,
S'armait et du fer et du feu

Comme on craignait un crime impie,
Une jeune fille s'avisa
D'aller prendre la Sainte Hostie
Et chez elle la déposa.

Ou la cacher ?... Dans son armoire !...
La pauvre enfant n'avait pas mieux,
Mais comment trouver un ciboire
Pour y placer le roi des cieux ?

Elle cherche dans sa vaisselle
Ce qui lui paraît le moins mal !!...
Et choisit, modrste comme elle,
Un joli vase de cristal.

On déroba le saint asile
Aux fureurs d'un peuple brutal ;
Le Seigneur demeura tranquille
Dans le ciboire de cristal.

Mais quand, de sa cachette obscure,
Le précieux trésor fut tiré,
Ciel ! l'hostie était blanche et pure
Et le ciboire était doré !

Jésus avait empreint sa trace !!!
Tout ce qu'Il touche devient or !
Et cette empreinte, à la surface
Du ciboire se voit encor.

Ce n'est pas une parabole,
Je raconte un fait avéré.
Mais combien j'aime ce symbole
Du ciboire qui fut doré !

Jesus ! mon cœur est un ciboire,
Mais qui n'a rien de riche en soi ;
Pour lui, renouvelle l'histoire
Du ciboire doré par toi !

L'humilité, la modestie,
La patience, la douceur,
Voila, divine Eucharistie,
La dorure que veut mon cœur.

Mais le cristal se laissa faire !...
De nous il en est autrement,
Dieu nous dore comme ce verre,
Et nous brisons notre ornement.

O Jesus ! desormais fidèle,
Je ne veux pas t'abandonner,
Et ne plus perdre une parcelle
De l'or que tu sais me donner.

C'est la morale de l'histoire
Que j'ai lue en un manuscrit,
Au sujet d'un petit ciboire
Qui fut doré par Jesus-Christ.

(1) Nos lecteurs nous sauront gré de leur donner ici cette gracieuse poésie :

que ce mois qu'il passait chaque année au milieu des siens. Il aimait à dire que sa famille était « un petit diocèse dont il était le très heureux pasteur ».

Voici le cadre de ses vacances, d'après Mgr Ricard et M. Buisson :

De belles résidences au cœur et dans la riche verdure de l'Anjou, à la Bouillerie, à la Barbée, à Lathan; de grands parcs, des arbres séculaires, des eaux courantes, des canaux, des chapelles, et aussi des théâtres de société. Toutes les joies de Dieu et tous les plaisirs de la bonne compagnie dans le monde sont associés dans la dignité, l'ampleur, l'entrain, la gaieté franche, la séduction, la variété, la poésie d'une vie rurale très large et très élégante.

Il est impossible d'imaginer rien de plus complet. On se croirait dans une famille de magistrature à grande culture intellectuelle du XVIIe siècle, vers la fin. L'évêque se mêle à tout. Il préside même aux jeux des enfants, après avoir présidé à leurs prières. On nous le montre un instant sous une cabane de branchages, retenant l'explosion de leurs cris joyeux durant une chasse à la glu des petits oiseaux, qu'on nomme en Anjou une *pipée*. Ou bien encore, on le voit, plein d'ardeur, faire une partie de croquet, jeu qu'il affectionnait beaucoup, et pour lequel il était d'une maladresse incroyable. C'étaient, à chaque coup malheureux, des désespoirs comiques qui excitaient l'hilarité de tous. Mais aussi, quand, après beaucoup de peine, ses partenaires le faisaient gagner, quelle explosion de joie !

Au moment du Pèlerinage National de 1872, Mgr de la Bouillerie se trouvait à Lourdes, avec tous les siens, qui formaient un groupe assez nombreux, marchant derrière une bannière qui portait le nom d'une de leurs chapelles. Ce fut, pour le prélat, une occasion de renouveler la consécration de sa famille à la Sainte Vierge, consécration qu'on faisait solennellement à la fin des vacances de chaque année. Quelque temps après, une cérémonie bien douce l'appelait au château de la Roche-Huë, chez son cousin, le baron de la Bouillerie; il s'agissait d'administrer la Confirmation à un de ses enfants qui avait été miraculeusement guéri au moment de sa Première Communion. Au milieu de l'émotion et des larmes, le prélat s'adressa directement au jeune miraculé :

Votre père et votre mère avaient dit au Sauveur comme autrefois le centurion : Notre enfant est malade, il gît étendu sur son lit, et il est privé de l'usage de ses membres : *Puer in domo jacebat*. Et le Seigneur s'était dit à lui-même : Je viendrai et je le guérirai : *Veniam et curabo eum*. Et, en effet, le jour même où il avait touché votre cœur, il touchait aussi vos membres; vous vous leviez et vous marchiez.....

Il montra ensuite comment Dieu avait voulu récompenser la foi de sa mère et le dévouement de son père, qui s'efforçait de sauver alors son pays.

Le coadjuteur de Bordeaux ne savait pas refuser un service. Très souvent on lui demandait de présider des cérémonies et de prononcer des allocutions. C'était pour le prélat un surmenage continuel qui devait porter un coup fatal à sa santé. En 1882, il sentait que ses forces s'en allaient; il avait même déjà le pressentiment de sa fin prochaine. Plusieurs de ses lettres en font foi. Néanmoins, il vint à Paris présider la profession religieuse de sa petite-nièce, Mlle Marie de la Bouillerie. De là, il se rendit à Toulouse où il prêcha le panégyrique de saint Thomas d'Aquin avec une éloquence qui ravit ses auditeurs. C'était comme le chant du cygne.

De retour à Bordeaux, il était épuisé de fatigue, et portait sur son visage les signes d'une mort prochaine. Cependant, il ne s'arrêta pas. Comme son divin Maître, il voulut aller jusqu'au bout de sa course. Il eut encore l'énergie de présider les cérémonies de la fête de Notre-Dame de Verdelais et d'y prêcher. C'était le 1er juillet. Quand il rentra à l'archevêché, il dut se mettre au lit, et les symptômes d'une congestion pulmonaire ne tardèrent point à se déclarer. Il vit venir la mort avec sa douceur et sa sérénité habituelles. Après avoir reçu le Saint Viatique, il dit avec un accent angélique et le visage rayonnant de joie : « Le Dieu de l'Eucharistie a toujours été bien bon pour moi. » Ce fut sa dernière parole, comme il convenait à celui qu'on a si bien appelé « l'évêque de l'Eucharistie ».

Il s'endormit doucement, dans la paix du Seigneur, le 8 juillet 1882, à l'âge de



CATHÉDRALE SAINT-ANDRÉ, A BORDEAUX

soixante-douze ans. On pleura sa mort, non seulement à Bordeaux, mais à Carcassonne, à Paris et même à Rome, où Léon XIII donna un souvenir à sa mémoire. Son oraison funèbre fut prononcée le 11 septembre par Mgr Mermillod. Le clergé de Bordeaux a voulu garder ses restes comme ceux d'un saint et lui élever un monument dans la primatiale Saint-André.

Le nom de Mgr de la Bouillerie restera dans l'histoire comme celui d'un saint prêtre, d'un écrivain charmant, d'un orateur éloquent et d'un grand évêque. Son souvenir sera inséparable des œuvres eucharistiques qu'il a fondées.

Jonage.

J. M. J. Bouillat.

BIBLIOGRAPHIE

Vie de Mgr de la Bouillerie, par Mgr Ricard, 1 vol. — *Oraison funèbre de Mgr de la Bouillerie*, par Mgr Mermillod. — *Éloge de Mgr de la Bouillerie*, par M. Buisson. — *Les grands évêques de l'Église de France au XIXe siècle*, par Mgr Ricard. — *Illustrations et célébrités du XIXe siècle.*

LES CONTEMPORAINS



LE DUC D'ENGHIEN (1772-1804)

I. LES PREMIÈRES ANNÉES

Louis-Antoine-Henri de Bourbon, duc d'Enghien, appartenait par sa naissance à la famille royale. Du côté paternel, il avait comme ancêtre Antoine de Bourbon, frère puîné du duc de Vendôme, ce roi de Navarre qui a donné Henri IV à la France. Il remontait donc à Robert de Clermont, sixième fils de saint Louis. Par sa mère, Louise-Marie-Thérèse-Bathilde d'Orléans, sœur de Philippe-Égalité, il se rattachait à la branche cadette. Le jeune prince naquit le 2 août 1772, au château de Chantilly, dans cette somptueuse résidence qu'avait bâtie un Montmorency et que plusieurs générations de Condé s'étaient plu à embellir.

A ce moment, l'horizon politique s'assombrissait de tous côtés. Louis XV descendait lentement au tombeau, emportant avec lui tout le prestige dont avait joui la

monarchie française quatorze siècles durant. Le gouvernement, abandonné à des mains indignes, était dépourvu de toute influence, et notre pays semblait ne plus compter en Europe. Le démembrement de la Pologne venait de s'accomplir, sans que le pouvoir eût osé élever la voix en faveur de ce peuple héroïque, indignement sacrifié; à l'intérieur, l'abbé Terray achevait de discréditer l'autorité royale par des mesures financières déraisonnables et injustes.

Le duc d'Enghien, qu'attendait une destinée si orageuse, commença de bonne heure le dur apprentissage des misères de la vie. A sa naissance, on avait presque désespéré de le conserver, tant il était pâle et défiguré. Quelques jours après, un accident grave faillit compromettre de nouveau, dans des circonstances dramatiques, cette existence déjà si chétive. Les médecins avaient prescrit de l'envelopper de langes imbibés d'esprit de vin; la nourrice qui veillait sur lui, en l'approchant trop près du foyer, y communiqua le feu, et ce ne fut qu'au prix des soins les plus vigilants qu'on parvint à le sauver (1).

En outre, dès son entrée dans ce monde, le pauvre enfant porta la peine de divisions malheureuses, et ses premières années furent privées des tendresses que le cœur d'une mère sait seul trouver. Au point de vue du caractère, les parents se convenaient peu et l'entente n'avait guère duré. Tous les deux y avaient leur part de responsabilité. Le père avait des mœurs trop légères pour accepter facilement la sujétion imposée par les lois du mariage; la duchesse, naturellement pieuse, mais d'une piété peu éclairée, avait une tendance très marquée pour les théories politiques alors fort en vogue dans un certain milieu, et qui devaient amener la Révolution. La conduite de l'un et les théories étranges de l'autre amenaient, comme on le pense bien, des conflits journaliers et des scènes de famille qui nuisaient nécessairement à l'éducation du fils. Avec le temps, ces dissensions prirent un caractère plus grave, si bien qu'une séparation devint bientôt inévitable. En 1780, la duchesse abandonnait Chantilly pour n'y plus revenir.

Par bonheur, la Providence pourvut à cette triste situation. Elle plaça aux côtés de l'enfant, rendu ainsi orphelin avant la mort de ses parents, pour former son esprit et son cœur, des dévouements vrais et affectueux, qui surent se montrer à la hauteur de leur tâche. La vicomtesse de Nesles veilla sur lui pendant cinq ans avec la tendresse d'une mère; deux précepteurs, le comte de Virieu et l'abbé Millot, continuèrent avec un zèle égal l'œuvre déjà en bonne voie. L'action du second fut particulièrement profitable. Prêtre vertueux, littérateur distingué, académicien depuis l'année précédente, ce digne maître joignait à une grande distinction de manières des aptitudes spéciales pour les fonctions de l'enseignement. A force de patience et d'énergie, il sut tirer un heureux parti des dispositions de son élève, assouplir un caractère capricieux et volontaire, accoutumer à la réflexion cette *tête pétrie de salpêtre*, comme il disait, et plier au travail de l'étude une nature qui se sentait plus de passion pour les exercices violents que pour les nobles labeurs de l'intelligence.

Le souvenir de son glorieux ancêtre, le grand Condé, exerça toujours sur l'enfant un ascendant remarquable; il s'enthousiasmait au récit de ses exploits, et avant même d'avoir atteint sa dixième année, il rêvait déjà de marcher sur ses traces.

Quand son père le quitta, pour prendre part aux opérations militaires dirigées contre Gibraltar, il lui fit part de ses inquiétudes à la pensée des périls qui l'y attendaient, le suppliant de ne pas s'exposer au danger. Puis, se ravisant presque aussitôt et honteux de sa timidité, il lui adressa cette autre lettre où l'on reconnaît déjà le digne rejeton d'une famille de héros.

Ma première lettre est plutôt la lettre d'une fille que celle d'un Condé. Je m'en vais en faire une à ma manière. Oui, papa, acquérez de la gloire, battez bien les Anglais, prenez Gibraltar. Après

(1) *Le Duc d'Enghien*, par H. Welschinger.

l'avoir pris, revenez, venez nous revoir. Ensuite, partez, allez en Amérique et montrez que vous êtes Condé. J'espère aussi pouvoir le montrer un jour, et j'attends ce moment avec impatience.

Le grand Condé s'appelait le duc d'Enghien quand il gagna la bataille de Rocroi; peut-être que ce nom me portera bonheur, car tous les Enghiens sont heureux, celui de la bataille de Cérisoles, celui qui gagna la bataille de Rocroi; j'espère l'être aussi.

Ces rêves de bonheur, bien naturels chez un enfant de neuf ans, ne tarderont pas à faire place aux tristes réalités d'une vie d'exil et de souffrance.

En 1788, le prince de Condé reçut la direction du camp militaire récemment formé à Saint-Omer. Le nouveau commandant emmena avec lui son petit-fils, désireux de l'initier lui-même à la vie des camps. Sans avoir à son actif le glorieux passé du vainqueur de Rocroi, le prince de Condé avait, sous le règne de Louis XV, tenu un rang honorable à la tête de nos armées. Il s'était battu vaillamment durant la guerre de Sept ans, et nos troupes lui avaient dû les rares succès remportés par elles dans cette malheureuse campagne. En 1762, il écrasait à Johannesberg le duc de Brunswick et lui enlevait toute son artillerie. Sa bravoure était connue et son mépris du danger légendaire. On le suppliait, à la journée de Hartemberg, de se mettre à l'abri pour éviter une batterie meurtrière : « Je ne trouve pas, répondit-il fièrement, cette précaution dans la vie du grand Condé. »

Héritier de la valeur militaire de son illustre aïeul, le prince de Condé était aussi le type du grand seigneur. Lorsque les loisirs de la guerre le lui permettaient, il se retirait à Chantilly dont il fit les honneurs à la plupart des monarques de l'Europe. Il y offrit une hospitalité somptueuse à Joseph II, empereur d'Allemagne, celui que Voltaire appelait ironiquement *mon frère le sacristain;* au grand-duc de Russie, le futur Paul Ier; au roi de Suède, Gustave III. Il y reçut aussi son ancien adversaire de Johannesberg, le duc de Brunswick. Par un sentiment de courtoisie chevaleresque, il avait fait disparaître de son château les canons et les trophées qui rappelaient sa victoire et dont la vue eût pu offusquer son visiteur. « Prince, dit celui-ci, vous avez voulu me vaincre deux fois : à la guerre, par vos armes, dans la paix, par votre modestie. »

Condé était la providence des paysans qui vivaient sur ses terres. Lors d'une terrible disette, en 1775, pour que nul d'entre eux ne souffrît de la famine, il fit vendre au prix des meilleures années d'immenses provisions de grains qu'il avait achetées à grands frais.

Le duc d'Enghien put visiter les lieux témoins des principaux faits d'armes du grand homme de guerre de Louis XIV. C'est au siège d'Arras que Condé avait fait, à dix-sept ans, ses premières armes, et notre jeune prince accomplit le pèlerinage traditionnel au chêne historique sous lequel s'était reposé son aïeul avant de livrer aux Espagnols la bataille de Lens.

Dès les premiers jours de 1788, le duc d'Enghien se rendit avec son père à Versailles, pour y être reçu chevalier de l'Ordre royal du Saint-Esprit, ce qui faisait dire aux beaux esprits de l'époque que le père et le fils étaient venus chercher le Saint-Esprit. Bientôt après, il fut admis au Parlement de Paris, comme pair de France, et prononça pour sa réception un discours qui, paraît-il, fut trouvé remarquable.

Ceci se passait un an à peine avant l'ouverture des États généraux. C'est dire que le jeune dignitaire dont nous venons de voir les débuts ne devait point jouir longtemps des honneurs auxquels l'appelait sa naissance. Bientôt après, en effet, on apprit la prise de la Bastille.

A la nouvelle des graves événements dont Paris était le théâtre, il y eut à Chantilly un moment d'indécision et de surprise. Le prince de Condé accourut immédiatement à la cour pour s'informer de la situation. Sa colère fut grande à la vue des capitulations du roi devant Necker. Dès lors, son parti fut pris, et il ne songea plus qu'à s'éloigner momentanément de la France, car il prévoyait que bientôt il n'y aurait

plus de sécurité pour les siens. Le départ eut lieu le 17 juillet, trois jours après la chute de la fameuse forteresse.

Le comte d'Artois, second frère du roi, vint rejoindre les fugitifs, mais le voyage ne se fit pas sans difficultés. Les paysans ingrats avaient juré de les précipiter dans l'Oise; à Péronne, un autre incident vint ranimer leur craintes. Obligés de s'arrêter dans cette ville, ils y furent reconnus; aussitôt quelques énergumènes voulurent entraver la marche des voitures en enlevant les roues, ils essayèrent aussi de faire disparaître la peinture dont, pour ne pas être trahi, on avait recouvert les armoiries. Il fallut partir précipitamment pour éviter de grands malheurs. On fit un séjour de courte durée à Mons et à Bruxelles, puis on prit la route de l'Italie, et le 25 septembre on arrivait à Turin, capitale du Piémont. C'est là que l'on devait résider pendant quinze mois et jeter les bases de cette petite armée d'émigrés qui, dans l'histoire, porte le nom *d'armée de Condé*.

II. L'ARMÉE DE CONDÉ (1793-1801)

Pendant les premiers mois qui suivirent leur émigration, les princes, ne sachant encore ce que deviendrait le mouvement qui envahissait le pays, s'étaient tenus sur la réserve, attendant une occasion favorable pour agir. Mais leurs incertitudes s'étaient évanouies rapidement, et il leur était devenu bientôt impossible de s'illusionner sur l'avenir. Ils se demandèrent alors, en voyant les nombreuses recrues qui leur arrivaient dans la personne des gentilshommes fuyant devant la Terreur, s'il ne serait pas possible d'intervenir en faveur de la monarchie compromise. C'est plus tard seulement qu'ils songèrent à recourir aux étrangers. Dans le plan qu'ils s'étaient tracé primitivement, ils entendaient se battre pour leur propre compte et équiper des régiments à leurs frais, en y incorporant les seigneurs émigrés.

Ils s'illusionnaient d'ailleurs sur les forces dont disposait le gouvernement occulte qui dirigeait alors la France, et se flattaient d'en triompher aisément, grâce aux intelligences qu'ils entretenaient avec l'intérieur. Il serait, pensaient-ils, facile de rentrer, presque sans coup férir, et alors, que ne ferait-on pas, avec le prestige d'une victoire gagnée sur le parti démagogique. Toutefois, ce plan, qui était le seul acceptable, ne put être mis à exécution. C'est à la suite de cet insuccès, qu'on eut l'idée de s'adresser aux souverains amis pour leur demander aide et protection. Nous avons le droit de blâmer cette funeste détermination. Mais ces regrets patriotiques, personne ne les ressentait mieux que le duc d'Enghien. Il se désolait d'être ainsi contraint de se mettre à la merci de puissances jalouses et intéressées, tandis que la formation d'un grand parti national eût peut-être pu sauver la situation. Cependant il lui fallut faire contre mauvaise fortune bon cœur et dominer ses répugnances personnelles pour se soumettre à la volonté paternelle.

Les années qui suivent sont une série non interrompue de combats; la France est en lutte avec l'Europe entière. De part et d'autre, la bravoure et le courage sont au-dessus de tout éloge, et cependant presque toujours l'avantage reste aux armées républicaines composées de bataillons recrutés à la hâte, mais qui suppléent à cette formation incomplète par un enthousiasme et un patriotisme irrésistibles. C'est le 17 mai 1793 que le duc d'Enghien eut pour la première fois l'occasion de se mesurer avec d'aussi redoutables adversaires et de recevoir son baptême de feu. Les troupes se rencontrèrent à Rilsheim, en Allemagne; à la tête des chevaliers de la Couronne, le jeune prince attendit de pied ferme les soldats du général Custine et repoussa leur attaque. Une action plus chaude encore se livra durant l'hiver de cette même année, qu'on peut, à juste titre, appeler l'année terrible.

Les royalistes, au nombre de 4 000, occupaient le petit village de Berstheim, situé à quelque distance du Rhin; l'armée en-

nemie, forte de 10 000 soldats, vient assiéger la position, et, devant la supériorité du nombre, les Condéens sont contraints de se retirer. Mais presque aussitôt, ils reforment leurs rangs au cri de « Vive le roi », le duc les entraîne à l'attaque de la place, fond sur un régiment français et bientôt se voit entouré de toutes parts par les ennemis. Quelques instants encore et c'en est fait de lui, lorsque les siens ont le temps d'accourir et de le dégager. Mais que lui importent les périls qu'il vient de courir? Son exemple a donné le branle, et Berstheim est repris.

Quatre jours après, les républicains, revenant à la charge, se rendent de nouveau maîtres du village, mais, une fois de plus, ils sont forcés de l'évacuer. Avec l'intrépidité et le coup d'œil du général le plus expérimenté, notre officier de vingt ans dirige lui-même les opérations militaires, combattant au premier rang et payant de sa personne avec une imprudence toute chevaleresque.

C'est dans cette circonstance que pour éviter à ses hommes des dangers inutiles, il était allé reconnaître une position avantageuse, où les Français avaient installé une artillerie puissante. Il s'approcha si près d'eux qu'il en fut aperçu; on tira sur lui avec acharnement. Mais lui, calme et impassible, revint tranquillement au camp, sans que les balles qui sifflaient à ses oreilles pussent le déterminer à accélérer sa marche.

Intrépide au moment de l'action, le duc d'Enghien était avec ses soldats d'une remarquable bonté, complaisant et affable, plein d'entrain et de gaieté, il avait vite gagné les sympathies de ceux qui l'approchaient. Autour de lui, on l'appelait familièrement le *duc Va de bon cœur*. Sa réputation de bravoure avait même franchi les limites de son camp: l'armée républicaine, elle aussi, s'était prise d'admiration pour ce jeune guerrier. Parfois les soldats qui la composaient demandaient à le voir durant les armistices, et lui se prêtait avec bonhomie à un désir qui le touchait profondément. Ces conversations amicales faisaient les délices de tous. Le prince s'entretenait familièrement avec ces amis d'un nouveau genre, vantant leur courage et leur déclarant que, sous ce rapport, les Français républicains étaient les seuls qui pussent soutenir la comparaison avec ses Français royalistes. Alors surtout, il ressentait vivement le malheur de sa situation, et il se prenait parfois à maudire cette funeste destinée qui le faisait combattre contre ceux dont il eût si volontiers partagé les fatigues et la gloire.

C'est dans une de ces entrevues si curieuses que le général Abattucci lui adressait cet éloge remarquable : « Vous n'aviez pas besoin d'être prince pour vous faire une réputation. Fils d'un charbonnier, vous commanderiez de même une avant-garde dans l'armée républicaine par votre talent militaire. »

Mais ce qui lui fait plus d'honneur encore à nos yeux que ses exploits militaires, c'est l'intérêt qu'il témoigna en maintes circonstances à des soldats français que le hasard des combats avait fait tomber entre ses mains. On raconte qu'en 1799, après la bataille de Rosenheim, il rencontra un hussard blessé et abandonné dans un champ. Il le fit relever et porter sous sa tente, et quand le malheureux eut reçu tous les soins qu'exigeait son état, il le fit reconduire aux avant-postes républicains.

Le père et le fils combattirent ainsi à côté l'un de l'autre jusqu'en 1795. Au mois de juillet, le duc de Bourbon dut partir pour l'Angleterre où l'appelait le comte d'Artois qui désirait lui confier la direction de la malheureuse expédition de Quiberon. Le duc d'Enghien reçut alors de son grand-père, le prince de Condé, le commandement de l'avant-garde. Chargé de la prise du fort de Kehl, mais abandonné par le contingent du cercle de Souabe, il dut se replier sur Offembourg. Il se fit remarquer encore à Oberkamlach et à la défense du pont de Munich où l'on se battit pendant dix-huit jours.

En 1797, après la paix de Leoben et en vertu de ce traité, l'Autriche licencia le Corps de Condé, qui passa au service de la

Russie, comme nous le dirons bientôt.

Tout n'était pas rose dans cette vie d'émigré, la détresse y était souvent très grande et l'on manquait même des choses les plus nécessaires à la vie. « On se bat comme des démons, disait le prince en son langage énergiquement expressif, on se fait casser les os, et l'on vous refuse à la fin de tout cela le pain pour mettre sous la dent. »

Dans ce dénuement extrême, le tsar Paul I[er] fut la providence de cette pauvre armée sans ressources et sans foyers. Il offrit au prince de Condé pour son Corps de troupes un asile momentané dans ses États. Ce voyage allait les éloigner de plus en plus de la patrie. Mais, du moins, c'était du pain assuré pour ces pauvres gentilshommes réduits à envier le sort du dernier de leurs vassaux. Le point difficile, c'était de conduire à destination 4 000 soldats à travers des pays peu bienveillants, et d'entreprendre avec eux un trajet qui devait durer près de trois mois. Après quelques hésitations, le duc d'Enghien accepta cette mission, et, le 1[er] janvier 1798, il abordait sur le territoire russe. Alors se présentèrent de nouvelles difficultés. Il fallait occuper la petite armée et l'arracher au désespoir qu'engendreraient inévitablement la nostalgie et l'inaction. L'habileté du jeune commandant ne fut pas de trop pour soutenir le courage des royalistes et les maintenir dans le devoir. On passa ainsi tant bien que mal l'année 1799 et la suivante, et l'on atteignit péniblement le jour qui ramena sur les champs de bataille les troupes anglaises, autrichiennes et russes coalisées pour la seconde fois contre la France. Les Condéens reprirent les armes, presque découragés, en attendant que les événements vinssent les obliger à se disperser définitivement.

III. ETTENHEIM (1801-1804)

Quand le traité de Lunéville (9 février 1801) eut pour quelque temps assuré à l'Europe une paix relative, les nations alliées firent savoir aux émigrés que leurs services étaient désormais inutiles. L'Angleterre s'offrit à les employer et leur proposa une expédition en Égypte. C'en était trop pour ces pauvres exilés qu'un nouvel éloignement de la patrie, aussi le projet ne fut même pas discuté. Officiers et soldats prirent le parti de se séparer (31 mai).

Les frères d'armes, raconte Chateaubriand, se dirent un dernier adieu et prirent divers chemins sur la terre, sans savoir où ils reposeraient leur tête. Tous allèrent, avant de partir, saluer leur père et leur capitaine, le vieux Condé en cheveux blancs. Ce patriarche de la gloire donna sa bénédiction à ses enfants, pleura sur sa tribu dispersée, et vit tomber les tentes de son camp avec la douleur d'un homme qui voit s'écrouler les toits paternels.

Le duc d'Enghien, lui aussi, sentit son cœur se serrer en voyant s'éloigner cette poignée de braves avec lesquels il avait vécu et combattu près de dix ans. Il leur laissa espérer pour l'avenir un sort moins triste et leur donna rendez-vous pour des temps meilleurs, souhaitant de les retrouver sous les armes, mais cette fois au service de la France.

Il songea pour son propre compte à organiser sa vie le mieux possible, tant que les événements le laisseraient en repos. Plusieurs partis se présentaient à lui. Irait-il en Angleterre rejoindre le duc de Bourbon, son père, ou bien entrerait-il au service d'une puissance étrangère, comme simple officier, ou encore ne ferait-il pas mieux de chercher momentanément la retraite? Tout autant de questions qu'il voulut examiner mûrement avant de prendre une décision définitive. Le séjour de Londres lui répugnait plus particulièrement, et les instances de son père, qui désirait le fixer auprès de lui, avaient toujours été inutiles; le jeune prince craignait de se laisser amollir par l'oisiveté et les plaisirs de la grande cité. Après quelques hésitations, il se décida à quitter, au moins d'une façon provisoire, toute vie active, et résolut d'aller habiter Ettenheim, dans le duché de Bade.

Ettenheim, bourg plutôt que ville, comptait à cette époque 2 000 habitants à peine

et n'était éloignée que de deux lieues de la frontière française. Site agréable et pittoresque, population sympathique et calme, bois abondants en gibiers de toutes sortes, tels étaient les principaux avantages que le nouveau venu espérait rencontrer de ce côté.

En outre, il devait retrouver là sa cousine que depuis longtemps il songeait à épouser. Charlotte de Rohan-Rochefort demeurait auprès de son oncle paternel, l'ancien grand-aumônier de France sous Louis XVI. Le pauvre prélat, on le sait, avait été compromis dans la malheureuse affaire du Collier, mais il était revenu à des sentiments plus dignes de son caractère épiscopal. Il s'était conduit noblement aux États Généraux, et quand les malheurs des temps l'avaient contraint à quitter la patrie, il était venu se réfugier à Ettenheim. Ce fut lui qui, dans le courant de 1802, bénit l'union de sa nièce avec le dernier descendant de Condé; mais pour des raisons spéciales, il ne put en dresser d'acte en forme, car le duc de Bourbon et son père, qui rêvaient pour leur fils une alliance royale, s'étaient toujours opposés à ce projet qui, à leurs yeux, devait rabaisser l'honneur de leur famille. Louis XVIII lui-même, qui espérait une union avec quelque maison souveraine, avait refusé son consentement; le secret dut donc être gardé momentanément, et c'est plus tard seulement qu'on en acquit une certitude absolue. La duchesse d'Enghien, qui survécut près de quarante ans à son époux, lui conserva jusqu'à la fin une inviolable fidélité, et elle sanctifia noblement son veuvage par une vie toute de prière et de charité.

Le duc prit possession de sa nouvelle résidence le 29 septembre 1801, après en avoir, au préalable, demandé et obtenu l'autorisation du grand-duc de Bade. C'est là que s'écoulèrent les dernières années de sa vie, calmes et tranquilles, dans une situation de fortune qui n'était pas la misère, mais qui était moins encore l'abondance.

Après le licenciement du Corps d'armée de Condé, le jeune prince avait un moment connu la gêne, et sa position avait même été si précaire que, pour subvenir à des nécessités pressantes, il s'était vu forcé de vendre ses chevaux. L'année suivante, le gouvernement anglais s'offrit à lui servir une pension mensuelle de 150 livres sterling — 3750 francs de notre monnaie. C'était de quoi faire face aux éventualités de l'avenir; mais le séjour d'Ettenheim entraînait des frais considérables.

Il fallait pourvoir aux dépenses journalières, solder les gages de pauvres serviteurs et surtout venir en aide aux émigrés nécessiteux, en quête de secours. Un train de vie modeste, la culture d'un petit jardin et les plaisirs de la chasse, c'est tout ce que le duc d'Enghien pouvait souhaiter, et il ne se fût point permis de désirer une situation meilleure sur la terre étrangère.

Mais l'absence de la patrie était pour son cœur une cruelle épreuve. Aussi, au milieu des tristesses d'un exil qui menaçait de se prolonger encore, après avoir déjà tant duré, sa pensée se reportait souvent vers la France, il suivait avec une patriotique anxiété les événements qui s'y déroulaient, applaudissant à ses succès, gémissant de ses revers et appelant de tous ses vœux des temps plus favorables qui lui en rouvrissent les portes.

A l'intérieur, depuis qu'un pouvoir énergique avait succédé à l'anarchie révolutionnaire, les complots se multipliaient contre le premier Consul. Jacobins et royalistes, unis pour un instant dans une même haine, s'en prenaient à celui qu'ils regardaient comme un obstacle à leurs desseins. De ce nombre, le plus audacieux était incontestablement Georges Cadoudal; le fameux chouan avait conçu le plan gigantesque d'enlever Bonaparte et de le transporter vivant en Angleterre (1). La police déjoua ces menées, et les conspirateurs, arrêtés en pleine rue de Paris, furent livrés à la justice. Au cours de son interrogatoire, Cadoudal

(1) Voir l'*Histoire de la Vendée militaire*, édition illustrée, t. IV, p. 59 et suivantes. Voir aussi la biographie de Georges Cadoudal, n° 155 des *Contemporains.*

déclara qu'il avait attendu, pour mettre à exécution ses projets, l'arrivée d'un prince, il ajouta même que sa venue n'était plus qu'une affaire de quelques jours.

Le gouvernement accueillit avec empressement cet aveu plus ou moins sérieux et se promit d'en tirer parti. Désireux de frapper un grand coup, il se persuada aisément que ce prince était un Bourbon et que, parmi les Bourbons, le duc d'Enghien seul était assez résolu pour se jeter dans une pareille entreprise.

Tout avait été habilement préparé à l'avance, et comme on voulait donner à ces suppositions un fondement quelconque, on fit répandre dans les journaux le bruit que le duc pénétrait fréquemment sur le territoire français, qu'il assistait même aux représentations théâtrales de Strasbourg, bien plus, qu'il poussait ses incursions jusqu'à Paris.

Le prince de Condé, alors à Londres, fut mis au courant de ces rumeurs; inquiet des suites que pouvaient avoir de telles imprudences, si elles existaient, il adressa à son petit-fils ce sage avertissement : « Prenez garde à vous, et ne négligez aucune précaution pour être averti à temps et faire votre retraite en sûreté, en cas qu'il passât par la tête du premier Consul de vous faire enlever. »

Or, impliquer le prince dans un complot, c'était un odieux mensonge. Les principes politiques du duc d'Enghien et son respect pour le dépositaire de l'autorité monarchique lui faisaient voir en Bonaparte un ennemi personnel et souhaiter sa chute; au besoin, il y eût contribué. Mais il ne voulait lutter que sur un champ de bataille, à armes égales et avec des chances pareilles. Il lui eût répugné de compromettre sa loyauté dans d'obscures intrigues ou de ténébreuses entreprises.

Son aïeul, d'ailleurs, ne pensait pas autrement. Le 23 janvier 1802, quelques mois après son arrivée à Londres, il éconduisait avec mépris un fanatique qui s'était présenté chez lui, s'offrant à poignarder le premier Consul.

Je ne lui ai pas donné le temps de m'achever les détails de son projet, mandait-il au comte d'Artois, et j'ai repoussé cette proposition avec horreur, en l'assurant que, si vous étiez ici, vous en feriez de même; que nous serions toujours les ennemis de celui qui s'est arrogé le trône et la puissance de notre roi, tant qu'il ne le lui rendrait pas; que nous avions combattu cet usurpateur à force ouverte; que nous le combattrions encore si l'occasion s'en présentait; mais que jamais nous n'emploierions de pareils moyens qui ne pouvaient convenir qu'à des jacobins, et que si, par hasard, ces derniers se portaient à ce crime, certainement nous n'en serions jamais complices.

Bonaparte, en usant de rigueur, obéissait, pensait-il, à une double nécessité de sa position. D'abord il fallait terrifier la famille royale et lui montrer qu'aux yeux du parvenu entre les mains duquel la France avait remis ses destinées, le sang des Bourbons n'était pas plus sacré que celui du dernier des Vendéens, surpris en état de conspiration. En outre, il convenait d'ôter tout prétexte à certaines accusations qui, propagées et non démenties, pouvaient avoir de fâcheuses conséquences. Dans un certain milieu, en effet, on inclinait à voir en lui un Monk moderne, un restaurateur de la monarchie déchue. Laisser s'accréditer ces rumeurs, c'était s'exposer au ridicule, peut-être même à des dangers plus sérieux, car à cette époque la cause de Louis XVIII était fort impopulaire.

IV. L'ARRESTATION

Par les soins du premier Consul, une enquête immédiate fut résolue, et l'on décida que les choses seraient menées rapidement. Un sous-officier fut envoyé le 4 mars 1804 à Ettenheim, afin de s'enquérir des menées des prétendus conspirateurs. De son entretien avec les habitants du village, il apprend la présence du général Dumouriez sur le territoire du grand-duc, et, aux dires de quelques inconnus, il croit comprendre qu'on s'attend à une révolution prochaine. Il consigne par écrit ces détails en en joignant d'autres tout aussi fantaisistes.

Ce rapport, qui devait déterminer l'arrestation du prince, fut rédigé par Régnier, grand juge, et reposait principalement sur une confusion regrettable. Le duc d'Enghien avait comme hôte, à cette époque, non pas le vainqueur de Valmy, mais le marquis de Thumery, ancien soldat de l'émigration, homme calme et inoffensif, qui se fût fort étonné si on lui avait reproché de créer des embarras à la République. Il y avait à la base de tout cela une simple erreur de prononciation. Les Badois, en effet, avaient transformé dans leur langage le nom de Thumery en celui de *Doumerié*, et l'espion, sans plus de souci, s'était hâté d'inscrire sur sa déposition le nom du général rebelle.

A la lecture du rapport, Bonaparte entra



CHATEAU DE CHANTILLY

dans une violente colère; la scène qu'il fit en cette circonstance est restée célèbre : « Eh quoi! dit-il, à son conseiller d'État, Réal, vous ne me dites point que le duc d'Enghien est à quatre lieues de ma frontière, organisant des complots militaires..... Suis-je donc un chien qu'on peut assommer dans la rue, tandis que mes meurtriers seront des êtres sacrés? On m'attaque au corps, je rendrai guerre pour guerre. Je saurai punir leurs complots, la tête du coupable m'en fera justice. »

Presque seul, le régicide Cambacérès essaya de faire entendre le langage de la clémence; pour toute réponse, il reçut cette apostrophe foudroyante : « Vous êtes devenu bien avare du sang des Bourbons! »

Dans l'entourage du consul, deux

hommes, Talleyrand et Fouché, semblaient particulièrement acharnés à la perte du dernier Condé. Eux aussi avaient sur la conscience plus d'un méfait de ce genre, et ils étaient satisfaits de voir leur maître s'engager dans la malheureuse voie qu'ils avaient eux-mêmes suivie. Ils excitaient sa colère et le poussaient à agir énergiquement, soit en couvrant les projets en question du beau prétexte de mesures de salut public, soit en prenant au sérieux les accusations les plus invraisemblables (1).

A Ettenheim, le duc d'Enghien, fort de son innocence, s'était toujours refusé à prendre les précautions les plus élémentaires pour assurer sa sécurité. Ni les avis de son grand-père, ni les craintes de son entourage n'avaient pu triompher de son insouciance et dissiper ses illusions. Cependant le danger était imminent. Dans la matinée du 14 mars, les familiers du prince avaient remarqué près de sa demeure deux individus aux allures suspectes et ils avaient cru reconnaître en eux des espions français. Pressés de questions, ceux-ci n'avaient répondu que d'une façon évasive et s'étaient hâtés de disparaître. Le même jour, une lettre signalait des mouvements de troupes dans les environs d'Ettenheim. C'est à peine si, en présence de tant d'indices inquiétants, le prince consentait, pour ne pas désobliger des serviteurs dévoués, à leur promettre de partir le lendemain. Le soir, en se retirant dans sa chambre, il se contenta de préparer quelques armes, bien convaincu qu'en cas d'agression, il ne trouverait jamais devant lui que trois ou quatre sbires.

A ce moment, le général Ordener passait le Rhin avec 300 dragons et un certain nombre de gendarmes, pour procéder à l'arrestation du duc d'Enghien. Le général Caulaincourt, ancien officier royaliste, avait été adjoint à son collègue, avec la mission d'informer le souverain badois, aussitôt l'enlèvement accompli. Ce procédé manquait peut-être de courtoisie, pour ne pas dire de loyauté, mais le grand-duc craignait trop Bonaparte pour oser réclamer contre la violation de son territoire.

Les troupes approchaient du village, et il était impossible que les pas des chevaux, troublant le silence de la nuit, ne fussent pas entendus à une certaine distance. Le bruit devint bientôt si distinct qu'il parvint jusqu'aux serviteurs du duc. Ils se précipitent à la fenêtre, mais la nuit est trop sombre pour que l'on puisse rien découvrir. A 5 heures, nouveau tumulte ; cette fois, c'est l'attaque. Déjà des soldats escaladent le mur de clôture, tandis que d'autres se trouvent dans la cour intérieure, prêts à faire irruption dans la maison. Réveillé en sursaut, le prince appelle au secours et s'apprête à faire feu.

Ce même jour, il devait aller à la chasse avec le colonel Grunstein, qui, déjà prêt à partir, aperçut dans la cour les gendarmes et les dragons : « Monseigneur, dit-il au prince qui s'armait pour se défendre, vous êtes-vous compromis? — Non, répondit le duc d'Enghien. — Alors toute résistance est inutile, nous sommes cernés et j'aperçois beaucoup de baïonnettes. » Le chef d'escadron Charlot entrait en même temps. Aux questions réitérées du commandant : « Qui est le duc? » personne ne répond. On appelle un habitant du village; craignant alors pour le pauvre homme des vexations inutiles, le malheureux Condé fait généreusement le sacrifice de sa

(1) Mignet, dont on connait l'indulgence en faveur des personnages de la Révolution, trouve à peine un mot de blâme pour Talleyrand en cette affaire.

« M. de Talleyrand, écrit-il, fut-il mis dans le secret de ces meurtrières et iniques représailles du premier Consul, ou concourut-il seulement à l'arrestation du duc d'Enghien sans connaitre le sort qui lui était réservé? Rien n'indique qu'il ait été consulté sur cet acte sanglant qui d'ailleurs était contraire à sa douceur et à sa modération naturelle. Mais il faut le dire, M. de Talleyrand a coopéré, en exécution des ordres du premier Consul, à l'enlèvement du duc d'Enghien sur un territoire étranger, et, ministre des relations extérieures, il a consenti à la violation d'un principe sacré du droit des gens. Dans la fougue de son ressentiment et pour la sûreté de sa personne, le premier Consul ne tenait aucun compte de la seule sauvegarde des États faibles, celui qui en était le conservateur obligé ne devait pas au moins le méconnaître. » (*Notices et Portraits*, t. Ier, p. 208.)

liberté : « C'est moi, » dit-il, en se livrant aux soldats. Il est immédiatement arrêté avec le colonel Grunstein, le général Thumery et ses trois domestiques. On l'enchaîne, l'escorte se remet en marche. Avant la fin de cette triste journée, le prisonnier est interné dans la citadelle de Strasbourg.

Quand il se retrouva seul dans l'appartement qu'on lui avait assigné, il songea à l'horreur de sa position, et quoique les émotions de cette terrible journée l'eussent épuisé, il ne put goûter un instant de repos.

Séparé des siens, étroitement surveillé, il envisageait l'avenir avec terreur et cependant il se faisait encore illusion sur le sort qui l'attendait.

Fort de son innocence, il se refusait à admettre qu'on en voulût à sa vie; tout au plus craignait-il qu'on le gardât comme otage, et la perspective d'une longue détention l'effrayait. Puis, passant d'une impression à une autre, il s'imaginait que, lorsqu'elle aurait visité ses papiers et qu'elle aurait reconnu qu'il ne s'y trouvait rien de compromettant, la police lui rendrait la liberté. Il put même croire, dès le lendemain de son arrestation, qu'en effet, sa délivrance était proche, car la consigne, très sévère tout d'abord, se relâcha de sa rigueur. Les inquiétudes commençaient à se dissiper, lorsque, le 17 mars, au soir, un courrier, arrivé de Paris, annonça qu'il fallait partir immédiatement; et comme on savait que les ordres du premier Consul ne souffraient point de délai, tout fut disposé pour que le départ pût s'effectuer au milieu de la nuit. Réveillé à une heure du matin, le duc d'Enghien s'habilla à la hâte, et, après avoir eu à peine le temps d'embrasser ses serviteurs qui lui avaient témoigné tant de dévouement et demandaient à partager son sort, il monta en voiture. Soixante-deux heures après, on arrivait aux portes de Paris. Rien n'avait été négligé pour que le voyage s'accomplit rapidement : des chevaux vigoureux attendaient à chaque relais, supprimant ainsi les arrêts. Puis, comme on avait lieu de craindre qu'un complot ne vînt ravir à la vengeance de Bonaparte la victime qu'elle réclamait, des soldats avaient été échelonnés le long de la route, afin d'enlever aux amis du captif l'idée même de tenter un coup de main.

V. LE JUGEMENT — LE CRIME DU 21 MARS 1804

Pendant que s'accomplissaient les événements que nous venons de relater, Bonaparte vivait retiré à la Malmaison. Il y avait reçu, par l'entremise de Talleyrand, les papiers du duc d'Enghien, et les avait examinés avec un soin minutieux, mais sans pouvoir y découvrir les faits graves qui devaient légitimer une condamnation capitale. C'est bien ce qui résulte de ses propres déclarations. Quand il renvoie le dossier à ses subalternes, il leur recommande, avec une préoccupation évidente, « d'empêcher qu'il ne soit tenu aucun propos sur le plus ou moins de charges que contiennent ces papiers ».

Toute la semaine, il fut en proie à une émotion extraordinaire. Il essayait bien de cacher, sous un visage impassible, les remords qui torturaient son cœur, mais à chaque instant des mouvements involontaires trahissaient l'angoisse de son âme. Autour de lui, on connaissait l'affreux drame qui allait bientôt se dérouler et l'on tentait de l'émouvoir en faveur d'une infortune aussi touchante. Aux sollicitations de plus en plus instantes de Joséphine, le premier Consul affectait de répondre d'une voix qu'il s'efforçait de rendre dure : « Tu es une femme, tu n'entends rien à la politique. Ton rôle est de te taire. »

Les *Mémoires* de Mme de Rémusat rapportent une scène étrange arrivée dans la journée du 19 mars et qui montre bien que toutes les préoccupations de Bonaparte étaient au duc d'Enghien. Pendant une partie d'échecs, elle lui entendit murmurer le fameux mot d'Auguste : « Soyons amis, Cinna, » et les vers suivants empruntés au théâtre de Voltaire :

> Et le mien, quand ton bras vient de m'assassiner,
> M'ordonne de te plaindre et de te pardonner.

Hélas! il ne s'agissait dans la circonstance ni de grâce, ni d'amitié. Un crime juridique, voilà ce que l'on préparait dans les conseils du gouvernement. Moins magnanime que l'empereur romain, dont il évoquait le souvenir, le chef de la France se disposait à poursuivre, avec une rigueur implacable, un ennemi auquel, d'ailleurs, il n'avait à reprocher ni l'ingratitude, ni les coupables desseins du conspirateur de la tragédie.

Pendant qu'au soir du 20 mars on transférait le prisonnier au château de Vincennes, une Commission militaire était convoquée par Murat, gouverneur de Paris, pour instruire son procès. La Commission était formée des cinq colonels Guitton, Bezancourt, Ravier, Barrois et Rabbe, du major de gendarmerie Dautancourt; elle avait comme président un ancien *vainqueur* de la Bastille, le général Hulin, brave soldat peut-être, intrépide sur le champ de bataille, mais tout aussi incapable que ses collègues de déplaire au maître, sitôt qu'il en soupçonnait les désirs. Bonaparte, en ordonnant l'arrestation du prince, avait indiqué clairement ce qu'il attendait de la complaisance des juges. Pour être plus sûr de son fait, il leur avait laissé peu d'initiative, et leur rôle se bornait à faire subir au prévenu un interrogatoire dont toutes les questions avaient été fixées à l'avance. Ce jugement sommaire se passe dans le plus grand mystère, le droit et la justice y sont ouvertement violés; le défenseur que l'on accorde au criminel le plus coupable est refusé au petits-fils de Condé. A quoi bon d'ailleurs s'inquiéter outre mesure de ces formalités? Elles auraient eu le grave inconvénient de traîner en longueur et d'ébruiter un débat qui devait se faire rapidement et rester ignoré.

Il était bien près de minuit quand le duc d'Enghien fut appelé devant la Commission militaire qui devait le juger. Savary, ministre de la police consulaire, assistait à la séance. L'accusé répondit avec une entière franchise à toutes les questions qui lui furent posées. Il avoua sans forfanterie sa participation aux guerres étrangères et déclara qu'à ses yeux le premier Consul était l'ennemi de la France.

C'en était assez pour lui valoir une condamnation à mort, s'il avait été saisi en territoire français, ou pris les armes à la main; mais c'était trop peu pour légitimer une arrestation en pays neutre, alors surtout que, depuis trois ans, celui qui en était l'objet vivait en dehors de la politique. Le prince nia enfin avec énergie toute participation aux complots formés par Pichegru et Dumouriez.

Le procès-verbal de l'inique jugement mérite, d'ailleurs, de trouver place ici.

A lui demandé ses nom, prénoms, âge et lieu de naissance?

A répondu se nommer Louis-Antoine-Henri de Bourbon, duc d'Enghien, né le 2 août 1772 à Chantilly.

A lui demandé où il a résidé depuis sa sortie de France?

A répondu qu'après avoir suivi ses parents, le corps de Condé s'étant formé, il avait fait toute la guerre, et qu'avant cela il avait fait la campagne de 1792 en Brabant, avec le corps de Bourbon.

A lui demandé s'il n'était point passé en Angleterre et si cette puissance lui accorde toujours un traitement?

A répondu n'y être jamais allé; que l'Angleterre lui accorde toujours un traitement et qu'il n'a que cela pour vivre.

A lui demandé quel grade il occupait dans l'armée de Condé?

A répondu : commandant de l'avant-garde avant 1796, avant cette campagne comme volontaire au quartier général de son grand'père, et toujours, depuis 1796, comme commandant de l'avant-garde.

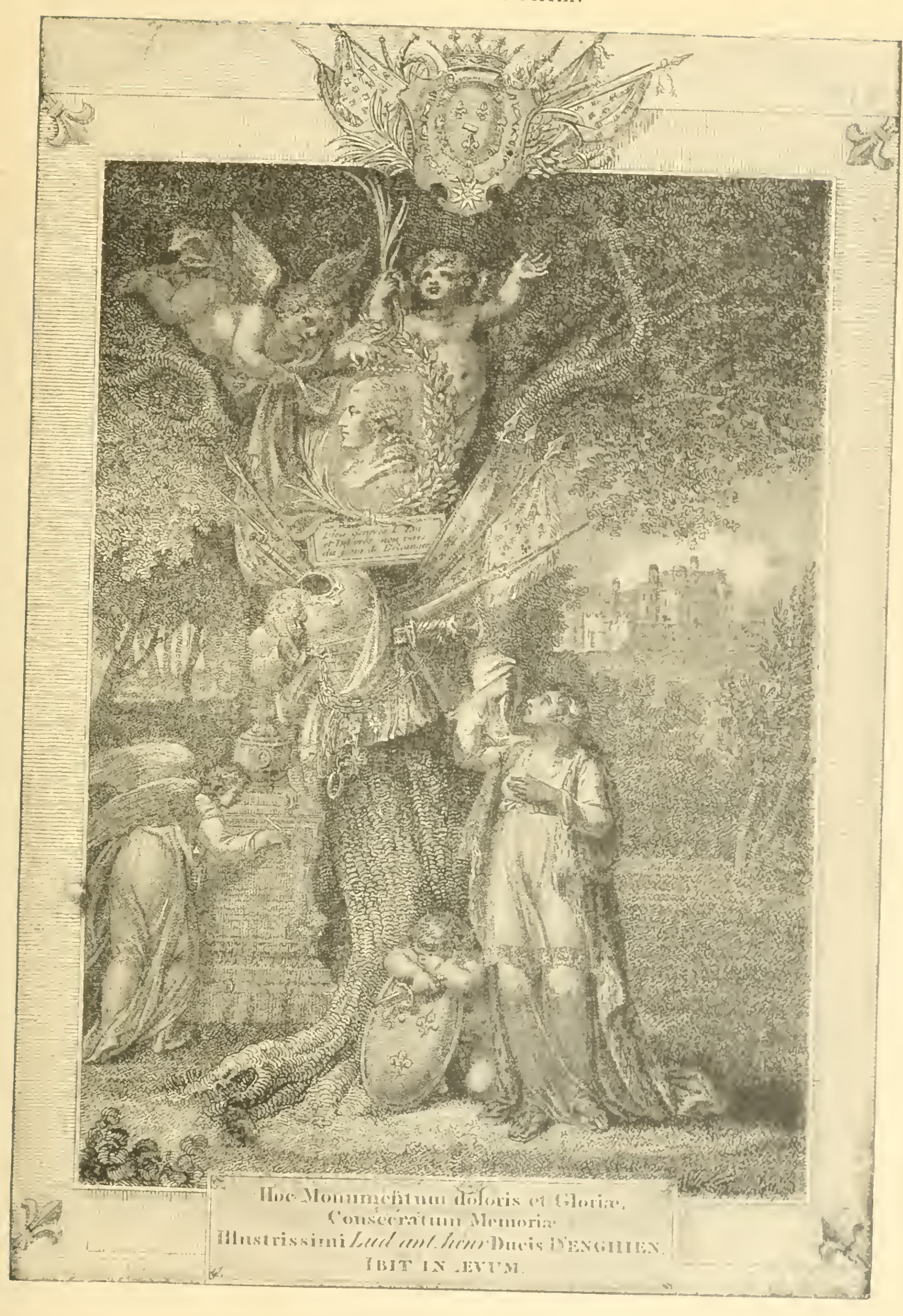
A lui demandé s'il connaissait le général Pichegru, s'il a eu des relations avec lui?

A répondu : Je ne l'ai, je crois, jamais vu. Je n'ai point eu de relations avec lui. Je sais qu'il a désiré me voir. Je me loue de ne l'avoir point connu, d'après les vils moyens dont on dit qu'il a voulu se servir, s'ils sont vrais.

A lui demandé s'il connaît l'ex-général Dumouriez et s'il a des relations avec lui?

A répondu : Pas davantage.

Avant d'apposer sa signature au bas de cette pièce, le prince réclama une entrevue avec le général Bonaparte. Peut-être les juges auraient-ils accédé à son désir si



MONUMENT DU DUC

Savary ne s'était opposé à la demande comme *inopportune*. C'était enlever au malheureux la seule chance de salut qui lui restât (1).

L'interrogatoire achevé, la Commission militaire se retira pour délibérer en secret. Les charges étant très faibles, la sentence

(1) Quelques personnes de l'intimité de l'impératrice Joséphine assurent que cette princesse, instruite de ce qui se passait à Vincennes, se jeta aux pieds du Consul, implorant la grâce du duc d'Enghien; que

devait naturellement conclure à la délivrance du prisonnier, ou du moins n'entraîner qu'une peine légère. Avec des juges impartiaux, les choses se fussent passées de la sorte; avec des soldats qui ne connaissaient d'autre consigne qu'une obéissance servile, il n'en devait pas être ainsi.

Voici le jugement tel qu'il est rédigé : « L'unanimité des voix l'a déclaré coupable, et lui applique l'art..... de la loi du..... ainsi conçu..... et, *en conséquence* l'a condamné à la peine de mort. »

Ainsi, c'est en punition de crimes qu'on ne peut même pas déterminer et en vertu d'une loi dont on cherche vainement l'article, que le duc d'Enghien sera fusillé. A ce moment, 2 heures sonnaient au château. Or, une heure avant que l'arrêt fatal eût été rendu, tout était préparé pour l'exécution du prince; 16 gendarmes avaient reçu l'ordre de charger leurs armes, et ils se tenaient prêts à partir. Il y a mieux, au témoignage d'un des acteurs de ce drame lugubre, la fosse, qui devait recevoir le cadavre de la victime, était creusée depuis deux jours déjà par un ouvrier dont l'histoire a gardé le nom et qui s'appelait Bonnelet.

Bientôt après, Harel, le commandant de la prison, une lanterne à la main, se présente devant le duc d'Enghien et l'invite à le suivre. Ignorant encore la condamnation qui vient de le frapper puisqu'elle a été décidée hors de sa présence, le prisonnier descend sans hésiter les escaliers tortueux qui conduisent de la prison aux fossés de la citadelle. A peine a-t-il respiré l'air froid de la nuit qu'il se sent pris d'un étrange frisson : « Où me conduisez-vous, s'écrie-t-il, sous le coup d'une poignante émotion? Dites-le moi? » Et comme personne ne se souciait de prendre l'initiative d'une pareille révélation : « Est-ce aux cachots? continue-t-il. Autant vaudrait mourir. — Aux cachots? reprend alors un des gardiens, non, malheureusement. » Cette fois, le prince venait d'entrevoir le sort qui lui était réservé.

Abandonné des hommes, il reporte sa pensée vers Dieu. La foi qu'il avait peut-être laissé sommeiller en son âme au milieu des agitations de la vie militaire se réveille soudain en cet instant suprême : « Ne me donnerez-vous pas un prêtre? » demande-t-il à ses bourreaux. Pour toute réponse, il ne reçoit de Savary que ces affreuses paroles : « Veut-il donc mourir en Capucin? » Après avoir laissé condamner un innocent, le général trouvait plaisant d'insulter à son agonie.

N'attendant aucune pitié de cette soldatesque sans cœur, le duc tombe alors à genoux et, dans une ardente prière, recommande son âme à Celui qui bientôt sera son juste juge. Puis il se relève et pousse un cri lamentable : « Qu'il est affreux de périr ainsi de la main des Français! »

Au tournant du pavillon dit de la Reine, on rencontra le peloton d'exécution. Harel lui lut la sentence, et le prince dit avec calme : « Quelqu'un veut-il me rendre un dernier service, celui de me prêter une paire de ciseaux? » Un des gendarmes lui tendit l'instrument. Alors le duc coupa une boucle de ses cheveux, l'enveloppa dans un papier avec un anneau d'or et une lettre et remit le tout au lieutenant Noirot à l'adresse de la princesse Charlotte, sa femme. Une voix barbare se serait écriée « que personne ne devait se charger de remplir les commissions d'un traître ». Le prince est fusillé peu d'instants après à la lueur d'une lanterne qu'on avait attachée sur sa poitrine. Immédiatement, le corps, dépouillé de ses vêtements, fut précipité dans la fosse béante qui l'attendait depuis deux jours. On le recouvrit de terre et ce fut tout.

Il fallut attendre douze ans pour que ces restes reçussent les honneurs de la sépulture chrétienne. A la seconde Res-

---

Napoléon repoussa d'abord cette demande, mais que, revenu par degrés à des sentiments de modération et de justice, il l'accorda; qu'un conseiller d'État reçut ordre de partir sur-le-champ pour Vincennes (6 heures du matin) et d'arrêter l'exécution de la sentence. Mais le prince avait déjà cessé de vivre.

tauration, le prince de Condé et le duc de Bourbon, sur les indications précises de personnages, acteurs ou témoins au drame de Vincennes, ordonnèrent des fouilles qui aboutirent, le 20 mars 1816, à la découverte du cadavre. On en fit l'exhumation le lendemain, jour anniversaire de l'exécution, et on le déposa solennellement dans la chapelle du château.

Le cercueil qui le reçut porte cette inscription : « Ici est le corps de très haut et très puissant prince Louis-Antoine-Henry de Bourbon Condé, prince du sang, pair de France, mort à Vincennes le 21 mars 1804, âgé de trente et un an, neuf mois et dix jours. » « Le *corps,* dit l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe,* était des os fracassés et nus; le *haut* et *puissant prince,* les fragments brisés de la carcasse d'un soldat. »

L'œuvre du sculpteur Deseine, composée pour la chapelle du fort, n'a rien de remarquable, et malheureusement ne répond pas à la grandeur du sujet. « La Religion soutenant le duc d'Enghien, fait remarquer un historien que nous avons déjà cité, M. Welschinger, le Crime montrant un poignard, la France succombant à sa douleur sont des allégories intéressantes, mais mal exécutées. Dans son attitude, le duc n'a rien de cette noblesse et de ce courage qui surprirent ses meurtriers.....

Le tombeau du prince n'a pas échappé aux vicissitudes de la politique, et le monument de Deseine a été relégué dans une des salles du château. A peine le visiteur peut-il retrouver le lieu où repose une des plus nobles victimes de nos discordes civiles.

Ce crime politique est un de ceux qui pèsent le plus lourdement sur la mémoire de Napoléon. Qui de nous n'a pas encore présentes à la mémoire les strophes que Lamartine consacrait, en 1823, dans ses *Nouvelles méditations,* à ce drame lugubre?

Cette pièce est intitulée *Bonaparte* et commence par ces beaux vers :

Sur un écueil battu par la vague plaintive,
Le nautonnier, de loin, voit blanchir sur la rive
Un tombeau, près du bord, par les flots déposé!
Le temps n'a pas encore bruni l'étroite pierre,
Et sous le vert tissu de la ronce et du lierre
On distingue..... un sceptre brisé!

Puis viennent les strophes sanglantes qui se rapportent à notre héros :

Oh! qui me donnera de sonder ta pensée,
Lorsque le souvenir de ta grandeur passée
Venait, comme un remords, t'assaillir loin du bruit;
Et que, les bras croisés sur ta large poitrine,
Sur ton front chauve et nu que la pensée incline,
L'horreur passait comme la nuit!

Pourquoi détournes-tu ta paupière éperdue?
D'où vient cette pâleur sur ton front répandue?
Qu'as-tu vu tout à coup dans l'horreur du passé?
Est-ce de vingt cités les ruines écumantes?
Ou du sang des humains quelque plaine fumante?
Mais la gloire a tout effacé!

La gloire efface tout..... tout, excepté le crime!
Mais son doigt lui montrait le corps d'une victime :
Un jeune homme, un héros, d'un sang pur inondé.
Le flot qui l'apportait passait, passait sans cesse,
Et toujours, en passant, la vague vengeresse
Lui jetait le nom de Condé!

Comme pour effacer cette tache livide,
On voyait sur son front passer sa main rapide;
Mais la trace de sang sous son doigt renaissait.
Et, comme un sceau frappé par une main suprême
La goutte ineffaçable, ainsi qu'un diadème,
Le couronnait de son forfait.

C'est pour cela, tyran, que ta gloire, ternie,
Fera par ton forfait douter de ton génie;
Qu'une goutte de sang suivra partout ton char,
Et que ton nom, jouet d'un éternel orage,
Sera par l'avenir ballotté d'âge en âge
Entre Marius et César.

On dit qu'aux derniers jours de sa lente agonie,
Devant l'éternité, seul avec son génie,
Son regard vers le ciel parut se soulever.....
Le signe rédempteur toucha son front farouche.....
Et même on entendit commencer sur sa bouche
Un nom..... qu'il n'osait achever.

Achève! c'est le Dieu qui règne et qui couronne,
C'est le Dieu qui punit, c'est le Dieu qui pardonne

. . . .

Parle-lui sans effroi; lui seul peut te comprendre,
L'esclave et le tyran ont tous un compte à rendre,
L'un du sceptre, l'autre des fers.....

VI. L'EUROPE AU LENDEMAIN DU 21 MARS 1804 — CRIMINELS ET COMPLICES

On aurait pu croire que cette violation manifeste du droit des gens soulèverait en Europe une indignation générale. Il n'en fut rien, et presque partout la nouvelle du meurtre de Vincennes fut accueillie avec une indifférence qui, pour plusieurs, ressemblait fort à une muette approbation.

L'électeur de Saxe accepta sans mot dire l'humiliation qui lui avait été faite, lorsque, sans motif, on avait enlevé de son territoire un prince français, son hôte. S'il

parla, ce fut pour adresser au Premier Consul de basses excuses ; et, comme il craignait que ce fût trop peu encore, il chassa les émigrés. La Prusse, la plupart des petits États allemands, l'Autriche, la cour de Naples, celle de Madrid, ne montrèrent guère plus d'indépendance. Le czar et le gouvernement anglais firent entendre au contraire une noble protestation, à laquelle s'associa énergiquement le roi de Suède, Gustave IV.

A Rome, la papauté, fidèle à ses traditions, refusa aussi de capituler en face des abus de la force.

Quand le cardinal Fesch, raconte Consalvi dans ses *Mémoires*, vint, de la part du chef de la France, annoncer au Pape l'assassinat de cette grande et innocente victime, le Saint-Père pleura beaucoup, et dit que ses larmes coulaient autant sur la mort de l'un que sur l'attentat de l'autre.

Si le Souverain Pontife hésita tant, lorsque Bonaparte lui demanda de venir le sacrer à Paris, ce fut, en partie, à cause de ce crime. Dix ans après, Pie VII devait implorer la pitié du monde en faveur du meurtrier lui-même.

Tous ceux qui, de près ou de loin, ont trempé dans l'assassinat du duc d'Enghien, se sont efforcés de se disculper devant l'opinion publique en rejetant sur d'autres la responsabilité du crime. L'honneur leur faisait un devoir de rester inaccessibles à toutes les influences et de ne prendre conseil que de leur conscience. En agissant ainsi, ils auraient sans doute encouru la disgrâce du maître. Savary ne serait pas devenu duc de Rovigo, les membres de la Commission militaire auraient peut-être attendu longtemps avant de devenir généraux ; mais leur mémoire serait restée intacte et leur nom honoré.

En stigmatisant les meurtriers du petit-fils de Condé, l'histoire doit une flétrissure spéciale à Talleyrand, créé prince de Bénévent par l'empire, évêque apostat, et traître à tous les régimes qui ont accepté ses services. C'est lui, qui, par de faux rapports et d'odieuses calomnies, a amené l'arrestation d'Ettenheim avec ses suites. Napoléon le lui reprocha dans une circonstance solennelle, au moment de la guerre d'Espagne.

— Et vous osez prétendre, Monsieur, lui dit-il, que vous avez été étranger à la mort du duc d'Enghien?..... Étranger à la mort du duc d'Enghien, répétait-il? Mais oubliez-vous donc que vous me l'avez conseillée par écrit?

Cependant, la culpabilité de l'ancien évêque d'Autun n'innocente point Bonaparte, car c'est lui qui, en définitive, a tout décidé et imposé à la servilité des juges une sentence de mort.

Que de fois, sur le rocher solitaire de Sainte-Hélène, sa pensée ne s'est-elle pas reportée vers ce jour fatal qui avait plus nui à sa gloire que vingt défaites! Son testament porte ces lignes souvent citées et qui laisseraient douter de son repentir :

J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait de son aveu 60 assassins à Paris. Dans une semblable circonstance, j'agirais de même.

Ici, c'est l'homme public qui parle, il craindrait de s'humilier en entreprenant une justification de sa conduite, ou en rejetant sur d'autres une faute dont il veut assumer la plus large part.

L'expiation d'ailleurs ne s'est pas fait attendre, et elle a été terrible. Sans rappeler la chute lamentable du colosse impérial, n'est-il pas permis de voir dans l'enlèvement du roi de Rome un pendant à l'enlèvement du duc d'Enghien? Napoléon, comme le prince de Condé et le duc de Bourbon, a eu la suprême douleur de se voir séparé pour la vie de son fils unique.

Esquerdes. C. Libert.

Bibliographie. — *Duc d'Enghien*, par H. Welshinger, Paris. — *Ext. des mémoires de Rovigo, concernant la catastrophe de Mgr le duc d'Enghien.* Paris, 1823, in-8. Dans ce même volume : *Explications par M. le comte Hulin au sujet de la Commission militaire instituée pour juger le duc d'Enghien.* — *Notice hist. sur le duc*, par l'abbé de Bouvens. Toulouse, 1814. — *Détails hist. sur les derniers moments du duc.* Paris, 1816.

Le journal des campagnes et voyages du duc, écrit par lui-même, inédit. *Deux éloges du duc*, 1827.

Recherches hist. sur procès et condamnation du duc d'Enghien, par Nougarède de Fayet. Paris, 1844, 2 vol.

La mort du duc d'Enghien en trois tableaux, par L. Hennique. Paris, 1895.

LES CONTEMPORAINS



BARONNE DE KRÜDENER (1764-1824)

I. NAISSANCE DE JULIE — SON VOYAGE A PARIS EN 1777 — MARIAGE AVEC LE BARON DE KRÜDENER — AMBASSADRICE A VENISE ET A COPENHAGUE

C'est une femme singulière que nous introduisons dans notre galerie, mais une femme dont l'influence fut grande à une heure solennelle de notre histoire nationale, en 1815, quand les alliés, de nouveau maîtres de la France, se demandaient s'ils allaient la démembrer.

Deux phases distinctes divisent l'existence de Mme Krüdener. Dans la première, c'est une femme légère, mondaine, amie de tous les plaisirs; dans la seconde, une dévotion exagérée, un mysticisme nuageux et ardent s'emparent de son esprit et en font une *illuminée au XIXe siècle* (1).

Barbe-Julie de Wietinghoff naquit à Riga, en Livonie, le 21 novembre 1764. Son père était conseiller privé et sénateur, l'un des plus riches seigneurs de la province; il comptait parmi ses ancêtres deux grands-maîtres de l'Ordre teutonique; sa mère était la fille du feld-maréchal comte de

(1) C'est sous ce titre que M. J. Turquan l'a présentée au public dans un livre récent : *Une Illuminée au XIXe siècle*. Un vol. in-12. Montgredien, éditeur, 8, rue Saint-Joseph, à Paris.

Münnich, qui s'était distingué au service de la Russie. Ils appartenaient l'un et l'autre au culte luthérien dans lequel ils l'élevèrent sans donner une base bien solide à son instruction religieuse.

Julie, douée d'une intelligence brillante, apprit sans efforts le français et l'allemand, mais on ne s'occupa guère de développer ses facultés.

Au commencement de l'hiver 1777, et après quelques mois passés à Spa, M. et Mme de Wietinghoff vinrent à Paris; ils y conduisirent leur fille qui venait d'atteindre sa treizième année.

Ce séjour à Paris fit une vive impression sur l'enfant, et, plus tard, elle aspirera sans cesse à revenir dans cette ville qui l'avait éblouie.

De retour à Riga, la jeune fille, qui, déjà, annonçait de fâcheuses dispositions à se complaire en elle-même, ne fut pas sans tirer quelque vanité près de ses amies d'avoir visité la France, Paris et ses merveilles. Rêveuse par nature, peu adonnée au travail dont elle ne voyait pas la nécessité, Julie passa cinq années avec ses parents qui résidaient au château de Kosse, voisin de Riga. Elle allait avoir dix-huit ans. C'est alors que le baron de Krüdener la demanda en mariage.

Bourkhard-Alexis-Constantin, baron de Krüdener, avait d'abord été attaché à l'ambassade de Russie à Madrid, puis à Paris et à Varsovie. Nommé par Catherine son ministre en Courlande, il occupait ce dernier poste quand il sollicita la main de Mlle de Wietinghoff. Marié déjà deux fois, M. de Krüdener n'était pas veuf, mais divorcé des deux femmes qui ne lui avaient point, paraît-il, apporté le bonheur. La troisième tentative ne devait pas lui réussir davantage.

Notre Julie parut flattée de la demande du diplomate, et la carrière de son fiancé la fit passer sans peine sur la disproportion d'âge qui existait entre eux et sur les craintes qu'eût inspirées à toute autre le sort de celles qu'elle remplaçait. L'espoir de parcourir les capitales de l'Europe, de revoir le Paris de ses rêves, lui fit même oublier que son mari frisait la quarantaine tandis qu'elle ne comptait encore que dix-huit printemps.

Le mariage eut lieu dans l'été de 1782; dix-huit mois plus tard, 31 janvier 1784, Mme de Krüdener mettait au monde un fils, qui devait, comme diplomate, continuer la carrière de son père. Celui-ci fut alors nommé ambassadeur à Venise. Tous les bonheurs arrivaient à la fois à la jeune femme : elle était mère, elle devenait ambassadrice : après les joies du cœur, les satisfactions de l'ambition et de la vanité.

Avant de se rendre à son poste, le baron de Krüdener vint à Saint-Pétersbourg et présenta à Catherine II sa nouvelle femme, très flattée d'être admise à la cour de celle qu'on appelait la Sémiramis du Nord. Comme elle avait appris du célèbre Vestris à faire la révérence, lors de son voyage à Paris, la jeune ambassadrice se tira assez bien de son rôle. On prit congé de Catherine, et, à petites journées, les deux époux se dirigèrent sur Venise.

Cependant, si elle avait appris la révérence, la baronne de Krüdener ne savait guère autre chose; des lacunes immenses s'apercevaient dans son éducation. Son mari, qui ne les avait pas remarquées tout d'abord, ne tarda pas à en être frappé, puis il se sentit quelque peu honteux. Il voulut essayer de compléter l'instruction de sa femme et corriger ses défauts. Ce fut là que vint sombrer son bonheur domestique.

Arrivés à Venise, entourés d'hommages, invités à toutes les fêtes, l'ambassadeur et sa femme ne tardèrent pas à interrompre le cours des leçons; le premier, parce qu'il en voyait sans doute l'inutilité; la seconde, parce qu'elle en découvrait surtout le côté déplaisant. Écolière à son âge ! une femme de son rang ! allons donc ! Au reste, les fêtes la réclamaient, et les bals et les spectacles suffisaient à l'occupation de sa vie. On devine sans peine que, livrée à l'oisiveté dans une ville enivrante et voluptueuse, dénuée de principes sérieux et so-

lides, ne connaissant que vaguement ce qu'impose le devoir, la jeune femme dut courir bientôt plus d'un danger.

Sur ces entrefaites, M. de Krüdener reçut inopinément sa nomination d'ambassadeur à Copenhague. Avant de quitter Venise et l'Italie, M. de Krüdener voulut visiter les villes principales de la péninsule. Il s'arrêta avec sa femme à Modène, à Bologne, à Florence et à Rome. Dans cette dernière ville, Angelica Kauffmann, alors à l'apogée de son talent, fit le portrait de Mme de Krüdener. C'est celui que nous donnons au commencement. Enfin, ils arrivèrent à Copenhague.

Mme de Krüdener y resta peu de temps; prétextant l'état de sa santé, elle se fit autoriser par son mari à partir pour la France. Elle arrivait à Paris au mois de mai 1789, au moment où se réunissaient les États Généraux.

II. Mme DE KRÜDENER A PARIS — ELLE REVIENT A COPENHAGUE — RETOUR A RIGA — VOYAGE EN SUISSE — AMBASSADRICE A BERLIN — ELLE ASPIRE A RETOURNER A PARIS — MORT DE SON MARI

Nous ne voulons pas nous attarder, raconter les aventures que courut cette jeune femme lancée seule et sans guide au milieu de la corruption qui s'étalait sans vergogne à cette époque. Dès son arrivée à Paris, elle courut chez Bernardin de Saint-Pierre, qui habitait le faubourg Saint-Marceau. Celui-ci avait autrefois connu en Russie le baron de Münnich, père de la fugitive; il l'accueillit avec bonté et ne tarda pas à lui faire nouer connaissance avec l'abbé Barthelemy, auteur du *Voyage d'Anarcharsis;* avec Garat, député à l'Assemblée constituante, et qui remplaça Danton au ministère de la Justice, et enfin avec beaucoup d'autres qu'il convient à peine de nommer ici.

Il en est un cependant que nous ne pouvons omettre de mentionner, c'était M. Suard. Ce philosophe, ami de Voltaire, et plus tard secrétaire perpétuel de l'Institut, fit l'éducation littéraire et artistique de la jeune femme; il lui apprit l'histoire, enfin combla les lacunes de la première éducation. En lui donnant ainsi le goût des choses littéraires, Suard la mit en mesure d'écrire le roman intitulé: *Valérie*, dont nous aurons à parler tout à l'heure.

A la fin de 1790, Mme de Krüdener quittait Paris; elle se rendit à Montpellier, puis à Avignon. Après un court passage à Copenhague auprès de son mari, nous retrouvons la baronne de Krüdener à Riga auprès de son père, lequel, au reste, mourut peu après.

La jeune femme eut-elle beaucoup de chagrin de cette mort? la chose paraît douteuse, car tous les sentiments qui n'étaient pas romanesques n'avaient plus guère d'empire sur son âme. Elle en était arrivée à ce point de n'apprécier et de ne désirer que les aventures qui pouvaient mettre en relief son insatiable besoin de vanité et de pose.

Elle retourna auprès de son mari, mais elle était à peine revenue que sa santé parut tout à fait ébranlée. Alors le diplomate se décida à une nouvelle séparation et envoya sa femme se soigner à Berlin, puis à Leipzig. Elle y passa l'hiver de 1793 et presque toute l'année 1794. C'est de là qu'elle écrit à Bernardin de Saint-Pierre :

> Après quatorze mois, dont la plus grande partie ont été passés dans des maux de nerfs si affreux que ma raison en a été troublée et ma santé réduite à un état déplorable, je reviens depuis quelque temps à un état plus calme : la fièvre qui brûlait mon sang a disparu, mon cerveau n'est plus affecté comme il l'était autrefois, et l'espérance et la nature descendent derechef sur mon âme soulevée par d'amers chagrins et de terribles orages. Oui, la nature m'offre encore ses douces et consolantes distractions. Elle n'est plus couverte à mes yeux d'un voile funèbre. Je suis redevenue mère et j'existe derechef dans des amis qui m'étaient si chers et que j'aime comme autrefois.

Cette dernière phrase nous apprend que Mme de Krüdener avait eu un second enfant, une fille nommée Julienne, que nous retrouverons dans la suite de ce récit.

Les années qui suivirent furent marquées par différents voyages en Suisse, en diverses

villes d'Allemagne et enfin à Berlin, où M. de Krüdener fut nommé ambassadeur au mois de mai 1800.

Ce séjour dans la capitale de la Prusse allait mettre de nouveau la jeune femme en évidence. A l'hôtel de l'ambassade se pressaient les représentants de la société française éparpillés par l'émigration; c'est ainsi qu'elle recevait le comte de Rivarol, le comte de Tilly, le chevalier de Boufflers, M. de Dampmartin, M. de Chènedollé. Dans cette société élégante, Mme de Krüdener triomphait sans doute, mais sa vanité rêvait déjà un plus vaste théâtre. Paris l'avait toujours attirée, mais aujourd'hui c'était une obsession. Ne savait-elle pas que Bonaparte, devenu premier consul, fixait l'attention universelle? C'est près du futur empereur qu'elle brûlait de venir. Elle aspirait à se montrer à cette société nouvelle qui se formait, unissant dans un glorieux mélange les illustrations récentes aux débris de la vieille aristocratie française. Mais M. de Krüdener était ambassadeur en Prusse et non en France; et comment obtenir de lui la permission de se rendre à Paris?.....

Mais le proverbe ne saurait mentir: « Ce que femme veut....., Dieu le veut! » dùt-on, pour le forcer, recourir au mensonge. Mettant donc en avant sa santé, la baronne se fit ordonner par son médecin un voyage..... en Suisse d'abord, pour ne pas effaroucher son mari. A Lausanne, elle se lia avec Mme de Staël, qui la reçut à Coppet.

Mais Lausanne était bien rapproché de Paris; la distance fut vite franchie; à la fin de 1801, Mme de Krüdener arrivait dans la capitale, précédée par les mille voix de la renommée qu'elle avait su habilement faire parler en sa faveur. Afin d'être bien en vue, elle vint se loger au boulevard des Italiens, et, de ce centre mondain, elle ne tarda pas à rayonner sur tout Paris. Non contente d'éblouir les salons, elle rêva de se grandir devant le public instruit — ou qui prétend l'être — et se mit à écrire! Les lauriers de Mme de Staël l'empêchaient-ils de dormir? Peut-être. Toujours est-il que, dans un roman qu'elle intitula: *Valérie*, elle se mit à raconter l'histoire de sa propre vie.

Le livre allait paraître quand la nouvelle de la mort subite de son mari vint suspendre l'impression.

Cette mort, disons-le sans médisance, ne l'affligea pas outre mesure, mais, par convenance sociale, elle parut fort attristée et demanda à la solitude un calmant à sa douleur factice et toute de pose. C'est à Lyon qu'elle vint avec sa fille abriter ce chagrin, lequel n'excluait ni les bals ni les fêtes.

Elle profita de son séjour à Lyon pour mettre — d'autres disent pour faire mettre — la dernière main à son roman *Valérie*. Ce livre a une importance trop considérable dans l'existence de notre héroïne pour que nous ne lui consacrions pas quelque attention.

III. « VALÉRIE » — APPRÉCIATION DE NAPOLÉON SUR CE LIVRE — COLÈRE DE L'AUTEUR — ELLE QUITTE LA FRANCE

Ce que nous sommes convenus d'appeler la réclame fut poussé pour le livre de Mme de Krüdener à des proportions inusitées alors, et même depuis dépassées rarement. Amis dévoués, journalistes, littérateurs de tous étages, adversaires envieux ou jaloux eux-mêmes, tout contribua au succès de *Valérie*. Chateaubriand, Bernardin de Saint-Pierre, Ducis, Geoffroy, Michaud, à qui elle communiquait son manuscrit, risquèrent quelques compliments plus ou moins sincères.

Le plan du roman était faible, les personnages assez pâles, le style prétentieux; mais que n'obtient pas la réclame auprès d'un public habilement préparé? L'auteur elle-même ne craignait pas d'écrire au docteur Gay, chargé de tenir la grosse caisse: « N'importe ce qu'on dira; le monde est si bête; c'est le charlatanisme qui met en évidence! »

Lorsque, grâce à ce charlatanisme éhonté, le livre parut et fut acclamé, elle écrivit

modestement à son ancienne demoiselle de compagnie :

Nous avons été entraînés à huit bals de suite. J'ai veillé huit nuits sans m'en ressentir. Quel bonheur, mon amie ! Je ne finirais pas si je vous disais combien je suis fêtée : il pleut des vers; la considération et les hommages luttent à qui mieux mieux. On s'arrache un mot de moi comme une faveur; on ne parle que de ma réputation d'esprit, de bonté, de mœurs.....

Il n'y eut pas un stratagème, si grossier fût-il, que Mme de Krüdener n'employât pour assurer et étendre le succès de son livre. Le public y fut pris. Mais il n'en fut pas de même pour Bonaparte (1). L'anecdote a trop d'importance pour n'être pas contée en détail.

Mme de Krüdener avait fait déposer un exemplaire de son roman sur le bureau du premier consul. Bonaparte feuilleta le livre, et, voyant que c'était un roman par lettres, il le rejeta avec impatience. Puis, s'adressant à M. Barbier, chargé de mettre sous ses yeux les livres nouveaux jugés dignes d'appeler son attention : « Vraiment, lui dit-il, je ne conçois pas qu'on écrive des romans par lettres. Il y a bien la *Nouvelle Héloïse*, il y a bien ceux de Dorat....., mais tout cela est bon pour des femmes qui ont du temps à perdre. »

Il ne fut envoyé aucun remerciement.

Mme de Krüdener était inquiète :

Mon livre se sera sans doute perdu, pensa-t-elle, au milieu de la montagne de paperasses que le consul reçoit chaque jour; peut-être même qu'un secrétaire l'aura feuilleté, et, séduit par le charme de la blonde Valérie, l'aura emporté chez lui..... Enfin, n'y tenant plus, elle se fit relier splendidement un nouvel exemplaire et l'envoya au premier consul avec une lettre où elle lui exposait que l'auteur était une femme, une étrangère qui aimait la France et l'avait adoptée comme la patrie de son cœur. De même que le premier, ce second envoi parvint à son adresse. Frappé par la beauté de la reliure, Bonaparte prit le livre, et, sans se douter qu'il l'avait déjà condamné sur le seul défaut que c'était un roman par lettres, il se mit à le parcourir. Il ne tarda pas à en avoir les nerfs agacés. La lettre d'envoi lui tomba alors sous les yeux. Elle mit le comble à son impatience. Faisant appeler son bibliothécaire, il lui dit d'un ton qui se ressentait de son état nerveux : « Il paraît, Monsieur Barbier, que la baronne de Staël a trouvé son sosie : après *Delphine*, *Valérie !* L'une vaut l'autre ! Même pathos, même bavardage. Les femmes se pâmeront d'aise à lire ces extravagances sentimentales. Conseillez de ma part à cette folle de Mme de Krüdener d'écrire dorénavant ses ouvrages en russe ou bien en allemand, afin que nous soyons délivrés de cette insupportable littérature. »

M. Barbier ne transmit point le message peu révérencieux du premier consul, mais il trouva le moyen — peut-être involontairement — de le lui faire parvenir. Il parla, le soir même, à M. Daru; il conta la sortie de Bonaparte contre Mme de Krüdener et son roman..... M. Daru en fit part à ses amis, si bien qu'il ne se passa pas trois jours que le fait ne parvînt aux oreilles de l'auteur de *Valérie*.

A cette nouvelle, Mme de Krüdener fut outrée de colère; mais elle ne perdit pas cependant tout espoir. Comme on imprimait une troisième édition, sa vanité la poussa à tenter une nouvelle démarche. Elle fit donc de nouveau relier un exemplaire et l'envoya en hommage.

Cette fois, Bonaparte se souvint d'avoir eu le livre entre les mains; il le jeta tout bonnement au feu et l'y repoussa du bout de sa botte. Mme de Krüdener apprit ce dernier outrage. On dit que la vanité blessée ne pardonne jamais. C'est ce qui eut lieu, et, dès lors, elle déclara à Bonaparte une haine qui ne désarma jamais (1).

Afin d'accentuer sa rupture avec plus d'éclat, elle résolut de quitter la France, et lorsque le meurtre du duc d'Enghien (21 mars 1804) lui eut fourni un prétexte, elle partit pour la Livonie.

Ici se termine la première phase de cette existence. Désormais nous allons suivre Mme de Krüdener sur un autre terrain. La mondaine va se convertir sans cesser de sacrifier à la vanité et à son insatiable besoin de pose. A la fièvre des plaisirs va succéder la fièvre d'une dévotion outrée.

IV. OU Mme DE KRÜDENER SE CONVERTIT — SES RAPPORTS AVEC LA REINE DE PRUSSE — ELLE SE LIE AVEC LES ILLUMINÉS : STELLING, OBERLIN, MARIA KUMMIN ET LE PASTEUR FONTAINE QUI LA VOLE — MORT DE SA MÈRE — ELLE REMPLACE FONTAINE PAR EMPEYTAS QUI LUI FAIT SES SERMONS

Lorsqu'elle revint dans son domaine de Kosse qu'habitait toujours sa mère, Mme de Krüdener était âgée de quarante ans. Elle

(1) NAPOLÉON, voir *Contemporains*, nº 176-181.

(1) JOSEPH TURQUAN, p. 142 et suiv.

songea, disent ses biographes, que l'heure était venue de *se ranger*. La religion grecque, dans laquelle elle avait été élevée, n'avait jusque-là tenu dans sa vie qu'une place imperceptible; désormais, elle sera prépondérante. Un vague mysticisme, agrémenté d'idées protestantes et d'actes de charité, va occuper sa pensée et sa vie. La Bible devient son livre de chevet; elle la feuillette sans cesse, et ses lettres ne seront plus qu'une paraphrase affadie du livre sacré. Un impérieux besoin de convertir les autres la saisit tout entière, et ses œuvres de prosélytisme et de prédication en grand vont remplir ses jours et ses nuits.

Ce fut en 1806, après Iéna et Auerstaedt, qu'elle se rencontra à Kœnigsberg avec la reine de Prusse. Celle-ci, accablée par les revers, était alors fort accessible aux paroles consolantes et affectueuses. Mme de Krüdener lui montrait, dans un langage mystérieux et prophétique, les armées russes en marche pour châtier Napoléon, leur ennemi commun. Ces douces paroles ou plutôt ces sermons pénétrèrent sans peine dans l'âme endolorie de la reine Louise, et l'ancienne ambassadrice prit sur elle un ascendant considérable. On devine si la vanité de la prêcheuse trouvait son compte dans l'auguste amitié qu'elle avait fait naître et qu'elle prenait grand soin d'entretenir.

Quand la reine quitta Kœnigsberg, Mme de Krüdener se rendit à Carlsruhe; mais elle eut soin de visiter sur son passage l'établissement des Frères Moraves ou Bohêmes, sorte de secte protestante, dont elle étudia soigneusement l'organisation et les mœurs.

A Carlsruhe, elle se mit en rapport avec un médecin oculiste, nommé Iung Stelling, Badois d'origine et illuminé de profession. Cet homme était bien celui qu'elle cherchait; elle écouta, fascinée, ses doctrines et ses enseignements, et, pour n'en rien perdre et en mieux profiter, elle se fit offrir l'hospitalité dans la maison même du docteur.

Mais il n'y a si bonne compagnie qu'il ne faille quitter, et bientôt Mme de Krüdener se rendit à Bade et se fit présenter à la cour. On fut surpris dans cet entourage du mysticisme de celle que l'on connaissait seulement comme auteur de *Valérie* et l'héroïne de plus d'une aventure. C'est à Bade qu'elle rencontra la reine Hortense avec laquelle elle se lia d'amitié. Tous ses efforts tendirent dès lors à convertir à ses idées la fille de Joséphine. Nous verrons plus loin qu'elle échoua dans cette entreprise.

Il y avait alors en Alsace, dans un village appelé le Ban de la Roche, un pasteur protestant nommé Oberlin qui passait pour être en relations avec les esprits à la manière de Stelling. Mme de Krüdener en entendit parler, et il n'en fallut pas davantage pour la décider à entreprendre un voyage en Alsace. Elle arrive, et son enthousiasme ne connaît plus de bornes d'avoir rencontré un homme, d'ailleurs honorable dans ses mœurs, mais totalement engagé dans la voie qu'elle rêvait de suivre elle-même.

Et comme un bonheur n'arrive jamais seul, elle lia, dans le même temps, connaissance avec un autre pasteur, Frédéric Fontaine, qui servait de *barnum* à une nécromancienne célèbre, sorte de pythonisse de bas étage, nommée Maria Kummrin.

Cette Maria Kummrin et le pasteur Fontaine s'attachèrent aussitôt à la fortune de Mme de Krüdener. Mais, hélas! ces recrues qui devaient se grossir encore amenèrent plus d'une déception. Suivie de son singulier cortège, Mme de Krüdener quitta l'Alsace et se rendit dans un petit village du Wurtemberg, appelé Sainte-Marie, où elle s'établit, attirant les foules avides d'entendre et de consulter cette grande dame qui se donnait comme prophétesse.

Se croyant, en effet, inspirée de Dieu, elle se mit à prêcher de véritables sermons auxquels Maria Kummrin et le pasteur Fontaine convoquaient les populations à grand renfort d'annonces. Tout allait donc à souhait, et l'on concevait les plus belles espérances quand survint un ordre du roi de Wurtemberg qui enjoignait à la prédicante et à son escorte d'avoir à quitter le royaume dans les vingt-quatre heures. Cela,

ni la voyante, ni la nécromancienne ne l'avaient prévu : il n'en fallut pas moins obéir et quitter sans retard le pays avec toute sa maisonnée d'illuminés.

Elle partit pour la terre promise de Bade. Mais, en voiture et tout le long de la route, elle se vengeait de son déménagement forcé par mainte épigramme à l'adresse du roi de Wurtemberg et de son odieuse intolérance. Rappelant gaiement le mot d'Yorich à la mouche : *Le monde est assez grand pour nous deux*, elle ajoutait : « Est-ce que les États du roi de Wurtemberg ne sont pas assez grands pour lui et moi ? » Le mot était d'autant plus piquant que ce monarque était d'une obésité monstrueuse : à la table royale, on avait dû pratiquer une large échancrure pour y loger la rotondité de sa personne, sans quoi ses mains n'auraient pu toucher le bord de son assiette.

Mme de Krüdener s'amusait aussi de traiter ce roi de tyran impitoyable ; elle l'appelait un « vrai Moabite », — car maintenant elle ne pouvait plus se dépêtrer du langage biblique auquel elle empruntait toutes ses comparaisons ; elle lui prédisait, dans des phrases pittoresques et figurées, une avalanche de calamités dont les plaies envoyées à l'Égypte pour la punir des méfaits de son roi Pharaon pouvaient donner une idée approchante. Maria Kummrin renchérissait sur ses prédictions, et le feu du ciel avait beau jeu à détruire un royaume si peu hospitalier. Ce n'était pas très charitable, mais c'était une manière de passer son temps et sa mauvaise humeur, d'entretenir même une douce gaieté dans toute la pieuse carrossée, — et de cela nous ne blâmons nullement la baronne.

A Bade, la fugitive fut accueillie par le baron Bignon et par M. de Norvins, qui, l'un et l'autre, parlent dans leur histoire et leur *Mémorial* de ces étranges équipées. Par leurs soins, Mme de Krüdener fut présentée à la princesse Stéphanie, grande-duchesse héritière de Bade et fille adoptive de Napoléon.

Tolérée, sinon encouragée par ses nouveaux protecteurs, la baronne continuait à Bade ses sermons et son prosélytisme, Maria Kummrin ne se lassait pas de prophétiser à tout venant, et Frédéric Fontaine de voler à toute occasion. Ce rôle de dupe et d'exploitée nuisait bien un peu à la considération de Mme de Krüdener et jetait même une forte nuance de ridicule sur tout le groupe, mais tout n'est pas rose dans ce métier de prophète ambulant !

A ces ennuis, provenant de son rôle public, s'ajoutèrent bientôt des soucis domestiques, car, définitivement, il fallait bien convenir que le pasteur Fontaine vidait sournoisement la caisse. Des embarras d'argent sérieux survinrent, et les échéances devinrent menaçantes. Alors Maria Kummrin lui prédit que la Providence viendrait à son secours, tandis qu'un ami charitable, averti de ses inquiétudes, lui faisait parvenir la somme dont elle avait un pressant besoin. Elle put alors quitter Bade et laisser là ceux qui composaient sa *smala*. Elle se mit en route pour la Livonie, accompagnée seulement de sa fille Juliette (1809).

Elle venait d'arriver à Riga et s'était à peine installée à son château de Kosse qu'elle y vit mourir sa mère. Après lui avoir rendu les derniers devoirs, elle se sentit tourmentée de nouveau par ce démon des voyages qui ne la laissait jamais longtemps en repos. Ayant découvert dans un tiroir dix mille écus entassés là par sa mère, elle profita de cette bonne aubaine, traversa donc de nouveau l'Allemagne, toujours prêchant, et revint à Carlsruhe. Mais on était en 1812, et la campagne de Russie commençait ; son titre de Russe ne lui permettant pas de rester en Allemagne, elle dut passer en Suisse, et, un peu plus tard, elle vint à Strasbourg où son fils était attaché d'ambassade.

Mme de Krüdener profita de son séjour en cette ville pour visiter encore le pasteur Oberlin qui habitait le voisinage. Elle s'y rendit avec le préfet du Bas-Rhin, M. de Lezay.

Cette visite réveilla tout son zèle et son ardent prosélytisme. Aussi, dans cet état d'esprit que son biographe désigne sous le nom de « prurit religieux », elle sentit le besoin d'aller se retremper à la source, à la Rome protestante, à Genève.

C'est là qu'elle fit connaissance d'un jeune pasteur, M. Empeytas, qui devait près d'elle remplir les fonctions — sauf l'escroquerie — du pasteur Fontaine.

Le nouveau venu avait été jadis agrégé

aux Frères Moraves (1), mais, victime de leurs persécutions, il avait dû les quitter pour s'établir à Genève. Là, il se crut la mission de renouveler l'Église évangélique, mais ne parvint qu'à soulever contre lui de nouvelles persécutions de la part de l'Académie de Genève.

Son titre de persécuté et surtout ses tendances de rénovateur étaient plus que suffisantes pour lui mériter les sympathies de Mme de Krüdener; aussi, le sachant révoqué de sa charge et en proie à la misère, elle n'hésita pas à lui dire de venir la rejoindre à Carlsruhe où elle venait d'arriver. Dès lors, Empeytas devint son vicaire; il était chargé de lui expliquer les passages de la Bible qu'elle ne comprenait pas — et ils étaient nombreux, — de préparer des sermons et de leur donner le vernis de doctrine qui leur faisait jusque-là défaut.

Tout allait donc au gré des désirs de la baronne; la science d'Empeytas, unie à l'éloquence dont la Providence l'avait pourvue, n'allait pas manquer de produire d'immenses résultats.

Mais, tandis que ses projets troublaient de plus en plus cette tête exaltée, de graves événements se déroulaient autour d'elle. L'armée de Napoléon venait de disparaître dans les neiges de la Russie, dans les eaux de ses fleuves et sur des champs de bataille désastreux. La France allait subir à son tour la honte de l'invasion.

C'est alors que sur le mysticisme de Mme de Krüdener vint se greffer un rôle politique qui allait la mettre en plein relief. C'est la phase brillante de cette singulière existence.

V. RÔLE POLITIQUE DE Mme DE KRÜDENER ET APOGÉE DE SA GLOIRE — SES PROPHÉTIES — COMMENT ELLE PARVINT A CIRCONVENIR LE CZAR ALEXANDRE Ier DE RUSSIE — ELLE LE SUIT A HEIDELBERG, PUIS EN FRANCE — SES SERMONS FONT COURIR TOUT PARIS

Les prédications de Mme de Krüdener à cette époque deviennent sensiblement apocalyptiques, sans pour cela cesser d'être violentes. Napoléon, ce « Robespierre à cheval », n'est plus sur ses lèvres que le *fléau de Dieu*, c'est l'*ange noir* qui va être vaincu par l'*ange blanc*. Ce dernier était, dans la pensée de la voyante, Alexandre de Russie, sur lequel elle aspirait à prendre un complet ascendant. A Bade, où elle continuait de séjourner, ses discours, ses succès étaient prodigieux. Les pauvres comme les riches se pressaient partout pour l'entendre. A vrai dire, ses sermons n'étaient qu'une paraphrase assez lourde et très protestante de l'Évangile; c'était une sorte de socialisme chrétien dont l'exposé ne manquait pas de séduire surtout les petits et les pauvres. Puis, c'était un spectacle si nouveau pour tous que de voir une femme du monde évangélisant le peuple, mêlant à ses phrases onctueuses des prédictions politiques, que de toutes parts son passage était un triomphe.

Soupçonnant avec tant d'autres esprits clairvoyants que l'île d'Elbe n'était pas très éloignée de Fréjus, elle annonça publiquement le retour de Bonaparte. Cette facile prophétie ayant eu, peu après, son accomplissement, la réputation de voyante lui fut désormais assurée.

On lui fit fête, on la combla d'éloges. A Bade, où se trouvaient la grande-duchesse Stéphanie, la reine Hortense et l'impératrice Élisabeth de Russie, ces dames l'encourageaient, la recevaient avec bonté. Dès lors, elle exerçait une sorte de direction spirituelle sur toutes ces souveraines, en attendant qu'elle pût avoir une influence sur les souverains eux-mêmes. Car tel était le but final de son ambition.

Afin d'y arriver plus sûrement, elle prit des voies détournées. Le 27 octobre 1814, elle écrit à Mlle de Stourdza, demoiselle d'honneur de l'impératrice de Russie, une lettre rédigée dans le style des prophètes : elle y annonce, cette fois, la chute prochaine des Bourbons.

L'ange qui marquait du sang préservateur les portes des élus passe, le monde ne le voit pas; il compte les têtes, le jugement s'avance, il est près,

(1) Les Frères Moraves ou Bohémiens, secte protestante ainsi appelée à cause du pays (Moravie ou Bohême) où elle était plus spécialement répandue.

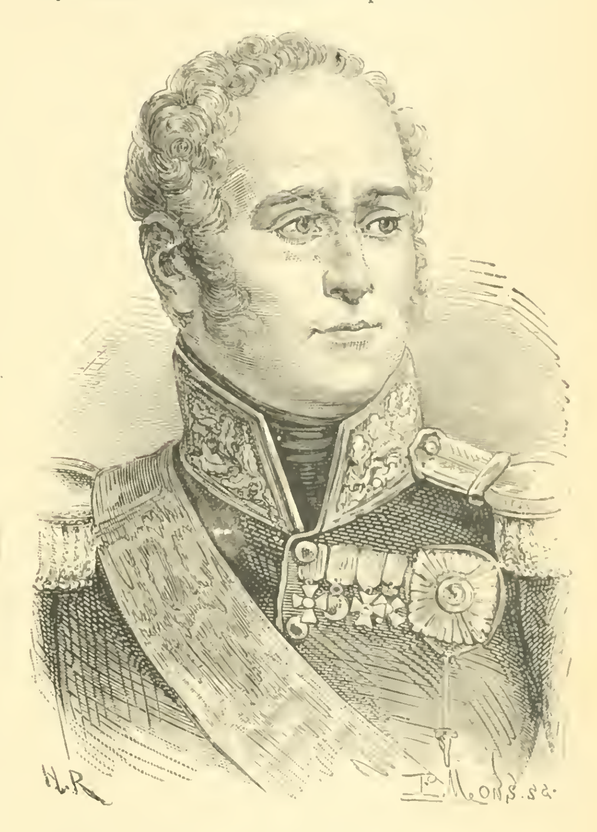
et l'on s'agite sur un volcan. *Nous allons voir la coupable France qui, selon les décrets de l'Éternel, devait être épargnée par la croix qui l'avait soumise: nous allons la voir châtiée.* Des chrétiens ne devaient pas punir, et l'homme que l'Éternel avait choisi et béni, l'homme que nous sommes heureux d'aimer comme notre souverain, ne pourrait porter que la paix. *Mais l'orage s'avance; ces lis que l'Éternel avait conservés, cet emblème d'une fleur pure et fragile qui brisait un sceptre de fer, parce que l'Éternel le voulait ainsi, ces lis qui auraient dû appeler à la pureté, à l'amour de Dieu, à la repentance, ont paru pour disparaître :* la leçon est donnée, et les hommes, plus endurcis que jamais, ne rêvent que tumulte..... (1)

Mlle de Stourdza, un peu étourdie de ce langage, ne put s'empêcher de montrer cette singulière épître à l'impératrice Élisabeth; celle-ci la fit lire à Alexandre. C'était bien ce qu'avait espéré et prévu la prophétesse. L'empereur de Russie crut lire un avertissement du ciel. Il était alors au Congrès de Vienne où les fêtes alternaient avec les séances. De ces fêtes, écoutez comment Mme de Krüdener parle pour les stigmatiser :

Frémissons, disait-elle, frémissons de l'approche de ces temps redoutables, dont chacun plus ou moins a le pressentiment, quand il n'en aurait pas encore la certitude. Peut-on danser et se revêtir de riches draperies quand des millions d'êtres gémissent, quand de sombres haines déchirent le genre humain? Quoi! ces fêtes audacieuses qui sortent du deuil des nations et les y replongent ne nous épouvanteront-elles jamais? Quoi! Nous ne frémirons jamais à l'idée d'offenser un Dieu si grand, si tendre, qui a horreur de nous voir prostituer la vie au lieu de la regarder comme un saint métier, un culte d'amour et de félicité?.....

La *voyante* n'avait pas souvent des accents aussi élevés ni aussi émus; à vrai dire, elle voyait alors peut-être plus clair que maints diplomates de renom. Mais sa joie fut sans bornes quand elle apprit, par Mlle de Stourdza, que le czar Alexandre avait lu sa prose, avait été ému de ses prophéties. Poussant alors sa pointe, elle montra sous un tour biblique qu'elle avait bien l'intention d'entrer dans la place :

Je sais depuis longtemps, dit-elle, que le Seigneur me donnera la joie de le voir. Si je vis, ce sera un des moments heureux de ma vie..... J'ai d'immenses choses à lui dire, car j'ai beaucoup éprouvé à son sujet; le Seigneur seul peut préparer son cœur à les recevoir; je ne m'en inquiète pas; mon affaire est d'être sans peur et sans reproche; la sienne d'être aux pieds du Christ, la vérité. Que l'Éternel dirige et bénisse celui qui est appelé à une si grande mission!..... Ah! que ce soit à genoux qu'il reçoive du Christ ces grandes leçons qui étonnent et étonneront toujours plus les peuples et rempliront de saintes joies ce cœur rempli maintenant de saintes inquiétudes.....



ALEXANDRE Ier, EMPEREUR DE RUSSIE

Avec son biographe, nous arrêtons ici cette lettre qui n'est qu'une longue déclamation. Quand il eut achevé de la lire, Alexandre demeura perplexe. Avait-il affaire à une hallucinée, et quelle créance fallait-il accorder à de semblables prophéties? Un point cependant le frappait; l'annonce prochaine du retour de Bonaparte et de la chute des Bourbons lui semblait assez vraisemblable.

Il voulut voir cette femme qui pénétrait l'avenir. C'était bien la réalisation du rêve

(1) C. Eynard, *Vie de Mme de Krüdener*, t. Ier, p. 292.

le plus caressé par Mme de Krüdener.

Sur ces entrefaites, Napoléon avait quitté son île et frappait à la porte de la France. Ce fut pour les souverains alliés une stupeur indicible. Alexandre, en toute hâte, quitta Vienne, traversa rapidement l'Autriche et le Wurtemberg; il arriva à Heilbronn. C'est de là qu'il écrit à Mlle de Stourdza:

Je me souviens de ce que vous m'aviez dit de Mme de Krüdener et du désir que je vous avais exprimé de faire sa connaissance. Où peut-elle être maintenant et comment la rencontrer jamais?..... J'avais à peine exprimé cette idée, que j'entends frapper à ma porte. C'était le prince Wolkonski, qui, de l'air le plus impatienté, me dit qu'il me troublait bien malgré lui à cette heure indue, mais que c'était pour se débarrasser d'une femme qui voulait absolument me voir. Il me nomma en même temps Mme de Krüdener! Vous pouvez vous figurer ma surprise. Je croyais rêver.

Mme de Krüdener! Mme de Krüdener! m'écriai-je. Cette réponse si subite à ma pensée ne pouvait être un hasard. Je la vis sur-le-champ, et, comme si elle avait lu dans mon âme, elle m'adressa des paroles fortes et consolantes qui calmèrent le trouble dont j'étais obsédé depuis si longtemps.

On le voit, Mme de Krüdener, avertie par Mlle de Stourdza, n'avait pas mis un moindre empressement pour se rendre au désir du czar que celui-ci en avait de la rencontrer; mais l'habile voyante ne manqua pas de déclarer que l'entrevue tant désirée lui avait été annoncée par une révélation du ciel.

Dans l'état d'esprit où il se trouvait, Alexandre n'allait pas tarder à subir l'ascendant de la femme qu'il recevait, d'ailleurs, dans des circonstances si étranges. L'empereur, bien qu'il eût été élevé par La Harpe, était resté foncièrement religieux (1). Il traversait une crise et voyait se dérouler des événements prodigieux qui depuis vingt ans bouleversaient l'Europe. Son imagination était frappée; il devint une proie facile à l'habile Mme de Krüdener.

Introduite sans retard, elle saisit d'un coup d'œil l'état psychique de son royal interlocuteur; avec une adresse consommée, avec une voix moelleuse et des accents émus, elle charma si bien l'empereur qu'après un entretien qui ne dura pas moins de trois heures, le souverain était littéralement conquis. Voulait-elle interrompre sa pieuse causerie: « Oh! non, Madame, s'écriait Alexandre, continuez, je vous en prie: vos paroles sont une musique pour mon âme! »

A partir de ce moment, le czar, subjugué, considéra Mme de Krüdener comme une élue de Dieu, s'abandonna à sa conduite, lui promit une sorte d'obéissance aveugle et la pria de ne plus s'éloigner de sa personne.

L'habile « voyante » était arrivée à ses fins; elle allait, par l'empereur de Russie, avoir la haute main sur les affaires de l'Europe. Modestement, elle se comparait à Jeanne d'Arc, allant trouver à Chinon le roi Charles VII et relever son courage abattu.

Alexandre, avons-nous dit, était subjugué. A peine était-il arrivé à Heidelberg, qu'il écrivit à Mme de Krüdener de venir le rejoindre. Aucune nouvelle ne pouvait lui être plus agréable. Elle partit aussitôt, accompagnée de sa fille, du pasteur Empeytas et de sa femme, et enfin d'un certain baron de Bergheim, qui, maître des requêtes au Conseil d'État et commissaire général de police à Mayence, avait renoncé à toutes ses espérances pour se livrer avec la baronne à l'œuvre de l'évangélisation. Il est vrai que de plus douces espérances encore faisaient alors battre son cœur.

Le cortège arrivait à Heidelberg, quand parvint au czar la nouvelle du désastre de Waterloo. Quel thème merveilleux, quelles circonstances favorables à la prophétesse pour montrer l'intervention de la Providence dans ces conjonctures solennelles! Alexandre en fut convaincu, et, comme il se décida soudain à se rendre à Paris, où les alliés lui donnaient rendez-vous, il fit promettre à Mme de Krüdener de venir l'y retrouver.

Elle serait partie le jour même, mais un sentiment de décence l'arrêta. D'ailleurs,

(1) Voir sa biographie n° 238 des *Contemporains*.

elle avait d'autres obligations à remplir. Elle se rendit dans les prisons d'Heidelberg où languissaient de nombreux prisonniers condamnés à mort. Elle leur porta les secours de son ministère évangélique, et si son pouvoir n'alla pas jusqu'à les délivrer, au moins les consola-t-elle par ses paroles pleines d'onction.

Un autre devoir la retardait encore.

Nous avons vu plus haut M. de Bergheim s'attacher à ses pas. Le zèle de la gloire de Dieu, l'amour de l'évangélisation n'avaient pas seuls déterminé le jeune homme. Il se mêlait à tout cela un autre sentiment, si bien qu'à Heidelberg même Mme de Krüdener bénit le mariage de sa fille Julienne avec le jeune baron.

Tous ces pieux devoirs accomplis, Mme de Krüdener se mit en route; elle arriva à Paris le 14 juillet 1815, et vint se loger dans un hôtel meublé du faubourg Saint-Germain. L'empereur de Russie, lui, habitait l'Élysée, et comme il manifesta le désir de la voir se rapprocher de lui, elle vint s'installer à l'hôtel Montchenu, au faubourg Saint-Honoré, et tout proche de l'Élysée. Elle y amena naturellement sa fille et son gendre, et l'inséparable Empeytas avec son épouse.

Dès lors, l'empereur de Russie, qui n'avait que les jardins de l'Élysée et la rue à traverser, prit l'habitude de se rendre chaque jour chez Mme de Krüdener. Ces visites, où l'incognito fut assez longtemps gardé, ne tardèrent pas cependant à éveiller l'attention. La stupéfaction fut générale dans Paris quand on apprit que, dans ces entretiens intimes du grand monarque et de la femme dont on n'avait pas oublié les aventures, il n'était question que de choses célestes. On restait sceptique quand les familiers affirmaient que les entretiens commençaient et finissaient par la prière et que le temps s'y passait à lire la Bible et à échanger de pieuses conversations.

L'empereur Alexandre était de plus en plus sous le charme de cette parole mystique. Si parfois il lui arrivait de sourire de certaines jongleries de la baronne qui sentaient plus le charlatanisme qu'une foi religieuse saine et forte, le charme cependant durait toujours. Au reste, poussant plus loin son audace, Mme de Krüdener en était arrivée à prétendre qu'elle avait des communications avec les âmes des trépassés, qu'elle pouvait les évoquer à son gré. Pour mieux jouer sa comédie, était-elle seule dans son salon, on l'entendait parler à haute voix comme si elle eût soutenu la conversation avec quelque fantôme évoqué par elle et docile à sa voix. C'est ce qu'elle répondit un jour à son impérial visiteur, qui, lassé d'attendre dans l'antichambre, avait envahi le salon où parlait toute seule la pythonisse.

Cette constatation le refroidit bien un peu, mais l'habitude était prise, et le charme était encore loin de se rompre.

Un de ses biographes a décrit le cérémonial avec lequel elle recevait Alexandre.

> Quand le czar entre au salon, Mme de Krüdener se lève, et, avec ce grand air, ce tour et cette aisance qui ne sont qu'à elle, elle va au-devant de lui, du pas alangui d'une gazelle blessée...... puis, le prenant par la main, elle le conduit devant un fauteuil, s'agenouille elle-même devant un autre et commence une invocation à Dieu. Alexandre s'agenouille alors, s'associant à ces théâtrales expansions pieuses (1).

Toutes ces pantomimes, tout ce mélange de comédie et de piété, tout cela était bien trop étrange pour que la curiosité du public ne fût pas vivement excitée. Aussi recherchait-on de toutes parts à pouvoir pénétrer dans le salon de Mme de Krüdener. Ce fut bientôt un engouement général. Tout le grand monde de Paris aspirait à être reçu dans les salons de l'hôtel Montchenu.

La duchesse de Bourbon, la duchesse d'Escars, la duchesse de Duras, Mme Récamier, Mme de Coislin, Ballanche, M. et Mme de Gérando, Benjamin Constant, Chênedollé, Ducis, Michaud, le chevalier de Pougens, Chateaubriand, de Nowing, Mme Schwetchine, tous voulaient entendre les *sermons* de la baronne.

(1) Joseph Turquan, p. 236.

Elle recevait des quantités de lettres d'audience et de demandes de toutes sortes, ce qui la flattait infiniment. « J'ai sur ma table un amas de lettres arriérées, aussi haut que le mont Blanc, écrivait-elle avec sa petite pointe ordinaire de vanité, le 16 août 1815, à Mlle Cochelet. Je ne réponds à personne; on s'en plaint, mais les visites se succèdent tellement chez moi que je ne dîne que bien rarement. » Est-ce pour cela qu'elle voulait aussi faire jeûner tout Paris? Comme on le voit, elle donnait elle-même l'exemple de ce jeûne, pour lequel elle semble avoir, en bonne manichéenne, une tendresse toute particulière.

Tel était le rôle de Mme de Krüdener à Paris. Nous allons maintenant la suivre sur un autre théâtre.

VI. AU CAMP DE VERTUS — « LA SAINTE ALLIANCE » — PARIS SE LASSE — DÉPART — VIE ERRANTE — CHASSÉE DE PARTOUT — ABANDONNÉE DE TOUS — RETRAITE FORCÉE — ELLE REVIENT A SAINT-PÉTERSBOURG — DERNIER EXIL — LA MORT

L'empereur Alexandre avait amené en France une armée considérable. Un jour, il lui prit fantaisie de la passer en revue, et, pour donner à cette fête militaire tout son éclat, il choisit les grandes plaines de Vertus, en Champagne, pour offrir aux alliés ce magnifique spectacle de sa puissance. Le roi de Prusse, l'empereur d'Autriche, Wellington, le vainqueur de Waterloo, Monsieur, frère du roi de France, le futur Charles X, le duc de Berry, etc., furent invités, et 200 000 hommes défilèrent sous leurs yeux. Le czar était alors trop bien avec Mme de Krüdener pour l'oublier dans une pareille circonstance. Au reste, la revue devait être précédée d'une cérémonie religieuse, et il voulait que la voix de l'*élue de Dieu* se mêlât à celle de ses popes.

Il n'avait pas fallu insister pour obtenir son consentement. Flanquée de son éternel Empeytas, de son gendre et de sa fille et de tout son état-major, elle parut comme la Velleda antique.

Tête nue, dit Sainte-Beuve, ou tout au plus couverte d'un chapeau de paille qu'elle jetait volontiers, cheveux toujours blonds (1), séparés et pendants sur les épaules, avec une boucle qu'elle ramenait et rattachait au milieu du front, en robe sombre, en taille longue, élégante encore par la manière dont elle la portait, et nouée d'un simple cordon, telle à cette époque on la voyait; telle, dans cette plaine, elle arriva dès l'aurore; telle, debout au moment de la prière, elle parut comme un Pierre l'Ermite au front des troupes prosternées.

Bien qu'elle fût très fière d'avoir paradé devant un si vaste auditoire, Mme de Krüdener ne négligeait pas de s'adresser à des publics moins nombreux.

Pour prêcher, continue M. J. Turquan, toute heure était bonne à Mme de Krüdener, tout lieu favorable. Elle avait la prédication non seulement facile, mais encore voluptueuse : elle en jouissait dans sa vanité, non moins que dans son goût de prosélytisme. Aussi prêcha-t-elle sur la route, aux relais, partout, en retournant à Paris. Puis, trouvant que ce n'était pas encore assez, elle voulut faire lire à ceux qui n'avaient pas eu le bonheur de l'entendre à Vertus, et transmettre aux générations futures, les impressions de son âme en ce jour mémorable. Ces impressions furent consignées en une petite brochure qui parut sous le titre de *Camp de Vertus*. L'auteur y plane dans des sphères élevées, mais nuageuses plutôt que limpides et pures comme l'éther. Cela ne l'empêche pas d'y voir Dieu et toutes les splendeurs divines. Elle y cite la Bible et la deuxième épître de saint Paul aux Corinthiens, et aperçoit manifestement en cette solennité militaire la main de Dieu (1).

Sitôt qu'elle fut de retour de cette expédition, Mme de Krüdener songea à en perpétuer le souvenir. C'est elle qui inspira à l'empereur Alexandre l'acte connu sous le nom de *Sainte Alliance* (14-26 septembre 1815).

Il est hors de doute, dit ici M. Turquan, que Mme de Krüdener, d'abord par l'effet de ses conversations pieuses et de ses discussions théologiques avec Alexandre, ensuite par une initiative personnelle et directe, ait été le véritable auteur de la Sainte Alliance. Elle exhortait sans cesse l'empereur à confesser hautement sa foi, à arborer la bannière de Dieu. « Le règne du Sauveur viendra, lui disait-elle. Gloire et bonheur à ceux qui auront combattu pour lui! Malédiction et malheur à ceux qui se seront élevés contre lui! For-

(1) Ils ne grisonnaient plus, comme ils s'étaient avisés de le faire quelques années auparavant : la baronne y avait mis bon ordre.

(1) TURQUAN, p. 254.

mez une alliance sainte de tous ceux qui sont fidèles à la foi; qu'ils jurent de combattre d'un commun accord tous ces novateurs qui veulent abattre la religion, et vous triompherez éternellement avec elle ! »

Et c'est sous l'empire de ces idées qu'Alexandre se décida à faire cet acte, plus religieux que politique, auquel il associa le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. C'est lui qui tint la plume, le crayon plutôt, car il paraît que la minute originale, qui est de sa main, fut écrite au crayon; mais c'est Mme de Krüdener qui l'a dictée (1).

Le but que visait la *Sainte Alliance* était sans doute excellent, mais, comme le vœu d'Henri IV et le Congrès de La Haye en 1899, un peu chimérique. Au nom de la Sainte Trinité, les souverains déclarent, en effet, que « leur acte n'a pour objet que de manifester, à la face de l'univers, leur détermination inébranlable de ne prendre pour règle de leur conduite, soit dans l'administration de leurs États respectifs, soit dans leurs relations politiques avec tout autre gouvernement, que les préceptes de cette religion sainte, préceptes de justice, de charité et de paix, qui, loin d'être uniquement applicables à la vie privée, doivent au contraire influer directement sur les résolutions des princes et guider toutes les démarches, comme étant le seul moyen de consolider les institutions humaines et de remédier à leurs imperfections ».

Si louables que soient ces déclarations, elles donnèrent dans le domaine des utopies et ne changèrent rien à la politique de l'Europe.

Durant les deux ou trois mois qui suivirent la revue passée au camp de Vertus, Mme de Krüdener reprit dans ses salons ses exercices ordinaires, et, de nouveau la foule des badauds, des désœuvrés et des curieux envahit l'hôtel de Montchenu. Nous ne reviendrons par sur ces scènes plaisantes où la sybille, avec une mise en scène toujours imposante, rythmait ses prières avec des gestes charmants devant ses auditeurs agenouillés.

Cependant, à Paris, on se lasse vite, même des choses divertissantes; or, les réunions de Mme de Krüdener ne l'étaient guère que la première fois qu'on y assistait. Le zèle ne tarda pas à se refroidir. Il suffisait que le temps fût moins beau pour que les rangs des adeptes fussent notablement éclaircis. Témoin ce petit billet adressé à Mme Récamier que la baronne tenait beaucoup à convertir.

Mardi soir.

Chère amie, comme il ne viendra peut-être personne ce soir à la prière, puisqu'il pleut, remettriez-vous à demain de venir? Je crois que cela vous arrangera aussi à cause du temps. J'aurai le bonheur, j'espère, cher ange, de vous embrasser demain et de causer avec vous.

Agréez mes hommages.

Bonne de Krüdener.

Cependant, l'empereur de Russie avait quitté Paris à la fin de septembre 1815; il avait même invité Mme de Krüdener à le suivre, mais sans y mettre d'insistance marquée. La baronne, dont la mission semblait terminée à Paris, puisqu'il ne venait plus personne à ses sermons, partit au mois d'octobre. Elle se rendit d'abord à Bâle, où elle recommença le cours de ses instructions toujours préparées par Empeytas et enrichies de vibrantes improvisations, tantôt contre les mariages d'argent, tantôt contre les femmes qui n'acceptent dans le mariage que les plaisirs et en rejettent les devoirs et les charges.

Tout cela était bon, mais les Suisses, gens pratiques, ne s'accommodèrent pas longtemps du prêcheur en jupons, et l'ordre lui fut donné de quitter le territoire de Bâle.

Partir ! il était bien facile aux autorités de décréter, mais comment quitter une ville où mille créanciers se montraient menaçants? A Paris déjà, on avait connu ses angoisses, car, « panier percé », comme l'appelle irrévérencieusement son biographe, la baronne dépensait follement. Dans l'espace de quelques semaines, elle avait englouti près de 130 000 francs que la Providence — lisez l'empereur Alexandre — lui avait obligeamment procurés.

Dans son nouvel embarras, elle recourut encore à son banquier ordinaire.

(1) Turquan, p. 261.

Écoutons-la nous révéler naïvement ses requêtes à Dieu :

Je devais mille écus de France, a-t-elle écrit, cent vingt-cinq louis, pour le séjour fait à l'auberge, et je ne savais absolument où les prendre. Sentant dans mon cœur que celle à qui je les devais était inquiète, je m'adressai au Sauveur le matin, et je lui dis : « Cher Sauveur, tu sais bien que je ne puis rien faire à cela et que je ne sais comment m'y prendre : tu m'apprends toujours plus que tu me conduis comme un petit enfant qui ne doit s'embarrasser de rien et qui ne doit penser qu'à s'abandonner à toi. »

Le même jour, quelqu'un de très intérieur vient me dire : « Je suis chargé, de la part de quelqu'un qui ne veut pas être nommé, de vous offrir cent vingt-cinq louis ou mille écus, car il sait que vous en avez besoin, et il vous prie de les prendre sans intérêt pour six mois. » Je n'acceptai pas cette clause, mais je me vis tirée d'embarras par ce miracle de miséricorde. C'est ce qui m'arrive toujours, et voilà pourquoi je n'ose agir par moi-même (1).

Et le biographe ajoute malignement, soupçonnant Empeytas ou quelque autre du cortège de la baronne :

Était-elle heureuse, cette femme, d'avoir ainsi un compte ouvert avec la banque céleste à qui elle n'avait qu'à adresser une prière, sans même prendre la peine de l'écrire et de la faire porter à la poste, pour qu'aussitôt, par mandat télégraphique, on vînt lui compter, chez elle, la somme dont elle avait besoin ! Auprès des humains, il faudrait bien plus de prières que cela pour..... ne rien obtenir !

Après avoir quitté Bâle, Mme de Krüdener se rendit à Aarau. Là, elle se rencontra avec Pestalozzi, le célèbre instituteur des enfants pauvres. Puis elle reprit le cours de ses sermons. La *Gazette de Schaffouse* du 1er mai 1816 rendait compte en ces termes de l'effet produit par le missionnaire ambulant :

Mme de Krüdener (de Riga), que la régence de Bâle a, comme on le sait, forcée de quitter cette ville, se trouve depuis quelques semaines à Aarau, où elle prêche l'Évangile ; les protestants des campagnes accourent de tous les côtés pour l'entendre. Elle a aussi tous les soirs une conférence pieuse en français avec la classe des habitants d'Aarau qui ont l'esprit cultivé.

Mme de Krüdener ne donne la préférence à aucune secte. Ses opinions, qui tendent à la réunion de toutes les sociétés religieuses, sont basées sur les principales vérités de toutes les confessions chrétiennes ; aussi reçoit-elle des pèlerins de toutes les communions, qui se retirent édifiés après l'avoir entendue.

(1) Turquan, p. 293.

Malgré tous ces beaux résultats, les autorités d'Aarau ne tardèrent pas, comme celles de Bâle, à prendre ombrage de ces prédications insolites, et finalement, on pria Mme de Krüdener, M. Empeytas et leur suite d'aller porter ailleurs leur zèle, leurs sermons et leurs prophéties. D'Aarau on se rendit à Hornlein, dans le duché de Bade, où bientôt les mêmes causes produisirent les mêmes résultats. Le ministre de l'Intérieur l'invita à vider le territoire.

Nous ne pouvons la suivre dans ses pérégrinations à travers l'Europe. Elle traversa le Wurtemberg et la Bavière. C'est alors que M. Empeytas, son coadjuteur, Lachenal et Kellner, ses grands vicaires (1), lassés sans doute de courir le monde, quittèrent sans retour la pauvre prédicante. Quant à son gendre, le baron de Bergheim, et à sa fille, ils s'étaient éloignés prudemment pour se fixer dans le duché de Bade. C'est alors qu'elle fit paraître sa *Lettre aux pauvres* dans un journal qu'elle avait fondé et qui n'eut jamais qu'un numéro. Chassée de Bade, elle passa tour à tour dans les cantons d'Argovie, de Soleure et de Lucerne ; mais à peine était-elle installée dans un village que les attroupements tumultueux provoqués par ses sermons obligeaient les autorités à l'éloigner.

A Zurich, où elle se présenta, elle fut chassée ignominieusement ; mais, en quittant la ville, elle se retourna pleine de colère, et, s'accompagnant d'un geste théâtral, elle s'écria : « Malheur à toi, ville profane, où les enfants eux-mêmes ont déjà des visages d'Holopherne ! »

La Diète allait mettre fin à la comédie. Sortie de Constance, la baronne remontait

(1) Lachenal, professeur au collège de Bâle, et Kellner, natif du duché de Brunswick, directeur des postes, s'étaient ralliés à la fortune de Mme de Krüdener qui les avait convertis ; mais la conversion, on le voit, n'avait pas été durable.

les hauteurs de la Forêt Noire et cherchait à rentrer en France. Mais le commandant du Haut-Rhin lui barra le passage ; le gouvernement de Bade la fit rétrograder sur Fribourg en Brisgau et la remit à la police wurtembergeoise ; celle-ci s'empressa de la rendre à la police bavaroise, laquelle, à son tour, la fit passer de Franconie en Saxe. L'Autriche s'était refusée à la recevoir ; enfin, de brigade en brigade, elle fut conduite à Dessau, à Francfort-sur-l'Oder, à Kœnigsberg, et ainsi jusqu'à la frontière russe.

Les malheurs semblaient s'acharner après elle, et la Providence la lâchait évidemment. Berlin lui fut interdit, et, chose plus étonnante, Saint-Pétersbourg et Moscou lui furent fermés. Alexandre, longtemps dupe de l'aventurière, avait-il enfin vu clair ? Avait-il été averti des mesures que la police avait dû prendre un peu partout vis-à-vis de son ancienne prophétesse ? Se rendait-il compte du ridicule qui avait rejailli sur sa personne ? Toutes ces suppositions sont vraisemblables, mais, aux demandes réitérées qui lui furent adressées, il répondit qu'il aimait mieux savoir Mme de Krüdener où elle était que dans son voisinage immédiat. Tout cela fut dit avec courtoisie, mais aussi avec une netteté qui ne laissait aucun espoir.

Il fallut donc se résigner, quelque dépit qu'elle en eût ; alors, se voyant repoussée de partout, elle vint s'abriter à Riga, dans cette Livonie qu'elle eût bien fait de ne jamais quitter. Dans cette solitude qui avait été son berceau, elle continua de se livrer à ses pratiques religieuses, mais sans bruit. Elle renonça à ses prédications et ne parut qu'aux réunions des Frères Moraves qu'elle avait toujours en grande estime.

De 1816 à 1821, le monde cessa donc de parler d'elle, ce qui dut lui être infiniment sensible. Elle s'en consolait en jetant le plan d'un nouveau roman, *Le Solitaire converti*, où elle ne manqua point de raconter plusieurs épisodes de sa propre histoire. Toujours le besoin de la réclame ; toujours aussi le prurit des prophéties. Ne pouvant plus les faire entendre aux foules qui naguère se pressaient autour d'elle, elle les lançait dans son voisinage, et de proche en proche on se les racontait avec terreur en Livonie. C'est qu'il s'agissait, en effet, d'effroyables malheurs, et à courte échéance encore !

Le 14 janvier 1819 allait amener un cataclysme qui bouleverserait toute l'Europe. Le 14 janvier arriva, puis se passa sans incident.

Ce petit malheur diminua son crédit, même au milieu des populations si simples de la Livonie, et lui fit plus ardemment encore désirer de revoir Saint-Pétersbourg. Elle en fit la demande, et, grâce à l'influence de son frère, elle obtint, en 1824, l'autorisation si ardemment souhaitée et longtemps attendue. Elle fut reçue dans la capitale par le prince Galitzin, dont la maison devint aussitôt le rendez-vous de tous les esprits avides de nouveautés. On vit alors se renouveler les scènes qui s'étaient jadis déroulées à l'hôtel de Montchenu, mais leur caractère tournait vers le catholicisme. Ainsi, après la prière à l'Éternel qui ouvrait chaque séance, on adressait des invocations à la Sainte Vierge et des supplications pour la prospérité de l'empereur et de sa maison.

Malheureusement, à tous ses vœux, elle mêla des prières pour le triomphe des Grecs qui cherchaient alors à secouer le joug des Turcs. Ce dernier point gâta tout, car il était loin d'entrer dans les combinaisons du czar Alexandre. Celui-ci, informé que les prières tendaient de plus en plus à devenir des discours politiques, s'émut, fit savoir son mécontentement, et parla d'un nouvel exil.

Un dérivatif heureux se présenta.

L'esprit de la baronne était toujours en travail : sa tête enfantait sans cesse les projets les plus fantasques. Hantée par le souvenir de ce qu'elle avait vu dans l'Europe occidentale, elle conçut le dessein de fonder une maison de repenties qu'elle devait appeler la *Porte du ciel*. La famille Galitzin accepta l'idée ; peut-être y vit-elle le pré-

texte spécieux d'éloigner la visiteuse du voisinage de la cour. Quoiqu'il en soit, on partit pour la Crimée.

Toujours amie du faste, Mme de Krüdener se composa un véritable cortège. Outre la princesse Galitzin, qui se rendait là-bas pour y acquérir des terrains, la comtesse Takchin, une suite nombreuse composée d'Allemands, de Suisses et d'ouvriers de tout genre partirent de Saint-Pétersbourg. Tout ce cortège traversa en diagonale l'immense empire russe. Arrivée à Caffa, la troupe s'embarqua et fit voile vers Karasoubazar, petite ville près de la mer d'Azov.

C'est là qu'allait s'achever dans la souffrance cette vie si semée d'aventures. La baronne de Krüdener, ainsi que ses compagnons, eut à supporter les plus dures privations; mal nourrie, mal logée chez les pauvres paysans de ces contrées, elle ressentit les atteintes plus violentes d'un cancer dont elle souffrait depuis longtemps. Elle déploya une grande patience au milieu des douleurs de ce mal affreux qui l'emporta le 13/25 décembre 1824. Elle mourait ainsi loin de son berceau, loin de sa famille.

L'année suivante, le czar Alexandre, pour lequel elle avait eu tant de prédilection, venait mourir aussi non loin de là, à Taganrok, dans la religion catholique, ainsi que nous l'avons prouvé dans sa biographie (1).

(1) N° 238 des *Contemporains*, p. 15 et 16.

Quant à notre héroïne, il serait difficile de dire dans quelle religion elle mourut. Née luthérienne, nous avons vu qu'elle n'éprouva aucune répugnance à suivre le schisme grec; à Paris — peut-être pour complaire à son impérial protecteur, — elle assistait au culte de l'Église russe; plus tard, nous l'avons vue se rapprocher du catholicisme. Au fond, il serait malaisé de discerner des principes bien assis dans cette tête fantasque. Briller, parader, fut le rêve de toute sa vie.

Ah ! si, au lieu de courir le monde, d'écrire des romans, de s'attribuer un rôle politique, d'usurper les fonctions de prédicateur et de prophétesse, elle se fût modestement contentée d'être une femme vertueuse, de rendre heureux son mari et de bien élever ses enfants, elle fût restée honnête, ignorée peut-être de ses contemporains, mais grande devant Dieu.

Paris. LIN CONNUT

Bibliographie. — Outre le livre de M. JOSEPH TURQUAN, souvent cité, il existe un certain nombre d'études sur cette femme. Citons ADÈLE DU THON, *Notice sur Mme de Krüdener*, Genève, 1827. — MAHUL, *Annuaire nécrologique*, 1825. — CH. EYNARD, *Vie de Mme de Krüdener*. Paris, 1849, 2 vol. — SAINTE-BEUVE, *Portraits de femmes*, et *Derniers portraits littéraires*, publiés d'abord dans la *Revue des Deux-Mondes*, en 1839. — Les *Mémoires d'outre-tombe* de CHATEAUBRIAND. On peut aussi consulter les articles de la *Biographie Générale*, du Dr HOEFFER, et de la *Biographie Universelle*, de MICHAUD.

LES CONTEMPORAINS



FRANÇOIS ARAGO (1786-1853)

I. ORIGINE — GOUTS MILITAIRES — PREMIÈRES ÉTUDES — PRÉPARATION A L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Dominique-François-Jean Arago naquit, le 26 février 1786, à Estagel, alors petit village de l'ancienne province du Roussillon, aujourd'hui ville de 3 000 âmes, située sur la rive droite de l'Agly, à 22 kilomètres de Perpignan. Il était l'aîné de plusieurs enfants dont il se montra le constant protecteur. De ses cinq frères, Jacques, Étienne, Joseph, Jean et Victor, les deux premiers se sont fait un nom dans la littérature, et les trois derniers se sont distingués dans la carrière des armes; l'un d'eux est mort général au service du Mexique.

Leur père, licencié en droit, possédait dans le pays quelques petites propriétés en terres arables, en vignes et en champs d'oliviers dont le revenu faisait honorablement vivre sa nombreuse famille.

Certains biographes, sans doute amoureux du merveilleux, ont prétendu que notre héros, à l'âge de quatorze ans, n'avait pas encore ouvert sa « croix de par Dieu » et que, trois ans plus tard, il entrait à l'École polytechnique le premier de sa promotion. Ceci tiendrait un peu trop du miracle. Arago, au contraire, raconte lui-même, dans l'*Histoire de sa jeunesse*, que ses parents, qui connaissaient tous les dangers de l'ignorance, l'envoyèrent de très bonne heure à l'école primaire où il apprit très rapidement à lire et à écrire, et que de plus, il recevait à la maison paternelle des leçons particulières de musique vocale.

A cette époque, nos provinces du Midi étaient infestées de bandes espagnoles. La Convention envoyait ses troupes contre l'ennemi. Estagel était une étape pour une portion des troupes qui, venant de l'intérieur, allaient à Perpignan ou se rendaient

directement à l'armée des Pyrénées. François pouvait admirer à son aise les beaux officiers qui remplissaient souvent la maison paternelle. Il écoutait attentivement les discours patriotiques et devint de bonne heure un petit républicain très chaleureux, tout disposé à manier le sabre et à combattre pour la défense du territoire.

Il suivait les régiments en partance, et sa mère était souvent obligée de faire courir après ce patriote en herbe, et ce n'était qu'à plusieurs lieues du village qu'on parvenait à le rattraper. On était obligé de le surveiller constamment pour l'empêcher de mettre à exécution ses fantaisies guerrières.

Peu de temps après, son père, nommé trésorier de la Monnaie, dut quitter Estagel avec toute sa famille et s'installer à Perpignan. François fut alors placé en qualité d'externe au collège de cette ville, où il ne s'occupa que d'études littéraires. Mais les auteurs classiques ne parvinrent pas à modifier cette nature belliqueuse qui ne songeait qu'à sabrer les ennemis de la France.

L'incident suivant, raconté par Arago lui-même, suffit pour changer subitement le cours de ses études :

En me promenant un jour sur le rempart de la ville, je vis un officier du génie qui y faisait exécuter des réparations. Cet officier, M. Cressac, était très jeune; j'eus la hardiesse de m'en approcher et de lui demander comment il était arrivé si promptement à porter l'épaulette. — Je sors de l'École polytechnique, répondit-il. — Qu'est-ce que cette école-là? — C'est une école où l'on entre par examen. — Exige-t-on beaucoup des candidats? — Vous le verrez dans le programme que le gouvernement envoie tous les ans à l'administration départementale; vous le trouverez d'ailleurs dans les numéros du journal de l'École, qui existe à la bibliothèque de l'École centrale.

Il n'en fallut pas tant pour enflammer le jeune et bouillant François. A l'instant même, il courut à la bibliothèque et parcourut le programme des connaissances qu'on exigeait des candidats.

Jusqu'à cette époque, les études de François avaient été purement littéraires : il avait lu, traduit, commenté, médité avec amour les œuvres des auteurs classiques, anciens et modernes. Son esprit ne s'en trouva que mieux préparé à aborder avec facilité les études scientifiques, et, quelque ardeur qu'il apportât dans ce nouvel ordre de travaux, il n'abandonna jamais le culte des lettres. Il ne fit que suivre en cela les saines et fécondes traditions laissées par les maîtres de la science, qui furent aussi des maîtres dans l'art de penser et d'écrire; et ce fut à cette instruction forte, sérieuse et variée, non moins qu'à la puissance naturelle de son génie, qu'il dut plus tard cette supériorité multiple incontestée de savant, d'observateur, de penseur, d'orateur et d'écrivain, à l'aide de laquelle il exerça sur ses contemporains une si grande influence.

Résolu à se faire admettre à l'École polytechnique, François se mit aussitôt à la besogne et commença l'étude des mathématiques. Devinant que son professeur, l'abbé Verdier, ne possédait pas les connaissances suffisantes pour le préparer aux examens, il n'hésita pas à étudier seul les ouvrages les plus nouveaux et les plus autorisés de l'époque. Il fit donc venir de Paris les traités de Legendre, de Lacroix et de Garnier.

Mais, dit Arago, je trouvai mon véritable maître dans une couverture du traité d'algèbre de M. Garnier. Cette couverture se composait d'une feuille imprimée sur laquelle était collé extérieurement du papier bleu. La lecture de la page non recouverte me fit naître l'envie de connaître ce que me cachait le papier bleu. J'enlevai ce papier avec soin, après l'avoir humecté, et je pus lire dessous ce conseil donné par d'Alembert à un jeune homme qui lui faisait part de la difficulté qu'il rencontrait dans ses études :

« Allez, Monsieur, allez, et la foi vous viendra. »

Ce fut pour moi un trait de lumière : au lieu de m'obstiner à comprendre du premier coup les propositions qui se présentaient à moi, j'admettais provisoirement leur vérité, je passais outre, et j'étais tout surpris, le lendemain, de comprendre parfaitement ce qui, la veille, me paraissait entouré d'épais nuages (1).

Dix-huit mois suffirent à Arago pour entrer en possession de toutes les matières

(1) *Histoire de ma jeunesse*, extrait des œuvres complètes de François Arago. Dans le cours de cette biographie, nous ferons plusieurs autres citations de ce très intéressant ouvrage

exigées par le programme d'admission à l'École polytechnique. Il n'avait que seize ans quand il partit pour Montpellier afin d'y subir la terrible épreuve, mais il comptait sans Monge, qui était chargé des examens. Celui-ci tomba malade à Toulouse et écrivit aux candidats de Montpellier qu'ils seraient examinés à Paris. Arago, assez souffrant lui-même, ne voulut pas entreprendre le voyage et rentra à Perpignan. Il résolut de profiter de ce temps d'arrêt pour étudier les ouvrages de hautes mathématiques. Il dévora l'*Introduction à l'analyse infinitésimale*, d'Euler; la *Résolution des équations numériques*, la *Théorie des fonctions analytiques* et la *Mécanique analytique*, de Lagrange; enfin, la *Mécanique céleste*, de Laplace. C'était bien plus qu'il n'en fallait pour entrer à l'École polytechnique.

Sa seule ambition était de devenir officier d'artillerie; comme il avait entendu dire qu'un officier devait connaître la musique, faire des armes et danser, tous les jours, il consacrait quelques heures à la culture de ces trois arts d'agrément.

II. EXAMEN D'ADMISSION ET SÉJOUR A L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Enfin, le grand jour de l'épreuve si impatiemment attendu arriva. Arago se rendit à Toulouse avec un de ses amis qui avait fait ses études au collège de Perpignan. L'un et l'autre devaient être interrogés par Gaspard Monge, qui était d'une sévérité presque brutale. Le camarade de François, intimidé, échoua complètement. Vint le tour de notre héros. Citons son examen raconté par lui-même :

Il s'établit entre M. Monge, l'examinateur, et moi, la conversation la plus étrange :

— Si vous devez répondre comme votre camarade, il est inutile que je vous interroge.

— Monsieur, mon camarade en sait beaucoup plus qu'il ne l'a montré; j'espère être plus heureux que lui; mais ce que vous venez de me dire pourrait bien m'intimider et me priver de tous mes moyens.

— La timidité est toujours l'excuse des ignorants; c'est pour vous éviter la honte d'un échec que je vous fais la proposition de ne pas vous examiner.

— Je ne connais pas de honte plus grande que celle que vous m'infligez en ce moment. Veuillez m'interroger; c'est votre devoir.

— Vous le prenez de bien haut, Monsieur! Nous allons voir tout à l'heure si cette fierté est légitime.

— Allez, Monsieur, je vous attends!

Monge posa d'abord au candidat une question de géométrie qui fut élégamment résolue en un clin d'œil, puis une question d'algèbre sur la résolution des équations numériques, qui procura à Arago l'occasion de bien montrer l'étendue de son savoir. Monge, revenu à de meilleurs sentiments, dit au jeune homme : « Je pourrais dès ce moment considérer l'examen comme terminé; je veux cependant, pour mon plaisir, vous adresser encore deux questions. » La première, d'analyse, la seconde, de mécanique rationnelle, furent résolues avec éclat à l'aide des méthodes élégantes de Lagrange. Ce brillant examen ne dura pas moins de deux heures et quart. Et Monge, passant d'une extrémité à l'autre, se leva et sauta au cou du jeune savant, en s'écriant :

— Bravo! Si vous n'êtes pas reçu le premier à l'École polytechnique, personne n'y entrera!

Arago entra donc le major de sa promotion à la fin de 1803 et fut mis dans la brigade très bruyante des Gascons et des Bretons.

A l'examen de passage de la division inférieure à la division supérieure, Arago eut avec Legendre, son examinateur, une altercation rappelant celle qu'il avait eue l'année précédente avec Monge.

— Comment vous appelez-vous? demanda brusquement Legendre. — François-Dominique Arago. — Vous n'êtes donc pas Français? — Si je n'étais pas Français, je ne serais pas devant vous, car je n'ai pas appris qu'on ait jamais été reçu à l'École sans avoir fait preuve de nationalité. — Je maintiens, moi, qu'on n'est pas Français quand on s'appelle Arago. — Je soutiens, de mon côté, que je suis Français, et très bon Français, quelque étrange que mon nom puisse vous paraître. — C'est bien; ne discutons pas sur ce point davantage, et passez au tableau.

Arago était à peine armé de la craie que Legendre reprit :

— Vous êtes né dans les départements récemment réunis à la France? — Non, Monsieur; je suis né dans le département des Pyrénées-Orientales, au pied des Pyrénées. — Eh! que ne me disiez-vous cela tout de suite; tout s'explique, maintenant. Vous êtes d'origine espagnole, n'est-ce pas? — C'est présumable; mais, dans mon humble famille, on ne conserve pas de pièces authentiques qui aient pu me permettre de remonter à l'état civil de mes ancêtres; chacun y est fils de ses œuvres. Je vous déclare de nouveau que je suis Français, et cela doit vous suffire.

La vivacité de cette réponse ne disposa pas Legendre en faveur d'Arago. Il commença par lui poser une question de calcul infinitésimal, et presque aussitôt lui dit :

— La méthode que vous suivez ne vous a pas été donnée par le professeur. Où l'avez-vous prise? — Dans un de vos mémoires, repartit notre jeune polytechnicien. — Pourquoi l'avez-vous choisie? Était-ce pour me séduire? — Non, rien n'a été plus loin de ma pensée. Je ne l'ai adoptée que parce qu'elle m'a paru préférable. — Si vous ne parvenez pas à m'expliquer les raisons de cette préférence, je vous déclare que vous serez ma noté, du moins pour le caractère.

Arago se tira à merveille des objections incessantes que lui soulevait Legendre. Il en fut de même pour toutes les autres questions qui lui furent données à résoudre. A la fin de l'examen, Legendre lui dit : « Je vois que vous avez bien employé votre temps; continuez de même la seconde année, et nous nous quitterons bons amis. »

Si Arago avait d'excellentes notes pour le travail à l'école, il en avait de fort mauvaises au point de vue du républicanisme, dont il faisait hautement parade et qui s'effaçait de plus en plus des mœurs politiques.

Lorsque Napoléon Ier fut élevé à l'Empire par le Sénat, tous les élèves de l'École furent invités à prêter le serment d'obéissance. Cette cérémonie n'inspira pas le recueillement qu'elle méritait et qu'on aurait pu attendre. La plupart des élèves, au lieu de répondre à l'appel de leur nom : « Je le jure », criaient simplement : « Présent ». Quand arriva le tour de Brissot, le fils du conventionnel, celui-ci s'écria : « Non, je ne prête pas serment d'obéissance à l'empereur. »

Le général Lacuée, commandant l'École, très ému, ordonna à un détachement d'élèves armés d'arrêter le récalcitrant. Ce détachement, à la tête duquel était Arago, refusa d'obéir. Brissot répondit alors au général : « Indiquez-moi le lieu où vous voulez que je me rende; ne forcez pas les élèves à se déshonorer en mettant la main sur un camarade qui ne veut pas résister. »

Le lendemain, Brissot ne faisait plus partie de l'École polytechnique.

III. ARAGO REMPLACE MÉCHAIN FILS A L'OBSERVATOIRE DE PARIS — SON VOYAGE EN ESPAGNE

Arago fut détaché de l'École un peu après le commencement de sa seconde année et nommé secrétaire de l'Observatoire de Paris en remplacement du fils de Méchain, démissionnaire après la mort de son père, qui avait été envoyé en Espagne pour prolonger la méridienne jusqu'à Formentera.

A peine entré à l'Observatoire, raconte Arago, je devins le collaborateur de Biot dans des recherches sur la réfraction des gaz, jadis commencées par Borda.

Durant ce travail, nous nous entretînmes souvent, le célèbre académicien et moi, de l'intérêt qu'il y aurait à reprendre en Espagne la mesure interrompue par la mort de Méchain. Nous soumîmes notre projet à Laplace qui l'accueillit avec ardeur, fit faire les fonds nécessaires, et le gouvernement nous confia à tous deux cette mission importante.

Ce voyage fut pour Arago tellement rempli d'aventures singulières et dramatiques qu'on serait tenté de croire qu'il tient de la fable ou de la légende. C'est aux mémoires laissés par lui que nous emprunterons les récits des principaux épisodes de cette véritable odyssée.

Nous partîmes de Paris, M. Biot et moi et le commissaire espagnol Rodriguez au commencement de 1806. Nous visitâmes, chemin faisant, les stations indiquées par Méchain; nous fîmes à la triangulation projetée quelques modifications importantes, et nous nous mîmes aussitôt à l'œuvre.

Une direction inexacte donnée aux réverbères établis à Iviza, sur la montagne Campvey, rendit les observations faites sur le continent extrêmement difficiles. La lumière du signal de Campvey se voyait très rarement, et je fus pendant six mois au *Desierto de las Palmas* sans l'apercevoir, tandis que, plus tard, la lumière établie au Desierto, mais bien dirigée, se voyait tous les soirs à Campvey.

Au moment où j'écris ces lignes, vieux et infirme, avec des jambes qui peuvent à peine me soutenir, ma pensée se reporte involontairement sur cette époque de ma vie où, jeune et vigoureux, je résistais aux plus grandes fatigues et marchais jour et nuit dans les contrées montagneuses qui séparent les royaumes de Valence et de Catalogne du royaume d'Aragon, pour aller rétablir nos signaux géodésiques que les ouragans avaient renversés.

Pendant mon séjour sur une montagne voisine de Cullera, au nord de l'embouchure du rio Xucar, et au sud de l'Albuféra, je conçus, un moment, le projet d'établir une station sur les montagnes élevées qui se voient en face. J'allai la visiter. L'alcade d'un des villages voisins m'avertit du danger auquel j'allais m'exposer. « Ces montagnes, me dit-il, servent de repaire à une foule de voleurs de grand chemin. » Je requis la garde nationale, comme j'en avais le pouvoir. Mon escorte fut prise par les voleurs pour une expédition dirigée contre eux, et ils se répandirent aussitôt dans la riche plaine que le Xucar arrose. A mon retour, je trouvai le combat engagé entre eux et les autorités de Cullera. Il y eut des blessés des deux parts, et, si je me le rappelle bien, un alguazil resta même sur le carreau.

Le lendemain matin, je regagnai ma station. La nuit suivante fut horrible, il tombait une pluie diluvienne. Vers minuit, on frappa à la porte de ma cabane. Sur la question : « Qui va là? » on répondit : « Un garde de la douane, qui vous demande un refuge pour quelques heures. » Mon domestique ayant ouvert, je vis entrer un homme magnifique, armé jusqu'aux dents. Il se coucha par terre et s'endormit. Le matin, pendant que je causais avec lui à la porte de ma cabane, ses yeux s'animèrent en voyant sur le penchant de la montagne deux personnes, l'alcade de Cullera et son principal alguazil, qui venaient me rendre visite. « Monsieur, s'écria-t-il, il ne faut rien moins que la reconnaissance que je vous dois, à raison du service que vous m'avez rendu cette nuit, pour que je ne saisisse pas cette occasion de me débarrasser, par un coup de carabine, de mon plus cruel ennemi. Adieu, Monsieur! » Et il partit, léger comme une gazelle, sautant de rocher en rocher.

Arrivés à la cabane, l'alcade et son alguazil reconnurent dans le fugitif le chef de tous les voleurs de grands chemins de la contrée.

Quelques jours après, le temps étant redevenu très mauvais, je reçus une seconde visite du prétendu garde de la douane, qui s'endormit profondément dans ma cabane. Je vis que mon domestique, vieux militaire, qui avait entendu le récit des faits et gestes de cet homme, s'apprêtait à le tuer; je saute à bas de mon lit de camp, et, prenant mon domestique à la gorge : « Êtes-vous fou? lui dis-je, est-ce que nous sommes chargés de faire la police dans le pays? Ne voyez-vous pas, d'ailleurs, que ce serait nous exposer au ressentiment de tous ceux qui obéissent aux ordres de ce chef redouté? Et nous nous mettrions dans l'impossibilité de terminer nos opérations. »

Le matin, au lever du soleil, j'eus avec mon hôte une conversation que je vais essayer de reproduire fidèlement. « Votre situation m'est parfaitement connue; je sais que vous n'êtes pas un garde de la douane; j'ai appris de science certaine que vous êtes le chef des voleurs de la contrée. Dites-moi si j'ai quelque chose à redouter de vos affidés?

— L'idée de vous voler nous est venue; mais nous avons songé que tout votre argent était dans les villes voisines; que vous ne portiez pas de fonds sur le sommet des montagnes, où vous ne sauriez qu'en faire, nous n'avons pas d'ailleurs la prétention d'être aussi forts que le roi d'Espagne. Les troupes du roi nous laissent assez tranquillement exercer notre industrie; mais le jour où nous aurions molesté un envoyé de l'empereur des Français, on dirigerait contre nous plusieurs régiments, et nous aurions bientôt succombé. Permettez-moi d'ajouter que la reconnaissance que je vous dois est votre plus sûre garantie.

— Eh bien! je veux avoir confiance dans vos paroles; je réglerai ma conduite sur votre réponse. Dites-moi si je puis voyager la nuit? Il m'est pénible de me transporter le jour, d'une station à l'autre, sous l'action brûlante du soleil!.....

— Vous le pouvez, Monsieur, j'ai déjà donné des ordres en conséquence; ils ne seront pas enfreints.

Quelques jours après, je partais pour Denia; il était minuit, lorsque je vis accourir à moi des hommes à cheval qui m'adressèrent ce discours :

— Halte-là, señor, les temps sont durs, il faut que ceux qui possèdent viennent au secours de ceux qui n'ont rien. Donnez-nous les clés de vos malles; nous ne prendrons que le superflu.

J'avais déjà déféré à leurs ordres, lorsqu'il me vint à l'esprit de m'écrier : — On m'avait dit que je pourrais voyager sans risque. — Comment vous appelez-vous, Monsieur? — Don Francisco Arago. — *Hombre! vaya usted con Dios.* (Que Dieu vous accompagne). Et les cavaliers, piquant des deux, se perdirent rapidement dans un champ d'algarrobos.

Vers la fin d'avril 1807, la partie la plus urgente des travaux étant terminée, Biot retourna à Paris. Arago se rendit seul à l'île de Majorque, où il retrouva Rodriguez. Ils adressèrent ensemble les études qui leur avaient été ordonnées.

IV. ARAGO PRISONNIER EN ESPAGNE — SON RETOUR EN FRANCE — AVENTURES DIVERSES

La dernière main venait d'être mise à ce grand travail lorsque la guerre éclata entre la France et l'Espagne.

Ni Arago ni Rodriguez ne s'inquiétèrent de cet incident; mais, par malheur, la population majorquaise se figura que les signaux nocturnes échangés entre les astronomes avaient pour but de diriger la marche de quelque flotte française, en train de tenter une descente aux Baléares.

On voulut s'emparer d'Arago, qui, déguisé en muletier, parvint à se sauver. Chemin faisant, il rencontra les insulaires qui le cherchaient pour le mettre à mort, il leur donna une fausse indication, les jetant sur une route opposée à celle qu'il devait suivre, et alla se réfugier à Palma sur un navire espagnol.

Mais bientôt il se trouva exposé aux plus grands dangers de la part de la populace qui avait appris sa retraite et qui était rendue furieuse contre tout ce qui portait le nom de français. Il ne trouva pas de meilleur moyen d'éviter les colères de la foule en délire que de se faire mettre en prison à la citadelle de Belver, d'où il obtint, au bout de quelque temps, l'autorisation de s'échapper, à ses risques et périls, sur une barque qui le transporta à Alger avec ses instruments et ses papiers.

Par la protection du consul français, M. Dubois-Thainville, Arago prit place au nombre des passagers d'une frégate que le dey expédiait à Marseille.

On apercevait déjà les côtes de France, lorsque, tout à coup, un corsaire espagnol captura le navire algérien, quoique l'Espagne fût en paix avec Alger, et, sous prétexte que ce navire violait le blocus des ports français, on l'emmena au port de Rosas avec son équipage et sa cargaison. Ce qui prouve une fois de plus que *la raison du plus fort est toujours la meilleure.*

Arago se retrouva de nouveau prisonnier avec tout l'équipage, sous prétexte de quarantaine d'abord, mais ensuite parce que le gouvernement espagnol cherchait les moyens de s'approprier le navire richement chargé de présents destinés par le dey d'Alger à l'empereur Napoléon. Les prisonniers furent d'abord enfermés dans un moulin à vent, pendant qu'on instruisait le procès de la capture, puis ils furent transportés dans la forteresse de Rosas.

Du fort de Rosas, Arago fut transporté au port de Palamos, où, bien qu'il fût prisonnier sur un ponton, il jouissait d'une certaine liberté, et pouvait descendre à terre. Là, il put remettre à un des prisonniers français que le gouvernement espagnol renvoyait dans leur patrie un billet par lequel il fit savoir à ses parents désolés qu'il vivait encore.

Arago aurait pu échapper maintes et maintes fois; mais il ne voulut pas abandonner ses compagnons, qu'il parvint, au reste, à faire rendre à la liberté.

Pendant notre quarantaine dans le moulin à vent de Rosas, j'avais écrit, dit-il, au nom du capitaine du navire, une lettre au dey d'Alger. Je lui rendais compte de l'arrestation illégale du bâtiment et de la mort d'un des lions que le dey envoyait à l'empereur. Cette dernière circonstance transporta de fureur le monarque africain. Il manda sur le champ le consul d'Espagne, réclama des dédommagements pécuniaires pour son cher lion, et menaça de la guerre, si l'on ne relâchait pas sur-le-champ son bâtiment. L'Espagne avait alors à pourvoir à trop de difficultés pour s'en mettre de gaieté de cœur une nouvelle sur les bras, et l'ordre de relâcher le navire si vivement convoité arriva à Girone, et de là à Palamos.

Cette solution, à laquelle notre consul d'Alger, M. Dubois-Thainville, n'était pas resté étranger, nous parvint au moment où nous nous y attendions le moins. Nous fîmes sur-le-champ nos préparatifs de départ, et, le 28 novembre 1808, nous mîmes à la voile le cap sur Marseille.

Mais, hélas! les infortunes de notre héros ne sont point encore à leur terme! Les

bâtisses blanches qui couronnent les collines voisines de Marseille étaient déjà en vue lorsqu'un violent coup de mistral accueillit le navire et le repoussa au large. Et Arago, qui s'était endormi d'un sommeil paisible, espérant à son réveil saluer la France, eut la désagréable surprise de se trouver en pleine mer quand il ouvrit les yeux.

Pendant trois jours, le capitaine eut à lutter contre les vents furieux du Nord, et, le 5 décembre, au lieu d'aborder en France, arriva sur la côte d'Afrique, à Bougie, à 177 kilomètres d'Alger.

La saison était devenue détestable, et le bâtiment, qui avait eu beaucoup à souffrir de la tempête, ayant besoin de trois mois au moins de réparations, était dans l'impossibilité de reprendre la mer. On prétendait que, pendant les trois mois d'hivernage, toute communication avec Alger par les petites barques nommées *sandales* serait impossible, Arago allait se résigner à l'horrible perspective d'un si long séjour dans un lieu presque désert, lorsqu'un soir, pendant une promenade sur le pont du navire, un coup de fusil parti de la côte vint frapper le bordage à côté duquel il passait. Cette circonstance lui suggéra la pensée de se rendre à Alger par terre. Dès le lendemain, il alla trouver le caïd de la ville : « Je veux, lui dit-il, me rendre à Alger par terre. » Cet homme, tout effrayé, s'écria : « Je ne puis vous le permettre; vous serez certainement tué en route; votre consul porterait plainte au dey, et je serais décapité. — Qu'à cela ne tienne! je vais vous donner une décharge, » repartit Arago. Ce qui fut dit fut fait. Il fit aussitôt marché avec un marabout qui lui promit de le conduire à Alger pour la somme de vingt piastres fortes et un manteau rouge. Il se déguisa tant bien que mal, et le départ fut fixé au lendemain matin. Quelques matelots maures ayant appartenu à l'équipage du bâtiment complétèrent la caravane. Arago parvint enfin à gagner Alger. Les incidents de route furent si nombreux qu'un gros volume ne suffirait pas pour les raconter tous. Toujours est-il qu'il arriva sain et sauf au but de son voyage, et qu'il ne reçut que fort longtemps après, dans cette dernière ville, ses bagages qu'il avait été obligé de laisser à bord du navire.

Les occasions d'entreprendre une nouvelle traversée étaient naturellement fort rares, et Arago en attendait encore une, lorsqu'un dey récemment promu, après la décapitation régulière du précédent, s'avisa de déclarer la guerre à Napoléon, de qui il réclamait de 2 à 300 000 francs.

Ce fut pour Arago une nouvelle source de périls et de difficultés. Le nouveau dey, le prenant pour un personnage d'importance, fut sur le point de le faire enfermer au bagne des esclaves, dans l'espoir, sans doute, d'obtenir une forte rançon. Son nom figura, en effet, sur la liste des esclaves de la régence, mais, en fait, il resta libre dans la maison consulaire. Sous une garantie pécuniaire contractée par le consul de Suède, il lui fut même permis d'habiter sa campagne, située près du fort de l'Empereur.

Les choses, néanmoins, traînaient en longueur, et l'autorisation de départ eût pu se faire attendre encore longtemps, si le dey improvisé n'eût été renversé à son tour et pendu par-dessus le marché. Arago s'empressa de profiter du trouble et de l'anarchie qui suivirent cet événement et s'embarqua enfin le 21 juin 1809.

Mais, comme disent les mahométans, *il était écrit* qu'Arago ne devait pas arriver à Marseille sans encombre. Le bâtiment sur lequel il était, quoique chargé de balles de coton, avait des papiers de corsaire de la régence, et était censé l'escorte de trois bâtiments marchands richement chargés qui se rendaient en France.

Nous étions devant Marseille, écrit notre héros, lorsqu'une frégate anglaise vint pour barrer le passage: « Je ne vous prends pas, disait le capitaine anglais; mais venez devant les îles d'Hyères, et l'amiral Collingwood décidera de votre sort.

— J'ai reçu, répondait le capitaine barbaresque, la mission expresse de conduire ces bâtiments à Marseille, je l'exécuterai.

— Vous ferez individuellement ce que bon vous

semblera, reprit l'Anglais; quant aux bâtimenst marchands, sous votre escorte, ils seront, je vous le répète, conduits devant l'amiral Collingwood.

Et il donna sur-le-champ à ces bâtiments l'ordre de faire voile à l'Est.

La frégate s'était déjà un peu éloignée, lorsqu'elle s'aperçut que nous nous dirigions vers Marseille. Ayant appris alors des équipages des bâtiments marchands que nous étions nous-mêmes chargés de coton, elle vira de bord pour s'emparer de nous.

Elle allait nous atteindre, lorsque nous pûmes entrer dans le port de la petite île de Pomègue. La nuit, elle mit sa chaloupe à la mer pour tenter de nous enlever; mais l'entreprise était trop périlleuse, et elle n'osa pas la tenter.

Le lendemain matin, 2 juillet 1809, Arago débarquait au lazaret avec ses instruments et ses précieux registres qu'il était parvenu à sauver au prix de tant de périls!

Ainsi donc, il avait mis onze mois pour effectuer la traversée d'Alger à Marseille, alors que, de nos jours, on met à peine deux jours. Il est vrai qu'il avait fait çà et là quelques séjours involontaires.

La première lettre qu'il reçut était de l'illustre de Humboldt, qui ne connaissait de lui que ses malheurs et son héroïque dévouement à la science; ainsi s'établit entre ces deux grands hommes une amitié qui dura quarante-quatre ans, sans qu'un léger nuage l'ait jamais troublée.

A Perpignan, où il se rendit sans retard, il consola sa famille, qui ne le croyait plus de ce monde. Sa pauvre mère avait déjà fait dire bien des messes pour le repos de son âme, et elle le pleurait toujours. Quelle ne fut pas sa joie quand elle revit son fils bien-aimé!.....

V. ARAGO NOMMÉ MEMBRE DE L'INSTITUT, PUIS ASTRONOME AU BUREAU DES LONGITUDES, ENFIN PROFESSEUR D'ASTRONOMIE A L'OBSERVATOIRE DE PARIS

Arago, après avoir pris un peu de repos à Perpignan, rentra à Paris, où il fut salué par ses maîtres et par ses nombreux amis avec une réelle allégresse. Il déposa au Bureau des longitudes et à l'Académie des sciences ses observations.

Peu de jours après son arrivée dans la capitale, le 18 septembre 1809, il reçut, des fatigues et des dangers qu'il avait si vaillamment endurés, une récompense à laquelle il n'osait pas encore prétendre. Il fut élu membre de l'Académie des sciences, en remplacement de Lalande, sur la proposition de Lagrange, de Legendre et de Monge. Il y avait 52 votants, il recueillit 47 suffrages, Poisson 4 et Nouet 2.

A peine âgé de vingt-trois ans, Arago succédait donc à Lalande, dont le rare mérite, trop légèrement attaqué pendant sa longue carrière, a été universellement reconnu après sa mort.

Ce ne furent pas seulement, écrit de Humboldt, de pénibles travaux astronomiques et géodésiques que l'Institut voulut récompenser par l'élection de M. Arago; l'attention des savants avait été attirée aussi par d'importantes recherches d'optique et de physique. M. Arago, de concert avec M. Biot, avait déterminé le rapport du poids de l'air à celui du mercure, et avait mesuré la déviation que les différents gaz font subir à un rayon de lumière. Le prisme et le cercle répétiteur ont pu dès lors fournir quelques données sur le rapport des parties constituantes de l'atmosphère, et même faire connaître le peu de variabilité qu'offre ce rapport. Tel est l'admirable enchaînement des phénomènes naturels, que depuis bien longtemps, par la seule mesure d'un angle de réfraction, le géomètre aurait pu prouver au chimiste que l'air atmosphérique contient moins de vingt-sept ou vingt-huit centièmes d'oxygène.

La vitesse de la lumière avait été, pour M. Arago, l'objet d'un autre travail d'astronomie physique non moins ingénieux que le premier. Au moyen de l'application d'un prisme à l'objectif d'une lunette, il avait prouvé non seulement que les mêmes tables de réfraction peuvent servir pour la lumière qui émane du soleil et pour celle qui nous vient des étoiles; mais, en outre, ce qui jetait déjà bien des doutes sur la théorie de l'émission, que les rayons des étoiles vers lesquels marche la terre et les rayons des étoiles dont la terre s'éloigne se réfractent exactement de la même quantité. Pour concilier ce résultat, obtenu à la suite d'observations très délicates, avec l'hypothèse newtonienne, il aurait fallu admettre que les corps lumineux émettent des rayons de toutes les vitesses, et que les seuls rayons d'une vitesse déterminée sont visibles, qu'eux seuls produisent dans l'œil la sensation de la lumière.

En considérant le genre de recherches auxquelles M. Arago s'était livré avant d'entrer à l'Institut et

même avant de quitter la France, on remarque d'abord une extrême prédilection pour tout ce qui a rapport à la réfraction, c'est-à-dire à la route des rayons lumineux et aux causes qui altèrent leurs vitesses. Cette prédilection eut pour origine, comme M. Arago me l'a souvent affirmé, la lecture assidue des ouvrages d'optique de Bouguer, de Lambert et de Thomas Smith, qui de très bonne heure étaient tombés entre ses mains.

Les travaux et les découvertes d'Arago avant son entrée à l'Académie des sciences étaient donc de la plus haute importance et pouvaient être enviés par bon nombre de membres de l'Institut.

Bientôt après, Arago succéda à Monge comme professeur à l'École polytechnique, où la prodigieuse étendue de ses connaissances lui permit de faire successivement cinq cours différents. Il fut ensuite nommé astronome adjoint au Bureau des longitudes.

Nous avons dit précédemment qu'Arago s'était présenté à l'École polytechnique dans le seul but de devenir officier d'artillerie. Mais trois années de fatigues et de traverses sans nombre avaient suffisamment mis son courage à l'épreuve, et il ne songeait plus qu'à se reposer dans la science et dans l'étude.

Cependant, le comte Mathieu Dumas, compulsant les registres de la Guerre, s'aperçut que le nom d'Arago figurait parmi ceux des jeunes Français qui avaient échappé aux lois de la conscription.

Sans plus de retard, il porte le professeur de l'École polytechnique sur les cadres de l'armée active et lui envoie sa feuille de route.

— Ah! par exemple! dit Arago, nous allons rire!

Prenant une plume, il écrit au comte Mathieu Dumas :

« Général,

» Si vous m'obligez à partir, j'irai me joindre aux conscrits, et je traverserai les rues de la capitale en costume de membre de l'Institut.

» F. Arago. »

– Diable! murmura le comte en recevant cette lettre, il le ferait comme il le dit. Sans plus de retard, il répondit au jeune savant :

« Monsieur l'astronome,

» Gardez-vous d'un pareil coup de tête! Ce serait d'un effet déplorable. Je vous dispense du service.

» Cte Mathieu Dumas. »

Tous les ministres auraient-ils autant de libéralité et de bon sens?!.....

A l'Institut, Arago exerça sur ses confrères, malgré sa jeunesse, une sorte de domination, comme il l'avoue lui-même :

Arrivé à l'Académie, jeune, ardent, passionné, je me mêlai des nominations, beaucoup plus que cela n'eût convenu à ma position et à mon âge. Parvenu à une époque de la vie où j'examine rétrospectivement toutes mes actions avec calme et impartialité, je puis me rendre cette justice que, sauf dans trois ou quatre circonstances, ma voix et mes démarches furent toujours acquises au candidat le plus méritant, et plus d'une fois je parvins à empêcher l'Académie de faire des choix déplorables. Qui pourrait me blâmer d'avoir soutenu avec vivacité la candidature de Malus, en songeant que son concurrent, M. Girard, inconnu comme physicien, obtint 22 voix sur 53 votants, et qu'un déplacement de 5 voix lui eût donné la victoire sur le savant qui venait de découvrir la polarisation par voie de réflexion, sur le savant que l'Europe aurait nommé par acclamation? Les mêmes remarques sont appliquables à la nomination de Poisson, qui aurait échoué contre ce même M. Girard, si quatre voix s'étaient déplacées. Cela ne suffit-il pas pour justifier l'ardeur inusitée de mes démarches? Quoique, dans une troisième épreuve, la majorité de l'Académie se soit prononcée en faveur du même ingénieur, je ne puis me repentir d'avoir soutenu jusqu'au dernier moment avec conviction et vivacité la candidature de son concurrent, M. Dulong.

Je ne suppose pas que, dans le monde scientifique, personne soit disposé à me blâmer d'avoir préféré M. Liouville à M. de Pontécoulant.

..... J'engagerai les savants qui, entrés de bonne heure à l'Académie, seraient tentés d'imiter mon exemple, à ne compter que sur le témoignage de leur conscience ; je les préviens, en connaissance de cause, que la reconnaissance leur fera presque toujours défaut.

L'académicien nommé, dont vous avez exalté le mérite quelquefois outre mesure, prétend que vous n'avez fait que lui rendre justice, que vous avez rempli un devoir, et qu'il ne doit conséquemment vous en tenir aucun compte.

Maximilien Marie, dans son *Histoire des sciences mathématiques et physiques*, n'approuve pas la manière d'agir d'Arago. « Sans doute, écrit-il, chez les hommes de la valeur d'Arago, le bon l'emporte toujours sur le mauvais. Mais en toutes choses il faut considérer la fin : ici, c'est l'effet pernicieux de l'exemple. »

A entendre pareil langage, ne serait-on pas en droit de se demander si ce critique, ancien examinateur d'admission à l'École polytechnique, n'aurait pas eu à souffrir des procédés qu'aurait employés si judicieusement et si loyalement Arago s'il avait encore été de ce monde pour l'empêcher de faire partie de la docte Société !.....

A la fin de 1812, Arago commença à l'Observatoire son cours d'astronomie et le continua sans interruption jusqu'en 1845. On accourait en foule pour entendre ses leçons. Des étudiants du quartier latin se battaient très souvent aux portes de la salle avec des ouvriers, des gens du monde et même des désœuvrés. Des dames venaient écouter l'illustre professeur, au risque de ne rien comprendre à ce qu'il exposait, et qui, sans réfléchir, accaparaient les places qui auraient été mieux occupées par des étudiants désireux d'apprendre.

Arago faisait ses cours comme personne. Chaque fois, son entrée dans la salle était saluée par d'unanimes et bruyants applaudissements, témoignages de sympathie pour son noble caractère autant que d'admiration pour son savoir et son talent. Un simple signe de sa main suffisait pour rétablir le silence.

Un de ses biographes nous rapporte que sa parole nette, éloquente, limpide, charmait ses auditeurs et les intéressait, même dans les questions les plus sèches et les plus abstraites. Jamais comédien ou chanteur aimé du public, jamais avocat célèbre, jamais orateur populaire ne surent mieux captiver un auditoire en flattant ses sens, sa curiosité ou ses passions, que ne faisait Arago en exposant à des personnes, pour la plupart étrangères aux sciences, les lois du mouvement céleste, les révolutions des astres et des planètes. Le génie de la vulgarisation était porté chez lui au plus haut degré, et l'on ne pouvait ne pas prendre du goût pour la science qu'on lui avait une fois entendu professer.

En 1843, ses admirateurs du quartier latin lui firent frapper une médaille.

Nous croyons intéressant d'indiquer ici le procédé par lequel Arago arrivait à être compris de tout son auditoire de composition si hétérogène.

Une fois assis dans sa chaire, raconte Eugène de Mirecourt, il examinait les personnes présentes, et quand il avait aperçu quelque part un œil bien stupide, une véritable tête de crétin, c'était sur cet œil terne qu'il fixait son regard ; c'était sur ce cerveau déprimé, sur ce crâne durci qu'il frappait avec le marteau du raisonnement pour en faire jaillir un éclair.

Lorsque le front du crétin s'était illuminé, le professeur se disait :

— Bravo ! tout le monde m'a compris.

A chaque leçon, même manœuvre. Arago appelait cela chercher son thermomètre.

Un individu sonne un jour à sa porte et demande avec instance à parler à M. Arago. Le savant donne l'ordre de l'introduire. Il se trouve en face d'un brave bourgeois de la rue Saint-Denis, qui s'épanche en remerciements, et dont la paupière se mouille de larmes de reconnaissance.

— Hier, Monsieur Arago, dit-il, vous sembliez faire votre cours pour moi seul.

Notre astronome le félicite de sa démarche et lui serre la main, non sans réprimer, avec beaucoup de peine, une envie de rire.

— C'est un de mes thermomètres, dit-il à quelques amis présents, lorsque le bonhomme fut dehors.

« Pour nous, a dit M. Tisserand, qui n'avons pas eu le bonheur d'écouter Arago, nous en retrouvons un précieux écho dans les admirables notices dont il a enrichi l'Annuaire du Bureau des longitudes. On peut les qualifier en quelques mots : les gens du monde les saisissent facilement et les savants de profession y trouvent des idées élevées auxquelles ils n'auraient pas songé d'abord. N'est-ce point là la plus haute expression de la vulgarisation de la science ? »

Après les Cent Jours, on dit que l'empereur allait partir en Amérique pour consacrer son génie toujours vivace à des travaux scientifiques. Napoléon avait décidé d'emmener Arago avec lui. Mais les Anglais intervinrent avec leur perfidie habituelle, et, au lieu d'aller visiter le Nouveau Monde, Napoléon fut envoyé à Sainte-Hélène.

Le czar Alexandre offrit, peu de temps après, au savant de l'emmener à Saint-Pétersbourg.

— Vous aurez, lui dit-il, la direction générale des sciences dans toutes les Russies, avec 100 000 roubles d'honoraires.

— Ne pouvant suivre Napoléon le Grand, répondit l'astronome, je reste en France. Permettez-moi, sire, de ne pas priver mon pays de mes travaux, puisque la Restauration m'y laisse un coin pour y poser le pied de mon télescope.

Nous avons déjà dit comment Arago et de Humboldt s'étaient liés d'amitié. Il y avait déjà plusieurs années qu'ils entretenaient ensemble une correspondance scientifique très suivie. En 1815, de Humboldt accompagna à Paris le roi de Prusse, qui avait le plus grand désir de connaître le grand astronome français. De Humboldt demanda à Arago s'il lui serait agréable de recevoir son souverain.

— Jamais! cria l'astronome; c'est déjà trop d'avoir vu Alexandre. Vos souverains étrangers semblent prendre à tâche de me compromettre. Qu'ils me laissent en repos!

Devant une réponse aussi nette, de Humboldt n'insiste pas. Seulement, le jour de son départ, il vint faire ses adieux à son ami, accompagné d'un personnage vêtu d'une façon très simple, et qui avait l'air d'un bourgeois prêt à monter en diligence.

Arago causa près d'une heure avec de Humboldt, sans adresser une seule fois la parole à son compagnon, qui fut très embarrassé et ne sut bientôt plus quelle contenance tenir.

Quand ils furent partis, Arago s'écria en se frottant malicieusement les mains :

« Frédéric-Guillaume, tu te souviendras du républicain de l'Observatoire de Paris!

VI. ARAGO SECRÉTAIRE PERPÉTUEL DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES — SES TRAVAUX ET SES DÉCOUVERTES

Fourier étant mort le 16 mai 1830, Arago recueillit, le 7 juin suivant, sa succession de secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, à la presque unanimité des suffrages.

Se conformant aux idées du cumul dont il s'était fait un argument pour appuyer, en novembre 1822, la candidature de Fourier, il donna sa démission de professeur à l'École polytechnique. Ni les sollicitations du maréchal Soult, ministre de la Guerre, ni celles des membres les plus éminents de l'Académie ne parvinrent à le faire renoncer à cette résolution.

Dès qu'il parut à ce poste, dit Flourens, une vie plus active sembla circuler dans l'Académie. Il savait, par une familiarité toujours pleine de séductions dans un homme supérieur, gagner la confiance et se concilier à propos les adhésions les plus vives. Ce don, cet art du succès, il le mit tout entier au service du Corps dont il était devenu l'organe. Jamais l'action de l'Académie n'avait paru aussi puissante et ne s'étendit plus loin. Les sciences semblèrent jeter un éclat inaccoutumé et répandre avec plus d'abondance leurs bienfaisantes lumières sur toutes les forces productives de notre pays. A cette pénétration sans égale, se joignait dans M. Arago un talent d'analyse extraordinaire. L'exposition des travaux des autres semblait être un jeu pour son esprit. Dans ses fonctions de secrétaire, sa pensée rapide et facile, le tour spirituel, les expressions piquantes captivaient l'attention de ses confrères, qui, toujours étonnés de tant de facultés heureuses, l'écoutaient avec un plaisir mêlé d'admiration.

Arago a été, en effet, un secrétaire perpétuel inimitable, et depuis sans émule. Il avait la voix, le geste, une grande facilité d'élocution, l'autorité, une puissance incroyable d'assimilation et un talent inimaginable pour se rendre intelligible à tout son auditoire. Du reste, il ne prenait jamais siège sans avoir profondément étudié son dossier. C'est par suite de sa continuelle préoccupation de vulgariser qu'il demanda et obtint l'entrée du public aux séances de l'Académie des sciences et la création des *Comptes rendus hebdomadaires* pour ceux qui ne pourraient y assister.

Durant les vingt années qu'il remplit à l'Académie les fonctions de secrétaire perpétuel, le public se pressait en foule à l'espèce de cours qu'il y professait. Quand la séance devait s'ouvrir à 3 heures, le public faisait queue à la porte dès 1 heure, et, à 2 h. 1/2, lorsqu'on ouvrait la salle des séances, toutes les places étaient envahies en quelques minutes.

Arago était aussi habile écrivain que professeur érudit.

Ses notices scientifiques et biographiques constituaient de véritables chefs-d'œuvre de littérature. Que de noms illustres ont ainsi passé sous sa plume et enrichi l'Annuaire du Bureau des longitudes! Fresnel, Volta, Thomas Young, Joseph Fourier, James Watt, Carnot, Ampère, Condorcet, Monge, Poisson, Gay-Lussac. Malus, Laplace, Abel, Cuvier, Dulong, Prony, etc.....

On ne saurait dire combien son esprit lumineux et inventif lui suggérait d'idées ingénieuses à soumettre à tous les savants, ses contemporains, aux travaux desquels il prenait, en quelque sorte, une part journalière; en s'associant à leurs efforts dans les comptes rendus de l'Académie, en les stimulant et les relevant de leurs défaillances à la suite d'insuccès momentanés, par l'indication de procédés nouveaux à employer.

Dès qu'Arago fut nommé directeur de l'Observatoire de Paris, il s'occupa de son organisation. On peut dire que, pendant les nombreuses années qu'il dirigea cet établissement scientifique, il y apporta tous les jours de nouveaux soins et une nouvelle perfection de détails. Beaucoup de savants, envoyés par les souverains de l'Europe, essayèrent de surprendre les secrets de ce génie organisateur; ils n'y parvinrent jamais, car Arago se tenait constamment sur ses gardes et déjouait l'espionnage. Il voulait que l'Observatoire de Paris fût le premier du monde, et il avait raison.

La science doit à Arago une foule de découvertes personnelles en astronomie, en optique, en électro-magnétisme et en physique proprement dite.

Au milieu de ses travaux, a dit de Humboldt, dans les différentes branches des connaissances humaines, Arago tendait toujours vers un même but : généraliser les aperçus, enchaîner les phénomènes qui avaient paru longtemps isolés, élever la pensée vers les régions les moins accessibles de la philosophie naturelle.

L'action des forces manifestées dans la lumière, la chaleur, le magnétisme et l'électricité, aussi bien que dans le jeu des combinaisons et des décompositions chimiques, appartient à la série des mystérieux effets sur lesquels les brillantes découvertes du XIXe siècle ont jeté une clarté inattendue. Dans le champ de ces glorieuses conquêtes, Arago s'est placé parmi les grands physiciens de notre époque. A la fois ardent à découvrir et circonspect dans les conclusions qui pouvaient dépasser la portée des résultats partiels, il aimait surtout à indiquer les voies nouvelles par lesquelles on pouvait de plus en plus approcher du but et reconnaître l'identité des causes dans des phénomènes en apparence si divers.

Dans le domaine de la physique expérimentale, ajoute M. Cornu, ses découvertes figurent au premier rang des conquêtes de notre siècle.

En électricité, c'est lui qui a, le premier, signalé l'action magnétisante du courant voltaïque, généralisant ainsi la belle observation d'Œrsted; c'est lui qui, en découvrant le magnétisme de rotation, a fait le premier pas vers les phénomènes d'induction qui devaient, dix ans plus tard, immortaliser Faraday; enfin c'est à lui, c'est à sa collaboration avec Ampère que l'on doit l'électro-aimant, l'âme de toutes ces applications électriques qui ont révolutionné les conditions sociales de la vie des peuples : l'organe docile qui fait mouvoir le télégraphe, parler le téléphone, qui recueille et transmet la force, la transforme en lumière, chaleur ou mouvement, et promet encore bien d'autres merveilles.

En optique, les travaux d'Arago ne sont pas moins importants. C'est lui qui découvrit la polarisation chromatique. On peut dire aussi que Fresnel a grandi à l'ombre d'Arago, et que c'est grâce à lui qu'il est parvenu à édifier sur des bases inébranlables cette merveilleuse théorie des ondulations, qui détruisait complètement celle de l'émission créée par Newton.

C'est Arago qui introduisit la physique en astronomie et établit son rôle indispensable. Avant lui, les astronomes s'étaient préoccupés surtout des mouvements des planètes, cherchant à les expliquer dans leurs moindres détails par la loi de la gravitation. Arago, lui, s'est occupé de leurs surfaces et des phénomènes qui s'y développent sans cesse.

Le polariscope lui a montré que la surface enflammée qui limite le contour du soleil est gazeuse, et lui donne ensuite des renseignements précieux sur la lumière des comètes. C'est une autre application de la

physique qui lui fournit des moyens très précis pour la mesure des diamètres des planètes ou pour celle de leurs éclats. Rien de plus ingénieux que son explication de la scintillation des étoiles, fondée sur les propriétés remarquables que Fresnel venait de découvrir aux rayons lumineux.

Arago doit être considéré comme le véritable fondateur de l'astronomie physique, cette branche de la science qui a pris depuis un essor merveilleux. Il avait pressenti l'importance future des applications de la photographie à l'étude des astres. Mais il ne pouvait pas prévoir qu'un jour, à côté de la physique, la chimie pénétrerait aussi dans le domaine de l'astronomie et nous dévoilerait la constitution intime des corps célestes; l'analyse spectrale n'a été découverte, en effet, qu'après la mort dArago.

Quoi de plus instructif que sa notice sur les travaux d'Herschel? C'est une description admirable de toutes les merveilles découvertes dans le ciel par le grand astronome anglais et un exposé saisissant de la nature de ses idées s'élevant peu à peu jusqu'à la structure de l'univers. C'est en même temps un traité précieux sur l'art de l'observation, et, dans son ensemble, un monument impérissable élevé à la mémoire d'Herschel.

Dans un tout ordre d'idées, la notice sur les principales découvertes de Laplace est peut-être plus belle encore. On y trouve un exposé magistral des progrès de l'astronomie, mettant en relief les étapes successives franchies par Copernic, Képler et Newton. Puis viennent les découvertes de Clairaut, de d'Alembert et de Lagrange, dont l'essence se dégage avec une lumière inattendue.

L'astronomie de précision n'a pas été négligée non plus par lui. On lui doit les principaux instruments méridiens qui servent encore aujourd'hui et une lunette, naguère la plus puissante de l'Observatoire.

Si nous abordons la physique terrestre, la météorologie, les applications industrielles de la vapeur et de l'électricité, nous trouvons toujours Arago à l'avant-garde des idées nouvelles, semant à pleines mains les remarques ingénieuses, les aperçus originaux.

Sur les cultivateurs instruits, sur la science agricole, dit Barral, les travaux d'Arago ont exercé une réelle influence. Les cultivateurs ont appris par son enseignement, par ses écrits si lucides sur les sujets les plus difficilement abordables aux esprits ordinaires, comment on peut se servir utilement de la météorologie. La science agricole s'est enrichie par ses travaux de notions exactes sur les phénomènes naturels, comme la pluie, la température, la rosée, le tonnerre..... C'est le propre des grands génies de ne rien laisser en dehors de leur influence, de passer sans qu'un seul homme puisse dire : « Je ne lui dois rien. » Agriculteurs, ouvriers, soldats, hommes du monde, Arago a travaillé pour tous !

La marine est redevable à Arago de belles et complètes instructions nautiques qu'il rédigea pour les campagnes de découvertes autour du monde qu'on entreprenait encore à cette époque.

Quel immense progrès accompli en si peu de temps rappelle ce simple souvenir !

Il fallait encore des années de difficiles et périlleux voyages pour explorer des contrées sauvages, inhabitées, restées presque inconnues jusqu'alors, et où nous pouvons aujourd'hui, après quelques semaines d'une confortable traversée, visiter de magnifiques et populeuses cités qui ne le cèdent en rien à nos belles villes européennes. On peut, en quelques heures, y expédier des nouvelles et en recevoir, alors que, il y a une cinquantaine d'années, les lettres d'Europe que l'on recevait en Océanie avaient quatorze et quinze mois de date !

Ces instructions nautiques d'Arago, fidèlement suivies par nos navigateurs, ont grandement contribué au succès de leurs voyages et ont permis de compléter la connaissance du globe.

Dans tous les travaux d'Arago, a écrit de Humboldt, on retrouve la même pénétration, la même ardeur à faire avancer la science; mais aussi la même réserve et la même tempérance dans les conjectures. On a dit ailleurs, et avec beaucoup de justesse, qu'Arago avait puisé dans l'étude approfondie qu'il avait faite des mathéma-

tiques cette méthode rigoureuse, cette sûreté de vues qu'il apportait dans ses propres recherches expérimentales et dans l'appréciation de celles de ses contemporains.

Généralement, le public se croit en droit de se méfier un peu de la solidité des travaux très variés; le mot fastueux de *connaissances universelles* est surtout très dangereux; il est toujours mal appliqué: Bacon, Newton, Leibnitz, Cuvier ont eu des connaissances très variées, ils n'ont pas eu de connaissances universelles. Par l'étendue et la variété de ses connaissances, Arago se place à côté des esprits les plus éminents dont la science s'honore.

VII. ARAGO DÉPUTÉ ET MINISTRE SON DÉSINTÉRESSEMENT

La révolution de 1830 fit d'Arago un homme politique.

La femme qu'il aimait beaucoup s'était posée jusqu'alors en obstacle, afin d'arrêter chez lui les entraînements du républicanisme. Elle mourut à la fin de 1829, et le démon révolutionnaire s'empara de l'illustre astronome, que son ange gardien ne pouvait plus défendre.

L'arrondissement où il était né, et sur lequel il faisait rejaillir une partie de sa gloire, l'envoya, durant tout le règne de Louis-Philippe, siéger à la Chambre des députés. Là, bien que rangé parmi les représentants de l'opinion radicale, entre Laffitte et Dupont de l'Eure, grâce à la sincérité bien connue de ses convictions, à la force de son éloquence ferme et persuasive, à ses formes conciliantes et surtout aux lumières dont il éclairait, au profit de la vérité et de l'intérêt public, les questions les plus difficiles, il ne cessa point de mériter, de commander l'estime et le respect de tous les partis:

On l'écoutait à la Chambre comme un oracle, et ce fut lui qui prononça le premier, vers 1832, ce fameux mot de réforme qui devait avoir pour le trône de Louis-Philippe des conséquences si terribles.

A la Chambre, ses vastes connaissances jetaient la lumière sur toutes les questions. Il ne manquait jamais de prendre la parole quand il s'agissait de marine, de canaux ou de chemins de fer. On décerna, sur sa demande, des récompenses nationales à Vicat, l'inventeur des ciments hydrauliques, et à Daguerre, l'inventeur de la photographie. Il fit voter l'acquisition par l'État du cabinet Du Sommerard, aujourd'hui musée de Cluny. Ses rapports sur la navigation de la Seine, sur l'établissement des lignes de vapeur et sur les fortifications de Paris sont des chefs-d'œuvre de logique et de science. Arago avait à la tribune de véritables qualités d'orateur. Il parlait avec une ardeur toute méridionale et lançait fort bien le sarcasme.

En 1844, Cormenin disait de lui :

Lorsque Arago monte à l'estrade, la Chambre, attentive et curieuse, s'accoude et fait silence. Les spectateurs des tribunes se penchent pour le voir. A peine est-il entré en matière qu'il attire et qu'il rencontre sur lui tous les regards. Le voilà qui prend, pour ainsi dire, la science entre ses mains. Il la dépouille de ses aspérités, de ses formules techniques, et il la rend si perceptible que les plus ignorants sont aussi étonnés que charmés de le comprendre. Des jets de clarté semblent sortir de ses yeux, de sa bouche et de ses doigts. (*Livre des orateurs*, p. 437.)

Comme il est à regretter que les partis violents enrôlent de tels hommes sous leur bannière!

La révolution de 1848 le trouva debout sur la brèche, ferme, inébranlable, opposant une digue au flot de la démagogie qui menaçait de tout envahir. Au soir du 24 février, il répondit avec énergie au peuple assemblé devant l'Hôtel de Ville :

— Non, citoyens, non! 2000 individus présents sur cette place ne peuvent être l'expression de la volonté nationale. Malgré mon désir, malgré le vôtre, je ne proclamerai pas la République!

Successivement ministre de la Guerre et de la Marine, il rendit de signalés services à nos soldats et à nos marins. Pendant la

(1) Voir sa biographie, *Contemporains*, n° 221.

courte durée de son administration, il n'accomplit que des actes justes et modérés, et, à l'exemple de son illustre maître Gaspard Monge, il s'empressa, dès qu'il le put, de retourner à ses travaux scientifiques. Ajoutons, et cela d'après le témoignage solennel de l'amiral Baudin, « qu'en face des embarras du Trésor, il s'abstint de toucher son traitement de ministre, voulant que ses services, dans ces difficiles circonstances, fussent purement gratuits. Je cite ce trait de patriotique désintéressement, ajoutait l'honorable amiral, non pas pour les hommes qui connaissaient le noble caractère de M. Arago, mais pour ceux qui ne le connaissaient pas assez ».

Déjà, lorsqu'il avait été nommé directeur de l'Observatoire, après la révolution de 1830, il avait continué de ne toucher que les appointements de membre du Bureau des longitudes, et nous avons déjà dit qu'en acceptant la place de secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences il avait résigné celle de professeur à l'École polytechnique.

« Le public ignore, dit Barrat, qu'Arago n'avait que juste ce qui est nécessaire pour vivre à Paris et y élever une famille. » En effet, le total de ses traitements, en y comptant le logement gratuit qu'il avait à l'Observatoire, ne dépassait pas 12000 francs. Or, il était sans fortune personnelle, et sa famille presque tout entière était à sa charge.

Mais Arago avait une telle horreur du cumul que, malgré les instances de l'Académie française, il fut impossible, en 1836, de le décider à accepter une candidature.

Pendant la longue et cruelle maladie qui mit fin à ses jours, après de vains efforts pour continuer à remplir les laborieuses fonctions de secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, il avait dû y renoncer, et c'était pour lui un grand tourment de songer qu'il continuait néanmoins à en toucher les émoluments. « Je vais donner ma démission de secrétaire perpétuel, puisque je ne puis plus en remplir les fonctions, disait-il à Biot trois heures avant sa mort. — Eh bien ! répondit celui-ci, nous viendrons en corps vous la rapporter et vous reprocher votre ingratitude. »

Ces divers faits montrent le beau caractère d'Arago et son désintéressement le plus absolu.

VIII. ARAGO INTIME — SA MORT

« Connaître, découvrir, communiquer, telle est la destinée d'un savant. » Ces éloquentes et simples paroles d'Arago résument toute sa vie, entièrement consacrée au progrès et à la diffusion des lumières. Savant, écrivain, orateur, homme d'État, dans toutes les positions où il a été porté, jamais il ne perdit un seul moment de vue ce triple but de quiconque veut consacrer efficacement son intelligence à la civilisation et à l'humanité.

Travailleur infatigable, esprit profondément honnête, cœur plein de désintéressement, il consacra sa longue carrière au pays et ne lui demanda jamais la fortune.

L'argent, ce dieu du siècle, Arago le méprisait. De son vivant, il ne songea même pas à exploiter ses œuvres, qui consistaient surtout dans les mémoires et les notices publiés pendant quarante-cinq ans par l'*Annuaire du Bureau des longitudes*. Ses fils les ont vendues 100000 francs après sa mort à MM. Gide et Baudry.

Arago ne tenait pas davantage aux honneurs. Jamais on ne vit à sa boutonnière les décorations nombreuses que lui avaient envoyées les rois et les empereurs.

Un jour, Le Verrier, voulant aller dîner chez un ministre, désirait y paraître avec un Ordre dont il avait reçu le brevet, mais dont il lui manquait les insignes. Il alla trouver Arago.

— Ouvrez cette armoire, lui dit celui-ci, et prenez ce qui vous est nécessaire.

Dans l'armoire se trouvaient toutes les croix et tous les cordons du globe.

Il n'y eut pas en Europe une seule Académie qui ne sollicitât l'honneur d'admettre l'illustre savant au nombre de ses associés ou de ses membres, et il entretenait avec chacune d'elles une active correspondance.

Fidèle à ses convictions, il refusa le serment au gouvernement en 1852, en qualité de directeur de l'Observatoire, comme il l'avait refusé à Napoléon quand il était simple polytechnicien. A cette même époque, Cauchy, professeur à la Sorbonne, le refusa aussi, mais le gouvernement n'osa révoquer ni l'un ni l'autre.

Comme beaucoup de grands hommes, notre savant n'aimait pas à se montrer en robe de chambre. Il déposait difficilement sa dignité magistrale même avec ses connaissances les plus intimes et craignait le ridicule plus que tout autre chose au monde.

Qu'on nous permette de citer sur cette particularité un trait rapporté par Eugène de Mirecourt.

Un soir, à Louvain, se trouvant dans une auberge avec Quételet, son ami, directeur de l'Observatoire de Bruxelles, il parut très vivement affecté lorsqu'on vint lui dire qu'il n'y avait à sa disposition qu'une chambre à deux lits.

L'heure de se coucher sonne; on monte dans cette chambre. Mais, au lieu de se déshabiller, l'astronome parisien se promène de long en large, en se livrant à des gestes d'impatience. Le savant belge, étonné, le regarde et n'ose vaquer à sa toilette de nuit.

Tout à coup Arago semble prendre une résolution extrême et dit à son compagnon de chambre:

— Je dois vous avouer, mon cher, qu'il m'est impossible de dormir si je n'ai sur la tête..... — Quoi donc? — Un bonnet de coton! — Ma foi, c'est aussi mon habitude, répondit Quételet. Beaucoup de personnes ne se coiffent pas d'autre façon pour entrer dans leurs draps. — Vous croyez? dit Arago poussant un soupir de soulagement. Mais, ce n'est pas tout, dès que je m'endors..... — Eh bien? — Je ronfle. — Bah! c'est comme moi, je fais plus de vacarme qu'un tuyau d'orgue. — Alors, dit Arago, c'est différent. Couchons-nous.

Dès 1847, la santé d'Arago commença à s'altérer. Les fatales journés de juin qui ensanglantèrent Paris jetèrent un profond découragement dans le noble cœur du savant. Tous les résultats de la République trompèrent son attente et les secousses révolutionnaires le brisèrent complètement. Dès lors, son état s'aggrava. Plusieurs maladies, toutes également mortelles, se déclarèrent successivement, s'ajoutant les unes aux autres, de manière à ne laisser à sa famille et à ses amis aucun espoir de le conserver.

Ni l'air natal, ni les soins empressés et affectueux de sa famille ne purent le sauver. L'épuisement des forces alla constamment en s'accentuant. Il languit quelques années encore, et, le 2 octobre 1853, conservant jusqu'au dernier moment toute la lucidité de son esprit, il rendit son âme à Dieu.

Sa mort fut un deuil pour les hommes de science de tous les pays, une perte immense pour la France et pour l'Académie des sciences.

Quarante mille personnes, académiciens, diplomates, artistes, bourgeois, ouvriers, militaires et marins prirent part à ses funérailles, célébrées dans l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, sa paroisse. Le corps fut ensuite porté au Père-Lachaise.

La mémoire d'Arago, a écrit M. l'amiral Mouchez, vivra comme le type le plus élevé, le plus brillant du caractère national que notre génération puisse léguer à nos descendants. Jamais on n'avait vu mettre à la fois au service de la science une plus belle intelligence, une plus grande passion du progrès, et au service de la patrie un dévouement plus ardent, plus éclairé.

François Arago laissa deux fils, Alfred et Emmanuel. Le premier fut peintre; le second, avocat, est un homme de politique.

Une statue a été élevée à Arago en 1879, à Perpignan. Une autre a été offerte à la Ville de Paris par un Comité de souscription nationale et a été inaugurée le 11 juin 1893.

Lumbres (*Pas-de-Calais*).

Marie-Auguste Morel.
ingénieur.

Bibliographie. — *Œuvres complètes d'Arago*, publiées par Barral. — Maximilien Marie, *Histoire des sciences mathématiques et physiques.* — Eugène de Mirecourt, *François Arago.* — Arthur Mangin, *Arago.* — Discours prononcés à l'inauguration de la statue d'Arago, à Paris, le 11 juin 1893, par M. Tisserand, M. l'amiral Mouchez et M. Cornu.

LES CONTEMPORAINS



LE MARÉCHAL MORTIER (1768-1835)

I. PREMIÈRES ANNÉES CAMPAGNE D'ALLEMAGNE

Peu d'hommes ont parcouru une carrière militaire aussi brillante que le maréchal Mortier, qui, à un courage à toute épreuve et au talent de général, joignait une grande franchise et une rare modestie.

Édouard-Adolphe-Casimir-Joseph Mortier naquit au Cateau (Nord), le 13 février 1768. Son père, cultivateur et marchand *mulequier* (1), fut élu député du Tiers pour le Cambrésis aux États-Généraux qui allaient ouvrir la Révolution française.

D'abord destiné à la carrière commerciale, Mortier fit ses études au collège des Irlandais à Douai; mais ses goûts le portaient vers la carrière militaire. Grâce à la situation que son père occupait dans la bourgeoisie cambrésienne, il venait d'obte-

(1) De molequin, sorte d'étoffe.

nir une sous-lieutenance dans les carabiniers, quand ses compatriotes le nommèrent capitaine au 1er bataillon des volontaires du Nord (1er septembre 1791).

Mortier fit ses premières armes le 28 avril suivant, à l'affaire de Quiévrain, où il eut un cheval tué sous lui; il combattit ensuite à Jemmapes, à Nerwinden, à Pillemberg, près de Louvain, au siège et à la prise du château de Namur et au siège de Maëstricht.

A Hondschoote (8 septembre 1793), il fut blessé d'un coup de feu et reçut sur le champ de bataille, pendant qu'on le pansait, le grade d'adjudant général. Le mois suivant, le 16 octobre, pendant le déblocus de Maubeuge, il est encore atteint d'un coup de mitraille en reprenant le village de Dourlers, perdu et repris trois fois dans la même journée.

En 1794, nous le retrouvons à Fleurus, à la prise de Mons, de Bruxelles, de Louvain, au passage de la Roër (3 septembre). Revenu sur la Meuse avec Kléber pour faire le siège de Maëstricht, il fait capituler le fort Saint-Pierre et se trouve ensuite, sous Marceau, au passage du Rhin à Neuwied.

En 1796, il commande les avant-postes de l'armée de Sambre-et-Meuse et, à la suite d'un brillant fait d'armes, il rejette l'ennemi au delà de l'Acher (31 mai) et contraint le prince de Wurtemberg à la retraite, après lui avoir infligé des pertes sérieuses. Le lendemain, il passe la Sieg et culbute les Autrichiens dans les plaines d'Ems. Le 4 juin, au premier combat d'Altenkirchen, il tourne la position ennemie pendant que Lefebvre, qui l'attaque de front, achève la victoire.

Quelques semaines après (4 juillet), Mortier, à la tête d'une simple colonne d'avant-garde, enlevait encore 2000 prisonniers en arrière de Wilnsdorf, puis s'emparait de Giessen (8 juillet), passait le Nidda de vive force au combat de Friedberg, et débouchait dans les plaines du Mein.

Le 12 juillet, Kléber, qui s'était établi en face de Francfort, avait sommé les autorités d'avoir à lui livrer la ville. Comme les négociations, qui traînaient en longueur, n'avaient d'autre but que de permettre l'arrivée de renforts à la garnison, Kléber résolut de brusquer la situation. Le 14, Mortier se présenta au général Wartensleben avec l'ultimatum de Kléber : la reddition de la place ou le bombardement immédiat. Les Autrichiens cédèrent, et la ville capitula le jour même.

Le 19 juillet, Mortier, toujours à l'avant-garde, s'empara de Gemmunden, après un combat de quelques heures, et captura quinze bateaux chargés de poudre, de bombes et de boulets qui remontaient le Mein; l'ennemi, cependant, continuait à rétrograder, d'abord sur Würtzbourg, puis sur Schweinfurth; enfin, il s'arrêta près de Bamberg, aux environs de Strullendorf. Au delà de ce village, une immense plaine allait lui permettre de déployer avantageusement sa cavalerie. Le 8 août, en effet, notre cavalerie, sous Richepanse, heurtait les Autrichiens; malgré la valeur qu'elle déploya, elle ne put tenir longtemps contre la cavalerie autrichienne, et elle allait être débordée, quand Mortier, qui venait de remplacer Richepanse blessé, sortit du village d'Hirscheid à la tête du 8e cuirassiers avec une impétuosité extraordinaire, ramena ses chasseurs hésitants et fonça avec eux sur l'ennemi qui fut mis dans une complète déroute.

« L'adjudant général Mortier, dit le rapport du général en chef, donna dans cette journée, au milieu de la mêlée, des preuves d'un grand esprit de conduite et d'un grand sang-froid. » « Avec de pareils chefs, ajoutait Kléber dans son rapport au Directoire, un général se dispense de compter le nombre de ses ennemis. »

Le lendemain, lorsque Kléber résolut de forcer le passage de la Rednitz entre Ébermanstadt et Hochstett, Mortier fut envoyé avec un bataillon, 4 escadrons, et 2 bouches à feu pour attaquer le poste d'Ébermanstadt que l'ennemi occupait avec 600 cavaliers, 1200 hommes d'infanterie et plusieurs pièces de canon, « ce qu'il exécuta, dit le rapport, avec tant de vivacité, qu'après une

heure de combat, l'ennemi fut obligé de le lui abandonner ».

Le août, il chasse les Autrichiens de Greifemberg; le 11, il contribue à la reddition du fort de Rottemberg, occupé par une garnison palatine, et qui renfermait, outre une nombreuse artillerie, une grande quantité de munitions; le 19, il prend la part la plus glorieuse à la victoire remportée sur les bords de la Sulzbach, et précipite la retraite des Autrichiens par une magnifique charge à la baïonnette sur la droite de l'ennemi.

A la suite de cette glorieuse campagne, le général en chef, Jourdan, proposa Mortier pour le grade de général de brigade, et c'est en cette qualité que, le 23 février 1799, il fut envoyé à l'armée du Danube et placé à la tête des avant-postes.

Lorsque cette armée dut battre en retraite à la suite de la défaite de Jourdan, Mortier fut chargé, à la tête de 2 à 3000 hommes, de contenir l'ennemi en avant d'Offembourg. La valeur et l'habileté qu'il montra en cette circonstance le firent nommer général de division, le 25 septembre 1799.

II. L'ARMÉE D'HELVÉTIE CAMPAGNE DE HANOVRE

Appelé à la tête de la 4e division de l'armée d'Helvétie, sous Masséna, Mortier devait justifier, dans cette magnifique campagne de Suisse, la réputation qu'il avait acquise sur le Rhin. Lorsque le moment choisi par Masséna pour l'exécution du beau plan qu'il avait conçu fut arrivé (1), Mortier passa la Limmat et attaqua vigoureusement le village de Vallishofen d'où il chassa les Russes, qu'il contraignit à se retirer précipitamment dans Zurich après avoir abandonné le revers de l'Albis.

Mortier prit une part importante aux combats qui précédèrent et suivirent la prise de Zurich. Sa division, forte de 8000 hommes, occupait la droite du champ de bataille. Dirigée vers Zurich, elle devait contenir d'abord, puis attaquer la gauche russe. Mortier parvint à l'enfermer dans la ville, mais Korsakoff pouvait lui passer sur le corps et le jeter dans la Linth. Mortier prévint l'ennemi; abordant résolument la ville par la rive gauche, il y pénétra au moment où Korsakoff, qui faisait des efforts désespérés pour s'ouvrir la route de Winterthür, était refoulé dans les faubourgs par Oudinot. Une lutte acharnée s'engagea dans les rues. Peu de Russes échappèrent; enfin, tout ce qui restait dans Zurich mit bas les armes.

A Mutten, Mortier soutient seul avec sa division un vif combat contre le Corps russe de Rosemberg, le bat et poursuit les débris de son armée à travers le Muttenthal, prenant en passant les places de Melz et de Sargans.

Exécutant alors le mouvement combiné par Masséna pour rejeter les Russes hors de Suisse, il arrive victorieux par la route de Schwitz et prend en queue Souwaroff qui tente de s'ouvrir la route de Bragel que lui ferme Molitor.

Épuisés par les difficultés de la route, décimés par les combats de chaque jour, les Russes, au prix des plus grands sacrifices, parvinrent à s'échapper, mais ce ne furent que quelques débris qui purent sortir de Suisse, ayant abandonné leurs canons, leurs bagages et tous leurs blessés.

Quelques mois après, Mortier était appelé au commandement de la 16e division militaire à Paris, par arrêté des consuls du 29 mars 1800.

Cependant, la paix signée à Amiens n'avait été consentie qu'à contre-cœur par l'Angleterre, « c'était un traité accordé à regret et par forme d'épreuve », comme disait lord Hawkesbury. Ses principales clauses : évacuation de l'Égypte et de Malte, ne furent pas exécutées.

Aussi la rupture était-elle imminente dès le commencement de 1803. L'ambassadeur d'Angleterre, lord Withworth obtint enfin ses passeports qu'il avait demandés trois fois, et quitta la France le 12 mai.

Le premier consul se mit alors en mesure

(1) Voir notre biographie de Masséna, n° 358 des *Contemporains*.

de prendre au premier signal les positions que nous occupions avant la signature du traité. Un Corps de troupes de 15 000 hommes fut réuni entre Nimègue et Bréda, prêt à entrer en Hanovre. De tout temps, les Anglais avaient mis dans la possession du Hanovre une question d'amour-propre; ce duché se trouvait, en effet, être une propriété personnelle du roi d'Angleterre.

Le Cabinet anglais mit le même empressement à commencer les hostilités. Deux bâtiments français ayant été capturés dans la baie d'Audierne, et l'embargo ayant été mis sur tous les vaisseaux qui se trouvaient dans les ports anglais, Napoléon donna l'ordre à Mortier d'entrer en Hanovre.

Mortier avait quitté Nimègue le 15 avril et porté son quartier général à Kœverden; le 24 mai, il envahit le Hanovre, annonçant par une proclamation qu'il n'entrait dans l'électorat que parce que Georges III gardait Malte au mépris des traités. Celui-ci avait ordonné la levée en masse de tous ses fidèles sujets allemands sous peine de perdre leurs biens et le droit d'hériter, mais ceux-ci restèrent tranquillement chez eux, et l'armée anglo-hanovrienne dut se retirer derrière la Hunte. Mortier ne voulant pas lui laisser le temps de se fortifier, passa d'Ems à Meppen et arriva le 31 mai devant Diéphalz. Les Hanovriens battirent encore en retraite pendant la nuit et allèrent prendre position sur la Weser; du moins, leur arrière-garde fut-elle atteinte le lendemain et culbutée à Borstel, et les Français entrèrent à Sühlingen.

Les Anglo-Hanovriens étaient désormais hors d'état de résister avec succès; Mortier prit possession par capitulation de toutes les places fortes : il y trouva 500 bouches à feu, 40 000 fusils, des magasins considérables; tous les navires anglais naviguant sur l'Elbe et la Weser furent capturés.

Le duc de Cambridge, à qui Georges III avait confié la mission de défendre l'électorat, s'enfuit en toute hâte, laissant le commandement au maréchal de Walmoden. Mortier, qui avait bénévolement consenti un armistice, voyant les choses traîner en longueur, se décida à agir avec vigueur. Sommant Walmoden de mettre bas les armes, il se mit en devoir de passer l'Elbe de vive force. La capitulation de Lauenbourg, signée sur un bac, au milieu du fleuve, entre Mortier et les Hanovriens, mit fin à cette promenade militaire par le licenciement de l'armée hanovrienne qui promit de ne pas servir pendant un an.

A son retour, Mortier reçut du premier consul les éloges publics les plus flatteurs, et il devint l'un des quatre commandants de la garde consulaire, chargée spécialement de l'artillerie.

Mettant alors à profit les loisirs que lui procurait une paix momentanée, Mortier fit une incursion dans le domaine de la politique et présida le collège électoral du Nord. Lors de la proclamation de l'Empire, il fut nommé maréchal de France, le onzième sur la liste destinée à fixer l'ancienneté (19 mai 1804), chef de la 2e cohorte de la Légion d'honneur, et grand-aigle de l'Ordre, l'année suivante. Enfin, au mois de septembre 1805, il reçut le commandement de l'un des Corps de la Grande Armée.

III. DIERNSTEIN

Après la capitulation d'Ulm qui anéantissait l'armée autrichienne de Bavière, Napoléon se porta à la rencontre de l'armée russe. Toute l'armée descendait le Danube sur la rive droite; le Corps de Mortier, seul, fut détaché sur la rive gauche pour prévenir le passage de l'ennemi de ce côté. Murat, qui devait le protéger avec la cavalerie, ne résista pas à la tentation d'entrer à Vienne. Cette pointe hardie allait exposer Mortier à avoir toute l'armée russe sur les bras.

Entraîné par son mouvement, celui-ci avait laissé une marche d'intervalle entre la division Gazan et les divisions Dupont et Dumonceau, et il arrivait à Stein avec la seule division Gazan, en face de l'armée russe qui avait passé le Danube à Krems. C'étaient 5 000 hommes qui allaient avoir à combattre contre 40 000, sur une route taillée

dans le roc, étroite et resserrée entre le fleuve et les montagnes.

Le 11 novembre, Mortier arriva à Diernstein, il y aperçut la fumée du pont de Krems qui brûlait encore et reconnut les Russes ; il donna immédiatement l'ordre de se porter en avant et de combattre. L'unique batterie dont il disposait fut mise en position: son feu causa dans les rangs ennemis de cruels ravages, et un combat acharné s'engagea pendant une demi-journée pour la possession des canons, pris, repris et tirés sur les Russes presque à bout portant. Dans cette lutte terrible, Mortier ne prit pas moins de 6 drapeaux, 5 canons et 1 500 prisonniers.

Mais les Russes, tournant les hauteurs qui dominent le fleuve, descendent dans Diernstein en deux colonnes formant une masse imposante de 12 à 15 000 hommes: Mortier se trouve enveloppé et séparé de la division Dupont qui n'a pas encore rejoint; la nuit approche, et il ne doute pas d'avoir sur les bras une armée entière. Mais, dans cette extrémité, Mortier ne s'abandonne pas, et pas un instant il ne pense à capituler, résolu à mourir plutôt que de rendre aux Russes son épée de maréchal. Il ordonne de rétrograder sur Diernstein en colonne serrée et de se faire jour de ce côté pour rejoindre la division Dupont et le parc de réserve d'artillerie. A la nuit, le combat du matin recommença en sens contraire; sur cette route étroite, les soldats étaient tellement rapprochés qu'ils se prenaient souvent à la gorge.

On gagnait du terrain vers Diernstein, mais les Russes recevaient sans cesse du renfort, et on commençait à désespérer de s'ouvrir une route qui se refermait toujours. Quelques officiers de Mortier lui proposèrent alors de s'embarquer seul afin de ne pas laisser à l'ennemi un aussi beau trophée qu'un maréchal de France. « Non, répondit Mortier, on ne se sépare pas d'aussi braves gens, on se sauve ou on périt avec eux ! »

Tandis que le maréchal délibérait, le brave major Henriot lui fit dire que si on voulait seconder le mouvement qu'il allait entreprendre avec son bataillon, il répondait de sauver la division. Le maréchal acquiesça. Alors le major, s'adressant aux grenadiers qui formaient la tête de sa colonne, leur dit : « Camarades, nous sommes enveloppés par 30 000 Russes et nous ne sommes que 4 000, mais les Français ne comptent pas leurs ennemis ; nous leur passerons sur le ventre. Souvenez-vous qu'il s'agit de sauver les aigles françaises ! »

Aussitôt il fait sonner la charge et recommande à ses soldats de crier tous ensemble : « Point de quartier ! ce sont des Russes ! » Les colonnes avancent impétueusement sous le feu de l'ennemi ; la première section se précipite sur les files russes, les perce de ses baïonnettes et décharge en même temps l'arme, ce qui produit une sourde détonation qui épouvante les files suivantes. Chaque section opère la même manœuvre et se replie aussitôt sur les côtés pour faire place à celle qui suit.

La tête de colonne russe, pressée, refoulée par nos troupes, écrase son propre centre, et la plus grande confusion se met dans les rangs ennemis. Dans ce désordre épouvantable, quelques soldats russes, pour éclairer leur marche au milieu de l'obscurité, incendient le village de Léoben, et les cris de 500 de leurs blessés qui expirent au milieu des flammes ajoutent encore à l'horreur de cette scène de carnage.

Enfin, on entend derrière le village une violente fusillade : c'est Dupont qui accourt, s'engage dans la gorge et livre un combat aussi acharné que celui que soutient du côté opposé la division Gazan. Il pénètre dans Diernstein au moment où Mortier y entre par l'autre côté; les deux colonnes se rejoignent et se reconnaissent à la lueur du feu. Les pertes étaient cruelles des deux côtés, mais 5000 Français avaient résisté à plus de 30 000 Russes, et ils avaient sauvé leurs drapeaux. Ils avaient 3 000 hommes hors de combat et la division Gazan se trouvait réduite de moitié. Quant aux Russes, ils abandonnaient 4 000 hommes tués, blessés ou prisonniers, parmi lesquels trois géné-

raux, et laissaient entre nos mains plusieurs drapeaux, des canons et des milliers de fusils.

Kutusoff, qui, le jour de la bataille de la Moskowa, devait annoncer la victoire à son souverain, ne craignit pas, à Diernstein, de s'attribuer tout le succès, et il reçut à cette occasion, de l'empereur d'Allemagne, l'Ordre de Marie-Thérèse. De leur côté, les habitants de Cambrai projetèrent d'élever un monument à Mortier pour immortaliser ce magnifique fait d'armes, mais le maréchal, homme modeste, refusa expressément cet honneur.

Quinze jours après, l'éclatante victoire d'Austerlitz terminait la campagne par l'anéantissement de l'armée russe. Pour quelques mois la France put jouir de la paix, et Mortier en profita pour présider le collège électoral du Gard; mais bientôt une nouvelle coalition se formait entre la Prusse et la Russie.

IV. CAMPAGNE DE HESSE — DUC DE TRÉVISE

Dans la nouvelle campagne qui s'ouvrait, Mortier fut appelé au commandement du 8e Corps de la Grande Armée. Sa mission était de pivoter autour de Mayence, de surveiller la Hesse, de rassurer par sa présence les confédérés allemands, enfin, de donner la main au roi Louis vers Wesel.

Au mois de novembre 1806, Mortier et le général Joseph Lagrange attaquèrent l'électeur de Hesse-Cassel et le dépossédèrent de ses États. Chargé d'occuper les villes hanséatiques, ainsi que les ports du Mecklemboug et de la Poméranie suédoise jusqu'à l'Oder, Mortier envahit le Hanovre, s'empara de Brême (19 novembre) et de Hambourg. Il s'y conduisit avec beaucoup de modération; les habitants durent déclarer les fonds ou marchandises appartenant aux Anglais, et le maréchal se borna, en exécution des ordres reçus, à les confisquer et à arrêter les citoyens anglais; mais ses instructions portaient la saisie de la banque de Hambourg où l'on disait que 80 millions de marks étaient déposés. Bourrienne raconte qu'à sa prière, Mortier s'abstint de ce pillage et en référa à Napoléon qui approuva sa conduite.

Au début de la campagne d'hiver, le 8e Corps fut chargé de parer à l'éventualité d'un débarquement des Anglais ou des Suédois en Poméranie. En effet, les Suédois qui occupaient Stralsund sortirent de la place dans les premiers jours d'avril 1807. Le général Grandjean, qui leur était opposé, fit retraite en bon ordre sur Stettin; Mortier, se portant à son secours, rencontra les Suédois près d'Anklam, les chassa de position en position, les ramena sur la Peene, força le passage de cette rivière et les rejeta sur Stralsund avec quelques centaines de tués, leur faisant 2000 prisonniers (18 avril).

Le général suédois, baron d'Essen, craignant de perdre toute la Poméranie, s'empressa de demander un armistice. Par la convention de Schlaskow, consentie par Mortier, les Suédois promettaient une neutralité absolue, ne devaient ouvrir la Poméranie à aucun ennemi de la France, ne fournir aucun secours aux places de Colberg et de Dantzig assiégées par les Français; les îles d'Usedom et de Wollin recevaient des garnisons françaises; toute reprise des hostilités devait être précédée d'un avis donné dix jours à l'avance. Napoléon porta ce délai à un mois, et l'armistice, ainsi modifié, fut accepté.

Laissant alors les Hollandais surveiller la Poméranie, Mortier transporta ses troupes sur Stettin, Colberg et Dantzig. Arrivé sous cette dernière place quelques jours avant la capitulation, il refusa d'y entrer, malgré les instances du maréchal Lefebvre, afin de laisser à ce dernier toute la gloire de la prise de la ville.

Mortier prit la part la plus brillante à la victoire de Friedland; Napoléon avait porté son Corps et celui de Lannes sur cette ville, avec mission de s'emparer des ponts de l'Alle. Lannes, arrivé quelques heures avant Mortier, avait déjà engagé ses troupes, mais, seul contre toute l'armée ennemie, il se trouvait dans une situation périlleuse:

Mortier se porta à son secours, et ouvrit sur les Russes un feu violent d'artillerie qui causa dans leurs rangs de cruels ravages et les contraignit à la retraite.

Quand Friedland fut occupé et que les ponts de l'Alle eurent été détruits, Mortier, qui avait eu un cheval tué sous lui, opposa une barrière infranchissable aux retours offensifs du général russe Gortschakoff. Après la victoire, il poursuivit l'ennemi sur la route de Tilsitt, ramenant encore quelques milliers de prisonniers.

A la paix, le Corps de Mortier se trouva dissous, et le maréchal obtint le troisième commandement (Silésie), ayant sous ses ordres les 5e et 6e Corps. Napoléon plaçait volontiers le maréchal Mortier dans les provinces où se trouvaient beaucoup de richesses à sauver des désordres de la guerre; celui-ci exécutait toujours les missions qui lui étaient confiées avec autant de modération que d'exactitude et de probité. Aussi, l'empereur lui donna-t-il bientôt des témoignages éclatants de sa satisfaction.

Mortier fut nommé duc de Trévise (2 juillet 1808), l'un des premiers duchés créés par Napoléon, et quand celui-ci dota ses compagnons d'armes, Mortier obtint 200 000 francs et un revenu de 200 000 francs dont 100 000 prélevés sur les domaines de l'ancien électorat de Hanovre.

V. CAMPAGNE D'ESPAGNE

Au début de la guerre d'Espagne, le Corps de Mortier fut acheminé du Rhin sur les Pyrénées pour former le 5e Corps de l'armée d'Espagne. Peu après, il fut chargé de remplacer devant Saragosse les troupes du maréchal Ney, détachées à la poursuite de l'armée anglaise de Galice et de couvrir le siège, tout en laissant au maréchal Moncey le soin exclusif des attaques (19 décembre 1808).

Mortier prêta d'abord son concours pour enlever les positions extrêmes et resserrer les Espagnols dans la place; il enleva, le 21 décembre, les hauteurs de Saint-Lambert sur la rive droite de l'Èbre, la position de San-Grégorio sur la rive gauche et rejeta l'ennemi dans les faubourgs.

Rentrant alors dans son rôle d'auxiliaire, il laissa la division Gazan bloquer le faubourg de la rive gauche et alla s'établir sur la rive droite à Catalayud, afin d'empêcher toute tentative venant de Valence ou du centre de l'Espagne.

Après avoir repoussé pour tout le reste du siège les levées du nord de l'Aragon, il descendit l'Èbre jusqu'à Pina, balayant devant lui les Corps de partisans, ménageant les villes soumises et brûlant les villages insurgés, tandis qu'il poussait le bétail vers le camp pour le ravitailler.

Plus tard, Joseph Bonaparte et le maréchal Victor, qui s'étaient mis à la poursuite de Wellington, appelèrent les Corps de Soult et de Mortier pour déboucher directement par Placencia sur les derrières de l'armée anglaise. Mais Soult, qui voulait attendre le Corps de Ney, perdit du temps, et, au lieu de déboucher, le 30 ou le 31 juillet, l'avant-garde n'arriva à Placencia que le 3 août.

Wellington avait repassé le Tage, laissant l'armée espagnole de La Cuesta défendre derrière lui le pont d'Arzobispo. Mortier, qui marchait en tête de l'armée française, arriva en face d'Arzobispo le 6 août. Les Espagnols avaient élevé des barricades, placé de l'infanterie dans deux grosses tours au milieu du pont, et hérissé de batteries la rive opposée.

Pendant que l'artillerie française foudroyait le pont, les dragons de Caulaincourt, protégés par une nuée de voltigeurs, franchissaient la rivière à un gué découvert à quelques centaines de toises au-dessus. La Cuesta voulut les arrêter en formant son infanterie en carré; les dragons s'élancèrent sur elle et la sabrèrent. Toute la cavalerie espagnole, deux ou trois fois plus nombreuse, se précipita à son tour. Mais, pendant cette action si vive, un bataillon avait forcé les barricades du pont et ouvert le passage à l'infanterie de Mortier qui prit les batteries à revers et s'en empara.

Les Espagnols s'enfuirent, abandonnant un millier de prisonniers et trente canons. Mais la saison était trop avancée; le climat trop chaud et la rareté des vivres empêchèrent de profiter de cette brillante victoire; on dut s'arrêter en attendant la moisson et la fin des grandes chaleurs. Du reste, l'éparpillement des forces françaises en Espagne rendait impossible toute action combinée qui pût être décisive, et l'on avait besoin des instructions de Napoléon.

Soult, devenu major général de l'armée d'Espagne après le départ de Jourdan, ramena Mortier sur Aranjuez. Il y arriva juste à temps pour secourir Sébastiani aux prises avec les Espagnols de don Juan d'Areizaga, et pour changer une défaite certaine en un brillant succès. Ce fait d'armes préluda à la victoire du lendemain.

Le 19 novembre, une grande bataille s'engagea dans les plaines d'Ocana. Aidé par Sébastiani, Mortier infligea aux Espagnols un effroyable désastre; 4 à 5000 hommes restèrent sur le champ de bataille, 15000 tombèrent entre nos mains avec 40 canons, 32 drapeaux, les bagages et 3000 chevaux de selle ou de trait. Trois heures avaient suffi à cette action menée avec autant de vigueur que de sagesse, et l'armée ennemie, réduite de 20000 hommes, était pour ainsi dire anéantie.

Le lendemain, on en poursuivit les débris; les paysans de la Manche révélaient eux-mêmes à notre cavalerie les routes suivies par les fuyards : on en ramassa encore 5 à 6000, et, en quelques jours, la grande armée de don Juan d'Areizaga était complètement dispersée. Des 50000 hommes qui la composaient, il ne rentra à la Sierra-Morena que des bandes désorganisées, désormais sans action sur le reste de la campagne.

Malheureusement, ces victoires n'avaient de répercussion que dans les provinces où elles étaient remportées, et, battu sur un point, l'ennemi reparaissait sur un autre. Affaiblie en Castille, l'insurrection espagnole redoublait d'intensité en Andalousie.

Soult et Joseph décidèrent alors une grande expédition sur Séville et Cadix. Trois Corps d'armée devaient coopérer au mouvement, ceux de Sébastiani, de Victor et de Mortier. Ce dernier, qui suivait la grand'route de Séville, enleva, le 20 janvier 1810, le col de Despena-Perros et entra à Baylen après s'être emparé de quelques canons et d'un millier de prisonniers.

Mortier fut alors dirigé sur l'Estramadure pour y entreprendre le siège de Badajoz.

Il dispersa en route quelques groupes de partisans conduits par le marquis de La Romana. La place était protégée par des fortifications considérables et bien entretenues, défendue par une garnison nombreuse et bien approvisionnée.

Mortier, n'ayant pas de matériel de siège, prit une forte position sur la Guadiana et attendit l'arrivée du maréchal Soult pour entreprendre sérieusement le siège de Badajoz.

Le Corps du maréchal fournissait à la fois une garnison à Séville, un Corps d'investissement à Badajoz et faisait campagne dans toute l'Estramadure. Obligé de courir tantôt sur un point, tantôt sur un autre, il avait à opérer à des distances de soixante lieues, et ses troupes étaient épuisées de fatigue. Bientôt même, il n'y eut guère plus de 8000 hommes capables de marcher sur un effectif de 24000.

Heureusement, l'arrivée de Soult permit de reprendre les hostilités avec vigueur. Le 27 janvier 1811, Badajoz fut investie étroitement; le 28, la tranchée fut ouverte. Le 31, une sortie des assiégés fut repoussée, mais la pluie se mit à tomber avec une telle violence que tout travail fut rendu impossible. Une armée de secours s'avançait en outre pour débloquer la place. Soult et Mortier résolurent de la détruire.

Le 19 février, Mortier, à la tête de son infanterie, franchit la Gevara, grossie par les pluies, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps; l'ennemi, rompu dès le premier choc, battit en retraite, laissant sur le champ de bataille 2000 hommes tués ou blessés, plusieurs milliers de prisonniers et un grand nombre de drapeaux.

Le siège fut alors poussé avec activité, et, le 10 mars, la brèche était ouverte. On avait reçu de mauvaises nouvelles d'Andalousie et de Portugal, et on craignait l'apparition de l'armée anglaise débarrassée de Masséna, qui, ne voyant pas arriver Soult qu'il attendait, avait quitté le Tage dans les premiers jours de mars.

On somma à nouveau le gouverneur; celui-ci, averti de l'approche de Wellington, essaya de parlementer pour gagner du temps. Soult s'y refusa et annonça que l'assaut serait donné à 4 heures. Déjà, les colonnes d'attaque étaient disposées dans les tranchées quand le drapeau blanc fut hissé sur Badajoz.

Le lendemain, Soult et Mortier faisaient leur entrée dans la place, après quarante-deux jours de tranchée ouverte.

VI. CAMPAGNE DE RUSSIE
CAMPAGNE DE SAXE

Mais Napoléon, prévoyant les événements de Russie, et sentant qu'il aurait besoin de ses maréchaux, rappela Mortier en France, et, lorsque la guerre éclata, il lui confia le commandement de la Jeune Garde.

Ce Corps, composé de soldats moins éprouvés que ceux des autres divisions, souffrit beaucoup dans la marche du Niémen à Wilna. Bien souvent, on n'eut pas le temps de préparer le repas, et l'on dut se nourrir d'une bouillie de seigle à peine cuite; le vin, la bière, l'eau-de-vie avaient disparu, et quelquefois on resta deux jours sans distribution nouvelle.

Après bien des privations et bien des fatigues, après la bataille meurtrière de la Moskowa, l'armée salua Moscou de ses acclamations, mais, bientôt, la rage impitoyable du gouverneur Rostopchine livrait aux flammes la capitale des czars, et l'armée prenait le chemin de la retraite.

Mortier resta à Moscou avec la mission de faire sauter le Kremlin. Dans la nuit du 23 au 24 octobre, l'armée en marche entendit une formidable explosion. C'était Mortier qui exécutait sa terrible mission.

A 2 heures du matin, il fit sauter le palais, détruisit l'arsenal, les casernes, les magasins et sortit de Moscou avec ce qu'il put emmener de malades et de blessés, laissant aux Enfants-Trouvés quelques centaines d'hommes non transportables qu'il confia à l'honneur du général Toutelmine, gouverneur des pupilles de l'impératrice-mère.

La retraite commença, lamentable: le « général Hiver », le plus puissant auxiliaire des Russes, était venu à leur secours. De temps à autre, on repoussait quelques cosaques qui inquiétaient les derrières de l'armée, mais la garde, qui suivait toujours l'empereur, n'était que rarement engagée.

Cependant, à Krasnoé, la longue colonne de l'armée française fut coupée par les Russes. Napoléon, décidé à rallier à tout prix Davout et Ney, laissés en arrière, se résolut à percer dans leur direction et à soutenir une lutte décisive s'il le fallait. Le 17 novembre, la garde fut rangée en bataille; le lendemain, Davout, après s'être fait jour, rejoignit l'armée. Cependant, comme les Russes semblaient méditer une attaque, Napoléon se décida à les surprendre eux-mêmes par un brusque retour offensif.

Pendant la nuit, le général Roguet, l'un des divisionnaires de Mortier, fit prendre les armes à la Jeune Garde et tomba à l'improviste sur la ligne des feux de bivouac de l'armée russe. Le succès fut complet; avant le jour, il était rentré dans la ligne française, laissant les Russes étonnés de tant d'audace et persuadés que nos troupes étaient en force sur ce point.

Néanmoins, il fallait quitter Krasnoé; au moment de partir, Napoléon dit au duc de Trévise :

Mon cher maréchal, je vous laisse ici avec confiance. Vous serez attaqué par la tête de colonne de l'armée russe; je vous demande de lui résister un jour entier. J'ai besoin que vous l'arrêtiez le plus longtemps possible. Je vous saurai gré de chaque heure que vous gagnerez.

— Sire, répondit Mortier, j'arrêterai l'ennemi toute la journée.

Et il tint parole (1).

Formant ses divisions en carré, il repoussa les charges de la cavalerie ennemie, mais l'artillerie russe finit par abattre l'angle d'un carré, et les cuirassiers pénétrèrent par cette brèche. Il fallut commencer la retraite. Mortier ordonna qu'elle se fit pas à pas.

— L'entendez-vous, soldats, s'écria le général Delaborde, le maréchal ordonne le pas ordinaire! Au pas ordinaire, soldats!

Et cette brave et malheureuse troupe, entraînant quelques-uns de ses blessés sous une grêle de balles et de mitraille, se retira lentement de ce champ de bataille, comme si elle marchait sur un terrain de manœuvres (2).

Le général russe Tornazoff, commençant son mouvement autour de Krasnoé et menaçant de couper la route d'Orscha, seul pont sur le Dnièper, il fallut se résoudre à abandonner Ney à ses propres forces. Mortier et Davout sortirent alors de Krasnoé sous les charges de la cavalerie ennemie, et le soir, ils rejoignirent l'empereur.

Enfin, l'armée franchit la Bérézina, on sait au prix de quels efforts et de quels sacrifices. Quand l'armée fut passée, Mortier, sur la rive droite, protégea la retraite et tint les Russes à distance par son attitude héroïque.

Mais, hélas! les souffrances des débris de l'armée n'étaient pas finies, il leur fallut encore se traîner de Borisow à Wilna et de Wilna à Kowno, harcelés sans cesse par un ennemi insaisissable et marquant leur route par une ligne de cadavres. A Kœnigsberg seulement on put retrouver quelque sécurité, mais les hôpitaux durent abriter presque tous les survivants de la lugubre épopée, et l'on peut dire qu'il ne restait plus rien de ce qui avait été la plus formidable armée des temps modernes.

Rentré en Allemagne, Mortier réorganisa la Jeune Garde à Francfort, et, avec elle, prit part à la campagne de Saxe. A Lutzen, le soir de la bataille, Napoléon, tentant un effort décisif, lança les dix bataillons de la Jeune Garde sur le village de Kaja que les troupes de Ney venaient d'abandonner. Marchant à l'ennemi avec une contenance admirable, ils rentrèrent dans Kaja sous une pluie de feu, dépassèrent le village, et, culbutant les troupes de Wittgenstein, d'York et de Blücher, les refoulèrent sur Klein-Gorschen pendant que l'artillerie de Drouot les prenait en écharpe et les foudroyait.

A Dresde, le Corps du duc de Trévise contribua puissamment au succès des deux journées. Sortant avec impétuosité de la ville, il refoula les Russes qui s'étaient déjà emparés d'une de nos redoutes et les força à la retraite en nous abandonnant près de 2000 prisonniers.

On a fait incomber à Mortier une part de responsabilité dans le désastre de Kulm.

Il est positif, dit le général de Marbot dans ses Mémoires, que si Mortier et Saint-Cyr eussent exécuté les ordres qu'ils avaient reçus, les Corps prussiens, russes et autrichiens, engagés dans des chemins affreux, attaqués en tête et en queue, eussent été amenés à mettre bas les armes (1).....

Vandamme fut enveloppé, et, après un combat acharné, moins heureux que Mortier à Dierustein, il fut réduit à mettre bas les armes. Mais Thiers, avec quelque raison, est moins sévère pour Mortier. Examinant sa part de responsabilité dans le désastre de Kulm, il écrit :

Placé à Pirna entre Dresde et Tœplitz, dans la stricte observation de ses devoirs, destiné à être dirigé sur un point ou sur l'autre, il était naturel que Mortier attendît dans une complète immobilité l'expression des volontés de Napoléon. Et, quant à l'ordre précis de secourir Vandamme, cet ordre ne lui arriva que le 30, c'est-à-dire à une heure où la catastrophe était déjà accomplie (2).

Quoi qu'il en soit, Mortier prit la part la plus brillante à la bataille de Leipzig; cette bataille de trois jours, qu'on a surnommée la *Bataille des Nations* et qui décida du sort de l'Europe.

Entré en ligne le 16 octobre dès 8 heures du matin, le Corps du duc de Trévise put

(1) *Souvenirs militaires* du baron DE BOURGOING, p. 142.
(2) PHILIPPE DE SÉGUR, *La Grande Armée*, en 1812.

(1) *Mémoires du général de Marbot*.
(2) THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*.

croire la bataille gagnée jusqu'au milieu de la nuit.

La Jeune Garde était rangée en bataille, lorsqu'un grand mouvement se dessina dans la masse ennemie; d'épaisses lignes de cavalerie russe et autrichienne apparaissaient à l'horizon. Mortier prit ses dispositions pour recevoir la charge qui se préparait; il forma son infanterie en carré, en lui donnant une forme allongée, le côté long en face de la cavalerie ennemie. Le maréchal se plaça à l'intérieur de cette forteresse vivante :

Je vis de loin, dit le baron de Bourgoing, ce carré de notre Jeune Garde qui, au moment de l'arrivée de son chef, poussait les cris habituels de : « Vive l'empereur ! » devenir tout à coup silencieux. En cet instant, nous pouvions reconnaître et suivre du regard la marche du duc de Trévise; les fanions flottants des lanciers de son escorte nous indiquaient qu'il longeait au pas celle des faces qui attendait la cavalerie ennemie déjà lancée au galop.

On nous rapporta depuis la simple mais énergique allocution qu'il adressa à ses soldats : « Enfants, ne criez plus ! laissez crier l'ennemi..... Ne tirez pas......, silence, et ne faites feu qu'au commandement. »

Cette voix aimée, claire et vibrante, fut écoutée. La face du carré resta l'arme haute; cette jeune infanterie demeura calme, immobile, attentive au commandement qui lui était promis..... La cavalerie ennemie sembla hésiter, quand elle fut à cent pas de la ligne française; à cinquante, son impétueux mouvement cessa tout à fait. Au même moment, les fusils s'abaissèrent, la salve retentit, et cette longue file de cavalerie rétrograda, abandonnant le terrain, couvert de cavaliers, de chevaux, morts ou blessés. Ces escadrons aguerris se reformèrent sans tarder à la voix de leurs chefs, mais le carré du duc de Trévise ne fut pas entamé (1).

Sur cette partie du champ de bataille, dans la journée du 16 octobre, la victoire semblait complète, mais sur d'autres points, on avait été moins heureux, et la supériorité numérique de l'ennemi augmentait à chaque heure. Vers 11 heures du soir, les troupes de Mortier virent passer près d'elles l'empereur, traversant la plaine; peu après, elles reçurent l'ordre d'abandonner le faubourg occidental de Leipzig et de se replier tout en entretenant leurs feux pour ne pas révéler à l'ennemi le mouvement de retraite.

Le 18, cependant, la lutte reprit avec vigueur. Pendant toute la journée, le village de Gülden-Gossa fut perdu, repris et reperdu malgré d'héroïques efforts. La nuit seule sépara les combattants.

Mortier rentra dans Leipzig et, dans la journée du 19, garda notre ligne de retraite. Toujours à l'arrière-garde, il culbuta Giulay à Weissenfels, repoussa les assauts de Blücher et assura la possession de la ligne de la Saale. Sous sa protection, l'armée put se retirer sans être inquiétée à travers les plaines de l'Allemagne, où l'indifférence et l'hostilité avaient remplacé les enthousiasmes d'autrefois.

Quand elle arriva sur le Mein, la Jeune Garde se trouva coupée du reste de l'armée; les Austro-Bavarois, culbutés à Hanau par l'empereur, avaient réoccupé leurs positions après que Napoléon eut pris la route de Francfort. Mais sa connaissance des localités qu'il avait autrefois parcourues pendant la campagne de 1796 permit à Mortier de dérober sa marche à l'ennemi.

Toute la nuit, on chemina par des chemins de traverse tout près des sentinelles ennemies; les commandements se faisaient à voix basse et le plus profond silence était recommandé. Au point du jour, le duc de Trévise était à cheval à l'issue du chemin de traverse qui nous avait été si favorable.

J'avais hier soir, dit-il à un général, retrouvé sur mes cartes ce chemin qui nous a tirés d'affaire; je le salue en ce moment comme une ancienne connaissance de mes premières campagnes d'Allemagne avec l'armée de Moreau.

Enfin, le 4 novembre, après plusieurs petits combats d'arrière-garde, le Corps de Mortier se retrouva tout entier au delà du Rhin qu'il avait franchi à Mayence.

VII. CAMPAGNE DE FRANCE
DÉFENSE DE PARIS

Dirigé d'abord sur la Belgique, Mortier revint du Nord à l'Est, par Reims, Châlons,

(1) *Souvenirs militaires* du baron DE BOURGOING.

Chaumont et Langres où il arriva le 11 janvier 1814.

La campagne de France commençait. Après avoir porté la guerre chez tous les peuples de l'Europe, Napoléon allait avoir à défendre la France. Jamais, peut-être, il ne fut si grand. Retrouvant tout son génie de Rivoli et d'Austerlitz, l'empereur, réduit aux faibles ressources d'une nation épuisée par vingt années de luttes, prolongea la résistance avec l'énergie du désespoir.

Dans cette nouvelle campagne, Mortier commandait la vieille garde, troupe d'élite qui, tantôt seule, tantôt avec Napoléon, courant d'un point à un autre, écrasant Blücher la veille pour battre Schwarzemberg le lendemain, allait disputer à l'ennemi chaque pouce de territoire et faire reculer — pour un temps — la défaite qui apparaissait comme le terme fatal de cette glorieuse épopée.

A Langres, à l'approche des troupes de Schwarzemberg, quelques notables de la ville, aidés par une populace fatiguée de la conscription et des droits réunis, menacèrent de s'insurger contre ses troupes; il dut rétrograder sur Bar-sur-Aube où Napoléon vint le rejoindre après la bataille indécise de La Rothière (1er février).

L'armée alliée se divisa alors en deux masses; l'armée de Silésie, avec Blücher, devait suivre la Marne et déborder Napoléon par sa gauche, tandis que celle du prince de Schwarzemberg, descendant la Seine, le pousserait sur Paris, où toutes deux réunies devaient l'accabler.

Napoléon, prévenant le mouvement de l'ennemi, rallia la vieille garde de Mortier et le Corps de Marmont, et se jeta sur l'armée de Silésie. Le 10 février, le Russe Olsouvieff est culbuté à Champaubert; le 11, le Prussien Sacken est défait à Montmirail; le 12, c'est York qui est écrasé à Château-Thierry, et le 14, c'est Blücher lui-même qui est accablé à Vauchamps. Cinq jours avaient suffi à disperser l'armée de Silésie.

Cependant, l'armée de Schwarzemberg s'était avancée par l'Aube et la Seine. Courant à sa rencontre, Napoléon laissa Marmont et Mortier sur la Marne. Blücher en profita pour rallier ses troupes et marcher contre les deux maréchaux.

Devant le mouvement de l'ennemi, Marmont et Mortier se replièrent sur Meaux afin de reprendre leurs communications avec Paris. Glissant entre Blücher et la Marne par la route de la rive gauche, ils passèrent cette rivière à Trilport et s'établirent dans une forte position. Blücher allait les attaquer, lorsque Napoléon, qui avait appris le mouvement de Mortier et de Marmont, parut sur la Marne, rallia les Corps des deux maréchaux, et se lança à la poursuite de Blücher qui s'était, à son approche, replié sur l'Aisne où Soissons, la seule place par laquelle il pût s'échapper, était à nous. A tout hasard, Blücher ordonna une démonstration sur la ville; les ponts-levis s'abaissèrent..... Il était sauvé.

Mortier avait occupé Soissons le 19 février; en se repliant sur Meaux, il y avait laissé une garnison suffisante sous les ordres du général Moreau, et celui-ci venait de se rendre à la première sommation.

Napoléon se décida à poursuivre Blücher au delà de l'Aisne et franchit la rivière un peu sur la droite, à Berry-au-Bac. L'ennemi s'était établi sur le plateau de Craonne; ses formidables positions furent enlevées après une bataille sanglante (7 mars).

Maître de la route de Soissons, Napoléon voulut achever la défaite de Blücher dans les plaines de Laon. La bataille des 9 et 10 mars fut encore plus sanglante que celle du 7. Mortier, à droite, attaqua le faubourg d'Ardon, au pied de la hauteur que couronne Laon, et s'en empara à la faveur du brouillard. Dès que celui-ci fut dissipé, Blücher fit attaquer Ardon par l'infanterie de Bülow qui reprit le faubourg.

De son côté, Woronzoff, après avoir expulsé Ney de Sémilly, s'avançait sur la chaussée de Soissons pour couper la retraite à Mortier, lorsqu'il fut arrêté par un retour offensif de Ney; en même temps, la cavalerie de Belliard culbutait Bülow et rouvrait à Mortier la route d'Ardon. Plusieurs

fois le faubourg fut pris, perdu et repris. Enfin, sur une dernière attaque de Bülow, il fallut l'abandonner, et l'armée dut se replier sur la route de Soissons.

Tandis que Napoléon, qui avait formé le projet de rallier les garnisons de l'Est pour se jeter sur les derrières de l'ennemi, se portait sur Saint-Dizier, Mortier et Marmont opéraient lentement leur retraite devant Blücher.

Le 21 mars, ils arrivèrent à Château-Thierry et rétablirent le passage de la Marne. Le 23, ils étaient à Champaubert; ils y apprirent la sanglante bataille d'Arcis-sur-Aube.

Voyant les alliés se diriger sur Paris, les deux maréchaux se retirèrent par Sommesous et La Fère-Champenoise pour couvrir la capitale. A quelques kilomètres de Sommesous, ils furent assaillis par une masse de cavalerie. Ils se défendirent vaillamment, mais leur cavalerie, trop peu nombreuse, fut refoulée; la pluie et la grêle, chassées dans les yeux de nos soldats, les empêchèrent de tirer, et plusieurs carrés de la Jeune Garde furent enfoncés. Marmont put se retirer sans trop d'embarras, mais Mortier fut sur le point d'être accablé; un régiment de cavalerie égaré vint heureusement se heurter à l'improviste à l'ennemi, et dégagea l'infanterie de Mortier qui s'échappa en sacrifiant une partie de son artillerie.

Le 26 mars, il rencontrèrent à La Ferté-Gaucher les Prussiens d'York et de Kleist que Blücher avait lancés en avant et qui tentaient de leur couper la route de Paris. Mortier, avec la vieille garde, les attaqua vigoureusement, mais sans pouvoir les déloger des bords du Grand-Morin. Pendant ce temps, Marmont contenait l'ennemi au défilé de Montils; le soir, on s'échappa de ce coupe-gorge en gagnant Provins à travers la campagne. Enfin, le 29, les deux maréchaux entrèrent à Paris par la porte de Charenton.

Ils allèrent prendre les ordres de Joseph et de l'impératrice-régente pour la défense de la capitale. Mortier devait défendre Montmartre, avec sa droite au canal de l'Ourcq, et sa gauche comprenant les divisions Christiani et Charpentier à Clignancourt.

En se rendant à son poste, dit le baron de Bourgoing, le maréchal Mortier était animé de pensées diverses, mais toutes inspirées par le sentiment du devoir. Il nous disait, pendant que nous parcourions avec lui la grande rue de la Chapelle : « Nous n'avons pas assez de troupes pour résister longtemps aux forces considérables que nous avons combattues et qui vont s'accroître encore; mais aujourd'hui, Messieurs, plus que jamais, nous combattons pour l'honneur; pensons avant tout à la ville de Paris, ne l'exposons pas à être brûlée par l'artillerie; prenons une position aussi éloignée que possible; battons-nous en plaine, loin des murailles, et résistons à l'ennemi aussi longtemps que nous le pourrons (1).

Il resta pour ainsi dire sans adversaires pendant la matinée, mais vers 11 heures, une canonnade assez vive commença à s'engager.

Vers 2 heures, dit M. Henry Houssaye, Mortier fut attaqué à la Villette et à la Chapelle par les Corps de Kleist, d'York et de Woronzoff; l'artillerie de la garde, en position à la tête des villages et sur les restes des anciennes redoutes de 1792, arrêta d'abord l'ennemi. Mais à la suite d'une charge malheureuse des dragons français qui, ramenés sur les batteries par les hussards de Brandebourg, y jetèrent la confusion et la panique, les Prussiens prirent les pièces. A leur tour, ils firent jouer trois batteries dont le feu intense prépara l'assaut. Les boulets, enfilant les rues où se trouvaient massés les fantassins, faisaient des trouées sanglantes dans les rangs. La canonnade cessa : les colonnes s'ébranlèrent.

Kleist dirigeait l'attaque de la Chapelle, York, ayant Woronzoff en seconde ligne, celle de la Villette. Mortier, qui commandait en personne dans ce faubourg, s'y défendit avec acharnement. Il semblait qu'il y fût inforçable lorsque, malgré leur résistance héroïque, les 150 chasseurs vétérans qui gardaient le premier pont du canal de l'Ourcq furent culbutés par la garde royale prussienne. Mortier allait être pris de flanc et même à revers. Il donna l'ordre de battre en retraite sur la barrière de la Villette. Le maréchal se retira comme un lion, lentement et toujours menaçant. Les Prussiens ayant voulu le serrer de trop près, un bataillon de Christiani les chargea à la baïonnette et leur prit quatre canons.....

(1) *Souvenirs militaires* du baron DE BOURGOING.

A la Chapelle, les généraux Charpentier et Robert résistèrent avec la même ténacité, jonchant de leurs morts et de ceux de l'ennemi les rues du village, et ils n'évacuèrent leurs positions que sur l'ordre de Mortier, en retraite lui-même (1).

En ce moment, le général Dejean arriva, annonçant que Napoléon s'avançait en toute hâte vers la capitale avec des forces considérables; il demandait, si l'on ne pouvait résister davantage, d'occuper l'ennemi par des pourparlers. En conséquence, Mortier adressa au prince de Schwarzemberg une lettre pleine de dignité dans laquelle il lui demandait un armistice en prétextant que des négociations étaient engagées entre l'empereur et les alliés.

Le prince de Schwarzemberg répondit à ces ouvertures par une fin de non recevoir. Sur ces entrefaites, un aide de camp apporta les instructions de Joseph :

Si M. le duc de Raguse et M. le duc de Trévise, disait le billet de Joseph, ne peuvent plus tenir leurs positions, ils sont autorisés à entrer en pourparlers avec le prince de Schwarzemberg et l'empereur de Russie qui sont devant eux : ils se retireront derrière la Loire.

Les deux maréchaux se résolurent alors à négocier. Une entrevue eut lieu avec le comte de Nesselrode et le colonel Orloff dans une petite auberge de la barrière Saint-Denis, portant pour enseigne : « Au petit Jardinet. »

Après une discussion qui dura plus d'une heure, les alliés finirent par abandonner leur prétention de faire poser les armes aux Corps des deux maréchaux et leur permirent de se retirer par la route qu'ils choisiraient. Le duc de Trévise prit celle de Fontainebleau et établit son quartier général à Mennecy, sur l'Essonne. Napoléon arrivait en toute hâte, mais trop tard; il ne renonçait pas cependant à la lutte, et se préparait à tenter une dernière bataille sous Paris; la défection du Corps de Marmont allait bientôt ruiner toute chance de salut.

Le 5 avril, au matin, on vint rendre compte à Mortier que le 6e Corps s'était mis en marche vers les lignes ennemies. Il fit avertir aussitôt l'empereur de ce qui se passait :

Assurez-le, dit-il à son aide de camp, le baron de Bourgoing, de ma fidélité inébranlable, du dévouement absolu de la garde; nous lui sommes dévoués à la vie et à la mort.

Lorsque l'aide de camp eut accompli sa mission :

— Que fait Mortier ? demanda Napoléon.

— Sire, répondit Bourgoing, il m'envoie auprès de vous pour assurer Votre Majesté de son dévouement absolu. Il attend vos ordres pour marcher.

— Ah ! je le reconnais bien là, et je sais que je dois compter sur lui!..... Allez, mon ami, ajouta-t-il, dites-lui que je compte sur lui; que je le remercie de sa fidélité et que j'ai toute confiance en ses troupes. Qu'il se tienne prêt, qu'il se garde..... Au reste, ajouta-t-il tristement, dites-lui que nous ne nous battrons plus. On veut me perdre par des intrigues (1).

En effet, en apprenant la défection du 6e Corps, l'empereur Alexandre exigea de Napoléon une abdication pure et simple; il s'y résigna. Délié de son serment de fidélité, Mortier envoya, le 8 avril, son adhésion aux actes du gouvernement provisoire; Louis XVIII le combla d'égards; envoyé à Lille le 22 avril comme commissaire extraordinaire, il fut nommé gouverneur de la 16e division militaire, chevalier de Saint-Louis (2 juin) et pair de France (4 juin).

Nous l'avons admiré, en avril 1814, restant fidèle à Napoléon jusqu'au dernier moment, « à la vie et à la mort », nous allons le voir, une année plus tard, garder la foi jurée à Louis XVIII jusqu'au moment où le secours des armées alliées sera appelé contre la France.

VIII. FIDÈLE AU ROI, FIDÈLE A LA FRANCE — MINISTRE ET GRAND-CHANCELIER DE LA LÉGION D'HONNEUR — LA MORT

La nouvelle du débarquement de Napoléon avait éclaté comme un coup de foudre. La 16e division militaire, dont Mortier était gouverneur, comprenait Lille, Valenciennes, Péronne, Douai, Dunkerque, Maubeuge et

(1) HENRY HOUSSAYE, 1814.

(1) *Souvenirs militaires* du baron DE BOURGOING.

toutes les autres forteresses du Nord; le voisinage de la Belgique, la proximité des armées alliées, toujours en observation près de cette frontière, ajoutaient encore à l'importance de ce commandement.

Le duc de Trévise, en prenant aux Tuileries congé du roi, lui promit de maintenir dans le devoir les 30000 hommes qui se trouvaient sous ses ordres. Mais ni le roi ni le maréchal ne se dissimulaient la difficulté d'une pareille tâche. De vives sympathies, la proximité de souvenirs récents portaient vers Napoléon le cœur de l'immense majorité des officiers et des soldats. Les nouvelles étaient graves; la marche de Napoléon était rapide, triomphale, « l'aigle volait de clocher en clocher vers les tours de Notre-Dame ». Et chaque courrier enlevait une chance aux défenseurs du trône. Mais Mortier était du moins décidé à faire en faveur de cette cause tout ce qui dépendait de lui.

A Péronne, à Lille, les chefs de Corps déclarèrent qu'ils parviendraient à calmer les esprits tant que les événements ne se décideraient pas d'une manière positive, mais qu'ils ne répondaient plus de rien s'ils recevaient la nouvelle de l'arrivée de l'empereur à Paris. Quand cette nouvelle se répandit dans Lille, l'ascendant du duc de Trévise empêcha seul une explosion. Sa réputation d'honnêteté et de patriotisme le rendait très populaire dans l'armée, et il remplit jusqu'au bout la promesse qu'il avait faite de maintenir ses troupes dans le devoir.

Le roi avait quitté la capitale au moment où l'empereur y entrait, et l'on apprit bientôt qu'il venait se confier à la bonne foi du maréchal Mortier. Cependant, celui-ci, dans des circonstances aussi graves et en présence de l'ennemi, avait fait lever les ponts-levis; les généraux qui précédaient la voiture royale en furent vivement surpris et inquiets, ils crurent à une trahison; un aide de camp de Mortier les rassura :

— Sire, dit-il au roi, le duc de Trévise a jugé nécessaire de considérer Lille comme en état de siège. Nous sommes à six lieues de la frontière des Pays-Bas; les avant-postes hanovriens et néerlandais sont placés sur la route de Tournai. Le gouverneur a dû pourvoir à la sûreté de la ville. Dès que le roi arrivera, les ponts-levis s'abaisseront devant lui, et le duc de Trévise, qui n'a pas dû franchir l'enceinte de la forteresse qu'il commande, l'attend à l'entrée de la ville qu'il offre à Votre Majesté comme un asile inviolable.

Le roi descendit à l'hôtel du maire et ce furent des officiers, l'épée nue, qui montèrent la garde à sa porte.

— Sire, dit Mortier, je suis responsable de la vie du roi, et je n'ai pu faire mieux que de prendre pour sauvegarde l'honneur d'officiers français.

— Je vous remercie, Monsieur le maréchal, de votre fidélité, lui répondit Louis XVIII, je ne l'oublierai jamais. Maintenant, que me conseillez-vous? Puis-je rester dans cette forteresse ?

Mortier l'en dissuada et lui offrit de le conduire à Dunkerque, qui assurait au roi, en cas extrême, la mer pour refuge.

Louis XVIII demanda à réfléchir. Quand il revit le duc de Trévise, ce fut pour lui annoncer son départ pour Bruxelles :

— Dans ce cas, lui dit Mortier, je me séparerai du roi avec regret ; mais je suis décidé à ne pas quitter la France dans un moment où elle est en péril.

— Je n'en conserverai pas moins, répondit Louis XVIII, le souvenir de vos bons procédés et de vos fidèles services.

Puis, tout étant prêt pour le départ, le roi prit congé du maréchal; celui-ci s'offrit à l'accompagner lui-même hors des portes pour en imposer aux soldats, puis, quand il fut au bas des glacis, il reprit le chemin de la ville et y rentra.

Mortier réunit alors ses aides de camp et leur dit :

— Messieurs, le roi est parti; je lui suis resté fidèle tant qu'il n'a pas quitté la France. Maintenant, il y a deux voies à suivre, elles sont également honorables à mes yeux. Chacun de vous peut choisir. Ceux de mes aides de camp qui croiront devoir, avant tout, fidélité au roi, ceux-là n'ont qu'à le suivre; ils emporteront toute mon estime; d'autres penseront peut-être que c'est à la patrie qu'il faut se consacrer quand, par malheur, on doit choisir entre elle et un roi; c'est ma manière de voir. Je suis un soldat de l'armée, je ne me sépare point d'elle, et je défendrai la France contre les étrangers. Décidez-vous, Messieurs, il en est temps encore; c'est une affreuse nécessité pour

de braves gens que d'avoir à faire un pareil choix: mais je le répète, les deux partis à prendre sont honorables.

La réponse fut unanime; tous restèrent avec le maréchal.

Napoléon accueillit Mortier avec joie. Il le fit figurer parmi les membres de la nouvelle Chambre des pairs, et le chargea de l'inspection des places frontières de Calais à Landau ainsi que du commandement de la Jeune Garde, mais il quitta ce commandement à l'ouverture des hostilités, et ne prit pas part à la campagne de Waterloo.

A la seconde Restauration, Mortier fut éliminé de la Chambre des pairs comme ayant fait partie de celle des Cent-Jours. Désigné pour faire partie du Conseil de guerre chargé de juger Ney, il refusa d'abord de siéger, puis, à la demande de l'infortuné maréchal, il s'associa à la déclaration d'incompétence (novembre 1815).

Le 27 décembre suivant, on lui retira le commandement de la 16e division militaire, mais, le 10 janvier 1816, on lui confia le gouvernement de la division de Rouen.

Envoyé la même année par le grand collège du Nord à la Chambre des députés par 95 voix sur 168 votants, il siégea très rarement. Lorsque le Cabinet Dessoles, pour briser l'opposition de la Chambre des pairs, nomma 63 nouveaux pairs, Mortier fit partie de cette promotion (ordonnance royale du 12 mars 1819), tout en conservant ses traitements et pensions.

L'année suivante, le roi lui conféra la croix de commandeur de Saint-Louis, mais, dès cette époque, il s'éloigna de la cour et vécut à la campagne.

Il ne reparut dans la vie publique qu'après la révolution de 1830, et se montra très assidu auprès de Louis-Philippe. Celui-ci lui confia d'abord l'ambassade de Saint-Pétersbourg (21 décembre 1830), qu'il garda jusqu'au 11 septembre 1831, époque à laquelle il fut nommé grand-chancelier de la Légion d'honneur.

Après le ministère des trois jours, il accepta, sur les instances du roi, le ministère de la Guerre et la présidence du Conseil (12 novembre 1834), mais, au bout de cinq mois, le 12 mars 1835, il résigna ces doubles fonctions.

Il resta seulement grand-chancelier de la Légion d'honneur, et c'est à ce titre qu'il accompagnait le roi à la revue, passée le 29 juillet 1835, à l'occasion de l'anniversaire des journées de juillet. La veille, comme des bruits d'attentat contre le roi couraient avec persistance, la famille du maréchal essaya de le dissuader d'assister à cette revue; il s'y refusa.

Le cortège était parvenu au boulevard du Temple; le maréchal se plaignit de la chaleur qui était accablante; quelqu'un l'engagea à se retirer, mais il ne voulut pas y consentir: « Ma place, dit-il, est auprès du roi. » Tout à coup, une formidable explosion se produisit, et le maréchal, qui était un peu en arrière du roi, tomba mortellement atteint par la mitraille de la machine infernale que Fieschi dirigeait contre Louis-Philippe. Onze personnes furent tuées et vingt-deux blessées. Le maréchal vivait encore quand on le transporta dans une des salles d'un café voisin, le Jardin Turc; il expira quelques instants après. Une balle était entrée par l'oreille gauche et était ressortie au-dessus de l'oreille droite.

Le duc de Trévise fut inhumé en grande solennité aux Invalides et le comte Caffarelli prononça son éloge funèbre à la Chambre des pairs. En 1838, les habitants du Cateau ont élevé, sur la grande place de leur ville, une statue en bronze à leur glorieux compatriote.

De son mariage avec Mlle Himmès, le maréchal eut un fils, Napoléon Mortier, duc de Trévise (1804-1869), qui fut pair sous Louis-Philippe, puis sénateur du second Empire et chambellan de Napoléon III. Celui-ci laissa à son tour deux fils, le duc et le marquis de Trévise, morts à quelques semaines d'intervalle, au mois de février 1892.

Paris. E. et J. FRANCESCHINI.

BIBLIOGRAPHIE

Bon de BOURGOING, *Souvenirs militaires.* — PHILIPPE DE SÉGUR, *La Grande Armée en 1812.* — Général DE MARBOT, *Mémoires.* — THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire.* — HENRY HOUSSAYE, 1814. — Bon FAIN, 1814-1815. — MICHAUT-FIRMIN-DIDOT, *Biographie générale.*

LES CONTEMPORAINS



EDOUARD TURQUETY, POÈTE (1807-1867)

I. FAMILLE — PREMIÈRES INSPIRATIONS — ENCOURAGEMENTS D'UN AMI

Rien de surprenant que la catholique Bretagne nous ait donné le plus sincèrement religieux des poètes du XIXe siècle. C'est à Rennes, dans la capitale de cette belle province, que naquit Édouard Turquety, le 21 mai 1807, époque admirablement appropriée pour la naissance du futur auteur des *Fleurs à Marie*.

Les parents d'Édouard Turquety étaient des chrétiens de vieille roche. M. Turquety, notaire, jouissait de l'estime et de la considération de ses concitoyens; il exerça longtemps les fonctions d'adjoint au maire de Rennes.

Mme Turquety avait un esprit fort cultivé, et c'est dans les cahiers de notes de sa mère qu'Édouard lira pour la première fois les noms de Chateaubriand et de Lamartine. Elle se chargea presque entièrement de l'éducation de son fils qui gagna à cette influence une sensibilité poétique extraor-

dinairement développée et un goût exquis.

Mme Turquety avait l'habitude d'emmener Édouard aux exercices du mois de Marie ou aux prières du Carême. L'enfant y entendait des cantiques qu'il se plaisait ensuite à reconstituer, alors qu'il savait à peine écrire les mots qu'il alignait.

En 1815, témoin de l'émotion que causaient au foyer domestique la chute de l'Empire et la Restauration des Bourbons, il n'hésita pas à chanter ce double événement. L'enfant n'avait que huit ans à cette époque! — Sa vocation poétique, comme la plupart des appels du ciel, se manifestait donc dès les plus jeunes années.

Lorsqu'il quitta le collège royal de Rennes, en 1824, le diplôme de bachelier qu'il emportait était moins remarqué de ses camarades que ses premiers essais poétiques.

M. Turquety rêvait pour son fils une carrière moins aléatoire que celle de poète.

Il aurait voulu l'engager dans la magistrature. De par la volonté paternelle, Édouard se mit à l'étude du code et suivit les cours de droit. Il ne négligeait pas pour cela la poésie, à laquelle ses goûts le portaient invinciblement. Il eut bientôt la bonne fortune de recevoir les encouragements d'un de ses camarades de l'école de droit, Émile Souvestre, qui se sentait lui-même des aspirations poétiques.

Un jour, les deux disciples de la Muse se rencontrèrent à l'entrée du Thabor, la promenade favorite des Rennais. Rapprochés par le hasard sous ces frais et merveilleux ombrages, Turquety et Souvestre en vinrent facilement à parler des choses qu'ils aimaient et à se communiquer leurs travaux.

Quand la lecture fut terminée, Souvestre saisit le bras de son ami, et, le lui serrant avec force, il lui dit : « Mais savez-vous, mon cher, que c'est là de la véritable poésie, et que le plus brillant avenir vous attend? » Quand les deux amis sortirent du Thabor, un nouveau lien les unissait. « Nous y étions entrés étrangers l'un à l'autre, a écrit l'un d'eux, nous en sortîmes amis. »

Turquety fut toujours reconnaissant à Souvestre; il lui écrivait :

Où s'est-elle envolée, oh! dis-le moi, mon frère,
Cette saison d'amour qu'on voudrait prolonger,
Cette belle jeunesse où la vie est si chère
Et qui s'échappe un jour comme un flot si léger?
Où sont les rêves d'or qui nous berçaient ensemble,
Quand nos deux cœurs ouverts aux mêmes visions,
Comme deux arbrisseaux que le hasard rassemble,
S'élevaient, fleurissaient sous les mêmes rayons?

La parole de Souvestre avait tiré Turquety de la période douloureuse de l'hésitation ; maintenant, fort de la foi intérieure qu'il avait en son talent, le jeune poète allait avec courage et confiance. Il n'appréhenda pas de soumettre ses œuvres au jugement de Chateaubriand. L'envoi d'une ode qu'il lui dédiait était accompagné de la lettre suivante :

J'ai longtemps balancé, Monsieur, à vous envoyer cette pièce de vers inspirée par la lecture de vos œuvres : elle me paraissait si faible quand je songeais au nom illustre qu'elle rappelle! Je m'y suis décidé pourtant. Je vous l'envoie avec la franchise et la confiance d'un Breton. Je serais heureux d'apprendre que cet hommage ne vous a pas déplu : l'approbation du chantre des *Martyrs* sera pour moi le sourire d'une Muse.

Chateaubriand se laissa toucher par cet encens pénétrant de fine adulation; il répondit à son jeune admirateur en le félicitant de l'avoir pour compatriote et en l'invitant à retoucher de plus près des vers qui ne manquaient ni d'harmonie, ni d'élégance.

Dans cette voie qui conduit à la porte des grands, il n'y a que le premier pas qui coûte, Turquety voulut se réclamer d'un autre patronage également profitable. Il s'adressa à Charles Nodier. Sans avoir le talent et la notoriété de Chateaubriand, Charles Nodier était, alors surtout, un homme en vue, dont les vers gracieux et l'inspiration pure et facile excitaient la jalousie des jeunes poètes.

Nodier fit à Turquety la réponse la plus flatteuse et la plus sage :

« ..... Vous êtes poète, Monsieur, et il serait inutile de vous détourner d'une carrière qui est rarement celle du bonheur. Je vous engage, au contraire, à la parcourir, si votre position est assez indépendante pour vous permettre le choix d'une vocation. »

Peut-être serait-on tenté de s'étonner de

voir cet adolescent de vingt ans — la lettre de Nodier et la réponse de Chateaubriand sont de 1827, — d'un caractère assez timide et hésitant, déployer soudain une énergie si déterminée pour embrasser une carrière particulièrement difficile.

A cette question, il y a une réponse secrète; Édouard Turquety était à l'âge des rêves, et l'âme d'un poète doit en concevoir de plus séduisants que tout autre. Donc, l'étudiant en droit, dont la fortune modeste ne pouvait offrir une situation assurée, projetait d'unir sa vie à celle d'une jeune fille appartenant à une condition supérieure à la sienne. Turquety se promit de parvenir à la gloire pour se rendre plus digne de celle qu'il aimait.

II. PREMIER CONTACT AVEC LE MONDE DES LETTRES — LE CÉNACLE DES ROMANTIQUES — UNE LECTURE CHEZ VICTOR HUGO

La gloire est une fleur qui croît rarement dans la solitude, presque toujours il lui faut le contact de la foule, tout au moins du grand public. Édouard Turquety ne tarda pas à s'apercevoir que jamais à Rennes il ne deviendrait un poète accepté, reconnu, un de ces hommes dont le nom seul en impose. En France, et presque dans le monde entier, il faut que toute réputation se consacre à Paris.

Sans différer plus longtemps, encouragé secrètement par la dame de ses pensées, appuyé d'une manière plus sérieuse encore par M. et Mme Turquety, il résolut de faire un premier séjour à Paris, au mois de septembre 1828.

Ayant pour tout bagage le manuscrit de ses *Élégies*, écrit avec amour et enluminé de faveurs aux teintes mordorées, il arriva donc dans la grande ville et se trouva noyé dans la foule bruyante qui l'effraya sans l'éblouir. Sa famille l'avait vu partir non sans quelque appréhension sur les dangers qu'il pouvait rencontrer; il s'efforça de la rassurer en la tenant au courant de toutes ses démarches.

Sa première visite fut pour Charles Nodier, qui lui réitéra les encouragements et les avis de l'année précédente. Il passa ensuite chez Victor Hugo (1), qui comptait à peine cinq ans de plus que Turquety et était déjà le grand poète du jour.

« Mon ami, lui dit l'illustre poète de vingt-six ans, vous êtes jeune, très jeune. Travaillez et revenez nous voir. Vous cherchez un éditeur..... Quand on songe qu'Émile Deschamps, oui, Émile Deschamps! a pu à grand'peine trouver un libraire pour imprimer gratis ses *Études françaises et étrangères!* »

Turquety n'eut pas de peine à comprendre ce que voulait dire ce langage, et cependant Victor Hugo avait raison, après tout!..... Cette visite terminée, le jeune Rennais s'aperçut qu'il n'avait plus rien à faire à Paris. Dans son inexpérience, il avait, au reste, mal fixé l'époque de son voyage. La plupart des hommes de lettres se trouvaient à la campagne; ceux qui étaient restés étaient retenus par leurs études et ne l'écoutèrent que d'une oreille distraite. Turquety, profondément déçu, presque découragé, reprit donc le chemin de sa Bretagne.

Aiguillonné cependant par le pesant secret de son amour qu'il n'avait encore révélé qu'aux arbres et aux ruisseaux, il ne voulut pas désespérer, et, suivant le conseil de Victor Hugo, remit sur le métier les 28 pièces qui composaient son manuscrit. Huit mois durant, il se livra au travail ingrat de la retouche, de la recherche du mot propre, du rajeunissement du rythme, de l'enrichissement de la rime.

Puis en juin 1829, il repartit pour Paris.

Cette fois, l'heure se trouvait admirablement choisie; c'était l'époque de l'enthousiasme littéraire sous toutes ses formes, et la poésie occupait le premier plan de cette brillante féerie. Lamartine avait publié ses premières *Méditations*, Victor Hugo ses premières *Odes*. Shakspeare, Schiller, Gœthe, Walter Scott, naturalisés Français tous ensemble et tout à coup, semblaient ouvrir

(1) Victor Hugo, voir n° 88 des *Contemporains*.

à l'ardente jeunesse française, dans un horizon inconnu, mais prochain, des perspectives sans limites. « Tout, a dit un esprit d'élite, avait je ne sais quel éclat de nouveauté et d'enivrante fraîcheur qui ravissait la curiosité du public. Chaque siècle a sa jeunesse et son printemps; et c'était vraiment alors la jeunesse du XIXe siècle. »

Dans ce renouveau, les romantiques s'étaient déjà taillé la plus belle place: autour de Victor Hugo se formait un cénacle qui l'admirait comme un dieu et traitait ses jugements d'irréformables. C'est donc à lui qu'avec une certaine crânerie s'adressa le poète rennais. Celui-ci, en montant les degrés qui conduisaient à l'appartement du chef de l'école romantique, avait encore dans l'oreille ces terribles paroles prononcées huit mois auparavant: « L'heure n'est pas sonnée; attendez et travaillez. »

Allait-il recevoir la même réponse?..... Mais Hugo, qui se rappelait le manuscrit de l'année précédente, le feuilleta sans doute aux bons endroits, trouva que ses observations avaient été écoutées et témoigna à l'auteur une satisfaction presque complète. Il voulut entendre la lecture à haute voix de la pièce des *Nuits d'hiver* qu'il trouvait l'une des meilleures, et Turquety déclama avec sentiment :

L'hiver prêt à quitter nos campagnes glacées
Poursuit encor les bois de son souffle vengeur;
Il courbe avec effort leurs cimes balancées.....
Que le ciel soit en aide au pauvre voyageur!

Amis, entendez-vous, sur les vitres tremblantes,
Passer ces bruits du soir qui font rêver le cœur?
On dirait quelquefois des voix sourdes et lentes,
Mélange merveilleux de plainte et de douceur.

Or, auprès du foyer, racontez-nous, ma mère,
Ces magiques récits qui me charmaient enfant;
Dites l'heureux follet, ami de la chaumière,
Qui dans l'âtre fumeux se glisse avec le vent.....

Souvenirs du passé, que vous avez de charmes!
Touché par vous, le barde y puise ses concerts.
Quelquefois, je le sais, vous réveillez des larmes,
Mais ces pleurs d'un moment sont doux plutôt qu'amers.

Heureux qui peut, le soir, dans sa cabane sombre,
Écouter ces récits à l'heure où tout s'endort,
Quand la profonde nuit rembrunit de son ombre
Les nuages bercés par les souffles du Nord.

Les 27 autres morceaux du recueil procédaient de la même inspiration. Hugo congédia Turquety avec les meilleures paroles.

Une autre visite lui tenait au cœur : c'était celle de Chateaubriand (1), qu'il n'avait pu voir à son premier voyage. Chateaubriand, l'homme qui incarnait pour lui la poésie, l'idole de ses rêves, aussi bien que de ceux de Mme Turquety! Avec quelle émotion il se présenta chez le grand écrivain, devenu ambassadeur à Rome. L'entretien se borna à quelques phrases, qui toutes eurent pour sujet le grand homme et sa façon de vivre. De Turquety et de ses vers, pas un mot. N'importe, le jeune homme se retira ravi de pouvoir dire avec orgueil : « J'ai vu la plus haute puissance du siècle! » Mme Turquety partagea cet enthousiasme et écrivit à son fils : « Ta visite au plus grand génie de l'Europe doit te dédommager de bien des désappointements. »

Heureusement, Charles Nodier réservait au poète en peine un secours plus efficace. Turquety, qui appréhendait les sages admonestations de l'année précédente, ne l'abordait qu'avec défiance. Quelle ne fut pas son heureuse surprise de se voir accueilli comme un frère et comblé d'éloges! Nodier insista pour que le manuscrit fût imprimé de suite chez un éditeur qu'il lui désigna.

En effet, il existait alors un libraire appelé Delangle, qui aimait les vers, qui en lisait et consentait — chose plus rare — à les imprimer à ses frais, quand ils lui plaisaient. C'est ainsi qu'il avait publié les œuvres de Nodier. Sur la recommandation de ce dernier, il accepta le manuscrit de Turquety à la seule condition d'en modifier le titre : les *Élégies* devinrent les *Esquisses poétiques*.

Le jeune poète consentait facilement à ce léger sacrifice, et ce fut le cœur bien joyeux qu'il écrivit à Rennes qu'il avait enfin un éditeur. Ce bonheur, il le devait à son mérite, sans doute, mais aussi à l'accueil qu'il avait reçu dans le monde des lettres. Dans les deux ou trois mois que Turquety passa à Paris, il eut la bonne fortune de se voir ouvrir toutes les portes.

Naturellement, il faisait partie des soirées

(1) CHATEAUBRIAND, voir n° 24 des *Contemporains*.

que Charles Nodier organisait dans son salon si hospitalier de l'Arsenal dont il était bibliothécaire. Le Tout-Paris des lettres a connu cette noble demeure, asile d'un poète aimé, dont le charme était encore rehaussé par la grâce et l'esprit de la maîtresse du logis. Turquety y fit la connaissance d'Émile Deschamps, et ces deux âmes faites pour se comprendre se révélèrent spontanément l'une à l'autre. Deschamps entraîna son ami chez Alfred de Vigny, qui fit le plus aimable accueil à l'auteur des *Esquisses poétiques*.

Le jeune comte allait publier lui-même sa tragédie d'*Othello* et se proposait d'en donner la primeur à un cercle d'amis choisis qu'il invita dans ses appartements meublés avec le plus grand luxe. La lecture se fit au milieu d'une réunion brillante, et le poète rennais en sortit quelque peu ébloui. Mais son enthousiasme devint du délire quand, quelques jours plus tard, ce fut le chef de l'école romantique lui-même, Victor Hugo, qui lui fit l'honneur de l'inviter à la lecture de *Marion de Lorme*.

Cette soirée est restée célèbre, non par le nombre des auditeurs que l'exiguïté de l'appartement avait forcé de restreindre, mais par la valeur de leur critique et l'unanimité de leur admiration. Quand, à une heure de la nuit, Turquety rentra chez lui, il n'était plus maître de son enthousiasme, et, prenant sa plume, il écrivit : « *Marion de Lorme* est quelque chose d'admirable ; on dirait un drame de Shakspeare écrit en vers sublimes..... Jamais l'impression de cette lecture ne s'effacera de ma mémoire. Il faut avoir vu cette pâle et admirable figure de Victor Hugo, et surtout ces yeux fiers, égarés, qui, dans les moments passionnés, brillaient comme des éclairs. » C'était le vendredi 10 juillet 1829.

A distance, on peut trouver cet enthousiasme trop facile ; mais qu'on n'oublie pas que Turquety avait vingt-deux ans, qu'il n'avait jamais assisté à pareille fête, qu'il pouvait s'étonner d'y être, et que cette atmosphère le grisait.

Plus tard, l'auteur des *Esquisses poétiques* est revenu dans ses *Souvenirs* (1) sur cette soirée célèbre, et, tout en admirant encore le drame de Victor Hugo, il a su mettre les choses au point. « Maintenant, dit-il, je ne compare plus *Marion* au *Cid*, mais j'en admire encore quelques parties : alors, on en était à l'espoir, on croyait à un théâtre renouvelé, agrandi peut-être. L'expérience est venue trop tôt détruire ce beau rêve. Il a fallu retourner aux autels abandonnés un instant. » Et Turquety reprend la scène décrite vingt ans auparavant, sous des couleurs différentes, mais non moins pittoresques : « Le salon du messie romantique, dit-il en parlant de l'auteur de *Marion de Lorme*, était curieux à voir. Victor Hugo lisait lui-même et lisait bien. La pièce était intéressante, et il y avait où admirer : mais, dans ce temps-là, la simple admiration était trop peu de chose. Il fallait s'exalter, bondir, frémir. Ce n'était qu'interjections faiblement exprimées, extases plus ou moins sonores. Voilà pour l'ensemble. Les détails n'étaient pas moins gais. Le petit Sainte-Beuve tournait autour du grand Victor : l'illustre Alexandre Dumas, qui n'avait pas encore fait schisme, agitait ses énormes bras avec une exaltation illimitée. Je me rappelle même que, après la lecture, il saisit le poète, et, le soulevant avec une force herculéenne : « Nous vous porterons à la gloire, s'écria-t-il. »

Ce qui n'empêchait pas A. Dumas, dont l'appétit est resté célèbre, de se bourrer de gâteaux et de répéter la bouche pleine : « Admirable ! admirable ! »

III. LE PREMIER RECUEIL — ESQUISSES POÉTIQUES — HISTOIRE D'UNE PRÉFACE — LE DISCIPLE DE LAMARTINE

Un mois après cette soirée historique, Turquety rentrait à Rennes ; il y apportait, précieusement enveloppé, le premier exemplaire des *Esquisses poétiques* qu'il avait hâte d'offrir à ceux qu'il aimait.

(1) Tous les passages extraits des *Souvenirs* de Turquety sont cités d'après l'intéressant ouvrage de M. Frédéric Saulnier, *La Vie d'un Poète, Ed. Turquety*.

Le manuscrit aux faveurs mauves était devenu un gracieux in-16 de l'impression la plus soignée, capable de faire admirer les vers les moins heureux. Quel relief il donnait à l'expression toujours gracieuse, à l'inspiration toujours si pure de l'œuvre du jeune poète!

L'ouvrage se présentait hardiment de lui-même : pas une ligne d'explication, d'introduction, ou même d'excuse. Et cependant alors la mode était aux préfaces : celle dans laquelle Victor Hugo annonçait son *Cromwel* avait fait plus de bruit que l'ouvrage lui-même. Une préface, c'était l'occasion pour tout auteur d'une solennelle déclaration de principes, le prétexte de défendre des idées chères et d'écraser l'école adverse. Turquety devait sacrifier au goût du jour et y aller de sa préface.

Ainsi du moins le pensait Nodier, qui le pressa de s'exécuter. L'auteur des *Esquisses poétiques* était très désireux d'être agréable à son protecteur, mais, d'autre part, il voulait n'obéir qu'à la voix de sa conscience.

Il avait senti dès son premier voyage à Paris l'exagération de l'école romantique, et cependant, d'autre part, il lui devait trop pour l'attaquer dans une préface. Il fallait donc nettement prendre parti pour elle, entrer en guerre et louer sans mesure en démolissant l'adversaire : ou bien tout le Cénacle se tiendrait pour peu satisfait. La pléiade romantique tout entière se plaçait en effet au-dessus de toute attaque : pour lui rendre justice, il fallait, à son avis, l'encenser perpétuellement et ne jamais se permettre la plus légère critique. Victor Hugo avait particulièrement l'épiderme chatouilleuse sur ce point-là, et il avait menacé du bâton un critique célèbre pour un mot défavorable.

Dans ces conditions, Turquety ne pouvait parler sans recourir au procédé de l'admiration sans mesure; or, cette flatterie à outrance lui répugnait, et dans son embarras il prit le parti — que beaucoup trouveront peut-être quelque peu naïf — d'en écrire à ses parents et de leur demander leur avis. Pour M. Turquety, ce n'était pas une question uniquement littéraire, il s'agissait avant tout de rester fidèle à cette rectitude de conscience qui le caractérisait et dont son fils avait hérité. Il répondit donc au poète : « Que rien dans tes démarches ni dans tes écrits ne sente l'adulation ni la faiblesse. » A quoi Mme Turquety ajoutait : « Tu ne peux pas donner des éloges contre ta conscience et encore moins déprécier des ouvrages que tu trouves bons. »

Édouard Turquety suivit donc le conseil des siens; il ne fit pas de préface, et les *Esquisses* n'en souffrirent pas. Le livre se recommanda à l'attention des lettrés les plus délicats comme une œuvre de jeunesse, pleine de fraîcheur et de souffle, chantant tout ce qui est beau, tout ce qui est pur, en accents d'une douceur infinie. Dieu, la création, l'humanité, l'amour, la campagne, l'onde et les fleurs, inspirent tour à tour son chant harmonieux.

Seigneur, je crois en vous; Seigneur, Dieu de mes pères,
Voyez ce cœur brisé, faites mes jours prospères,
Seigneur, je crois en votre amour :
Courbé, mais sans remords, je pleure et vous réclame,
Car l'ennui qui déchire a posé sur mon âme
Ses grandes ailes de vautour.

Et que faire? Traîner de souffrance en souffrance
Le douloureux fardeau d'une longue espérance!.....
Est-ce la vivre cependant?
Moi, dont l'âme plus libre eût embrassé des mondes,
La matière me presse, et sous des fers immondes
Il faut plier mon vol ardent.

Mais l'Éternel me voit : par delà cette terre,
Dans un autre séjour, nous saurons le mystère
Qui pesait sur nos jours mortels.
Seigneur, vous l'avez dit : nos désirs sont un rêve;
Quand le démon du cœur s'agite et se relève,
Il faut embrasser vos autels.

La nature a toujours charmé les poètes; la lyre de Turquety plus que nulle autre est sensible à ses attraits, et le moindre brin d'herbe suffit pour éveiller son admiration.

Ainsi le plus léger rêve
Aux ennuis profonds m'enlève;
Son prestige gracieux
Berce mon cœur soucieux;
Que me faut-il?..... peu de chose :
Le papillon sur la rose,
L'hirondelle dans les cieux.

Mais à ce tableau printanier succèdent bientôt les mauvais jours.

Le souffle de l'automne a jauni les vallées;
Leurs feuillages errants dans les sombres allées,

Sur le gazon flétri retombent sans couleurs :
Adieu, l'éclat des cieux! leur bel azur s'altère,
Et le soupir charmant de l'oiseau solitaire
A disparu comme les fleurs.

L'hiver arrive, Turquety rappelle leur devoir aux privilégiés de la fortune :

L'hiver, saison de jeux pour les riches du monde,
Saison de pleurs pour l'indigent.

Oh! le vent déchaîné sème en vain les tempêtes,
Heureux du monde! il passe et respecte vos fêtes.
L'ivresse du plaisir embellit vos instants.
Et malgré les hivers vous respirez encore,
Dans les tardives fleurs que vos soins font éclore,
Un dernier souffle de printemps.

Mais la douleur aussi veille autour de sa proie
Soulevez, soulevez ces longs rideaux de soie
Qui défendent vos nuits des lueurs du matin!
Hélas! à votre seuil que verrez-vous paraître?
Quelque femme éplorée ou bien encor, peut-être,
Un vieillard tout pâle de faim.

Pitié pour le vieillard dont la tête s'incline!
Pitié pour l'humble enfant! pitié pour l'orpheline
Qu'un peu d'or ou de pain sauve du déshonneur!
Ils sont là; leur voix triste essaye une prière.
Dites, resterez-vous aussi froid que la pierre
Où s'agenouille la douleur?

Donnez : ce plaisir pur, ineffable, céleste,
Est le plus beau de tous, le seul dont il nous reste
Un charme consolant que rien ne doit flétrir;
L'âme trouve en lui seul la paix et l'espérance.
Donnez : il est si doux de rêver en silence
Aux larmes qu'on a pu tarir!

Donnez : et quand viendra cette heure où la pensée
Sous le vent de la mort languit tout oppressée,
Le frisson de la mort sera moins douloureux,
Et quand vous paraîtrez devant le juge austère,
Vous direz : « J'ai connu la pitié de la terre,
Je puis la demander aux cieux! »

Ces accents nous révèlent le poète des *Esquisses*. On le voit, la pensée effleure plus qu'elle pénètre, mais l'idée est juste, l'expression douce et surtout l'inspiration saine et pure.

Aussi, de tous côtés, arrivent les félicitations. C'est d'abord Émile Deschamps :

Avec un vrai bonheur, écrivait-il de Paris, j'ai lu et relu votre charmant recueil, et je suis également heureux du succès qu'il obtient déjà parmi les personnes qui sentent la poésie. L'autre soir, chez M. de Vigny, où nous étions rassemblés en grand nombre, vous nous avez fait passer le temps aussi court que votre livre, et nous sommes très fiers et très empressés de vous compter dans nos rangs..... Vous avez le talent et vous aurez la gloire : l'une arrive toujours à l'autre, un peu plus tôt ou un peu plus tard.

C'étaient là de ces paroles qui font battre le cœur surtout quand il est jeune : non moins précieuse fut pour Turquety cette lettre d'Émile Souvestre.

Je ne puis vous dire la sensation de joie que j'ai éprouvée en recevant le recueil de poésies que vous avez eu la bonté de m'envoyer..... J'ai déjà relu deux fois votre volume : je le relirai une troisième, une vingtième fois. Ce sera maintenant mon compagnon de promenade de chaque soir..... Il y a un monde de poésie, mon ami, dans ce petit livre.

Quelques jours plus tard, une revue de province, le *Lycée armoricain*, rendait compte des *Esquisses* en termes des plus élogieux; puis le *Globe*, le meilleur de nos journaux littéraires de l'époque, sous la signature de Géruzez, proclamait le mérite de Turquety et ne craignait pas de l'appeler le fils légitime d'André Chénier.

Certains peuvent trouver que l'éloge manquait de mesure, mais surtout il ne caractérisait pas le genre des *Esquisses* : entre cette inspiration si fraîche et si chrétienne et le souffle païen de la Grèce voluptueuse, il n'y avait lieu à aucun rapprochement. Non, ce n'est pas d'André Chénier que Turquety pouvait se réclamer ; s'il faut, dès ce premier ouvrage, lui trouver un maître et un modèle, c'est un autre nom qu'il faut citer, celui de Lamartine (1).

Comme le chantre d'*Elvire*, l'auteur des *Esquisses* a le sentiment poétique des choses de la nature, et il trouve pour rendre ce qu'il éprouve des expressions d'une mélancolique langueur et d'un charme exquis. A l'encontre du *Globe*, il vaut donc mieux conclure avec Charles Nodier que « de tous les jeunes poètes qu'a produits la noble école de Lamartine, il n'en est pas qui l'emporte sur Turquety par l'élévation de la pensée et la magnificence de l'expression ».

Mais les *Esquisses* n'étaient qu'un début, et l'auteur allait bientôt orienter définitivement sa voie.

IV. UN RÊVE ÉVANOUI — LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE — NOBLE RÉSOLUTION DU POÈTE — UNE VISITE A LA CHÊNAIE — « AMOUR ET FOI »

La vie est une alternative de joies et de tristesses : après l'enivrement d'un

(1) LAMARTINE, voir n° 57 des *Contemporains*.

premier succès, il semble que Turquety n'avait plus qu'à jouir de son bonheur, et c'est alors cependant que sonna pour lui l'heure des plus cruelles déceptions.

Ce rêve, si ardemment caressé, d'unir sa vie à celle qu'il aimait, s'évanouit soudain au moment où il se croyait près d'en voir la réalisation. La famille de la jeune fille opposa une barrière définitive à l'union projetée, et ce coup de foudre brisa deux cœurs à la fois.

A la même heure, une commotion d'un autre ordre vint jeter le trouble dans l'esprit de Turquety.

Charles X venait de perdre son trône dans la tourmente de 1830, et partait pour l'exil au bruit des acclamations révolutionnaires. Les ennemis de l'Église, toujours avides de désordre, en profitèrent pour réveiller leurs haines et répéter leurs blasphèmes; et il y eut une heure où les esprits droits et tranquilles éprouvèrent un sentiment d'inquiétude et d'effroi.

Turquety, qui, par ses principes de famille, s'était attaché à l'ancien état de choses, ne pouvait voir sans frayeur les désordres qui saluaient l'avènement du gouvernement de juillet : c'était le sac de l'Archevêché, le pillage de Saint-Germain-l'Auxerrois, les croix renversées, la licence de la presse, ce qui donnait à la révolution un caractère aussi irréligieux qu'antimonarchique. Le poète breton se voyait donc blessé dans ses convictions les plus chères, et comme chez toutes les âmes généreuses, le spectacle de sa foi insultée opéra dans son âme une réaction énergique avec l'ardent désir de la défendre.

Lui poète, que pouvait-il faire pour elle? Il ne savait que chanter : eh bien! pendant que la foule hurlerait ses cris de blasphème, le barde chanterait de sa voix haute et pure les splendeurs de sa foi, sa gloire et ses triomphes. A ceux qui renversaient la croix et pillaient les sanctuaires, il redirait le Christ, son amour pour les hommes et son œuvre puissante. Telle fut la mission que Turquety se donna à partir de ce jour, et, mettant une nouvelle corde à sa lyre, l'auteur des *Esquisses* devint le poète d'*Amour et Foi*.

D'ailleurs, de toutes parts, on luttait.

La Mennais était à la tête d'une jeune armée de soldats enthousiastes et audacieux.

Son journal, l'*Avenir*, que rédigeaient avec lui Lacordaire, Gerbet et Montalembert, devint une éloquente tribune.

Trouvant dans les pages brûlantes de l'*Avenir* un écho de ses propres ardeurs religieuses, Turquety voulut compter parmi les soldats de cette phalange.

Il envoya une de ses plus belles pièces, *Vision*, qui commence ainsi :

C'était la grande nuit, c'était la douzième heure.

S'inspirant des prophètes et particulièrement d'Ezéchiel, le poète montre à l'homme, si frêle, et cependant révolté contre Dieu, la grande scène de la fin du monde :

Alors tout finira, la terre et l'homme, et Dieu
Apparaîtra debout sur la nuée en feu.

La Mennais s'empressa de répondre au poète (14 mars 1831) :

Je vous remercie mille fois, Monsieur, du plaisir que vous m'avez procuré. Ce ne sont pas là seulement des vers bien faits, c'est de la vraie poésie. Je ne saurais vous exprimer combien je me réjouis que ce soit notre chère Bretagne qui ait produit un si beau talent. Si vous le permettez, on insérera votre *Vision* dans l'*Avenir*. Dites-moi seulement si rien n'empêche de mettre au bas votre nom. Quant au mien, disposez-en, il est à vous comme mon cœur.

Au mois de juillet suivant, l'*Avenir* publiait une nouvelle poésie de Turquety; elle était dédiée à Lamartine qui venait d'échouer dans plusieurs collèges électoraux.

Cet insuccès fut considéré comme un malheur public par ceux qui voyaient dans le poète des *Méditations* et des *Harmonies* le plus éloquent défenseur des doctrines catholiques et libérales. Citons quelques vers indignés de Turquety.

Fort de ta gloire et pur de toute crainte
Tu venais, appuyé sur la liberté sainte,
Contenir en son nom le flot dévastateur :
C'est que jugeant de haut la tempête où nous sommes,
Tu voulais tôt ou tard courber tous ces fronts d'hommes
Devant la croix du Rédempteur.
Ils ne l'ont pas compris! Eh bien! au flot qui gronde
Tu n'auras pas du moins mêlé ta voix profonde,
Tu restes dans l'espace où ton génie est roi :
Relève donc ton âme et prends la lyre, ô maître!

Le siècle où nous vivons t'échappera peut-être,
Mais l'avenir est plein de toi.

Lamartine remercia notre poète par une lettre des plus gracieuses.

Turquety continuait à produire. Les pièces de vers que publiaient quelques journaux de Bretagne ou de Paris attiraient l'attention sur son nom. Il commençait à prendre rang. Son portefeuille grossissait : encore quelques mois et un nouveau recueil allait paraître.

Avant de livrer son manuscrit à l'impression, Turquety voulut avoir l'avis de La Mennais qu'il considérait comme son chef, comme le dernier défenseur de la vérité outragée.

Lui dédiant une de ses meilleures pièces, *le Credo,* il lui soumettait comme à un maître écouté son programme (1er décembre 1832).

Il m'a semblé, disait-il, que le petit nombre de poètes catholiques qui nous restent se bornent à de brillantes divagations sur le Créateur : leur poésie se rapproche autant du mysticisme de Platon que de la religion chrétienne J'ai voulu, en abordant des sujets de religion, resserrer ma poésie dans un catholicisme rigoureux : j'ai cherché à montrer ce que l'on croit. Je n'ai pas reculé devant cette vérité formidable de l'enfer.

Et comme un fils parlant à son père, il lui dévoilait les tristesses de son âme : « Découragé, souffrant, tourmenté par une fièvre de tête qui m'épuise, je voudrais vous entendre parler du Christ..... »

La Mennais comprit cet appel et répondit : « Mon cher enfant, ce que vous ressentez, tous le ressentent plus ou moins à cette époque de ténèbres et de douleurs. Nous devons tous nous appuyer, nous consoler les uns les autres : venez donc passer quelques jours avec nous, et nous tâcherons de nous fortifier, de nous ranimer ensemble. »

Turquety prit aussitôt le chemin de la Chênaie. Il faut lire dans ses *Souvenirs* le récit de ce qu'il appelle son pèlerinage : rien n'est plus vivant et malheureusement plus vrai.

J'allais donc enfin voir un homme dont l'âme palpitait à l'unisson de mon âme! Je pourrais donc enfin dévoiler mon cœur et verser dans un sein ami ces ivresses, ces extases que j'étais contraint de cacher à la tourbe qui m'environnait! Cet homme devait aimer le Christ comme je l'aimais moi-même : ses ouvrages l'attestaient. Lui seul me parlerait du Christ comme j'avais besoin qu'on m'en parlât : son amour comprendrait le mien.

Tels étaient les sentiments qui faisaient battre le cœur du poète pendant qu'il arpentait la campagne aride et dénudée qui le séparait de la Chênaie : le front baigné par la brise, il murmurait des vers et disait aux nuages : « Vous êtes moins rapides et moins tristes que ma pensée. »

Sitôt qu'il eut franchi le seuil de la célèbre demeure, l'abbé Gerbet (1) le conduisit au grand homme, qui le serra longuement dans ses bras.

Mes larmes coulaient, a-t-il raconté plus tard, et il fallut un peu de temps pour que je pusse me rendre compte de la scène qui s'offrit à mes regards..... Je vis un vieillard d'une taille au-dessous de la moyenne, figure maigre et ridée, front austère et jauni comme le front d'un Trappiste. Mais ce qui me frappa le plus, c'étaient ses yeux, luisants comme deux escarboucles. Il était vêtu d'une méchante redingote, et, pendant qu'il me faisait asseoir, il s'asseyait lui-même sur un vieux fauteuil usé. Nous étions dans un cabinet de travail, chambre antique, et de bas en haut tapissée de livres; il n'y avait guère de meubles que la table où il écrivait, le lit où il reposait.

Quand ils furent seuls, Turquety commença de lui réciter son état d'âme, les vivacités de sa foi, et la froideur glaciale qui accueillait ses chaleureuses avances, son besoin d'aimer et son dégoût de ne rencontrer, au lieu de la sympathie qu'il lui fallait, que l'indifférence et l'incrédulité. La Mennais eut des paroles de consolation à jeter sur ces blessures; il parla à Turquety comme il savait parler aux jeunes hommes qui l'entouraient, mais quand le poète aborda la question des enthousiasmes de sa foi, le futur auteur des *Paroles d'un croyant* ne put trouver qu'une réponse banale, entièrement déconcertante pour son avide interlocuteur.

Il faut dire que le philosophe de la Chênaie entrait dans cette crise qui allait se terminer par le plus terrible dénouement.

---

(1) Mgr Gerbet, voir n° 87 des *Contemporains.*

Lacordaire (1), effrayé de l'orgueil et de l'indépendance du maître vis-à-vis de l'autorité ecclésiastique, venait de s'enfuir épouvanté, et La Mennais supportait mal cet abandon qu'il considérait comme la dernière des ingratitudes.

Son cœur était donc déjà empli de ce fiel, qui, d'amertume en amertume, devait aigrir son âme et la corrompre, Turquety le constata avec le plus cruel désenchantement. Il était donc loin de trouver à la Chênaie ce qu'il était venu chercher, et La Mennais n'était pas le sauveur désiré. Des sensations bizarres s'emparèrent alors de son imagination.

Tout ce que j'avais ouï dire de défavorable à ce grand génie, raconte-t-il, me revenait à la fois. Je contemplais curieusement ce visage pâle, je l'interrogeais avec une anxiété navrante, avec un doute plein de terreur. Qu'était cet homme que je voyais là devant moi? Était-ce Bossuet? Était-ce Luther?.....

En face de ce prêtre qu'il considérait comme le chef de l'Église de France et qu'il trouvait incertain dans sa foi, Turquety se mit à trembler; il le quitta le cœur serré et ne put dormir de la nuit.

Le lendemain, on évita des questions aussi brûlantes; l'entretien roula tout entier sur la poésie et sur le nouveau livre que le poète voulait publier : *Amour et Foi*. Le titre en fut discuté, puis adopté : c'était bien, en effet, le nom qui convenait à ces chants d'une inspiration si chrétienne.

La Mennais proposa au jeune poète des sujets à traiter. « Il y aurait, lui dit-il, un magnifique thème à développer en vers : je voudrais peindre une scène de plaisir, une orgie, et entrecouper les chants de la fête des sombres versets du *Dies Iræ :* quel contraste saisissant! » Turquety s'empara avec empressement de cette pensée et en fit une de ses plus belles pièces, l'*Hymne du Siècle*. Il revint à Rennes, et six mois après, la Bretagne acclamait l'auteur d'*Amour et Foi* (2).

On était en 1833 : quatre ans s'étaient écoulés depuis la publication des *Esquisses*, le nom du poète avait grandi, son talent s'affirmait et se mûrissait. Il n'eut donc pas de peine à trouver dans sa ville natale un éditeur pour son livre, et un beau volume in-8° fit suite au gracieux in-16 de 1829.

Amour et Foi, il faut avouer que ce titre était nouveau et destiné à produire quelque étonnement. Personne encore n'avait eu le courage d'afficher une enseigne aussi religieuse, et surtout personne n'avait traité le sujet avec une aussi franche sincérité. Évidemment, Lamartine avait beaucoup fait pour relever le culte de l'idée religieuse. il avait été le premier à introduire dans la poésie glaciale du XVIIIe siècle la pensée vivifiante du Dieu créateur : un instant, Victor Hugo l'avait imité, mais si peu et de si loin! en tout cas, cette double influence s'était bornée à une sentimentale religiosité, et aujourd'hui, Turquety, non content d'étaler la magnificence des fêtes catholiques, venait chanter le Christ, ses humiliations, son martyre, mais aussi sa charité et le triomphe de la croix rédemptrice.

Cette attitude ne manquait pas de hardiesse, et, pour la compléter, le poète, en tête de son recueil, expliquait dans une préface les inspirations qui avaient guidé ses vers. Il y déclarait qu'il voulait être catholique avant tout, et non simplement religieux à l'exemple d'un poète illustre, doublement sacré par son rare génie et sa belle âme.

Le livre que nous présentons au public, disait-il, est une profession de foi rigoureuse et absolue, dont la croyance ne s'est pas altérée au contact de l'époque; c'est le catholicisme, religion des jours anciens, qui domine les jours nouveaux. Le Christ, toujours le Christ, voilà l'idée première, l'idée unique de l'ouvrage.

En effet, les titres se déroulaient successivement dans cette même note élevée : *Credo, La destruction des croix, Rosa mystica, Vision aux catholiques, L'hymne du siècle;* à peine, de temps à autre, un sentiment plus profane, quoique toujours pur, venait rappeler que le poète n'oubliait pas la terre sur laquelle s'accomplissait l'œuvre du Christ.

(1) *Lacordaire*, voir n° 66 des *Contemporains*.
(2) SAULNIER, *Vie d'un Poète*.

A ceux qui, lassés de la lutte, répétaient sans cesse l'inanité de leurs efforts et l'inutilité de leurs sacrifices, il répondait :

Ah! nous aurons du moins, comme cette humble femme,
Qui, les pleurs dans les yeux et la pitié dans l'âme,
Répandit des parfums sur les pieds défaillants ;
Nous aurons, ô mon Christ, versé des larmes pures
Sur les pieds qu'on outrage, et baisé tes blessures
Que l'on rouvre après deux mille ans !

On voit que, en dépit de l'austérité du sujet, la délicatesse du sentiment n'abandonnait pas le poète : l'image gracieuse ne lui fait pas plus défaut quand il faut célébrer la Reine des cieux :

O jeune rose épanouie
Près du tabernacle immortel;
Vierge pure, tendre Marie,
Douce fleur des jardins du ciel;
O toi qui sais parfumer l'âme
Mieux que la myrrhe et le cinname,
Et l'encens même du saint lieu ;
O toi dont la grâce est l'empire,
Toi qui ramènes d'un sourire
Le pardon aux lèvres de Dieu.

Amour et Foi était donc un livre d'un mérite réel ; c'était, de plus, un acte de courage : mais ce qui pouvait inquiéter l'auteur et ses amis, c'était l'accueil que lui réserverait le public, trop indifférent au sujet traité. L'incertitude ne fut pas de longue durée ; de la Bretagne, de Paris, de la France entière arrivèrent au poète les suffrages les plus flatteurs.

C'était d'abord La Mennais : « Votre recueil fixe l'attention de tous ceux qui aiment les beaux vers et qui les aiment d'autant plus qu'ils découlent plus directement de la source primitive de toute poésie. » Puis l'ami de cœur, Émile Souvestre, avec un compliment peu banal : « Vous allez prendre place parmi les grands poètes, sans intrigue, sans camaraderie ; comme le soleil, vous aurez paru, voilà tout. »

Peut-être pourrait-on accuser ce témoignage de partialité, mais dans le camp adverse l'accueil fut le même. Le journal de Rennes qui représentait des idées opposées à celles de la famille Turquety fit de très bonne grâce l'éloge du poète. Dans le monde des lettres, l'opinion fut également favorable. Charles Nodier écrivait à l'auteur : « Vous êtes un poète de haute inspiration et de vrai talent. » Et en même temps, dans un article, il rapprochait ainsi Turquety de Lamartine.

..... C'est le digne Élisée du prophète, et on reconnait la double inspiration de son maître à la grandeur des sentiments comme à la constante élégance de la parole. Ce qui le distingue surtout, et pour s'exprimer comme on le fait aujourd'hui, ce qui le *spécialise* entre tous ses émules, c'est que sa poésie est animée par une foi pure et une conviction profonde. Ce n'est plus l'élan indéfini d'un spiritualisme admiratif qui honore Dieu dans ses œuvres, mais sans savoir précisément à quel Dieu inconnu il doit rapporter ses hommages ; c'est l'hymne exhalé aux autels du christianisme, et tel qu'il a été recueilli par Klopstock dans les concerts mêmes des anges. Nos muses modernes sont déistes, et c'est un immense progrès, après un long siècle de scepticisme absurde qui annonçait la fin des temps. Celle de M. Turquety est catholique, et ses chants peuvent se marier aux concerts des vierges et des prêtres ; et c'est là une réelle et incontestable originalité. Il nous semble qu'une haute destinée est réservée au jeune talent qui a marqué ainsi son point de départ et est allé pendre sa lyre aux murailles du sanctuaire.

La *Revue des Deux Mondes* ne pouvait être aussi sympathique à un recueil d'allure si franchement chrétienne. Cependant, elle formula le jugement suivant par la plume de Sainte-Beuve (1) : « Né dans cette province de Bretagne si féconde en poètes et en hommes fervents, M. Turquety est lui-même un poète de foi et de conviction. Ce n'est pas pour prendre un beau thème de chant qu'il consacre sa lyre au christianisme, c'est parce qu'il est fidèle et croyant. Comme art, l'exécution est pure, ferme, habile : le rythme a du développement et de l'harmonie. » Puis venait le coup de patte obligé du critique mondain : « Cette poésie a de la grandeur et du charme, mais on y voudrait plus d'orage, plus de traces de passion et de vicissitudes......, encore une fois la flamme de la passion n'a point passé par là. »

Eh oui, l'auteur d'*Amour et Foi* ignorait les déclarations brûlantes de l'amour coupable, mais c'est ce qui fait sa gloire, et nous ne lui en ferons pas un reproche. Nous redirons plutôt avec Mme Turquety écrivant

---

(1) *Sainte-Beuve*, voir n° 152 des *Contemporains*.

à son fils : « Que tu nous a fait de plaisir, en nous disant avec ce ton de bonne foi que tu préférerais manquer la vocation de grand poète plutôt que de la devoir à une mauvaise conduite! Je ne pense nullement comme ceux qui prétendent que pour arriver là, il faut avoir vécu..... Quand l'âme est souillée, il est impossible de faire du beau. »

Rien ne vaut ce témoignage d'admiration maternelle : c'est à cette pureté d'âme, à cette élévation de sentiments peu commune que nous devons le poète d'*Amour et Foi.*

V. « POÉSIE CATHOLIQUE » — DERNIER ADIEU A LA MENNAIS — VISITE A LAMARTINE — « HYMNES SACRÉES »

Amour et Foi avait définitivement orienté la poésie de Turquety; il était désormais le chantre du Christ, et, poursuivant le cours de sa sublime mission, il prépara un autre recueil encore plus conforme aux austères enseignements de la foi.

Poésie catholique fut le titre qu'il choisit; mais, avant de le lancer dans le public, il voulut le soumettre à ses amis, et partit pour Paris. Là, il rencontra son compatriote Brizeux, dont le talent s'affirmait, lui aussi, mais dans un genre plus facile. L'auteur de *Marie* eut pour Turquety des encouragements mêlés d'admiration : faisant allusion à l'inspiration élevée d'*Amour et Foi*, Brizeux envoya des vers à son nouvel ami :

Les yeux levés au ciel où sont les belles choses,
Un poète attendait qu'enfin son astre eût lui;
Alors les trois vertus descendirent vers lui,
Et leurs longs vêtements étaient bleus, verts et roses.
Elles avaient les bras l'un à l'autre enlacés,
Mais leur front était chaste et leurs regards baissés;
D'en haut elles disaient : « Je crois, j'espère, j'aime. »
Le poète écouta les trois mots à genoux.
De là viennent ses chants et si forts et si doux.....

On ne pouvait formuler un éloge plus délicat; Turquety en fut sincèrement reconnaissant à son compatriote. Un autre Breton était alors à Paris où il cachait sa chute et son désespoir : le philosophe de la Chênaie était tombé de toute la hauteur de son génie, et ses anciens amis venaient parfois faire entendre à sa porte un appel qu'il n'écoutait plus. Turquety regarda comme un devoir de se présenter; il fut reçu, mais pas une de ses paroles ne put toucher le cœur haineux du grand homme déchu, et le poète se retira le cœur navré. Rentré dans ses appartements, il composa ce dernier adieu à celui qu'il avait tant admiré et qu'il aimait encore :

Prends garde, La Mennais! Il est une heure étrange
Où l'homme épouvanté s'aperçoit que tout change,
Où ses pas sont plus lourds;
Où son âme qui flotte et regarde en arrière
Jette un œil effaré sur ces grains de poussière
Qu'on appelle des jours.

La Mennais, La Mennais, qu'est-ce, à cette heure austère,
Qu'est-ce que le génie, idole de la terre,
Merveille d'ici-bas?
Oh! si tu veux sonder, peser un nom célèbre,
Plonge ton œil d'aiglon dans cette heure funèbre,
Et puis tu répondras!

Tu répondras, mon père, et ta seule réponse
Sera de fuir l'abîme où ton orgueil s'enfonce;
Reviens, l'Église attend.
Reviens; pour remonter, achève de descendre,
Le pavé des autels n'aura pas trop de cendre
Pour ton front repentant.

Hélas! ce nouvel appel resta comme les autres sans réponse et sans succès. Ce furent les dernières relations de Turquety avec le philosophe de la Chênaie.

Lamartine, dont il se réclamait et qu'il n'avait pas encore eu l'occasion de voir de près, était à Paris. Turquety ne voulut pas manquer l'occasion de lui être présenté. Le chantre des *Méditations* et des *Harmonies* se trouvait alors plus préoccupé de sa situation politique que de son influence littéraire; malgré tout, il fut charmant pour l'auteur d'*Amour et Foi.* « Vous avez raison, lui dit-il, de faire des poésies purement catholiques. Oh! il y a là une place à prendre : elle vous convient à vous qui avez la foi. Moi, j'ai refusé d'entrer dans cette voie parce que je trouve les dogmes contestables. » Et le malheureux poète, déjà en proie aux préoccupations financières, ajouta avec quelque dépit : « Persistez : vous aurez un succès fabuleux; 40 000 exemplaires! 200 000 francs à gagner! Voyez-vous, le clergé m'en veut : il vous aime et vous poussera d'autant plus. L'abbé de Genoude m'a parlé de vous comme d'un dieu. Vous serez fort de l'antipathie que j'inspire et porté aux nues par les 30 journaux religieux que dévorent les abonnés

des paroisses. On me jettera votre nom à la tête..... »

Turquety se récriait, mais Lamartine s'exaltait de plus en plus : enfin, l'entretien se termina, et le disciple se retira avec la promesse de revenir souvent chez le maître tant que durerait son séjour à Paris.

Ainsi encouragé, Turquety décida sur-le-champ l'impression de *Poésie catholique* (1836). Dans une préface très nette et d'allure incisive, il déclarait que la France n'avait pas encore de poète catholique. « Il est temps que la foi et la poésie se lient entre elles par une communion indissoluble. Il faut que ces deux nobles sœurs, trop longtemps désunies, marchent désormais de front sous la même bannière, en invoquant la même parole, celle de l'Église, épouse du Christ. »

L'ensemble du recueil présentait un caractère d'austérité qui pouvait effrayer certains lecteurs, mais le poète consentait facilement à sacrifier le succès à l'intégrité de sa mission, et il ne voila rien des vérités les plus sévères du christianisme.

Quelques-uns, en effet, trouvèrent le tableau trop sombre, mais le grand public applaudit et salua une nouvelle maturité du talent. Lamartine, à qui Turquety avait fait hommage de son livre, lui répondit: « A des vers pareils, il faudrait des vers égaux, c'est-à-dire des vers sublimes, et je n'en sais plus faire, si j'en fis..... J'ai lu le volume, il répond à tout ce que je désirais et surpasse ce que je croyais exécuté. On ne peut plus vous prédire, mais vous assurer le succès. La gloire est plus haut, et celle-là, vous en êtes sûr aussi. »

Turquety reçut également des encouragements précieux de Mme Swetchine (1), cette femme d'une intelligence si haute, d'un cœur si large, et dont toute cette génération a gardé le si vivant souvenir. Turquety lui avait été présenté, et bien vite entre ces deux nobles âmes il s'était établi les relations les plus étroites. Le poète rennais traitait Mme Swetchine comme une mère, et il lui confiait les nombreuses défaillances de son cœur timide.

L'influence de Mme Swetchine et plus encore celle de Lamartine hâtèrent la publication d'un nouveau recueil de Turquety : *Hymnes sacrées*. « Il n'y a que vous et Soumet qui soyez capables d'écrire cet ouvrage, lui avait dit l'auteur des *Méditations*, et encore Soumet est trop vieux. »

Le nouveau volume parut au commencement de décembre 1838.

Dans une teinte moins triste et moins sévère que *Poésie catholique*, Turquety célébrait les fêtes et les solennités de l'Eglise et achevait sa trilogie religieuse et poétique. Cette fois, le monde des lettres fut unanime pour vanter la douceur et le charme du talent de l'auteur. Brizeux pleurait en lisant ces vers, et Reboul (1) s'écriait : « Ces nouvelles harmonies catholiques font revivre pour moi les admirables chœurs d'*Athalie*. »

Quoi de plus gracieux, en effet, que ce tableau de la Vierge et le cadre où elle vécut:

Il est à Nazareth, ville de Galilée,
Une demeure simple, une maison voilée,
Que l'étranger qui passe embrasse d'un coup d'œil;
Maison qui semble fuir tous les bruits de la terre,
Sous les rameaux charmants d'un palmier solitaire
Qui croît doucement sur le seuil.

Et dans cette maison, chère à la rêverie,
Il est une humble Vierge, une femme qui prie;
Son visage est empreint d'un calme solennel.
Elle baisse à moitié sa modeste paupière,
On lit sur son beau front que sa pure prière
Est un écho même du ciel.

Et cette autre strophe qui raconte les douleurs du Sauveur, manque-t-elle de souffle poétique?

L'Horeb s'est ébranlé jusque dans les nuages,
Les cèdres attentifs inclinent leurs feuillages,
Des frissons inconnus commencent à courir.
Cieux et terre, pleurez dans ce jour formidable,
Le Juste va tomber pour sauver le coupable,
L'Immortel va mourir!

Ces chants et d'autres semblables justifient les regrets de Reboul s'écriant encore : « Turquety a créé ce que j'avais rêvé: j'ai regretté, en le lisant, de n'être pas entré, comme lui, le premier dans cette belle et large voie qu'il a ouverte et où tant d'autres le suivront. »

---

(1) *Mme Swetchine*, voir n° 167 des *Contemporains*.

(1) *Reboul*, voir n° 355 des *Contemporains*.

M. de Genoude ouvrit à cette époque sa maison et les colonnes de la *Gazette de France* à notre poète. Pendant plus de deux ans, Turquety adressa à ce journal des études historiques et littéraires. Mais la prose lui convenait moins que la poésie, et cette collaboration cessa en septembre 1841.

Mentionnons, au mois de décembre 1840, la publication de *Primavera*. Le recueil était la simple réimpression des *Esquisses poétiques* de 1829, avec quelques poésies profanes en plus.

La gloire de Turquety n'avait rien à gagner à reproduire les premiers essais de sa Muse. Elle s'était élevée bien plus haut dans *Amour et Foi*, dans *Poésie catholique*, dans *Hymnes sacrées*.

VI. FLEURS A MARIE — DEUILS — DERNIÈRES ANNÉES — SÉJOUR A PARIS — MORT — ACTE DE FOI

De 1840 à 1845, Turquety, sans cesser complètement de composer, ne publia plus rien. Ses amis, et plus particulièrement Chateaubriand et Mme Swetchine, lui demandaient de couronner son œuvre par un grand poème; il accueillit l'idée, puis l'abandonna.

Le 22 février 1844, Turquety ferma les yeux à sa mère. Il demeura pendant de longs mois accablé sous le poids de sa douleur. « Je ne sais comment j'ai vécu, » écrivait-il en novembre à son fidèle ami Souvestre.

A plusieurs reprises déjà, on lui avait demandé un recueil d'hymnes à la Vierge. Un de ses admirateurs lui renouvela alors ce vœu. Le poète vit dans cette demande inattendue comme un appel mystérieux auquel il serait coupable de ne pas se rendre. Il trouva dans ce travail entrepris avec ardeur les premiers adoucissements à sa douleur.

Le nouvel ouvrage qu'il intitula : *Fleurs à Marie*, parut au printemps de 1845. Mme Swetchine en avait accepté la dédicace.

Un critique bien inspiré l'annonçait ainsi : « Son monument terminé, M. Turquety fait comme les ouvriers qui, la maison finie, placent un bouquet de fleurs au plus haut de la blanche façade; il compose des hymnes à la Vierge. » Ce n'était pas autre chose qu'un *Mois de Marie* poétique où la méditation religieuse de chaque jour était suivie d'une pièce gracieuse dans le genre de celle-ci.

> Mère du Christ, reine des anges!
> Oh! laisse tomber jusqu'à nous
> Cette auréole sans mélange
> Que nous demandons à genoux,
> Cette lumière intérieure
> Qui fait que la vie est meilleure
> Et le poids du siècle moins lourd·
> Lumière féconde en délices,
> Où le cœur boit à pleins calices
> Les ivresses d'un pur amour.

C'est de ce recueil que la *Revue de Paris* disait : « M. Turquety parle une langue harmonieuse, colorée, hardie, véhémente. Il y a des odes où la pensée jaillit de son âme émue avec une rare vigueur, des strophes qui se déploient avec un impétueux battement d'ailes; mais, tout près de là, l'élégie se montre en deuil et soupire avec une mollesse ionienne. »

Le poète était, en effet, à l'apogée de la vigueur de son talent : *Fleurs à Marie* fut le couronnement de sa tâche. Le public lettré le comprit et chercha à lui décerner la palme qu'il méritait : Turquety reçut la croix de chevalier de la Légion d'honneur (1847), et ses amis voulurent lui ouvrir les portes de l'Académie française. La mort de Chateaubriand et l'avènement de la république de 1848 firent échouer ce projet.

Le 9 octobre 1849, Turquety perdit son père. Ce nouveau coup brisa son âme et tarit en elle la source de l'inspiration poétique.

A partir de ce jour, le poète fut comme ces plantes qui soudain se dessèchent et dont la tige se replie en attendant le dépérissement complet. En vain Mme Swetchine essaya-t-elle de ranimer cette langueur : elle usa de toute son influence pour trouver à son protégé une situation près d'elle. Turquety avait convoité un poste de conservateur dans une bibliothèque dans la capitale; c'était une fonction tout à fait en rapport avec ses goûts et ses aptitudes. Le

ministre fut intéressé à cette affaire, et il semble qu'il eût suffi de quelques démarches du postulant pour arriver à un résultat; le poète, au caractère de plus en plus timide, ne put se résigner à les faire, et il resta accablé par son deuil et sa solitude.

Mme Swetchine s'appliqua davantage à épargner à l'âme du poète, « ouverte à tous les nobles sentiments, si bien douée à tant d'égards, les fâcheux contre-coups d'une nature physique débile et mal équilibrée.

» La lutte (nous laissons ici parler l'historien de Turquety) l'épouvantait, l'obstacle l'irritait et le décourageait facilement, il avait l'oreille à tous les bruits, et si, dans le concert des voix qui parlaient de lui, il saisissait quelques-unes de ces méchancetés qu'il faut prévoir et mépriser, ou même quelque propos peu bienveillant, il éprouvait au cœur une souffrance aiguë et se croyait poursuivi par une inexorable fatalité.

» L'élever jusqu'à la région sereine, au-dessus des impressions mobiles de chaque jour, l'arracher à ses inquiètes susceptibilités, à ses timides et ombrageuses défiances, à ses maladives désespérances, fut la préoccupation » de Mme Swetchine. Selon les circonstances, elle lui fit entendre le langage d'une douce affection ou celui d'une ferme autorité. Voici une de ses lettres :

Je ne puis tolérer en silence vos âpres désolations. Qu'est-ce donc que ce langage tout païen d'une malédiction qui vous poursuivrait, du désespoir toujours prêt à s'emparer de vous! Mon cher ami, est-ce là être chrétien? N'est-ce pas là tout désavouer à la fois? Je sais que ce n'est pour vous qu'une forme donnée à votre impression, que le fond n'en est pas atteint; mais croyez-le bien néanmoins, l'âme souffre de ces états de l'imagination, et c'est uniquement la rectitude dans le chrétien qui fait vivre la piété. Au milieu de beaucoup de peines, Dieu n'a-t-il pas déversé sur vous mille biens? N'avez-vous pas votre admirable talent que le calme et le travail assidu augmenteraient encore? Croyez-le, rien n'est si ingrat que la douleur dans son excès; elle est ou la négation ou l'oubli de tant de grâces dont Dieu a composé notre vie.

Le poète était sincèrement reconnaissant à celle qu'il appelait sa seconde mère, et il lui adressait mille remerciements. Entre autres la poésie suivante :

Vous avez la tendresse immense
De celle qui voulait souffrir,
Et qui, lasse de l'existence,
Mourait de ne pouvoir mourir

Thérèse, Augustin, chastes âmes,
Incomparables en ardeur,
D'où vient qu'avec toutes vos flammes,
Vous revivez dans un seul cœur?

D'où vient cette grâce infinie,
D'où vient cette exquise bonté,
Et ce langage de génie
Dans sa noble simplicité?

Oh! c'est que la foi sans mélange
Donne à tout un éclat nouveau,
Et que la femme devient ange
Sur les pas du céleste Agneau.

On sait que le coup d'État du 2 décembre 1851 avait divisé les catholiques français. Turquety l'acclama comme un acte sauveur et félicita Montalembert d'y être également favorable. « Jusqu'ici, dit son historien, Turquety n'aurait commis qu'une erreur de jugement en matière politique : s'il se trompait, c'était en nombreuse compagnie. Il eût dû s'arrêter là. Malheureusement, son goût pour l'absolu le rendit bien autrement aveugle..... Après quelques mois d'un travail mystérieux, il partit pour Paris à la fin d'avril 1852, et ses amis apprirent qu'il publiait un poème héroï-comique, dans le genre du *Lutrin*, sur les événements de décembre : *Les Représentants en déroute*. On comprendra facilement quel éclat produisit cette nouvelle dans le cercle des anciennes relations du poète, surtout à Rennes..... Lorsque la fièvre d'imagination sous l'empire de laquelle Turquety avait écrit ce poème fut calmée, il s'aperçut de sa faute, et, dès ce moment, ne parla plus du malencontreux ouvrage. Mais le mal était fait. »

Cependant la vie était devenue pour Turquety un fardeau trop pesant, il comprit que, seul, il ne pourrait jamais en supporter le poids. Il y avait à Rennes une jeune fille de bonne famille, Mlle de Gâcon, qui, en maintes circonstances, lui avait témoigné de l'intérêt; il lui demanda de venir partager sa solitude. Le mariage fut célébré le 23 juin 1852.

Turquety avait toujours désiré habiter à

Paris : son talent et sa gloire y eussent gagné sans doute, mais il ne pouvait se résigner à se séparer de ceux qu'il aimait. Aujourd'hui, aucun lien ne le retenait plus à Rennes; les deux époux vinrent donc se fixer définitivement à Passy.

Les quinze années que dura ce séjour, Turquety les passa à combattre la maladie qui envahissait de plus en plus sa nature nerveuse, ébranlée au contact de mille émotions; les médecins lui défendirent tout travail et jusqu'à la lecture.

Alors, on vit ce malheureux poète se prendre de passion pour ces livres qu'on lui interdisait; ne pouvant les ouvrir, il passait son temps à les considérer, à en admirer le frontispice, la reliure; n'étant plus homme de lettres, il devint bibliophile. Les quelques folies que lui permettaient les débris d'une petite fortune, il les consacrait à l'achat d'éditions rares, surtout des poètes du XVIe siècle, pour lesquels il avait un attrait particulier. A ses heures de santé, il voulut même les faire mieux connaître du public, et il écrivit dans le *Bulletin du Bibliophile* plusieurs articles sur Joachim du Bellay, Maclou de la Haye, Fagault et Olivier de Magny (de 1860 à 1867).

De temps à autre, à longs intervalles, il se permettait encore la composition de quelque œuvre poétique, mais le souffle en était plus court, l'inspiration plus pénible, on sentait l'effort, et lui-même était le premier à le constater. « Le temps de chanter est passé, disait-il, » ce qui ne l'empêchait pas de parler de la poésie et de donner des conseils aux jeunes poètes qui se réclamaient de son patronage.

Tous ses amis étaient morts : Souvestre en 1854, Mme Swetchine et Béranger (1) en 1857, Brizeux en 1858. Les infirmités l'avertissaient des acheminements de la mort.

Au reste, le terme prochain de ses jours ne l'effrayait pas; à quelqu'un qui lui parlait de sa jeunesse, il répondait qu'il serait bien ennuyé d'avoir à la recommencer. A cet égard, il avait toujours été d'une philosophie facile : « Je suis comme la chèvre, je broute où le sort m'a attaché, et je ne désire ni un autre enclos, ni une autre herbe. » Par moment, cependant, on l'entendit exprimer le regret de n'être pas mort jeune.

Pour un poète, en effet, n'y a-t-il pas quelque douleur à connaître les jours où l'aube ne sourit plus, où la flamme s'est éteinte, où la vie de l'homme se prolonge encore, alors que celle du poète agonise?...

« A l'approche de sa fin, il voulut rester seul en face de Dieu et de son éternité : aucun étranger ne fut plus admis auprès de lui que le prêtre, qui, sur sa demande, lui administra les derniers sacrements. Le Christ qu'il avait chanté fortifia son âme défaillante, et son agonie se termina sans souffrances, le 18 novembre 1867, à 5 heures du soir. »

La dépouille mortelle du poète fut transportée à Rennes, suivant le désir exprimé dans ses vers :

Amis, n'exilez pas ma cendre!
Confiez ma dépouille au sol de mes aïeux.

L'année suivante, comme de sa tombe, sortait un nouveau recueil. C'était comme le testament littéraire du plus catholique des poètes de ce siècle, et il avait pour titre : *Acte de Foi*, œuvre posthume. La main pieuse d'un ami avait cueilli, parmi les pièces inédites, cette dernière gerbe, fleurs d'un coloris pâle, mais d'un parfum encore suave.

Le Vivier. LOUIS DUMOLIN.

BIBLIOGRAPHIE

SAULNIER, *Vie d'un Poète, Ed. Turquety*, 1 vol. — SAINTE-BEUVE, *Premiers lundis*, t. II. — *Œuvres de T.* 5e édit. Paris, 1857, précédée d'une étude sur l'auteur, par EMILE SOUVESTRE. — GAMBER, *Les Poètes de la Foi au XIXe siècle*. — EDMOND BIRÉ, *Correspondant*, oct. 1885. — LABITTE, *Revue des Deux Mondes*, février 1839. — DESPLACE, *Revue de Paris*, janvier 1841.

(1) *Béranger*, voir n° 253 des *Contemporains*.

LES CONTEMPORAINS

NIEPCE ET DAGUERRE



NIEPCE (1765-1833)

I. UN COUP D'ŒIL EN ARRIÈRE

Vers le xve siècle, trois savants Italiens, un Bénédictin du nom de Gapnutio, Léonard de Vinci, le doyen des peintres de la Renaissance, et un physicien napolitain, Jean-Baptiste Porta, reconnurent, chacun de leur côté, que, si l'on perce un *très petit trou* dans le volet d'une chambre bien close, on obtient, sur un écran placé à l'intérieur, la reproduction exacte de toutes les vues environnantes avec des dimensions réduites ou agrandies selon les distances.

Peu après, Porta imagina la chambre obscure ou *chambre noire* actuelle. Dans cet espace étroit venait se peindre avec une fidélité et une précision extraordinaires le spectacle changeant, les aspects variés du paysage extérieur.

Mais ces tableaux si parfaits n'étaient qu'une fugitive empreinte qui s'évanouissait avec la clarté du jour. Trois siècles durant, on les considéra d'un œil d'envie avec le regret de n'en pouvoir fixer la trace éphémère; le petit nombre de physiciens qui, dans ce long intervalle, avaient essayé d'aborder un tel sujet, avaient reculé tout aussitôt, effrayés et comme honteux de leur audace. C'était là un rêve destiné à prendre place parmi les conceptions extravagantes d'un Wilkins ou d'un Cyrano de Bergerac.

Tout espoir semblait donc à jamais perdu quand, tout à coup, vint à circuler un bruit étrange. Deux hommes s'étaient rencontrés, qui avaient résolu le problème de fixer les dessins de la chambre noire : ces hommes (on l'a deviné) étaient Niepce et Daguerre.

II. NICÉPHORE NIEPCE (1765-1833)

LES DEUX FRÈRES — ENFANCE — JEUNESSE

Nicéphore Niepce est le premier en date à inscrire dans l'histoire de la photographie.

Né à Chalon-sur-Saône, le 7 mars 1765, Joseph-Nicéphore Niepce était fils de Claude Niepce, écuyer, intendant du duc de Rohan-Chabot, et receveur des consignations au bailliage de Chalon; sa mère était la fille d'un célèbre avocat, nommé Barault.

Nicéphore avait un frère aîné, Claude, qui lui fut toujours attaché par les liens de la plus solide amitié; leurs travaux, leurs méditations furent si étroitement liés, qu'il est impossible de séparer ces deux intelligences rivées l'une à l'autre par la plus belle affection fraternelle.

L'union des frères Niepce rappelle celle des deux Montgolfier; on va les voir marcher côte à côte dans le chemin de la vie, la main dans la main.

Joseph-Nicéphore Niepce et son frère Claude, rapporte un de leurs historiens, furent élevés avec un soin tout particulier et une grande sollicitude par leur père, qui leur donna en outre pour précepteur un homme fort instruit, le respectable abbé Montangerand. Ce sage maître sut unir et développer en eux *la piété et la science.* Les deux frères firent de grands et rapides progrès dans la connaissance des langues, des sciences et des belles-lettres. Élevés avec amour, sous les yeux de leurs parents, ces enfants, doués d'un caractère doux, timide, savaient se suffire à eux-mêmes et ne se livraient pas aux jeux et aux amusements habituels des enfants de leur âge. Ils semblaient nés pour les luttes de l'esprit et de l'intelligence.

Nicéphore et Claude employaient les heures de la récréation à construire de petites machines de bois, munies de roues, d'engrenages, avec le seul secours de leurs couteaux. Ces machines fonctionnaient fort bien à la grande joie de leurs auteurs : elles produisaient les mouvements ascendents et descendants d'une grue (1).

Nicéphore, dans sa jeunesse, manifesta un goût particulier pour les choses religieuses. Sa famille, consciencieuse, ne voulut pas l'en détourner. Aussi le vit-on revêtir l'habit ecclésiastique. Le 10 mars 1792, Nicéphore l'échangea contre le costume militaire.

La Révolution avait déjà commencé.

Le 10 mai 1792, il fut admis en qualité de sous-lieutenant *au régiment de Limousin,* plus tard *42e régiment de ligne.* Le 16 floréal de l'an I, le jeune Niepce est nommé lieutenant au 2e bataillon de la 83e brigade. Bientôt il part avec sa compagnie pour la Sardaigne et fait la campagne de Cagliari. La même année (1793), il figure dans les rangs de l'armée d'Italie, dont il partage les glorieux exploits. Le 18 ventôse an II, il est attaché à l'état-major de l'adjudant général Frottier.

Il se trouvait à Nice lorsqu'il fut atteint d'une maladie épidémique qui sévissait sur l'armée et les habitants de la ville, et qui affecta gravement sa vie. Là, grâce aux soins intelligents de la maîtresse de la maison où il habitait, Mme Roméro, grâce au dévouement de la fille de celle-ci, Mlle Marie-Agnès, il recouvra la santé. Mais le jeune lieutenant s'était épris de la fille de son hôtesse; il lui demanda sa main et l'épousa, le 17 thermidor de l'an II.

La maladie qui l'avait frappé modifia sa constitution. Niepce fut obligé de quitter la carrière militaire, et, le 21 brumaire, il donna sa démission d'officier.

Après son mariage, Niepce demeura à Nice. Au mois de janvier 1795, lors du renouvellement des autorités de cette ville, il fut nommé, par les représentants du peuple, commissaire de la Convention, *administrateur du district de Nice.* Mais sa santé chancelante l'obligea à se démettre de cette nouvelle fonction. Il loua à Nice, près du village de Saint-Roch, une maison de campagne et s'y installa avec sa femme et son frère Claude.

Ce dernier était un très habile mécanicien; de son côté, Joseph-Nicéphore avait l'esprit tourné vers les études scientifiques. Les deux frères firent comme avaient fait, avant eux, les deux Montgolfier : ils mirent en commun leurs idées, leur bourse, leurs espérances, pour se lancer à la poursuite d'inventions mécaniques.

(1) FR. VICTOR FOUQUE, *La Vérité sur l'invention de la photographie.* Paris, 1867.

III. PREMIÈRES INVENTIONS — LE PYRÉOLOPHORE — LA MACHINE « HYDRO-STATIQUE » — LE PASTEL — LA SÉPARATION

C'est pendant leur séjour à Saint-Roch que les deux frères conçurent la première idée d'une machine qu'ils nommaient *pyréolophore* dans laquelle, l'air brusquement chauffé, puis refroidi, devait produire les effets de la vapeur. C'était le principe des *machines à air chaud* ou *machines d'Ericsson*, sur lesquelles l'attention des mécaniciens s'est reportée d'une manière décisive.

Se trouvant mal à l'aise dans un pays étranger pour eux, ils revinrent tous deux à Chalon, leur ville natale. Là, pendant plusieurs jours, ils firent marcher un bateau, mû par leur nouvel appareil, sur les eaux de la Saône, ainsi que sur l'étang de Batterey, près de la maison de campagne des inventeurs, située à Saint-Loup de Varennes.

Cette machine fut l'objet d'un rapport flatteur, adressé à l'Académie des sciences, par Carnot.

Voici la fin de ce rapport : « Les commissaires pensent donc que la machine proposée sous le nom de *pyréolophore* par MM. Niepce est ingénieuse, qu'elle peut devenir très intéressante par ses résultats physiques et économiques, et qu'elle mérite l'approbation de la classe. »

Plus tard, le gouvernement impérial mit au concours les plans d'une machine hydraulique destinée à remplacer celle de Marly, qui élevait les eaux de la Seine jusqu'à Versailles; les deux Niepce ne manquèrent pas d'envoyer un modèle de pompe, aussi simple qu'ingénieux, qu'ils nommaient *hydro-statique*, et qui renfermait un *marteau d'eau*, comme le *bélier hydraulique* de Montgolfier. Et ce nouveau système, comme le *pyréolophore*, leur mérita les éloges de l'Institut.

On voit que les frères Niepce avaient le sentiment des grandes choses. Sous l'Empire, pendant le blocus continental, le gouvernement fait appel aux savants, pour remplacer l'*indigo* par le *pastel*. Cette dernière plante indigène, qui porte le nom de *pastel* (*Isatis tinctoria*), peut remplacer l'indigo, matière tirée des Indes, et qui, alors, manquait totalement, par suite de l'interruption des relations commerciales avec l'étranger. Les frères Niepce, en 1811, s'adonnèrent à la culture, en grand, du *pastel*, et contribuèrent ainsi à jeter les bases de cette nouvelle culture. « La culture du *pastel-indigo*, dit M. Fouque, a laissé de nombreuses traces dans ce qui constituait autrefois le domaine Niepce, aux Gras, commune de Saint-Loup de Varennes. Les jardins de la résidence de cette famille, les champs, voire même les fossés de la grande route, sur une étendue de plusieurs kilomètres, renferment des plants de *pastel*, soit par groupes plus ou moins nombreux, soit par plants isolés, et qui se reproduisent naturellement sans culture depuis plus d'un demi-siècle. »

De 1813 à 1816, les deux frères entreprirent, avec la culture du pastel, l'extraction du sucre de betterave.

Mais l'heure de la séparation était arrivée. En mars 1816, Claude quitte Chalon, et part pour Paris dans l'espoir d'y faire adopter son *pyréolophore* qu'il avait tant à cœur. Ayant malheureusement échoué dans toutes les démarches, il abandonne Paris pour s'installer définitivement à Kiew (près de Londres), où il n'obtient pas plus de succès auprès des Anglais.

Séparés par les événements et la distance, les deux frères échangent constamment entre eux une correspondance assidue dont M. Fouque a fait un éloge mérité.

IV. LA SOLITUDE ET LE TRAVAIL — TATONNEMENTS — LA PHOTOGRAPHIE NAISSANTE

Demeuré seul, Niepce reprit assidument la suite de ses travaux.

Possédant une fortune qu'on peut évaluer à 15 000 livres de revenu, il vivait avec une grande aisance des produits de sa terre dans sa maison de campagne *des Gras*, près de Chalon. C'est là qu'il passa

dix années de sa vie laborieuse, poursuivant en silence le grand problème de la fixation des images de la chambre noire.

C'est vers 1815 que Nicéphore Niepce songea pour la première fois à obtenir des images par l'action chimique de la lumière sur des substances impressionnables. Il fut mis sur la voie de ce genre de recherches par l'invention de la lithographie qui, découverte en Allemagne par Senefelder, avait été importée en France, en 1814, par M. de Lasteyrie, et avait obtenu un succès inouï. Nicéphore suivit le courant de l'enthousiasme général; il se passionna pour la lithographie et sut apprendre seul à en utiliser les moyens.

En réfléchissant sur le principe de la lithographie, Niepce osa penser qu'il ne serait peut-être pas impossible d'aller encore plus loin. Dans ces curieuses productions qui étonnaient et qui charmaient l'Europe, le génie de Senefelder avait banni la main du graveur et laissé au seul dessinateur l'exécution du travail; Niepce rêva d'exclure à son tour la main du dessinateur même et de demander à la nature seule tous les frais de l'opération.

Trop éloigné de Paris, il ne pouvait se procurer des appareils et des pierres; aussi, à leur défaut, résolut-il d'en confectionner lui-même.

Mais n'obtenant point par les pierres qu'il utilisait le résultat désiré, il les remplaça par des planches d'étain poli, et y grava de la musique; il essayait sur ces planches divers vernis de sa composition, puis il appliquait dessus des gravures qu'il avait préalablement vernies, afin d'en rendre le papier transparent, et il exposait ensuite le tout à la lumière de la fenêtre de sa chambre. Voilà le commencement, bien imparfait, de l'*héliographie*.

Une fois lancé sur la pente de la découverte, Nicéphore Niepce continue ses travaux avec l'acharnement, la persévérance dont l'inventeur seul semble avoir le monopole. Mais il est assez difficile de connaître la suite et l'enchaînement des tentatives de Niepce pour fixer les images des objets extérieurs par l'action de la lumière. On n'en trouve les traces que dans la correspondance qu'il entretenait avec son frère Claude, établi à Kiew; mais, comme dans cette correspondance, Nicéphore Niepce s'abstenait avec soin de nommer les substances dont il faisait usage, dans la crainte que ses lettres ne tombassent entre les mains de quelque indiscret, il est très difficile aujourd'hui de ressaisir les anneaux perdus de cette chaîne d'expériences.

Nous voyons dans les lettres de Nicéphore Niepce, publiées par M. V. Fouque, que l'infatigable chercheur commença par faire usage du chlorure d'argent, c'est-à-dire qu'il suivit les traces de Charles et Wedgwood, mais que bientôt il abandonna ces substances impressionnables pour en chercher d'autres.

Il copiait des estampes en soumettant à l'action de la lumière cette estampe rendue transparente par un vernis, et l'appliquant sur la substance impressionnable, préalablement étalée, en couches minces, sur une planche d'étain. Bientôt il ne tarde pas à recourir à la chambre noire, mais il est seul, dans un pays éloigné de tout centre scientifique, il faut qu'il s'ingénie à fabriquer lui-même ce qui lui manque. Il se fait menuisier et opticien, façonne lui-même ses chambres obscures, ses appareils, et, pour se reposer de ses labeurs, il prend la plume et ouvre son cœur à son cher Claude.

Le 12 avril 1816, il écrivait :

Je profite du peu de temps que nous avons à passer ici pour faire faire une espèce d'œil artificiel qui est tout simplement une petite boîte carrée de six pouces de chaque face, laquelle sera munie d'un tuyau susceptible de s'allonger et portant un verre circulaire. Je ne pourrais sans cet appareil me rendre complètement raison de mon procédé. Je m'empresserai de t'informer du résultat de l'expérience que je compte faire lorsque nous serons de retour à Saint-Loup.

Mais, en arrangeant la lentille dans cette boîte, il cassa son objectif. Il écrivait donc à son frère, le 22 du même mois.

Je comptais faire hier l'expérience dont je t'ai parlé; mais j'ai cassé mon objectif dont le foyer était le mieux assorti aux dimensions de l'appa-

reil. J'en ai bien un autre, mais qui n'a pas le même foyer; ce qui nécessitera quelques petits changements dont je vais m'occuper. Ce retard ne sera pas long, et bien sûrement j'aurai le plaisir de te mander dans une prochaine lettre le résultat que j'aurai obtenu. Je souhaite, sans trop l'espérer, qu'il justifie l'intérêt que tu veux bien me témoigner à ce sujet.

Il écrivait ensuite, le 5 mai 1816, la lettre suivante qui est un document précieux pour l'histoire de la photographie :

Lorsque mon objectif fut cassé, ne pouvant plus me servir de ma chambre obscure, je fis un œil artificiel avec le baguier d'Isidore, qui est une petite boîte de 16 à 18 lignes en carré. J'avais heureusement les lentilles du microscope solaire qui, comme tu le sais, vient de notre grand-père Barault. Une de ces petites lentilles se trouva précisément du foyer convenable; et l'image de l'objet se peignait d'une manière très nette et très vive sur un *champ* de 16 lignes de diamètre.

Je plaçai l'appareil dans la chambre où je travaille, en face de la volière, et les croisées ouvertes. Je fis l'expérience d'après le procédé que tu connais, mon cher ami, et je vis sur le papier blanc toute la partie de la volière qui pouvait être aperçue de la fenêtre, et une légère image des croisées qui se trouvaient moins éclairées que les objets extérieurs. On distinguait les effets de la lumière dans la représentation de la volière et jusqu'au châssis de la fenêtre. Ceci n'est qu'un essai encore bien imparfait; mais l'image des objets était extrêmement petite. La possibilité de peindre de cette manière me paraît à peu près démontrée; et si je parviens à perfectionner mon procédé, je m'empresserai, en t'en faisant part, de répondre au tendre intérêt que tu veux bien me témoigner. Je ne me dissimule point qu'il y a de grandes difficultés, surtout pour fixer les couleurs; mais avec du travail et beaucoup de patience, on peut faire bien des choses. Ce que tu avais prévu est arrivé. Le fond du tableau est noir, et les objets sont blancs, c'est-à-dire plus clairs que le fond.

Quelle était la substance impressionnable sur laquelle Niepce recevait l'image de la chambre obscure? on l'ignore, mais il est certain qu'il obtenait déjà par la lumière de véritables impressions à *effet lumineux inverse;* c'est-à-dire des plaques sur lesquelles les tons blancs de la nature étaient représentés par des noirs et les ombres accusées, au contraire, par des clairs. C'est ce qui ressort de la lettre suivante adressée à son frère, *le 19 mai 1816*.

Je m'empresse de répondre à ta lettre du 14, que nous avons reçue avant-hier et qui nous a fait un bien grand plaisir. Je t'écris sur une simple demi-feuille, parce que la messe ce matin, et ce soir une visite à rendre à Mme de Mortenil, ne me laisseront guère de temps, et, en second lieu, pour ne pas trop augmenter le port de ma lettre, à laquelle je joins deux gravures faites d'après le procédé que tu connais. La plus grande provient du baguier et l'autre de la boîte dont je t'ai parlé, qui tient le milieu entre le baguier et la grande boîte. Pour mieux juger de l'effet, il faut se placer un peu dans l'ombre; il faut placer la gravure sur un corps opaque et se mettre contre le jour.

Cette espèce de gravure s'altérerait, je crois, à la longue, quoique garantie du contact de la lumière par la réaction de l'acide nitrique, qui n'est pas neutralisé. Je crains aussi qu'elle ne soit endommagée par les secousses de la voiture. Ceci n'est encore qu'un essai; mais si les effets étaient un peu mieux sentis (ce que j'espère obtenir) et surtout si l'ordre des teintes était interverti, je crois que l'illusion serait complète.

Ces deux gravures ont été faites dans la chambre où je travaille, et le champ n'a de grandeur que la largeur de la croisée. J'ai lu dans l'abbé Nollet que, pour pouvoir représenter un plus grand nombre d'objets éloignés, il faut des lentilles d'un plus grand foyer, et mettre un verre de plus au tuyau qui porte l'objectif.

Je vais m'occuper de trois choses : 1° de donner plus de netteté à la représentation des objets; 2° de transposer les couleurs; 3° et enfin, de les fixer, ce qui ne sera pas le plus aisé. Mais comme tu le dis fort bien, nous ne manquons pas de patience, et, avec de la patience, on vient à bout de tout.

Par ces mots *transposer les couleurs,* il faut probablement entendre « rétablir les véritables tons de la nature », c'est-à-dire obtenir, au lieu d'une image négative, une image positive, représentant les ombres et les clairs tels qu'ils sont dans la nature.

Le 28 du même mois, Joseph-Nicéphore envoyait à son frère Claude quatre plaques métalliques portant des impressions produites par la lumière. Après avoir obtenu ces impressions lumineuses, Nicéphore songea à transformer ses plaques en planches propres à la gravure. Il espérait arriver à ce résultat en les attaquant par un faible acide, c'est-à-dire en imitant le procédé employé pour obtenir les pierres lithographiques ou les planches métalliques destinées au tirage des gravures en taille-douce.

Le nom de la substance dont Niepce faisait usage restera peut-être encore longtemps inconnu, car il n'est jamais prononcé explicitement dans les lettres que nous avons citées. Mais, quoi qu'il en soit, cette substance ne devait sans doute pas le satisfaire, car nous allons le voir faire des essais photographiques avec des matières nouvelles qu'il fait connaître à son frère, et qui sont d'abord le chlorure de fer, ensuite l'oxyde noir de manganèse.

Le 16 juin 1816, il écrivait à son frère :

.....J'avais lu qu'une solution alcoolique de muriate de fer, qui est d'un beau jaune, devenait blanche au soleil, et reprenait à l'ombre sa couleur naturelle. J'ai imprégné de cette solution un morceau de papier que j'ai fait sécher : la partie exposée au jour est devenue blanche, tandis que la partie qui se trouvait hors du contact de la lumière est restée jaune. Mais cette solution, attirant trop l'humidité de l'air, je ne l'ai plus employée, parce que le hasard m'a fait trouver quelque chose de plus simple et de meilleur.

Un morceau de papier couvert d'une ou de plusieurs couches de rouille ou safran de Mars et exposé aux vapeurs du gaz acide muriatique oxygéné devient d'un beau jaune jonquille, et blanchit mieux et plus vite que le précédent. Je les ai placés l'un et l'autre dans la chambre obscure, et cependant, l'action de la lumière n'a produit sur eux aucun effet sensible, quoique j'aie eu soin de varier la position de l'appareil. Peut-être n'ai-je pas attendu assez longtemps, et c'est ce dont il faudra encore m'assurer; car je n'ai fait qu'effleurer la matière.

Je croyais aussi comme toi, mon cher ami, qu'en mettant dans la boîte optique une épreuve bien marquée sur un papier teint d'une couleur fugace, ou recouvert de la substance que j'emploie, l'image viendrait se peindre sur ce papier avec ses couleurs naturelles, puisque les parties noires de l'épreuve étant plus opaques, intercepteraient plus ou moins le passage des rayons lumineux; mais il n'y a eu aucun effet de produit. Il est à présumer que l'action de la lumière n'est point assez forte, que le papier que j'emploie est trop épais, ou que, étant trop couvert, il offre un passage insurmontable au passage du fluide; car j'applique jusqu'à six couches de blanc. Tels sont les résultats négatifs que j'ai obtenus; heureusement qu'ils ne prouvent encore rien contre la bonté de l'idée, et qu'il est même permis de revenir là-dessus avec quelque espoir de succès.

Je suis aussi parvenu à décolorer l'oxyde noir de manganèse, c'est-à-dire qu'un papier peint avec cet oxyde devient parfaitement blanc lorsqu'on le met en contact avec le gaz acide muriatique oxygéné. Si, avant qu'il soit tout à fait décoloré, on l'expose à la lumière, il finit par blanchir en très peu de temps; et, lorsqu'il est devenu blanc, si on le noircit légèrement avec ce même oxyde, il est encore décoloré par la seule action du fluide lumineux. Je pense, mon cher ami, que cette substance mérite d'être soumise à de nouvelles épreuves, et je compte bien m'en occuper sérieusement.

Mais ces nouvelles tentatives n'amenaient à aucun résultat.

Pendant près d'une année, Niepce paraît occupé d'autres travaux, car ce n'est que dans une lettre du 20 avril 1817 que l'on trouve signalée la reprise des travaux *héliographiques,* comme les appelle déjà le physicien de Chalon. Dans cet intervalle, il avait essayé d'appliquer sur la pierre d'autres substances, entre autres le chlorure d'argent, mais il n'avait rien pu obtenir. Il s'adressa alors à des matières organiques, c'est-à-dire à la résine de gaïac, qui, exposée à la lumière, par une cassure récente, prend en quelques heures une couleur verte. Bientôt, mécontent de cette substance, il s'adresse au phosphore, corps simple, qui, exposé à la lumière, noircit. Mais, au bout de trois mois, il annonce à son correspondant l'insuccès définitif de ses expériences avec le phosphore dans la lettre suivante, datée du 28 juillet 1817.

Mes expériences les plus importantes sur le phosphore n'ont pas réussi; je n'ai pu parvenir jusqu'ici à fixer avec cette substance l'image des objets à l'aide de l'appareil dont tu sais que je me servais. Je crois qu'il y a une grande différence, ainsi que je l'ai observé, entre les corps qui retiennent la lumière en l'absorbant et ceux qu'elle ne fait qu'altérer en changeant ou modifiant leur couleur. Au reste, je n'ai pas encore assez varié mes expériences pour me regarder comme battu, et je ne me décourage point.

Il ajoute dans une autre lettre .

Tu sais que le phosphore ne m'a fourni que des résultats peu satisfaisants ; son emploi, d'ailleurs, est dangereux, et une forte brûlure que je me suis faite à la main n'a pas peu contribué à me dégoûter entièrement de ce perfide combustible.

Je vais donc reprendre mes expériences, et je ne manquerai pas de t'instruire du résultat, bon ou mauvais, que j'aurai obtenu.

Ici s'arrêtent les documents qui peuvent éclairer l'histoire des travaux photographiques de Nicéphore Niepce. Et dans un intervalle de neuf ans (1817-1826), on n'a pu trouver une seule lettre relative à ses expériences; mais il est certain que l'illustre et laborieux inventeur n'a jamais abandonné ses travaux. En 1826, il s'arrête définitivement au *bitume de Judée*, matière résineuse, qui, soumise à l'action combinée de l'oxygène de l'air et de la lumière, blanchit notablement en même temps qu'elle devient indissoluble dans l'essence de lavande, où elle se dissolvait auparavant. Quand on la place au foyer de la chambre noire, l'image qui s'y dessine apparaît en traits blanchâtres. Nicéphore Niepce, en possession de ce fait qu'il avait enfin conquis au prix des plus patients travaux, reproduisait les estampes par l'action de la lumière, et fixait d'une manière fugitive l'image de la chambre noire.

Mais ce genre de reproduction de gravures n'offrait qu'un simple caractère de curiosité scientifique; le grand problème, c'était la fixation de l'image dans la chambre noire. Niepce jeta les bases de la solution. Il plaçait au foyer de la chambre noire une plaque d'étaine ouverte d'une couche de bitume de Judée.

La lumière blanchissait la résine dans la partie qu'elle frappait de ses rayons, et modifiait sa substance en la rendant insoluble dans l'essence de lavande. La plaque d'étain impressionnée était plongée dans l'essence de lavande; ce carbure liquide dissolvait seulement le bitume que n'avait pas atteint la lumière; on obtenait ainsi une photographie où les clairs correspondaient aux clairs, et les ombres aux ombres.

Ces dessins métalliques, on le conçoit, n'avaient qu'une valeur médiocre, ils étaient mous, pâles, ternes. Entre les mains de Niepce, l'art naissant de l'*héliographie* devait en rester là; l'inventeur, après dix ans d'efforts, avait accompli son œuvre, œuvre capitale, immense, si l'on songe qu'elle a été créée de toutes pièces et pour ainsi dire sans ressources.

Ainsi, malgré ses longs efforts, Niepce ne fit donc qu'entrevoir la photographie. Les résultats qu'il obtint n'étaient que les préludes de la grande découverte de la photographie. C'était l'embryon de l'art et *non l'art lui-même*. C'est donc à tort que des écrivains ont voulu enlever à Daguerre la part de gloire qui lui revient dans l'invention de la daguerréotypie pour la reporter uniquement sur le nom de Niepce. Saluons en celui-ci une intelligence d'élite, accordons-lui les marques d'admiration qui lui sont dues, mais ne séparons pas son nom de celui de son futur associé, Daguerre. L'inventeur du diorama n'eût rien fait peut-être sans un prédécesseur, mais il dépassa de beaucoup l'œuvre de Niepce. Si Daguerre ne conquit son Amérique que lorsqu'un homme lui montra du doigt le chemin qu'il fallait suivre, il eut du moins la gloire de parcourir jusqu'au bout cette route hérissée de barrières et d'entraves.

V. UNE HISTOIRE

Tandis qu'au fond de sa province et dans sa tranquille maison de campagne des bords de la Saône, Nicéphore Niepce cherchait péniblement et sans y parvenir à tirer la photographie de ses langes, un autre expérimentateur poursuivait, de son côté, la même voie et était parvenu, à la même époque, à un résultat important.

Le nom de cet inventeur est resté inconnu par les circonstances suivantes :

A cette époque, tout le monde connaisnaissait l'opticien Charles Chevalier. Sa boutique était située sur le quai de l'Horloge.

Un jour (en 1825), comme Chevalier était seul, il voit entrer un jeune homme, mal vêtu, timide comme la misère. Le jeune homme désirait connaître le prix d'une des nouvelles chambres obscures que Charles Chevalier venait de construire, en remplaçant l'objectif ordinaire par un objectif à ménisque convergent.

Le prix qui lui fut demandé fit pâlir le visiteur, car si son désir était grand de se

procurer le précieux appareil optique, ses goussets étaient absolument vides.

En sa qualité de marchand, Chevalier ne songea pas une minute à offrir à crédit la chambre obscure à un pauvre diable, dont l'extérieur plaidait peu en faveur de sa solvabilité. Néanmoins, il demanda au jeune homme ce qu'il voulait faire d'une chambre noire.

Je suis parvenu, lui répondit l'inconnu, à fixer sur le papier l'image de la chambre obscure. Mais je n'ai qu'un appareil grossier, une espèce de caisse de bois de sapin garnie d'un objectif, et qui me sert à obtenir des vues de l'extérieur. Je voudrais me procurer votre nouvelle *chambre noire* à prisme, afin de continuer mes essais avec un appareil optique plus puissant et plus sûr.

En entendant ces mots, Chevalier crut que son interlocuteur était fou, car notre opticien considérait la fixation de l'image de la chambre noire comme une utopie et un rêve..... Toutefois, il demanda au jeune homme une preuve de ses essais et de son résultat. Pour toute réponse, celui-ci tira de sa poche un vieux portefeuille, l'ouvrit et prit une feuille qu'il plaça sur la vitrine de l'opticien. « Voilà ce que je puis obtenir », dit-il avec simplicité.

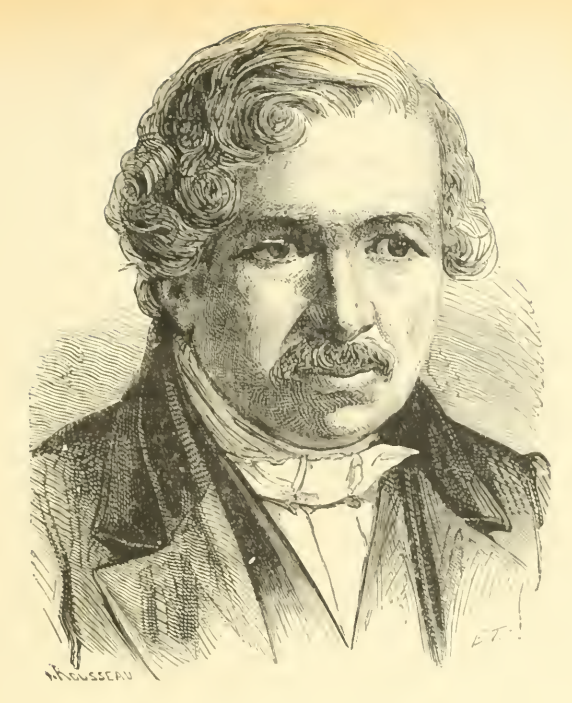
Charles Chevalier regarda et fut au comble de la surprise; il avait sous les yeux une vue de Paris, aussi nette que l'image de la chambre noire. Ce n'était ni un dessin, ni une peinture; on eût dit l'ombre de cheminées, de toits avec le dôme des Invalides.

Chevalier questionna le jeune homme, qui, tirant de sa poche un liquide noirâtre, lui dit : « Vous avez sous les yeux la liqueur avec laquelle j'opère » ; puis il donna à l'opticien les indications nécessaires pour réussir. Malheureusement, Chevalier n'obtint aucun succès, aussi remit-il bientôt la fameuse bouteille à un peintre, alors célèbre, de Paris, *Daguerre*, en lui racontant la visite de l'inconnu et les choses merveilleuses qu'il avait apprises de lui. Daguerre emporta la fiole, mais tous ses essais échouèrent. « Le secret, disait-il plus tard, n'était pas dans la bouteille. »

Mais il est temps de faire plus ample connaissance avec Daguerre.



LA MAISON DE DAGUERRE



DAGUERRE (1787-1851)

I. DAGUERRE

Louis-Jacques-Mandé Daguerre, était né en 1787, tout près de Paris, à Cormeilles-en-Parisis. Ses premières études furent négligées, comme celles de tous les hommes de cette époque pleine d'agitations. Lorsqu'il fut arrivé à l'âge où l'on cesse d'être un enfant, ses parents le laissèrent maître de se choisir une profession. Comme il ressentait une véritable vocation pour la peinture, il s'y livra avec ardeur. Dès sa jeunesse, aussitôt qu'un crayon avait pu tenir entre ses doigts, il s'était signalé par une facilité extraordinaire. Il excellait à retracer avec vérité les effets les plus difficiles de la perspective la plus audacieuse. C'est pour cela qu'il se voua à la peinture théâtrale. Il entra donc chez Dégotti, qui était chargé des décors du grand Opéra, mais l'élève ne tarda pas à dépasser le talent de son maître.

II. LE DÉCORATEUR L'INVENTION DU DIORAMA

Jusqu'à Daguerre, l'art des décorations théâtrales était demeuré dans un véritable état d'enfance. L'agencement des couleurs produisait seul les effets désirés, mais bien modestes. Daguerre, le premier, résolut de substituer un nouveau procédé à l'ancien. Il eut recours à de grands tableaux de fond, peints avec recherche et avec étude, où pouvait se représenter tout un paysage, tout un vaste panorama. Et par les artifices d'un puissant éclairage distribué avec art, il parvint à donner à ces vues panoramiques une valeur jusqu'alors complètement inconnue.

C'est au théâtre de l'Ambigu-Comique, à l'Opéra, que Daguerre se fit remarquer pour la première fois. La lune mobile du *Songe;* le soleil tournant de la *Lampe merveilleuse;* l'effet de nuit du *Vampire;* le décor du second acte de Calas, du Belvédère, des Machabées, etc....., firent une révolution dans l'art de la peinture théâtrale. Les chroniques théâtrales, les gazettes ne parlaient plus que de ces admirables perfectionnements, et le nom de Daguerre volait de bouche en bouche, emporté par la renommée si retentissante à Paris, quand elle célèbre surtout les plaisirs du public.

Mais tous ces succès, loin d'enorgueillir Daguerre, lui servent de stimulant; il rêve

de nouveaux triomphes, et, malgré la dissipation de la vie parisienne, il n'oublie jamais que le travail et la constance sont deux LEVIERS capables de *soulever de grands résultats*.

Il a sans doute à lutter contre l'entraînement des plaisirs, car son tempérament est ardent, son esprit semble léger et fantaisiste. Élevé au milieu des ateliers, des théâtres, Daguerre était d'une nature gaie, joyeuse, un véritable gamin de Paris. Excellent danseur, il avait la passion de l'art. Il aimait à se mêler pendant les répétitions, et même les représentations de l'Opéra, aux groupes chorégraphiques, et plus d'une fois, on put l'admirer sans que son nom fût sur l'affiche. Il paraissait *incognito* dans les féeries; il dansait par amour de l'art, et recueillait pour son plaisir les applaudissements de la salle. D'une agilité peu commune, les exercices du corps lui étaient familiers. Il excellait dans les culbutes, les tours de force et d'acrobatie, et aimait à faire son entrée dans un salon d'artiste ou dans une réunion intime la tête en bas, les jambes en l'air, en marchant sur ses mains.

Tout cela n'avait pas empêché Daguerre de passer maître. Le rapin d'hier était devenu l'élu de la vogue parisienne, et ses prochains succès n'allaient pas diminuer cet engouement. Daguerre s'associa à un peintre, aujourd'hui oublié, « mais qui fut un moment le rival d'Horace Vernet ». C'était Bouton. Cette union dans le travail donna pour résultat « le diorama ».

Le 1er juillet 1822, la foule se précipitait avec avidité vers un nouvel établissement parisien, installé dans les jardins de l'hôtel Samson, derrière le boulevard Saint-Martin. Quelques personnes privilégiées, qui avaient pu en jouir par avance, avaient raconté les surprises merveilleuses.

C'étaient d'immenses toiles, d'un fini d'exécution parfait, et qui représentaient la nature avec une prodigieuse vérité. Ce qui excitait surtout l'étonnement des spectateurs, c'était le changement graduel des scènes, qui semblaient pour ainsi dire se fondre les unes dans les autres, et qui se succédaient sans interruption appréciable.

On entrait, et l'on se voyait, par exemple, dans la vallée de Sarnen, en Suisse. Un instant après, grâce à un simple changement dans la manière d'éclairer le tableau, changement dont le spectateur n'avait aucunement conscience, on se trouvait en face d'une chapelle aux vitraux gothiques, dont la cloche tintant avec régularité invitait à la prière.

On contemplait ensuite une tranquille vallée de la Suisse, la *vallée de Goldau*, où dormait un lac paisible, où des sapins couronnaient comme d'un diadème de verdure les maisonnettes d'un humble village. Puis, au milieu de ces riantes scènes, tout à coup le ciel s'assombrissait, des nuages épais apparaissaient, le firmament prenait la teinte d'un ciel orageux; une terrible secousse ébranlait la montagne, et l'avalanche roulait impétueusement, s'abattait sur le malheureux village et couvrait la moitié du lac de ses débris.

Une autre fois, c'était la basilique de Saint-Pierre qui se montrait aux spectateurs, et qui, disparaissant, faisait place à une vue de la campagne romaine.

La perfection de tous ces tableaux était poussée si loin que, plus d'une fois, on vit un spectateur jeter contre la peinture des boulettes de papier pour s'assurer si l'espace était devant lui ou si c'était une simple toile.

Un fait intéressant et à citer, c'est le *diorama*, exécuté par Daguerre dans l'église de Bry-sur-Marne. Cette modeste église mesure environ 30 à 35 mètres de longueur. Le chœur est terminé, par le maître-autel séparé du fond de l'église par un espace vide qui compte 2m,50.

Il ressort de là que cette église se terminait un peu brusquement pour la vue.

Daguerre résolut de corriger ou d'atténuer cette rudesse de forme. Il eut l'ingénieuse idée de peindre, sur le mur qui se trouvait derrière le maître-autel, une nef d'église. Cette nef est composée dans le style ogival de la Renaissance; la perspective, admirablement ménagée, fait croire

au spectateur que l'autel n'est plus qu'au milieu de l'église, et, que, derrière lui, commence une nouvelle église, beaucoup plus belle, naturellement, que la modeste église de Bry. Pour faire la jonction nécessaire entre l'église réelle et l'église imaginaire, le premier plan du tableau de Daguerre représente deux piliers en pierre blanche, qui s'élèvent à droite et à gauche de la composition. Sur ces deux piliers sont peints en grand relief des objets destinés à faire illusion.

Tous ces objets sont peints avec une admirable perspective qui trompe le spectateur. Si celui-ci, s'éloignant du tableau, vient s'asseoir dans la nef, il croit positivement voir une église double de la grandeur réelle et d'une décoration artistique. L'illusion est absolue, de quelque côté que l'on se place dans l'église.

Daguerre a laissé d'autres souvenirs du même genre à Bry; par le même procédé, et à l'aide de moyens naturels, il allongeait son parc comme il avait allongé l'église.

III. L'ASSOCIATION AVEC NIEPCE

Le succès du diorama ne suffisait pas à Daguerre, il fallait à cet esprit actif et ambitieux une fortune plus brillante encore. Il faisait un usage constant de la chambre noire pour certaines études d'éclairage de son diorama. Cent fois il s'était écrié en contemplant les tableaux de la nature colorée et vivante qui se reflétaient sur la glace dépolie de sa chambre obscure : « Ne réussira-t-on jamais à fixer des images aussi parfaites ? »

Tous ses instants de loisir, il les consacrait à étudier les procédés et moyens physiques ou chimiques capables de fixer les images qu'il voyait dans son appareil. Il fréquentait assidument l'atelier et la boutique de Charles Chevalier.

«Il était rare, dit Chevalier, qu'il ne vint pas une fois par semaine à notre atelier. Comme on le pense bien, le sujet de la conversation ne variait guère, et si parfois l'on se laissait aller à une digression, c'était pour revenir bientôt avec une ardeur nouvelle à la disposition de la chambre obscure, à la forme des verres, à la pureté des images. »

Par une coïncidence étrange, ou plutôt providentielle en faveur de la photographie, la boutique de l'opticien Chevalier devait être le théâtre des tentatives photographiques. C'était déjà chez Charles Chevalier que s'était présenté ce fameux inconnu dont nous avons plus haut raconté l'*histoire*. Ce fut encore dans cette même boutique que Daguerre connut les travaux de Niepce, avec lequel il devait, plus tard, contracter une association ayant pour but la poursuite de leurs œuvres respectives.

Le peintre parisien, qui se flattait de parvenir à fixer les images de la chambre noire, ne connaissait pas l'existence de l'officier en retraite qui s'occupait du même problème dans sa maison de campagne des bords de la Saône.

Ce fut Chevalier qui les mit en rapport.

Un jour, Daguerre vint chez Charles Chevalier, tout rayonnant de joie : « J'ai réussi, dit-il, j'ai saisi, enchaîné la lumière. J'ai fixé l'image de la chambre obscure. »

Malgré ces exclamations enthousiastes, Daguerre aurait été fort en peine de prouver ce qu'il avançait. Et, aux yeux de Chevalier, ce n'était qu'une exaltation de chercheur. Néanmoins, il crut devoir avertir Daguerre, lui faire part des recherches de Niepce et l'inviter à se mettre en rapport avec cet heureux émule.

Daguerre n'aimait pas les conseils.

Pendant plusieurs jours, il continua ses expériences, mais ses tentatives furent vaines encore. Il n'obtint aucun des résultats désirés et espérés. C'est alors seulement qu'il se décida à écrire à Niepce.

Malgré les ouvertures certainement très sincères que Daguerre fit à Niepce, ce dernier fut plein de défiance, mais il ne faut pas s'en étonner, vu les excessives réserves dont il faisait preuve dans sa correspondance sur ce sujet avec son frère. Les provinciaux de bonne roche nourrissent de grandes défiances à l'égard des Parisiens :

« Bon, disait Nicéphore Niepce, voilà un de ces Parisiens qui veut me tirer les vers du nez. » Il se décida à répondre à Daguerre, mais il le fit avec toute la circonspection d'un homme qui craint de compromettre son secret (1).

Cet échange de correspondance eut lieu vers les 25 et 26 janvier 1826. La réponse ne dut pas beaucoup satisfaire Daguerre car plus d'un an s'écoula sans qu'il jugeât nécessaire de revenir à la charge.

Cette seconde fois, il écrivit d'une manière plus pressante et en termes plus explicites. Il annonça à Niepce qu'il s'occupait de la fixation des images de la chambre noire; il ajouta qu'il était parvenu, après de grands efforts, à des résultats importants, quoique bien imparfaits. Il sollicitait un échange mutuel de secrets dans les procédés obtenus de part et d'autre

LE DIORAMA

Devant cette insistance, et sans abandonner sa prudente réserve, Nicéphore Niepce, en homme bien avisé, commença par demander à Paris des renseignements sur Daguerre. Dans le *post-scriptum* d'une lettre qu'il écrivit à Lemaître, graveur habile de Paris, le 2 février 1827, il exprima le désir d'avoir l'opinion de ce maître sur Daguerre. La réponse de Lemaître, qui fut extrêmement favorable, décida Niepce.

Voici sa lettre (chef-d'œuvre de laconisme et de prudence) :

Monsieur,

J'ai reçu hier votre réponse à ma lettre du 25 janvier 1826. Depuis quatre mois, je ne travaille plus; la mauvaise saison s'y oppose absolument. J'ai perfectionné d'une manière sensible mes procédés pour la gravure sur métal; mais les résultats que j'ai obtenus ne m'ayant pas encore fourni d'épreuves assez correctes, je ne puis satisfaire le désir que vous me témoignez. Je dois sans doute le regretter plus pour moi que pour vous, Monsieur, puisque le mode d'application auquel vous vous livrez est tout différent et vous promet un degré de supériorité que ne comporterait pas celui de la gravure; ce qui ne m'empêche pas de vous souhaiter tout le succès que vous pouvez désirer.

Daguerre ne fut pas précisément satisfait de cette réponse : il espérait recevoir une

(1) *Histoire du daguerréotype*, Astier, Paris, 1841, p. 21.

des épreuves de Niepce et découvrir peut-être son secret. Ce fut sans doute pour provoquer l'envoi d'une des épreuves désirées qu'au mois de mars suivant, il fit hommage à Niepce d'un dessin à la sépia, terminé par un procédé qui lui était particulier. C'est une sorte de dessin appelé dessin-fumée, qui se vendait alors chez Alphonse Giroux.

Niepce ne voulut pas rester en retard, et, comme une prévenance en vaut une autre, il adressa à Daguerre une petite caisse contenant une planche d'étain gravée par les procédés héliographiques. Cet envoi ne pouvait mettre le chercheur parisien sur la voie des travaux du physicien de Chalon, car le prudent Nicéphore avait eu soin de laver l'épreuve de telle façon qu'il était impossible de trouver la moindre trace de bitume de Judée, substance utilisée et considérée comme essentielle par Niepce, dans ses différents travaux. C'était donc tout simplement une planche d'étain, sur laquelle il avait transporté l'empreinte d'une gravure, *la Sainte Famille*, et qu'il avait ensuite légèrement attaquée par l'eau-forte, pour en faire une planche de taille-douce. Mais il s'était empressé de faire disparaître de cette planche le bitume de Judée qui avait servi à recevoir l'empreinte de la lumière à travers les blancs de l'estampe à reproduire.

En adressant à Daguerre cet échantillon de ses produits, Niepce manifesta le désir, assez naturel, de connaître les résultats des travaux de son correspondant sur le même sujet, mais rien ne lui fut envoyé.

Un événement devait bientôt mettre en présence les deux inventeurs. Au mois d'août 1827, Niepce reçut une affligeante nouvelle : son frère Claude, résidant à Kiew, était gravement malade. Nicéphore se hâta de partir avec sa femme pour l'Angleterre; des retards imprévus l'obligèrent à prolonger son séjour à Paris. Il en profita pour aller trouver Daguerre et le graveur Lemaître.

Une lettre qu'il écrivit à la suite de cette entrevue à son fils Isidore nous donne d'intéressants détails. La conversation dura trois heures et roula sur le même sujet intarissable pour ces deux hommes.

Niepce admira le diorama de Daguerre qu'il félicita chaleureusement. Ce qui se dégage aussi de la lecture de cette lettre, trop longue pour être insérée ici, c'est la persistance de Daguerre à croire que Niepce était plus avancé que lui dans les recherches sur la photographie, tandis que Niepce constatait une différence absolue entre ses propres travaux et ceux de Daguerre.

Niepce passa en Angleterre. Pendant son séjour près de son frère, à Kiew, il fit la connaissance d'un physicien très instruit, membre de la Société royale de Londres, sir Francis Barier, qui l'engagea à présenter ses travaux sur l'héliographie à cette Société savante. (Cette découverte consiste à reproduire spontanément, par l'action de la lumière, avec des dégradations de teinte de noir au blanc, les images reçues dans la chambre obscure.) Mais Niepce ne voulut pas révéler ses secrets, et cette Société n'accepte rien des auteurs qui tiennent cachés leurs procédés.

Niepce repassa par Paris et se présenta chez Daguerre; mais il n'emporta que le regret de n'avoir rien acquis sur ses travaux.

IV. LE CONTRAT D'ASSOCIATION. LA DÉCOUVERTE — MORT DE NIEPCE

Cependant, la correspondance ne fut pas interrompue entre eux. Daguerre assurait avoir trouvé un procédé pour la fixation des images, procédé tout différent de celui de Niepce, il parlait aussi d'un perfectionnement apporté à la chambre obscure.

Séduit par cette assurance, Niepce proposa à Daguerre de s'associer à lui pour s'occuper en commun des perfectionnements que réclamait son invention.

Après de longs pourparlers, Daguerre se rendit à Chalon. Là, un traité fut passé entre eux, le 14 décembre 1829.

En voici quelques passages :

« ..... M. Niepce, désirant fixer par un

moyen nouveau, sans avoir recours à un dessinateur, les vues qu'offre la nature, a fait des recherches à ce sujet. De nombreux essais constatant cette découverte en ont été le résultat. Cette découverte consiste dans la reproduction spontanée des images reçues dans la chambre noire.

» M. Daguerre (après entente) offre à M. Niepce de s'adjoindre à lui pour parvenir à ce perfectionnement, et de s'associer pour retirer tous les avantages possibles de ce nouveau genre d'industrie.

» Statuts : ARTICLE PREMIER. — Il y *aura* entre MM. Niepce et Daguerre, *Société* sous la *raison de commerce Niepce-Daguerre*, pour coopérer au perfectionnement de ladite découverte, inventée par M. Niepce et perfectionnée par M. Daguerre.

» ART. 2. — La durée de cette Société sera de dix années..... En cas de décès de l'un des deux associés, la découverte restera toujours publiée sous les deux noms désignés dans l'article premier.

» ART. 3. — Aussitôt après la signature du contrat, M. Niepce confiera à M. Daguerre, sous le sceau du secret, tout ce qu'il sait se rattachant au but de leur entreprise.....

» ART. 4. — M. Daguerre s'engage, sous certaines peines désignées, à garder le secret sur les travaux de M. Niepce, et à coopérer, autant qu'il lui sera possible, au perfectionnement de la découverte.....

» ...ART 6. — M. Daguerre devra confier à son tour ce qu'il sait sur la découverte à M. Niepce. »

Suivent une dizaine d'articles relatifs au fonctionnement matériel de la Société.

D'après ce document, Niepce et Daguerre s'engageaient donc à se révéler mutuellement leurs procédés, à poursuivre leur œuvre en commun et à apporter des améliorations à leurs méthodes.

Il est à remarquer que dans l'association des deux chercheurs, Daguerre n'apporta rien et Niepce peu de chose.

Daguerre demeura quelques jours à Chalon. Niepce répéta devant lui ses expériences. Quand Daguerre eut vu fonctionner l'appareil de Niepce, quand il fut bien initié au secret de cet art nouveau, il revint à Paris, résolu de travailler sans trêve ni relâche jusqu'au moment où le succès aurait couronné ses efforts.

Tout à coup, dit Charles Chevalier, Daguerre devint invisible! Renfermé dans un laboratoire qu'il avait fait disposer dans les bâtiments du Diorama, où il résidait, il se mit à l'œuvre avec une ardeur nouvelle, étudia la chimie, et pendant deux ans environ, vécut presque continuellement au milieu des livres, des matras, des cornues et des creusets. J'ai entrevu ce mystérieux laboratoire, mais il ne me fut jamais permis ni à moi ni à d'autres d'y pénétrer.

La première découverte de Daguerre, ce fut l'impressionnabilité de l'iodure d'argent par la lumière. Niepce avait fait usage de l'iode, pour essayer de noircir le fond de ses plaques métalliques. Le hasard révéla à Daguerre la propriété dont jouit l'iodure d'argent de se modifier promptement sous l'action de la lumière. Un jour, il laissa, par mégarde, une cuiller d'argent sur une plaque métallique recouverte d'iodure d'argent; quelle ne fut pas sa stupéfaction quand il enleva la cuiller, d'en voir l'image nettement *empreinte* sur la surface iodurée!

Cette observation fut un trait de lumière. A partir de ce moment, Daguerre abandonna l'ancien procédé au bitume de Judée et lui substitua l'iodure d'argent. Une fois entré dans la voie des découvertes, il visa au perfectionnement, et, grâce à son opiniâtreté dans le travail, il parvint à des résultats appréciables.

La photographie était créée. Daguerre n'avait pas manqué d'écrire régulièrement à son associé. Mais il n'était pas réservé à Niepce de connaître le perfectionnement inattendu apporté à sa méthode primitive. Il mourut d'une congestion cérébrale, à Chalon, le 5 juillet 1833, à l'âge de soixante-neuf ans. Il fut enterré dans le cimetière du village de Saint-Loup de Varennes.

La tombe, dit M. Fouque, est surmontée à l'un des bouts, du côté de la tête, d'une croix de pierre grise unie; elle est, comme les autres tombes voisines, enfouie au milieu des grandes herbes qu'il nous a fallu écarter, afin de pouvoir lire et copier l'épitaphe, devenue presque illisible.

V. RECHERCHES ET TRAVAUX DE DAGUERRE — IL CÈDE SON INVENTION A L'ÉTAT — ARAGO ET LA SÉANCE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Daguerre avait perdu son associé; seul, il restait pour continuer la tâche qu'il avait

résolu de mener à bonne fin, en dépit des difficultés sans nombre. L'incident que nous avons signalé précédemment avait été le point de départ de la découverte. Daguerre sut tirer parti de ce fait pour la formation des images photographiques. Il tenait dans ses mains le fil qui devait le conduire dans le labyrinthe de ses recherches.

Toutefois, ce ne fut qu'au bout de deux années, entièrement consacrées au travail, que Daguerre imagina enfin l'admirable méthode, qui devait immortaliser son nom.

En 1835, Daguerre présenta au fils de Nicéphore, Isidore Niepce, les perfectionnements qu'il avait réalisés, et déclara qu'il était temps d'exploiter la découverte de l'héliographie. Un acte additionnel fut écrit à la suite du traité, dont nous avons cité quelques passages. Deux ans après, en 1837, Daguerre et Isidore Niepce signèrent un véritable acte d'association, stipulant la manière dont on procédera à l'exploitation de la découverte.

La souscription fut ouverte, en effet, le 15 mars 1838. Mais le public incrédule ne répondit pas à l'appel qui lui était adressé. On ne put réunir aucun fonds.

Alors les associés se décidèrent à céder leur invention à l'État. C'était le meilleur moyen de sauvegarder l'invention; un brevet n'eût pas suffi, car dès que les principes auraient été connus, chacun eût pu s'en servir.

Daguerre s'adressa à plusieurs savants, mais il s'ouvrit d'une façon plus particulière à Arago, à qui il révéla, sous le sceau du secret, toutes les opérations. L'illustre astronome fut saisi d'un véritable enthousiasme, à la vue des épreuves obtenues devant lui par Daguerre. Le créateur de l'héliographie avait trouvé son avocat.

Grâce à l'entremise d'Arago, Daguerre fut mis en rapport avec le ministre de l'Intérieur, Duchâtel. Daguerre demandait 200 000 francs pour la cession de ses procédés photographiques et le secret d'exécution de son diorama. Le ministre offrit, au lieu de la somme, l'intérêt viager de 200 000 francs, c'est-à-dire une rente de 10 000 francs. Cet arrangement fut accepté. Par ce traité, Daguerre recevait une pension annuelle de 6 000 francs pour sa découverte photographique et pour ses procédés relatifs au diorama. Quant à Isidore Niepce, il devait recevoir une pension annuelle et viagère de 4 000 francs, pour les procédés de son père. Tout cela était bien modeste, en échange des travaux et des secrets des inventeurs.

Le 15 juin 1839, le ministre de l'Intérieur présenta à la Chambre, au sujet de la nouvelle découverte, un projet de loi, précédé de l'*Exposé des motifs*.

Le ministre exposa brièvement les avantages innombrables qui allaient découler de cette découverte aussi utile qu'inespérée.

Les sciences et les arts en seraient les bénéficiaires privilégiés, les dessinateurs et les peintres, les graveurs, les voyageurs et les archéologues comme les naturalistes, chacun devait se réjouir de cette invention..

Puis le ministre concluait : « Dans une circonstance aussi exceptionnelle, il appartient au gouvernement d'intervenir. C'est à lui de mettre la société en possession de la découverte dont elle demande à jouir dans un intérêt général, sauf à donner aux auteurs de cette découverte le prix ou plutôt la récompense de leur invention, laquelle portera le titre de *Récompense nationale*. »

La loi fut votée par acclamation.

Arago, en sa qualité de secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, fut chargé de communiquer à la docte assemblée la description des procédés du daguerréotype. C'était le nom qui, à dater de ce jour, fut consacré à la merveilleuse découverte.

Le 10 août 1839, fut une belle journée dans l'histoire des compagnies savantes. L'Académie des beaux-arts s'était réunie, pour cette circonstance exceptionnelle, à l'Académie des sciences. Sur les bancs réservés au public, se pressait tout ce que Paris renfermait d'hommes éminents dans les sciences, dans les lettres, dans les beaux-arts. Tous les yeux étaient fixés sur Daguerre, qui, dans sa modestie, fuyait ces innombrables regards, et semblait vouloir

se dérober à un triomphe que le grand Arago avait pris sous son patronage.

Les journaux donnèrent le compte rendu de la séance solennelle de l'Académie, expliquant plus clairement le procédé du *daguerréotype*. Les boutiques des opticiens furent assiégées. On voyait partout, dans la capitale, des chambres obscures, juchées sur les balcons des maisons, des objectifs braqués dans les promenades, devant les monuments. Quelles joies innocentes! quelles ravissantes angoisses! mais quels désappointements cruels, lorsque, après un quart d'heure de mortelle attente, on retirait la plaque sensible de la chambre noire et l'on ne trouvait qu'un ciel couleur d'encre ou des murailles en deuil!

La méthode était simple et précise, mais elle exigeait cependant une certaine pratique de manipulations délicates, et il fallut quelque temps pour que de bons opérateurs pussent en tirer profit.

Quoi qu'il en soit, le chemin était ouvert. Les efforts coalisés de savants chercheurs devaient perfectionner la découverte au degré où nous la voyons maintenant.

VI. RETRAITE ET MORT DE DAGUERRE

Daguerre, peu après ses triomphes, s'était retiré dans une maison de campagne à Bry-sur-Marne, recevant par intervalles la visite de quelques savants désireux de connaître l'auteur d'une découverte qui avait fait si promptement le tour du monde. Son diorama avait été consumé par un incendie en 1839. Dès lors, il s'était consacré tout entier à l'art nouveau qu'il venait de créer.

La vente de son brevet en Angleterre et la pension qu'il recevait du gouvernement lui donnaient une honnête aisance, dont il jouissait avec le calme d'un sage. Il composa pour l'église de Bry ce tableau dont nous avons parlé plus haut. Ce peintre de théâtre avait voulu, pour son dernier ouvrage, peindre une église de hameau, hommage touchant fait à Dieu par le génie de l'homme.

Daguerre mourut à Bry-sur-Marne, le 10 juillet 1851. Sa mort passa assez inaperçue en France. Seulement, la Société des beaux-arts fit décider l'érection d'un monument à la mémoire de Daguerre.

Ce mausolée modeste fut inauguré le 4 novembre 1852, dans le petit cimetière de Bry. Une grille en fer entoure un socle de granit, servant de piédestal à un pilastre tumulaire. A la partie inférieure un médaillon reproduit les traits de l'artiste. Sur l'une des faces du piédestal on lit :

A DAGUERRE
LA SOCIÉTÉ LIBRE DES BEAUX-ARTS
MDCCCLII

La cérémonie de l'inauguration de ce monument se fit solennellement et sous les auspices de la Société des beaux-arts.

De l'église, où fut célébré un service funèbre pour l'âme de l'illustre défunt, le cortège se rendit processionnellement au cimetière, escorté de quelques Congrégations religieuses du voisinage et du clergé paroissial en habits sacerdotaux. Quand le cortège fut arrivé dans le cimetière, et après une cérémonie religieuse, le secrétaire de la Société des beaux-arts lut un éloge de Daguerre.

Voilà le seul hommage public qui ait été accordé à l'inventeur de la photographie.

Un témoignage touchant lui a été rendu en Amérique. A New-York, les photographes, sur l'annonce de la mort de Daguerre, portèrent pendant quinze jours, en signe de deuil, un crêpe au bras; puis ils réunirent *50 000 francs* par souscription pour élever un monument à sa gloire. Cette noble initiative contraste avec notre indifférence.

Faut-il que tant de trop fameuses illustrations nationales aient aujourd'hui leur statue, tandis que l'inventeur de la photographie est oublié de la France ou du moins de cette ville de Paris, aux portes de laquelle il a vu le jour?

Troyes. AGNÉTUS CÉCILIUS.



ALEXANDRE DE BATTENBERG, PRINCE SOUVERAIN DE BULGARIE (1857-1893)

I. LA BULGARIE ET LE TRAITÉ DE BERLIN — L'ASSEMBLÉE DE TIRNOVO — ARRIVÉE DU PRINCE ALEXANDRE DE BATTENBERG

Un peuple renaissant de ses cendres après une mort de plusieurs siècles, voilà, sous une image un peu usée, toute l'histoire moderne de la Bulgarie. Toutefois, au lieu de l'ancienne Bulgarie unitaire, appuyée sur le Danube et sur les deux mers, la Bulgarie moderne était scindée par le Congrès de Berlin, en trois tronçons : la partie septentrionale, resserrée entre le Danube et les Balkans, prenait le nom de « principauté de Bulgarie » : elle avait l'autonomie politique, mais restait tributaire de la Turquie;

le prince de Bulgarie devait être « librement élu par la population et confirmé par la Porte avec l'assentiment des grandes puissances ». La partie méridionale, qui s'étendait au sud des Balkans, mais s'arrêtait à mi-chemin de l'Archipel, avec 750000 âmes de population, formait la « province de Roumélie orientale » ; elle restait sous l'autorité politique et militaire du sultan avec une simple autonomie administrative ; elle avait un gouverneur chrétien nommé par la Porte, avec l'assentiment des puissances, pour une durée de cinq ans. Enfin, en Macédoine, un million de Bulgares devaient rester directement soumis au sultan, exposés à toutes les misères qui accompagnent la condition des raïas. On ne saurait imaginer avec quelle sollicitude jalouse la diplomatie se plaît à réserver pour l'avenir des prétextes à révolutions.

Pendant la période d'occupation des troupes russes et durant les négociations du Congrès, le prince Dondoukof-Horsakof avait été investi, à titre de commissaire impérial, des pouvoirs nécessaires pour administrer la Bulgarie. Une fois le traité signé, il devait résigner son mandat entre les mains d'un gouvernement régulier, et substituer à une administration provisoire un état de choses définitif. Le 22 février 1879, s'ouvrit à Tirnovo l'Assemblée des notables bulgares, chargée d'élaborer le statut organique et la loi, préliminaire obligé de l'élection d'un souverain. Cette Constituante comprenait 233 membres. En avril, après 27 séances régulières, cette assemblée termina la constitution bulgare.

La constitution votée, restait à régler le tournoi des aspirants à la couronne de Bulgarie. L'opération n'allait pas sans difficulté : on devait contenter la Russie sans blesser l'Autriche ni l'Angleterre, puissances ombrageuses de leur nature. Les candidats sérieux étaient au nombre de trois : le prince de Reuss, ambassadeur d'Allemagne à Vienne ; le prince danois Waldémar, frère du roi de Grèce ; le prince Alexandre de Battenberg, neveu de l'empereur de Russie.

Le 28 avril, l'Assemblée des notables fut solennellement close, afin de faire place à l'Assemblée législative spécialement élue par le peuple pour procéder au choix d'un souverain. Le lendemain, 29 avril, les députés, au nombre de 250, se réunirent dans la salle des séances. Le prince Dondoukof déclara, au nom de son gouvernement, qu'aucun sujet russe ne pouvait être élu. Dès que le commissaire impérial eut disparu, l'Assemblée se forma en Comité secret sous la présidence de Mgr Anthime, à qui ses quatre-vingt-deux ans attribuaient cet honneur. Lecture fut donnée de la liste des candidats. Au nom du prince Alexandre de Battenberg, des députés répondirent par une acclamation : des vivats répétés couvrirent la voix d'une minorité hostile. Nul doute aujourd'hui que l'éclatant succès du jeune prince ait été dû surtout aux liens de parenté qui l'unissaient à la famille impériale de Russie et à la désignation discrète de l'empereur Alexandre II.

Le nouvel élu, né le 5 avril 1857, appartenait à la maison de Hesse-Darmstadt. Le czar, s'étant pris d'affection pour lui, l'emmena en Russie ; lorsque, en 1878, éclata la guerre russo-turque, il attacha son protégé à l'état-major général russe. Le jeune officier sut se rendre digne de cette confiance par la plus brillante conduite. Quand Gourko, au début de la campagne, pousse une pointe hardie sur les Balkans, Alexandre est à ses côtés ; quand ce même Gourko s'élance jusqu'à Hayadjik pour couper les communications d'Andrinople avec Philippopoli, Alexandre l'accompagne encore. Il se distingue de même à la bataille de Nova-Zagora, au siège de Plevna, dans la marche audacieuse des Russes sur San-Stéphano. Dès ce moment, les journaux le désignent comme le futur souverain de Bulgarie.

La campagne terminée, Alexandre retourne en Allemagne et devient lieutenant aux gardes du corps de Prusse. C'est à Berlin, au milieu d'une fête donnée à l'ambassade russe, qu'il apprend le vote de l'assemblée de Tirnovo. Ce choix lui causa

une vive émotion, et il hésitait encore, quand Bismarck lui dit : « Allez-y toujours, vous pourrez au moins vous dire un jour que vous avez fait un beau rêve. » Rassuré par le rude chancelier, Alexandre part pour Livadia, afin de conférer avec le czar. Une députation bulgare vient l'y trouver et lui remet solennellement, le 16 mai, l'acte d'élection. Avant de se rendre en Bulgarie, Battenberg parcourt l'Europe, prenant langue dans les capitales, et, suivant l'expression vulgaire, jouissant de son reste. Il visite tour à tour le président Grévy, la reine d'Angleterre, l'empereur d'Allemagne, et, en dernier lieu, ce qui risque d'amener une affaire avec la Porte, son suzerain le sultan

Le 24 juin, il quittait Constantinople sur un vaisseau de guerre russe et débarquait à Varna, où de nombreuses députations vinrent le saluer. Sa marche sur Roustchouk et Tirnovo, où il arrive dans l'après-midi du 8 juillet, n'est qu'un long triomphe.

A peine âgé de vingt-trois ans, très grand, élancé, charmant sous son uniforme bulgare, le prince Alexandre avait tout ce qui attire les regards et le cœur des foules. On savait, en outre, qu'il avait combattu dans l'armée russe pour l'indépendance de sa nouvelle patrie. Aussi fut-il accueilli par les transports d'une joie sincère. A l'entrée de la ville, le métropolitain lui offrit le pain et le sel, selon la vieille coutume, et lui souhaita la bienvenue. A l'allocution de Mgr Clément, le prince répondit en langue bulgare, ce qui redoubla l'enthousiasme; son odyssée, à travers les rues ne fut plus qu'une série d'ovations dont les hourrahs se prolongèrent, fort tard, sous le balcon de la maison qu'on lui avait préparée.

Le lendemain, on célébra un sacrifice d'actions de grâces à la métropole, et le prince se rendit à l'Assemblée pour la cérémonie du serment. Il prononça la formule d'une voix haute et ferme, sans pouvoir cependant dissimuler son émotion.

La revue des troupes absorba la matinée du 10 juillet. Les sympathies s'attirèrent mutuellement; il n'est pas surprenant que les milices bulgares aient vivement acclamé leur chef, car le prince, soldat de race, adorait l'armée. Le soir, un dîner de gala réunissait les membres du Corps diplomatique, et le populaire s'ébattait gaiement dans la plaine de Marinopol.

Un incident significatif marqua la journée du 12 juillet. Dondoukof-Korsakof se présenta devant le prince et lui remit une proclamation au peuple rédigée avec soin. Certains passages de cette pièce laissaient entendre que le nouveau souverain de Bulgarie devait sa couronne au bon plaisir du czar, et qu'il devait, en retour, garder à la Russie une éternelle reconnaissance. Alexandre parcourut le document, et se tournant d'un air tranquille vers Dondoukof : « Que voulez-vous que j'en fasse? dit-il. — Y mettre votre signature, » lui répond-on. Le prince sourit : « Non », ajouta-t-il avec fermeté. Dondoukof reprit la pièce, et, ce jour-là même, repartit pour la Russie.

Le sort en était jeté. Alexandre Ier avait, par un serment solennel, épousé la Bulgarie, et, le 13 juillet, il prenait possession de sa capitale, Sofia, au milieu des mêmes enthousiasmes et des mêmes hourrahs qu'à Tirnovo.

II. LA QUESTION DE L'ÉMIGRATION — VAUTOURS BULGARES — LE COUP D'ÉTAT DE 1881

Avec l'arrivée d'Alexandre à Sofia commence l'existence constitutionnelle de la principauté de Bulgarie et, du même coup, l'ère des difficultés. Au fond, la situation était très complexe. Le pays ne manquait pas seulement d'organisation intérieure : ses rapports avec les États voisins, avec la Turquie surtout, étaient loin d'être exactement fixés. Une grosse question à régler avant toute autre était celle de l'émigration. Les populations de Bulgarie, soulevées par le vent de la guerre, avaient donné à la péninsule, pendant plus de deux ans, quelque ressemblance avec une fourmilière mise en émoi par le pied d'un passant. Un double mouvement en sens contraire avait entraîné les musulmans au delà des frontières et fait refluer, en deçà, les chrétiens

de Macédoine, épouvantés par les massacres et par l'incendie de leurs villages. Vers la fin de 1878, on évaluait à plus de 50 000 le nombre des familles turques réfugiées en Macédoine.

Or, si l'on songe quelle devait être alors la situation des esprits exaltés et déçus, et quelles souffrances matérielles en lurait le pays; si l'on se rappelle, en outre, que les paysans bulgares possédaient une grande quantité d'armes, sans cesse augmentée par des Comités de patriotes; qu'enfin toutes les circonstances concouraient à produire une conflagration générale, on admire que de plus grands malheurs aient pu être évités. Il faut rendre hommage à la sagesse du prince, qui, loin de céder à l'entraînement, s'est étudié non seulement à décourager l'emploi des moyens violents, mais aussi à éteindre les haines entre ses sujets chrétiens et musulmans.

Toutefois, le classement de ces populations brutalement dispersées a été lent et ne s'est effectué qu'en suscitant au gouvernement bulgare de grosses difficultés. La réintégration des musulmans en Bulgarie était devenue le mot d'ordre de la Porte, soucieuse de se débarrasser d'une lourde charge. Dans le courant de l'automne de 1879, celle-ci suspendit en Macédoine la distribution des rations de secours, et, aux approches de l'hiver, on vit se presser le long des frontières bulgares une véritable invasion de familles turques, désireuses de reconquérir leurs anciens foyers. L'impossibilité de donner d'un seul coup nourriture et asile à cette foule qui ne se composait pas uniquement d'anciens habitants de la Bulgarie imposait au gouvernement princier certaines précautions et certains délais. Alors commença cette longue série de plaintes dont la diplomatie turque fit retentir tous les Cabinets. S'il y avait, pour la Porte, urgence de mettre sur le bras du prince Alexandre un fardeau qui pesait au sien, elle visait, en outre, l'occasion de répéter ses doléances pour indisposer les puissances contre la Bulgarie et justifier son attitude hostile. Ainsi s'explique sa mauvaise volonté à combiner les mesures de détail que comportait l'entente à établir entre les deux gouvernements. Par bonheur, le commissaire impérial, Nilad Pacha, déploya beaucoup de tact et de savoir-faire, et les autorités bulgares montrèrent dans l'application des conventions intervenues une tolérance incontestable.

A ces difficultés d'ordre matériel était venue s'ajouter, dès la première heure, une autre cause de trouble. En traversant les champs labourés de la Bulgarie, on aperçoit, de place en place, posés sur les sillons, de grands vautours fauves qui semblent y faire sentinelle et qui, sans se déranger, regardent passer le voyageur avec un flegme insolent. Ces vautours sont le symbole des politiciens de toute couleur qui, en Bulgarie plus qu'ailleurs, ne s'occupent des affaires publiques que pour y chercher leur proie. Déjà, au sein de l'assemblée de Tirnovo, on avait vu se former sur la question nationale des programmes et des partis contraires. Le parti conservateur, pour éviter tout conflit avec l'Europe, se résignait à la séparation de la Roumélie et au maintien du *statu quo :* à sa tête se trouvaient un avocat venu de Bessarabie, Grékof, un jeune docteur en droit de Roumélie, Stoïlof, et le fils d'un riche marchand de Sistova, Natchévitch, lui-même tour à tour négociant et journaliste.

Le parti national, qui réclamait l'union au risque d'une guerre, se composait de deux groupes : le groupe *libéral*, représenté par Zankof, et le parti *radical*, dont les chefs étaient les révolutionnaires Karavélof et Slavéïkof. Divisés sur la question nationale, ces partis ne l'étaient pas moins à propos de la politique intérieure. Les conservateurs prétendaient renforcer l'autorité du prince, tandis que libéraux et radicaux s'y refusaient à l'envi, obstinément attachés au pacte de Tirnovo.

Après s'être servi tour à tour et successivement de ministères pris dans les trois partis, le prince Alexandre se résolut à revendiquer plus de pouvoirs pour lui-même en brisant le pacte de Tirnovo.

Il est sûr d'avoir pour lui le peuple,

masse sans âme, pour qui la vraie constitution est d'être affranchi du joug turc et de payer le moins d'impôts possible. Pour plus d'assurance, il consulte le czar; celui-ci, après quelques hésitations, accorde un entier consentement, et son ministre, M. de Giers, prodigue les conseils afin d'écarter tout échec. Sur ces entrefaites, Alexandre II (1) succombe, victime des nihilistes (13 mars 1881); Battenberg est privé du même coup de son plus solide appui. Le nouveau czar nourrissait contre son cousin de Sofia une vieille antipathie, provoquée sans doute par l'affection toute spéciale dont son père l'avait entouré. Quand Battenberg avait reçu d'Alexandre II le grade d'officier dans l'armée russe, celui qui devait être Alexandre III se serait écrié : « Nous en avons assez, de ces Allemands en Russie! » A quoi Battenberg aurait répondu que la famille impériale de Russie était d'origine allemande. Néanmoins, Alexandre III, consulté sur un changement de constitution en Bulgarie, n'éleva aucune objection.

Rassuré du côté de Saint-Pétersbourg, Battenberg publie une proclamation, adressée au peuple bulgare, dans laquelle il annonce la résolution de remettre entre les mains de la grande assemblée nationale la « couronne et les destinées de la Bulgarie »; il ne gardera le pouvoir que si certaines conditions, jugées indispensables, sont ratifiées par la nation. Alexandre réclamait les pleins pouvoirs pour sept ans, et, ce temps écoulé, le droit de proposer à une assemblée extraordinaire les modifications aux institutions établies dont l'expérience aurait montré l'opportunité; en outre, le *Sobranié* actuel était dissous.

Aux demandes formulées par le prince succédèrent des mesures propres à en assurer le succès. L'exarque Joseph, mandé de Constantinople, fit une tournée dans le pays pour stimuler le zèle de ses ouailles et éclairer leur vote; le prince lui-même entreprit un grand voyage à travers toute la Bulgarie. Enfin, dernière précaution, l'état de siège fut déclaré pour toute la période des élections. Elles eurent lieu le 25 juin. Grâce à un triage intelligent opéré par la gendarmerie dans la masse des paysans; grâce à la présence, auprès des urnes, de commissaires spéciaux délégués par le général Ehrnrooth, on vit — phénomène sans précédent — sortir du scrutin quatre ou cinq opposants, noyés dans une majorité compacte de plus de 300 députés.

Ainsi composée, la grande Assemblée se réunit, le 13 juillet, à Sistof, dans un pavillon provisoire en bois. La session ne fut pas longue : il n'y eut ni vérification des pouvoirs, ni composition du bureau. En présence de 306 députés, le prince prononça un discours très bref, et ses propositions furent votées par acclamations. Ce résultat obtenu, Alexandre remercia et prononça la dissolution de l'Assemblée. Voilà ce qu'on a appelé le *coup d'État de Sistof*.

III. EMBARRAS DU SOUVERAIN — SES FAUTES — PETITS INCIDENTS — PREMIERS SYMPTOMES ALARMANTS

Si quelque chose peut excuser ou justifier un coup d'État, c'est l'usage qu'on en fait, l'heureux et utile parti qu'on en tire. Le prince Alexandre ne sut que faire du sien, et son omnipotence, plus apparente que réelle, ne lui a servi qu'à fournir des prétextes aux criailleries de l'opposition. Au surplus, il n'avait pas senti qu'en supprimant sa charte il se privait d'un point d'appui, d'un secours. Quand le roi Léopold voyageait en Allemagne, il s'amusait quelquefois à déclamer sous le manteau de la cheminée *contre ces satanées petites constitutions* qui sont si incommodes pour les souverains; mais, soucieux de ses vrais intérêts, dès qu'il rentrait à Bruxelles, il redevenait sans effort le plus parlementaire de tous les rois. Alexandre n'eut pas la même sagesse : au lieu de fuir les responsabilités personnelles, il a paru s'appliquer à les rechercher, il a pris plaisir à se découvrir, à s'exposer, il a abattu de ses mains ses défenses naturelles.

(1) *Alexandre II*. Contemporains, n° 255. *Alexandre III*, n° 256.

Voyons-le plutôt à l'œuvre.

Le jour même où le grand *Sobranié* lui remet les pleins pouvoirs, Alexandre adresse au peuple bulgare un manifeste par lequel, après l'avoir remercié de sa confiance, il abandonne spontanément à la représentation nationale l'examen et la solution de toutes les questions financières. Ce même jour, le général Ehrnrooth donne sa démission, et un ministère cosmopolite, composé de deux Russes, d'un Valaque, d'un Tchèque et de deux Bulgares, est constitué sous la propre présidence du prince. En l'absence de ce dernier, la préséance devait revenir au plus âgé des ministres, le général Wladimir Krylof, un survivant de la guerre de Crimée.

Il faudrait à ce moment créer d'une main vigoureuse une administration civile consciencieuse et forte : on perd le temps à examiner une affaire de chemins de fer. L'opposition semblait vaincue, on réveille ses susceptibilités par de malencontreuses mesures de vexation; Zankof est interné à Vratsa; Karavélof et Slavékïof, pour éviter le même sort, se sauvent à Philippopoli.

Quant aux conservateurs, au lieu de profiter de leur victoire, ils se disputent l'honneur d'administrer la Bulgarie, uniquement avides de places, d'emplois lucratifs, de gros traitements. Après de pénibles négociations, on réussit à former un Conseil d'État, chargé d'élaborer les lois nouvelles : mais, parmi les douze membres permanents qui le composent, on ne voit aucun jurisconsulte; après deux ans de chétifs travaux, cette institution devait disparaître sans bruit.

Le prince lui-même se compromet devant ses sujets par le goût des entreprises, des palais fastueux, des armées formidables. On l'avait appelé à régner sur un petit peuple dont on a vanté plus d'une fois la douceur, l'honnêteté, les habitudes laborieuses et réglées, la vaillance opiniâtre au travail. Mais ce peuple, vêtu de peaux de moutons et chaussé d'espadrilles en cuir de chèvre, est connu aussi pour son esprit d'économie qui dégénère souvent en avarice. Or, Battenberg avait des goûts tout opposés. En arrivant à Sofia, il n'avait trouvé pour capitale qu'un gros village turc; il n'a cessé depuis lors de le transformer en ville européenne, au grand effroi de la municipalité. Avec une juvénile ardeur, il aurait voulu tout démolir pour tout reconstruire sur un plan nouveau. Faute d'un budget libéralement pourvu, il dut se borner à améliorer la voirie, à créer un jardin public, à se ménager à lui-même une installation convenable. Sans doute, le besoin d'un palais se faisait généralement sentir : on assure qu'un soir, à l'occasion d'un grand bal, les invités, le prince lui-même, s'étaient trouvés tout à coup dans la cave : le plancher avait cédé et on avait dû aller quérir des échelles. Après une discussion orageuse, le *Sobranié* avait voté au prince les crédits nécessaires à la construction d'un nouveau palais, mais l'opération coûta près de trois millions. Naturellement, les Bulgares crièrent à la ruine. Ils se calmèrent un peu quand, dans les derniers mois de l'année 1882, eut lieu l'inauguration du palais. Le prince donna une fête splendide dont les Sofiotes conçurent une certaine fierté.

D'autres incidents se produisirent, qui passaient, aux yeux des moins clairvoyants, pour de fâcheux augures. Habitué, dès son enfance, à l'étiquette des cours européennes, Battenberg n'entendait donner d'audience qu'à des hommes vêtus de l'habit noir. Ses sujets protestèrent bruyamment : jusque-là, ils s'étaient présentés avec le *kalpak* sur la tête, la peau de mouton sur les épaules, de grosses bottes aux pieds.

Citons encore quelques traits afin de mieux montrer l'aversion instinctive de l'élégant souverain pour son rustique entourage. Un jour, plusieurs députés avaient été invités à la table princière. L'un d'eux parut à la cour, accompagné de deux *chers parents*, fraîchement débarqués de la campagne; il les présenta au souverain et le pria, sans cérémonie aucune, d'ajouter deux couverts pour les nouveaux venus.

Un Français distingué, qui a écrit, sous le

pseudonyme d'*Erdic*, un livre important sur la Bulgarie, nous parle quelque part de ces bals de la cour où les hommes politiques s'accordaient à merveille pour livrer au buffet de rudes assauts ; ingénieux moyen lorsqu'on est chez le « maître » de rattraper quelque chose de la liste civile. Parfois, certains danseurs, incommodés sans doute par une chaleur excessive, quittaient leurs chaussures, les plaçaient sous leur chaise, et continuaient à danser pieds nus. On concevra sans peine qu'il aurait fallu au prince une indulgence peu commune pour supporter sans rien laisser paraître ces habitudes rudimentaires. Aussi traitait-il « ses indigènes », comme il les appelait, sans trop de ménagements, ce qui n'allait pas sans froisser l'amour-propre bulgare.

L'impulsion imprimée par Battenberg aux institutions publiques ne dépassa guère le domaine de la guerre et de l'instruction publique ; encore ne voulait-il arriver à l'éducation du peuple que par la caserne.

On construisit à Sofia de belles casernes, un ministère monumental, celui de la guerre ; quant aux écoles, aux collèges, aux hôpitaux, on y songea fort peu. On créa une bibliothèque publique, mais en l'installant dans une ancienne mosquée, avec un musée insignifiant. Seule, l'imprimerie nationale fut établie sans trop lésiner.

Ce qui acheva d'indisposer le peuple contre le nouveau régime, ce fut la part prépondérante accordée dans la gestion des affaires aux étrangers, et surtout aux Russes. Après le départ d'Ehrnrooth, deux généraux du czar étaient entrés au ministère : Sobolef à l'Intérieur ; Krylof, puis Haulbars à la Guerre. Dès les premiers jours du nouveau Cabinet, on put prévoir de prochains conflits. Sobolef était arrivé en Bulgarie avec l'intention d'obtenir, au profit des agioteurs russes, la concession exclusive d'une voie ferrée allant de Sofia au Danube. Les ministres bulgares, toujours méfiants en matière de finances, s'y refusèrent obstinément. Le prince aurait voulu, pour le bien de la paix, en finir avec cette affaire dont tous les ministères antérieurs avaient eu à s'occuper. « Qu'importent, disait-il à ses ministres bulgares, qu'importent quelques millions gaspillés, en regard de la tranquillité assurée à la Bulgarie, tranquillité sans laquelle elle ne peut marcher à ses destinées? » Et ceux-ci de lui répondre : « Le ministre bulgare qui fermera les yeux sur le gaspillage de l'argent du peuple n'est pas encore né. » Naturellement, les généraux russes conçurent de ce refus la plus vive irritation. Dès lors, ils formèrent avec le consul de Russie, Hitrovo, une sorte de triumvirat, et travaillèrent tout d'abord à affaiblir le parti conservateur, alors tout-puissant. Voulkovitch, ministre bulgare des Affaires étrangères, fut expulsé du Cabinet tandis qu'un troisième ministre russe, le prince Khilkof, recevait la direction du commerce et des travaux publics, sans être titulaire de ce portefeuille.

Avec de telles dispositions de part et d'autre, la crise ministérielle était toujours imminente : un menu prétexte la fit éclater Au mois de mars 1883, le métropolite de Sofia, Mélétius, fut destitué par le Saint-Synode. Or, les généraux prirent parti pour le prélat déposé : c'était inviter M. Stoïlof, ministre des Cultes, à surseoir à l'exécution de la sentence synodale ou à se retirer. Stoïlof se retira, entraînant avec lui deux de ses collègues bulgares. Pour se dédommager de leur chute, les démissionnaires remirent à Alexandre un long mémoire, dans lequel les généraux étaient accusés de trahir le prince et de transformer la Bulgarie en une simple province de l'empire des czars. Ces insinuations, on le vit bientôt, n'étaient pas sans fondement. Brouillés avec les conservateurs, les généraux se rapprochèrent des libéraux ou radicaux, comme Zankof, qui voulaient réduire les pouvoirs du prince et revenir à la constitution de Tirnovo.

Irrité de ce procédé, Alexandre profite de son voyage à Moscou, au mois d'avril, pour réclamer du czar le rappel de Sobolef et de Haulbars : il n'obtient que le rappel du consul Hitrovo. Entre le czar et son petit cousin de Bulgarie, les relations, nous

l'avons dit, n'avaient jamais été très cordiales. Peut-être le czar se serait-il laissé toucher, si Alexandre avait consenti à épouser la fille du prince de Monténégro. En Russie, ce mariage eût été considéré comme une garantie de la fidélité du prince. Mais celui-ci opposa un refus formel et déclara ne pas vouloir entendre parler d'une telle union.

On raconte à ce propos un incident bien significatif. La tante du prince de Battenberg, feu l'impératrice Marie, avait légué à son neveu, par testament, deux millions de roubles qui ne devaient lui être comptés que le jour de son mariage, mais dont il pourrait jusque-là toucher la rente. Le prince Alexandre demanda à l'empereur le payement anticipé du capital; le czar lui répondit qu'il fallait d'abord épouser la princesse monténégrine. Inutile d'ajouter qu'Alexandre s'en retourna fort indisposé contre la cour de Russie.

La rentrée du prince dans sa capitale (24 juillet) marque la période aiguë de la crise. Un silence relatif se fait autour des partis : toute l'attention se concentre sur la question nationale. Tout le monde semble vouloir en finir avec les étrangers. Mais, pour mener à bien une œuvre aussi ardue, il est nécessaire de s'entendre. Alexandre le comprend. Sur son autorisation, Zankof, le chef des libéraux, quitte son exil de Vratsa et revient en triomphe à Sofia (10 août). Cinq jours après, Sobolef rentre à son tour de Moscou : les libéraux lui font un accueil enthousiaste, car ils comptent le voir revenir à la constitution de Tirnovo. Un programme en ce sens, présenté par Ikonomef dès le 20 août, rallie à peu près tous les suffrages. Le 23 août arrive Ionine, le nouvel agent diplomatique de Russie. Tous les acteurs sont maintenant réunis : la comédie va commencer.

Elle s'ouvre par un coup d'éclat : le refus du prince de recevoir les généraux. Sobolef, de son côté, ne veut ni céder au prince, ni se retirer du pouvoir. Au bout de quelques jours, une entrevue, occasionnée par la Saint-Alexandre, provoque un incident gros de conséquences. Sur la demande qui lui est faite par le souverain de donner sa démission, Sobolef tire de sa poche un ordre signé de Giers qui lui enjoint de rester en Bulgarie aussi longtemps que le prince conservera les pleins pouvoirs. « Vous pouvez être ministres en Bulgarie, réplique celui-ci, mais vous n'êtes plus les miens. » L'agent diplomatique, Ionine, intervient alors au nom du czar; il adresse au prince un ultimatum comprenant ces quatre points: 1° la prochaine session de la Chambre sera changée en session extraordinaire; 2° par un manifeste publié à l'*Officiel*, le prince déclarera renoncer à ses pleins pouvoirs; 3° une Commission sera nommée pour élaborer un projet de constitution; 4° les généraux Sobolef et Haulbars resteront au pouvoir jusqu'à la réunion de la grande Assemblée.

Ébranlé et perplexe, Alexandre cède. Par un manifeste, en date du 11 septembre, il déclare qu'il va réunir une Commission en vue d'élaborer, dans le plus court délai, un projet de constitution, qui sera ensuite soumis au vote de l'Assemblée. La période des pleins pouvoirs était close. Mais alors les libéraux, qui n'ont pas voulu de la dictature du prince, mais qui n'entendent pas subir celle de la Russie, reviennent à lui, ainsi que les conservateurs et les nationaux. Tous les partis se trouvent unis pour résister aux empiétements des Russes. Conformément au premier article de l'ultimatum, la session parlementaire, ouverte le 16 septembre, se transforme en session extraordinaire. La question des chemins de fer occupe la première séance. Mais, dès la seconde, qui a lieu le 18, le Sobranié présente à l'improviste au prince une adresse pour le prier de rétablir la constitution de Tirnovo, en indiquant les parties à reviser. Les généraux russes, surpris de cette motion dont ils n'ont pas l'initiative, sortent furieux de l'Assemblée; l'un d'eux, Haulbars, s'écrie en quittant la salle : « Cochons, canailles, menteurs! » Les Bulgares répondent par des hourrahs.

Avant la fin du jour, un nouveau mani-

feste d'Alexandre rétablissait la constitution de 1879. L'opposition des Russes n'a donc plus aucune raison d'être : ils n'ont qu'à se retirer. Le lendemain, en effet, ils offrent leur démission que le prince s'empresse d'accepter. Sobolef lui dit alors : « Altesse, ceci est votre dernier triomphe, le dernier mauvais procédé que le czar laissera peut-être impuni. »

IV. ENTRE COUSINS — NOUVELLES LUTTES DES PARTIS — MINISTÈRE KARAVÉLOF

Le prince forme un Cabinet de coalition, composé en partie de libéraux, en partie de conservateurs. Zankof en est le président. Les libéraux exilés sous le régime précédent, Karavélof, Slavéïkof sont rappelés; mais, n'ayant reçu dans la combinaison ministérielle du 19 aucun portefeuille, ils se tournent aussitôt contre le Cabinet, et se livrent à toutes sortes de démonstrations russophiles. D'autre part, le renvoi des ministres russes avait exaspéré contre le prince le czar et son Cabinet. Réservant Battenberg pour une occasion plus favorable, on chercha des victimes à ses côtés. Deux officiers russes, attachés à la personne du prince, Lessovoï et Polzikof, sont accusés par Sobolef de *bulgarophilie* et rappelés par dépêche, sans que l'on daigne en informer Battenberg. Le procédé manquait de correction. Il provoqua chez Alexandre un violent accès de colère. A son tour, il congédia brutalement plusieurs officiers russes, qui étaient restés dans l'armée bulgare, et rappela les officiers bulgares qui servaient en Russie. C'était la brouille complète entre Saint-Pétersbourg et Sofia. Il faut croire qu'à ce moment, de hautes influences, la grande-duchesse Paulowna, entre autres, s'interposèrent en faveur de Battenberg. Lui-même, du reste, fit amende honorable. Coup sur coup, il écrivit de sa main deux lettres personnelles à l'empereur pour exprimer à nouveau son dévouement absolu et expliquer sa conduite. Bref, au mois de novembre, la réconciliation s'opéra; le czar consentit à rendre à l'armée bulgare une partie de ses officiers russes : ceux-ci n'auraient à s'occuper que de l'armée, et ne resteraient pas plus de trois ans en Bulgarie. Seul, le ministère de la Guerre conserverait un général russe à sa tête : celui-ci ne serait point, en matière politique, solidaire de ses collègues, mais relèverait de l'Assemblée nationale. En somme, tous ces résultats étaient appréciables pour les Bulgares. Mais à quel prix furent-ils obtenus? On disait le nouveau czar, entier dans ses volontés, tenace dans ses antipathies autant que dans ses amitiés, peu enclin à pardonner ; il était facile de prévoir que, sous peine d'abdiquer, il ne supporterait pas longtemps la cuisante humiliation qu'on lui avait infligée, que tous les moyens lui seraient bons pour en finir avec un cadet de Darmstadt qui méprisait ses conseils. Alexandre ne s'illusionnait pas. Il se savait condamné dans l'esprit du czar; tout ce qu'on obtiendrait de ce dernier ne pouvait être qu'un ajournement.

Perdu du côté des Russes, Alexandre pouvait-il du moins compter sur le patriotisme des Bulgares? Sur celui du peuple, peut-être; il vaut mieux ne point essayer de trancher la question. Cette race pousse jusqu'au génie la circonspection, le mutisme, l'entêtement des longs espoirs, et, réfractaire à nos enthousiasmes d'un jour, fête la proie, dédaigne l'ombre. Quant aux hommes voués à la politique, leur tempérament autorise à répondre sans hésiter : non. Les défaillances des uns, la trahison des autres, des luttes haineuses où dominaient la plus âpre ambition, l'absence complète de désintéressement, tout ce triste spectacle que le prince avait sous les yeux était peu fait pour le rassurer. L'union entre les deux partis qui s'étaient coalisés contre les ministres russes avait cessé avec le départ de ces derniers. Maître du pouvoir, Zankof renversa les unes après les autres les institutions de l'ancien régime. Le Conseil d'État fut supprimé et la loi sur la presse abolie. Il aurait bien voulu revenir purement et simplement au pacte de Tirnovo : il céda sur

ce point pour ne pas atteindre le prestige du prince. La nouvelle constitution votée par l'Assemblée nationale partagea le Parlement en deux Chambres : 45 sénateurs et 100 députés (octobre 1883) ; puis la session législative fut close.

La Chambre partie, libéraux et conservateurs du ministère se mesurèrent de nouveau. Les conservateurs essayèrent, en agissant sur le souverain et sur le consul de Russie, de forcer Zankof à se retirer : mais celui-ci était trop fort, trop populaire : ce furent ses adversaires qui durent quitter la place. Au 1er janvier 1884, le ministère devint exclusivement libéral.

On n'en resta point là. Les conservateurs venaient à peine de disparaître que Zankof vit se dresser devant lui un nouvel adversaire, autrefois son collègue, sinon son ami, le radical Karavélof. Ce dernier traitait le ministère Zankof d'inconstitutionnel : n'avait-il pas reçu ses pouvoirs d'une autorité émanée du coup d'État? Maintenant qu'on était revenu à la constitution, il fallait en appeler au peuple, seul compétent pour créer un gouvernement légal. De nombreuses délégations appuyèrent ces assertions auprès du prince, Karavélof le fit appuyer surtout auprès des électeurs, et les élections générales du mois de mai envoyèrent à Sofia une Chambre en majorité radicale. Naturellement, le Cabinet Zankof dut se retirer pour faire place à un ministère Karavélof, formé de radicaux et de conservateurs. En recevant le nouveau chef du Cabinet, le prince lui dit : « Mon cher Karavélof, pour la seconde fois, je te jure que je serai esclave de la volonté du peuple, et que je gouvernerai en tout conformément à la constitution de Tirnovo : oublions tout ce qui s'est passé pendant le coup d'État, et travaillons ensemble à la prospérité du pays. » Et il l'embrassa.

Contrairement aux traditions suivies jusqu'alors, Karavélof devait se maintenir au pouvoir durant vingt-cinq mois ; le plus actif de ses agents, *Stamboulof*, faisait ses débuts dans la haute politique par son élection à la présidence de la Chambre.

A dater de cette époque, la lutte des partis se concentre tout entière autour de la *question dynastique*. Radicaux et conservateurs tiennent pour le prince ; les Zankovistes, soutenus par l'agence de Russie, se déclarent ouvertement contre lui. Une année environ s'écoule, uniquement remplie des débats ordinaires, communs à tout pays parlementaire : meetings, discours, cabales, articles violents, insinuations perfides ; c'est le conflit ordinaire entre gens satisfaits et ceux qui attendent leur tour.

Quant au prince lui-même, il vogue entre des tentatives désespérées de rapprochement vers Saint-Pétersbourg et des tendances vers une politique plus nationale, plus indépendante de toute influence russe. Fatale alternative ! dans les deux cas, ses moindres démarches lui tournent à mal. Il ne peut ménager à la fois l'ombrageux orgueil de son protecteur moscovite et les susceptibilités non moins ombrageuses de ses sujets. L'année 1885 ne devait point se terminer sans amener une crise qui aggraverait encore cette situation.

V. LA RÉVOLUTION DE PHILIPPOPOLI — SES CONSÉQUENCES — LA GUERRE SERBO-BULGARE — LA VICTOIRE

Conformément au traité de Berlin, la Bulgarie du Sud, dite Roumélie orientale, avait été organisée en province autonome avec une milice nationale commandée par des officiers européens, une assemblée provinciale élue, un gouverneur chrétien nommé par le sultan pour cinq ans, et un directoire faisant fonction de ministère. Le premier gouverneur fit son entrée dans Philippopoli le 28 mai 1879. Il portait deux noms : prince Vogoridès et Aléko-Pacha. C'était le fils du prince Étienne Vogoridès, auquel on doit l'établissement de la première église bulgare à Constantinople, et l'arrière-petit-fils de cet évêque Sofroni qui fut un des restaurateurs de la nationalité bulgare au début du siècle. Dès sa nomination, on discuta sur la coiffure qu'il devait porter dans les cérémonies publiques : serait-ce le fez ottoman ou le

halpak bulgare? Cette question en impliquait une plus grave qui ne trouverait pas de sitôt une solution : serait-il Aléko-Pacha ou le prince Vogoridès? c'est-à-dire, serait-il surtout un fonctionnaire turc ou un chef national? En fait, Aléko-Pacha se comporta pour le mieux : il fut à la fois, suivant le cas, Bulgare, Grec ou Turc. De pareils hommes ne se voient qu'en Orient. Quant à sa coiffure, il garda le fez jusqu'à Hermanli, dernière station de la Turquie proprement dite; puis il resta tête nue jusqu'à Philippopoli, où il prit le halpak en poil de mouton. Et la grosse question préliminaire se trouva résolue.

D'autres questions surgirent. Dès 1880, les Rouméliotes faisaient parvenir au prince de Battenberg une adresse où ils demandaient la réunion des deux Bulgaries. Le prince répondit qu'il « ne négligerait aucun moyen légal de contribuer de toutes ses forces à l'affranchissement des frères de Macédoine ». Depuis cette époque, la campagne en faveur de l'union ne cessa pas un seul instant, tantôt ouverte, tantôt sourde et cachée. La Russie, on le conçoit, ne pouvait qu'aider à la création de cette grande Bulgarie voulue par elle à San-Stéfano, et dont le traité de Berlin l'avait contrainte de faire le sacrifice à l'Europe. Or, depuis les incidents de 1883, par une contradiction qu'avaient amenée les circonstances, Alexandre III s'opposa à tout projet de réunion, sous Battenberg, des deux Bulgaries; il ne se souciait pas que son ancien client, désormais rebelle à ses impulsions, devînt plus puissant. L'infortuné Battenberg se trouvait acculé dans cette cruelle alternative de désobéir au czar ou de déplaire à son peuple. De part et d'autre, l'abîme s'ouvrait sous ses pas. Pour comble de malheur, il était sans cesse poussé par les suggestions, les encouragements d'une grande puissance qui fait métier d'exciter les peuples à revendiquer leurs droits, sans croire pour cela contracter aucun engagement de les secourir à l'heure des embarras et des détresses. L'Angleterre trouvait un immense avantage à réunir les deux Bulgaries sous la main d'un prince possédant à un haut degré l'indépendance du cœur, avide de s'affranchir de la tutelle moscovite, commandant à 50 000 hommes et pouvant mettre à sa disposition, dans le cas de guerre avec la Russie, les ports de Varna et de Bourgas. Entraîné par ses conseils intéressés, non moins que par le torrent populaire, le prince Alexandre osa tout : il voulut ou il laissa créer la grande Bulgarie sans la Russie et contre la Russie.

Dès l'arrivée au pouvoir de Karavélof, le mouvement unioniste avait pris d'énormes proportions. Les officiers, l'armée, les milices étaient gagnés à la cause nationale. Partout s'organisaient des Comités : au-dessus se formait, à Philippopoli, un Comité central dirigé par le médecin Strauski. Le successeur d'Aléko, Gavril-Pacha, autrement dit Gabriel Krestovitch, était un Bulgare pur-sang, né à Kotel (en turc Kazan) aux environs de Choumla, dans la Bulgarie du Nord; mais, devant l'agitation croissante, il cherchait à prendre appui sur la Russie. Pendant que tout le pays était en proie à une fiévreuse agitation, le prince Alexandre voyageait. Au mois de juin, il était en Angleterre, assistant au mariage de son frère avec la fille de la reine Victoria; le 24 août, il assistait aux manœuvres autrichiennes de Pilsen; le 1er septembre, il avait, à Franzensbad, une entrevue avec M. de Giers, dans le but d'amener une réconciliation; le 12, jour de sa fête, il présidait au camp de Choumla les manœuvres de l'armée bulgare, et se retirait ensuite à Varna, dans sa résidence d'été.

Il y apprenait, cinq jours plus tard, la révolution de Philippopoli. Le mouvement avait éclaté le 18; en peu d'heures, les ponts qui faisaient communiquer la Roumélie avec le territoire ottoman avaient été rompus, les rails des chemins de fer enlevés, les points stratégiques sur cette frontière occupés par les troupes régulières, les milices, les volontaires. Le même jour, le train avait amené de Sofia à Philippopoli 1000 Bulgares de la principauté. Entraînant la population, ils s'étaient portés au palais du

pacha. Les cavaliers et la gendarmerie qui gardaient le pays avaient passé aux insurgés. Gavril-Pacha avait été arrêté, mis en voiture, conduit en lieu sûr, puis autorisé à partir pour la Turquie. La révolution n'avait pas coûté une goutte de sang. On avait acclamé un gouvernement provisoire, avec Strauski comme président, qui avait reçu l'adhésion empressée de tous les fonctionnaires. Pour parer à toute éventualité, il avait décrété la levée en masse, de dix-huit à quarante ans. Puis une assemblée populaire, réunie au palais, avait proclamé officiellement l'union et télégraphié au prince Alexandre d'accourir à Philippopoli.

Une grave décision s'imposait au prince: repousser l'offre des Rouméliotes, c'était soulever contre lui les deux Bulgaries; l'accepter, c'était créer une situation grave de périls. Les sentiments de la Russie n'étaient pas douteux non plus que ceux de la Turquie; restait à savoir quelle serait l'attitude de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Angleterre. Une guerre européenne pouvait sortir de là. Après avoir quelque temps balancé, après un premier refus, Battenberg accepta la proposition des Rouméliotes. Le 20 septembre, il lançait la proclamation de Tirnovo, où il saluait la réunion comme un fait accompli et prenait le titre de « prince de la Bulgarie Nord et de la Bulgarie Sud ». Le 21, il arrivait à Philippopoli, acclamé par une foule enthousiaste, reçu par le gouvernement provisoire et conduit au palais du pacha.

L'impression avait été vive à Constantinople; dans le premier moment, ordre fut donné de masser des troupes à la frontière de Roumélie. Mais, devant l'attitude de l'Autriche et de l'Allemagne, le sultan s'apaisa. Alexandre III fut moins facile à calmer. Il rappela de Bulgarie tous les officiers russes. En vain, Battenberg lui adressa un télégramme conciliant : il ne reçut pas de réponse. Une députation bulgare alla trouver le czar pour tâcher de le fléchir; d'abord il ne voulut pas la recevoir; puis, quand il la reçut, il répondit d'une manière évasive. On comprit qu'il ne ferait rien tant que Battenberg serait sur le trône. Ce dernier était « général-lieutenant à la suite » dans l'armée russe; il fut rayé des cadres (5 novembre).

La révolution bulgare avait eu un redoutable contre-coup dans toute la péninsule : la Macédoine, l'Albanie, la Roumanie, la Grèce s'agitaient, renforçaient leurs garnisons, multipliaient les manifestations belliqueuses. Plus vive encore fut l'émotion en Serbie. Le subit agrandissement de la principauté bulgare paraissait aux Serbes le renversement de l' « équilibre balkanique ». Le 22 septembre, en dépit des remontrances des puissances, l'armée serbe fut mobilisée, portée en chemin de fer sur Nisch, sur Baïtchar, sur Leskovatz. Bientôt une Conférence se réunit à Constantinople (22 octobre) : elle agit énergiquement à Sofia et à Belgrade pour empêcher la guerre; une guerre impie entre deux peuples de même race; une guerre absurde et presque ridicule entre deux petites nations que guettait l'ambition des grandes. Tous les efforts échouèrent contre l'entêtement des Serbes. Le 14 novembre, ces derniers, pour une mesquine histoire de patrouilles, passèrent la frontière en quatre colonnes : celle du Nord, sous Léchanine, se porta sur Viddin; les trois du Sud, sous Iovanovitch, se dirigeaient par les trois routes de Tsaribrod, Trin et Kustendil. Le roi Milan, comme généralissime, se tenait avec les colonnes de Tsaribrod.

D'abord, les Serbes enlèvent toutes les positions bulgares à Tsaribrod, Trin, Adlié (près Viddin). Le 15, ils forcent la passe de Dragoman et débouchent dans la plaine de Slivnitza, à 38 kilomètres de Sofia. Là, ils trouvent le prince Alexandre, qui, accouru de Philippopoli, a rallié ses troupes et occupé une forte position de 8 à 10 kilomètres de front. Le 17, les Serbes l'attaquent : ils s'emparent des collines qui bordent à droite la plaine de Slivnitza, ces Triouchi désormais fameux dans l'histoire bulgare. Cette position est reprise, le 18, par l'aile droite bulgare, commandée par Benderef.

La situation restait critique : arrêtés à

Slivnitza, les Serbes pouvaient exécuter sur Sofia un mouvement tournant que rien n'entraverait.

C'est ce que redoutait le prince Alexandre, et, pour parer à toute éventualité, il rentra le 19 au matin dans sa capitale. Absence fatale! elle donne à l'histoire impartiale le droit d'attribuer à d'autres qu'au prince le mérite d'avoir vaincu l'ennemi. Bon nombre d'officiers bulgares estimaient qu'une action énergique à Slivnitza aurait pour effet de paralyser toutes les tentatives de l'ennemi; on lui rendrait la retraite inévitable en menaçant le défilé de Dragoman au fond de la plaine. Cet avis n'avait point prévalu au Conseil de guerre, tenu, la veille, sous la présidence du prince; mais les officiers qui le partageaient, Benderef surtout, n'y avaient nullement renoncé. Une fois Alexandre parti, la bataille est engagée, d'abord sur la droite, du côté de Benderef, puis sur toute la ligne, et lorsque, au soir de cette mémorable journée, Battenberg revient à son armée, les divisions serbes sont en déroute, acculées à l'entrée du défilé de Dragoman : on conçoit la joie du prince et aussi ses amers regrets. On avait vaincu sans lui! Trois jours s'écoulent en déplorables lenteurs. Qu'attend le prince pour marcher en avant, gagner l'ennemi de vitesse, changer sa défaite en désastre et terminer la guerre d'un seul coup? De nouveau les puissances sont intervenues, agissant auprès de la Porte, sommant les Serbes d'évacuer la Bulgarie, imposant aux deux partis un armistice. Ces sommations et la médiation de la Porte, au lendemain de la victoire, ne laissent pas de créer chez le prince une grande perplexité, et, dans son entourage, des germes de division. A la fin, on se décide à aller jusqu'au bout : le col de Dragoman est traversé sans coup férir, et Tsaribrod repris. Le 26 novembre, malgré une nouvelle sommation européenne, Battenberg franchit la frontière de Serbie. Les 27 et 28, il enlève les hauteurs de Pirot, la première ville ennemie : le chemin de la vallée de la Morava était libre; le roi Milan, dès le 25, s'était réfugié dans Belgrade. Alors, l'Autriche intervient : le comte Khevenhüller, son agent à Belgrade, se rend au quartier général d'Alexandre et lui déclare que, s'il pousse plus avant, il trouvera devant lui l'armée impériale. Le prince réunit son état-major : celui-ci juge, non sans maugréer contre les Autrichiens, qu'il convient de s'arrêter. La guerre est terminée : elle a coûté 6 à 8 000 hommes aux Serbes et 3 000 aux Bulgares; cette guerre en miniature avait duré quatorze jours.

VI. APRÈS LA VICTOIRE — NEUF MOIS D'ANGOISSES — LE « PRONUNCIAMIENTO » DU 21 AOUT 1886 — EN EXIL — LE RETOUR — SECONDE ABDICATION — ADIEU SOFIA — LA FIN

Le triomphe des Bulgares semblait rendre plus facile la situation de Battenberg; il lui restait maintenant à fléchir le czar, à décourager une intervention trop directe de la Turquie dans ses propres affaires, à faire reconnaître de l'Europe l'union de la Roumélie. Dans son ordre du jour du 21 décembre, il s'étudiait à rendre justice à la Russie, à vanter la sollicitude d'Alexandre III pour l'armée bulgare; il adressa à l'empereur une lettre conçue dans le même esprit. On ignore s'il reçut une réponse. Les Turcs du moins se montrèrent-ils plus traitables? Deux commissaires ottomans, Medjid et Chakir, vinrent à Sofia; de son côté, Tsanof, ministre bulgare, se rendit à Constantinople, pour fixer les rapports du prince vis-à-vis de la Porte. Avec celle-ci fut conclu le traité du 2 février 1886 : le prince de Bulgarie était nommé gouverneur général de la Roumélie pour cinq ans, et, au terme de ce délai, devait être investi de nouveau par un firman du sultan. Ainsi Battenberg serait à la fois, en Bulgarie prince vassal du sultan, et en Roumélie son gouverneur général. La réunion des deux provinces était sanctionnée, mais l'union tenait à la personne même du prince; les deux pays restaient d'ailleurs soumis à des régimes un peu différents. En outre, une partie des cantons de Rouptchos

et de Kardjali, assignés à la Roumélie par le traité de Berlin, faisait retour à la Turquie.

Le 3 février, une circulaire turque porta les conditions de ce traité à la connaissance de l'Europe. La vindicative Russie demanda entre autres modifications que le gouvernement de la Roumélie fût attribué, non pas au prince de Battenberg, nommément, mais au prince de Bulgarie, sans désignation de personne. Le prince, dans une note du 25 mars, protesta, mais en vain : il dut se soumettre, et, le 5 avril, le protocole de Constantinople reconnut le traité. Le 25, Battenberg recevait, de Chakir-Pacha, le firman de gouverneur général. Restait à négocier avec la Serbie une paix avantageuse; elle fut signée à Bucarest, le 3 mars, sur les bases du *statu quo ante*, la médiation des puissances ayant écarté toute autre condition.

En somme, les résultats de ces diverses négociations, quoique fort appréciables en eux-mêmes, étaient loin de répondre à l'attente des Bulgares; la rétrocession d'une partie du Rhodope, forteresse naturelle, souleva de vives critiques. D'autre part, les jeunes officiers avaient compté sur un avancement rapide : or, ils furent maintenus dans leur ancien grade, même Benderef.

Ils en conçurent contre le prince une très vive irritation, que la Russie s'empressa d'exploiter. En effet, le parti russe n'avait pas désarmé : à Sofia, il était dirigé par l'ancien ministre Zankof, le métropolite Clément, l'attaché militaire russe Zakharof. Karavélof, sentant son pouvoir diminuer, évoluait insensiblement vers les russophiles, dont il recherchait l'appui. Battenberg s'en aperçut : il s'apprêtait à secouer sa tutelle, quand il fut précipité lui-même par la catastrophe la plus imprévue.

Comme les régiments victorieux à Slivnitza et à Pirot se trouvaient encore à la frontière, Sofia n'était gardée que par un bataillon du régiment Strauski et le premier régiment d'artillerie; l'un et l'autre avaient été gagnés à la conjuration ourdie par Benderef, Nikoforof, ministre de la Guerre, et le major Grouïef, directeur de l'école des cadets. Le 21 août 1886, vers 2 heures du matin, une bande d'officiers, de cadets et de soldats fit irruption dans le palais et mit la main sur le prince. Grouïef lui tendit une feuille de papier sur laquelle il devait écrire son abdication, tandis que le capitaine Dmitrief et d'autres lui présentaient leurs revolvers au visage. Le prince leur dit alors de rédiger eux-mêmes cet acte, car vraiment il ne savait sur quelles raisons le fonder.

Un des officiers fit la rédaction, informe, illisible, pleine de contradictions et de fautes d'orthographe. Le prince la prit et écrivit au-dessous : « Dieu protège la Bulgarie! Alexandre. » Le capitaine Dmitrief lui arracha le papier, et, sans même le regarder, le fourra dans sa poche. Puis le prince et son frère, Franz de Battenberg, furent enfermés au ministère de la Guerre et gardés à vue, pendant qu'on faisait les préparatifs de l'enlèvement. « On t'emmène en Russie, » dit au prince le capitaine Benderef.

Au point du jour, les deux captifs partaient; ils couchaient le soir dans un couvent d'Étropol, au pied des Balkans. Le 22, ils atteignaient Vratza; le 23, sur des nouvelles inquiétantes pour la conjuration qui arrivaient de Sofia, les ravisseurs se demandèrent s'ils ne casseraient pas la tête aux Battenberg. Ils y renoncèrent pour l'instant, se jetèrent dans les bois, arrivèrent à Rakhova, puis au Danube. On embarqua le prince sur son propre yacht *Alexandre Ier*, on descendit le fleuve et l'on aborda, le 24, à la ville russe de Réni. Les conjurés voulaient remettre leurs captifs aux fonctionnaires du czar. Ceux-ci, qui n'avaient pas d'ordres, en demandèrent à Saint-Pétersbourg : le prince passa la nuit, étroitement gardé, à bord du yacht. Le 25, au matin, arrivèrent les instructions : le prince devait être remis en liberté; seulement, il ne pouvait débarquer sur la rive roumaine du Danube, mais se rendre en Occident, par le plus court chemin, à travers l'empire ou la Pologne. Battenberg, escorté de gendarmes russes, monta en chemin de fer : aux arrêts du train, plus longs que de coutume, la populace couvrait de huées les infortunés

prisonniers; une fois, on s'arrêta en pleine campagne, et le chef du train exigea d'eux, pour continuer la route, une somme de 600 roubles. Le 26, au soir, le prince mit enfin le pied sur le territoire autrichien, à Lemberg, où les membres de sa famille, en proie à l'inquiétude la plus vive, s'étaient portés à sa rencontre.

Il allait partir pour Darmstadt, quand un télégramme lui apprit la contre-révolution de Sofia. Voici ce qui s'était passé. Le jour même où les conjurés avaient enlevé le prince, un gouvernement provisoire s'était constitué avec le métropolite Clément pour président, Zankof à l'Intérieur, et Grouïef à la Guerre. Mais de toutes les garnisons arrivèrent bientôt des protestations indignées. Les milices de Roumélie, sous le colonel Montkourof, marchèrent sur Sofia, tandis que Stamboulof organisait de Tirnovo une résistance générale. Invité, pressé de revenir par Stamboulof, Battenberg se décida, en dépit de tout, même des larmes de sa mère, à retourner sur ses pas. Le 29, il remettait le pied sur le territoire bulgare, reçu par une foule enthousiaste et par des députations, accourues de Sofia, de Tirnovo et de Philippopoli. Le 30, de Routschouk, il adressait une proclamation au peuple, un télégramme suppliant au czar, recevait du roi Milan une dépêche de félicitations. Son voyage par Sistova, Tirnovo, Philippopoli fut une marche triomphale. Il fit le 3 septembre son entrée dans Sofia, en grand appareil militaire, parmi l'enthousiasme de la population.

Il comprenait cependant qu'il ne pourrait se maintenir sur son trône reconquis, si l'hostilité du czar continuait à encourager les conspirations. Or, le czar demeura inflexible. Dans son télégramme du 30, conçu dans les termes les plus humbles, Battenberg lui avait demandé d'envoyer à Sofia le prince Dolgorouki.

Voici la réponse d'Alexandre III :

« Altesse, j'ai reçu le télégramme de Votre Altesse. Je ne puis approuver votre retour en Bulgarie, car j'en prévois pour le pays déjà si éprouvé des conséquences funestes. La mission du prince Dolgorouki est devenue inopportune. ALEXANDRE III. »

Cette dépêche était humiliante, accablante; elle enlevait tout espoir au malheureux prince. Réunissant au palais les officiers et les membres du Corps diplomatique, il leur dit en substance : « Je ne puis rester en Bulgarie, puisque le czar ne le veut pas : ma présence serait contraire à l'intérêt du pays; je suis forcé de renoncer au trône; l'indépendance de la Bulgarie l'exige; une occupation russe pourrait se produire. »

Il ne restait plus au prince, après cette scène d'adieux, qu'à régler les détails de sa seconde abdication. Le 7, il nomma une régence, composée de Stamboulof, Montkourof et Karavélof, et lui remit ses pouvoirs. Le même jour, le prince adressa au peuple une proclamation annonçant qu'il abdiquait, et il partit, dans la direction de Viddin, au milieu des manifestations les plus vives de la reconnaissance et des regrets publics. En haut de la dernière colline d'où l'on peut encore apercevoir la petite capitale bulgare, il tourna la tête et s'écria : « Adieu, Sofia! » et, dans ces paroles, peut-être y avait-il autant de soulagement que de regret. Il allait enfouir dans l'obscurité, tout jeune encore, un passé mélangé de grandeurs et de misères.

La sagesse nous interdit de démêler l'écheveau politique de cette catastrophe. Disons pourtant en quelques mots pourquoi Alexandre de Battenberg, parvenu au trône avec le consentement de l'Europe et l'enthousiasme de ses sujets, ne réussit pas à s'y maintenir au bout de sept années de gouvernement. En arrivant en Bulgarie, à l'âge de vingt-deux ans, Battenberg était peu préparé à la haute situation dont sa parenté avec le czar venait de l'investir. Les qualités indispensables pour gouverner un peuple rusé, enclin aux conspirations, peu soucieux de la légalité et respectueux seulement de la force, faisaient complètement défaut au jeune souverain; il ne savait pas inspirer la crainte, ni faire sentir une main de fer sous un gant de velours. Il manquait également de volonté et de déci-

sion, et ne savait pas résister aux suggestions d'un entourage sans scrupule.

De plus le prince ne sut pas mettre, dans ses discours et ses actions, la réserve et la modestie que comportait son rôle de souverain d'arrière-plan : de là, ses entreprises coûteuses qui affligeaient les Bulgares économes, ses procédés hautains à l'égard des ministres peu estimables d'ailleurs, son dégoût pour une constitution gênante, le coup d'État de 1881 ; de là, l'oubli de ses origines, l'aspiration à jouer un rôle plus glorieux que celui de protégé de la Russie, la création prématurée de la grande Bulgarie. Assurément, il était permis de désirer que les Bulgares s'appartinssent à eux-mêmes; mais c'était s'exposer à de graves accidents que d'exiger de la Russie un désintéressement absolu, de lui refuser le droit de toucher le prix de ses immenses sacrifices en enchaînant à ses intérêts la nation affranchie par elle. Battenberg a méconnu cette dépendance inévitable sans s'être assuré par ailleurs des protecteurs ou des alliés : et quand le czar a voulu régler ses comptes avec lui, le dénoûment d'une lutte si inégale ne pouvait être douteux pour personne. Le tout-puissant patron de Pétersbourg n'eut qu'à exploiter contre son client révolté le mécontentement de quelques soldats; et, à l'improviste, Battenberg fut expédié à la frontière comme un vil malfaiteur. Du moins, il s'est souvenu, dans ces cruelles extrémités, de ce qu'il devait à son rang et à son passé; il ne s'est point abandonné. On l'a vu rentrer dans ses États en triomphateur, s'y faire acclamer par les populations, et, après avoir démontré ainsi que les Bulgares lui étaient demeurés fidèles, abdiquer volontairement, s'immolant à la paix de l'Europe et à la sûreté de ses sujets. Il n'est pas indifférent de tomber bien ou mal. Le prince Alexandre est bien tombé, et l'accueil que, d'étape en étape, il a reçu tout le long de son voyage, des rives du Danube à Darmstadt, lui a prouvé qu'on le considérait comme la victime d'une noire intrigue, comme un prince digne d'un meilleur sort, qui, en perdant sa couronne, avait su sauver son honneur et la moitié, au moins, de sa fierté.

Avec les événements du 7 septembre se termine, en quelque sorte, l'existence historique d'Alexandre de Battenberg. Une fois encore, en avril 1887, il fut question de lui pour le trône toujours vacant qu'il avait quitté quelques mois auparavant; puis le silence se fit autour de son nom. Retiré en Allemagne, il rechercha la main de la princesse Victoria, sœur de Guillaume II : Bismarck refusa avec une énergie brutale, par raison d'État. Découragé à la suite de ce mécompte, Battenberg se fixa à Darmstadt. En fréquentant le théâtre de cette ville, il rencontra une jeune artiste autrichienne, Jeanne Loisinger, dont le talent et la rare beauté le frappèrent : il l'épousa à Menton, en décembre 1888. A Darmstadt comme à Londres, on fut très choqué de cette alliance; la reine Victoria ne pouvait voir dans la cantatrice viennoise la belle-sœur de sa fille, Béatrix d'Angleterre. Devant l'attitude des membres de sa famille, Battenberg échangea son titre princier contre celui de « comte de Hatenau ».

Après un long séjour à Milan, il se fixa en Autriche et entra dans l'armée. Il commandait à Gratz un régiment de cavalerie, et un nouvel avenir semblait s'ouvrir devant lui, quand il mourut subitement, le 17 novembre 1893. Il avait exprimé, par son testament, le désir d'être enseveli en Bulgarie, dans sa patrie d'adoption. Ses anciens sujets s'empressèrent de déférer à cette volonté, et les obsèques de l'ex-souverain eurent lieu à Sofia, en présence des délégués de toutes les villes de la principauté, au milieu d'un concours de plus de 30 000 hommes. Le prince Ferdinand ne fit, dans son discours, aucune allusion à la Russie. Par contre, Stamboulof, avec sa franchise ordinaire, salua dans le prince défunt le « premier martyr de la politique moscovite ».

LANDVICOF.

Kadi-Keuï.

LES CONTEMPORAINS



LA FAMILLE MOZART

MOZART (1756-1791)

I. UN ENFANT PRODIGE — A LA COUR DE VIENNE — A VERSAILLES — A LONDRES ET EN HOLLANDE

Il mérite une place à part dans la galerie des hommes illustres, celui que les musiciens appellent « le divin Mozart », et que tous les connaisseurs regardent comme « un prodige unique » dans l'histoire de l'art musical. Contemporain de Beethoven, de Haydn, de Spontini, il a été leur supérieur dans tous les genres. Il est considéré comme l'inspirateur de la musique moderne. Les compositeurs qui sont venus depuis ont tous plus ou moins emprunté à ses productions et reproduit ses formules.

Jean-Chrysostome-Wolfgang-Théophile Mozart naquit à Salzbourg le 27 janvier 1756. Son père, Léopold Mozart, homme d'une très grande piété et d'une solide instruction musicale, remplissait les fonctions de maître de chapelle à la cour du prince-archevêque de Salzbourg. Il a laissé en manuscrit beaucoup de musique d'église et deux opéras; il a publié une excellente méthode de violon, qui est encore classique aujourd'hui. De son mariage avec Marie-Anne Pertlin, il eut sept enfants dont il ne conserva que deux : une fille, Marianne, qui devint une musicienne distinguée, et son fils Wolfgang, qui a rendu à jamais célèbre le nom de Mozart.

Il a paru, dans le cours des siècles, beaucoup d'enfants qu'on a regardés comme

de véritables prodiges. Ainsi Meyerbeer, Liszt à notre époque; Pic de la Mirandole, au moyen âge. Mais nous ne croyons pas que jamais aucun, dans un âge aussi tendre, ait montré des dispositions plus heureuses, une intelligence plus ouverte que Mozart. Il n'avait que trois ans lorsque les leçons données à sa sœur, plus âgée que lui de quatre ans, attirèrent son attention vers le piano. Il voulut absolument toucher de cet instrument. Il fallut satisfaire à ce désir, et on le vit d'instinct chercher à produire des tierces. Rien n'égalait la joie de ce *bambino* quand il avait trouvé cet harmonieux accord. A quatre ans, non seulement il jouait sans faute sur le clavecin, mais il se montrait déjà un virtuose plein de goût et composait de petits menuets, que nous a conservés un de ses biographes, M. de Niessen.

Un talent si remarquable ne devait pas rester caché. Une excellente éducation allait achever ce que la nature avait si heureusement commencé. A la science et aux vertus qui devaient le mettre en état de remplir ses obligations paternelles, Léopold Mozart joignait le sentiment profond de la mission dont la Providence semblait l'avoir chargé en lui donnant un tel fils.

On raconte, dans l'histoire de l'Église, que le père d'Origène, à la vue des heureuses dispositions qui se manifestaient dans son jeune enfant, baisait avec émotion son cœur, qu'il regardait comme le temple du Saint-Esprit. Il se passa quelque chose d'analogue dans la maison du maître de chapelle de Salzbourg. Léopold Mozart était profondément remué en voyant accomplir par son fils des œuvres bien supérieures à son âge. Il n'hésitait pas à dire : « Je puis affirmer que Dieu fait chaque jour de nouveaux miracles dans cet enfant. »

Plus tard, lorsqu'on lui conseillait de faire vacciner son fils pour le préserver de la vérole, il s'y refusa : « Il s'agira de voir, dit-il, si Dieu, qui a mis dans ce monde cette merveille de la nature, l'y veut conserver ou l'en veut retirer. »

Quoique son emploi à la cour de l'archevêque ne lui rapportât qu'un modique traitement, le pauvre musicien de Salzbourg renonça à l'enseignement afin de s'occuper uniquement de l'éducation de ses enfants. Ses sacrifices et ses soins ne furent pas inutiles. Ils ont donné à l'art un musicien comme il n'en a jamais paru, et comme il n'en paraîtra probablement jamais de semblable.

A la différence de tant de petits prodiges dont l'orgueil étouffe ordinairement toutes les bonnes qualités naturelles, cet enfant prédestiné était très modeste et avait une âme tendre et aimante. Il avait l'habitude de poser cette question aux personnes avec lesquelles il se trouvait : « M'aimez-vous ? » et quand la réponse affirmative se faisait attendre, ses yeux se mouillaient de larmes. Comment n'aurait-il pas été fils affectueux et bon époux, celui qui faisait ainsi éclater en tout son exquise sensibilité? Aussi Mozart ne fut-il pas moins recommandable par les vertus qui font l'honnête homme que par les talents et le génie qui font le grand artiste.

Esprit très actif, le jeune Mozart s'adonnait au travail avec autant d'ardeur que les enfants de son âge se livraient au jeu. Ayant appris les mathématiques, il se passionna pour cette étude, à un tel point qu'on le vit couvrir de chiffres les tables, les chaises, les murs, et jusqu'au plancher de sa chambre. Au reste, cette passion du calcul a été partagée par plusieurs autres compositeurs : par Rameau, qui, après avoir groupé bien des chiffres, finit par découvrir le principe générateur de l'harmonie moderne, c'est-à-dire la loi du son fondamental; par Philidor, qui dut à ses connaissances mathématiques sa réputation de plus fort joueur d'échecs de son temps, et par Wagner, qui, au moyen de calculs sûrs, est arrivé, dit-on, à faire produire à sa musique des effets déterminés sur le système nerveux.

Mozart serait certainement devenu un homme célèbre dans les sciences ou dans les lettres. Mais son éducation première le fit incliner du côté de la musique. Dans cette partie, il sembla qu'il n'y eut jamais de difficultés pour lui. Il avait environ cinq ans

lorsque son père le surprit un jour écrivant un concerto pour le piano et resta frappé d'étonnement en reconnaissant que cette composition était parfaitement conforme aux règles.

En 1762, Léopold Mozart voulut faire connaître au monde le trésor que Dieu lui avait confié. Ce fut le motif d'un voyage en Bavière et en Autriche avec ses deux enfants. A Munich, le succès fut grand; Wolfgang exécuta un concerto devant l'électeur. Dans l'automne de la même année, la famille Mozart arrivait à Vienne; elle reçut une véritable ovation à la cour de Marie-Thérèse. L'orgueilleuse maison de Hapsbourg ne craignit pas de perdre de sa dignité en comblant de caresses le petit prodige. On l'avait revêtu d'un costume lilas brodé d'or, qui avait été commandé par l'archiduc Maximilien. L'impératrice et ses filles se plaisaient à le faire causer.

Un jour que deux des archiduchesses promenaient l'enfant dans le palais à travers les galeries cirées et luisantes comme des glaces, Mozart glissa sur le parquet. L'une des jeunes princesses ne daigna pas s'occuper de lui; mais l'autre, c'était la future reine de France, Marie-Antoinette, le releva et lui prodigua des caresses pour le remettre de sa chute. L'enfant lui dit : « Vous êtes bonne, je veux vous épouser ». Il n'avait alors que six ans. L'impératrice demanda à Mozart comment cette idée lui était venue : « Par reconnaissance, répondit-il; celle-ci a été bonne pour moi, mais sa sœur ne s'est inquiétée de rien. »

L'empereur François I[er], lui-même, ne dédaigna pas de s'intéresser à l'enfant. Après avoir admiré son jeu vif et brillant, il lui demanda, par manière de plaisanterie, de jouer avec un seul doigt et sur un clavecin caché; on avait étendu un linge sur les touches. Wolfgang le prit au mot et se tira de cet exercice difficile comme de la chose la plus aisée.

La vue des plus hauts personnages de l'empire, attentifs au mérite de son exécution, le laissait assez indifférent. Mais, en présence des connaisseurs, il se plaisait à déployer les talents que le ciel lui avait départis. Il voulait être jugé par des hommes du métier et semblait se surpasser lui-même lorsque Wagenseil, maître de chapelle de la cour, se trouvait au nombre des auditeurs.

Un jour que l'empereur s'était approché du piano, l'enfant appela près de lui Wagenseil : « Monsieur, lui dit-il, je joue un de vos concertos; ayez la bonté de me tourner les feuilles. » Cette assurance en lui-même fut un des traits caractéristiques de Mozart dans toutes les circonstances de sa vie. Au reste, il savait se faire pardonner sa supériorité par sa grâce et sa gentillesse.

Le bonheur de la famille Mozart ne fut pas de longue durée. Après les triomphes de la cour impériale vinrent les épreuves de la maladie et de la pauvreté. Léopold écrivait à sa femme, le 30 octobre 1762 :

Félicité ! Fragilité ! elle se brise comme le verre. Je sentais, pour ainsi dire, que nous avions été trop heureux pendant quinze jours. Dieu nous a envoyé une petite croix, et nous rendons grâce à son infinie miséricorde que tout se soit passé sans trop de mal. Le 21, nous avions été de nouveau le soir chez l'impératrice. Wolfgang n'était pas dans son assiette ordinaire. Nous nous sommes aperçus un peu plus tard qu'il avait une espèce de scarlatine. Non seulement les meilleures maisons de Vienne se sont montrées pleines de sollicitudes pour la santé de notre enfant, mais elle l'ont vivement recommandé au médecin de la comtesse Sinzendorf, Bernhard, qui a été plein d'attentions. La maladie touche à sa fin. Elle nous coûte cher; elle nous fait perdre au moins 50 ducats. Faites dire, je vous prie, trois messes à Lorette, à l'autel de l'Enfant Jésus, et trois à Bergl, à l'autel de Saint-François de Paule.

Quelques lecteurs s'étonneront peut-être de cette mention de 50 ducats. Il ne faut pas oublier que la famille Mozart était dans l'indigence, et que le séjour de Wolfgang à la cour impériale avait rapporté beaucoup de caresses et peu de louis d'or.

Pendant son séjour à Vienne, Léopold Mozart acheta à son fils un violon, dont l'enfant ne parut guère s'inquiéter plus que d'un joujou ordinaire. Quand la famille revint à Salzbourg, cet instrument causa une agréable suprise à l'orgueil paternel. Un musicien de la chapelle de l'archevêque,

nommé Wenzel, vint consulter Léopold Mozart sur un trio qu'il avait écrit et voulut en essayer l'effet. Wenzel prit la partie du premier violon, Schachtner, autre musicien de la cour, se chargea du second, et le maître de chapelle devait jouer la basse. Pendant les préparatifs des exécutants, l'enfant vint se placer près de Schachtner avec son petit violon et prétendit doubler sa partie, malgré les remontrances de son père. Il fallut enfin céder à son désir, et l'on commença; mais à peine eut-on joué quelques mesures que les trois artistes se regardèrent avec étonnement en voyant un enfant de sept ans, qui n'avait jamais reçu de leçons de violon, jouer sa partie avec exactitude. Émerveillé de ce qu'il entendait, Schachtner cessa de jouer, et Wolfgang alla jusqu'au bout du trio sans hésiter.

Il n'est pas étonnant, après des faits de ce genre, qui durent se renouveler plusieurs fois pendant son enfance, que le père du grand artiste ait osé dire « qu'il s'opérait de vrais miracles dans cet enfant », et qu'il fût de plus en plus convaincu de la présence du doigt de Dieu dans sa maison. Un tel prodige ne pouvait rester renfermé dans les limites de l'Allemagne; il fallait manifester aux peuples étrangers l'œuvre de la Providence. Tel était le sentiment de Léopold Mozart dans la simplicité de sa foi et dans l'exaltation de son bonheur paternel. Il entreprit donc avec ses deux enfants de nouveaux voyages en l'année 1763.

Rien, dans ces pérégrinations, ne devait ressembler à la spéculation des barnums modernes, transportant de capitale en capitale les phénomènes de la nature ou de l'art. Non, le père de cette famille si intéressante n'était pas un charlatan qui voulait à tout prix obtenir de l'argent du public en exhibant des talents précoces. Musicien lui-même, doué de savoir et de goût, et, de plus, homme d'une foi très vive, Léopold Mozart regardait pour lui comme un devoir de manifester au monde le prodige musical qu'il avait plu au ciel de faire naître dans sa famille. En dernier ressort, glorifier Dieu dans ses dons, lui faire rendre grâces pour ses bienfaits, tel était le mobile de ses voyages. C'était, comme on le voit. une sorte d'apostolat, bien différent des vues intéressées et mercantiles dont on a vu tant d'exemples depuis.

Munich fut la première ville qu'ils visitèrent. Ils se rendirent ensuite à Augsbourg, à Mayence, à Francfort, à Coblentz, à Cologne et à Aix-la-Chapelle. Partout on leur fit fête. Mais ils reçurent beaucoup plus de cadeaux que de ducats. C'est pourquoi Léopold écrivait à la date du 17 octobre: « Nous avons de quoi monter une vraie boutique d'épées, de dentelles, de mantilles, de tabatières, d'étuis; enfin, nous avons laissé à Salzbourg une grande boîte renfermant tous nos joyaux et nos trésors. Mais, pour l'argent, il est rare, et je suis positivement pauvre. »

Au mois de novembre, la petite famille arrivait à Paris. Grâce à l'obligeance du baron de Grimm, qui, dans sa *Correspondance littéraire,* nous a conservé plusieurs souvenirs de l'enfance de Mozart, elle eut accès à la cour de Versailles. La France traversait alors une des plus tristes phases de son histoire nationale; C'était la dernière période du règne de Louis XV. L'immoralité était grande, à la cour et à la ville. Les lettres de Léopold Mozart y font de fréquentes allusions. Elles nous révèlent aussi le dénuement de cette famille d'artistes, à Paris, bien qu'on lui eût fait l'accueil le plus enthousiaste. Dans une lettre à sa femme, Léopold lui disait :

Si tous les baisers qu'on prodigue à Wolfgang pouvaient se transformer en bons louis d'or, nous n'aurions pas à nous plaindre. Le malheur est que les aubergistes ni les traiteurs ne veulent pas être payés en baisers: espérons cependant que tout ira bien, et pour ne rien négliger à cette fin, ayez soin de faire dire une messe chaque jour pendant une semaine.

Ce n'était pas le désir du gain qui faisait parler ainsi ce bon père de famille, mais uniquement la nécessité de procurer aux siens de quoi subsister et payer les frais de longs voyages.

Avant de quitter Paris, le jeune virtuose

composa deux sonates de piano, qui furent dédiées, l'une à la princesse Victoire, l'autre à la comtesse de Tessé. Les épîtres dédicatoires composées par Grimm sont assez ridicules, mais « les sonates, dit Fétis, sont charmantes et auraient fait honneur aux artistes les plus renommés de cette époque; cependant, leur auteur était à peine parvenu à sa huitième année ».

Au mois d'avril 1764, nos voyageurs s'embarquaient à Calais pour se rendre à Londres. Wolfgang n'y excita pas moins d'étonnement et d'admiration qu'à Paris. Après avoir joué de l'orgue devant le roi Georges III, il donna plusieurs concerts où le public se rendit en foule. La plupart des symphonies exécutées dans ces concerts étaient de sa composition. Il y écrivit également six sonates de piano. formant son troisième œuvre, et les dédia à la reine. La sensation profonde que produisit en Angleterre cet enfant extraordinaire a été décrite par un témoin oculaire, Daines Barrington, qui rapporte des traits de l'habileté du jeune phénomène qui paraissent presque fabuleux.

Après quinze mois de séjour en Angleterre, la famille Mozart passa dans le nord de la France, traversa la Flandre et se rendit en Hollande, par Courtrai, Gand et Anvers. Partout Wolfgang joua sur les orgues des églises cathédrales et collégiales. Arrivés à La Haye, lui et sa sœur furent admis à se faire entendre devant la princesse d'Orange, qui les prit sous sa protection. Mais, peu de jours après, la jeune fille fut atteinte d'une fièvre maligne, et son frère éprouva bientôt les effets de cette maladie, qui les mit tous deux aux portes du tombeau. Craignant de perdre des enfants si tendrement aimés, le pauvre père eut recours à son moyen ordinaire : la prière. Chaque jour il écrivait à sa femme, lui demandant de faire dire des messes en l'honneur des saints en qui il avait une grande confiance. Dieu se laissa toucher par ses larmes et ses prières. Rendus à la santé, les jeunes virtuoses purent de nouveau exciter l'admiration et les applaudissements du public. Pendant son séjour à La Haye, Wolfgang composa six nouvelles sonates de piano qu'il dédia à la princesse de Nassau. A l'occasion de l'installation du stathouder, il se rendit à Amsterdam, et y composa quelques symphonies. Enfin, au mois de mai 1766, il revint à Salzbourg en visitant de nouveau Paris, Lyon, la Suisse et Munich.

Les trois années que le jeune artiste avait passées à l'étranger ne lui furent pas inutiles. En dehors des sympathies qu'elles lui procurèrent, elles servirent beaucoup à compléter son instruction musicale. Sous la direction de son père, il reprit à Salzbourg ses études de composition. Les principaux ouvrages de Haendel qu'il avait rapportés de Londres et ceux de Charles Bach devinrent ses modèles classiques. Dès l'année 1767, il lut aussi les partitions des meilleurs maîtres italiens du XVIIe et du XVIIIe siècle, qui lui enseignèrent l'art de faire chanter les parties d'une manière facile et naturelle jusque dans les combinaisons les plus compliquées : qualité par laquelle il est devenu supérieur aux compositeurs allemands de toutes les époques. Les premières compositions vocales de cet enfant prodigieux datent aussi de ce temps.

II. SECOND SÉJOUR DE MOZART A VIENNE — LA JALOUSIE DES COMPOSITEURS L'EMPÊCHE DE REPRÉSENTER SON PREMIER OPÉRA — SÉJOUR EN ITALIE — ÉPREUVES — L'ARTISTE CHERCHE EN VAIN UNE SITUATION EN ALLEMAGNE, EN ITALIE ET EN FRANCE

Au mois de septembre de la même année, la famille Mozart entreprit un second voyage à Vienne, qui ne fut guère heureux dans ses résultats.

A peine était-on installé dans la capitale, qu'une archiduchesse mourut, et le deuil qui s'ensuivit ne permit pas à l'artiste d'aborder la cour. En même temps, la petite vérole éclata dans la ville et fit de grands ravages parmi les enfants. Léopold Mozart, fuyant le fléau, se retira à Olmütz (Moravie). C'est là que ses deux enfants furent atteints de la cruelle épidémie, qui eut un caractère

exceptionnel de gravité pour Wolfgang; pendant neuf jours, l'enfant fut privé de la vue. Dès que l'état de sa santé le permit, on revint à Vienne. C'était en janvier 1768; le jeune virtuose fut présenté à l'empereur Joseph II et à sa cour. Comme partout, l'admiration fut grande, et l'empereur dit à Wolfgang qu'il le verrait avec plaisir composer un opéra et le diriger lui-même au piano. L'artiste prit ce désir pour un ordre et se mit à écrire la partition de la *Finta Simplice.*

Cet ouvrage était destiné à la troupe italienne de l'impresario Affligio, qui avait promis de le payer cent ducats. Mais les compositeurs viennois ne pouvaient souffrir qu'un enfant de douze ans leur disputât les palmes de la scène. Une cabale s'organisa pour empêcher la représentation de la *Finta Simplice.* On affecta d'abord de soutenir que la musique était l'œuvre de Léopold Mozart et non de son fils; puis, quand on eut la preuve du contraire, les chanteurs prétendirent que les airs ne pouvaient se chanter. Gagné par les ennemis de Wolfgang, le directeur Affligio traînait les choses en longueur pour ne pas tenir ses engagements. Finalement, il déclara qu'il s'arrangerait de façon à faire siffler l'opéra si on l'obligeait à le monter. Cette parole anéantit les dernières espérances de Mozart et de son père. La composition d'une partition de 558 pages et quatorze mois de séjour à Vienne n'avaient eu d'autre résultat que de compromettre gravement leur situation pécuniaire.

Wolfgang se dédommagea quelque peu de cette terrible épreuve en faisant exécuter, devant la cour, une messe solennelle qu'il venait d'écrire. Peu de temps après, il eut encore la satisfaction de voir jouer son petit opéra de *Bastien et Bastienne* dans la maison de campagne du docteur Mesmer, ami de son père.

Dans le cours de l'année 1769, Mozart apprit soigneusement la langue italienne, et, au mois de décembre, il entreprit avec son père un voyage dans la Péninsule. Sous le nom d'*Il signor Amadeo*, il donna des concerts à Vérone, à Mantoue, à Milan, à Florence, à Rome et à Naples. Partout il recueillait des applaudissements et des témoignages d'admiration comme on n'en obtient que dans les pays méridionaux.

Louis Veuillot résume ainsi dans son beau langage le voyage de Mozart en Italie, et particulièrement à Rome (1) :

Mozart avait quatorze ans; il faisait son tour d'Italie, donnant des concerts, exécutant, hélas ! des tours de force, pour gagner ses frais de voyage. Il jouait des morceaux de sa composition sur le clavecin; il improvisait sur le clavecin et sur le violon; il improvisait et chantait des airs avec accompagnement de clavecin, « sur des paroles *non vues d'avance* », Mozart ! !

Et cependant, c'était Mozart. Non seulement son génie résistait à ce métier, mais sa gaieté et sa simplicité d'honnête enfant catholique ne s'y perdaient point. Il étudiait, il écrivait, il riait, il priait, il obéissait. Son père le conduisait dans cette course à travers les orchestres de l'Italie. Brave figure de père, de chrétien et de musicien, ce Léopold, père de Wolfgang !

On les recevait bien. Peu d'argent, mais beaucoup de courtoisie et une intelligence du génie qui ne lésinait point sur la louange. Dans le « très jeune et très expert signor Amadeo », comme parlaient ses programmes, l'aimable Italie devinait le grand Mozart. Il s'appelait *Amadeo* pour les Italiens : quel moyen de leur donner à prononcer Wolfgang ?

Ainsi, répandant sur sa route les fugues, les motets, les symphonies, ébauchant des opéras, salué de sonnets, saluant de sonates, également satisfait du soleil, des oreilles et des voix, se sentant croître, un beau jour Mozart entra dans Rome. Il s'en fut tout droit à Saint-Pierre, où le Pape célébrait la fonction du Jeudi-Saint. Il arriva près du Saint-Père, qui servait la table des pauvres.

« Wolfgang avait de si beaux habits, et il était si à son aise, dit Léopold, que les hallebardiers lui faisaient faire place, le prenant pour un gentilhomme allemand, même pour un prince, et moi pour son chambellan. » Wolfgang finit par se glisser entre deux cardinaux. L'un d'eux lui dit : « Ne voudriez-vous pas, en confidence, m'apprendre qui vous êtes ? »

Il répondit : « Le petit Mozart. — Quoi ! reprit le cardinal, cet enfant célèbre dont on m'a tant écrit ! — Votre Éminence, dit à son tour le petit Mozart, n'est-elle pas le cardinal Pallavicini ? » Et voilà l'Eminence et le petit Mozart en conver-

(1) *Parfum de Rome*, t. Ier, GŒTHE et MOZART à Saint-Pierre.

sation. Le cardinal trouva que Wolfgang parlait bien l'italien; lui-même savait un peu d'allemand; il le dit en six mots, où il s'accorda cinq fautes.....

Le bonhomme Mozart, charmé, raconte à sa femme cette petite scène tout imprégnée du parfum de Rome. Wolfgang ajoute : « J'ai baisé le pied de saint Pierre, et parce que je suis trop petit, il a fallu me soulever ».

Ah! cette auguste statue de saint Pierre, quand je la verrai désormais, je verrai aussi dans le groupe des fidèles, parmi ces riches, parmi ces pauvres, parmi ces enfants, je verrai le petit Mozart, posant sur le pied de bronze ses lèvres d'or, d'où tant de belles mélodies ont pris leur vol, douces comme la plainte, sereines comme la prière, pleines de désir comme l'âme d'un exilé.....

Si nous entendions ce qu'il chanta sous l'impression du souvenir de Rome, alors nous saurions ce que son frère Raphaël lui a dit.

De Rome, Mozart emporta le titre de chevalier de l'*Éperon d'or* que le Pape lui avait conféré et le chant du *Miserere* de la Sixtine que l'artiste s'était amusé à voler. Défense était faite sous des peines très sévères de donner des copies de ce chant fameux. Il suffit à Mozart de deux auditions pour le reproduire entièrement. Pendant qu'on l'exécutait, il avait crayonné, dit-on, quelques notes au fond de son chapeau.

Chose étonnante ! au milieu des distinctions et des honneurs que lui attirait son génie précoce, il avait gardé l'amabilité et la simplicité de l'enfance. Quand l'inspiration cessait de l'élever jusqu'au ciel, il descendait sur la terre et prenait part aux amusements de son âge. « Mon unique récréation, écrit-il, consiste dans les cabrioles que je me permets de temps à autre. »

M. l'abbé Goschler (*Vie d'un artiste chrétien*) a traduit sa correspondance. On remarque dans la plupart de ses lettres, surtout dans celles qu'il écrivait à sa sœur, à côté de détails intéressants sur ses études, des enfantillages charmants, d'innocentes plaisanteries qui montrent la candeur de son âme. Jusqu'à la fin de sa vie, cette heureuse nature fut exempte d'orgueil et de pédantisme.

En 1772, Wolfgang dut revenir à Salzbourg pour l'installation du nouvel archevêque. A cette occasion, il composa la sérénade dramatique intitulée : *Le songe de Scipion.* De retour à Milan, il y donna l'opéra de *Lucio Silla,* qui fut aussi bien accueilli que son *Mithridate,* représenté précédemment. Cet ouvrage fut suivi d'un opéra-bouffe, la *Finta Giardiniera,* exécuté à Munich, et d'une pastorale, *Le roi pasteur,* composée pour la cour de Salzbourg.

Ses succès et ses travaux déjà nombreux permettaient à Mozart d'espérer qu'il trouverait facilement une situation auprès de l'archevêque de Salzbourg ou à la cour de Bavière. Ses espérances furent déçues; et cependant, il ne demandait au prince-électeur de Bavière qu'un traitement annuel de 500 florins (environ 1 050 francs) sous l'obligation d'écrire quatre opéras par an et de figurer chaque jour dans les concerts de la cour.

Certes, ces prétentions n'étaient pas exagérées de la part d'un artiste qui avait produit quatre opéras, un oratorio, deux messes solennelles, deux cantates et un nombre considérable de morceaux de musique instrumentale à l'âge où les autres compositeurs sont encore sur les bancs de l'école. Néanmoins, par une de ces aberrations qu'on rencontre souvent dans l'histoire, le prince refusa d'accueillir les offres de service d'un homme qui aurait rendu son nom à tout jamais célèbre. A ceux qui le pressaient d'accepter ces offres, il répondait :

« C'est trop tôt; que Mozart aille en Italie, qu'il s'y fasse un nom. Je ne lui refuse rien, mais il est trop jeune. »

« Aller en Italie, répondait Wolfgang, mais j'y ai passé trois ans, j'y ai donné trois opéras, et mon nom y est universellement connu. »

Il ajoutait : « Que le prince rassemble tous les compositeurs de Munich; qu'il en fasse venir d'Italie, de France, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Espagne : je me mesurerai avec tous ». Ce pauvre grand artiste, méconnu des princes qui, seuls, pouvaient lui procurer une situation honorable et lui permettre de donner libre essor à son génie, était obligé de se redresser devant ceux qui voulaient l'abaisser. Ce n'était

pas l'orgueil, mais le sentiment de sa valeur et comme une prévision de l'avenir qui lui faisait dire : « Je suis aimé du public de Munich : je le serai bien davantage quand j'aurai agrandi le domaine de la musique, ce qui ne peut manquer d'arriver. Je brûle du désir d'écrire depuis que j'ai entendu la musique allemande ».

Mozart s'éloigna de la capitale de la Bavière plus pauvre qu'il n'y était arrivé. Il fut obligé de donner un concert à Augsbourg pour subvenir aux frais de son voyage. A Manheim, l'électeur palatin lui fit cadeau d'une montre, et ce fut tout ce qu'il en obtint. Tant de contrariétés et le désir de se créer une position décidèrent Wolfgang à s'expatrier encore une fois.

Ce fut vers Paris qu'il se dirigea, accompagné seulement de sa mère, car son père avait été retenu à Salzbourg par les devoirs de sa charge. Il pensait retrouver dans notre pays au moins quelques vestiges de la belle réception qui lui avait été faite quatorze ans auparavant. Hélas! les circonstances avaient bien modifié la face des choses depuis ce temps-là, et le pauvre artiste ne rencontra chez nous qu'ennuis et déceptions. Arrivé à Paris le 23 mars 1778, il attendit vainement pendant six mois un livret qu'on lui avait promis; il dut se borner à arranger pour le concert spirituel, dirigé par Legros, un *Miserere* de Holzbauer, qui ne réussit pas.

Vers cette époque, la mère du compositeur se réjouissait de ce qu'il avait trouvé une élève assez généreuse qui lui donna « trois louis d'or pour douze leçons ». Le découragement qui serre le cœur de Mozart se laisse entrevoir dans ce passage d'une lettre à son père, écrite de Paris le 1er mai 1778: « S'il y avait ici quelqu'un qui eût des oreilles pour entendre, un cœur pour sentir, et seulement quelque idée de l'art, je me consolerais de toutes mes disgrâces; mais les hommes avec qui je suis sont des brutes quant à la musique ».

Un affreux malheur s'ajouta bientôt à toutes ces tristesses. Le 3 juillet 1778, il perdait sa mère, et cette cruelle épreuve lui rendit à tout jamais insupportable le séjour de Paris. Il revint donc à Salzbourg, où la nécessité le força d'accepter la place d'organiste de la cour en 1779. Cette carrière, si brillante à ses débuts, menaçait de s'achever obscurément dans des fonctions voisines de la domesticité.

Cependant, la confiance de Léopold Mozart dans l'avenir musical de son fils, n'était pas ébranlée par tant de contrariétés. Il se disait que la Providence n'avait pu créer une âme telle qu'il ne s'en rencontre peut-être pas deux dans un siècle pour la condamner ensuite à l'impuissance. En effet, le jeune homme allait avoir bientôt l'occasion de manifester ses talents.

III. MOZART SE FIXE A VIENNE — IL PRODUIT SES CHEFS-D'ŒUVRE — L'ENLÈVEMENT AU SÉRAIL — LES NOCES DE FIGARO — DON JUAN — LA FLUTE ENCHANTÉE — MORT DE SON PÈRE

Au mois de novembre 1780, l'organiste de Salzbourg était appelé à Munich par le prince de Bavière pour y composer l'opéra d'*Idoménée*. Un congé de six mois qu'il obtint et sa prodigieuse facilité lui permirent de mener rapidement cette œuvre à bonne fin. Le 29 janvier 1781, elle était représentée et soulevait l'enthousiasme du public par les beautés nouvelles qu'elle renfermait. Jamais on n'avait rien entendu de semblable. A partir de ce moment, Mozart devait marcher de succès en succès.

Néanmoins, sa situation personnelle était loin de s'améliorer encore. L'archevêque de Salzbourg, prélat d'une faible portée d'esprit et très vaniteux, se plaisait à faire savoir à tout le monde que l'auteur de l'*Idoménée* était à son service. Dans un voyage à Vienne, il s'en fit accompagner, mais en le traitant sur le même pied que ses autres serviteurs. L'artiste mangeait à l'office avec ces derniers, et son maître ne lui permettait pas de répondre aux invitations qu'il recevait à chaque instant de jouer dans des concerts ou chez des particuliers de la ville. « Sa Grandeur, écrivait-

il à son père, ne veut pas que ses gens fassent des profits. Il ne doit y avoir que pertes pour eux. »

Quoiqu'il fût outré de cette façon d'agir, Mozart la supporta néanmoins pendant quelque temps de peur de compromettre la situation de son père, unique ressource du vieillard. Un jour, cependant, poussé à bout, il osa se plaindre au prélat qui lui fit cette réponse : « Si vous ne voulez pas mieux servir, décampez d'ici. » L'artiste ne se le fit pas répéter et donna sa démission.

Libre désormais, il ne chercha plus de place et vécut de son travail ainsi que de quelques leçons qu'il donnait. Mais l'enseignement ne pouvait satisfaire l'ambition légitime qu'il avait de produire.

« Je suis compositeur, écrivait-il; je suis né pour être maître de chapelle, et je ne puis, ce qui m'arriverait certainement si j'avais beaucoup d'élèves, je ne puis enterrer le talent de compositeur que Dieu m'a si libéralement départi. »

Cependant, l'homme qui aurait pu le mieux favoriser l'essor de ce génie impatient de se manifester, l'empereur Joseph II, engoué de la musique italienne, était peu disposé à favoriser les Allemands. Enfin, sur les instances du prince de Cobentzel et de la comtesse de Thun, il autorisa Mozart à écrire pour la cour impériale l'*Enlèvement au sérail.*



MOZART ENFANT

Cet ouvrage, joué à Vienne le 12 juillet 1782, fut accueilli assez froidement. Le public n'était pas encore habitué à ce nouveau genre de musique. L'auteur n'en retira que 50 ducats. Parlant de cet opéra, Joseph II s'exprima en ces termes : « Cela est trop beau pour nos oreilles; en vérité, j'y trouve trop de notes. — Sire, répondit Mozart, il y a juste le nombre de notes qu'il faut. »

Quelques jours après la représentation de cet opéra, l'artiste épousait Constance Weber, et l'empereur le fixait définitivement à Vienne en lui donnant le titre de compositeur de la cour et une pension annuelle de 800 florins. Pendant plusieurs années, Joseph II ne lui demanda rien, si ce n'est le petit opéra intitulé : *Le directeur du spectacle.* Son obstination à cet égard fit dire un jour par le compositeur à l'intendant qui lui payait ses honoraires : « Monsieur, c'est trop pour ce qu'on me demande et pas assez pour ce que je pourrais faire ».

Sur ces entrefaites, le roi de Prusse,

Frédéric-Guillaume II, sollicita Mozart de s'établir à sa cour, comme maître de chapelle, avec un traitement fixe de 3000 écus (11 250 francs). L'artiste consulta ses amis pour savoir ce qu'il fallait faire. On l'engagea fortement à profiter de cette occasion unique qu'il avait de se procurer une situation qui le mît à l'aise.

Mozart était décidé à offrir sa démission à Joseph II, lorsque celui-ci, comprenant que le départ de cet homme nuirait à sa réputation, le prévint et lui dit d'un air affable : « Eh quoi ! mon cher Mozart, vous voudriez me quitter ? » Interdit à ces paroles, le compositeur regarda le prince avec attendrissement et lui dit : « Majesté, je me recommande à votre bonté....., je reste à votre service. »

Mais Sa Majesté n'eut aucunement l'idée d'améliorer la position d'un homme qui se sacrifiait pour elle. N'estimant que la musique italienne, l'empereur ne connaissait pas suffisamment le mérite du maître qu'il avait le bonheur de posséder. Rien n'est significatif à cet égard comme le passage suivant des *Mémoires* de da Ponte, l'auteur des livrets des *Noces de Figaro* et de *Don Juan*.

Wolfgang Mozart, dit da Ponte, quoique doué par la nature d'un génie musical supérieur peut-être à tous les compositeurs passés, présents et futurs, n'avait pu encore faire éclater son divin génie à Vienne, par suite de la cabale de ses ennemis; il y demeurait obscur et méconnu, semblable à une pierre précieuse qui, enfouie dans les entrailles de la terre, y dérobe le secret de sa splendeur. Je ne puis jamais penser sans plaisir et sans orgueil que ma seule persévérance et mon énergie furent en grande partie la cause à laquelle l'Europe et le monde durent la révélation complète des merveilles de cet incomparable génie.

M'étant rendu chez Mozart, je lui demandai s'il lui conviendrait de mettre en musique un opéra composé tout exprès pour lui. — Ce serait avec beaucoup de plaisir, me répondit-il, mais je doute d'en obtenir la permission. — Je me charge de lever toutes les difficultés. — Eh bien ! agissez.....

Causant un jour avec lui, il me demanda si je pourrais mettre en opéra la comédie de Beaumarchais intitulée les *Noces de Figaro*. La proposition fut de mon goût. Je me mis à l'ouvrage, et le succès fut immédiat et général..... Au fur et à mesure que j'écrivais les paroles, Mozart composait la musique; en six semaines, tout était terminé. La bonne étoile de Mozart voulut qu'une circonstance opportune se présentât et me permît de porter mon manuscrit à l'empereur.

— Eh quoi ! me dit-il, vous savez que Mozart, remarquable pour la musique instrumentale, n'a jamais écrit pour le chant, sauf une seule fois, et cette exception ne vaut pas grand'chose !

— Moi-même, répliquai-je, sans la bonté de l'empereur, je n'eusse jamais écrit qu'un drame à Vienne.

— C'est vrai, mais cette pièce de *Figaro*, je l'ai interdite à la troupe allemande.

— Je le sais; mais, ayant transformé cette comédie en opéra, j'en ai retranché des scènes entières, et j'en ai abrégé d'autres, ayant soin de faire disparaître tout ce qui pourrait choquer les convenances et le bon goût; en un mot, j'en ai fait une œuvre digne d'un théâtre que Sa Majesté honore de sa protection. Quant à la musique, autant que je puis en juger, c'est un chef-d'œuvre.

— Bien; je me fie à votre goût et à votre prudence : remettez la partition aux copistes.

Cette partition a des proportions colossales : elle abonde en airs, duos, morceaux d'ensemble de caractère et de style différents, où la richesse des idées, le goût et la nouveauté de l'harmonie, des modulations et de l'instrumentation se réunissent pour former l'ensemble le plus parfait. Les deux finales du deuxième et du quatrième acte, à eux seuls, constitueraient de véritables opéras, plus riches en beautés de premier ordre qu'aucune production dramatique.

Rien de ce qu'on connaissait avant les *Noces de Figaro* ne pouvait donner l'idée d'un semblable ouvrage. Le succès de cette merveilleuse composition fut général en Allemagne. Partout il excita l'enthousiasme, et, de tous les opéras de Mozart, ce fut le mieux compris dès son origine. Léopold Mozart écrivait à sa fille, le 18 mai 1786 : « A la seconde représentation des *Noces de Figaro*, on a répété cinq morceaux ; on en a redemandé sept à la troisième; un petit duo a été chanté trois fois. »

Et cependant, il y avait, à Vienne, un parti notoirement hostile à Mozart et à ses productions. A sa tête se trouvaient Salieri, quelques autres compositeurs jaloux et certains chanteurs italiens qui ne trouvaient

pas, dans les œuvres du maître, le moyen de faire ressortir leur voix. Tout ce monde intriguait, et ses agissements nuisirent toujours plus ou moins au succès de Mozart dans la capitale de l'Autriche.

Mais il n'en était pas de même ailleurs, là où l'enthousiasme pouvait se manifester plus librement.

Ce fut encore da Ponte qui fournit à Mozart le livret d'un autre chef-d'œuvre lyrique : *Don Juan.* Le sujet de cet opéra a été emprunté à la pièce de Molière, notablement modifiée. Cet ouvrage fut écrit pour le théâtre de Prague, à l'occasion de l'arrivée dans cette ville de la grande-duchesse de Toscane. Représenté le 4 novembre 1787, *Don Juan* fut vivement applaudi par les habitants de Prague, qui le déclarèrent le plus beau et le plus complet des opéras représentés jusqu'à ce jour.

Bientôt après, il paraissait à Vienne; mais il avait un sort tout différent. « Mal monté, mal répété, mal joué, mal chanté et plus mal compris », dit Oulibicheff, on lui préféra l'*Axur* de Salieri. *Don Juan* est un ouvrage de très grande valeur; il abonde en passages admirables; on a pu dire de cette composition : « Il n'y a qu'un seul beau morceau, c'est l'opéra tout entier ».

Léopold Mozart, qui portait un si vif intérêt aux productions de son fils, n'eut pas la satisfaction d'assister au triomphe de cette partition. Il mourut le 28 mai 1787. Cet événement douloureux influa certainement sur la destinée de Wolfgang. Quelques biographes vont jusqu'à dire qu'il abrégea sa vie, car, quatre années seulement s'écoulèrent entre la mort du père et celle du fils.

Quand on songe à tout ce que le bon Léopold avait été pour ce grand artiste, d'abord père tendre, dévoué et vigilant, puis maître intelligent de cet enfant de génie, son guide, son confident, pourvoyant avec une sollicitude infatigable au développement de ses facultés physiques, morales, intellectuelles, ne le quittant jamais, surveillant ses récréations aussi bien que le choix de ses lectures, entretenant dans son cœur un foyer d'affection pour Dieu, pour sa mère, pour sa sœur et pour tout ce qui est beau et bien; quand on se rappelle cette correspondance incessante entre le père et le fils, ces communications si fréquentes de leurs impressions et de leurs pensées, il semblait qu'il régnait entre ces deux âmes une union si parfaite qu'à l'existence du père semblait attachée celle du fils. C'est la pensée que fait naître la lettre suivante écrite par Wolfgang à son père quelques jours avant la mort de celui-ci.

Mon très cher père,

J'apprends, au moment même, une nouvelle qui m'accable, d'autant plus que, d'après votre dernière lettre, je devais présumer que, Dieu merci, vous vous portiez à merveille. — Vous êtes donc sérieusement malade? — Ai-je besoin de vous dire avec quelle ardeur j'attends par vous-même des nouvelles rassurantes ! J'espère les recevoir sous peu, quoique, en toutes choses, je me sois habitué à me représenter toujours le pire. Comme la mort, à la bien considérer, est le vrai but de notre vie, je me suis depuis plusieurs années tellement familiarisé avec ce véritable ami de l'homme, que son image, loin d'être effrayante pour moi, n'a rien que de doux et de consolant! Je remercie mon Dieu de m'avoir accordé la grâce de reconnaître la mort comme la clé de notre véritable béatitude ! Je ne me mets jamais au lit sans penser que, tout jeune que je suis, je puis ne pas me relever le lendemain; et cependant, aucun de ceux qui me connaissent ne pourra dire que, dans l'habitude de la vie, je sois morose ou triste; je rends grâce tous les jours à mon Créateur de ce bonheur, et le souhaite à tous les hommes, mes frères.

J'espère que, pendant que j'écris ces lignes, vous vous trouverez mieux. Que si vous deviez aller plus mal, je vous supplie de ne pas me le cacher, de m'écrire ou de me faire écrire la vérité entière, afin que je puisse aussi vite que possible être dans vos bras. Je vous en conjure par tout ce qu'il y a de plus sacré. J'attends néanmoins une lettre rassurante, et, dans cette douce espérence, je vous baise mille fois les mains, ainsi que ma femme et Charles, et je suis éternellement

Votre Wolfgang.

A partir du moment où il rendit les derniers devoirs à son père, la santé de l'artiste alla en déclinant. Quoiqu'il se livrât encore avec ardeur à la composition, on observait en lui des symptômes d'une affection de poitrine qui devait le conduire au tombeau.

En 1783, Mozart avait fait paraître *David pénitent,* oratorio qui renferme des morceaux de la plus grande beauté, notamment un trio pour deux soprani et tenor, qui peut rivaliser avec ses meilleures productions. Puis vinrent, en 1785, six beaux quatuors qu'il dédia à Haydn.

Porté à une sombre mélancolie depuis la mort de son père, il ne cessa pas néanmoins de déployer une merveilleuse activité. Le travail était sa grande ressource contre les tristes pensées qui remplissaient son âme. Il écrivait très rapidement et paraissait plutôt improviser que composer. Cependant, « tous ses ouvrages, dit Fétis, portent le cachet de la perfection, sous le rapport de l'art d'écrire comme sous celui de l'invention ». En 1788, il donna ses trois dernières symphonies. En 1789, il produisit son dernier quatuor, en *ré,* pour le roi de Prusse, quelques petits morceaux de musique vocale et instrumentale et l'opéra-bouffe de *Cosi fan tutte,* représenté à Vienne, à la fin de janvier 1790.

La triste maladie dont il était atteint prenait de jour en jour un caractère plus alarmant. Quoiqu'il ne craignît pas la mort — la lettre qu'on a lue plus haut le prouve — il se préoccupait beaucoup de sa fin qu'il sentait proche. Ce qui l'inquiétait surtout, c'était la pensée de n'avoir pas assez fait pour sa gloire; il en résultait une ardeur fébrile pour un travail qui épuisait ses forces. Vainement ses amis essayaient de le distraire en le conduisant au café voisin, où l'artiste retrouvait son goût passionné pour le billard. Rentré chez lui, il se livrait à de nouveaux excès de travail. Le promenait-on en voiture? il ne voyait rien, il n'entendait rien; constamment absorbé par ses pensées, il marquait tant d'impatience qu'on était obligé de le ramener à son domicile, où il reprenait un labeur qui le tuait.

C'est dans ces dispositions qu'il reçut un jour la visite de Schikanider, impresario de Vienne. Cet homme était au désespoir. Directeur et acteur de son théâtre, il écrivait de mauvais canevas de pièces, et même y mettait parfois des airs de sa façon. Ses affaires ne s'en trouvaient pas mieux. Réduit à la dernière misère, il venait trouver Mozart, lui exposer sa triste situation, et le supplier de lui venir en aide.

— Eh! mon ami, lui dit le maître, après l'avoir écouté patiemment, que puis-je faire pour vous?

— Vous pouvez me sauver!

— Comment cela?

— En écrivant pour mon théâtre un opéra dans le goût du public de Vienne. Vous pourrez faire la part de votre gloire et celle des connaisseurs; mais l'essentiel est de plaire au peuple de toutes les classes. Je vous fournirai le livret et je ferai la dépense de la mise en scène.

— Je consens à ce que vous me proposez.

— Que me demandez-vous pour vos honoraires?

— Vous venez de me dire que vous ne possédez rien. Écoutez, je veux vous sauver, mais non perdre le fruit de mon travail. Je vous livrerai ma partition dont vous me donnerez le prix que vous pourrez. Mais je vous défends d'en donner des copies. Si l'opéra réussit, je me payerai en vendant ma partition à d'autres théâtres.

Le marché fut conclu à ces conditions, et Mozart se mit immédiatement à composer l'ouvrage demandé. C'était la *Flûte enchantée,* magnifique chef-d'œuvre d'un genre absolument différent des autres opéras du maître. Cette partition se fait remarquer par une grâce, une fraîcheur qu'on ne croirait pas avoir pu se trouver dans l'imagination d'un mourant. Pendant qu'il l'écrivait, il ne voulait interrompre son travail ni le jour, ni la nuit. Souvent il tombait dans un épuisement absolu et avait des défaillances qui duraient plusieurs minutes. Les supplications de sa femme, pas plus que celles de ses amis, ne purent jamais obtenir qu'il suspendît la composition de cet opéra, qui fut achevé au mois de juillet 1791 et joué le 30 septembre suivant, avec un succès sans exemple à Vienne. On ne donna pas moins de cent vingt représentations consécutives.

Le compositeur ne put assister qu'aux dix premières. Ses souffrances étaient trop grandes pour qu'il pût se rendre au théâtre.

Toute l'Allemagne applaudit au succès de la *Flûte enchantée,* car on joua bientôt cet ouvrage sur tous les théâtres. Au mépris de sa promesse et de ses engagements formels, l'indigne Schikanider en avait vendu des copies. En apprenant cet acte de friponnerie, Mozart se contenta de dire : « Le coquin ! » Ce fut la seule vengeance qu'il se permit envers un homme qui lui devait tant.

Et cependant, à cette époque, le compositeur avait un besoin pressant d'argent. Les fréquentes maladies de sa femme et l'entretien d'une famille de six enfants nécessitaient des frais qui dépassaient parfois les ressources du modeste ménage. Les musiciens, alors comme aujourd'hui, tiraient peu de profit de leurs œuvres, et souvent Mozart dut recourir à des emprunts.

La *Flûte enchantée,* qui a eu tant de succès à l'étranger, a été jouée assez rarement en France. On cite surtout deux représentations, l'une sous le Consulat, mais la partition avait changé de titre pour s'appeler les *Mystères d'Isis;* l'autre, en 1865, au Théâtre Lyrique de Paris; la pièce parut sous son nom véritable, mais avec des paroles nouvelles.

La partition de la *Flûte enchantée* se distingue par la clarté du style, la limpidité de la pensée, le bonheur de l'expression et une grâce vraiment enchanteresse C'est la mieux écrite de toutes les œuvres du compositeur. Il n'est pas un recueil de musique qui n'en renferme quelques passages, universellement connus. L'ouverture, d'un grand intérêt, figure dans le répertoire classique des concerts du Conservatoire.

Le trio des fées, la chanson de l'oiseleur, l'air chanté par la reine de la nuit et le fameux quintette *hm, hm, hm, hm,* forment le premier acte dans la pièce française. Au second acte, l'oiseleur entre dans la volière et on entend un duo dialogué très agréable; puis une scène où la clochette magique fait fuir en cadence Monostatos et sa troupe; il serait difficile de trouver rien de plus gracieux. Le troisième acte s'ouvre par l'invocation majestueuse du grand prêtre : *Isis ! c'est l'heure où sur la terre,* suivi du grand air : *Oui, devant toi, tu vois une rivale,* écrit pour la voix exceptionnelle d'Aloysia Weber, et du chœur des prêtres d'Isis. Les couplets du dernier acte : *La vie est un voyage,* quoique plus sérieux, sont devenus promptement populaires. La pièce se termine par un duo bouffe, très curieux, entre Papageno et Papagena. « En entendant l'orchestration de la *Flûte enchantée,* a dit un musicien, on est tenté de croire que c'est le dernier mot de la perfection instrumentale ».

IV. UN MESSAGER MYSTÉRIEUX — MOZART COMPOSE SON « REQUIEM » — SA MORT — — VALEUR INTELLECTUELLE ET MORALE DU GRAND COMPOSITEUR

Le surmenage auquel Mozart s'était livré pour achever son dernier opéra avait fatigué son organisme.

Une circonstance mystérieuse vint encore aggraver son état. Elle a été rapportée par deux de ses biographes, Cramer et de Niessen. Cramer dit que, vers le milieu de l'année 1791, le compositeur reçut la visite d'un inconnu, vêtu de gris. Celui-ci lui demanda une messe de *Requiem,* et, d'avance, la paya généreusement, sans dire son nom. Plusieurs fois, le même personnage revint, à l'improviste, réclamer la partition. Mozart, déjà préoccupé de l'idée de sa fin prochaine, crut voir, dans ces visites, un avertissement du ciel.

Le conseiller de Niessen, qui, dix-huit ans après la mort de l'artiste, épousa sa veuve, donne une autre version de ce fait. Mozart, dit-il, travaillait à la *Flûte enchantée* lorsqu'il reçut une lettre anonyme par laquelle on le chargeait de composer une messe de *Requiem,* en l'invitant à fixer le prix de l'ouvrage et à indiquer le jour où il serait terminé.

Étonné de cette étrange demande et du mystère dont on l'enveloppait, Mozart con-

sulta sa femme qui lui conseilla de répondre par écrit qu'il consentait à faire ce qu'on lui demandait sans pouvoir cependant fixer le moment où le travail serait terminé, et il indiqua le prix qu'il demandait.

Peu de temps après, le messager qui avait apporté la première lettre revint, et non seulement il remit au compositeur la somme stipulée, mais il ajouta que le salaire serait considérablement augmenté dès que le *Requiem* serait achevé. Il ajouta que Mozart pouvait travailler à loisir, mais qu'il ne fallait pas chercher le nom de la personne qui demandait cette composition.

Absorbé dans de sombres réflexions, le maître n'écouta pas les observations de sa femme sur cette singulière aventure. Il se mit aussitôt à la composition du *Requiem ;* il y travaillait avec tant d'ardeur que, certainement, il aurait épuisé le reste de ses forces si un autre objet important ne fût venu l'arracher à ce triste sujet d'occupation.

L'époque du couronnement de l'empereur Léopold, comme roi de Bohême, était arrivée. L'administration du théâtre de Prague ne songea qu'au dernier moment à faire écrire un nouvel opéra pour cette circonstance. Elle eut recours à Mozart, dans les premiers jours du mois d'août, en lui annonçant que les États Généraux de la Bohême avaient choisi pour sujet la *Clémence de Titus,* de Métastase.

Flatté de la préférence dont il était l'objet, le compositeur accepta les propositions qui lui étaient faites, quoique le délai fixé fût si court qu'il se vit obligé de réduire l'ouvrage en deux actes, de n'écrire que les morceaux principaux et de faire écrire le récitatif par un de ses élèves, Süssmayer. Au moment où il montait en voiture avec sa femme pour se rendre à Prague, le messager reparut, tel qu'un esprit, et demanda ce que deviendrait le *Requiem.* Mozart s'excusa sur l'urgence du voyage et sur l'impossibilité où il avait été d'en prévenir le maître inconnu du messager; mais si cette personne voulait attendre, il se mettrait à l'œuvre après son retour. Le messager parut satisfait de cette assurance.

Les deux récits de Cramer et de Niessen, malgré quelques divergences de détails, se ressemblent pour le fond. Quelques écrivains en ont conclu à une intervention surnaturelle et ont dit que Mozart avait été prévenu de son heure dernière. Mais, depuis, le mystérieux messager s'est fait connaître. On a su qu'il s'appelait Leitgeb, et qu'il remplissait la charge de valet de chambre chez le comte Walsegg. Ce seigneur avait perdu sa femme, et la pensée lui était venue de demander à Mozart de composer un *Requiem* pour les funérailles de la comtesse. C'était assez conforme aux usages de l'époque. Rien de moins surnaturel par conséquent. Mais l'auteur de la *Flûte enchantée* avait l'imagination frappée de la pensée de la mort; il se persuada que l'homme gris était un messager de la destinée, et que c'était pour lui-même qu'il composait son *Requiem.*

Pour expliquer cette supposition bizarre, nous devons dire ici que, à la fin du siècle dernier, il s'était formé un certain nombre de sectes, qui, sous le nom d'illuminés, de rose-croix, de swendenborgiens, de théosophes, etc., prétendaient avoir des relations avec le monde des esprits. Les adeptes se réunissaient secrètement, ils s'adonnaient à des pratiques de la magie et évoquaient les morts.

Les expériences du docteur Mesmer, à Vienne et à Paris firent, à cette époque, beaucoup de bruit. Or, le docteur Mesmer était un ami de Léopold Mozart, et on prétend qu'il avait enrôlé dans sa Société l'illustre compositeur. Celui-ci, ne sachant pas que l'Église avait condamné les pratiques superstitieuses ou magiques de ces sectaires, assistait quelquefois à leurs réunions. Il n'en fallait pas davantage pour jeter le trouble dans un organisme déjà épuisé par le travail et la maladie. Sous l'influence de cette fantastique direction d'idées, le grand musicien a pu voir dans un fait très ordinaire une manifestation d'outre-tombe.

Le séjour du compositeur à Prague apporta une heureuse diversion à ses sombres

pressentiments. En dix-huit jours, il termina sa partition, dont il livrait les feuilles aux copistes à mesure qu'il les écrivait. Cependant, on ne saurait citer un seul morceau faible dans la *Clémence de Titus*, qui fut jouée le 6 septembre 1791. Tous les airs, les duos, les finales du premier acte et le trio du second sont d'une beauté achevée.

De retour à Vienne, le grand artiste, dont la santé paraissait améliorée, se remit à la composition du *Requiem*. De nouveau les pensées tristes l'envahirent; de plus en plus il se persuada qu'il avait reçu un avertissement du ciel et qu'il travaillait à son hymne de mort. Rien ne put le distraire de cette idée funeste, qui acheva d'abattre le reste de ses forces. Sa femme, alarmée de sa sombre mélancolie et de sa faiblesse, essayait en vain de le distraire.

Un jour, par une belle matinée d'automne, elle prit une voiture et le conduisit au *Prater*, la promenade favorite des habitants de Vienne. En route, Mozart se mit à pleurer. « Ah ! s'écria-t-il, je le vois bien, c'est pour moi-même que j'écris ce *Requiem*. Bien peu de jours me restent à vivre; je ne le vois que trop. On m'a donné du poison. »

On imagine facilement quel fut le serrement de cœur de la pauvre femme, en entendant ces tristes paroles. Rentrée chez elle, elle envoya chercher le médecin, qui fut d'avis d'enlever au malade sa fatale partition. Mozart s'y résigna, mais sa tristesse fut loin de disparaître complètement.

Cependant, quelques jours d'un repos forcé lui apportèrent un peu de soulagement. A la fin de novembre, il se crut un peu mieux et réclama sa partition. Sa femme la lui rendit. Mais bientôt les douleurs physiques et morales revinrent, et le maître dut s'aliter. Il ne devait plus se relever.

Pendant les quelques jours qui précédèrent sa mort, il eut encore le courage de donner ses dernières instructions à son élève, Süssmayer, relativement à son *Requiem*, qui n'était pas achevé. Il fit à sa femme et à ses enfants les adieux les plus tendres, leur recommandant surtout de mettre en Dieu toute leur confiance. Lui-même, à ce moment solennel, demanda les sacrements de l'Église qu'il reçut avec cette piété dont il avait donné tant d'exemples pendant sa vie.

Le 5 décembre, il sentit que son heure dernière arrivait. Sa belle-sœur, Sophie Weber, étant venue dans la soirée prendre de ses nouvelles, il lui dit : « Je suis bien aise de vous voir; restez près de moi cette nuit; je désire que vous me voyiez mourir ». Elle essaya de le rassurer en lui disant que son état n'était pas désespéré : « Non, non, répliqua l'artiste, vous ne me ferez pas prendre le change; je sens que tout est fini. J'ai déjà le goût de la mort sur la langue. »

Sophie courut prévenir sa mère et ne tarda pas de revenir, selon les désirs du malade. Elle trouva celui-ci en compagnie de Süssmayer. L'élève soutenait de ses mains la partition du *Requiem*, entr'ouverte sous les yeux du maître. Celui-ci en feuilleta quelques pages avec des yeux humides de larmes et pria Süssmayer de terminer l'œuvre; puis il se tourna vers sa femme et lui recommanda de tenir sa mort cachée jusqu'à ce qu'elle eût fait prévenir Albrechtsberger. « Car, ajouta-t-il, devant Dieu et devant les hommes, c'est à lui que revient ma place de maître de chapelle. »

Minuit sonna. Avant que le dernier coup eût retenti, Mozart expirait (5 décembre 1791) sans avoir accompli sa trente-sixième année.

On a retrouvé, après sa mort, le catalogue de ses travaux depuis le 9 février 1784 jusqu'au 15 novembre 1791; il est écrit tout entier de la main du maître. Le détail en paraît presque fabuleux. Le nombre exact des œuvres complètes de Mozart s'élève à *six cent vingt-six*. Indépendamment de ces productions, on ne compte pas moins de *deux cent quatre-vingt-quatorze* fragments de morceaux incomplets ou inachevés.

Cette fécondité paraît vraiment prodigieuse quand on pense que l'illustre artiste a passé quinze années de sa vie à voyager, à donner des leçons, à organiser et donner des concerts.

Il n'a été faible dans aucune partie, ni

pour l'instrumentation, ni pour l'harmonie, ni pour l'art vocal. Le catalogue de ses œuvres comprend tous les genres, et en tous il a été supérieur.

C'est probablement le seul musicien auquel puisse s'appliquer pareil éloge. Tandis que Beethoven triomphe dans la symphonie, que Rossini excelle dans la musique dramatique, Mozart ne connaît point de spécialités. Qu'il écrive une messe ou un opéra, qu'il compose un oratorio ou un menuet, un quatuor ou une cantate, peu importe, on retrouve toujours son génie. Aucun de ses devanciers ou de ses successeurs n'a exercé autant d'influence sur les destinées de la scène lyrique. Les *Noces de Figaro*, *Don Juan* et la *Flûte enchantée* ne sont pas seulement des chefs-d'œuvre : ce sont des modèles de composition idéale qui ont fixé et maintenu jusqu'à ce jour les règles du goût; semblables à des colonnes, ils soutiennent encore aujourd'hui l'édifice musical, et leur solidité le protégera contre les efforts téméraires de ceux qui, sous prétexte de faire progresser l'art, en ébranlent les bases.

Si le maître de Salzbourg a brillé dans tous les genres, il en est un dans lequel il a particulièrement surpassé et éclipsé tous ses contemporains d'Allemagne. Nous voulons parler de la musique d'église. Sa foi vive et pratique lui en a découvert le but et les ressources. On peut citer comme des œuvres de la plus belle inspiration et du plus pur cachet religieux son grand *Kyrie*, en *ré*, ses messes nos 2, 4 et 5, son *Misericordias Domini*, à quatre voix, et son *Ave verum*, à quatre voix également.

Mozart était très désintéressé. Il se refusa toujours à poursuivre les éditeurs qui, sans vergogne, reproduisaient ses œuvres ou en vendaient de défectueuses sous son nom. Quand on lui disait qu'il y allait de son honneur et de son intérêt, il répondait simplement : « Bah ! malheur à qui me jugera sur ces misères ! »

Le *divin* Mozart n'est pas, en effet, jugé sur ces misères. « Au baptême catholique, dit Louis Veuillot, il avait reçu le nom de *Chrysostome*. Il l'a gardé....., il est la bouche d'or. »

« Mozart, écrit Fétis, a porté la perfection dans tout ce qu'il a composé, même dans de petits morceaux pour instruments à vent, valses, contredanses, etc. — Ce qui le caractérise, c'est l'application constante des règles et des principes musicaux. Chez lui, rien de heurté, de saccadé de contre nature, mais toujours la régularité et la perfection de la forme. »

Jonage.

J.-M.-J. BOUILLAT.

BIBLIOGRAPHIES

FÉTIS : *Histoire des musiciens.*

LOIS DE KERVAL : *Un jeune maëstro, histoire de Mozart.* Paris, A. Taffin-Lefort, 1896, in-16.

ROCHLITZ : *Anecdotes sur Mozart,* traduites par CRAMER. Paris, 1801.

OULIBICHEFF : *Nouvelle biographie de Mozart.* Moscou, 1843.

L'abbé GOSCHLER : *Mozart, vie d'un artiste chrétien au XVIIIe siècle.* Paris, Douniol, 1857.

GOUNOD : *Le don Juan de Mozart.* Paris, Ollendorf, 1890.

VICTOR WILDER : *Mozart, l'homme et l'artiste.* Paris, Heugel, 1880.

W. A. Mozart : Lettres traduites par HENRI DE CURZON. Paris, Fischbacher, 1893, in-16. — *Nouvelles lettres inédites,* 1898.

Revue des Deux Mondes : Le centenaire de don Juan, 15 novembre 1887. — *Mozart,* par LOÈVE VEIMARS, 15 mars 1834. — *Don Juan à l'Opéra,* par G. PLANCHE, 15 mars 1834. — *Mozart et don Juan,* par P. SCUDO, 15 mars 1849. — *Mozart et la flûte enchantée,* par BLAZE DE BURG, 15 mars 1865. — *Don Juan de Mozart,* par BLAZE DE BURG, 15 mai 1866.

G. N. NISSEN : *Histoire de W. A. Mozart, traduite* par ALBERT SOUWINEKI. Paris, Garnier, in-8°, 1869.

HENRI DOERING : *Mozart,* traduit par C. VIEL. Paris, Balmé, 1860, in-12.

ÉTIENNE GERVAIS : *Mozart ou la jeunesse d'un grand artiste.* Tours, Mame, 1866, in-12.

CHARLES POISOT : *Lecture sur les trois séjours de Mozart à Paris.* Paris, typ. Chamerot, 1873, in-18.

Correspondant : Mozart d'après des documents nouveaux, 25 décembre 1865-25 janvier 1866.

A. JULLIEN : *La ville et la cour au XVIIIe siècle, Mozart, Marie-Antoinette,* etc. Paris, 1881, in-12.

DE GUERLA : *Don Juan et ses origines littéraires.* Nancy, imp. Berger-Levrault, 1883, in-8°.

CLÉMENT : *Les musiciens célèbres.*

LES CONTEMPORAINS



MGR FAVA (1826-1899)

I. LE MISSIONNAIRE — VINGT ANS DE TRAVAUX APOSTOLIQUES A LA RÉUNION ET A ZANZIBAR — UNE MESSE A BAGAMOYO.

Amand-Joseph Fava naquit à Evin-Malmaison, dans le diocèse d'Arras, le 10 février 1826. Il appartenait à une de ces patriarcales familles du nord de la France, qui, pendant la tourmente révolutionnaire, se faisaient gloire de donner l'hospitalité aux prêtres persécutés. On a remarqué, avec raison, qu'en retour de ce service rendu à ses ministres, Dieu s'était plu à répandre des bénédictions de choix sur ces familles et avait accordé la grâce de la vocation sacerdotale à quelques-uns et souvent à plusieurs de leurs membres. C'est ce qui arriva dans la famille Fava, qui eut l'honneur insigne de donner à l'Église un évêque, deux prêtres et six religieuses.

Dès ses premières années, Amand-Joseph Fava manifesta sa vocation ecclésiastique. On admirait en lui une intelligence vive et pénétrante, une gravité au-dessus de son

âge et une douce piété. Après avoir achevé ses études primaires à Douai, il entra au Petit Séminaire de Cambrai. Il n'y avait guère alors dans ces établissements que les jeunes gens qui se destinaient au sacerdoce. L'Université, jalouse de son monopole, veillait à ce que les institutions ecclésiastiques ne lui enlevassent pas trop d'élèves.

Ses études classiques brillamment achevées, le jeune homme entra sans hésitation aucune au Grand Séminaire de Cambrai. Il venait de terminer son cours de théologie dogmatique et morale, lorsque son parent, M. Desprez (1), curé de Roubaix, fut nommé évêque de Saint-Denis de la Réunion. Le nouveau prélat ordonna prêtre, le 12 janvier 1851, Amand-Joseph Fava, et lui proposa de partir avec lui, en qualité de secrétaire intime. L'abbé Fava crut voir dans cette proposition la manifestation de la volonté de Dieu à son égard, et il partit pour les colonies.

L'abbé Fava déploya beaucoup de zèle et de dévouement dans les différentes missions qui lui furent confiées par son évêque. Aussi, quatre années s'étaient à peine écoulées depuis son arrivée à la Réunion, lorsqu'il fut nommé vicaire général. Il n'avait que vingt-neuf ans. Mgr Desprez avait la plus grande confiance en ses talents. Lorsque, en 1857, il fut nommé à l'évêché de Limoges, il voulut garder son vicaire général et le fit agréer par le gouvernement. Mais l'abbé Fava s'était attaché aux populations des colonies ; il se sentait attiré irrésistiblement vers les missions lointaines. Peut-être même rêvait-il déjà de planter la croix sur la côte orientale d'Afrique, alors encore dépourvue de tout prêtre catholique. Dans ces conditions, le successeur de Mgr Desprez, Mgr Maupoint, n'eut pas de peine à décider l'abbé Fava à revenir avec lui à la Réunion et à reprendre ses fonctions de vicaire général.

Dans le cours de l'année 1858, le zélé missionnaire, dévoré de la flamme de l'apostolat, entreprit un voyage de reconnaissance au sud de l'Afrique ; il étudia la côte orientale pour aller y planter la croix. Son plan tracé, il lui restait à obtenir du Pape les pouvoirs spirituels, et, du gouvernement français, l'appui matériel, dont il avait besoin. A cet effet, il se rendit à Rome et à Paris. Pie IX le reçut avec une bienveillance marquée et lui donna le titre de vice-préfet apostolique de Zanzibar. Le gouvernement français montra aussi des dispositions favorables à l'entreprise et à son promoteur. Napoléon III invita l'abbé Fava à déjeuner aux Tuileries. « Après le déjeuner, dit M. Rastoul, comme il le faisait souvent lorsqu'il voulait s'entretenir avec quelque invité, l'empereur se retira avec l'abbé Fava dans l'embrasure d'une fenêtre et l'invita à lui exposer ses projets. Avec son regard un peu vague et comme éteint, il semblait parfois ne plus écouter ; l'abbé Fava s'y trompa et s'arrêta. Comprenant son erreur, l'empereur sourit, et, en quelques mots d'une remarquable précision, il résuma les explications qui venaient de lui être données. En même temps, il promit à l'abbé Fava l'appui du gouvernement. La promesse fut tenue ; le consul français reçut des instructions dans ce sens, et il ne cessa de donner à la mission tout son concours (1). »

A la fin de l'année 1860, toutes les dispositions nécessaires ayant été prises, l'abbé Fava partit pour sa mission, accompagné de deux prêtres de la Réunion, de six religieuses et d'un chirurgien de la marine française, M. Sémanne. Il a raconté lui-même, dans une lettre, son installation à Zanzibar.

« Ce fut, dit-il, le 21 décembre que nous aperçûmes Zanzibar, et le 22 au matin nous étions en rade. Toute la journée fut employée à opérer le débarquement de nos bagages et à les transporter dans la maison qui nous avait été préparée et à laquelle nous donnâmes le nom de la *Providence*.

» Dès le second jour, nous fûmes présentés à Saïd-Meggid, sultan de Zanzibar, par M. Lerché, consul de France, et par M. Langle, commandant de la station.

(1) Voir sa biographie n° 333 des *Contemporains*.

(1) A. Rastoul, *Souvenirs d'un jubilé épiscopal*, p. 14.

» L'audience eut lieu dans un local situé sur le bord de la mer et appelé le Grand-Barza. Le prince vint, avec tout son entourage, recevoir ses visiteurs jusqu'au bas de l'escalier. Il nous présenta la main à tous fort gracieusement.

» Lorsque nous eûmes causé pendant quelque temps, vingt minutes environ, une file d'esclaves entra dans la salle. Ils passèrent devant nous et remirent à chacun une petite coupe d'un délicieux moka, puis le verre d'eau à l'essence de rose; ensuite vinrent des gâteaux à la façon arabe.

» La conversation continua. Saïd-Meggid nous fit ses offres de service; c'est la clôture des audiences. Il nous dit, selon la coutume orientale : « Ma maison est la vôtre; mes campagnes sont les vôtres; usez-en avec moi comme avec un frère. »

» Nous lui répondîmes que, de notre côté, nous mettions à son service notre maison, nos ateliers, tout ce que nous possédions et notre dévouement. M. Sémanne lui offrit les ressources de son art et les vertus mystérieuses de sa pharmacie.

» Puis, selon l'usage, nous demandâmes la permission de nous retirer. Nous touchâmes la main du sultan et de ceux qui l'entouraient. Il nous reconduisit jusqu'au bas du perron. Au contact de ces orientaux, nous avions pris, sans le savoir, une attitude solennelle. Nous nous en aperçûmes dans la rue, car il fallut changer notre marche et cesser de nous roidir pour reprendre le genre de l'Occident. »

Quelques jours après, la fête de Noël apportait aux missionnaires et aux rares catholiques de l'île les consolations religieuses et le souvenir de leur patrie. Dieu bénit les efforts et les généreux sacrifices de ses serviteurs. En peu de temps, ceux-ci établirent un hôpital, des écoles et conquirent à la foi chrétienne un certain nombre de païens. Bientôt même ils songèrent à fonder une nouvelle mission sur le continent africain.

Devenu évêque de Grenoble, Mgr Fava, dans une lettre à la *Semaine Religieuse*, a raconté l'histoire de cette fondation.

« Quand j'allai, en 1862, à Bagamoyo, pour y commencer une mission, j'y trouvai le djémadar Iça Jésus, qui me fit bon accueil, lui ayant été recommandé par le sultan Saïd-Meggid, de Zanzibar, son chef.

» La demeure du djémadar Iça était en terre et de pauvre apparence. Je me choisis une case de même nature, non loin du gouverneur. Elle avait une porte pour toute ouverture, et la fumée y avait laissé le souvenir de son passage.

» Julien, mon jeune domestique, m'avait accompagné, et nous arrangions ensemble notre nouvelle demeure. La première nuit ne fut pas mauvaise; on dort bien partout quand on est jeune et fatigué.

» Le lendemain, je dis à Julien : « Mon enfant, il faut me préparer la messe. — Père, me dit-il, il fait noir comme dans un four. — Allume quelques chandelles. » Et, pendant qu'il les cherchait, j'allais couper deux bâtons dans un buisson, et je les enfonçai dans la paroi en terre. Là, j'établis mon autel de missionnaire, et bientôt je pus commencer le Saint Sacrifice.

» Avait-on jamais offert le divin Sacrifice sur ce rivage, depuis le sacrifice du Calvaire? Je ne pense pas. François-Xavier avait passé, allant dans l'Inde et venant de Mozambique, mais au large. Nul souvenir de prêtre catholique n'existait à Bagamoyo. Je prenais possession de cette terre, au nom de Jésus, roi éternel, et la mettais sous la protection de saint Joseph, premier apôtre de l'Afrique, puisqu'il a conduit en Égypte, terre africaine, l'Enfant et sa Mère.

» Cette hutte sauvage valait pour moi une cathédrale. Elle m'inspirait plus de piété qu'un grand monument, et, en contemplant le Sauveur du monde sur le corporal de l'autel, sous forme d'hostie, je pensais à la distance qu'il y avait entre son trône de gloire au ciel et son abaissement sur la terre..... je le priais de bénir cette Afrique tant abandonnée jusque-là et de la faire sortir des ténèbres de l'erreur.

» Veut-on civiliser un pays? Qu'on y aille dire la messe. Le sang de Jésus-Christ parle, crie et attire du ciel la lumière qui éclaire

et la vertu qui civilise; ou plutôt, il est lui-même la lumière et la vertu.

» Voyez comme l'Afrique s'est transformée. En 1858, quand je visitai la côte orientale, sur le brick de guerre français *Génie*, commandant Méqué, nous ne trouvâmes d'Européens que sur l'îlot de Mozambique, et quand je m'installai à Bagamoyo, j'étais seul prêtre et seul blanc, sans doute, sur cette côte qui court du Cap de Bonne Espérance au golfe d'Aden, c'est-à-dire du 35e degré de latitude Sud au 30e degré de latitude Nord, 65 degrés; quelque chose comme 17 ou 1800 lieues. Mon diocèse était vaste. J'étais chargé de la préfecture apostolique de Zanzibar, devenue aujourd'hui *vicariat apostolique* confié à Mgr de Courmont, mon fils dans l'épiscopat. »

Pendant son séjour en Afrique, le zélé missionnaire rendit un important service à la France. Il signala au gouvernement les agissements des Anglais à l'égard du sultan, agissements qui ne tendaient à rien moins qu'à mettre la grande île sous la dépendance de l'Angleterre. Mis au courant de la situation, Napoléon III obligea les Anglais à conclure un traité, aux termes duquel la France et l'Angleterre s'engageaient à ne pas occuper Zanzibar. L'empereur tombé, le traité fut vite oublié de la perfide Albion, qui s'empara de la grande île. Mais elle a dû, pour faire accepter la situation à notre pays, reconnaître nos droits à Madagascar. C'est donc à l'abbé Fava, au missionnaire de Zanzibar, que nous devons cette reconnaissance.

Quelque attaché qu'il fût à sa mission, le préfet apostolique dut la quitter et la confier à la Congrégation du Saint-Esprit. Il était, en effet, toujours vicaire général de la Réunion. Or, son évêque, étant obligé, par une longue et douloureuse maladie de rester en France, il fallait un administrateur à Saint-Denis. L'abbé Fava remplit ces fonctions à la satisfaction générale. Tout en gardant avec les autorités civiles et en particulier avec le gouverneur, M. Hubert-Delisle, les relations les plus cordiales, il sut faire respecter la religion et les droits inaliénables de l'Église. Les communautés religieuses, les écoles, les œuvres de charité se multiplièrent et rendirent d'immenses services à la colonie.

Ses fonctions d'administrateur avaient mis l'abbé Fava en relations avec le personnel de la Marine et des Colonies, qui avait fort apprécié sa manière de traiter les affaires et l'avait signalé en haut lieu. Aussi ne fut-on pas surpris lorsque, en 1871, on apprit que le vicaire général de Saint-Denis était nommé évêque de Saint-Pierre et Fort-de-France, à la Martinique. Cette nomination, due à l'influence de Mgr Chigi et de Mgr Guibert sur les membres du gouvernement provisoire, alors fixé à Tours, récompensait, en les couronnant de la mitre épiscopale, vingt ans de travaux apostoliques.

II. L'ÉVÊQUE — VISITE AU PAYS NATAL — CINQ ANNÉES A LA MARTINIQUE — NOMINATION A GRENOBLE

Le nouveau prélat fut sacré le 25 juillet 1871 par Mgr Desprez, archevêque de Toulouse, dans la cathédrale de Montauban, en même temps que Mgr Legain, évêque de cette ville. Avant de partir pour son lointain diocèse, il fit dans le nord de la France un voyage dont la relation fut publié par un journal de l'époque :

« Evin-Malmaison, sa paroisse natale, était entièrement décorée et pavoisée; plus de quinze arcs de triomphe ornaient le parcours de la procession. Une scène bien touchante eut lieu vis-à-vis la maison paternelle du nouvel évêque. Mgr Fava a encore le bonheur de posséder son père, âgé de quatre-vingt-quatre ans. Ce vénérable vieillard se fit porter sous la grande porte de sa ferme. Là, un magnifique arc de triomphe avait été dressé; il portait à son fronton ces mots: « Mon fils, bénis ton vieux père. » A l'approche du pontife, le respectacle vieillard s'inclina profondément et demanda la bénédiction. L'évêque releva son père et lui dit : « Mon père, bénissez d'abord votre fils, puis je vous bénirai ». Rien ne saurait

rendre l'émotion qui s'est emparée de l'assistance en ce moment si touchant.

» La ville de Douai où il a passé sa jeunesse, Boulogne où se célébrait une grande procession qu'il a présidée, et d'autres villes des diocèses de Cambrai et d'Arras, l'ont tour à tour possédé quelque temps. Partout l'on se plaignait d'avoir à se séparer si tôt de celui dans lequel on aimait à retrouver, avec la dignité, la science et la piété de l'évêque, l'affabilité la plus charmante, l'à-propos le plus vif et la courtoisie la plus exquise.

» Bientôt Monseigneur reprendra la mer, et l'île de la Martinique, privée depuis plus de dix ans de son premier pasteur, verra enfin cesser son long veuvage. »

Mgr Fava emmena avec lui un prêtre dont le dévouement le suivit jusqu'à son dernier jour; c'était M. l'abbé Méresse, son neveu.

Les habitants de la Martinique accueillirent avec des démonstrations extraordinaires de joie et de respect le pontife que Dieu leur envoyait. Partout, dans les petites bourgades comme dans les grandes villes, son arrivée fut le signal de manifestations enthousiastes et sympathiques. On ne pouvait se lasser de voir et de complimenter le prélat dont la haute stature et la physionomie bienveillante impressionnaient vivement ce peuple des tropiques. Un journal de l'île, *les Antilles,* exprimait bien le sentiment public, lorsqu'il disait, en un style imagé : « Cet évêque, c'est l'ordre, la paix, l'union de toutes les classes, la concorde et la fraternité dans leur expression la plus pure et la plus complète! C'est la mansuétude paternelle de la Providence s'étendant encore davantage sur notre colonie qu'elle a déjà visiblement protégée dans tant de circonstances terribles et redoutables. C'est un gage de réconciliation pour tous au pied des autels et sous la bénédiction commune de ce père des fidèles! C'est, si on le veut, une lumière nouvelle après un long passage dans les ténèbres, la résurrection après la mort morale. »

Les deux premières années de son épiscopat furent consacrées par Mgr Fava à la visite de son vaste diocèse et à l'instruction du peuple confié à sa sollicitude. Le mauvais état des routes, la difficulté des communications, le climat meurtrier de certaines régions, rien n'arrêta l'intrépide pasteur. Il voulut visiter toutes les paroisses de l'île, encourageant les prêtres et les religieux, bénissant les fidèles et les œuvres de piété ou de charité. Les mandements qu'il adressa à son peuple et les discours qu'il prononça aux distributions des prix ou dans d'autres circonstances solennelles témoignèrent de son zèle pour l'instruction et pour la sanctification de ses diocésains.

Pendant l'année 1874, l'évêque de la Martinique exécuta un projet caressé depuis bien longtemps. Il visita successivement Lourdes, Rome et Jérusalem. L'accueil paternel qu'il reçut de Pie IX le toucha profondément. « Avec quelle joie, disait-il, nous sommes allé voir cet homme unique, maintenant assis sur la chaire de saint Pierre!..... Nous avons recueilli, avec un bonheur ineffable, ses paroles sacrées. Nous les avons gravées dans notre cœur pour vous les redire..... Doux et fort, c'est sous ce double aspect que Pie IX nous est apparu. Nous avons reconnu en lui le Pontife qui a dit : « Ayons un cœur de mère pour le pécheur, mais frappons dur sur l'erreur (1). »

Pendant la dernière année de son séjour à la Martinique, Mgr Fava défendit vigoureusement les intérêts moraux et matériels de l'île en s'opposant à une campagne, qui se faisait alors en faveur de la création d'un lycée. « Lorsque nous comparons, disait-il à ses diocésains, la Martinique avec d'autres colonies, nous affirmons que Dieu vous a aimés d'un amour de prédilection : il vous a prodigué l'instruction et il a ménagé vos fortunes. Nous savons de science certaine que le lycée de la Réunion coûte chaque année à cette colonie plusieurs centaines de mille francs, et que, depuis vingt ans, c'est par millions qu'on compte ses dépenses. La Martinique a évité ces frais immenses *grâce au collège ecclésiastique;* sa fortune

(1) Mandement de l'année 1875.

publique s'en est enrichie, et le bien général du pays en a profité, sans que l'instruction en ait souffert. La vérité et la reconnaissance nous font un devoir de signaler encore une fois ces faits pour l'honneur de l'Église et de nos vénérables prédécesseurs, L'héritage qu'ils nous ont légué peut bien nous imposer quelques soucis et quelques sacrifices, mais le fardeau nous sera toujours léger, pourvu que nous puissions, à l'avenir, comme par le passé, donner à nos enfants le pain salutaire de l'intelligence. »

Comme les meneurs de la campagne en faveur du lycée se sentaient soutenus par tout ce qu'il y avait d'antireligieux et de sectaire à la Martinique, ils ne se rendirent pas aux observations du pontife et continuèrent à réclamer dans leurs journaux et dans leurs réunions ce qu'on appellerait aujourd'hui *la laïcisation* de l'enseignement secondaire. Mgr Fava rappela de nouveau tout ce que l'Église a fait pour l'instruction :

« Ses écoles, disait-il, se remplissent dès qu'on lui laisse un peu de liberté ; c'est pour cela qu'on prétend lui lier les mains et lui fermer la bouche. » Et il ajoutait : « Une lettre de M. Jules Simon (alors ministre de l'Instruction publique) montre d'une manière éclatante ce que le clergé a fait pour la Martinique depuis vingt ans. « Pour bâtir un lycée, dit le ministre, il faut un million, et chaque année, pour l'entretenir, 200 000 fr. » 200 000 francs ! Son Excellence aurait pu dire 300 000 ; c'est le chiffre des dépenses annuelles du lycée de la Réunion. A ce prix, comptez les millions épargnés à la colonie par le dévouement de mes zélés prédécesseurs et par le clergé. »

Mais il n'est de pire sourds que ceux qui ne veulent pas entendre. Les partisans du lycée ne se rendirent ni aux raisons du gouverneur, ni aux adjurations de l'évêque ; ils n'écoutèrent pas davantage les vœux des familles, heureuses de confier leurs enfants à des maîtres religieux et à des collèges chrétiens. La campagne se poursuivit. Mais elle n'aboutit qu'après le départ de Mgr Fava.

Bientôt, en effet, celui-ci annonçait à ses diocésains sa nomination à un évêché de la métropole : « Vous avez appris, leur disait-il, notre prochain départ pour la France, et vous n'ignorez pas ce qui nous oblige à vous quitter. Nous avions pu travailler pendant vingt-cinq ans sous le soleil de l'équateur sans que notre santé en fût altérée lorsque, dans ces derniers temps, une fièvre persistante nous a forcé d'interrompre les travaux de notre ministère et nos courses apostoliques dans le diocèse. Mgr Desprez, archevêque de Toulouse, qui nous a ordonné prêtre et sacré évêque, s'est ému de notre maladie. Sachant par sa propre expérience avec quelle rapidité les santés les plus robustes disparaissent sans retour dans nos colonies, Sa Grandeur a voulu nous soustraire à cette épreuve. Elle a demandé à M. le ministre des Cultes de vouloir bien nous présenter pour l'un des évêchés vacants en France. Après avoir pris l'avis du nonce apostolique du Saint-Siège à Paris, Son Excellence s'est empressée de faire cette démarche auprès du maréchal-président de la République, et bientôt a paru le décret qui nous appelle à Grenoble. »

Nommé à l'évêché de cette ville, le 6 août 1875, en remplacement de Mgr Paulinier, appelé à l'archevêché de Besançon, Mgr Fava était préconisé le 23 septembre et s'embarquait le 29 du même mois, après avoir adressé une touchante lettre d'adieu au clergé et aux fidèles de la Martinique. Il rappelait l'affection qui l'unissait à ses diocésains et remerciait les autorités du concours qu'elles lui avaient prêté : « Nous sommes heureux, disait-il, de proclamer ici le secours puissant que nous avons reçu de MM. les gouverneurs, chefs d'administration et autres fonctionnaires de la colonie, ainsi que du Conseil général et des municipalités, pour la direction de nos affaires diocésaines. Nous voulons leur en marquer notre sincère reconnaissance et demander à Dieu de les bénir eux et leurs familles. Ces bons rapports que nous avons eus avec l'administration nous sont d'autant plus chers que notre conviction est qu'ils sont un moyen voulu de Dieu pour la diffusion de la vérité, la création et le maintien des diverses

œuvres et institutions nécessaires au progrès intellectuel et moral des populations, ainsi qu'au soulagement des malheureux. Malgré les écueils dont la route administrative est semée aux colonies plus qu'ailleurs, pour ceux qui s'occupent de la chose publique, nous avons pu vivre dans l'union avec l'autorité. Ce sera pour nous un souvenir plein de consolation et de joie. »

Nous avons tenu à rappeler ces paroles qui prouvent que le prélat n'était pas un homme insociable, ennemi des administrations civiles, comme on a osé le dire plus tard. S'il y eut des froissements dans ses rapports avec les autorités, cela ne vint jamais de lui, mais toujours des exigences outrées de certains fonctionnaires soutenus ou même inspirés en haut lieu.

III. INSTALLATION A GRENOBLE — PROTECTION ACCORDÉE A L'ENSEIGNEMENT CHRÉTIEN

Débarqué à Saint-Nazaire dans le courant du mois d'octobre 1875, Mgr Fava prenait possession de son nouveau siège épiscopal le 18 novembre de la même année. L'accueil fut des plus empressés. Élève, à cette époque, du Petit Séminaire du Rondeau, nous assistâmes, avec nos maîtres et nos condisciples, à l'entrée solennelle du pontife à Grenoble. Les autorités civiles et militaires rivalisèrent de zèle pour faire de cette entrée un véritable triomphe. Une foule immense se pressait sur le passage du cortège, désireuse de voir ce prélat-missionnaire et de recevoir ses premières bénédictions. On racontait ses voyages lointains, les dangers qu'il avait courus et les œuvres remarquables qu'il avait accomplies sur la côte d'Afrique.

Mgr Fava devait passer vingt-cinq ans dans le diocèse de Grenoble. Ce quart de siècle fut fécond en œuvres de zèle, de charité et d'apostolat. Nous ne pouvons évidemment nous étendre sur chacune des pieuses entreprises du prélat. Le récit en serait peut-être monotone et dépasserait certainement les limites de la revue. Nous ferons ressortir spécialement la protection donnée par l'évêque à l'enseignement chrétien, la glorification de Notre-Dame de la Salette, la lutte contre la Franc-Maçonnerie et la défense de l'Église contre les multiples assauts qu'elle a eu à subir depuis vingt-cinq ans. Ceux de nos lecteurs qui désireraient avoir des détails plus complets les trouveront dans les *Souvenirs d'un Jubilé épiscopal*, de M. Rastoul.

A peine installé sur le siège de saint Hugues, Mgr Fava recommence la lutte qu'il avait déjà soutenue dans la Martinique en faveur de l'enseignement chrétien. Les Chambres venaient de voter la liberté de l'enseignement supérieur, et vingt-cinq évêques du sud-est de la France avaient envoyé une lettre collective à leurs diocésains pour leur annoncer la fondation d'une Université catholique à Lyon. A la lettre pastorale collective, Mgr Fava joignit une instruction où il rappelait les services rendus par l'Eglise à la jeunesse et à la civilisation européenne; il invita, en termes pressants, le clergé et les fidèles à seconder de leurs prières et de leurs aumônes la magnifique entreprise des évêques de la région. Son appel fut entendu et, chaque année, depuis leur fondation, les Facultés catholiques de Lyon reçoivent une généreuse subvention du diocèse de Grenoble.

L'enseignement secondaire, non moins que l'enseignement supérieur, faisait l'objet des préoccupations du pontife. Celui-ci ne manquait pas de présider les solennités qui terminent l'année scolaire dans les établissements ecclésiastiques. Il encourageait les maîtres dans leurs pénibles travaux; il engageait les élèves à suivre les nobles exemples et à retenir les savantes leçons qu'ils avaient reçues; il invitait les parents à se confier de plus en plus en ces maisons où l'on élève les jeunes gens pour en faire d'excellents citoyens en même temps que de bons chrétiens.

Le 10 août 1877, l'évêque de Grenoble présidait l'*Union fraternelle* des anciens élèves du Rondeau. Après avoir célébré lui-même la messe pour les membres défunts, il prit la parole dans la séance qui suivit. Son dis-

cours fut un éloge magnifique de l'éducation donnée dans cet établissement, « qui, non seulement forme, dit-il, les esprits de manière à ouvrir l'entrée des plus belles carrières — nous en avons des témoignages sous nos yeux, — mais élève le cœur jusqu'à l'amour de Dieu, sans lequel les vives affections de la jeunesse elle-même sont vides. Aussi, nous nous estimons heureux d'avoir reçu de nos vénérés prédécesseurs un tel héritage et de rencontrer dans notre diocèse des hommes formés à si bonne école ». Le prélat ajoutait que déjà, ce Petit Séminaire « lui était cher, et il sentait qu'il l'aimerait chaque jour davantage, à mesure qu'il apprendrait à le mieux connaître par le bien qu'il fait dans le diocèse ». Le Petit Séminaire de la Côte-Saint-André, d'où sort la majorité des prêtres grenoblois, l'école Saint-Maurice de Vienne et les établissements des Frères et des Sœurs reçurent tour à tour les encouragements et les précieuses bénédictions du pontife. Nulle peut-être de ces maisons d'éducation, ne dut autant à Mgr Fava que l'externat Notre-Dame de Grenoble. Fondé par les Jésuites, sous l'administration de Mgr Paulinier, cet établissement allait disparaître, la Compagnie de Jésus ne pouvant plus fournir les professeurs nécessaires à son existence. Le prélat ne put se résigner à cette douloureuse éventualité. Le 2 août 1877, il présida la distribution des prix de l'externat Notre-Dame. Dans un discours pathétique et qui remua profondément ses auditeurs, il annonça la résolution qu'il avait prise de soutenir, coûte que coûte, cette maison qui avait déjà rendu de très grands services aux familles chrétiennes de la ville.

« Un évêque est père, s'écria-t-il, et comme au père et à la mère, Dieu lui inspire des résolutions qui émanent surtout (nous dirions volontiers plus) du cœur que de l'esprit, et qui ont avant tout pour fin comme pour mobile le bonheur des enfants. Non, nous ne saurions, parents chrétiens, vous renvoyer vos enfants, ni les priver de cet asile que leur a ouvert notre vénéré prédécesseur. » Donc, l'externat subsistera. Il sera confié au clergé diocésain. Un des prêtres les plus distingués par sa science, son talent d'éducateur et son autorité incontestable, M. le chanoine Ginon sera le supérieur de l'externat en même temps que du Rondeau. Mais il faut des ressources pour soutenir cet établissement. Où les prendre? Ici, le prélat fait un éloquent appel à la charité catholique.

« Mesdames et Messieurs, dit-il, j'apparais devant vous, et je vous présente l'externat comme saint Vincent de Paul l'orphelin qu'il avait recueilli, et moi aussi je vous dis à tous : Or sus, l'enfant vivra si vous le voulez. Car, Messieurs, il faut se souvenir que les établissements d'instruction ont, pour se soutenir, des bases diverses. Les uns, comme les lycées de l'État, reposent sur la fortune publique. Qu'ils aient un nombre plus ou moins grand d'élèves, et que les dépenses l'emportent plus ou moins sur les recettes, les lycées marchent toujours, parce que l'État est là pour faire la différence entre les dépenses et les recettes, et combler tout déficit.

» Il n'en est pas de même de nos collèges. Ils reposent sur la fortune privée, c'est-à-dire sur la fortune des familles, payant chacune une rétribution pour les enfants qu'elles nous confient. Si un déficit se produit au bout de l'année, l'État ne fait rien pour nous. Quant à l'évêché, il n'a d'autres ressources que celles de la charité des fidèles, et déjà elles sont absorbées par les institutions qu'il est absolument obligé d'entretenir.

» Nous comptons donc sur les familles chrétiennes pour assurer l'existence de l'externat. Si elles nous honorent de leur confiance en nous donnant à élever leurs enfants, notre institution vivra ; sinon, elle irait végétant jusqu'au jour où, ce qu'à Dieu ne plaise! la prudence nous forcerait à la fermer.

» Pères et mères de famille, c'est donc par amour pour vous et pour l'âme de vos chers enfants que l'évêque prend à sa charge cet établissement qui a produit d'excellents résultats, il est vrai, au point de vue de l'éducation, mais qui a causé jus-

qu'ici beaucoup d'embarras sous le rapport financier. »

L'appel du prélat fut entendu. L'inépuisable charité des RR. PP. Chartreux, le talent des directeurs, le dévouement des maîtres et la confiance des familles grenobloises ne tardèrent pas à faire de l'externat Notre-Dame une des maisons d'éducation les plus prospères du diocèse.

A partir de 1880, la laïcisation des écoles communales fut pour l'évêque de Grenoble la source de nombreux soucis et de cuisantes préoccupations. Dès l'année précédente, il avait protesté contre les attaques dont les Congrégations religieuses et les écoles chrétiennes étaient l'objet. « Les Congrégations religieuses, disait-il dans une lettre à ses diocésains, les Congrégations religieuses sont dignes du respect, de la reconnaissance et de l'amour des gouvernants et des peuples. Fondées par Jésus-Christ, qui en est le modèle parfait, gouvernées par l'Église de qui elles relèvent et dont elles sont les sujettes, elles occupent une noble position dans la religion chrétienne. Les attaquer, c'est attaquer Jésus-Christ lui-même dans sa personne et dans son Église..... Sachant que les Congrégations religieuses forment l'avant-garde de l'armée catholique, on essaye de les disperser et de les détruire. On dit qu'on laissera en paix le clergé séculier, qu'on n'en veut pas à la religion; ne le croyez pas. On se propose de diviser pour régner. Après avoir proscrit les Jésuites, on proscrira les autres religieux, puis viendra le tour du clergé. Est-ce que déjà l'heure des simples catholiques, qu'on nomme par dérision des *cléricaux* n'a pas sonné? On les chasse de partout..... »

La laïcisation des écoles, exigée par les Sociétés secrètes, allait produire, de l'aveu même de républicains tels que Jules Simon, des résultats déplorables au point de vue moral. L'évêque de Grenoble résolut d'en combattre les pernicieux effets par la création des écoles libres. Dans la lettre pastorale qu'il écrivit à ce propos, il disait :

« Nous avons eu la douleur de voir supprimer les écoles communales tenues à Grenoble par les Frères de la Doctrine chrétienne. Outre la peine profonde que nous cause cette mesure, elle nous crée de grands embarras, auquels nous ne serions nous soustraire, mais que nous voulons affronter et vaincre avec le secours de Dieu et votre généreux concours. Nous sommes père, le père spirituel du diocèse, les enfants nous sont confiés: comment pourrions-nous ne pas porter intérêt à leur âme? La poule rassemble ses poussins sous ses ailes, l'animal lui-même défend ses petits; serait-ce possible que le cœur d'un pasteur abandonnât ses brebis, à qui l'on ôte leurs gardiens bien-aimés? Non, nos très chers frères, nous ne commettrons point ce crime. Jésus-Christ a dit : « *Tout ce que l'on fait au plus petit des miens, c'est à moi qu'on le fait.* C'est donc lui qui a été la grande victime; c'est lui qui a été renvoyé et qui demeure sans asile; offrons-lui, dans la personne des enfants, les écoles qu'il demande, les maîtres qu'il affectionne.

» Nous avions espéré que les écoles communales tenues à Grenoble par les Frères des Écoles chrétiennes nous seraient conservées. Nous nous disions : il y soixante-dix ans que les bons Frères enseignent dans cette ville; c'est à leur école que le peuple de Grenoble a appris à lire; on ne saurait oublier de si longs et de si précieux services, on ne les renverra pas. Leurs succès sont éclatants; leur vie, toute de dévouement, est irréprochable; les enfants et le peuple les aiment; leurs anciens élèves les entourent de leur vive affection : à tous ces titres, nous les garderons.

» Nous étions dans l'erreur : ils nous sont ravis. Il nous semblait cependant que nos désirs étaient d'accord avec la liberté, la justice, la paix, le bonheur des enfants, des familles et de la société elle-même.

» En effet, la liberté veut que les pères et les mères puissent faire élever leurs enfants par des instituteurs de leur choix, L'instituteur remplace auprès des enfants, non pas l'État, mais les parents eux-mêmes, à qui Dieu confie avant tout l'âme de ces

petits, comme un trésor cher à son cœur paternel, trésor immortel dont il leur sera demandé compte au moment de la mort, C'est donc un devoir sacré pour un père et une mère de faire que ces jeunes âmes soient élevées chrétiennement. L'homme n'est pas seulement citoyen, il est aussi chrétien; il appartient à la patrie; toutefois, il dépend de Dieu, si bien qu'à la vie et à la mort, il lui demeure soumis, dans sa miséricorde ou dans son éternelle justice. L'incrédulité ne saurait, par ses blasphèmes, renverser l'éternelle vérité, ni détrôner Dieu. Elle-même n'échappera pas aux mains invincibles de sa justice.

» Les parents doivent n'oublier jamais ces vérités fondamentales, et s'en éclairer dans le choix qu'ils font des instituteurs auxquels ils confient leurs enfants. Jusqu'ici ils avaient la liberté de leur choix, puisque nous possédions, outre les écoles laïques, trois écoles communales tenues par les Frères. Par le fait de leur suppression, ils ne sont plus libres. Bon gré mal gré, ils devraient envoyer leurs enfants aux écoles laïques, si nous ne prenions soin de leur offrir des écoles libres tenues par les Frères.

» Dire que les parents peuvent avoir chez eux les instituteurs qu'ils préfèrent, est-ce parler sérieusement? Ne sait-on pas que le pauvre peuple n'en a pas le moyen?

» Si la suppression des écoles communales congréganistes blesse la liberté, elle ne viole pas moins la justice.

» Ceux qui veulent des Frères payent à l'État et à la commune les impositions comme les autres citoyens. Or, ceux-ci ont les écoles qu'ils veulent: pourquoi les autres n'auraient-ils pas les mêmes avantages?..... »

L'évêque examinait ensuite les raisons mises en avant contre les écoles congréganistes; il en démontrait la fausseté et déclarait qu'il prenait sous sa protection particulière les écoles congréganistes libres.

« Nous mendierons, s'il le faut, pour les soutenir, disait-il, nous les entourerons de toute notre affection..... »

Et il terminait par ce pressant appel à la générosité des fidèles :

« Pour remplir ces obligations, nous comptons sur l'offrande du riche et du pauvre. Nous ne disons pas l'obole du pauvre, parce que la population de l'Isère nous a prouvé que le pauvre lui-même, dans ce diocèse, sait donner largement.

» L'œuvre que nous recommandons, toute sainte et toute sacrée de sa nature, ne regarde plus des étrangers, mais le diocèse lui-même et ses enfants.

Nous disons le diocèse, car ce ne sont pas seulement les écoles libres de Grenoble que nous voudrions soutenir, mais aussi les autres écoles communales congréganistes supprimées dans les autres paroisses du diocèse par des arrêtés récents..... »

La lettre de Mgr Fava causa une vive émotion dans le diocèse de Grenoble et même dans la France entière.

Plusieurs de ses collègues félicitèrent le prélat de son initiative. Le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, fit mieux. Avec ses félicitations, il envoya au zélé pontife une somme de 500 francs pour ses écoles.

Grâce aux mesures prises par l'administration épiscopale, grâce aussi à la générosité des enfants de saint Bruno et des fidèles, presque toutes les écoles congréganistes du diocèse furent conservées. Partout elles ont la majorité des élèves et elles contribuent puissamment à la conservation de la foi catholique.

L'évêque de Grenoble ne se contenta pas d'accorder une protection efficace à l'enseignement chrétien. Toute sa vie, il porta un véritable intérêt à ce qui, de près ou de loin, pouvait servir à la gloire de Dieu et à la sanctification des âmes. C'est ainsi qu'il admit dans son diocèse un grand nombre de communautés religieuses. Dès qu'il s'agissait de Congrégations, le digne prélat ne savait rien refuser. Il avait coutume de dire : « qu'il n'y avait jamais trop de lampes ardentes et luisantes au milieu des ténèbres et de la corruption du monde ». Et on ne saurait citer un seul Ordre religieux auquel il ait refusé l'autorisation de se fixer dans le diocèse.

IV. NOTRE-DAME DE LA SALETTE VENGÉE DES ATTAQUES DE SES ENNEMIS — LUTTE CONTRE LA FRANC-MAÇONNERIE — DERNIÈRES ANNÉES ET MORT DE Mgr FAVA

Si zélé pour la gloire de Dieu, Mgr Fava l'était également pour l'honneur de sa Mère. Évêque d'un diocèse où la Sainte Vierge avait daigné apparaître, il eut à cœur de glorifier la Reine du ciel et de la venger des attaques de ses ennemis. Dans sa lettre d'adieu au clergé et aux fidèles de la Martinique, il s'était exprimé en ces termes : « Nous gravirons la montagne de la Salette comme nous gravissions avec joie celle de Notre-Dame de la Délivrande, et là, nous prierons pour notre Martinique. » Le prélat fut fidèle à sa parole. Bien des fois, et toujours avec bonheur, il visita le sanctuaire de la « Vierge qui pleure », témoignant de sa ferme croyance en la céleste apparition et invitant ses diocésains à implorer sa maternelle protection. Le 1er septembre 1876, il adressait une lettre pastorale à son peuple pour lui annoncer son premier pèlerinage.

« Pour la première fois, disait-il, il nous est donné de célébrer avec vous l'anniversaire de l'apparition de la Sainte Vierge Marie dans les montagnes de la Salette. Si notre voix se taisait à l'approche de cette époque mémorable, et si nos pieds, en ce jour béni, demeuraient fixés dans la plaine, vous pourriez dire que nous sommes oublieux de nos devoirs envers Dieu et envers son auguste Mère. C'est pourquoi nous parlerons; et, le jour venu, nous reprendrons avec bonheur le chemin des montagnes qui ont tressailli sous les pieds glorieux de la Vierge Marie.

» Oui, nous éprouvons une joie toute céleste, nos très chers Frères, et comme une fierté surhumaine de venir après les bergers. Ne sommes-nous pas aussi les fils de Jésus le charpentier et les successeurs des bateliers du lac de Génésareth? Quand les anges, aux champs de la Judée, annoncèrent l'Évangile, c'est-à-dire la bonne nouvelle, n'est-ce pas à des bergers qu'ils ont parlé? C'est la marche ordinaire du Tout-Puissant : *Il choisit les faibles du monde pour confondre les forts.* »

L'évêque étudiait ensuite « les instructions données à la Salette par la Sainte Vierge dans ce discours qu'on pourrait appeler *son sermon sur la montagne* ».

Comme il l'avait annoncé dans sa lettre pastorale, Mgr Fava présida sur la sainte montagne les fêtes du trentième anniversaire de l'apparition. Ces fêtes, favorisées par un temps superbe, furent très belles. On y remarqua la foi vive des nombreux pèlerins venus de toutes les parties de la France et même de l'étranger. Plusieurs fois, le prélat prit la parole et charma ses auditeurs par son éloquence apostolique.

En l'année 1879, l'évêque de Grenoble défendit avec toute l'ardeur de sa foi le pèlerinage et le culte de Notre-Dame de la Salette. Un journal avait annoncé que le Souverain Pontife, dans un décret adressé à Mgr Fava, avait déclaré « que le culte de Notre-Dame de la Salette n'avait ni base sérieuse, ni raison d'être ». Immédiatement, le prélat protesta contre cette assertion mensongère par une lettre adressée au clergé et aux fidèles de son diocèse.

« Nous avons, en effet, reçu ledit décret, disait-il, mais, au lieu de déclarer que le culte de Notre-Dame de la Salette n'a ni base sérieuse, ni raison d'être, il porte que deux grandes faveurs viennent d'être accordées par Sa Sainteté Léon XIII au sanctuaire vénéré de Notre-Dame de la Salette. Ces faveurs sont : le titre insigne de basilique mineure pour l'église, puis le couronnement solennel de Notre-Dame de la Salette représentée par la statue que la Sacrée Congrégation des Rites approuve. Cette statue, qui ne sera achevée qu'en juillet, et qui se fait à Rome en ce moment par un artiste distingué, différera de l'ancienne.....

» Ainsi donc, nos très chers Frères, vous voyez que l'auteur du *Messager de Toulouse* a confondu les choses. Ce n'est pas la croyance qui est condamnée, mais l'ancienne statue qui est modifiée et dans la mesure qu'il plaira au Saint-Père de fixer.

» L'article a une gravité qu'il ne soupçonne

pas..... En effet, Mgr de Bruillard, de vénérée mémoire, n'a pas agi imprudemment, ni outrepassé ses droits, quand il a prononcé un jugement doctrinal sur le fait de l'apparition de la Sainte Vierge à la Salette. Pendant cinq ans, ce fait a été examiné par plusieurs Commissions, tantôt séparées, tantôt réunies. Elles étaient composées des hommes les plus éminents du diocèse de Grenoble. M. Orcel, dont vous savez la profonde sagesse; M. Rousselot, professeur de théologie au Grand Séminaire, ont parcouru la France pour constater, en plusieurs diocèses, des guérisons reconnues humainement impossibles par les médecins eux-mêmes. En un mot, tous les moyens ont été pris pour découvrir la vérité! L'ouvrage très sérieux de M. Rousselot le prouve jusqu'à l'évidence. Le mandement (dû à la plume de Mgr de Villecourt, évêque de la Rochelle) portant que l'apparition de la Sainte Vierge à La Salette est jugée vraie, certaine et indubitable, ne date que du 19 septembre 1851. Ainsi Mgr de Bruillard a mis cinq ans avant de se prononcer, et ces cinq années ont été employées à étudier le fait..... »

Le mandement de Carême de cette année fut consacré tout entier à la dévotion de Notre-Dame de la Salette. Dans la première partie, Mgr Fava rappelle les diverses phases du long et minutieux examen, à la suite duquel Mgr de Bruillard a porté son jugement doctrinal. Dans la seconde, il étudie les circonstances religieuses et sociales dans lesquelles l'apparition s'est produite, et il montre que « ces circonstances rendaient éminemment opportune et éclatante la glorification de Notre-Seigneur Jésus-Christ par l'apparition de son auguste Mère et par l'enseignement qu'elle adresse à son peuple ».

Le 19 août de la même année commencèrent les fêtes du couronnement de la statue et de la consécration de la basilique. Présidées par le cardinal Guibert, archevêque de Paris, entouré de deux archevêques et de sept évêques, elles eurent un éclat incomparable et durèrent trois jours. « Nous avons vu, disait la *Semaine religieuse de Grenoble*, des pèlerins d'Espagne, d'Italie, d'Autriche, d'Angleterre, de Pologne et jusque d'Amérique. La Martinique, ancien diocèse de Mgr Fava, était représentée par quatre prêtres ». Le vicomte de Damas, directeur du pèlerinage parisien, estimait à 20 000 le nombre de personnes accourues sur la « sainte montagne ». Beaucoup ne purent trouver un abri pour la nuit et durent coucher dans l'église ou dehors à la belle étoile. Le 20 août, Mgr Paulinier consacra la basilique. La veille, au salut, Mgr Cotton, évêque de Valence, avait prononcé un très remarquable discours. Le 21, le cardinal Guibert procéda au couronnement de la statue. Mgr Fava parla le matin, et Mgr Mermillod le soir.

L'éclat de ces fêtes, purement religieuses, émut les sectaires qui étaient alors au pouvoir; on en prit occasion pour traduire l'évêque de Grenoble devant le Conseil d'État récemment « épuré ». On l'accusait d'abus, pour avoir érigé en basilique l'église de la Salette, en vertu d'une bulle du Pape qui n'avait pas été enregistrée. Quand la nouvelle de ces poursuites parvint à Grenoble, les prêtres du diocèse, réunis au Grand Séminaire pour la retraite annuelle, s'empressèrent de témoigner à Mgr Fava leurs sentiments de fidélité et d'affectueuse sympathie.

Invité par M. Lepère, ministre de l'Intérieur et des Cultes, à donner justification de sa manière d'agir, le prélat répondit par l'envoi d'une lettre qui résumait l'affaire et mettait les choses au point.

« Votre Excellence, disait-il, me permettra de lui faire observer qu'elle fait erreur en affirmant que le décret qui érige l'église de la Salette en basilique a été mis à exécution par la consécration de ladite église. Il n'y a pas de connexion entre ces deux choses, vu que tout évêque a la faculté de consacrer les églises de son diocèse sans recourir à Rome. Celle de la Salette n'était pas consacrée; elle l'a été, non en vertu de son érection en basilique, mais à l'occasion de cette érection.

» Il n'y avait qu'un seul moyen d'exécuter ledit décret : c'était de le publier et de le transcrire sur les registres de l'église érigée en basilique. Ni cette publication, ni cette inscription n'ont eu lieu. Donc, le décret n'a pas été exécuté sous ce rapport.

» Votre Excellence dit aussi que les « décret et bref ont autorisé l'érection d'une statue de la Vierge ». Aucune autorisation n'est requise, que je sache, du Conseil d'État, pour ériger une nouvelle statue de la Vierge. Rome elle-même ne s'en préoccupe pas ; elle laisse ce soin aux évêques, à moins que les évêques eux-mêmes n'aient recours à Rome, pour des raisons particulières, par exemple, lorsqu'il s'agit de couronner la Vierge au nom du Souverain Pontife. Alors la décision qui émane de la Sacrée Congrégation des Rites concerne la forme de la statue, et non son érection. Je ne suis pas non plus, de ce chef, en contravention avec les lois de la République.

» En ce qui concerne la manière dont les choses se sont passées, voici, Monsieur le ministre, les explications que j'ai à donner.

» Le 18 janvier 1879, j'ai reçu de la Congrégation des Rites un décret — pas de bref — qui érige l'église de la Salette en basilique mineure, et autorise le couronnement de la statue de Notre-Dame de la Salette, au nom du Saint-Père, par le cardinal archevêque de Paris. Ces deux faveurs m'avaient été accordées à Rome par Léon XIII *verbalement*, en décembre dernier.

» J'ai donc fait savoir à mes diocésains que j'avais reçu les faveurs précitées, mais je n'ai pas publié le décret, par ce seul motif que j'avais à demander au Saint-Père quelques modifications à cette pièce. Sans cela, je l'aurais publié, sans même songer que j'allais me mettre en contravention avec les lois de la République. J'avais vu couronner Notre-Dame de Lourdes sans l'intervention du Conseil d'État ; Notre-Dame de l'Osier avait été couronnée par un de mes vénérables prédécesseurs, en 1873, sans cette formalité ; je ne savais pas que le gouvernement actuel voulût nous imposer une autre marche. Je fus tiré de ma bonne foi par la visite de M. le préfet de l'Isère, qui m'entretint de cette question ; mais surtout par une lettre de Votre Excellence, qui m'invitait, d'une façon très courtoise, à présenter le décret au Conseil d'État.

» Cette invitation me créait une double difficulté : la première était d'entrer dans une voie qui n'aurait pas été suivie, selon moi, par le gouvernement ni par mes vénérés collègues dans l'épiscopat ; la seconde était de me mettre en opposition avec la volonté exprimée par Votre Excellence, si je ne soumettais pas ledit décret au Conseil d'État, lorsque cette pièce me reviendrait modifiée de Rome.

» Dans ces circonstances, j'exposai mon embarras au Saint-Père et le priai de m'exempter de l'obligation de publier le décret, lui demandant de pouvoir agir, en vertu des paroles bienveillantes par lesquelles il m'avait accordé les deux faveurs de l'érection en basilique et du couronnement de la Vierge de la Salette... .

» Veuillez remarquer, Monsieur le ministre, qu'en agissant ainsi, mon intention était avant tout de ne pas poser un précédent qui, tout en m'assurant les bonnes grâces de votre administration, aurait pu être invoqué dans la suite par le gouvernement contre mes collègues, dans le cas où ils n'auraient pas agi comme moi.

» J'ai cru qu'il ne m'appartenait pas, à moi, récemment arrivé en France, d'ouvrir cette voie aux prélats vénérables, qui ont blanchi dans l'apostolat, au sein des divers diocèses de France. Par ailleurs, je ne voulais pas me mettre en désaccord avec les instructions de Votre Excellence.

» A mon avis, le retrait du décret me faisait éviter toute difficulté. Je le demandai, et le Souverain Pontife, qui évite autant que possible les conflits, eut la condescendance, vu les circonstances, d'obtempérer à mes désirs.

» C'est ainsi que le décret a été retiré, pour les raisons que j'ai dites, et que je n'ai pas eu à le publier ni à le présenter au Conseil d'État.

» J'ai dit plus haut que je ne l'avais pas

exécuté, en ce qui concerne l'érection de l'église de la Salette en basilique ; j'ajoute simplement, et cette vérité ressort de ce qui précède, que le couronnement de Notre-Dame s'est fait en vertu de l'autorisation verbale qui m'avait été donnée à Rome par Léon XIII.

» C'est aussi en vertu de cette même autorisation que j'ai annoncé les fêtes des 20 et 21 août et invité les prélats à y assister. Il n'est pas question du décret dans ces annonces ou invitations.

Ces explications de Mgr Fava étaient accompagnées d'une lettre du cardinal Desprez, attestant « que, en 1858, M. Rouland, ministre des Cultes, lui avait déclaré de la manière la plus formelle que les brefs, rescrits concernant la liturgie pouvaient être publiés sans l'autorisation préalable du gouvernement ».

Malgré toutes les bonnes raisons données par le prélat pour sa défense, il fut condamné comme d'abus. Cette condamnation, purement platonique, laissa l'évêque assez indifférent. Comme il le dit lui-même à ses prêtres, c'était une vengeance de la Franc-Maçonnerie qui voulait atteindre, en Monseigneur Fava, le plus redoutable adversaire qu'elle ait rencontré à notre époque.

L'un des premiers, parmi les membres de l'épiscopat, le zélé pontife avait signalé les agissements de la secte. Dans différentes brochures, dans son livre *Le secret de la Franc-Maçonnerie,* presque dans tous ses mandements, il l'avait dénoncée comme l'auteur de toutes les persécutions dirigées contre l'Église depuis un siècle et demi. On peut, sans exagération aucune, affirmer que les vingt-cinq dernières années de la vie du prélat furent consacrées surtout à combattre l'influence délétère des Sociétés secrètes. « Démasquer la Franc-Maçonnerie », tel était son principal souci, l'idée fixe qui semblait influer sur chacune de ses actions. Lorsque Léon XIII, dans l'Encyclique *Humanum genus,* renouvela les condamnations portées par ses prédécesseurs contre la secte et invita les évêques du monde entier à prémunir les fidèles contre ses agissements, l'évêque de Grenoble fut un des plus empressés à suivre les conseils du Pape. Dès 1884, il fonda la revue *La Franc-Maçonnerie démasquée,* qu'il inspira et dirigea personnellement pendant neuf années et qu'il confia ensuite à l'administration de la Maison de la Bonne Presse de Paris. *La Confrérie du Crucifix, la Société des Porte-Christ, la Croisade des Francs-Catholiques, les Voyageurs de commerce catholiques, les Serviteurs et Servantes de saint Pierre* et différentes autres œuvres fondées par Mgr Fava eurent pour but plus ou moins immédiat de contrebalancer l'influence des Sociétés condamnées par le Souverain Pontife.

Démasquée et combattue incessamment par le vaillant athlète du Christ, la Franc-Maçonnerie se vengea de son adversaire en le calomniant, en entravant l'exercice de son ministère, en dénaturant ses intentions les plus pures et en cherchant à détacher de lui quelques membres de son clergé. Dès 1881, le maire de Grenoble interdisait les processions dans cette ville. Quelque temps après, un autre maire, celui de Gières, jetait publiquement le Christ de l'école communale dans les cabinets d'aisances.

Mgr Fava protesta énergiquement contre ces actes de sacrilège impiété. Il invita ses diocésains à réparer par la pénitence et la prière l'odieuse profanation de Gières. Une vaillante chrétienne, Mme Caffarel, ayant recueilli le Christ souillé et mutilé, le prélat le fit placer dans sa chapelle privée (1). Mais ces profanations matérielles ne suffisaient pas à la secte. Elle s'en prit aux personnes. La Sœur Saint-Charles, des Petites-Sœurs de l'Ouvrier, et le Fr. Namasius furent successivement accusés de crimes odieux. Ce dernier fit même une longue prison préventive. Malgré l'argent des Loges, qui avaient suborné de faux témoins, malgré les mensonges d'une presse diffamatrice,

(1) A la mort de Mgr Fava, son neveu, M. le chanoine Méresse, remit ce Christ aux directeurs de la *Croix de l'Isère,* qui gardent la précieuse relique dans leur chapelle.

l'innocence des accusés fut publiquement reconnue par les tribunaux. La mort du préfet Delatte, qui appartenait à la confrérie des Frères Trois-Points, parut une occasion favorable pour humilier l'évêque. Les deux Loges de Grenoble voulurent assister, en corps et avec insignes, aux obsèques du défunt. Le prélat défendit à son clergé de prendre part à la cérémonie, et, malgré la famille Delatte, les funérailles furent purement civiles. Les feuilles maçonniques poussèrent des clameurs de rage et taxèrent *d'intolérance* la conduite du pontife. L'opinion publique ne se laissa pas égarer en cette circonstance et un homme, peu suspect de cléricalisme, M. Rane, se chargea de répondre aux adversaires du prélat. Il écrivait à ce propos dans le *Matin :*

« Qu'a fait Mgr l'évêque de Grenoble et que lui reproche-t-on? En gros, voici ce qui s'est passé : la famille de M. Delatte a demandé, pour les obsèques de celui qu'elle venait de perdre l'assistance du clergé; elle a désiré un enterrement religieux. Mgr Fava y a mis pour condition que les francs-maçons n'entreraient pas en corps dans l'église, et qu'ils ne figureraient pas dans le cortège revêtus de leurs insignes. Cet homme, je suis obligé de le répéter, était dans son droit, dans son droit absolu. J'ajoute qu'il ne pouvait agir autrement sans transgresser les lois de l'Église, car l'Église a solennellement condamné et excommunié la Franc-Maçonnerie..... Il faut choisir. Si vous vous adressez à l'Église, acceptez ses conditions et subissez des exigences qu'elle a raison de maintenir. Car une cérémonie mixte, où l'on verrait dans le même cortège le surplis du prêtre et le tablier du franc-maçon, ce serait, des deux côtés, la plus détestable des hypocrisies..... »

Ne pouvant atteindre Mgr Fava dans ses actes, la Franc-Maçonnerie l'avait frappé dans ses écrits. En 1886, il avait été une seconde fois condamné comme d'abus par le Conseil d'État sous prétexte d'ingérence politique. Cette nouvelle condamnation n'empêcha pas l'évêque de réclamer d'une voix haute et ferme les droits du clergé.

Mgr Fava fut un des premiers à adhérer à la lettre du cardinal Guibert (1886) et à la déclaration des cardinaux (1892). Il s'empressa de féliciter Mgr Gouthe-Soulard, condamné à 3 000 francs d'amende, pour avoir dit que nous étions « non en République, mais en Franc-Maçonnerie ». Il protesta énergiquement contre toutes les lois attentatoires à la liberté religieuse. Les lois militaires et scolaires, les décrets contre les Congrégations, les impôts iniques exigés des religieux, les décrets concernant les Fabriques paroissiales, en un mot, toutes les mesures vexatoires contre les catholiques trouvèrent en lui un adversaire redoutable.

Plusieurs fois déjà, Mgr Fava avait reçu de son clergé, de ses collègues dans l'épiscopat et du Souverain Pontife des témoignages de sympathie et d'affection, qui l'avaient réconforté au milieu de ses épreuves. Aucune de ces manifestations ne l'avait trouvé insensible.

Mais ce fut surtout à l'occasion de son jubilé épiscopal qu'il éprouva les plus douces émotions. On vit en cette circonstance la place que tenait le digne évêque dans l'Église et dans son diocèse. De toutes les parties du monde lui vinrent des vœux et des félicitations. Le pape Léon XIII chargea S. Ém. le cardinal Coullié de lui remettre le sacré pallium. La *Croix du Dauphiné,* rendant compte des splendides fêtes jubilaires célébrées le 18 novembre 1896, s'exprimait en ces termes.

« Rehaussées par la présence de deux archevêques et de trois évêques (NN. SS. Coullié et Hautin, archevêques de Lyon et de Chambéry; Cotton, évêque de Valence, Jourdan de la Passardière et Le Roy), embellies par une magnifique couronne de 300 prêtres, ces fêtes ont revêtu une majesté, un éclat, une grandeur dignes de leur objet même et du vénéré jubilaire qui en était le héros. L'éloquence a trouvé les plus beaux accents pour les célébrer, la poésie leur a prêté ses charmes, et la musique a jeté dans les airs ses notes les plus joyeuses et versé des flots d'harmonie. L'intelligence des

mains, cette qualité si française, s'était jouée au travers des étoffes, de la verdure et des fleurs, pour composer les embellissements les plus gracieux et revêtir de joie les colonnades austères de l'église-cathédrale et les sévères murailles du Grand Séminaire (1). »

Ces fêtes avaient touché profondément le vieil évêque. Son cœur en était tout ému, et en l'entendant répondre avec une ardeur juvénile aux compliments qui lui étaient adressés, on aurait cru qu'il avait encore de longs jours à passer ici-bas. Hélas! il n'en était rien. Déjà le pontife sentait les atteintes du mal qui allait l'emporter.

Son long séjour aux colonies, les nombreux travaux de son épiscopat, la visite annuelle et régulière de son vaste diocèse, la fondation d'une multitude d'œuvres de piété, de charité ou de défense religieuse, certaines difficultés administratives, la composition des ses ouvrages : *Le secret de la Franc-Maçonnerie,* le *Manuel des Francs-Catholiques, Jésus-Christ, Roi éternel,* etc., les attaques incessantes dont il était l'objet de la part de la presse impie, tout cela avait fini par épuiser les forces de Mgr Fava et par ruiner sa constitution pourtant si robuste.

A partir de 1897, on s'aperçut que sa santé déclinait de jour en jour. Il dut renoncer, en partie, aux tournées pastorales et à quelques fonctions épiscopales trop fatigantes. Ce fut une rude épreuve pour l'évêque missionnaire qui était habitué à tout faire par lui-même.

Le lundi 16 octobre 1899, malgré une pluie battante, Mgr Fava se rendit à l'imprimerie de la *Croix de l'Isère*, pour y bénir le personnel et la nouvelle installation de la Maison de la Bonne Presse, l'une des plus belles œuvres de son long et fécond épiscopat. Ce fut le dernier acte de son ministère apostolique. Le lendemain, 17 octobre, à 5 heures du matin, on le trouvait mort dans ses appartements. Les médecins constatèrent que le décès avait été occasionné pas une embolie. Mgr Fava avait soixante-treize ans.

La nouvelle de sa mort jeta sur la ville de Grenoble un voile de tristesse. Une multitude de personnes, appartenant à toutes les classes de la société, voulurent contempler encore une fois le visage de leur premier pasteur. On évalue à trente mille le nombre des visiteurs qui passèrent devant son lit funèbre avant les obsèques. Celles-ci eurent lieu le 24 octobre. Elles furent un véritable triomphe. Le cardinal Coullié, deux archevêques, huit évêques, plus de six cents prêtres, des représentants de toutes les autorités civiles, militaires et administratives, des délégations de toutes les communautés religieuses formaient le cortège autour du corps du vénéré pontife, qui, pour la dernière fois, fit le tour de sa ville épiscopale, au milieu d'un peuple immense.

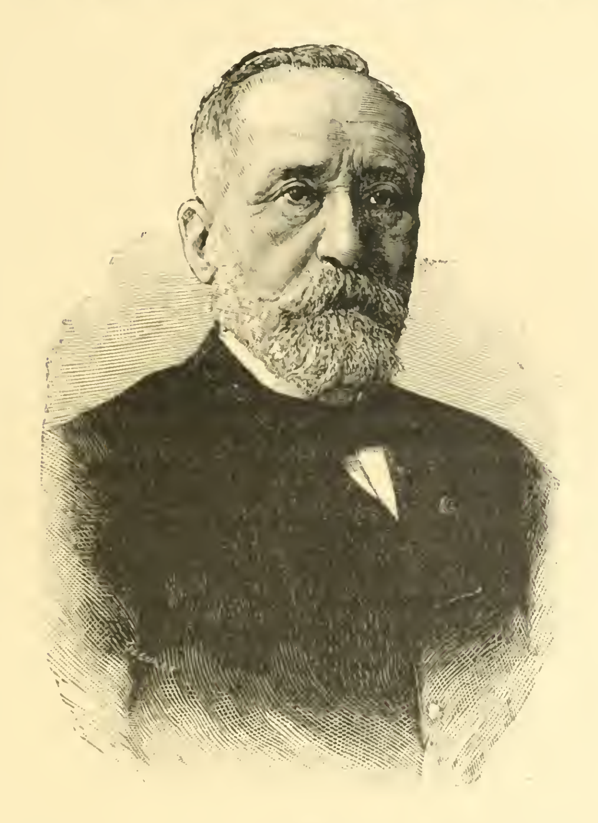
Mgr Bouvier, évêque de Tarentaise, immédiatement après la messe, fit, en termes brefs mais éloquents, l'éloge du défunt. Il montra que Mgr Fava, selon l'expression de Léon XIII, était « un évêque militant », mais qui n'avait jamais combattu que pour la vérité et la justice, qu'il était sans pitié pour l'erreur, mais très charitable pour les personnes ; que jamais, même au plus fort de ses luttes, il n'éprouva la moindre haine pour ses ennemis. Le corps du défunt fut descendu dans le caveau des évêques de Grenoble, sous le chœur de la cathédrale.

Au service de quarantaine, Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier, prononça, dans cette belle langue dont il a le secret, l'oraison funèbre de Mgr Fava. Il fit ressortir avec talent les nombreux services rendus par le pontife défunt à l'Église, à la Patrie et au diocèse de Grenoble, pendant sa longue carrière aux colonies et en France. Le 4 janvier 1900, dans l'église d'Evin-Malmaison, M. l'abbé Rambure, professeur à la Faculté catholique des lettres de Lille, retraça également quelques phases de cette belle existence et rappela les liens nombreux qui unissaient Mgr Fava aux catholiques populations du nord de la France.

Jonage. J.-M.-J. BOUILLAT.

(1) Par une délicatesse de sentiments qui l'honore, Mgr Fava voulut affecter à la reconstruction du Petit Séminaire de la Côte-Saint-André les dons qu'il avait reçus à l'occasion de ces fêtes.

LES CONTEMPORAINS



PUVIS DE CHAVANNES (1824-1898)

I. FAMILLE — VOCATION — PREMIERS MAITRES

Pierre Puvis de Chavannes naquit le 14 décembre 1824, d'une ancienne famille bourguignonne. Cependant les de Chavannes semblent être originaires d'Italie et ont dû venir s'implanter en France vers la fin de l'occupation romaine. Le nom de Chavannes figure, en effet, dans des documents fort anciens, entre autres dans une charte bressane de l'an 1125, dans laquelle on trouve le nom d'un Hugues de Chavannes, chevalier. Plus tard, pendant la Renaissance, on voit un seigneur de Chavannes épouser une Catherine de Coligny, parente de l'amiral.

C'est vers cette époque que le nom de Puvis vint s'ajouter à celui de Chavannes, pour la branche dont le peintre est issu. Sous cette nouvelle appellation patronymique figurent, au Parlement de Bourgogne, plusieurs ancêtres du grand artiste. Son grand-père était, à Dijon, avocat au Parlement et possédait le titre recherché de « grand seigneur de l'Université ».

Son père était ingénieur en chef des Ponts et Chaussées.

Pierre, destiné à l'Ecole polytechnique, fut élève du lycée de Lyon, puis du lycée Henri IV quand la famille vint se fixer à Paris. Ses professeurs l'accusaient de paresse, perdant son temps à lire toute autre chose que ses leçons, et surtout à dessiner des charges que ses camarades se disputaient.

A la veille des examens, une grave maladie éclatant soudain l'obligea à un repos de près de deux ans.

Pour achever sa guérison, Puvis de Chavannes partit pour l'Italie, « vrai voyage de noces, disait-il en riant, banal et vide ».

qui se fit en compagnie d'un jeune ménage que le passé n'intéressait guère, pas plus que ne l'occupait l'avenir, tout entier au présent qui lui semblait la chose la plus merveilleuse du monde. Heureusement, il n'en fut pas de même pour le futur maître. Les chefs-d'œuvre de l'art italien, les immortelles peintures des sublimes artistes qui sont encore les premiers du monde, lui ouvrirent un horizon nouveau, et, à son retour, il déclara sa volonté d'être peintre.

Sa résolution fut telle que sa famille ne chercha même pas à la combattre, et il entra sans plus tarder dans l'atelier de Henri Scheffer, le frère du célèbre Ary.

J'y aurais appris sérieusement mon métier, a-t-il dit, si le métier qu'on m'y enseignait m'avait réellement intéressé. N'y trouvant pas ce que je cherchais, c'était surtout en amateur que je travaillais; et, à la fin de 1847, je n'étais pas plus familiarisé avec la technique de la peinture qu'avec l'argot spécial aux rapins. Un incident en donnera la mesure. J'étais allé, cette même année, passer mes vacances à Mâcon. Chez mon beau-frère et dans les maisons d'amis communs, je voyais parfois Lamartine. Un jour, en visite, je me rencontre avec la femme du poète. Très aimable, elle lie conversation avec moi :

— Vous faites de la peinture, Monsieur?

— Oui, Madame.

— Faites-vous la figure?

Et moi, naïf, de lui répondre :

— Mais je fais quelquefois le bonhomme tout entier.

En réalité, Puvis de Chavannes n'apprit pas grand'chose chez Henri Scheffer, mais il n'oublia jamais son premier professeur, tant il avait su apprécier les qualités morales de cet honnête homme, de cet artiste, sinon de grand talent, du moins consciencieux, qui sut garder toute sa vie le respect de l'art et des nobles ambitions. Trente-six ans après, il écrivait à la fille du vieux maître :

Je serais heureux de témoigner, par un tableau où j'ai mis ma conscience, toute l'inaltérable gratitude que je garde au fond de mon cœur pour mon cher et vénéré maître Henri Scheffer.

Ce tableau, c'est le *Pauvre Pêcheur*, qui est aujourd'hui au musée du Luxembourg. C'est un souvenir d'une promenade sur les bords de la Seine, à Honfleur. Puvis de Chavannes avait été frappé de la singulière beauté, de l'harmonie de lignes et de couleurs qui règnent entre cette immense étendue d'eau et l'horizon pour ainsi dire sans fin de dunes basses, aux herbes maigres, aux buissons rabougris, et l'humanité qui vit, là, misérablement.

Cette désolation, cette mélancolie attristante, il les a résumées sur cette toile que l'on ne peut regarder sans être envahi soi-même par une sorte de tristesse. Le malheureux pêcheur, à peine vêtu de haillons, n'ayant que la peau et les os, a un air si désolé, si désespéré, les mains jointes, les yeux baissés, dans cette barque toute de pièces et de morceaux ; les enfants qui jouent si tristement non loin du rivage ont l'air si résigné, qu'on se prend à penser, comme le pauvre homme : « Pourvu qu'il y ait du poisson dans cette nasse qui pend là, dans l'eau ! »

C'est tout un drame bien humain, mais bien poignant que traduit cette toile, dont on s'éloigne presque à regret parce qu'on voudrait avoir le dernier mot qui sera ou l'espérance ou la désespérance (1).

En 1848, la nostalgie de l'Italie le prend. Il veut revoir ce pays enchanteur qui lui a indiqué sa voie et qui achèvera de fixer sa vocation artistique. Il part en compagnie d'un camarade, Beauderon de Vermeron, « peintre de talent assez médiocre, mais d'intelligence très vive. Puvis apprend de lui à observer et à réfléchir.

» Venise et Florence produisent sur son esprit une impression dont nous retrouverons les traces dans le développement de son talent (2). »

Un an après, les deux amis revinrent à Paris, plus décidés que jamais à se fortifier dans l'étude. Vermeron connaissait Eugène

---

(1) Singulier rapprochement : Le *Pauvre Pêcheur* fut acheté par Castagnary, devenu, après 1870, directeur des Beaux-Arts, pour le musée du Luxembourg. Il avait été, comme critique d'art, un des adversaires les plus ardents de Puvis de Chavannes.

(1) *Edm. Armand* : Puvis de Chavannes, dans le *Mois littéraire et pittoresque,* janvier 1899. Nous emprunterons beaucoup à la savante étude de M. Edm. Armand.

Delacroix (1), il voulut lui présenter son compagnon de voyage. Mais laissons la parole à Puvis de Chavannes lui-même.

Un beau matin, dit-il, de concert, nous partons pour la rue Notre-Dame de Lorette, où l'illustre peintre avait son atelier. Nous entrons. Sur un tableau de dimensions considérables, une *Chasse au lion* — qui depuis a été brûlé au musée de Bordeaux, — Delacroix, avec une énergie concentrée, s'escrimait, zébrant de touches parallèles sa toile, ne trouvant jamais le ton assez fort, le poussant, le montant toujours, de manière à le faire chanter furieusement. Quand le maître s'arrêta, pris de fatigue, Vermeron me poussa en avant : « Voilà un jeune homme, cher ami, qui vous admire beaucoup.... » Delacroix l'interrompit brusquement, et, avec un fin sourire, répondit : « Entretenez-le dans ces idées-là, Vermeron; c'est si rare! » C'est ainsi que je devins l'élève de Delacroix. Je le fus tout juste quinze jours. L'atelier depuis longtemps périclitait; les élèves, un à un, se retiraient. Nous étions, quand j'y entrai, sept ou huit, dont les cotisations ne fournissaient pas de quoi payer le loyer. Deux semaines après, Delacroix, que cette indifférence énervait, nous mit à la porte. Il était déjà, d'ailleurs, atteint de cette maladie du larynx qui devait le tuer, et il ne vivait plus qu'emmitouflé dans ce cache-nez énorme avec lequel Dalou l'a si originalement représenté dans le jardin du Luxembourg.

Puvis de Chavannes entra alors chez Thomas Couture que son tableau des *Romains de la décadence* avait rendu célèbre, mais il y resta peu de temps et la façon dont il en sortit mérite d'être rapportée.

Un matin, raconte M. Buisson dans la *Gazette des beaux-arts*, où un jour gris noyait l'atelier dans une pâle clarté, où l'élève s'efforçait de rendre de son mieux les tons argentés et la douce harmonie des chairs, Couture entre et fait sa tournée quotidienne de corrections. Arrivé devant le chevalet de Puvis de Chavannes, il grommelle, et, fronçant le sourcil, lui dit : « Vous n'y êtes pas du tout; donnez-moi votre palette. » Et, aussitôt, devant l'élève ébahi, le maître compose son ton de lumière, mélangeant, suivant la formule, du blanc d'argent, du jaune de Naples, du vermillon et du cobalt. En un instant, l'étude changeait de couleur, et le maître amoncelait ses empâtements, tout en maudissant Ingres et Delacroix. « Comment, Monsieur Couture, s'écria Puvis de Chavannes, c'est vraiment ainsi que vous voyez le modèle ? » Et sa figure exprimait la surprise et le désespoir. On ne le revit plus jamais.

(1) Voir Delacroix, *Contemporains*, n° 343.

Mais cela n'empêcha pas, plus tard, Puvis de Chavannes de faire figurer sur les livrets des Salons, le nom de Thomas Couture à côté de celui de Henri Scheffer, comme ayant été leur élève. Et lorsque Barbedienne organisa, à l'École des beaux-arts, l'exposition de l'œuvre de Couture, il prit une part très active aux travaux, afin que cette exposition honorât davantage la mémoire de celui qui avait été si peu son maître.

Quoi qu'il en soit, après sa sortie de chez Couture, il jugea qu'il perdrait son temps à essayer d'apprendre le métier que les autres ne lui apprenaient pas, par cette raison qu'il voyait autrement qu'eux. Dès lors, il s'enferma chez lui. Pendant trois ans, il vécut comme un ermite, dans un gymnase d'orthopédiste qu'il avait loué et dont il ne sortait pas, dessinant, peignant sans cesse, étudiant les maîtres anciens. Si bien qu'il put répondre en toute sincérité, à quelqu'un qui lui demandait quel avait été en réalité son maître : « Personne ! Mon maître, ç'a été l'horreur de certaines choses. »

« La résolution de Puvis avait été quelque peu téméraire, dit M. Armand; néanmoins, sans elle, la France aurait connu un calligraphe de plus, mais un grand artiste de moins. »

II. PREMIER DÉBUT : LA « PIETA » — NEUF ANNÉES D'EXCLUSION SYSTÉMATIQUE — L'ATELIER DE LA PLACE PIGALLE — « FOU TRANQUILLE » — BÉNÉDICTIN DE LA PEINTURE — PEINTURES MURALES — LE MUSÉE DE PICARDIE

Puvis de Chavannes exposa pour la première fois au Salon de 1850, et voici la façon pittoresque dont il raconte ce premier début :

Tant bien que mal, j'étais venu à bout d'une *Pieta :* Sur les genoux de la Vierge, le Christ mort; la Madeleine agenouillée tout auprès. Ravi d'avoir été reçu, — je ne devais pas l'être de nouveau pendant longtemps, — je pars dès le matin, le jour de l'ouverture, pour me contempler dans mon œuvre. Arrivé devant ma toile, que vois-je? Deux figures seulement au lieu de trois ! Je m'approche étonné, et je constate avec désolation

que ma Vierge, drapée de violet, se confondait avec le fond, qu'ingénieusement j'avais fait violâtre. Ce fut ma première leçon de valeurs. Je compris désormais le poids d'un ton.

L'année suivante, l'envoi de Puvis de Chavannes fut refusé par le jury d'admission. Il devait en être ainsi pendant huit ans. Barye, Rousseau, Jules Dupré, Diaz, Corot, Millet voyaient aussi se fermer devant eux la porte du Salon. On agissait de même avec Courbet. Courbet, que l'on devait plus tard porter aux nues, était traité de « fou furieux », tandis que l'on décochait à Puvis de Chavannes l'épithète de « fou tranquille ». Puvis de Chavannes pouvait se consoler d'un ostracisme subi en si bonne compagnie.

Ne s'en est-il pas réjoui plus tard? Pendant ces longues années de travail silencieux et désintéressé, l'artiste accumula les ébauches et les tableaux. Ils traduisaient l'effort d'une personnalité qui cherche à se dégager de toute entrave.

Le 15 juillet 1852, Puvis de Chavannes s'était installé dans le célèbre atelier de la place Pigalle, qu'il ne quitta définitivement qu'en 1896, lors de son mariage avec la princesse Cantacuzène. Là, il organisa une Académie pour deux artistes de ses amis, Bida et le graveur Pollet, « d'un jugement très sûr », disait-il, qui ne voulaient plus d'aucun maître, et auquel vint se joindre le peintre Ricard. C'est alors que commença réellement son existence de Bénédictin de la peinture.

Afin de pouvoir plus longtemps et mieux travailler, il s'astreignit à ne faire qu'un repas par jour, le soir à 7 heures. Son déjeuner, à midi, consistait en une tasse de lait ou de thé, bue sans interruption de besogne, dans son atelier; en une brioche ou un petit pain, croqué chez un pâtissier ou dans la rue, quand il se trouvait dehors. Puvis de Chavannes ne jouait à aucun jeu et ne fumait qu'une pipe avant de se coucher.

« Une circonstance fortuite découvrit à l'artiste sa véritable voie. Anxieux, l'esprit tourmenté de voir échouer ses tentatives, il était allé se reposer à la campagne chez son frère. A la vue des parois blanches et nues de la salle à manger, il eut une subite inspiration. Les impressions qu'il avait conservées des admirables fresques de Giotto et des maîtres florentins se réveillèrent dans son esprit. Ces murailles qu'il avait devant lui offraient le champ voulu pour un essai de peinture décorative. Il allait pouvoir enfin briser le cadre étroit du tableau, et satisfaire ce désir le plus intime de son cœur, d'avoir à sa disposition de larges espaces sur lesquels il pourrait réaliser les conceptions grandioses de son esprit. « Je sentis autour de moi de l'eau » pour nager », disait-il plus tard (1). »

En dix-huit mois, raconte Puvis, j'exécutais avec entrain l'inévitable motif des *Quatre saisons*, légèrement modernisé, avec une grande composition centrale, le *Retour de l'Enfant prodigue*. Puis, le travail terminé, je reprends pour le Salon et dans des dimensions plus vastes, un des quatre sujets, le *Retour de la chasse*, qui me fait recevoir par le jury et me *désanguignonne* définitivement.

Puvis reparut de nouveau au Salon, en 1861, avec la *Paix* et la *Guerre*, qui lui valurent une médaille de 2e classe.

« La conception puissante et originale de la *Guerre* révélait un maître. Pour traiter ce sujet cent fois rebattu, Puvis de Chavannes avait dédaigné d'employer le bric-à-brac mythologique. Rien non plus de ces mêlées confuses auxquelles se plaisent les peintres de bataille, mais une simplicité et une grandeur épiques.

» Aux premiers plans, deux vieillards se lamentent sur la mort de leurs fils; un laboureur renversé et enchaîné se tord auprès de ses bœufs qui poussent des meuglements de terreur; trois captives attachées à un arbre. Au-dessus de ce groupe de désolation, et se découpant sur les tons clairs du fleuve, se dressent les silhouettes de trois cavaliers, qui, soulevés par l'orgueil insolent de la victoire, remplissent l'air de leurs stridentes fanfares. Au loin, l'incendie ravage les moissons, et deux longues colonnes de fumée noire, montant droites à

(1) E. Armand, *le Mois litt. et pitt.*

travers le ciel, complètent heureusement, au point de vue de l'effet, l'ordonnance des lignes. L'idée du désordre conciliée avec l'unité décorative de l'aspect, tel était le but hardi que s'était proposé Puvis de Chavannes, et il l'avait atteint.

» L'inspiration de la *Paix* n'était pas moins heureuse. Des personnages dans de belles attitudes calmes, des jeunes gens qui s'essayent à la course, dans un paysage plein de fraîcheur et de sereine clarté, une douce symphonie de couleurs et de lignes (1). »

Le public fut d'abord surpris à l'aspect de ces vastes peintures murales, et sembla prendre parti pour les adversaires de l'artiste. On ne comprit pas cette simplicité de moyens, cet art qui indique la pensée des choses plus qu'il ne représente les choses elles-mêmes, ces contours sévères, rehaussés de teintes plates qui s'harmonisent et donnent un modèle dans l'éloignement. Les critiques de parti pris, qui ne se croiraient pas critiques s'ils ne disaient du mal des œuvres révélant un talent supérieur, s'empressèrent de donner raison au public, espérant ainsi se donner de l'importance et acquérir une renommée que leur plume ne leur aurait jamais fournie. Cette coalition n'empêcha point l'État d'acheta la *Paix*, laissant au jeune maître la *Guerre*, séparant ainsi deux œuvres qui se complétaient forcément l'une par l'autre. Heureusement, une circonstance fortuite vint à propos les réunir.

La ville d'Amiens et la Société des Antiquaires de Picardie faisaient alors construire un musée dont Diet était l'architecte. Diet connaissait Puvis de Chavannes et appréciait fort son talent. Un jour, il lui dit à brûle-pourpoint :

— A propos, j'ai vu vos deux peintures au Salon. Si vous ne les avez pas vendues, j'en ai le placement. J'ai de vastes surfaces à couvrir, la *Paix* et la *Guerre* feraient parfaitement mon affaire. Les avez-vous encore?

— Oui et non, répondit le peintre. J'ai toujours la *Guerre*, mais c'est l'État qui possède la *Paix*.

— Fort bien, repartit Diet, je vais demander la *Paix* à l'État qui ne la refusera pas, et je parlerai à la Ville pour la *Guerre*.

Enchanté, Puvis de Chavannes n'hésita pas, et dit à son ami qu'il offrirait cette toile au musée d'Amiens.

Deux ans plus tard, Diet annonçait à Puvis de Chavannes son désir de décorer l'escalier monumental; alors le peintre lui montra les deux immenses toiles qu'il avait



CROQUIS DE SAINTE GENEVIÈVE EN PRIÈRES

exposées au dernier Salon, le *Travail* et le *Repos*. Diet fut émerveillé, mais il fit cette objection que la municipalité n'avait pas d'argent.

— Peu importe, répondit Puvis de Chavannes, si la ville d'Amiens veut mes deux tableaux, je les lui donne.

Il va sans dire que la municipalité s'empressa d'accepter, mais, en retour de cette largesse, elle fit au peintre la commande

(1) E. Armand, *le Mois litt. et pitt.*

d'une autre toile pour le palier supérieur.

« Pour la première fois, écrit M. Armand, l'artiste avait un but déterminé quant à la place de sa composition. Son œuvre nouvelle, *Ave Picardia nutrix,* hymne mélodieux à la fécondité inépuisable du sol picard, marque le pas décisif dans l'œuvre du maître. Jusque-là, il a travaillé à tâtons, sans connaître la destination de ses peintures, sans pouvoir tenir compte des nécessités du milieu où elles seraient placées. Par suite, quels qu'aient été jusqu'ici ses efforts dans le sens décoratif, il a encore trop sacrifié à l'esthétique de la peinture de tableau (1). »

« Le tableau, continue notre savant critique, est un tout par lui-même. Le spectateur doit s'isoler de ce qui l'entoure, se transporter dans cet angle de l'appartement où la scène se passe, dans ce coin du paysage représenté, ou, si l'on veut, il doit ouvrir sa fenêtre et se pencher au dehors pour regarder ce que l'artiste lui représente. Au peintre de faire que son tableau soit une évocation de la vie.....

» La peinture décorative n'est, au contraire, qu'une servante de l'architecture. Sa tâche est d'égayer la monotonie des surfaces par des compositions d'une harmonie soutenue, qui soit en rapports absolus de lignes, de lumière et de couleurs avec le cadre des formes architecturales. »

Cette tradition de la peinture murale, interrompue depuis trois siècles, Puvis de Chavannes a voulu la renouer; il y a d'ailleurs pleinement réussi, et c'est ainsi qu'il a été un initiateur et un maître.

« Si l'artiste qui décore une muraille, disait-il, ne s'accommode pas aux conditions de vie de cette muraille, la muraille le *vomira.* »

Notons la note bien personnelle qui caractérise l'œuvre tout entière de Puvis de Chavannes. « Il est un observateur passionné de la réalité, un ennemi irréductible du convenu et de l'archéologie académique. Ses personnages vivront de la vraie vie dans leurs gestes et leurs physionomies si sommairement indiqués. »

Disons un mot à présent de l'*Ave Picardia nutrix!*

Cette fois, le maître donna la plus large place au paysage, un vrai paysage picard, où, avec ses champs fertiles, ses bois ombreux, ses rivières, un groupement de trente-trois personnages répondent avec précision par leurs gestes, leurs attitudes et leur action, au développement de la scène tout entière.

Dans le verger d'une grande ferme comme on en voit en Picardie, des paysans font mouvoir un moulin à blé, des femmes apportent des pommes pour faire une cuvée de cidre, des maçons construisent les murs d'une maison, une vieille femme file le chanvre du pays pendant que d'autres confectionnent des filets de pêche ; un peu plus loin, des charpentiers jettent un pont sur une rivière au milieu de laquelle des bateliers dirigent de grands chalands. Puis, çà et là, quelques incidents de la vie journalière, gracieux, pittoresques, tel cet enfant qui porte sur sa tête une lourde corbeille de fruits pour montrer son courage, et la jeune mère qui allaite son nourrisson en le regardant avec amour.

Cette composition fit sensation et rallia à son auteur un grand nombre de partisans.

Cependant la décoration du musée de Picardie n'était point achevée.

C'est en 1879 seulement que la municipalité amiennoise agita la question, depuis longtemps pendante, de cet achèvement, par une immense toile qui occuperait toute la paroi faisant face au vestibule d'honneur. La ville, endettée — c'est le cas de tant d'autres ! — n'avait pas d'argent. Elle s'adressa à l'État qui refusa son concours. Il fallut abandonner le projet ou, du moins, le remettre à plus tard. Ce fut pour Puvis de Chavannes une douloureuse déception, mais comme il n'était pas homme à reculer, il prit une grande résolution et entreprit, à ses frais, le carton du *Ludus pro Patria* qu'il envoya au Salon de 1881. L'œuvre causa une réelle émotion dans le monde

(1) E. Armand, *Mois litt. et pitt.*, janv. 1899.

des arts et des connaisseurs, et l'État lui-même, revenant sur sa décision, commanda la peinture pour le musée de Picardie. Exposée l'année suivante (1882), elle valut au maître la médaille d'honneur.

L'inspiration du *Ludus pro Patria* est tout autre que celle de l'*Ave Picardia nutrix*, en ce sens qu'elle donne à l'œuvre nouvelle un caractère plus grandiose, par conséquent plus élevé. Sur les bords d'une rivière, dans un vaste paysage picard, coupé de bois, de champs et de prairies, un village est en fête. Les hommes s'exercent à la lance en présence d'un vieillard sur un tertre, auprès d'un ormeau dont le tronc sert de but. C'est lui qui est en quelque sorte le juge. A ses côtés, deux jeunes mères et un chasseur de cygnes semblent être ses assesseurs. Plus loin, des femmes préparent un festin rustique, pendant que d'autres se reposent au pied des arbres.

III. LE PALAIS DE LONGCHAMP A MARSEILLE L'HOTEL DE VILLE DE POITIERS

Il ne faudrait cependant pas croire que, entre l'*Ave Picardia* et le *Ludus pro Patria*, Puvis de Chavannes se soit reposé.

En 1867, il peignait l'*Automne*, pour le musée de Lyon, puis, pour celui de Lille, le *Sommeil*. Deux ans plus tard, en 1869, la municipalité de Marseille lui commanda, pour son palais de Longchamp achevé, deux grandes toiles destinées à décorer l'escalier d'honneur.

« Quand, au sommet du grand escalier d'honneur du palais de Longchamp, les deux toiles, *Marseille, colonie grecque*, et *Marseille, porte de l'Orient*, furent découvertes, les Marseillais applaudirent; l'artiste avait magnifiquement, et avec vérité, peint la gloire et la lumière de leur cité (1). »

Cependant, les critiques n'avaient point encore désarmé. Castagnary écrivait :

> Si M. Puvis de Chavannes voulait une œuvre belle au point de vue de l'art, glorieuse pour la ville à qui il la destinait, au lieu de se marteler le cerveau pour imaginer l'impossible, il n'avait qu'à aller à Marseille, *transporter sa toile sur le port* (!) et peindre ce qu'il avait sous les yeux.

Edmond About, ami de Puvis, renchérissait encore :

> Lorsque l'enfer voudra se faire paver à neuf comme les Champs-Élysées, il ne manquera pas de confier l'entreprise à M. Puvis de Chavannes. Cet artiste est par excellence l'homme des bonnes intentions et des vastes pensées. Depuis plus de vingt ans, il nous promet un chef-d'œuvre qu'il n'exécutera jamais, car il ne sait ni peindre ni dessiner, et il promène fièrement dans tous les coins du domaine de l'art son ignorance encyclopédique.

Le jour du vernissage, le peintre avait, dit-on, rencontré le critique arrêté devant la *Marseille porte de l'Orient*.

Il l'interrogea, lui demandant son opinion. « Pourquoi, diable! dit About, sans lui répondre, as-tu fait l'œil de ton Indien si noir ? » Le critique n'avait pas trouvé d'autre remarque, mais, le lendemain et dans la suite, il continua à voir les œuvres de son ami à travers « l'œil si noir de l'Indien ».

En 1872, la municipalité de Poitiers, d'accord avec l'État, propose à Puvis de Chavannes de décorer l'escalier monumental de son nouvel hôtel de ville qui venait d'être achevé. Le maître accepte et peint les deux célèbres toiles dont voici les sujets : *Retirée au couvent de Sainte-Croix, Radegonde donne asile aux poètes et protège les lettres contre la barbarie des temps;* et *Charles Martel, vainqueur des Sarrasins qui assiégeaient Poitiers.*

Dans la première de ses compositions, c'est la figure de sainte Radegonde qui illumine de sa poésie les premiers temps mérovingiens. Épouse du roi Clotaire Ier, la vie commune avec ce barbare à peine dégrossi lui était devenue insupportable, et, non sans peine et non sans périls, elle avait enfin obtenu la permission de se retirer en son couvent de Sainte-Croix qu'elle avait fondé à Poitiers. C'est ce cloître que Puvis de Chavannes a donné pour cadre à son œuvre. Sainte Radegonde, au milieu de ses religieuses, accueille saint Fortunat, poète

(1) M. Vachon. *Puvis de Chavannes.*

latin, qui parcourait la Gaule depuis trois ans, chantant ses leudes chrétiens, et venait de s'arrêter à Poitiers où il resta pendant vingt ans. On sait qu'il en fut l'évêque.

Le *Charles Martel* est plus animé et, en quelque sorte, plus dramatique. C'est bien ainsi que doit parler le grand art. C'est, tout ensemble, la chronique et l'épopée, c'est-à-dire l'histoire simplifiée mais agrandie. Le maître, continuant sa synthèse, a peint dans cette toile la victoire de la chrétienté sur l'Islam, de l'Évangile sur le Coran. Levant cette hache qui l'a fait surnommer le *marteau* des Sarrasins, Charles Martel remercie Dieu, accompagné des témoins de sa victoire. Derrière la foule des hommes et des femmes aux profils bronzés, accourus pour acclamer le vainqueur, se dresse la robuste silhouette des murailles visigothes.

Comme toutes les compositions du maître peintre, ces deux œuvres sont conçues dans un style sobre, grave, où se révèle une grande élévation de pensée. Tous les personnages ont une attitude personnelle d'une simplicité éloquente, mais bien vivante, et, ce qu'il y a de remarquable, pas un seul n'est inutile. Tous se rattachent intimement à une action très claire et très intelligible et dans des poses naturelles.

Une chose frappe tout d'abord dans les deux fresques de Poitiers, la sobriété des détails. Elle ajoute encore au grandiose du sujet principal, qui se détache sur un paysage où les minuties ne font pas tache, comme on dit, et ne heurtent pas le regard. Quelques arbres seulement s'élèvent sur un ciel coloré, mais leur feuillage et leurs branches ne reçoivent que juste assez de lumière pour ne pas nuire à l'harmonie générale. Car, il ne faut pas l'oublier, Puvis de Chavannes fut aussi un merveilleux paysagiste, et il fut le premier à démontrer quelle source abondante, inépuisable, il y a dans l'application à l'art décoratif de cette belle parole de l'Écriture : « Le ciel, la terre, les cieux racontent la gloire de Dieu. » Guidé par cette vérité, inspiré par l'œuvre divine qu'il admirait sans cesse, il a fait entrer triomphalement dans ses œuvres nos arbres, nos bois, nos prairies, nos lacs et nos rivières, nos collines et nos montagnes, notre soleil et notre ciel. Comme Claude Lorrain, Poussin, Corot, Millet, Rousseau, il est bien de notre race et de notre sol.

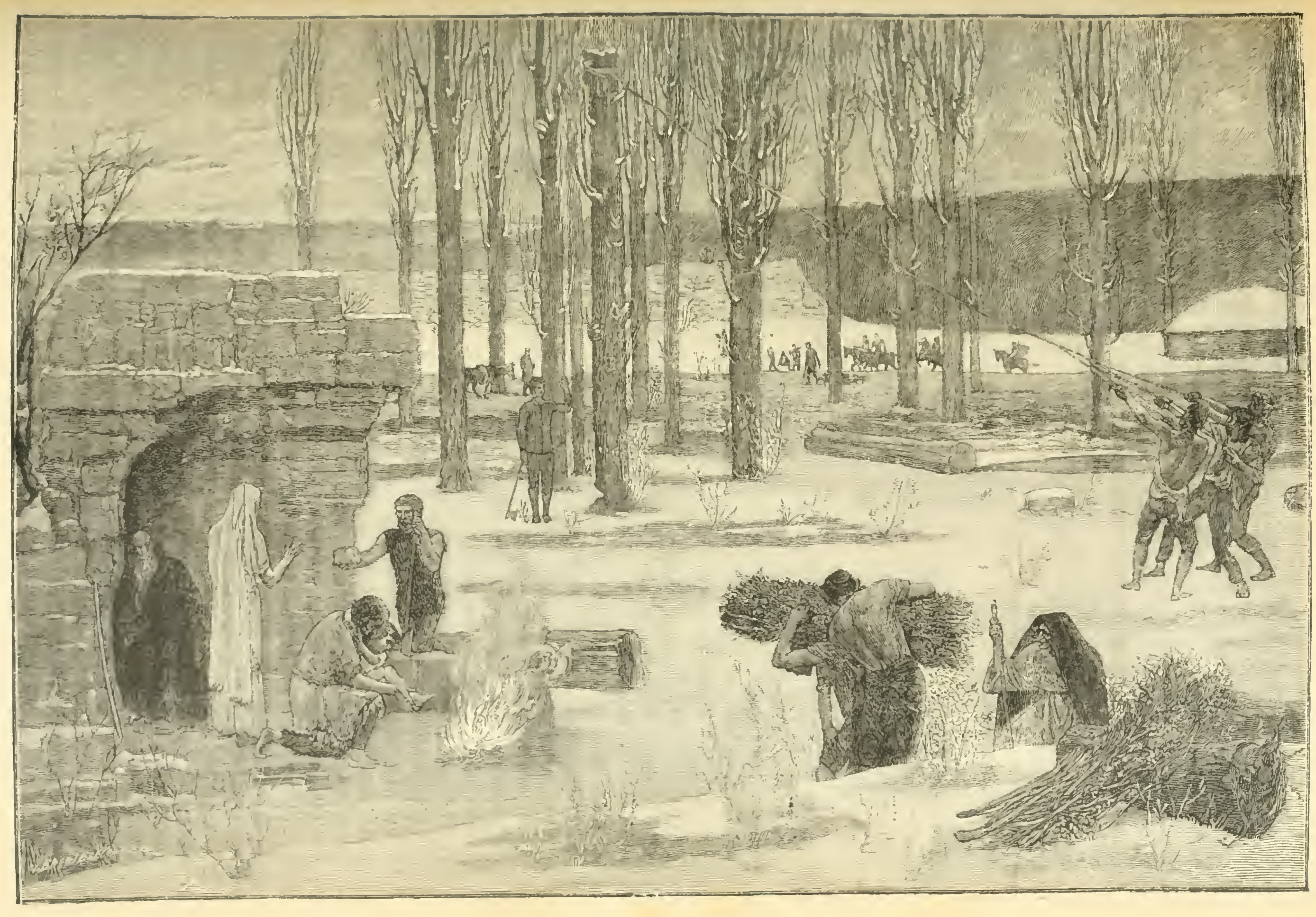
Pour moi, écrivait-il à un de ses élèves, mon siège est désormais bien déterminé, bien limité, et je ne me ravitaille plus qu'en France. J'ai eu aussi mes torrents, mais ils tombaient du ciel, et mon fleuve Jaune était fait de toutes les boues de la Bresse. Malgré tout, quelques buissons fleuris et des bois parfumés m'ont ravi. C'est de la musique de chambre, comparée aux puissantes harmonies qui vous ont frappé, mais elle a sa grandeur et sa grâce calme et pénétrante.

IV. PANTHÉON — VIE DE SAINTE GENEVIÈVE

C'est à Philippe de Chenevières, alors directeur des Beaux-Arts, que revient l'honneur d'avoir fait ordonner l'achèvement de la décoration du Panthéon, si souvent projeté et toujours abandonné. « Vaste poème, disait l'exposé des motifs, consacré à la gloire de cette sainte qui restera la figure la plus idéale des premiers temps de notre race, où la légende de la patronne de Paris se combinait avec l'histoire merveilleuse des origines chrétiennes de la France. »

Les décorations du Panthéon avaient été confiées aux plus grands peintres de l'époque. Les peintures exécutées par Puvis de Chavannes, à l'encontre de toutes les peintures murales dont elles sont comme entourées, donnent à l'architecture du monument plus de clarté, plus de grandeur par leurs couleurs si harmonieuses et par leur majestueuse ordonnance. Aussi, un autre grand peintre, Meissonier, a-t-il pu dire avec raison :

Allez au Panthéon et voyez l'*Enfance de sainte Geneviève*, qui date de 1877. Dans ce vaste polyptique, qui ne compte pas moins de 80 figures, tout apparaît comme au premier jour ; pas un ton vibrant n'a baissé ; pas une nuance tendre ne s'est éteinte ; la muraille dégage toujours une lumière douce, fraîche, joyeuse, qui illumine cette partie de l'édifice.



L'HIVER (Hôtel de Ville de Paris.)

Plus que jamais, aujourd'hui encore, Meissonier pourrait dire de la décoration générale ce qu'il ajoutait à son jugement. « Il n'y a que Puvis de Chavannes qui se tient; pour tous les autres, il faudrait dorer le monument. »

L'association du patriotisme à la religion, telle est la genèse de la vie de sainte Geneviève par Puvis de Chavannes; elle constitue la plus belle expression de l'art religieux dans l'école française contemporaine. C'est un enchantement pour l'âme comme pour les yeux. Toutes les scènes de cette vie si sainte, si chrétienne, ont été admirablement comprises et rendues par le peintre.

« *Sainte Geneviève en prière* parut au Salon de 1876. Tandis que ses agneaux paissent sous la protection d'invisibles gardiens, la jeune Sainte, drapée dans son long vêtement blanc, est agenouillée au pied d'une grossière croix de bois, et perdue dans la prière. Pour rendre le rayonnement surnaturel qui enveloppe la candide enfant, le peintre n'a pas eu recours aux artifices ordinaires des auréoles, il l'a exprimé dans l'attitude des autres personnages. Au premier plan, un ménage de paysans s'est arrêté avec une respectueuse admiration; l'homme a posé à terre son fagot et s'est découvert, tout en courbant son front. Au fond, un laboureur a laissé sa charrue et ses bœufs et ne peut s'arracher à cette émouvante contemplation (p. 5). »

Un triple panneau est consacré à la seconde partie de l'enfance de sainte Geneviève : *Saint Germain et saint Loup interrogeant l'enfant et prédisant à ses parents les hautes destinées auxquelles elle est appelée.*

« Tout, dans l'enfant, respire une céleste candeur. Dans son regard dont on devine la limpidité et la profondeur, saint Germain lit ses destinées surnaturelles. Le père et la mère ne peuvent en croire leurs oreilles, en entendant les prédictions de l'évêque. Le front de l'homme se courbe et les mains de la femme se joignent dans l'expression de la reconnaissance envers Dieu. Tout autour, la foule pieuse se presse. La curiosité et l'étonnement de ces âmes simples et primitives se peignent sur les visages; les mères n'oublient pas, cependant, de présenter leurs enfants aux mains bénissantes des évêques. A droite, des femmes traient une vache, pour offrir sans doute aux saints voyageurs de quoi réparer leurs forces; à gauche, on apporte des malades, et des mariniers cherchent à s'approcher le plus possible du bord pour ne rien perdre de ce touchant spectacle.

Dans ce triptyque comme dans le premier panneau, c'est bien la plaine de Nanterre avec ses fines brumes printanières, où les lignes s'adoucissent et les colorations acquièrent un calme reposant.

Admirable résurrection de la nature et de la vie, églogue délicieuse, tout animée d'un souffle surnaturel, à quelle distance l'*Enfance de sainte Geneviève* nous transporte des froideurs académiques et des orchestrations vides des dilettantes ! »

V. LE MUSÉE DE LYON — LA SORBONNE — L'HOTEL DE VILLE DE PARIS

En 1884, la ville de Lyon décidait de faire décorer, dans le bel édifice de la place des Terreaux, le grand escalier qui conduit aux galeries des Beaux-Arts. C'est à Puvis de Chavannes que la municipalité s'adressa pour cette œuvre, qui devait comprendre trois immenses panneaux et l'entourage de la porte d'entrée donnant accès aux salles de peintures et de dessins.

Il se mit aussitôt à l'œuvre et peignit *Le Bois sacré cher aux Muses et aux Arts*, exposé au Salon de 1884. Au bord d'un lac, dans un bois d'oliviers et d'yeuses, les Muses sont réunies et dissertent entre elles.

Le paysage, d'une noblesse et d'une harmonie parfaites, semble calqué sur une fresque antique, éclairée par un ciel d'or, réfléchi, avec le mystérieux croissant de lune, par les eaux du fleuve endormi.

Deux ans après, en 1886, le maître exposait la *Vision antique* et l'admirable page intitulée l'*Inspiration chrétienne*, destinées

toutes deux à compléter, avec le *Rhône* et la *Saône*, la décoration du musée de Lyon.

Dans la *Vision antique*, Puvis de Chavannes a voulu évoquer principalement l'idée de la forme. La scène se déroule dans un paysage dont les lignes sévères résument cette terre d'Orient que nous connaissons tous par les poètes classiques, paysage semé de figures antiques encore familières à notre esprit, et dans des attitudes inspirées de la statuaire grecque. On les dirait contemporaines de Phidias par la grâce, mais sans nuire à la gravité sereine que cherche sans cesse le peintre austère dans toutes ses grandes œuvres.

L'*Inspiration chrétienne* symbolise en quelque sorte l'art lyonnais, quoique représentant une scène du moyen âge en Italie. Le principal personnage rappelle Fra Angelico, ce maître cher à Puvis de Chavannes. Il est occupé à peindre sur les murs d'un cloître ces naïves et touchantes fresques où l'art chrétien a comme renfermé ses plus éloquentes inspirations. L'attitude extatique du peintre et de ses élèves qui contemplent son œuvre, l'aspect de ces âmes aux corps consumés par le jeûne et les macérations, sont rendus avec un profond sentiment religieux.

Puvis de Chavannes, pour rester dans la tradition lyonnaise, a donné à un de ses personnages les traits d'un Lyonnais, Hippolyte Flandrin, le pieux auteur des admirables frises de Saint-Vincent de Paul et de Saint-Germain des Prés (1).

De chaque côté de la porte d'entrée des galeries des Beaux-Arts, l'artiste a peint le *Rhône* et la *Saône*. Un robuste pêcheur, portant sur son épaule le lourd filet d'épervier, debout au pied d'un chêne dont les racines ont troué la roche, personnifie le fleuve, impétueux dans sa course, terrible dans ses débordements. Une jeune femme symbolise la Saône.

« Dans cette allégorie du Rhône et de la Saône, écrit M. Vachon, il y a plus que l'effet d'une heureuse conception d'art inspiré par une imagination féconde; on y sent l'émotion vibrante du cœur. Puvis de Chavannes a aimé profondément son pays natal; il a aimé avec passion le Rhône.....

« Je pense souvent à notre grand Rhône, écrivait le maître à un ami; que de fois j'aurais pris le train pour aller me retremper un peu dans ces grands horizons; mais c'est un rêve, comme tant d'autres! »

« Dans un des voyages récents que Puvis de Chavannes fit à Lyon, a conté Arsène Alexandre, il se promenait le long du fleuve avec deux de ses élèves. « Voilà pourtant, » dit-il, à un moment, après un silence et » une contemplation qui auraient pu faire » croire qu'il suivait quelque vision épique, » voilà pourtant l'endroit où j'ai fait, étant » collégien, de bien beaux ricochets dans » l'eau! ah! mes pauvres enfants, je ne sais » pas si maintenant je réussirais aussi bien..... » Oui, pourtant, je crois. Et si j'essayais. » Là-dessus, il se baissa, ramassa des cailloux plats, et, du bras le plus vigoureux, il commence une série de ricochets magnifiques; on regarde ce Monsieur, avec sa rosette de la Légion d'honneur, qui jette des pierres dans l'eau. Des passants qui le connaissaient s'ébahissent. Des gamins s'attroupent, des gosses lyonnais, qui jugent les coups en connaisseurs. Chavannes était content comme un dieu. »

Chargé de décorer la Sorbonne, Puvis de Chavannes employa deux grandes années à cette œuvre magistrale qui orne le grand amphithéâtre et dont voici la composition.

Dans la clairière d'un bois sacré, une figure symbolique de la Sorbonne est assise au centre, sur un bloc de marbre. A ses côtés se tiennent deux génies portant des palmes et des couronnes destinées, les unes aux vivants, les secondes aux morts glorieux. L'Éloquence, debout, célèbre les conquêtes de l'esprit humain, et, autour d'elle, sont groupées des figures diverses, entre autres la poésie. D'un rocher, autour duquel elles se tiennent, s'échappe la source vivifiante où vient s'abreuver la Jeunesse, tandis que la Vieillesse y remplit sa coupe.

La Philosophie est représentée par le

---

(1) FLANDRIN. Voir nos *Contemporains*, n° 73.

Matérialisme et le Spiritualisme, autour desquels gravitent le Pessimisme et le Doute. Une femme à la physionomie sévère tient un crâne et indique, par son attitude douloureuse, que la mort est la fin de tout, pendant qu'une jeune fille, richement habillée, souriante, montre une fleur, expression des joies terrestres et des transformations limitées à la matière.

Le Spiritualisme, une autre femme enveloppée d'un manteau monastique, a un geste d'ardente aspiration vers le ciel; le Doute, un vieillard, écoute et réfléchit.

Quant à l'Histoire, elle interroge avec curiosité les vestiges du passé que des ouvriers exhument sous ses yeux.

L'œuvre est grandiose, superbe dans son inspiration mystérieuse, mais « comment, dit M. Armand, l'artiste dont l'âme religieuse avait dérobé aux pieux Florentins quelque chose de leur âme pour le faire passer dans l'*Inspiration chrétienne* et dans *Sainte Geneviève*, a-t-il pu oublier les origines chrétiennes de l'antique Sorbonne? »

Puvis de Chavannes avait été chargé, lors de la réédification de l'hôtel de ville de Paris, de décorer l'escalier de la préfecture et le premier salon de réception. Ces travaux, commencés en 1889, furent terminés en 1893.

Dans le premier salon, il a présenté deux antithèses, l'*Été* et l'*Hiver*.

« Le premier chante admirablement la saison où tout est lumière, chaleur et vie; le second est d'un effet plus saisissant encore dans sa morne tristesse. Une longue clairière, couverte de neige, fermée à l'horizon par la ligne bleue d'une forêt. Des arbres, semés çà et là, dressent leurs hautes silhouettes dépouillées et comme raidies par l'engourdissement universel. Des bûcherons chargent du bois sur leurs robustes épaules, d'autres travaillent en cadence à l'abattage d'un arbre. Un homme a suspendu son travail pour allumer du feu et réchauffer son jeune enfant tout effrayé par les pétillements de la flamme. Son compagnon, appuyé sur le tronc d'arbre qu'ils étaient en train d'équarrir, offre à une pauvresse une partie de son pain. Au fond, une joyeuse cavalcade revient de la chasse avec une superbe pièce de gibier. C'est bien la saison désolée et dure aux pauvres gens, mais c'est aussi la saison où le cœur s'ouvre à la compassion et où la charité accomplit des prodiges (p. 9.). »

Mais l'œuvre capitale de la décoration de l'hôtel de ville, c'est *Victor Hugo offrant sa lyre à la Ville de Paris*, allégorie vivante de la poésie en ce siècle.

En 1890, chargé par la municipalité de Rouen de décorer son nouveau musée, Puvis de Chavannes s'attacha surtout à la glorification de la Normandie, en prenant pour synthèse le génie normand.

L'artiste a intitulé cette œuvre *Inter artes et naturam*, et c'est bien la représentation exacte de ce beau pays normand où l'art, sous toutes les formes, semble rivaliser avec la nature.

Trois ans plus tard, en 1893, la ville de Boston proposait à l'auteur de tant de chefs-d'œuvre de décorer sa bibliothèque, hommage rendu à l'art français. Et Puvis de Chavannes, malgré son âge déjà avancé, accepte et produit cette admirable composition : *Les Muses inspiratrices acclamant le génie messager de la lumière*.

VI. ENCORE LE PANTHÉON — CE SERA MON TESTAMENT — L'ARTISTE ET L'HOMME — LA MORT

Nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1867, après ses peintures d'Amiens, Puvis de Chavannes fut promu au grade d'officier après celles du Panthéon et enfin commandeur lors de l'inauguration de la Sorbonne. Chacun de ses grades lui fut conféré par décret spécial, devant son travail achevé, sur le champ de bataille.

Ces heures glorieuses où lui ont été transmis les témoignages d'admiration de ses contemporains ont été les seuls grands événements publics de sa vie. En dehors d'eux, les jours, les ans, également remplis du seul souci de ses travaux, ont passé sur lui doucement, presque sans le vieillir,

gardant la gaieté franche et spontanée de la jeunesse sans en avoir les illusions.

On l'aimait pour sa bonté, pour son indulgence et surtout pour cette indépendance qu'il sut toujours garder tout entière, en n'importe quelles circonstances. En voici entre autres un exemple :

En 1872, lorsque l'État organisa pour la première fois le Salon, le maître fut désigné pour faire partie du jury. Charles Blanc, directeur des Beaux-Arts, un Monsieur pas commode, qui présidait le jury, recommanda aux jurés de se montrer très sévères et de ne pas reculer devant les exclusions; mais Puvis de Chavannes, se rappelant ses durs commencements, ses déboires et ses tristesses d'autrefois, réclama hautement l'indulgence. Charles Blanc ne voulut rien entendre et insista de telle sorte que le maître n'hésita pas. Il donna sa démission séance tenante.

Or, il arriva ceci : c'est que, n'étant plus juré, ses œuvres durent passer à l'examen de ses collègues de la veille, et un de ses tableaux, *Les Jeunes Filles et la Mort*, fut impitoyablement refusé. Beaucoup d'autres, à sa place, eussent profité de l'occasion pour se venger des injustices dont il avait été si longtemps victime, mais la rancune ne trouva jamais asile dans son cœur.

Très compatissant pour les vaincus de la vie, il était aussi très indulgent pour les jeunes, les timides. Ainsi ne craignait-il pas de marquer ses sympathies pour les impressionnistes, dont il n'était pas, Dieu merci! pour les indépendants qui visent à l'originalité, et pour les hardis novateurs se frayant avec mille peines, un chemin à travers des difficultés inouïes dont les moindres sont ou l'indifférence ou la moquerie.

Cependant, cette bonté innée n'allait pas jusqu'à la faiblesse quand il jugeait que sa dignité d'homme et d'artiste était en jeu. Ainsi, pour toutes les commandes qui lui furent faites, jamais il ne se laissa imposer un sujet, pas plus que la façon de le traiter. A cet égard, il était d'une intransigeance irréductible. Aussi lui arriva-t-il souvent de refuser des travaux importants, telle, par exemple, la décoration du grand escalier de la Chambre de commerce de Bordeaux qu'il avait acceptée. Quelque temps après, il avait reçu un programme



GENEVIÈVE, DANS SA PIEUSE SOLLICITUDE, VEILLE SUR LA VILLE DE PARIS ENDORMIE

qu'une Commission de fonctionnaires et de négociants avait rédigé et dans lequel on lui désignait le sujet à traiter.

Il répondit aussitôt, fort courtoisement, qu'il avait l'habitude de choisir lui-même son sujet et qu'il s'empresserait de le faire

connaître dès qu'il l'aurait arrêté. Et comme on lui répliqua que l'adoption du programme était obligatoire, il refusa la commande et rompit toutes relations. Il avait la foi, et quand on a la foi, toutes les audaces sont permises. Mais, disons-le aussi comme une excuse, pour ceux qui n'ont pu résister, il avait du pain.

On a longtemps cru, dans le public, que Puvis de Chavannes était fort riche parce qu'il s'était fait payer ses tableaux fort cher. Quelle erreur ! Qu'on en juge.

Les quatorze toiles du musée de Picardie lui ont été payées 53 000 francs; les deux de Marseille, 10 000; les quatre de Lyon, 40 000; les deux de Poitiers, 12000; celles du Panthéon, 50 000; Rouen lui donna 24 000 francs. Le panneau de la Sorbonne, qui mesure 27 mètres de long sur 5,50 de haut, lui rapporta 35 000 francs. Enfin, la Ville de Paris lui donna 75 000 francs pour l'*Hiver*, l'*Été* et l'apothéose de Victor Hugo. En tout, 392 000 francs, c'est-à-dire 10 800 francs par an. Ce n'est pas le Pérou !

Puvis de Chavannes s'était fait construire pour ses grands travaux un atelier aux vastes proportions, dans le parc de Neuilly. Aucun décor, aucun apparat: pour tout mobilier, un canapé, un vieux fauteuil, des tabourets en paille, des chevalets, des toiles et des pinceaux. Comme il ne pouvait monter à une échelle sans avoir le vertige, il avait imaginé un truc ingénieux pour faire descendre ses immenses toiles qui entraient dans le plancher.

Sa vie était des plus simples et d'une régularité parfaite. Levé à 7 h. 1/2 en hiver, à 6 heures en été, il travaillait toute la journée, grignotant des olives dont il avait toujours ses poches bourrées, faisait dans son atelier même un frugal déjeuner invariablement composé de deux œufs comme plat de résistance.

Il aimait la musique, surtout celle des vieux maîtres français, et en littérature, il se délectait dans la lecture des écrivains qui ont l'instinct de la vie avec la forme élégante et le style clair, concis, de la belle langue française. Aussi ses discours officiels, ses harangues, ses oraisons funèbres sont-ils remarquables par leur concision et leur esprit.

Ce qu'il goûtait peu, c'était la science industrielle. Elle l'étonnait, mais ne l'enthousiasmait pas. Un jour qu'il visitait l'Exposition de 1889, il s'écria : « Mes enfants, il n'y a plus d'art à faire. Comment un peintre, un poète pourrait-il lutter, avec cela, d'influence sociale, de puissance d'imagination ! Allons-nous-en ! » Et il disparut.

Le lendemain, il disait : « J'ai été très malade de cette visite. J'en ai eu le cauchemar toute la nuit. Qu'allons-nous devenir avec cette invasion d'ingénieurs et de mécaniciens ! »

Le maître put travailler presque jusqu'au dernier jour de sa vie. En 1896, après la mort de Meissonier, qui n'avait pu exécuter ses peintures du Panthéon, Puvis de Chavannes fut chargé de décorer la muraille gauche du chevet du Panthéon, faisant face à la *Mort de Sainte Geneviève.*

Le maître était alors âgé de soixante-douze ans. « Je vais choyer le Panthéon, écrivait-il le lendemain; je veux en faire mon testament. » Hélas ! cette déclaration allait devenir la douloureuse réalité.

Nous empruntons à M. Armand l'appréciation de cette dernière œuvre du maître :

« Le panneau principal, divisé en trois parties, est accompagné de cette légende : *Ardente dans sa foi et dans sa charité, Geneviève, que les plus grands périls n'ont pu détourner de sa tâche, ravitaille Paris assiégé et menacé de la famine.* La blanche silhouette de la Sainte occupe le centre de la composition. A droite, sur la douce teinte cuivrée du ciel, où courent de légers nuages violacés, se détachent les larges voiles grises des bateaux qui apportent les vivres aux affamés. Déjà l'on procède au déchargement, et une femme essaye d'arracher un sac de farine à l'un des porteurs. Sur la gauche, se profilent les remparts aux assises multicolores. Les Parisiens, en masse compacte, sortent de la ville et se dirigent vers leur bienfaitrice; quelques

personnes s'empressent autour d'une femme qui vient de tomber, mourant d'inanition.

» A la foule des affamés et à leurs gémissements, le panneau complémentaire de ce triptyque oppose la solitude et le silence. De la profondeur bleue du ciel, la lune répand, à travers l'atmosphère transparente, sa froide clarté, fait jouer ses reflets dans les eaux du fleuve immobile et vient jeter des blancheurs de rêve sur les dalles de la terrasse et sur le voile de la Sainte. Geneviève a laissé sa chambre, où la lampe jette une lueur rougeâtre qui lutte faiblement avec la clarté argentée de la lune. A ses pieds, les maisons aux toits bruns et les tours carrées des fortifications sont engourdies dans le sommeil (p. 13.).

» Cette œuvre est faite de profond silence, de lumière calme, de sublime simplicité; c'est une pure mélodie qui chante la puissance surnaturelle de la prière. Les épais remparts que nous apercevons, les guerriers qui veillent derrière les créneaux, seraient de faibles obstacles au torrent des invasions barbares; la meilleure protection, la seule efficace, ce sera cette faible femme, aux formes ascétiques, qui a passé déjà une partie de la nuit en prière et qui vient voir si quelque signe inquiétant ne l'oblige pas à redoubler ses supplications.

» Le triomphe éphémère des laïcisateurs n'aura pas été complet, et à Puvis de Chavannes reviendra en grande partie l'honneur d'avoir conservé à l'église Sainte-Geneviève son véritable caractère. Le premier sujet traité par lui dans la frise qui complète les grandes compositions dont nous avons parlé, c'était la Foi, l'Espérance et la Charité veillant sur le berceau de sainte Geneviève. Une des dernières esquisses auxquelles il travaillait lorsque la mort est venue faire tomber le crayon de ses mains représente sainte Geneviève mourante prenant entre ses mains le crucifix.

» Entre ces deux sujets défilent, en une pieuse procession, les saints personnages qui ont veillé sur la France chrétienne à son berceau; ils se dirigent vers l'abside où apparaît l'image triomphante de Notre-Seigneur. Ainsi, par tous les détails de son harmonieux ensemble, l'œuvre prodigieuse de Puvis de Chavannes fait surgir en nous des pensées de foi et verse dans nos âmes la consolation des immortelles espérances. »

La frise qui court au-dessus de cette magnifique série de tableaux n'était pas terminée lorsque la mort est venue glacer la main du grand peintre, mais, heureusement, il en avait achevé les cartons.

« Puvis avait commencé son travail étant en bonne santé, mais, écrit M. Vachon, il le termina héroïquement, au milieu des souffrances physiques et morales les plus cruelles, pendant la maladie et après la mort de sa femme si tendrement aimée.

» Mais ni les triomphes de l'hôtel de ville de Paris et de la bibliothèque publique de Boston, ni la maladie, ni la douleur ne lui parurent une excuse à apporter, dans l'exécution de cette nouvelle décoration du Panthéon, moins d'ardeur et d'énergie, de sévérité et de conscience. Au contraire, il semble que le grand peintre ait tenu à devoir, dans ce *testament*, de montrer par son exemple qu'un artiste, tant que Dieu lui conserve la vie de son cerveau et la vigueur de ses mains, doit avoir l'ambition de faire plus et mieux encore. »

Il écrivait le 19 septembre 1898 à Paul Baudoin :

« J'ai bien souvent voulu vous écrire, et puis, le courage m'a manqué. Je dirais presque la force, car, depuis quelque temps, je me sens mal, au point que je ne sais plus au juste où je vais. Toute nourriture est devenue pour moi un tel objet d'horreur que je ne vis plus que de lait que je déteste. Vous voyez d'ici quels bras et quelles jambes cela me fait. On ne passe pas impunément par où j'ai passé.

» Et ce Panthéon qu'il faut finir! Heureusement, la composition est faite, la frise au fusain sur la toile, et avec du sang-froid j'en viendrai à bout, mais ce sera bien tout. Je ne vois âme qui vive, mes souvenirs me suffisent. Rien n'est changé et ne sera changé à l'appartement, il n'y manquera que l'être cher que je vois par-

tout. — Dès que pour moi les choses marqueront moins mal, je vous le dirai. En attendant, chers et bons amis, dans le passé, dans le présent et dans l'avenir, de tout mon cœur à vous. » Quelques jours après, le 25 octobre, Paul Baudoin fermait les yeux à son maître.

Puvis de Chavannes mourut le 25 octobre 1898, à 6 heures du soir, en pleine connaissance, après avoir reçu les secours de la religion dont il n'avait jamais cessé d'être un des plus ardents défenseurs. C'est entouré seulement de quelques membres de sa famille et du curé de Saint-François



PUVIS DE CHAVANNES DANS SON ATELIER

de Sales, sa paroisse, qui avait reçu sa confession, que Puvis, après de grandes souffrances, rendit son âme à Dieu.

L'État voulait l'inhumer au Panthéon et lui faire des funérailles solennelles, mais il fallut s'incliner devant ses dernières volontés. Son testament du 30 août 1894 et le codicille du 10 juin 1897 portaient ces lignes : « Je désire que mes funérailles soient très simples. Aucune parole ne sera prononcée sur ma tombe. »

Puvis de Chavannes repose dans la modeste chapelle funéraire qu'il avait fait construire dans le cimetière de Neuilly, quand il perdit sa femme.

Puvis de Chavannes est et restera une des plus pures gloires de l'école française; son œuvre immense fait l'admiration de tous ceux qui possèdent le vrai sentiment de l'art, pris dans son expression la plus élevée. On est forcé de s'incliner devant ce chef d'école que rien n'a pu rebuter et qui a fait revivre la belle ordonnance du style sévère, la poésie des lignes harmonieuses, correctes, et en même temps expressives dans leur sérénité.

L'enseignement le plus apparent de son œuvre, c'est le calme et la force.

Comme l'a dit fort justement un de ses biographes, pas un de ces chefs-d'œuvre n'inquiète ni ne surexcite. Tous reposent, donnant l'impression de l'union pour la vie commune. Tous les personnages qui y figurent symboliquement sont paisibles et calmes, moissonnant le blé, abattant les arbres, façonnant l'argile, frappant l'enclume, trayant les vaches, amarrant les bateaux, offrant du pain, jouant pour la patrie, avec des gestes graves, naturels, des attitudes ingénues, sans recherche et sans apprêt.

Toutes ces figures ne sont pas, comme le prétendait faussement une certaine critique la « négation de la vie moderne » ou « l'évocation d'un avenir impossible et d'un irrecouvrable passé », c'est la vie elle-même, la vie des multitudes obscures dont l'histoire ne dit rien parce qu'elles se contentent d'adorer Dieu avec humilité, de travailler en silence; travaux des humbles, dont on entend le lointain et immense murmure.

Paris.

P. DELBARRE.

BIBLIOGRAPHIE

ANDRÉ MICHEL, *Notes sur l'art moderne*, Corot, Puvis de Chavannes, Paris, 1896. — LÉON RIOTOR, *l'Art et l'Idée*, Essai sur Puvis de Chavannes, Paris, 1896. — MARIUS VACHON, *Puvis de Chavannes*, Paris, 1895. — *Revue du monde catholique*, t., VI, XVIII. — ÉD. AYNARD, *les peintures décoratives de Puvis de Chavannes*, Lyon, 1884. — HUGUES LE ROUX, *portraits de cire*, Puvis de Chavannes, Paris, 1891. — *Quelques notes d'art à propos de Puvis de Chavannes*, par un peintre, Paris. — *Mois littéraire et pittoresque*, janvier 1899.

LES CONTEMPORAINS



Le Docteur RÉCAMIER (1774-1852)

I. JEUNESSE DE RÉCAMIER — LA FAMILLE — L'ÉDUCATION — L'HOPITAL DE BELLEY — L'AIDE-MAJOR DU « ÇA-IRA »

Il est des noms sur lesquels le prisme du temps ne fait que jeter avec les années des couleurs de plus en plus vives : celui de Récamier, une des plus grandes personnalités du monde médical dans la première partie de ce siècle, est du nombre. Ce nom est très honorablement porté aujourd'hui par son fils, le général Récamier, par ses petits-fils, au nombre desquels le Dr Récamier continue les traditions médicales et charitables de son illustre grand-père.

Issu d'une vieille famille bourgeoise du Bugey, Anthelme-Joseph-Claude Récamier naquit en 1774 à Rochefort, village du département de l'Ain.

Parmi ses ancêtres, l'enfant comptait une longue série de notaires, d'avocats, de magistrats, quelques négociants, mais surtout beaucoup de médecins, et il n'est pas nécessaire de forcer les lois de l'atavisme pour avoir l'explication des dispositions naturelles du jeune Anthelme.

Son père, cependant, était notaire royal, et l'un de ses oncles, qui fut en même temps son parrain, n'était autre que le célèbre Brillat-Savarin, membre de l'Assemblée constituante, conseiller à la Cour de cassation et auteur d'un livre connu : la *Physiologie du goût* (1).

Ayant perdu sa mère dès ses jeunes années, l'enfant fut confié aux soins de son oncle, l'abbé Récamier, homme pieux et

(1) Voir sa biographie n° 197 des *Contemporains*.

instruit, dont les leçons exercèrent sur cette jeune âme une influence décisive. Foi profonde, fermeté de caractère, goût des lettres latines, tel fut le triple résultat de l'éducation du savant ecclésiastique dont l'élève alla achever ses études chez les religieux chargés du collège de Belley.

En le retirant de leurs mains, M. Récamier confia son fils aux soins d'un de ses amis, procureur royal : c'était le moyen de l'acheminer vers la succession de l'héritage paternel. Et quoi ! la médecine allait-elle perdre l'un de ses plus illustres disciples ?... La Providence y veillait, et aussi l'instinct du jeune homme qui, après quinze jours d'essai, renonçait au droit et commençait ses études médicales.

A cette époque, les premières leçons de médecine ne nécessitaient pas le déplacement qu'elles exigent aujourd'hui. A Belley, il n'y avait ni ces Facultés ni ces écoles qui ont aujourd'hui le monopole de l'enseignement de cet art difficile : il s'y trouvait seulement un hôpital où des praticiens sérieux enseignaient aux jeunes gens qui les accompagnaient au lit des malades les premières leçons de leur expérience.

C'est dans ces conditions que le futur professeur du Collège de France commença l'étude de la science dont il devait reculer les bornes. Mais, avec l'année 1793, était arrivée l'époque où le jeune homme devait songer à servir son pays, selon les lois de la réquisition militaire alors mise en usage par la Convention.

Incorporé d'abord dans l'armée des Alpes en qualité de sous-aide, Récamier, poussé par l'ardeur de son naturel avide d'aventures, demanda bientôt à changer de service et à faire partie de la marine.....

Aux prises avec l'Angleterre et la Hollande, notre marine avait à soutenir l'effort d'une guerre qui allait la ruiner. Pour faire face aux armements de l'étranger, la Convention précipita les préparatifs, et Récamier reçut l'ordre de partir pour Toulon.

Il y arrive malade et sort de l'hôpital pour passer un examen de classement ; l'épreuve lui est favorable, et il est nommé aide-major sur le *Labrune* d'abord, puis bientôt sur le *Ça-Ira*.

Ce premier résultat montre déjà les connaissances sérieuses que l'étudiant de l'hôpital de Belley avait su acquérir, résultat d'un travail opiniâtre et encore plus de dispositions très marquées. Il avait eu à lutter contre un grand nombre de jeunes gens venus de Paris après six ans d'études.

Récamier remplissait sur un vaisseau de 80 canons le poste de premier aide-major. Le second était un chirurgien beaucoup plus âgé que lui, homme d'expérience et de science aussi, puisque l'Académie avait couronné plusieurs fois ses travaux.

Malheureusement, cette situation, quelque brillante qu'elle fût, ne mettait pas le jeune homme à l'abri du besoin : rétribuée en papier-monnaie qui n'avait presque aucune valeur, elle laissait Récamier sans ressources, au moment où sa santé réclamait des soins immédiats et où la guerre allait l'entraîner dans une série de circonstances des plus accablantes.

Dans les premiers mois de l'année 1795, la flotte française prenait la mer et entrait en lutte avec les Anglais. Elle se composait d'une quinzaine de navires, baptisés des noms les plus étranges par la Convention : à côté du *Duquesne* et du *Formidable*, s'avançaient le *Jean-Jacques*, le *Tonnant*, l'*Antifédéraliste*, et encore mieux, le *Ça-Ira* et le vaisseau-amiral, le *Sans-Culotte*.

Le 13 mars, le *Ça-Ira*, à bord duquel se trouvait Récamier, essuyait une tempête qui lui enlevait ses deux mâts de hune et l'isolait du reste de l'escadre. Dans cette position critique, il fut rencontré par les Anglais et dut subir une attaque des plus terribles, restée célèbre dans les annales maritimes. Tout l'équipage à bord fit son devoir, depuis le capitaine jusqu'au dernier mousse, mais le premier aide-major joua un rôle qui lui permit de se signaler encore au milieu de tant d'actes d'héroïsme.

Un premier engagement dura quatre heures, pendant lesquelles le *Ça-Ira* essuya, à lui seul, le feu de cinq navires anglais : la nuit vint interrompre cette lutte, mais

le lendemain, à 5 heures du matin, le combat reprenait avec une nouvelle ardeur pour ne cesser qu'à 2 heures de l'après-midi.

En vain le navire isolé fit entendre des appels de détresse : ils ne furent pas compris des autres navires de l'escadre. Un seul, le *Censeur*, arriva à son aide et partagea son triste sort.

Après douze heures de lutte, les deux navires, écrasés par les boulets, envahis par l'eau, ayant perdu les deux tiers de leur équipage, étaient obligés de se rendre : les Anglais, il est vrai, payaient cher leur victoire, puisque quatre de leurs vaisseaux étaient hors de combat.

Dès le commencement de l'action, Récamier vit tomber à côté de lui le chirurgien en chef, coupé en deux par un boulet. L'aide-major avait à peine pris la direction du service quand lui-même tombait couvert de sang sous les éclats de la mitraille : un instant étourdi, Récamier ne tarde pas à se relever et à prodiguer ses secours aux blessés.

Près de trois cents lui passent par les mains, atteints si gravement pour la plupart qu'il en meurt plus de cent cinquante, et le combat continue toujours..... L'aide-major parcourt le pont, se courbant de l'un à l'autre : plusieurs expirent entre ses bras, deux malheureux sont foudroyés pendant qu'il leur fournit le premier pansement, le pont n'est qu'un amas de membres déchirés, de chairs meurtries, de cadavres sanglants : les deux navires réunis comptent 250 morts.

Comment Récamier, exposé si longtemps à un feu meurtrier, échappa-t-il au danger ? C'est ce qu'il se demande en envoyant à son père le récit de cette lutte épouvantable. Les boulets passaient sur sa tête, écrasant les victimes qu'il soignait, balayant les linges et les médicaments dont il s'entourait.

Au danger de l'artillerie venait s'en joindre un autre : traversé par les boulets, le navire faisait eau de toutes parts et allait sombrer en dépit de six pompes qui manœuvraient avec une activité fiévreuse. Le *Ça-Ira* était dans une situation si périlleuse que, à l'issue du combat, les vainqueurs n'osèrent pas se risquer à y mettre le pied.

Quand les survivants l'abandonnèrent, ce fut pour être emmenés prisonniers de guerre en Corse. Tel fut le sort de Récamier qui, en débarquant, crut n'avoir échappé à une mort glorieuse que pour succomber d'un trépas obscur. Victime d'une fièvre maligne contractée à la suite des labeurs de ces rudes journées, sans ressource aucune pour se soigner, il crut un instant arrivée la fin de sa carrière.

Sauvé par les seules énergies de sa jeunesse, il eut la bonne fortune de recouvrer la liberté par un échange avec un chirurgien anglais, et il regagna Toulon en octobre 1795.

Ce n'était pas encore la fin des épreuves de cette vie si accidentée. Rentré à son port d'embarquement, l'aide-major y arrivait sans vêtements, sans linge, sans argent et, qui plus est, sans aucun moyen de s'en procurer. En effet, qu'on n'oublie pas que sa solde lui était versée en papier-monnaie, et qu'alors, à Toulon comme à Paris, l'assignat avait perdu 99 pour 100 de la valeur qu'il représentait.

Le jeune homme n'avait donc plus d'autre recours que près de son père, auquel il exposait sa situation en termes qui inspirent la pitié. « Le froid, qui a commencé à se faire sentir, me fait trembler, sans bas, ni souliers, une méchante paire de culottes, une mauvaise roupe qui me fait honte, point de mouchoirs, pas de cravate et pas un sol en poche. » Et à ce tableau, l'aide-major ajoutait un dernier trait qui montre l'éternel objet de ses préoccupations : « Sans argent, pas moyen de suivre les cours d'anatomie. »

Mais, à cette époque, la misère n'était pas qu'à Toulon : elle avait envahi la France entière, et le chef d'une famille nombreuse comme celle de M. Récamier avait peine à suffire à la subsistance de son propre foyer : aussi, le notaire se rendait-il difficilement aux sollicitations d'un fils qu'il sa-

vait avoir droit à un traitement de 300 livres par mois.

En dépit de sa détresse, le malheureux aide-major conserve assez de force pour travailler, suivre des cours auxquels ses maîtres l'admettent gratuitement en raison de son ardeur, et remporter dans les concours des succès qui lui obtiennent la première classe de son grade. Il annonce ce bonheur en ces termes à son premier maître de l'hôpital de Belley : « Je mourrai bien jeune, ou, tôt ou tard, vous ne rougirez pas d'avoir été mon premier introducteur dans l'art de guérir. »

Ce fut cette ardeur à l'étude qui mit un terme à ses épreuves : ayant obtenu l'autorisation de concourir pour une place vacante à l'Hôtel-Dieu de Lyon, il disait adieu au service militaire et commençait dans cette ville, puis l'année suivante à Paris, cette vie sérieuse, toute d'études et de recherches passionnées de la science.



HOTEL-DIEU

II. RÉCAMIER MÉDECIN DE L'HOTEL-DIEU — L'ÉCOLE DE CORVISART — LES PREMIÈRES DÉCOUVERTES : LE SPECULUM, LES BAINS FROIDS — EXPÉRIENCE PERSONNELLE

Au moment où Récamier arrivait à Paris (1797), la médecine commençait à sortir de la crise terrible que la Révolution lui avait fait subir. Dans sa haine pour le régime disparu, la Convention, renversant toutes les institutions, avait supprimé Universités et Facultés : dans cet immense cataclysme, la Faculté de médecine de Paris avait sombré aussi bien que l'Académie de chirurgie et la Société de médecine.

Il en était résulté pour la santé publique un péril immense, puisque, aussi bien le premier venu, ayant approché un médecin à un titre quelconque, pouvait prétendre exercer, sans plus de contrôle, un art si délicat.

Le bon sens public, reprenant le dessus, en comprit le danger, surtout pour nos soldats qui réclamaient des chirurgiens à grands cris. L'enseignement de la médecine fut réorganisé. A Paris, l'École de santé remplaça l'ancienne Faculté, et donna à la science médicale une impulsion toute nouvelle.

Des ruines du passé on vit surgir des hommes épris d'un noble enthousiasme, qui mirent tout leur talent au service de la science; ils s'appelaient Desault, Pinel, Boyer, Corvisart. Ce dernier surtout, doué de toutes les qualités brillantes qui font le chef d'école, était destiné à exercer une grande influence sur l'esprit de Récamier.

Ce maître remarquable, qui venait de faire avancer la médecine d'un grand pas par ses études de l'anatomie pathologique, et qui se faisait remarquer par une puissance de diagnostic jusque-là inconnue, eut vite fait de discerner les aptitudes de l'élève qui lui arrivait. Dans cette ardeur passionnée pour la science, dans cette puissance de travail aguerrie par un rude apprentissage de la vie, le maître découvrit bientôt le praticien illustre que serait Récamier, et l'enveloppa de toutes les attentions de sa sollicitude.

L'élève rendit au maître, par sa reconnaissance, son affection et sa fidélité, les bons procédés qu'il en reçut : en dépit de l'engouement qui put, à différentes époques, entraîner la jeunesse vers des chaires amies de la nouveauté, Récamier n'en resta pas

moins fidèle à Corvisart et à son enseignement traditionnel.

Au moment des triomphes les plus enthousiastes de Pinel et de sa méthode philosophique, à l'époque des ovations prodiguées d'une manière aussi aveugle que précipitée à Broussais et à la médication antiflogistique, Récamier se réclama de son vieux maître et des leçons du passé avec un bon sens aussi pondéré que judicieux.

Sous sa haute direction, il commença par affronter l'épreuve des concours; en 1798, il entrait à l'École pratique qui venait de se fonder; l'année suivante, il en remportait le grand prix, et soutenait avec éclat sa thèse de doctorat. Puis, après quelques années d'études complémentaires où l'expérience vient mûrir les leçons de l'enseignement classique, nous trouvons, en 1803, le docteur Récamier franchissant les portes de l'Hôtel-Dieu dont il vient d'être nommé médecin suppléant.

C'était le premier pas de cette brillante carrière qui, pendant quarante années consécutives, allait se poursuivre sur ce même théâtre, donnant à la science une impulsion progressive, tandis qu'il en reculait les bornes par des découvertes nombreuses et hardies.

Récamier était d'une nature tendre et dévouée; il avait besoin d'affection et désirait vivement un intérieur de famille; il commença par assurer la paix et le bonheur de son foyer en épousant Mme de la Guérinais, veuve d'un conseiller à la cour.

Puis, sans plus se mêler aux polémiques savantes qui partageaient alors les diverses chaires d'enseignement, il se promit de chercher dans la science médicale le côté pratique et de devenir un médecin guérisseur. N'était-ce pas pour cela, au reste, qu'on l'avait appelé à l'Hôtel-Dieu?.....

Son service se composait surtout de femmes atteintes de maladies utérines pour lesquelles la médecine s'était montrée jusqu'alors à peu près complètement impuissante, et qui mouraient livrées à leur malheureux sort.

Le docteur inventa le speculum, et cette découverte amenait l'étude d'une science nouvelle, la gynécologie. Si Récamier l'eût voulu, c'était la célébrité, c'était la fortune qui lui arrivaient tout à la fois.

Mais l'inventeur était aussi modeste que savant; se préoccupant fort peu du bruit qui pouvait s'attacher à son nom, il n'écrivit et ne fit pas écrire une ligne qui pût servir à la diffusion de sa découverte. Il se contenta d'en user pour le soulagement de ses malades et pour étudier plus à l'aise les lésions dont il cherchait le remède. Cette perquisition prolongée l'amena au traitement du cancer par une opération merveilleuse qui porte encore en médecine le nom d'*opération de Récamier*.

Mais pendant que le savant inventeur manifestait son génie médical dans le domaine de la gynécologie, il est un autre champ d'investigations encore plus étendu où il portait l'effort de ses médications : il s'agit du traitement des fièvres à très haute température, formes diverses de la fièvre typhoïde.

Pour arrêter le développement d'une chaleur si intense, il est évident que le quinquina et le musc, qui lui étaient si utiles dans les fièvres ordinaires, en étaient réduits à une impuissance presque totale. Il fallait donc chercher une médication d'un genre différent : comment son génie le porta-t-il à songer à cet emploi des bains froids dont pendant plus de cinquante années la médecine refusa de reconnaître les incontestables bienfaits?.....

Aujourd'hui, ce traitement n'a plus rien d'anormal, on en reconnaît l'efficacité; mais, au temps de Récamier, il était presque inouï, et le médecin de l'Hôtel-Dieu était seul à en appliquer l'effet sur ses malades. L'affusion de l'eau froide pour un corps d'une température élevée présente un caractère d'irritabilité qui peut répugner tout d'abord, mais, comme la plupart des expérimentateurs, Récamier avait tenu à en faire l'essai sur lui-même.

Atteint d'une fièvre typhoïde très caractérisée, le savant docteur arrivait à la période la plus aiguë de la maladie.

L'emploi du quina et du camphre était resté sans efficacité, et le patient voyait arriver l'épuisement de ses forces en dépit de la science de tous ses confrères.

C'est alors que, malgré leur avis, il exigea d'eux l'emploi du bain froid. Mme Récamier, plus confiante dans les lumières des médecins, s'y opposa tout d'abord, et on perdit un temps précieux.

La maladie faisait des progrès rapides; enfin le docteur, sentant sa fin certaine, demanda les secours de l'Église, et déclara à sa femme que le lendemain il aurait cessé de vivre.

N'ayant donc plus que quelques heures de vie à risquer, rien ne s'opposait à ce qu'il tentât une expérience dont ses collègues proclamaient la témérité, mais dont le patient, au contraire, assurait le succès.

L'expérience fut donc décidée et la baignoire préparée pour le moment de l'arrivée des médecins. Quand le médecin ordinaire se présenta, Récamier lui annonça en ces termes sa résolution définitive :

Mon cher confrère, les moyens employés jusqu'ici ne réussissant pas, j'ai calculé les forces que j'ai perdues dans les trois ou quatre derniers jours, et il est impossible que je supporte le redoublement de cette nuit sans mourir ou sans me trouver demain hors d'état de recevoir aucun secours; il vous reste encore aujourd'hui pour m'être utile; demain vous ne pourrez plus rien; il faut que je sois dans l'eau froide tout à l'heure. Le bain froid vous effraye; mais fiez-vous-en à mon expérience sur ce point. Je ne vous demande qu'à faire consentir mes confrères à en être témoins.

A bout d'arguments, le médecin céda, plus pour satisfaire son malade que dans le dessein de le sauver : il persuada ses collègues de laisser faire, et la baignoire fut remplie d'eau à la température de 13 degrés. Alors commença une scène des plus intéressantes que Récamier a racontée lui-même, et que M. Triaire a publié dans son bel ouvrage : *Récamier et ses contemporains.*

A 7 heures, dit le moribond, je fus mis dans l'eau comme un vrai cadavre, car ma conversation avec le médecin m'avait tellement affaibli que, pour la soutenir, il me fallut recueillir le reste de mes forces. Au moment d'être porté dans l'eau, mes deux confrères me faisaient encore des observations. Je répondis qu'ils ne craignissent rien, qu'il n'y avait aucun danger, et que, s'il y en avait, je les priais, au péril de ma vie, d'être les témoins d'une scène dont ils se souviendraient.

Aussitôt quatre jeunes médecins me prennent et me portent dans le bain dont je ne sentis pas le frais, mais dans lequel je sentis bientôt se ranimer mes forces. Cependant, celui de mes confrères qui tenait mon bras, effrayé de voir le pouls tomber en quatre minutes de 120 pulsations à 72, qui est mon type de santé, dit aux autres que le pouls se concentrait par le refoulement du sang vers la poitrine. Moi, qui sentais renaître mes forces, je lui répondis du fond de l'eau qu'il se trompait, car je me sentais mieux et point oppressé. Au reste, leur dis-je, vous croyez que le froid agit sur moi comme sur vous, et vous vous trompez sur ce point, car vous voyez bien que je ne tremble pas; et alors, sortant une de mes mains de l'eau, je leur fis voir que ma peau ne faisait pas chair de poule. Après douze minutes de séjour dans l'eau, commençant à sentir le froid, j'avertis qu'il était temps de me remettre dans mon lit.

L'effet immédiat du bain fut la cessation de la fièvre; l'appétit revint immédiatement. Récamier était sauvé, sauvé par lui seul contre l'avis de tous les médecins, et le système des bains froids trouvait là une confirmation des plus curieuses.

Aussi, à partir de cet instant, le savant docteur multiplia l'application de son procédé et l'érigea à l'état de méthode. Pour régler l'emploi, il recommande de proportionner la température de l'eau et la durée du bain à l'intensité de la fièvre. Il en résulte que, au début de la maladie, les bains doivent être plus nombreux et plus froids, tandis qu'avec la décroissance du mal les bains deviennent plus rares et d'une température plus élevée.

Bien entendu, les mesures de prudence élémentaire sont toujours les premières en vigueur; on ne baigne le malade ni pendant le frisson, ni pendant la transpiration.

Les indications données par Récamier étaient donc complètes; comment se fait-il que sa méthode dut attendre près d'un demi-siècle avant de devenir d'un usage courant?.....

III. RÉCAMIER A LA FACULTÉ DE MÉDECINE — DISSOLUTION ET RÉTABLISSEMENT DE LA FACULTÉ — SENTIMENTS RELIGIEUX MAIS INDÉPENDANTS DE RÉCAMIER — LOYAUTÉ DE SA CONSCIENCE — QUALITÉS ET DÉFAUTS DU PROFESSEUR

Récamier avait acquis une grande notoriété. Sa science, sa passion pour l'art médical, ses découvertes ingénieuses autant que hardies en avaient fait un médecin célèbre. En 1821, on lui offrit une chaire à la Faculté de médecine. Mais c'était au préjudice de ses visites à l'Hôtel-Dieu auquel l'attachaient vingt années de pratique. Récamier avait de la peine à se faire à sa nouvelle existence, lorsque Louis XVIII supprima la Faculté de médecine (1).

Les étudiants en médecine, un peu frondeurs sous tous les régimes, manifestaient une hostilité particulièrement bruyante à l'égard du vieux roi et de son ministre, Mgr Frayssinous (2), grand-maître de l'Université. En grande séance publique, le délégué de ce dernier avait été hué et sifflé.

D'où venait cette agitation ?..... Du tempérament de la jeunesse d'abord, qui aime le bruit et qui croit toujours y gagner quelque chose, mais aussi de la direction de certains professeurs de la Faculté qui avaient gardé trop d'attaches pour la philosophie du siècle dernier, et qui trouvaient dans le gouvernement nouveau l'application de principes tout différents.

Il est certain qu'il fallait mettre un terme à cet esprit des étudiants et de leurs maîtres; mais le ministre eut le tort de croire que pour cela il était nécessaire de frapper un grand coup. Pour guérir, il pensa qu'il fallait tuer, quitte à ressusciter ensuite.

Au mois de novembre 1822, après une nouvelle scène de désordres, la Faculté fut supprimée : quatre mois plus tard, elle renaissait de ses cendres, perdant, il est vrai, onze de ses professeurs. Naturellement, Récamier n'était pas du nombre; sa chaire lui fut conservée, mais avec des modifications qui lui permirent de transporter son enseignement à l'Hôtel-Dieu.

A peu près à la même époque, une autre distinction lui fut ménagée. La Restauration, bien inspirée, venait de rétablir l'Académie de médecine : soixante membres la composaient, Récamier prit place parmi cette élite. Son nom avait été indiqué par le roi. Ce choix ne devait rien à la faveur, car le caractère du nouvel académicien ne s'était jamais plié aux exigences de ce genre d'intrigues. Disons de suite — puisque aussi bien le moment est venu de faire connaître cet autre côté intéressant du grand docteur — que toute sa vie il ignora ce que c'était que de flatter le pouvoir, ni même taire la vérité pour lui être agréable.

Sans doute, ses traditions de famille, ses convictions politiques très arrêtées, ses opinions religieuses manifestées à tout instant d'une façon puissante par les paroles de son enseignement et encore plus par la pratique des lois de l'Église, le rapprochaient d'un régime ami de l'ordre et représentant tout le passé glorieux de son pays; mais il n'en conservait pas moins à l'égard des membres du gouvernement une haute indépendance dont il ne cessa de donner des marques en maintes occasions.

Qu'on en juge plutôt.

Un jour, le préfet de la Seine s'étant permis, sous je ne sais quel prétexte, d'interdire aux médecins des hôpitaux de donner des certificats de maladie ou d'infirmité aux jeunes conscrits qui se présentaient aux Conseils de revision, Récamier se crut à bon droit lésé dans les prérogatives de sa profession, et, en sa qualité de médecin de l'Hôtel-Dieu, il fit poser au préfet les questions suivantes :

1° Existe-t-il une loi qui défende à un médecin de certifier les maladies dont il a traité un citoyen?

2° Un médecin a-t-il le droit de refuser à un citoyen de certifier les soins qu'il lui a donnés dans une maladie ?

3° Un conscrit est-il hors la règle commune à cet égard ?

4° Les certificats imprimés en usage dans les hôpitaux pour constater le séjour des malades, leurs maladies et infirmités, qui peuvent leur donner droit à des secours, sont-ils illusoires, ou bien ont-ils une application générale ?

---

(1) Louis XVIII, n° 236.
(2) Mgr Frayssinous, n° 252.

Puis, avec une logique implacable, il en tirait les conclusions suivantes :

Si aucune loi ne défend au médecin de donner un certificat de la maladie qu'il a traitée, si tout citoyen a le droit de le demander, si un conscrit ne perd pas ce droit, si le Conseil général des hôpitaux n'a point fait imprimer en vain des lettres de certificats pour tous les hôpitaux, nous ne voyons pas en quoi un certificat exactement conforme à la vérité pourrait faire de la peine au Conseil de revision, pour lequel il ne peut être qu'une pièce de renseignement qui n'a rien de pénible pour tout ami de la vérité, tandis que la remarque du Conseil de revision est injurieuse pour les médecins des hôpitaux de Paris.

Évidemment, ce procédé n'était pas celui d'un flatteur de l'administration. Non, Récamier estimait à un trop haut prix son indépendance et sa liberté de penser, pour les faire plier devant une exigence dont il ne reconnaissait pas la justesse. La qualité de ceux qui voulaient lui en imposer, leur nombre, ne modifiaient en rien son opinion personnelle, et un jour vint où, à la face de la France entière, il manifesta cette élévation de caractère.

C'était à propos d'un procès célèbre qui, à l'époque, passionnait l'opinion : il s'agissait de savoir si un médecin était responsable de la mutilation d'un enfant, résultat d'une opération que, d'après certains, il n'aurait pas dû faire. La magistrature, avant de juger, avait demandé l'avis de l'Académie, et celle-ci nomma une première Commission qui, à l'unanimité, admit la maladresse du médecin et sa responsabilité.

Récamier n'en jugeait pas ainsi : après les déclarations de la Commission, il reprit le débat, exposa à nouveau l'affaire devant tous ses collègues réunis, montra combien rien n'était moins prouvé que le défaut d'habileté du médecin, et amena l'Académie à nommer une seconde Commission dont les conclusions furent entièrement différentes de celles de la première, et acceptées cependant à une grande majorité.

Ce succès était le résultat du talent de parole de Récamier, mais encore plus de la sincérité de sa conviction et de sa fermeté à la défendre, sans préoccupation de l'opinion publique dont le siège était fait d'avance ainsi que celui des juges qui condamnèrent le malheureux médecin.

Cette noble indépendance de caractère chez Récamier, il ne faudrait pas la croire la résultante d'un égoïsme ou d'une obstination aveugle : dans son origine, elle ne procédait que d'une source, la plus pure qu'il soit possible de rencontrer, la loyauté de sa conscience.

Formée par les mains d'un prêtre, enrichie de l'héritage d'une famille profondément chrétienne, éclairée surtout par une foi profonde, la conscience de Récamier était une force et une puissance contre lesquelles le savant docteur n'aurait jamais consenti à lutter. Et c'est pour suivre les inspirations de cette voix irrésistible qu'il préférait s'élever contre les préjugés les plus répandus, ou même les opinions les plus solidement assises en apparence, dès qu'il ne les croyait pas justes.

C'est surtout dans l'exercice de sa profession qu'il refusait d'écouter d'autres inspirations : près du lit d'un malade ou d'un moribond, arrière les considérations de personne, les réserves d'amour-propre. Jamais il ne céda à la voix du nombre, jamais il n'eut la faiblesse de permettre un traitement qu'il croyait dangereux, jamais surtout il ne chercha à se débarrasser d'un cas difficile, quelque désespéré qu'il fût.

Ce souci de ménager sa réputation en évitant de se faire attribuer une mort infiniment probable, jamais il n'en eut cure. Il opéra des guérisons incroyables, ramena la vie chez des moribonds qu'on lui apportait les extrémités déjà froides, le visage cadavérique et le pouls filiforme ; mais aussi il eut des insuccès retentissants. Cela tenait aux causes désespérées qu'il acceptait avec enthousiasme.

Cette ardeur venait de la haute idée qu'il avait de sa vocation de médecin guérisseur : Dieu lui avait donné ce talent perfectionné par l'étude, non pour se faire à lui-même une gloire humaine, mais pour soulager ses semblables ; et, partant de ce principe, il entrait en lutte avec la mort et la maladie

sous quelques formes qu'elles se présentassent. C'était le général d'armée qui engageait une bataille, disputait le terrain pied à pied et mettait l'ennemi en fuite.

Tant que la vie restait, jamais il ne considérait la bataille comme perdue, et il luttait avec acharnement, confiant dans les ressources de son art. On l'a vu passer ainsi de longues heures au chevet d'un malade, riche ou pauvre, cherchant à surprendre le secret d'un symptôme alarmant.

Tel fut cet homme d'un dévouement inépuisable, d'une charité sans bornes pour le soulagement de l'humanité, d'une science surprenante, mais encore d'un caractère si noble et si fier que celui qui consentait aux plus grands sacrifices pour guérir un malade n'acceptait pas la moindre atteinte aux prérogatives de sa profession.

Aucune chaire n'entendit un professeur émettre des idées plus neuves, plus intéressantes par leur hardiesse et leur justesse à la fois, aucune chaire n'entendit un langage plus convaincu et en même temps plus brillant, mais aussi, dans cet enseignement, on sentait trop la fougue de l'entraînement, et souvent, à la fin de la leçon, on était loin du sujet à traiter. La parole chaleureuse de Récamier, ses improvisations hardies s'accommodaient mal de l'ordre et de l'enchaînement méthodique réclamé par l'enseignement d'un maître qui songe, non seulement à l'exposition de la science, mais à la manière dont ses auditeurs se l'assimilent.

A ce point de vue, Récamier ne fut pas toujours l'idéal du professeur; il perdit trop de vue les élèves moins avancés, il oublia dans de longues parenthèses le sujet du cours, et souvent aussi — entraîné par un séjour trop prolongé auprès du lit d'un malade, — il fit attendre ses auditeurs qui lui reprochaient un manque d'exactitude.

Mais aussi, ces défauts une fois mis de côté, comme il faisait rapidement oublier ces inégalités de son génie scientifique! Avec quelle chaleur il attaquait le sujet! quelle flamme colorait sa parole quand, poursuivant une question aimée, il en montrait toutes les faces, et prouvait, par des expériences quotidiennes, l'heureux résultat de ses conceptions!

C'était l'époque de sa grande lutte contre le cancer sur le traitement duquel il a écrit le seul important ouvrage qui nous reste de lui, en deux gros volumes in-8°: aux remèdes anciens de cautérisation, d'ablation, il ajoutait un autre qui lui était personnel, celui de la compression. Aujourd'hui les progrès de la science l'ont fait tomber en oubli, mais, à l'époque, c'était le meilleur traitement à opposer à ce mal terrible.

La gynécologie lui réservait d'autres triomphes que l'invention du *speculum* avait favorisés et qui effrayaient par leur hardiesse un grand nombre de ses collègues. L'opération de l'*hystérectomie* qui a gardé le nom de Récamier, et qui, aujourd'hui, est une de ses plus grandes gloires, fut même condamnée par l'Académie comme trop dangereuse. Il fallut attendre l'intervention de médecins étrangers pour que la France, vers 1880, consentît à y revenir.

Avec le même bonheur, le célèbre chirurgien étudia les kystes du foie dont il découvrit le frémissement hydatique et qu'il soigna par une ponction spéciale, qui, en quelques jours, assurait la cure radicale et définitive de la maladie.

On comprend quel relief de pareils succès et d'autres qui dépassent la portée de ce cadre donnaient à l'enseignement du professeur, quand le moment vint pour lui de montrer sa science sur un théâtre encore plus vaste.

IV. RÉCAMIER AU COLLÈGE DE FRANCE — SES DOCTRINES PHILOSOPHIQUES — SON REFUS DE PRÊTER SERMENT — SÉJOUR A FRIBOURG — RETOUR A PARIS — CLIENTÈLE ÉNORME — DÉVOUEMENT POUR LES PAUVRES — LE CHOLÉRA

En 1826, la médecine française perdait un de ses maîtres dans la personne de Laënnec, qui représentait au Collège de France l'école spiritualiste, et battait en

brèche les doctrines matérialistes chères à un grand nombre des médecins de cette époque (1).

Sa succession allait être offerte à quelque défenseur de cette funeste doctrine, quand Récamier crut devoir à ses convictions religieuses et à son amour de la vraie science de se mettre sur les rangs des compétiteurs.

Il semble, au reste, qu'une chaire au Collège de France convenait mieux encore à l'illustre docteur que le poste qu'il occupait à la Faculté : si, dans ce dernier milieu, il était obligé de s'en tenir à des leçons suivies dont le programme lui était imposé, et soumis à un contrôle qui gênait parfois son amour de l'indépendance, il trouverait sur ce nouveau théâtre une liberté complète et pourrait, sans entraves, satisfaire sa passion d'aborder les grands problèmes de la médecine philosophique. Tout le portait donc à briguer la succession de Laënnec.

Trois candidats étaient en présence : l'un, favori de la cour, s'appelait Pariset. Cet homme de science était surtout un fin lettré, ce qui lui avait déjà valu le titre de secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine, et lui donnait l'occasion de faire admirer son talent dans les différents *Éloges* qu'il composait en cette qualité. L'Institut lui préférait Magendie qui comptait des mérites plus scientifiques, mais qui, par contre, était admirateur sincère de la Révolution et professait une doctrine franchement matérialiste. C'était contre ces deux champions que Récamier avait à lutter.

Certes, ses titres valaient bien ceux de ses adversaires, mais chaque parti soutenait son candidat et voulait triompher avec lui : la presse engagea le combat avec animosité, et les mérites des trois candidats furent discutés avec acharnement. Le succès de Récamier n'en fut que plus éclatant : évidemment, c'étaient ses découvertes si remarquables et sa réputation européenne qui enchaînèrent la victoire à son nom. Avec lui triomphaient la science, l'indépendance et surtout les vrais principes.

(1) Voir sa biographie n° 55 des *Contemporains*.

Il prit donc possession de sa chaire, mais une nomination si longtemps discutée ne pouvait être accueillie en silence par le monde si bruyant des étudiants. Ils avaient une trop belle occasion de manifester, ils ne la manquèrent pas, et la première leçon du nouveau professeur fut troublée par quelques désordres. Mais dès la seconde, l'auditoire fut conquis, et Récamier put commencer à exposer à loisir les idées chères à son cœur.

Il est curieux de constater comment ce médecin pratique, toujours à la recherche du remède pour guérir le malade qui le préoccupait, aimait à s'élever vers les hauts sommets de la science pour en discuter les problèmes les plus ardus. Sans doute, sa foi chrétienne lui servait de base dans cette recherche et lui formait le point d'appui précieux qui manquait à la plupart de ses collègues, mais cependant, on se demande avec surprise comment un homme, surchargé par une clientèle si considérable, occupé par un enseignement médical qui eût suffi à absorber un professeur ordinaire, trouvait encore le temps de se livrer à des recherches philosophiques, d'en étudier tous les principaux systèmes et d'en constituer un de toutes pièces qui, s'il était ancien dans ses grandes lignes, présentait dans son développement maints aperçus nouveaux.

Au matérialisme de Cabanis et de Broussais, à l'organicisme de Rostan, Récamier opposa avec éloquence la doctrine du vitalisme qu'il avait toujours affichée, et proclama que la nature est sous l'empire d'une loi providentielle, harmonique, conservatrice. Pendant que les matérialistes et les organiciens prétendaient que la vie et l'organisation, c'est une même chose, et qu'il n'y a dans l'organisme de l'homme aucune force vitale distincte, Récamier, à la suite de l'école vitaliste, affirmait l'existence d'une force complètement distincte de l'élément matériel de l'organisme.

C'est cette force vitale qui met en jeu les grandes fonctions du corps et les organes les plus simples; c'est elle qui pré-

side au mécanisme de nos membres; c'est elle qui répare les désordres de notre corps et qui, par des voies mystérieuses, ramène le malade à la vie et à la santé.

Au lieu donc de chercher, comme ses collègues matérialistes, la cause d'une maladie dans une altération ou une lésion, le docteur vitaliste enseignait à bon droit que la lésion n'est que le résultat de la maladie: aussi tous ses efforts près du lit d'un malade étaient-ils de découvrir, non seulement l'organe souffrant, mais la cause qui le faisait souffrir.

Tel était le point de départ de ce que nous pouvons appeler le système philosophique de Récamier: on sait qu'il lui était commun avec les anciens, et surtout avec Stahl, un des plus grands médecins du XVII[e] siècle. Mais, complétant cette doctrine avec son esprit particulier et le goût naturel qu'il avait pour les classifications et les méthodes scolastiques, le professeur du Collège de France distinguait les *fonctions vitales communes* et les *fonctions vitales spéciales*. Les premières agissent sur l'organisme tout entier, comme la nutrition, l'absorption; les autres, tout en concourant à la vie commune, agissent particulièrement sur tel organe, la digestion, par exemple, fonction spéciale de l'estomac.

D'après ces principes, quand le célèbre docteur était appelé auprès d'un malade, l'une de ses premières préoccupations était de découvrir ce qu'il appelait la *dynamométrie vitale* ou mesure de force vitale inhérente au sujet qu'il avait à traiter. En effet, cette investigation était du plus grand intérêt, car on n'ignore pas que telle lésion organique fera succomber un malade en quelques heures pendant qu'elle en affectera à peine un autre.

L'autopsie démontre tous les jours qu'une lésion légère au sommet d'un seul poumon suffit parfois, chez un tuberculeux, pour entraîner la mort, tandis que d'autres poitrinaires ne meurent qu'après des ravages énormes dans les deux poumons. A quoi attribuer cette différence? A la force vitale. Pendant que le premier n'a qu'une résistance vitale médiocre, les seconds, au contraire, en ont une très énergique qui a exigé la consomption presque totale des poumons.

Fait également curieux à constater, c'est que la force vitale n'est nullement en rapport avec le développement physique. Des hommes d'une grande stature ne peuvent parfois supporter la moindre fatigue et sont emportés au premier souffle d'une épidémie; tandis que d'autres, d'une constitution chétive en apparence, résistent à la faim, à la soif, à des fatigues excessives et à des maladies d'une extrême gravité.

C'est donc à juste titre que Récamier se préoccupait avant tout de la force vitale de chacun de ses malades: il se demandait ensuite si dans le tempérament du patient il y avait prédominance de force, de faiblesse, de malignité ou d'état bilieux. C'est ce qu'il appelait *sthénie, asthénie, ataxie,* ou état *réfractaire*. D'autres classifications savantes se joignaient encore à ces nomenclatures, et nous ne le suivrons pas plus longtemps sur ce terrain où, du reste, même au point de vue scientifique, il a abusé des divisions et subdivisions.

Tel est l'ensemble du système de Récamier qui, en dépit de légers défauts, présente une synthèse en accord avec les doctrines spiritualistes, ce qui lui permit de remplir en sa chaire du Collège de France le rôle d'apôtre près des jeunes médecins qu'il sut prémunir contre les assertions dangereuses du matérialisme et de l'organicisme. N'eût-il rendu à la science que ce seul service, Récamier mériterait la reconnaissance de l'humanité.

Malheureusement, le professeur ne resta pas longtemps en possession de sa chaire; la révolution de 1830 vint bientôt emporter le trône de Charles X (1).

Le nouveau gouvernement crut opportun de rétablir le serment exigé jadis des fonctionnaires et de l'étendre aux professeurs.

Jamais ces derniers, sous aucun régime, n'avaient été astreints à cette formalité;

(1) Voir Charles X, *Contemporains* n° 41.

outre qu'elle était puérile, Récamier la jugea odieuse parce qu'elle semblait injurieuse pour le roi déchu auquel il gardait toute sa fidélité. Il refusa donc de prêter serment, parce que, en le prêtant, il eût cru s'engager vis-à-vis d'un régime qui n'avait pas ses sympathies, et sa conscience si loyale avait peur d'un compromis.

En agissant ainsi, n'allons pas croire que l'illustre docteur obéit à un sentiment d'entraînement : non, il pesa mûrement sa résolution, vit qu'elle avait pour conséquence la résignation de ses fonctions, mais crut qu'il devait ce sacrifice à ses convictions.

Il écrivit au ministre pour lui notifier sa décision, et, afin de ne pas rester témoin du spectacle qu'il prévoyait — celui du triomphe des doctrines matérialistes, — il partit pour la Suisse. Un autre motif, il est vrai, expliquait ce subit éloignement : la santé de Mme Récamier déclinait depuis longtemps, et le docteur comptait beaucoup sur l'air pur des montagnes pour la rétablir.

Son espoir fut déçu : à peine arrivée à Fribourg, Mme Récamier succomba, laissant le docteur écrasé sous l'épreuve que Dieu lui envoyait. Le fervent chrétien chercha une consolation dans sa douleur près de l'illustre Cauchy (1), victime, lui aussi, de sa fidélité à Charles X, et encore plus, près des Pères Jésuites qui venaient de fonder le collège de Fribourg.

Sous cette bienfaisante influence, Récamier songea aux services qu'il pouvait encore rendre à la science et à la religion ; il revint à Paris et se consacra absolument à son immense clientèle. Ses opinions légitimistes et les sacrifices qu'il s'était imposés pour elles le firent le médecin de toute l'aristocratie du faubourg Saint-Germain, mais il n'en continua pas moins le soin des pauvres qu'il considérait toujours comme sa clientèle préférée.

Attendu chez les riches ou dans son cabinet de consultation, il trouvait toujours le temps de se rendre dans les quartiers miséreux ; là, non seulement il donnait aux pauvres le secours de son art, mais, après avoir soulagé leurs souffrances, il leur distribuait le dixième de son budget annuel.

Ce dévouement à toute épreuve, cette charité sans bornes, trouvèrent pour s'exercer un champ encore plus vaste en la terrible année 1832. Faisant le tour des grandes capitales d'Europe, le choléra sévissait à Paris avec fureur : en moins de quinze jours, 7 000 victimes avaient succombé, et dans toutes les rues, dans toutes les maisons, à tous les étages, on entendait les appels des malades à la médecine, malheureusement impuissante.

Cette maladie n'est pas de celles que les médications déconcertent aisément ; cependant, Récamier put encore y trouver l'occasion de succès inespérés, tandis que l'École de Broussais mit en lumière, à cette occasion, toute l'inanité de ses procédés. Pendant que les disciples de son rival essayaient de leur méthode de saignée à outrance, sans parvenir à tirer des corps froidis par la maladie une seule goutte de sang, Récamier multipliait la chaleur par les frictions, par le sulfate de quinine à haute dose, par des moyens imprévus que seul pouvait découvrir son esprit ingénieux.

Quand le terrible fléau eut cédé, le docteur, dont la réputation croissait de jour en jour, reprit ses études favorites surtout dans le domaine de la gynécologie, où il avait porté ses plus audacieuses investigations. Enhardi par le succès, rien ne l'arrêtait plus dans cette science si délicate ; chaque jour il découvrait quelque nouveau procédé de guérir ; chaque jour, il perfectionnait quelque instrument, et effrayait ses collègues par ses audaces que l'heureuse issue pouvait seule légitimer.

V. VIE INTIME DE RÉCAMIER — SECOND MARIAGE — LA JOURNÉE DU DOCTEUR — SES RELATIONS — LE P. DE RAVIGNAN — SON ZÈLE D'APOTRE — L'ORIGINALITÉ DE SA CHARITÉ — SA MORT

Quelque éclatante que soit la vie extérieure d'un homme, si illustre soit-il, elle

(1) Voir sa biographie n° 96 des *Contemporains*.

n'a d'intérêt vrai que lorsqu'elle est complétée par une étude plus intime qui, perçant les voiles du foyer domestique, nous découvre l'homme tout entier.

Dans l'existence si noble et si prolongée de Récamier, ce côté n'est pas le moins intéressant : dans ce cœur susceptible des plus hautes émotions, il y avait également des trésors de tendresse et de sensibilité, et cet homme, si fort en face du mal ou de l'erreur, ne put supporter plus de deux ans la solitude de son veuvage.

Ayant trouvé dans une de ses nobles clientes, Mme de Villers, cet ensemble de qualités intellectuelles et morales qu'il avait perdu dans sa première épouse, il lui demanda de devenir la compagne de sa vie. De cette union heureuse et bénie du ciel naquirent deux fils, dont le cadet existe encore, c'est M. le général Récamier. L'aîné, M. Étienne Récamier, après avoir consacré sa vie à la défense des intérêts religieux et épuisé son dévouement dans toutes les œuvres, est mort accidentellement pendant le Pèlerinage de Pénitence à Jérusalem, en 1894. Deux de ses filles sont supérieures chez les Filles de la Charité.

Mme de Villers, en venant s'asseoir au foyer du célèbre docteur, y avait apporté cette distinction et cette haute intelligence nécessitées par la situation de son mari (1).

Le docteur, dont la vie était si remplie par ses travaux professionnels, n'avait pas beaucoup de temps à consacrer aux relations mondaines, même les plus autorisées.

Levé de grand matin, il avait dès longtemps contracté l'habitude de lire chaque jour une page ou deux des Livres Saints : ce détail suffirait au besoin pour mettre en son plein jour l'admirable figure du grand chrétien que fut Récamier. Ensuite il assistait à la messe toutes les fois qu'il le pouvait et y communiait régulièrement chaque dimanche.

Il rentrait alors dans son cabinet et répondait aux innombrables consultations qui lui étaient adressées par écrit. Ce travail l'absorbait jusqu'au moment de sa visite à l'Hôtel-Dieu où, pendant plus de cinquante ans, il continua son service, des plus extraordinaires. C'est là que Récamier était véritablement sur son champ de bataille : sa passion de soulager et de guérir ses semblables donnait à cet homme d'une haute stature, d'une constitution robuste jusque dans ses dernières années, un air inspiré et mystique, qui rayonnait sur sa physionomie quand il s'approchait du chevet des malades. Ses paroles, ses gestes, toute sa personne révélaient une foi immense dans le pouvoir de son art, aidé par les ressources inépuisables de la nature; foi justifiée par le succès, car Récamier a presque ressuscité des cadavres.

A la sortie de l'hôpital commençaient les consultations aves les médecins de la ville. Ses biographes nous ont dépeint l'équipage peu luxueux et assez bizarre qui lui servait en ses dernières années.

Une prudente disposition, plus conforme à l'humanité et à la commodité qu'à l'élégance, préservait un vieux cocher du vent et de la pluie. A l'intérieur était un vieillard, dont le teint coloré, l'œil vif caché sous d'épais sourcils, le buste redressé dénotaient la robuste constitution, c'était Récamier, le représentant vivant et actif d'un autre âge, mais qui, sous cet appareil suranné, avait l'esprit plus moderne que la plupart de ses contemporains. Appuyé sur le pommeau de sa canne, il dicte des notes à un secrétaire assis en face de lui; pour gagner du temps, ce sont les observations de ses malades qu'il complète ainsi dans la rue.

Le milieu de la journée est réservé aux consultations dans son cabinet; trois salles d'attente ne peuvent suffire à contenir les malades de toute condition qui viennent réclamer le secours de son art : le docteur les reçoit à leur tour, ou, s'il fait parfois quelque exception, c'est en faveur d'un pauvre curé de campagne, ou d'une humble religieuse dont il veut épargner les moments toujours comptés.

Dans ce labeur prolongé, la fin de la journée arrive, et c'est alors seulement que

(1) Le salon de Mme Récamier, sans avoir la prétention d'égaler *celui de son illustre parente*, sut réunir les personnalités du monde catholique de l'époque.

Récamier peut songer à goûter quelques instants de cette paix du foyer de la famille si précieuse à son cœur.

C'est l'heure aussi où, de temps en temps, Mme Récamier convie ses hôtes habituels, et on voit arriver chez le docteur des hommes illustres à plus d'un titre, des personnages chers à la science ou à la religion. C'est Ampère, c'est Cauchy et, derrière eux, des médecins, disciples du maître, ou collaborateurs de ses opérations, Richeraud, Cruveilhier, de Missol et autres; puis viennent les chefs du mouvement religieux d'alors, Montalembert, Lacordaire, Ozanam, Dupanloup, Ravignan, Gerbet, Donoso Cortès, Cochin; et, du côté des dames, les auxiliaires de toutes les idées généreuses, Mme Swetchine, Mme de Noailles, Mme de la Ferronnays, etc..... (1).

Avec chacun des membres de cette élite intellectuelle ou sociale, Récamier avait noué des relations qu'il considérait comme le charme de sa vie et où — on le devine — il était loin d'être habituellement l'obligé. Il était, non seulement leur médecin, il était leur ami et le collaborateur de toutes leurs grandes idées. Avec beaucoup d'entre eux, il était en commerce épistolaire habituel.

A Lacordaire, il écrit au sortir de ses Conférences de Notre-Dame, pour le féliciter de son succès, mais aussi, parfois, pour se permettre — on connaît son indépendance et sa passion de dire tout ce qu'il pense — pour se permettre une légère critique, un mot qu'il eût voulu mieux choisir, un mouvement oratoire qu'il eût supprimé.

Un jour, le grand orateur a parlé incidemment du *hasard*, qui parfois tient sa place dans le gouvernement du monde. L'expression était évidemment risquée; le docteur, avec son grand sens chrétien, en est choqué et en fait à son illustre ami un léger reproche, mais à sa manière, c'est-à-dire avec force définitions philosophiques à l'appui. Ce jour-là, la vérité ne se trouvait pas du côté du théologien.

Le successeur de Lacordaire dans la chaire de Notre-Dame, le P. de Ravignan, eut des relations non moins intimes avec le grand docteur; il en reçut même des services, dont, toute sa vie, lui et la Compagnie de Jésus se montrèrent reconnaissants. Ce convertisseur d'âmes avait tellement abusé de ses forces que, atteint d'une grave maladie de larynx, il semblait perdu pour la chaire.

La médecine impuissante avait envoyé le Révérend Père aux Eaux-Bonnes; il en était revenu sans amélioration, et le docteur Récamier l'avait invité à venir passer quelques semaines dans sa charmante propriété de Bièvres. C'est là qu'il vint à la pensée du docteur d'essayer d'un de ses remèdes favoris.

Un matin, après la messe, raconte le P. de Pontlevoy, à l'heure qui réunissait d'ordinaire tous les habitants de la maison, le docteur Récamier vint, d'un air soucieux, annoncer aux convives que le Père se trouvait plus souffrant et ne paraîtrait pas au déjeuner. Là-dessus, il disparaît lui-même, avec son idée en tête, va trouver le malade, et lui dit : « Levez-vous et suivez-moi. — Mais, docteur, où me menez-vous? répond ce dernier. — Je vais vous jeter à l'eau. — A l'eau ! dit le P. de Ravignan, avec la fièvre, avec la toux! mais allons, n'importe; je suis entre vos mains, je dois vous obéir. »

Il s'agissait d'un de ces bains dits d'affusion, remède héroïque, mais redoutable. L'effet fut étrange. A l'heure du dîner, le docteur, triomphant, amena son malade en bonne santé, et le muet du matin racontait le soir l'histoire de sa guérison (1).

Le lendemain, dans la chapelle de Bièvres, le P. de Ravignan montait à l'autel, et, suivant sa coutume, Récamier y remplissait l'office de sacristain et de choriste.

Cette guérison si subite et si extraordinaire eut un grand retentissement que la qualité du malade n'était pas faite pour diminuer; elle ajouta encore à la célébrité du docteur Récamier. Celui-ci fut moins heureux avec un patient également illustre, mais dont il ne put diriger le traitement

(1) Voir nos *Contemporains* : Ampère, n° 81, Ferrand de Missol, n° 286, Montalembert, n° 137, Lacordaire, n° 65, Ozanam, n° 172, Ravignan, n° 92, Gerbet, n° 87, Donoso Cortès, n° 83, Cochin, n° 307, Mme Swetchine, n° 157.

(1) P. de Pontlevoy, *Vie du P. de Ravignan*, t. Ier.

qu'à distance. Il s'agit du comte de Chambord (1), qui, dans une chute de cheval, s'était fracturé le col du fémur.

Le prince n'était entouré que de médecins médiocres dont l'indécision lui fut fatale. Quand on s'adressa à Récamier — et encore presque en secret, — il était trop tard : au reste, le docteur donna des conseils de prudence qui ne furent pas suivis.

Au milieu de ses travaux si absorbants, nous écrit le P. Vincent de Paul Bailly, le docteur Récamier s'occupait avec un soin vigilant de l'éducation de ses deux fils, Étienne et Max, parfois même il les accompagnait au catéchisme de persévérance de Saint-Sulpice; un jour, on l'y a vu, avec la liberté que lui donnait sa grande autorité, interrompre au milieu du catéchisme le conférencier pour compléter une explication; partout il était prédicateur, heurtant les traditions de respect humain du monde.

Nous avons vu quelles étaient les relations favorites de Récamier et quel était son dévouement pour la monarchie qui, pour lui, représentait le parti de l'ordre et de la religion. Il n'en faudrait pas conclure cependant qu'il fournissait ses soins exclusivement à ceux dont les convictions étaient en rapport avec les siennes ou même qu'il évitât tout commerce de relations avec les personnes appartenant à un parti opposé.

Dans la liste qui composait sa nombreuse clientèle se trouvaient des noms qui révèlent des sympathies bien différentes; alors le docteur se souvenait que la médecine était un apostolat, et il n'oubliait pas de joindre à ses soins une leçon qui souvent portait des fruits.

Tel fut le cas du malheureux Parny, poète érotique, dont les mœurs valaient les idées. Un jour, il se glissa dans le cabinet de consultation du docteur, et celui-ci l'accueillit avec bienveillance, le guérit et le consola si bien qu'il l'enchaîna à lui par les liens de la plus vive reconnaissance.

(1) Voir nos *Contemporains*, Cte de Chambord, n° 226-227.

M. Thiers (1), briguant l'honneur de la députation dans la ville du Havre, et voulant s'attirer les sympathies et les votes des catholiques, désira entrer en relations avec Récamier. Celui-ci, qui savait tout le parti qu'on pouvait tirer de l'homme politique, lui fit le meilleur accueil.

En cela, le docteur ne fit à la vérité aucune concession : on sait combien son caractère l'éloignait de cette voie dangereuse, et un jour que, dans une lettre, Thiers avait laissé échapper le mot de salaire, en parlant du traitement que les ecclésiastiques recevaient de l'État, Récamier força l'ancien ministre à une rétractation en lui rappelant qu'il s'agissait là « d'une indemnité accordée selon toutes les exigences de la justice et non d'un vil salaire ».

Son amour de la vérité et sa haine pour l'erreur l'entraînèrent également dans une ardente discussion avec un de ses collègues, le docteur Mège, qui s'était permis d'offrir à Récamier l'hommage d'une brochure où les théories matérialistes étaient développées à plaisir. Le grand docteur eût pu ne voir dans cette offre qu'une démarche de politesse et ne pas tenir compte de la doctrine exposée dans l'ouvrage. La sincérité de ses convictions ne lui permit pas cette tolérance; prenant cet acte comme un défi, il releva le gant et réfuta dans une longue protestation tous les arguments du matérialiste. Ajoutons qu'il le fit avec tant d'urbanité et de bonne grâce, que l'auteur en conçut pour son contradicteur la plus vive estime et qu'il devint l'ami de Récamier. Au cours de leurs discussions, M. Mège, ayant élevé quelques doutes sur le désintéressement du clergé, reçut cette réponse du grand docteur catholique :

> Moi aussi, je connais les prêtres : j'en ai vu à mes genoux plusieurs qui, aujourd'hui, sont d'illustres prélats. Savez-vous ce qu'ils venaient y faire? Ils venaient me supplier, les larmes aux yeux, de déclarer que leur santé ne leur permettait pas d'accepter le fardeau si lourd de l'épiscopat.....

Dans cet homme, il y avait donc une âme d'apôtre, et il suffisait de l'approcher

(1) Voir nos *Contemporains*, Thiers, n° 19.

pour la voir vibrer. Jamais Récamier ne put rester impassible au spectacle de l'erreur, de même que jamais non plus il n'avait pu rester insensible au spectacle de la misère.

Nous avons déjà dit ses prédilections pour les pauvres : quelque élevée et misérable que fût leur mansarde, c'est là que le cœur du grand docteur se montrait dans toute sa charité chrétienne et, disons-le, aussi parfois dans toute son originalité. Il avait une façon à lui de faire l'aumône, et quelques-unes de ses visites au lit des malheureux restèrent légendaires. En voici une qui a été contée en vers par un de ses collègues et que cite le *Dictionnaire des Sciences médicales;* si la poésie n'est pas toujours à la hauteur du sujet, elle a le mérite de nous donner de Récamier un portrait peint sur le vif:

C'était un grand vieillard, sec, de droite stature.
La faux du temps avait entaillé sa figure;
Mais, bien plus que les ans, les pensers obstinés
Avaient marqué leurs plis sur ses traits ravinés.
De ses cheveux blanchis les indociles mèches
Au feutre à larges bords faisant partout des brèches,
Neigeaient sur les revers et sur le haut collet
D'un paletot tombant plus bas que le mollet.
Ses sourcils emmêlés, sorte de ronce grise,
Couvraient d'étranges yeux, comme aux hommes d'église:
On en voit quelquefois pour qui le temporel
N'a pas plus de secrets que le spirituel.
Et, de fait, des sommets où le renom se fonde,
Il regardait souvent au delà de ce monde.
Il était bienfaisant; on le disait bourru
Et même assez peu tendre au client accouru,
Quoique l'on ne citât, de ce que la richesse
Compte de favoris ainsi que la noblesse,
Pas un seul cabinet plus hanté que le sien.
C'était ce qu'on appelle un grand praticien.
Un jour il fut prié, par une lettre expresse,
D'aller dans un logis où l'on donnait l'adresse.
Visiter au plus tôt Madame Bourrichon.
« Bourrichon ! se dit-il. Est-ce que c'est un nom ?
Je n'ai jamais connu, certes, d'Adam ni d'Ève,
Madame Bourrichon. D'ailleurs, si je ne rêve,
Dans ce cul-de-sac-là sont des bouges affreux
Où le prix de mes soins est trop haut pour des gueux ».
La lettre cependant disait: « Je vous conjure ! »
Bref, il part et met pied devant une masure:
« Madame Bourrichon ? — Corridor du sixième !
— Du sixième, bon Dieu? » Il monte tout de même.
Sur la porte laissée, une clé attestait
Qu'on entrait sans frapper; il entre. Elle dormait,
D'un œil inquisiteur il parcourt la mansarde
Et s'assied.
Elle, au bruit, se réveille, et, hagarde,
Rajustant son bonnet, expose au médecin
Que, d'un mal de poumon ne voyant pas la fin,
Elle s'adresse à lui, prince de la science;
Qu'elle attend le salut de son expérience;
Qu'elle a tort de l'avoir mandé dans un taudis,
Mais qu'elle l'a connu chez ses maîtres jadis,
Et que certainement Madame la comtesse
Ne la blâmerait pas de cette hardiesse.
Il scrute la poitrine, interroge le son
Et tous les bruits que fait la respiration.
L'examen terminé, la formule prescrite :
« Dix francs, sera-ce assez, Monsieur, pour la visite ? »
Mais lui, se redressant et grossissant sa voix :
« Non, je ne grimpe pas, Madame, jusqu'aux toits
A moins de trois louis ! » Puis, tirant de sa poche
Soixante francs en or, de la dame il s'approche,
Les glisse dans sa main, gagne le corridor,
Et, s'il n'était défunt, courrait, je crois, encor.

Le dernier vers nous montre comment le docteur charitable savait échapper à toutes les effusions de la reconnaissance de ses clients : il ne voulait jamais qu'en sa présence on abordât ce sujet-là. La délicatesse et la discrétion sont les fines fleurs de la charité, et cette aimable vertu, il entendait la pratiquer dans toute son étendue, pensant que Dieu le traiterait avec les mêmes égards qu'il avait témoignés à ses pauvres.

C'est ainsi qu'il se préparait à l'heure dernière qui — pour ce vieillard de soixante-dix-huit ans — ne pouvait être éloignée. Se connaissant lui-même comme il connaissait ses malades, il avait souvent déclaré à son entourage qu'il serait brusquement enlevé par un mal qui ne pardonne pas.

En effet, un soir d'été de l'année 1852, après une journée employée tout entière au service de sa profession, il causait avec un de ses élèves, le docteur Cruveilhier, l'invitant à ménager sa santé, quand soudain il fut frappé d'une apoplexie pulmonaire. On n'eut que le temps de courir chez l'abbé Ratisbonne, qui arriva en toute hâte, et entre les bras duquel il expira bientôt, entouré de sa femme et de ses enfants.

C'était le 28 juin 1852. La dernière parole de ce grand chrétien qui avait soulagé tant de misères fut: « Mon Dieu, ayez pitié de moi. »

Il est à croire que le Seigneur n'aura pas tardé à exaucer sa prière, car Récamier avait communié la veille, selon son habitude de chaque semaine.

Le Vivier. LOUIS DUMOLIN.

BIBLIOGRAPHIE

DUBOIS D'AMIENS, *Éloge de Récamier*, mémoires de l'Académie de médecine, 1856, t. XX. — *Gazette des hôpitaux*, 1852. — *Gazette médicale*, 1852. — SACHAILE DE LA BARRE, *Les Médecins de Paris*, 1845. — Dr A. PADIOLEAU, *Notice sur Récamier*, Paris, 1853. — *Notice sur quelques-uns des travaux de M. Récamier*, Paris, 1842. — H. GOURAUD, *Éloge de M. Récamier*, Paris, 1853. — TISSERON, *Notice sur Récamier*, Paris, 1846.

LES CONTEMPORAINS



GÉNÉRAL COUSIN DE MONTAUBAN, COMTE DE PALIKAO (1796-1878)

La Chine, où s'accomplissent périodiquement tant d'événements tragiques, demeure toujours pour l'Occident le pays des terreurs et des légendes. Ce souvenir sans cesse présent donne à la physionomie originale et héroïque du général Cousin de Montauban un particulier relief.

I. PREMIÈRES ANNÉES — FAMILLE MILITAIRE — SOLDAT DE CARRIÈRE — GUERRE D'ESPAGNE — ARMÉE D'AFRIQUE

Charles - Guillaume - Marie - Apollinaire - Antoine Cousin de Montauban, qui devait être fait plus tard comte de Palikao, naquit à Paris, le 24 juin 1796. Sa famille était une famille de soldats. Sous l'ancien régime, plusieurs de ses ancêtres s'étaient distingués au service du roi et de la France. Son père était un excellent officier de l'artillerie de l'armée royale, et il avait de qui tenir, car il était lui-même petit-fils du général de Launay.

Elevé dans ce milieu tout rempli de souvenirs héroïques et de traditions guerrières, le jeune Charles Cousin de Montauban eut de bonne heure l'imagination peuplée de rêves militaires. Soldat par tradition de famille, il le devint peu à peu par vocation véritable, et, dès ses premières années, toute son éducation fut orientée vers la profession des armes.

A peine adolescent, en 1814, à l'âge de dix-huit ans, il entre en service actif dans un Corps d'élite, la Compagnie des gardes de Monsieur, frère du roi. Un an après, en 1815, il est nommé sous-lieutenant au 3e régiment de cuirassiers. Mais il ne lui suffit pas d'être soldat, il veut être instruit de toutes les connaissances de l'art militaire,

et il entre, en 1820, en qualité d'élève sous-lieutenant, à l'École d'application d'état-major, après avoir été détaché pendant deux années à l'Ecole de cavalerie de Saumur.

Officier breveté désormais, et déjà apprécié de ses chefs, il remplit successivement, de 1822 à 1831, les fonctions de sous-lieutenant et de lieutenant aide-major aux chasseurs de l'Orne, puis, d'étape en étape, au 1er régiment d'artillerie à pied, au 1er régiment d'artillerie à cheval, au 1er régiment de chasseurs, et enfin au 1er régiment de grenadiers à cheval de la garde, régiment d'élite, l'un des plus beaux de l'armée royale, où nous le trouvons lieutenant en 1822.

En 1823, Cousin de Montauban, demanda et obtint de prendre part à l'expédition d'Espagne, dont l'épisode le plus populaire fut la prise de la presqu'île fortifiée du Trocadéro, aux abords de Cadix, enlevée d'assaut par nos troupes, à la suite d'un engagement des plus brillants.

Ces succès enflammèrent d'enthousiasme l'âme guerrière de Cousin de Montauban, et, dès lors, la vie tranquille de garnison lui parut impossible à supporter. Les services les plus actifs, les missions les plus périlleuses le tentaient. Il demanda à partir pour l'Algérie.

Le nom de Cousin de Montauban se trouve étroitement associé à presque toutes les pages de ce glorieux fragment de notre histoire contemporaine. C'est en Afrique que le héros de l'expédition de Chine devait accomplir la plus grande partie de sa carrière militaire active. C'est là qu'il mérita les hauts grades et qu'il se révéla aussi habile tacticien que chef intrépide. Depuis 1831 jusqu'à 1857, il n'a pas quitté l'Algérie, combattant presque chaque jour ou bien organisant la conquête après la victoire.

Pendant trente ans, et depuis le grade de capitaine jusqu'à celui de général de division, Cousin de Montauban resta fidèle à l'armée d'Afrique. Chef d'escadron de spahis le 4 septembre 1836, colonel de chasseurs le 2 août 1845, général de brigade le 21 septembre 1851, et enfin général de division le 28 décembre 1855, il gravit ainsi sur place les plus hauts degrés de l'échelle militaire. De nombreuses citations à l'ordre de l'armée ont été les témoignages officiels de sa brillante conduite dans les longues luttes soutenues en Algérie par le Corps d'occupation,

De 1833 à 1857, les Annuaires militaires relèvent à son avantage un grand nombre d'actions d'éclat. Il assiste à de nombreux engagements avec les Arabes. Plusieurs fois il y a des chevaux tués sous lui. En 1836, il prend une glorieuse part aux combats de Tlemcen et de la Sikkak. Il est cité à l'ordre du jour en 1840 pour sa participation à la razzia contre les ouled-galfas. Il se signale brillamment en 1842 à Lao, sur l'Aïd-Berid, et en 1844 dans la razzia contre les Ouled-Ali-ben-Gamel.

En 1847, avec le grade de colonel, il collabore activement à la capture d'Abd-el-Kader, qui restera un des faits les plus brillants de sa carrière (décembre 1847).

Au total, le général de Montauban, en quittant l'Algérie, avait à son actif 26 campagnes accomplies pour la pacification de notre nouvelle colonie.

Le maréchal Bugeaud (1), gouverneur général de l'Algérie, dans un rapport officiel sur l'affaire des 5 et 6 juillet 1841 à Sour-Kel-Mitou, s'exprimait en ces termes : « Notre perte dans les deux combats a été de 11 tués et 28 blessés. Parmi ces derniers se trouve l'intelligent et intrépide chef d'escadron Montauban, des spahis. Dans le premier combat, il tua de sa main plusieurs ennemis, à la tête d'une quarantaine de cavaliers, qui, seuls, composaient la cavalerie de la colonne : le jour suivant, dans l'action qui mit fin au combat, il reçut une balle dans la poitrine. »

Lorsque la conquête fut terminée, Cousin de Montauban, devenu général de division, fut envoyé en résidence à Oran, et il fit preuve dans ce poste des qualités d'administrateur qui le signalèrent sous un nouveau jour, non moins favorable, à l'at-

(1) Bugeaud, voir *Contemporains*, n° 68

tention du gouvernement de l'empereur.

Le général de Montauban apparaissait dès lors comme désigné pour les plus hautes charges, et son passé garantissait qu'il ne serait inférieur à aucune d'elles.

Rappelé en France en 1859, il commanda successivement la 21e division militaire à Limoges, puis la 18e à Tours, enfin la 2e à Rouen, où la confiance de Napoléon III alla le chercher pour le charger de la direction des opérations en Chine.

II. L'EXPÉDITION DE CHINE EN 1860 — LE GÉNÉRAL COUSIN DE MONTAUBAN COMMANDANT EN CHEF — FRANÇAIS ET ANGLAIS — LE GUET-APENS DU 17 SEPTEMBRE — BATAILLE DE PALIKAO — LE PALAIS D'ÉTÉ.

Depuis longtemps la situation des Européens en Chine était dangereuse et précaire. Nos missionnaires étaient constamment insultés, l'un d'eux avait été égorgé. Parmi les factoreries européennes, périodiquement incendiées par les Chinois depuis 1855, plusieurs étaient françaises.

D'autre part, l'Angleterre, que le commerce de l'opium enrichissait, annonçait son intention pour assurer la reprise de ses fructueuses relations, d'entreprendre à elle seule de rétablir l'ordre.

S'associer à l'Angleterre, ce n'était pas seulement l'aider, c'était aussi la contenir, la contraindre à limiter ses prétentions et ses profits. Un accord, intervint donc entre les deux pays, et deux plénipotentiaires, lord Elgin, pour l'Angleterre, le baron Gros, pour la France, appuyés d'ailleurs par une force navale, essayèrent de négocier.

Ils s'avancèrent jusqu'à Tien-Tsin au devant des commissaires chinois, chargés par le gouvernement de Pékin de préparer un traité. Les Chinois promirent tout ce qu'on voulut, mais, un an après, ils n'avaient encore rien exécuté. Les plénipotentiaires européens, las d'attendre, voulurent se diriger sur Pékin. En juin 1859, appuyés par les vaisseaux anglais et français en stationnement dans les eaux chinoises, ils se présentèrent à l'embouchure du Peï-ho pour remonter ce fleuve et se diriger vers la capitale. Mais ils se heurtèrent à d'importantes forces chinoises et furent repoussés avec pertes sérieuses.

La France et l'Angleterre résolurent alors d'infliger au gouvernement chinois un châtiment dont il se souvint.

Sans perdre de temps, les préparatifs commencèrent dans les deux pays.

En France, un appel fut fait aux volontaires, et, bien que, dans l'opinion publique, la campagne projetée ne fût pas très populaire, le quart de l'armée se présenta pour partir en Chine. Napoléon III dut intervenir pour réduire les effectifs.

A ces volontaires qui se présentaient ainsi en masse, il fallait donner un chef.

Par un décret impérial, daté du 13 novembre 1859, le général de division Cousin Montauban fut nommé « commandant en chef des forces de terre et de mer » avec des prérogatives exceptionnelles.

Le Corps expéditionnaire ne fut composé d'une manière définitive que le 21 novembre 1859. Il était formé de deux brigades d'infanterie avec des troupes de différentes armes, et son effectif dépassait 8000 hommes.

Le gouvernement impérial avait songé d'abord à transporter cette armée à Port-Saïd, d'où, à travers le détroit, elle se serait rendue à pied à Suez (car à cette époque le canal n'était pas encore percé). Mais aucune compagnie ne s'étant trouvée capable de réunir, à Suez, assez de navires à vapeur ou de navires mixtes pour transporter 8000 hommes, et, d'autre part, les dépôts de charbon manquant en Arabie, dans l'Inde et en Chine, il fallut renoncer à envoyer les troupes expéditionnaires sur des navires marchands et par l'Égypte. En conséquence, les troupes durent prendre la voie du Cap, et la marine impériale fut chargée d'en assurer le transport.

Le général Cousin Montauban, son chef d'état-major général et les chefs de services prirent la voie d'Égypte, afin de précéder en Chine les troupes expéditionnaires. Le

général Montauban s'embarqua à Marseille le 12 janvier 1860, et il arriva à Shang-Haï le 12 mars.

Les forces anglaises avaient été composées, rassemblées et embarquées dans les derniers mois de l'année 1859. Elles étaient placées sous l'autorité de deux chefs indépendants l'un de l'autre : l'amiral James Hope et le général sir Hope Grant.

Ce dédoublement du commandement anglais entraîna une restriction dans les attributions supérieures du général de Montauban. L'empereur jugea convenable de ne pas laisser dans ces circonstances l'amiral commandant la flotte française inférieur en grade à l'amiral britannique. Par décret en date du 4 février 1860, le vice-amiral Charner fut nommé commandant en chef des forces navales dans les mers de Chine.

Le général de Montauban conservait la direction générale des opérations de guerre, mais son commandement cessait de s'étendre sur les forces de mer.

Un brillant état-major général, dont le chef était le lieutenant-colonel Schmitz, accompagnait le général de Montauban.

Le capitaine Jamont, devenu plus tard généralissime de l'armée française, fut désigné pour faire partie du petit noyau d'officiers d'artillerie du Corps expéditionnaire. Le capitaine Jamont n'avait alors que vingt-sept ans; mais il était déjà tenu par ses chefs en haute estime pour sa vigueur et ses qualités d'initiative. Il fut fait officier de la Légion d'honneur au cours de la campagne, à la suite de brillants services rendus.

Les débuts de la campagne furent marqués par une série de tâtonnements et de lenteurs. On perdit beaucoup de temps en reconnaissances et en négociations avec les Chinois. Des escarmouches presque toujours heureuses entretenaient la confiance des troupes, mais les progrès réels étaient lents.

Les alliés avaient d'abord débarqué à Chang-Haï, et, le 21 avril 1860, ils s'étaient emparés de la grande Chousan. Le 8 juin, les Français se rendirent maîtres, sans coup férir, de Tche-fou. Alors, à la suite d'un Conseil de guerre tenu entre les généraux et amiraux français et anglais, la base d'opérations fut changée, et la marche sur Pékin décidée.

La prise des défenses de Ta-kou demanda trois semaines; le 21 août, les cinq derniers forts furent enlevés et la ville conquise; on y trouva 167 pièces de gros calibre et près de 500 pièces de moindre importance. Trois jours après, le 24 août, la ville de Tien-Tsin se rendait sans résistance aux amiraux; les troupes de terre étaient encore à deux journées de marche.

Alors commença le mouvement du petit corps expéditionnaire vers Pékin.

Anglais et Français avançaient sur les rives de Pei-Ho et ne rencontraient qu'une faible résistance. Des négociateurs chinois se présentaient à toutes les étapes, et, fertiles en duperies de tout genre, ils renouvelaient sans cesse des promesses qui n'étaient jamais tenues. Leur but était d'éloigner les alliés de la route de Pékin, d'arrêter la marche en avant de l'armée anglo-française et d'attendre les événements.

Un guet-apens odieux changea la face des choses. L'armée alliée était aux portes de Tung-Chao quand de nouveaux négociateurs chinois se présentèrent, réclamant l'envoi de parlementaires qui se rendraient à Pékin pour régler définitivement les conditions du traité. Les alliés commirent l'imprudence de céder à ces ouvertures. 11 français et 26 anglais quittèrent les lignes européennes se croyant couverts par le drapeau des parlementaires, mais ils furent faits prisonniers, et la plupart d'entre eux périrent dans d'affreux supplices.

Ce forfait indigna les alliés, et une bataille immédiate fut décidée. L'infanterie chinoise et la cavalerie tartare en nombre important campaient dans les environs. L'ennemi était retranché le long du canal du Pei-Ho, de l'autre côté d'un très beau pont de marbre, le pont de Palikao.

L'attaque eut lieu le 21 septembre 1860. Les Français quittèrent le campement avant les Anglais et ne tardèrent pas à prendre contact avec l'infanterie chinoise, qui fut

repoussée et forcée de se replier. Mais alors se déploya devant nos troupes toute la cavalerie tartare.

Ces masses énormes, admirablement intrépides et bien entraînées, constituaient un ennemi redoutable. A plusieurs reprises, leurs escadrons essayèrent de rompre nos files. Mais toujours leurs efforts se brisèrent contre le calme énergique des fantassins qui attendaient la charge de pied ferme et faisaient pleuvoir sur les Tartares une terrible grêle de balles. Après plusieurs mouvements offensifs, les escadrons ennemis se lassèrent, commencèrent à tournoyer, et enfin disparurent, poursuivis jusque dans leur retraite par le feu de nos bataillons.

Une fois maîtres du terrain, les fantassins et les chasseurs s'élancèrent d'un élan rapide vers le pont de Palikao, véritable enjeu du combat. Dans une charge très brillante, où l'ennemi fit preuve du plus grand courage, le pont fut enlevé et les Chinois mis en complète déroute.

Ce brillant fait d'armes, préparé et dirigé par le général de Montauban, devait lui valoir le titre mérité de comte de Palikao.

La victoire était complète et les Anglais n'y avaient que faiblement coopéré. Le surlendemain, dans un rapport au ministre de la Guerre, le général de Montauban disait : « Tout cela est si étrange que, pour se rendre compte de nos succès, il faut remonter bien haut dans le passé, et se rappeler les victoires constantes de quelques poignées de soldats romains sur les hordes barbares »

Le général de Mautauban avait raison. Tout cela était étrange, tellement étrange, qu'une seule chose désormais pourrait l'être davantage, ce serait le spectacle de cette poignée d'hommes plantant leur drapeau sur les remparts de Pékin!

Ce spectacle allait se réaliser. La marche en avant fut décidée. L'étape fut longue. L'ennemi ne se montrait nulle part, mais, dans ce pays inconnu, on pouvait tout redouter d'une surprise.

Le 6 octobre, l'armée alliée campa aux portes de la capitale de la Chine.

Les Français qui tenaient l'avant garde parvinrent à la nuit tombante jusqu'à une bourgade assez importante, et, après avoir franchi un pont superbe, ils s'engagèrent sur une large chaussée en granit : à l'extrémité de la chaussée, apparaissait un féerique palais. On était devant ce fameux palais d'été de l'empereur qu'aucun Européen, disait-on, n'avait jamais foulé.

Le palais fut fouillé et l'on put se convaincre qu'il était abandonné complètement. La nuit ne permit pas de visiter les appartements, mais le lendemain, à 8 heures du matin, le général de Mautauban et son état-major, ses chefs de service, et un brigadier anglais, accompagné de ses officiers, pénétrèrent dans la somptueuse résidence impériale.

Le général de Mautauban avait autorisé chacun des membres du cortège à choisir un objet à sa convenance comme souvenir, ajoutant qu'il comptait sur l'honneur de tous pour respecter les richesses contenues dans le palais.

Le palais d'été (1), chef-d'œuvre de l'architecture chinoise, annonçait bien par son aspect extérieur les merveilles de l'ornementation intérieure. La porte, flanquée sur chacun de ses côtés d'un lion colossal de bronze, posé sur un piédestal de marbre blanc de plus de 3 mètres de hauteur, donnait sur une place dallée. Un bâtiment ayant la forme d'un parallélogramme s'offrait ensuite à la vue; on y pénétrait par un escalier de marbre blanc conduisant à une salle immense, à l'extrémité de laquelle s'élevait un trône de bois noir sculpté à jour, du plus merveilleux travail; plusieurs degrés y menaient entre deux rangées de brûle-parfums cloisonnés et de gigantesques vases émaillés ornés de toutes sortes d'animaux. Un tableau peint sur soie et représentant des vues des palais impériaux couvrait le mur de gauche. Des étagères circulant autour de la salle supportaient des vases émaillés, sculptés, cloisonnés, d'une

(1) Cf. Taxile Delord, *Hist. du second Empire.* — Paul Warin, *L'expédition de Chine.*

beauté sans pareille, des piles d'albums, des livres écrits de la main des empereurs, les trésors les plus précieux de l'art chinois.

Une seconde salle du trône, moins riche, mais plus élégante que la première, était entourée d'appartements remplis de nouvelles merveilles. « Les yeux en étaient éblouis et les désirs comme saturés », a écrit l'un des témoins de la campagne, M. Paul Warin

Et plus loin, le même auteur, parlant des trésors que renfermaient les appartements de l'empereur et de l'impératrice, dit encore: « Il faut renoncer à décrire ce que contenaient ces appartements. Les mots manquent pour en peindre les richesses matérielles et artistiques. Ce qu'on avait vu jusque-là n'était qu'un misérable échantillon de ce qui s'offrit alors. C'était une vision des *Mille et une nuits*, une féerie telle qu'une imagination en délire ne saurait en rêver de comparable à la palpable vérité qu'on avait devant soi. »

III. PILLAGE ET INCENDIE DU PALAIS D'ÉTÉ — PRISE DE PÉKIN — LE TRAITÉ DE PAIX — L'ARTICLE 6 SUR LES MISSIONS

Peu à peu, à la vue de tant de merveilles, l'admiration dans laquelle les visiteurs étaient restés faisait place dans leur âme à un sentiment plus vulgaire. Allait-on laisser intacts ces trésors sans maître ?

La convoitise s'allumait aux yeux des soldats, et des murmures déjà se faisaient entendre. Tout se passait cependant selon les prescriptions du général de Montauban, lorsque quelques officiers anglais de l'avant-garde, qui parcouraient le palais en explorateurs, commencèrent à opérer sans façon ce que l'on appela plus tard un déménagement. La glace était rompue. Le général de Montauban, sentant que son autorité serait impuissante à empêcher le pillage, organisa tout au moins un service de surveillance pour que nul ne pût, sans un laissez-passer, franchir les portes.

Cette surveillance fut efficace jusqu'à l'arrivée du gros de l'armée anglaise. Mais alors la consigne fléchit. Le général de Montauban, débordé ou surpris, laissa faire. La résidence impériale fut envahie par toutes les issues. Ce fut moins un pillage qu'un gaspillage gigantesque. Jamais nos troupiers n'auraient imaginé de telles splendeurs. Ils s'embarrassaient dans leur choix, prenaient, rejetaient, prenaient encore. L'abondance même des richesses les déconcertait; longtemps ils hésitaient et rarement s'appropriaient les objets les plus précieux. Ils complétaient enfin leur charge, en semaient souvent en route une partie, puis, de retour au camp, troquaient, revendaient, donnaient, détruisaient au milieu de plaisanteries sans fin. On les voyait se draper dans des pièces de soie, se parer de broderies, se consteller de pierres précieuses; et à cet aspect plaisant et grotesque, les quolibets reprenaient de plus belle. « Cela sera bon, disaient-ils, pour nos sœurs et nos fiancées ! »

Cependant, dans l'insouciance générale, on ne se demandait point comment on emporterait tous ces trésors; de fait, on emporta peu de chose, et on rapporta en France moins encore, eu égard à la grandeur du butin.

Les Anglais, toutefois, surent faire preuve, en cette circonstance, de ce génie pratique et « profiteur », qui est le signe distinctif de leur race. Ils eurent, sur nos soldats, l'avantage de piller avec esprit de conservation, ainsi qu'il convient à des gens accoutumés de vieille date à dévaliser les peuples lointains. Un certain nombre de soldats anglais contraignirent même les Chinois, qui erraient dans les environs de la résidence royale, à leur servir de domestiques pour leur œuvre de pillards. On voyait, dans les salles magnifiques du palais, des Anglais accompagnés d'un ou deux Chinois, attachés par leur longue queue au ceinturon du vainqueur, et pliant sous le faix des richesses que leurs maîtres d'un jour les obligeaient ainsi à transporter.

Ces scènes de pillage et ces regrettables désordres affectèrent péniblement l'opinion

et nuisirent au bon renom de l'armée.

Le général Cousin de Montauban, qu'une certaine raideur professionnelle avait toujours empêché d'être populaire, devait en endosser, bien injustement, la responsabilité. En réalité, la pression des circonstances fut plus forte que la discipline, et l'autorité du commandant en chef fut méconnue. D'ailleurs, on ne manquait pas de bonnes raisons pour justifier ces écarts d'un moment. L'indigne perfidie des Chinois, leur conduite barbare vis-à-vis du petit groupe d'Européens envoyés pour parlementer et qui, au mépris de toutes les lois de la guerre, avaient été retenus comme prisonniers et martyrisés, avaient fait naître dans l'armée alliée de terribles et justes colères. Or, dans ce palais d'été rempli de splendeurs, on avait trouvé, avec quelques vêtements ensanglantés, les traces authentiques du passage des malheureux captifs. Les Européens avaient été traînés dans la résidence royale et ils y avaient souffert. Ce lieu de délices avait été pour eux un lieu de martyre.

Lorsque l'armée alliée eut la preuve indéniable de ce forfait, un sentiment de légitime vengeance s'empara des chefs et des troupes. La convoitise aidant et les Anglais donnant l'exemple, l'esprit d'entraînement fit le reste et le palais d'été fut mis à sac.

C'est à la clarté de ces réflexions qu'il faut envisager le pillage du palais d'été. La presse contemporaine, connaissant mal les événements, et d'ailleurs prévenue contre le général de Montauban, n'a pas donné une saine appréciation des faits, en rendant le commandant de l'expédition responsable d'actes qu'il fut impuissant à prévenir, et que les nécessités du moment rendirent inévitables.

Le « déménagement », une fois accompli, l'armée alliée quitta cet étrange bivouac, où les chevaux avaient pour litière un demi-pied de soie jaune impériale, et où le soldat, après avoir dormi sur les étoffes les plus précieuses, à côté des plus admirables objets d'art, déchirait, brisait, foulait aux pieds tout ce qu'il ne pouvait pas emporter.

On était aux portes de Pékin, et il s'agissait maintenant d'entrer dans la capitale de la Chine. Le 9 octobre, au soir, l'armée arriva au pied des murs de la ville.

La position n'était pas des plus brillantes. La cavalerie tartare pouvait, d'un moment à l'autre, couper les approvisionnements et placer l'armée dans la nécessité de forcer l'entrée d'une ville immense dont l'énorme population n'aurait eu qu'à se serrer pour étouffer cette poignée d'audacieux conquérants, venus de l'autre extrémité du globe, sans aucune ressource et sans aucun point d'appui dans le pays. Aussi les généraux attendaient-ils avec impatience la réponse du gouvernement chinois aux propositions des ambassadeurs en continuant les opérations d'un siège qu'ils savaient bien ne pouvoir mener à bonne fin.

Heureusement, les mandarins cédèrent et se décidèrent à livrer une des portes de Pékin aux alliés, le 14 octobre, à midi.

Mais les Anglais ménageaient encore ce jour-là à l'armée française un tour de leur façon. Arrivés avant l'heure convenue, ils pénétrèrent les premiers dans la ville, sans attendre les troupes du général de Montauban. Ils voulaient accréditer ainsi le bruit, déjà répandu par eux, que l'armée française faisait la guerre sous leur direction et à leur solde.

Ce manque de convenances blessa profondément notre armée; des paroles pleines d'aigreur furent échangées entre nos officiers et les officiers anglais. Mais le sentiment de ce qu'on avait fait pendant la campagne calma heureusement les esprits. Les Français se rappelèrent qu'ils avaient toujours été les premiers chaque fois qu'avait grondé le canon et que, dans toutes les affaires sérieuses, ils n'avaient pas été sur la même ligne, mais bien avant les Anglais,

Cependant, cette capitulation fabuleuse, sans coup férir, provoquait la plus grande surprise dans les troupes. On sentait que

cette situation fantastique ne pourrait pas se prolonger sans grand danger.

Mais le traité n'était pas encore signé.

C'est en cette occurrence que le plénipotentiaire anglais, lord Elgin, jugea bon d'amener à merci par un coup de violence brutale un ennemi qui négociait toujours et ne se rendait jamais. Pillé, mais debout, le palais d'été subsistait encore. Lord Elgin décida de l'incendier. « Détruire ce palais, disait-il, ce serait terrifier la dynastie sans s'aliéner la nation », et il était nécessaire de faire un exemple.

L'ambassadeur anglais pressa de tout son pouvoir le général de Montauban de s'associer à cet acte de représailles, mais le commandant français refusa et répondit par écrit qu'il considérait le fait de brûler le palais comme une barbarie inutile.

Lord Elgin persista dans son projet et le palais fut incendié. Mais il importe de dire ici que les troupes françaises n'ont coopéré en rien à ce désastre et que si la grande bibliothèque de Yenming-Yen, si riche en collections diverses, et dont on peut avoir une idée en consultant le catalogue déposé à la Bibliothèque Nationale, a été brûlée, l'armée française et son chef, le général de Montauban, avaient protesté d'avance contre cet acte dont les Anglais assument toute la responsabilité.

Avec les Chinois, rien ne vaut la force brutale. L'événement donna raison à l'acte barbare de lord Elgin. Alors seulement l'empereur comprit l'inutilité des subterfuges. Les flammes crépitaient encore au palais d'été, lorsqu'un négociateur chinois se présenta au camp français avec des propositions, cette fois nettes et catégoriques, pour traiter.

Les ratifications furent échangées à Pékin les 24 et 25 octobre. De l'ensemble des clauses ratifiées, il ressortait un principe général, jusque-là répudié par le gouvernement chinois, celui de l'égalité entre le Céleste Empire et les nations européennes. Aux cinq ports déjà ouverts au commerce étranger étaient ajoutés six autres ports. Une indemnité de 60 millions devait être payée par la Chine. Enfin un article spécial sur les missions, l'article 6, était ainsi rédigé :

« Les établissements religieux et de bienfaisance qui ont été confisqués aux chrétiens pendant la persécution dont ils ont été victimes seront rendus à leurs propriétaires par l'entremise de S. Exc. le ministre de France en Chine, auquel le gouvernement impérial les fera délivrer avec les cimetières et autres édifices qui en dépendaient. »

Cet article consacrait une fois de plus, solennellement, le principe, alors indiscuté d'ailleurs, du droit de la France à la protection de tous les chrétiens.

L'expédition de Chine était donc terminée au complet avantage de nos armes; mais, avant de quitter Pékin, l'armée française voulut accomplir un double devoir inspiré par la piété envers les morts et la religion de la patrie.

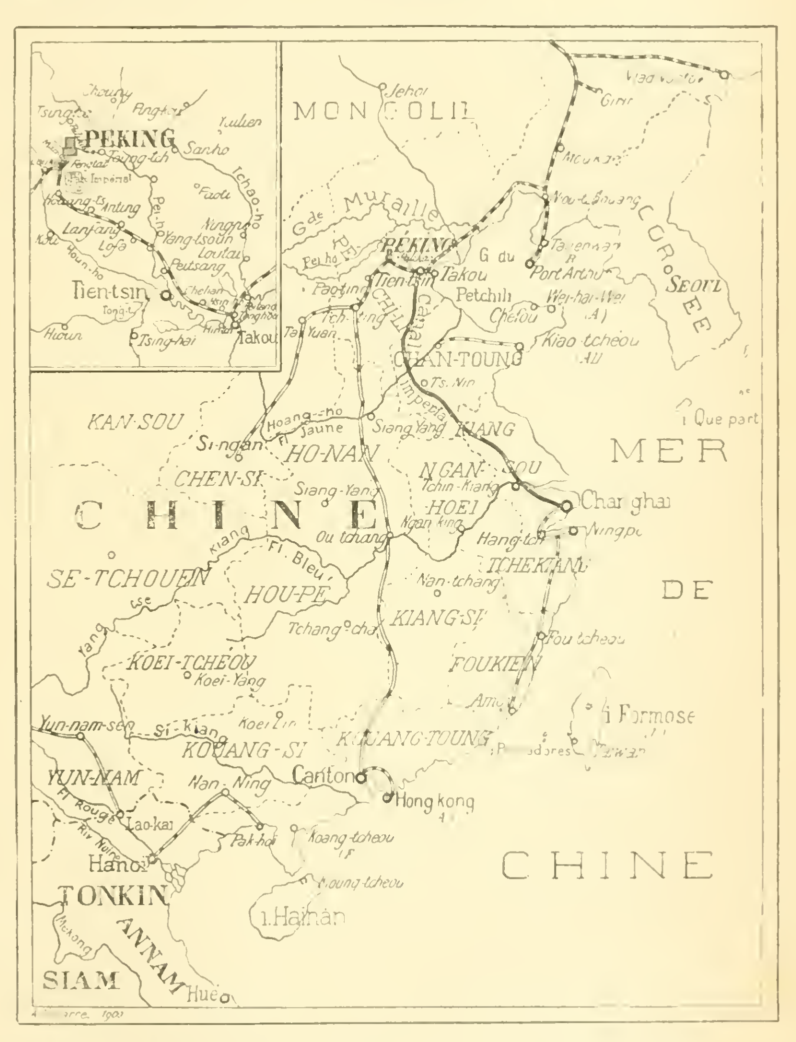
Les cadavres des malheureux plénipotentiaires assassinés dans le guet-apens de Taung-Chao avaient été restitués par les Chinois, et, depuis quelques jours, ils reposaient sous l'une des tentes du bivouac entourés de quelques cierges funèbres. Un ancien cimetière catholique subsistait encore à Pékin. On y lisait à travers les broussailles les inscriptions des glorieux missionnaires français qui avaient jadis porté l'Évangile en ces lieux.

Le général Cousin de Montauban estima que, pour les soldats de la patrie, le repos serait plus doux près de ces autres soldats du Christ, morts aussi au champ d'honneur.

Le 28 octobre, dit l'historien de La Gorce, sous l'escorte de nos bataillons en armes, six fourgons d'artillerie transportèrent les dépouilles jusqu'en terre bénite. Pompe religieuse, pompe militaire, rien n'avait été omis de ce qui graverait dans les survivants le souvenir du poignant adieu. Quand les prêtres eurent achevé les prières, les cercueils furent descendus dans une large fosse, assez spacieuse pour les recevoir tous fraternellement. Après une dernière salve, la tombe se renferma, et sur la sépulture fut plantée la croix, ici doublement sacrée,

car elle devait tenir lieu de tout le reste.

Cet auguste symbole du christianisme, la France ne le posa pas seulement sur les tertres des morts, mais voulut aussi le rétablir au faîte de la cathédrale de Pékin. L'ancienne cathédrale catholique, élevée par les Portugais, était toujours debout, mais dans un état d'abandon et de délabrement lamentable. Plusieurs pans de murs menaçaient ruine, et l'intérieur était envahi par les broussailles. C'est cette église que le général de Montauban entreprit de restaurer. Les sapeurs du génie déblayèrent les décombres, procédèrent aux réfections les plus urgentes, réparèrent autant qu'on le pouvait en si peu de jours les injures du temps et des hommes. Avec un zèle pieux, ils allèrent même au delà de leur consigne, et le souvenir de leur église natale ou de leur mère revenant sans doute à leur mémoire attendrie, ils s'ingénièrent à orner le sanctuaire, à dresser des trophées, à parer la nudité des murailles, et finalement la croix, victorieuse et resplendissante, fut replacée sur le fronton en témoignage de la liberté reconquise.



Le 29 octobre, un service très solennel fut célébré devant les délégations de l'armée remplissant la nef; l'évêque de Pékin, Mgr Mouly, monta à l'autel et célébra le divin Sacrifice. Puis un *Te Deum* fut chanté en action de grâces des récentes victoires, et, sous la bénédiction du pontife, on vit s'incliner les drapeaux tricolores qui jamais n'avaient été portés si loin.

Cette cérémonie réparatrice fut le dernier acte officiel du Corps expéditionnaire. L'hiver approchait, pendant lequel le golfe même du Petchili gèle complètement; il fallait presser le départ. Le mouvement de retraite commença le 1er novembre. Le rassemblement définitif eut lieu à Tien-Tsin le 14, et l'embarquement pour la France suivit aussitôt après.

IV. LA RECONNAISSANCE DE L'EMPEREUR — LE COMTE DE PALIKAO — DOTATION REPOUSSÉE PAR LE CORPS LÉGISLATIF — L'EMPEREUR L'ACCORDE QUAND MÊME.

Le Corps expéditionnaire de Chine débarqua à Marseille dans les premiers jours de 1861. La population fit partout fête à nos soldats.

Napoléon III s'était montré particulière

ment satisfait des succès de nos armes et de la manière dont le général Cousin de Montauban avait mené la campagne. En effet, le général de Montauban avait fait preuve non seulement du plus grand courage militaire, mais aussi d'un remarquable talent d'administrateur, Sans doute, l'attention publique fut surtout attirée par le caractère brillant de l'entreprise. Mais le succès de l'expédition ne fut si rapide et si complet que parce qu'elle avait été admirablement préparée.

L'empereur avait suivi avec une sollicitude de tous les jours les opérations de la guerre. Il eut pour le général de Montauban la reconnaissance que méritaient les éminents services rendus. Quelque temps après son retour en France, Cousin de Montauban fut nommé sénateur de l'Empire, grand-croix de la Légion d'honneur et créé comte de Palikao. Ainsi Pélissier avait été crée duc de Malakoff, après Sébastopol (1855), et Mac-Mahon, duc de Magenta durant la campagne d'Italie (1859) (1).

Jamais titre nobiliaire n'avait été mieux mérité, et l'on ne comprend point les railleries très injustes dont le nouveau comte fut l'objet de la part de la presse d'opposition. Beaucoup de ceux qui trouvaient ce nom pompeux et bizarre ne réfléchissaient assurément pas que Cousin de Montauban avait été le conquérir à l'extrémité du monde, dans le pays le plus étrange du globe et à la suite de la plus fabuleuse des campagnes.

En réalité, le nouveau comte de Palikao éprouvait en cette circonstance, comme en beaucoup d'autres au cours de sa vie, les inconvénients d'une impopularité qu'il ne méritait point, mais à laquelle il lui arriva souvent d'être en butte.

Le parti de l'opposition ne perdait aucune occasion d'être désagréable à l'empereur, et le comte de Palikao était victime des passions politiques auxquelles, personnellement, il s'efforça toujours de demeurer étranger.

Cette situation s'aggrava jusqu'à créer presque une crise gouvernementale lorsque le ministère présenta au Corps législatif, le 19 février 1862, un projet de loi tendant à accorder au vainqueur de la Chine une dotation, sous forme de pension de 50 000 francs réversible de mâle en mâle et à perpétuité dans la famille de Montauban. Le projet était présenté sur l'invitation formelle de Napoléon III.

Le Corps législatif accueillit fort mal cette proposition. La Chambre, à la lecture du projet, fit entendre des murmures. Les députés paraissaient considérer que la dépense dont on proposait de grever le budget était beaucoup trop forte, et que d'ailleurs le comte de Palikao devait être suffisamment riche après le pillage du palais d'été. Cette légende calomnieuse s'était en effet répandue que le comte de Palikao avait rapporté de Chine de véritables trésors. Rien n'était moins exact, mais l'opposition se faisait une arme de cette fausseté, et ce fut sous l'impression de ces idées que la Chambre nomma pour examiner le projet de dotation une Commission manifestement défavorable et où même on avait introduit plusieurs députés notoirement et personnellement hostiles au général de Montauban.

Dès qu'il eut connaissance de la manœuvre qui se tramait contre lui, le comte de Palikao écrivit à l'empereur pour le prier de retirer le projet. Mais Napoléon III, dont l'amour-propre était blessé, refusa de se rendre à cette sollicitation. Il répondit au général de Montauban par un refus, et la lettre impériale, de ton très ferme, se terminait par une phrase hautaine qui devait soulever une tempête : « Les nations dégénérées marchandent seules la reconnaissance publique », disait Napoléon III.

L'opposition s'empara de cette phrase où elle vit un défi et une injure. De très vives polémiques s'engagèrent dans la presse à ce sujet, et le général de Montauban, cause involontaire de l'incident, fut plus ardemment et plus injustement que jamais pris à partie.

---

(1) Voir *Contemporains*. Pélissier n° 4. — Mac-Mahon, n° 188.

Dans l'intervalle, la Commission de la Chambre, par l'organe de son rapporteur, avait conclu au rejet de la dotation.

C'était un conflit en perspective. La Chambre, visiblement, adopterait les motifs donnés par sa Commission pour le refus. De son côté, l'empereur paraissait résolu à tenir bon. Une crise semblait inévitable, la première entre l'empereur et le Corps législatif. La situation menaçait de devenir grave. Enfin l'empereur céda. On lui fit comprendre l'inutile danger de provoquer la Chambre à l'occasion d'une question qu'il pouvait régler en dehors d'elle. Napoléon III écrivit donc le 4 mars à M. de Morny une lettre dans laquelle, en déplorant ce qu'il appelait un malentendu, il annonçait l'intention de remplacer le projet de loi par une autre proposition plus conforme aux vœux de la majorité des députés.

Il ne devait plus être question de la dotation Palikao devant le Parlement. Le nouveau projet de loi annoncé dans la lettre impériale ne fut jamais présenté, mais Napoléon III, piqué au vif, ne renonça point à son idée. Il réalisa ses intentions par un moyen détourné. On a découvert, en effet, après la chute de l'Empire, qu'une somme de 589500 francs avait été prise sur l'indemnité de guerre imposée à la Chine, et attribuée au comte de Palikao par ordre de l'empereur.

V. L'ANNÉE TERRIBLE — LE COMTE DE PALIKAO ET L'IMPÉRATRICE — UN MINISTÈRE DE VINGT-QUATRE JOURS — LE COMTE DE PALIKAO REFUSE LA DICTATURE — LE PALAIS-BOURBON ENVAHI PAR L'ÉMEUTE — LE COMTE DE PALIKAO QUITTE LA FRANCE

Le comte de Palikao, dégoûté de toutes les intrigues politiques, n'aspirait qu'à reprendre une vie active. Le séjour de Paris, avec ses mille petitesses, aussi bien dans le monde de la Cour que dans celui de l'opposition, ne convenait point à ce tempérament essentiellement militaire. Au retour de Chine, l'empereur lui avait imposé un repos qui lui pesait. Il sollicitait sans cesse un commandement et ne demandait qu'à quitter la capitale. Ses vœux furent exaucés seulement le 4 juin 1865, lorsqu'il fut nommé au commandement du 4e Corps d'armée à Lyon. Il s'appliqua aussitôt à faire l'éducation de ses troupes et à préparer leur entraînement. Il ne craignait pas d'imposer aux soldats de longs exercices que lui-même dirigeait, toujours le premier à la manœuvre, donnant l'exemple de l'exactitude et du travail. Tous les jours, dès le grand matin, il faisait exercer les troupes par brigades et par divisions, avec toutes les armes réunies. Il faisait exécuter des ponts sur la Saône et sur le Rhône, obligeait les officiers de l'infanterie à faire assidûment de l'équitation, en un mot exerçait son activité de tant de manières que les officiers du 4e Corps, qui d'ailleurs l'estimaient profondément, en étaient arrivés à redouter ce qu'on appelait à Lyon les « manies » du général.

Le comte de Palikao était encore à Lyon au moment de la déclaration de guerre, en 1870. Dès qu'il eut connaissance de la nouvelle, il sollicita l'honneur de servir devant l'ennemi. Il s'adressa d'abord au ministre de la Guerre, puis directement à l'empereur, mais ses offres ne furent pas agréées. L'impératrice, qui ne l'aimait pas, s'arrangea de manière à lui faire refuser l'autorisation de prendre du service actif.

Le comte de Palikao resta donc à Lyon. Il assista dans une impassibilité forcée à nos premiers désastres. Depuis longtemps sa clairvoyance militaire lui faisait pressentir de graves malheurs. Il trouvait la déclation de guerre inopportune et pensait, avec raison, que nous n'étions pas suffisamment préparés. Ce ne fut pas sans un sentiment douloureux qu'il avait vu la marche suivie pour l'organisation de la campagne et qu'il assista, en spectateur attristé, aux premières opérations militaires dont il prévoyait les fâcheuses conséquences.

Les échecs de Wissembourg et de Reischoffen ne vinrent que trop tôt réaliser ses tristes pressentiments.

Au lendemain de ces défaites, tandis que

le comte de Palikao se désolait de son inactivité forcée, il reçut tout à coup de M. Émile Ollivier, président du Conseil des ministres, une dépêche ainsi conçue : « Sa Majesté l'impératrice vous appelle de suite à Paris; un train express est à Lyon à votre disposition. »

« Il était 10 heures du soir, a écrit plus tard le comte de Palikao, lorsque je reçus cette dépêche; me préparer à partir pour Paris fut l'affaire d'une heure et le lendemain, à 9 heures du matin, j'étais aux Tuileries. J'avais espéré que, conformément à mes demandes antérieures, un commandement militaire actif allait enfin m'être confié : mais mon étonnement fut grand lorsque, m'étant présenté à l'impératrice au milieu du Conseil des ministres, Sa Majesté me proposa, comme acte de dévouement, d'accepter le portefeuille de la Guerre. »

Trochu (1) venait de le refuser.

Sous la pression des circonstances, l'impératrice avait fait taire son antipathie pour le comte de Palikao. Le grand prestige militaire du général et l'autorité de son nom semblaient l'imposer à tous comme l'homme capable de remédier à une situation qui s'assombrissait de jour en jour. Le comte de Palikao hésita longtemps avant d'accepter la lourde charge qu'on voulait lui imposer. Il ne se faisait aucune illusion sur les difficultés de la situation qui lui était offerte, mais son patriotisme l'emporta sur son intérêt personnel et il accepta la mission de former le nouveau Cabinet (10 août 1870).

Au début, le nouveau gouvernement trouva dans le corps législatif, sinon une entière approbation de la part de l'opposition, au moins une grande déférence. Cette attitude conciliante diminua peu à peu et devint même hostile au bout de quelques jours.

Le comte de Palikao avait la mission redoutable de communiquer à la Chambre et au pays les nouvelles du théâtre de la guerre. Il le faisait avec une prudence à laquelle aujourd'hui, après trente ans, il est facile de rendre hommage, mais qui, au milieu de la fièvre des événements, apparaissait tour à tour comme téméraire ou pusillanime, De plus il n'était pas orateur et sa façon de s'exprimer, toute militaire et presque hautaine, ne lui conciliait point la bienveillance des députés. Les orateurs de l'opposition, les Gambetta (1), les Jules Favre (2), les Picard, rompus à toutes les ruses de la tribune, profitaient de son inexpérience parlementaire et, dans d'incessantes escarmouches, minaient peu à peu son crédit.

D'autre part la situation s'aggravait de jour en jour, les mauvaises nouvelles que le chef du gouvernement devait annoncer aux députés le rendaient impopulaire, et bientôt il ne put se présenter devant la Chambre sans être accueilli par des murmures.

Un jour cependant, un incident imprévu lui valut d'unanimes applaudissements. Le général prononçait un discours: sa voix, fatiguée par les émotions et aussi naturellement voilée, portait à peine dans les premiers rangs de l'auditoire.

— Plus haut! plus haut! criait-on de toutes parts.

Malgré les efforts du vieux soldat, il ne parvenait pas à se faire entendre et ses collègues de répéter :

— Plus haut! plus haut!

Tout à coup, le général, s'interrompant, porta sa main droite à sa gorge; on fit silence, et lui, le plus naturellement du monde, reprit :

— Je vous demande bien pardon, Messieurs, de ne pouvoir parler plus distinctement; mais j'ai reçu une balle dans la gorge, et il y a quatorze ans qu'elle est là.

Des tonnerres d'applaudissements, partis de tous les côtés de la salle, accueillirent cette héroïque explication.

Le comte de Palikao malgré ses soixante-quatorze ans, déployait une merveilleuse activité. En quinze jours, il créa, avec

(1) Trochu, voir nos *Contemporains*, n° 330.

(1-2) Voir *Contemporains*. Gambetta, n° 39. — Jules Favre, n° 388.

des éléments pris de côté et d'autre, une armée qui présentait sans doute peu de cohésion, mais qui ne manqua point de bravoure. Lorsqu'on a accusé le ministère du 10 août d'avoir été imprévoyant, on a manqué de justice à son égard, et l'on comprend l'indignation du comte de Palikao se défendant de ce reproche dans son livre *Un ministère de la guerre de vingt-quatre jours*, lorsqu'il écrit :

« Comment! une armée reconstituée au chiffre de 140 000 hommes à Châlons, trois corps d'armée nouveaux, constitués avec leur armement, leur artillerie et leur approvisionnement, 33 nouveaux régiments, 100 000 gardes mobiles organisés en province, appelés à la défense de la capitale, la capitale mise en état de défense, les forts et l'enceinte armés, et vous appelez cela une administration incapable d'organiser! »

Malheureusement pour lui, pour l'empire et pour la France, le ministre de la Guerre ne se contenta pas d'être administrateur, il prétendit diriger les opérations militaires.

Que fallait-il faire des 140 000 hommes de l'armée de Châlons, confiée à Mac-Mahon? Fallait-il les ramener vers Paris dont la défense serait ainsi assurée et le siège même impossible? Fallait-il les employer à tenir campagne, loin de la capitale?

Le comte de Palikao avait conçu un plan hardi, celui d'aller délivrer Bazaine par le Nord avec l'armée de Châlons. Il aurait empêché ainsi la jonction des armées du prince Frédéric-Charles et du prince royal de Prusse.

De l'aveu des hommes compétents, ce programme était exécutable, mais à la condition d'être accompli sur-le-champ avec une grande rapidité.

D'ailleurs, tout programme paraît exécutable sur le papier et vu à distance. Mais, dans un grand Conseil de guerre tenu à Châlons, le 17 août, on décida le retour de l'armée vers Paris, dont le général Trochu, en ce moment populaire parce qu'il avait su prévoir et dénoncer l'insuffisance de nos armements, fut nommé gouverneur militaire.

Mais le retour de l'armée amenait forcément le retour de Napoléon III que l'impératrice et le ministère tenaient éloigné de Paris, à cause de son impopularité. Le plan de Palikao favorisait l'éloignement du malheureux souverain, jadis si acclamé, et repoussé aujourd'hui par ses amis et par sa femme elle-même.

L'empereur à Paris! s'était écriée l'impératrice en recevant Trochu, et c'est lui-même qui le raconte, c'est impossible; *il n'y rentrerait pas vivant.* — En conséquence, le plan de Palikao fut imposé à Mac-Mahon, qui, contraint et forcé, s'y résigna, mais lentement, mais à regret.

Cependant, Trochu ne perdait pas encore l'espoir de voir le chef de l'armée de Châlons se ressaisir, et, de son côté, il faisait appel à la seule force qui lui restât et qui l'avait élevé, l'opinion publique.

C'était un douloureux spectacle que ce conflit à une heure si redoutable, entre le ministère et le gouverneur militaire de Paris devenu l'idole de la ville. Trochu osait publier dans le journal *le Temps* un exposé de principes où il disait : « L'idée de maintenir l'ordre par la force de la baïonnette et du sabre, dans Paris, livré aux plus légitimes angoisses, me remplit d'horreur et de dégoût. » Et au gouvernement qui lui demandait raison de cette publication, il déclarait que « l'empire était à la merci d'un désastre; que l'armée subisse une défaite, et nulle force au monde n'empêchera la Révolution. »

La défaite arriva, ce fut Sedan, le désastre le plus lamentable de notre histoire de France. Le samedi soir, 3 septembre, la population parisienne lisait la dépêche officielle suivante : « L'armée est défaite et captive, moi-même je suis prisonnier.

» NAPOLÉON. »

Jusqu'à ce moment, Palikao avait conservé ses illusions : « Lorsque la nouvelle fut connue, a-t-il écrit, je ne pouvais y croire, tant le succès me paraissait assuré. »

L'émotion, on le comprend, fut immense. A 11 heures, sans même que le président

du Conseil des ministres eût été prévenu, le Corps législatif s'assemblait au Palais Bourbon. Mais pour s'ajourner au lendemain, dimanche, 4 septembre, à midi.

Cependant au nom de la majorité de la Chambre, plusieurs députés délégués par leurs collègues proposèrent au général de prendre la dictature pour sauver la situation.

C'était demander au chef du ministère de prononcer lui-même la déchéance de Napoléon. Le loyalisme du comte de Palikao se révolta, et il refusa énergiquement la proposition qui lui était faite.

Le lendemain, à huit heures du matin, le Conseil des ministres s'assembla aux Tuileries sous la présidence de l'impératrice. Il élabora un projet de loi qui devait être soumis à la Chambre et qui créait un « Conseil de *régence* et de défense nationale » composé de cinq membres. Le comte de Palikao devait être nommé lieutenant-général de ce Conseil. Le corps législatif serait invité à ratifier ces décisions.

Mais l'état d'esprit des députés était tel que le mot *régence*, impliquant la continuation du régime impérial, ne put être maintenu dans la rédaction de ce projet et fut remplacé, quelques minutes avant la séance, par celui de *gouvernement*.

Dès l'ouverture de la séance, le comte de Palikao monta à la tribune et déposa le projet ainsi modifié. En même temps, Jules Favre déposa une proposition de déchéance de Napoléon III et de sa dynastie. L'agitation était extrême. Les députés se retirèrent dans les bureaux pour délibérer.

Le danger n'était pas tant dans l'enceinte de la Chambre que dans l'attitude de la population parisienne, laquelle, comme une mer houleuse, battait tous les abords du Palais.

Passant par-dessus l'autorité du gouverneur militaire de Paris, dont il se défiait, Palikao avait pris lui-même la responsabilité des dispositions militaires propres à protéger la Chambre et le gouvernement. Mais les troupes étaient bien trop peu nombreuses pour ces graves circonstances. Les députés délibéraient encore, lorsque, vers 2 heures de l'après-midi, la salle fut envahie par l'émeute.

Une fois l'empereur captif, tout le monde comprenait bien que la dynastie ne se relèverait pas de ce coup. Le loyalisme du comte de Palikao ne pouvait empêcher les événements de s'accomplir.

Le ministre de la Guerre était encore présent dans la salle au moment où la tourbe révolutionnaire y pénétra en torrent. Les émeutiers le reconnurent et, à l'instigation des membres de la gauche, le menacèrent en l'injuriant. Le comte de Palikao tint vaillamment tête à cet orage et, protégé par son aide de camp, le lieutenant-colonel Barry et par son officier d'ordonnance, le capitaine de Brémont, il réussit à quitter le Palais Bourbon et se rendit aux Tuileries pour conférer avec l'impératrice, « mais, écrit-il dans son livre, Sa Majesté était déjà partie, et la foule envahissait la cour des Tuileries : la garde du château quittait ses postes, par quel ordre? je l'ignore encore ».

Il n'y avait plus d'empire. Il n'y avait plus de gouvernement. La révolution s'était accomplie sans une goutte de sang versé, sans un coup de fusil.

Au même moment, les députés de Paris se réunissaient à l'Hôtel de Ville et faisaient acclamer le *gouvernement de la Défense nationale*. Trochu leur apportait la popularité de son nom et l'adhésion de l'armée, et il recevait la présidence du nouveau gouvernement avec de pleins pouvoirs militaires.

En sortant du château des Tuileries, après le départ de l'impératrice, le général de Palikao comprit que son rôle politique avait pris fin. L'attitude hostile que la populace avait prise contre lui au Palais Bourbon lui indiquait quel inutile danger il y avait pour lui, désormais impuissant et impopulaire, à se montrer. Le comte de Palikao résolut de quitter Paris. Le 4 septembre au soir, il réussit à partir pour Namur.

Une circonstance de famille bien douloureuse l'appelait dans cette ville. Le 2 septembre, le ministre de la Guerre avait

reçu une dépêche lui annonçant la mort de son fils unique, officier dans l'armée de Mac-Mahon, et qui avait été tué, disait la dépêche, dans une charge commandée par le général Margueritte (1).

Il eut la grande consolation, en arrivant à Namur, d'apprendre que l'officier Cousin de Montauban était vivant. La dépêche qui avait annoncé sa mort était fausse.

VI. DERNIÈRES ANNÉES — DEVISE : « DEO, IMPERATORE, PATRIA » — MORT CHRÉTIENNE — CONCLUSION

Un peu réconforté en apprenant que son fils vivait toujours, le comte de Palikao, mettant de côté toute question d'amour-propre, ne songea qu'à la patrie en péril. Sans se préoccuper d'examiner si les membres du gouvernement nouveau n'étaient pas ses adversaires personnels, le général écrivit le 20 septembre à Tours, à la délégation du gouvernement de la Défense nationale, et lui offrit ses services pour la défense du territoire. N'ayant pas reçu de réponse à cette lettre, il se rendit chez le ministre de France en Belgique et lui remit une nouvelle demande. Mais Gambetta s'opposa à l'acceptation des offres du général de Palikao.

Cependant le général ne renonçait pas à son projet. Lorsque l'armistice fut conclu, il se rendit à Bordeaux et il fit savoir au chef du pouvoir exécutif qu'il offrait encore son épée à la France. M. Thiers (2) répondit au général par une lettre très élogieuse, mais qui ne devait pas avoir de suite, la paix ayant été conclue bientôt après.

Dès lors, on peut dire que la vie publique du comte de Palikao était finie. Il avait soixante-quinze ans, et bien que sa robuste vieillesse lui permît l'espoir de servir encore son pays, trop de distance le séparait des principes et des hommes nouvellement installés au gouvernement pour qu'il pût voir ses désirs réalisés.

Le comte de Palikao le comprit, et lorsque la paix eut été signée, il ne manifesta plus que l'ambition de vivre modestement dans la retraite. Il occupait un petit hôtel au numéro 75 de la rue du Faubourg Saint-Honoré et il y vivait dans le recueillement, entouré du respect de tous et enfin à l'abri des polémiques acerbes dont il avait été si longtemps l'objet.

Il écrivit alors, pour expliquer sa conduite du 10 août au 4 septembre 1870, un livre plein d'énergie et de dignité, qu'il publia sous le titre : *Un ministère de la Guerre de vingt-quatre jours*. Le comte de Palikao ne s'y montre pas grand écrivain, mais sa rude franchise militaire a des accents de sincérité et d'émotion qui vont au cœur.

La publication de ce livre fut le dernier acte politique du comte de Palikao. Les dernières années de sa vie n'appartiennent pas à l'histoire, mais seulement à l'intimité de son foyer.

Lorsqu'il avait été créé comte de Palikao, le général, Cousin de Montauban avait choisi pour devise les trois mots : *Deo, imperatore, patria*. A la fin de sa longue et glorieuse carrière, il pouvait se rendre cette justice que ces trois mots résumaient bien sa vie tout entière. Si l'existence des camps ne lui avait pas toujours permis de se montrer observateur méticuleux des pratiques de la religion, du moins montra-t-il toujours pour les choses religieuses le plus constant respect. Sa fidélité à l'empereur et son amour de la patrie furent en toutes circonstances sans reproches et on a vu qu'il savait les pousser jusqu'au sacrifice de lui-même.

Dans les derniers mois de l'année 1877, le comte de Palikao ressentit les atteintes du mal qui devait, peu de temps après, l'emporter. Il souffrait d'une maladie de cœur dont les symptômes devinrent tout à coup plus alarmants. Cependant, aux premiers jours de janvier 1878, il ne paraissait pas aller plus mal lorsque, le 6, son état s'aggrava subitement. Rien ne faisait encore pressentir un danger prochain; mais le général, se sentant plus faible et ne voulant pas attendre le dernier moment pour mettre

(1) Voir *Contemporains*. Margueritte, n° 233.
(2) Voir *Contemporains*. Thiers, n° 19.

ordre à ses affaires, demanda un prêtre. Il se confessa, communia et reçut l'Extrême-Onction, dans des sentiments d'humilité et de foi qui édifièrent profondément son entourage.

Il vécut encore deux jours en pleine connaissance, s'efforçant de rassurer les siens sur son état qu'il sentait pourtant désespéré. Il s'éteignit le 8 janvier à l'âge de quatre-vingt-deux ans; ses obsèques, auxquelles toutes les notabilités du parti impérialiste tinrent à assister, eurent lieu à Saint-Philippe-du-Roule, le 11 janvier 1878.

La disparition du comte de Palikao, survenue la même semaine que la mort de Victor-Emmanuel et de Raspail, passa presque inaperçue dans la presse et dans l'opinion.

Le général de Montauban ne fut jamais le favori de la popularité. A une époque où la presse disposait, peut-être plus encore qu'aujourd'hui, d'une formidable puissance, le comte de Palikao eut l'infortune de ne point savoir plaire dans les rédactions de journaux. D'un bout à l'autre de sa longue carrière, il fut l'objet de polémiques, souvent injustes, et où la mauvaise foi et la passion politique avaient plus de place que l'équitable justice.

Ceux de ses adversaires qui étaient de sens plus rassis n'hésitaient pas cependant à reconnaître ses qualités. L'historien Delord, qui ne l'aimait pas et qui l'a souvent montré, a tracé de lui ce portrait qui n'est certes pas flatté, mais qui n'est pas non plus absolument inexact :

« Le général de division, Cousin de Montauban, vieux soldat d'Afrique ayant les qualités et les défauts que développe la guerre d'Afrique, et les défauts plus que les qualités; homme habile, spirituel, de manières faciles, ne dépassant pas dans ses mœurs militaires la limite des scrupules qu'on se trace habituellement dans les bureaux arabes, sachant prendre les gens et le temps comme ils viennent. »

En toute justice on ne peut pas faire au comte de Palikao d'autres reproches, et même ces reproches ne sont que la contre-partie des qualités qu'on est obligé de lui reconnaître.

Cousin de Montauban fut avant tout un soldat. Il aima passionnément le métier des armes, la vie des camps. Il y avait en lui un peu de l'humeur primesautière et brusque du troupier français. Mais cela ne l'empêcha point, et, au contraire, lui servit à devenir un chef militaire de premier ordre.

En somme, aujourd'hui que sont éteintes les rivalités politiques et les jalousies de personnes dont le comte de Palikao fut accompagné toute sa vie, on peut le classer sans crainte parmi les bons serviteurs de la patrie.

L'histoire impartiale, qui ne connaît pas les polémiques, doit une place distinguée à cet homme qui a touché à la vraie grandeur et qui honora l'armée française en lui faisant accomplir une prouesse merveilleuse qui, selon le mot de Thiers, dépasse les aventures militaires les plus surprenantes, dont l'histoire fasse mention.

Paris AUGUSTE CAVALIER.

BIBLIOGRAPHIE

Commandant GRANDIN, *Les Français en Chine*, Paris, 1894. — Comte DE HÉRISSON, *Journal d'un interprète en Chine*, Paris, 1886. — DE MUTRÉCY, *Journal de la campagne de Chine*. — PALLU, lieutenant de vaisseau, *Relation de la campagne de Chine* (c'est la relation officielle faite par ordre de l'empereur). — UN OFFICIER DE L'ARMÉE DU RHIN, *Campagne de 1870 jusqu'au 1er septembre*. — UN VOLONTAIRE DE L'ARMÉE DU RHIN, *Campagne de 1870, histoire de l'armée de Châlons*. — TAXILE DELORD, *Histoire du second Empire* (6 vol.). (L'auteur est un adversaire du régime impérial.) — DE LA GORCE, *Histoire du second Empire*, excellent ouvrage, la meilleure source générale pour l'histoire du second Empire. — LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale du IVe siècle à nos jours*, t. XI, — DUCOUDRAY, *Histoire contemporaine* (22e édit.). — *Journal officiel*, 1870. — *Annuaire des Deux Mondes* (1860-1861). — COUSIN DE MONTAUBAN, COMTE DE PALIKAO, *Un ministère de la Guerre de vingt-quatre jours*. — ROODE KRUIS, *Hippolyte Cousin de Montauban, graaf van Palikao*. — FABRE DE NAVACELLE, *Précis des guerres du second Empire*, Paris, 1887. — PETIT, *Histoire contemporaine de la France*, t. XII, Paris, 1898. — ERNEST DRÉOLLE, *La journée du 4 septembre*. — ÉTIENNE LAMY, *Revue des Deux-Mondes*, 1896-1897. — TROCHU, *Contemporains*, n° 330.

LES CONTEMPORAINS



LAVOISIER (1743-1794)

I. ORIGINES — PREMIÈRES ANNÉES PREMIERS TRAVAUX

Lavoisier, le créateur illustre de la chimie moderne, a été l'un de ces génies que Dieu suscite d'époque en époque, pour être l'honneur de l'humanité. Sa famille était originaire de Villers-Cotterets. Son grand-père, procureur au bailliage de cette ville, était le petit-fils d'un simple postillon, chevaucheur des écuries du roi. Il avait épousé en 1705 Jeanne Waroquier, fille d'un notaire de Pierrefonds, et était ainsi entré dans la gent de robe. Le fils qui naquit de cette union en 1713, Jean-Antoine, vint à Paris compléter son éducation et prendre son diplôme d'avocat, profession qu'il exerça dans la capitale jusqu'au moment où son oncle maternel lui céda sa charge de procureur au Parlement.

Le nouveau titulaire de cette charge avait alors vingt-sept ans; un an plus tard, il épousait Émilie Punctis, fille d'un avocat, ami de Waroquier. De cette union naquit,

le 26 août 1743, Antoine-Laurent Lavoisier. L'acte de baptême, conservé aux registres de la paroisse Saint-Merry, est ainsi conçu :

Le lundi 26 août 1743, a été baptisé Antoine-Laurent, né de ce jour, fils de M. Jean-Antoine Lavoisier, procureur au Parlement, et de demoiselle Émilie Punctis, son épouse, de cette paroisse, cul-de-sac Pecquet; le parrain, M. Laurent Waroquier, prêtre et procureur du collège de Beauvais, y demeurant; la marraine, dame Marie-Thérèse Frère, épouse du sieur Clément Punctis, rue Saint-Louis, paroisse Saint-Gervais; *ont signé :* Frère, Punctis, Waroquier, Lavoisier.

Deux ans plus tard, une sœur, Marie-Marguerite-Émilie, naissait à Lavoisier; mais sa mère ne tarda pas à mourir, en 1748; il avait cinq ans. Son père vint habiter rue du Four-Saint-Eustache, aujourd'hui rue de Vauvilliers, avec sa belle-mère et sa belle-sœur, Mlle Constance Punctis, âgée alors de vingt-deux ans. Celle-ci se consacra avec le plus grand dévouement à l'éducation des deux enfants, et fut la vraie mère de Lavoisier. Marie-Marguerite mourut dans sa quinzième année, et toute l'affection du père et de la tante se reporta sur le jeune homme, dont les sentiments délicats et les succès les consolèrent au milieu de ces deuils.

Plein d'ardeur pour l'étude, il obtint en 1760 le second prix de discours français au concours général, dans la classe de rhétorique du collège Mazarin, dont il suivait les cours comme externe. En philosophie, son goût pour les sciences expérimentales s'accentua; cependant, peut-être pour répondre à un désir de son père, il continua ses études littéraires, se fit recevoir bachelier en droit en 1763, licencié en 1764, puis avocat du Parlement. Il commença même à écrire un drame en prose, dont le sujet était emprunté à la *Nouvelle Héloïse*, mais il ne l'acheva pas. Son père avait pu améliorer sa situation financière, ce qui permettait au jeune homme de se consacrer exclusivement aux recherches scientifiques.

Il étudia les mathématiques et l'astronomie avec l'abbé La Caille, de retour du cap de Bonne-Espérance où il était allé mesurer un arc de méridien; son professeur de botanique fut Bernard de Jussieu; la géologie lui fut enseignée par Guettard, qui faillit l'orienter dans cette voie, et qui, peut-être sans le vouloir, lui donna l'occasion d'affirmer sa prédilection pour la chimie, science où il fit ses premières armes sous la direction de Rouelle.

II. L'HOMME PRIVÉ

L'impression que fait un homme sur son entourage, le degré d'affection de ses proches, l'estime plus ou moins grande qu'il inspire aux étrangers que les circonstances de la vie mettent en rapport avec lui, donnent en quelque sorte la mesure de son caractère : c'est un miroir qui reflète fidèlement les ombres et les lumières de son tempérament moral. Si l'on interroge ce témoignage, il révèle chez Lavoisier une sensibilité qui provoque la sympathie, une tendresse douce pour sa famille, un cœur facilement pitoyable, prêt toujours à soulager les misères, à aider ceux qui sont démunis dans la lutte pour la vie.

En 1767, il entreprend avec son maître Guettard un voyage en Lorraine, à la recherche de documents pour l'atlas minéralogique de la France. Son père et sa tante consentent avec joie à cette excursion, qui offre au jeune homme la promesse d'une riche moisson de travaux; mais à peine les voyageurs ont-ils quitté Paris que les inquiétudes commencent. La séparation, qui pourtant sera courte et qu'on avait envisagée comme le prélude d'un événement heureux, fait naître rapidement les souffrances d'un véritable sacrifice. La tante écrit :

Nous espérons aujourd'hui recevoir de tes nouvelles; il nous en faut souvent pour soutenir ton absence. Nous attendons le facteur comme le Messie. Tu sais nos conventions ; cela nous suffit, mais ne nous néglige pas, car notre situation serait à plaindre, c'est notre soutien..... Porte-toi bien, mon cher enfant, ménage-toi bien, pense un peu à moi seulement pour te conserver, et crois à la tendresse sincère de ta meilleure amie.

Toute cette correspondance est émaillée de traits délicats qui montrent quels liens d'affection unissaient le jeune voyageur à

sa famille : « La crainte de Sainte-Marie-aux-Mines, écrit encore la bonne tante, m'obsède; que je serai tranquille lorsque vous serez de retour de ces mines qui sont toutes mes inquiétudes. » Et ailleurs : « Une lettre n'est pas encore arrivée que nous attendons déjà la suivante. » Le père aussi se montre tendrement inquiet :

Faites en sorte de nous donner plus souvent de vos nouvelles : un mot de votre main qui annonce que vous êtes en bonne santé, la date du jour et le lieu où vous écrivez. Nous n'en voulons pas davantage. Vous savez combien nous vous aimons, et, par conséquent, combien nous sommes inquiets quand nous sommes plusieurs jours sans recevoir de vos nouvelles.

En 1771, Lavoisier épousa la fille d'un fermier général, Paulze, qui avait su distinguer le mérite de son jeune collègue.

Le contrat fut signé le 4 décembre 1771, dans l'hôtel d'Aumont, appartenant à M. Terray de Rozière, frère du contrôleur général des finances, qui avait prêté sa maison parce que celle de Paulze n'aurait pu contenir la nombreuse assistance qui était venue offrir ses sympathies aux fiancés. Plus de 200 personnes se réunirent à cette occasion dans les salons d'Aumont, gentilshommes, savants, fermiers généraux, hommes d'État. Lavoisier possédait du côté maternel 170000 livres, et, de plus, son père lui donnait en mariage 250000 livres; la dot de Mlle Paulze n'était que de 80000 livres, dont 21000 étaient payées comptant, le reste devant l'être dans un espace de six ans. La bénédiction nuptiale fut donnée aux époux le 16 décembre 1771, dans la chapelle du Contrôle général. Les témoins du marié étaient Huzon, intendant de la marine de Provence, et Delahante, fermier général, secrétaire du roi. Ceux de la mariée étaient les deux frères Terray.

Le 15 septembre 1775, une grande douleur vint frapper Lavoisier : son père mourait subitement, atteint d'apoplexie, dans sa soixantième année. Les lettres du savant à cette époque révèlent son profond chagrin. Il écrit à une de ses tantes :

Vous connoissés, et vous avés été souvent témoin de la tendre amitié qui nous avoit toujours unis, et de la confiance qu'il avoit eue en moi dès mon enfance. Vous devés juger, en conséquence, combien cette séparation a été cruelle. Comme il n'a fait que du bien et qu'il n'a jamais fait de mal à personne, il jouit sans doute de la récompense des justes, et j'espère que son esprit de droiture, d'équité et d'intégrité me servira de guide après sa mort, comme il m'a servi d'exemple et de modèle pendant sa vie.

Six ans plus tard, sa tante, Mlle Punctis, mourait à son tour; elle n'avait jamais quitté son neveu et lui avait voué, ainsi qu'à Mme Lavoisier, une inaltérable affection. Lavoisier ressentit cruellement cette perte; mais il trouva une consolation à sa peine dans le dévouement de sa femme, et dans la sympathie que lui témoignaient les membres de la famille Paulze. La correspondance de Mme Lavoisier atteste l'affection et l'admiration qu'elle avait pour son mari. Intelligente, instruite, servie par une grande force de volonté, elle se tint assez rapidement au courant de ses travaux pour devenir, dans une mesure, sa collaboratrice, et lui servir au besoin de secrétaire. Elle apprit le latin, pour lui traduire les ouvrages dont il avait besoin; elle écrivait, en 1777, à son frère Balthazar :

Quand reviens-tu? Le latin a besoin que tu sois ici; viens t'ennuyer à me faire décliner et conjuguer pour me faire plaisir et me rendre digne de mon mari et de tes soins.

Lavoisier appartenait à une famille pieuse, qui comptait plusieurs prêtres. Il resta jusqu'à la fin de sa vie attaché aux sentiments religieux qui lui avaient été inculqués dès son enfance. Sa correspondance garde quelques traces de ces sentiments, notamment ce passage d'une lettre adressée à Edward King, qui lui avait envoyé un ouvrage de controverse : « C'est une belle cause que vous entreprenez de défendre, que celle de la révélation et de l'authenticité des Saintes Écritures. »

En dépit des portraits, entachés de jalousie ou de partialité, qui ont été faits de son caractère, Lavoisier était bon, d'une bonté délicate et intelligente : il aimait à aider de ses conseils, de ses encouragements, les jeunes étudiants que tentaient les luttes de

l'arène scientifique, et il leur prêtait son laboratoire. Ses rapports avec les autres savants étaient empreints de la plus grande modestie : il savait estimer à sa valeur le travail d'autrui, et, s'il combattit des opinions qui lui paraissaient inexactes, il le fit toujours avec modération : « Je vous avoue, écrivait-il au traducteur anglais de ses œuvres, que j'ay souvent plus de confiance aux idées de M. Priestley qu'aux miennes. » Et à Black, il disait, en lui offrant son *Traité de chimie* : « Vous y trouverés une partie des idées dont vous avés jeté les premiers germes. Ce n'est qu'en tremblant que je soumets la doctrine nouvelle au premier de mes juges, à celui dont j'ambitionne le plus les suffrages. »

III. LE CHIMISTE

Les premiers travaux de Lavoisier sur la chimie datent d'un voyage qu'il fit en 1763, avec son professeur Guettard, dans la Brie, le Vexin, le Soissonnais, pour étudier la constitution géologique de ces régions. Guettard, après s'être d'abord exclusivement consacré à la botanique, avait abandonné cette science pour la minéralogie; et c'est à lui qu'il faut attribuer la première conception d'un atlas de cartes minéralogiques, conception qu'il ne put mener à bonne fin et qui fut reprise avec succès par Monnet, inspecteur général des mines, sur un plan moins vaste et surtout moins dispendieux.

Au cours de l'excursion entreprise avec son maître, Lavoisier fit des recherches sur les différentes espèces de gypse et publia sur cette question un mémoire qui fut présenté à l'Académie des sciences dans sa séance du 27 février 1765, inaugurant la longue série de travaux dont les mémoires de la Société devaient, pendant trente ans, s'enrichir. Les qualités essentielles d'ordre, de méthode, d'intuition rationnelle qui distinguèrent toutes les œuvres de Lavoisier apparaissaient déjà, réalisées à un haut degré, dans ce premier mémoire, et on pouvait y voir en particulier la trace de cette retenue qui toujours le fit hésiter à bâtir des hypothèses sur un principe insuffisamment stable. A propos de ce fait que le plâtre fortement calciné ne s'unit plus à l'eau, il ajoute : « Je pourrais hasarder ici quelques conjectures; peut-être même parviendrais-je à les rendre probables, mais je les regarde comme déplacées dans un mémoire de chimie, où l'on ne doit marcher que l'expérience à la main. »

Sur la demande du préfet de police de Sartines, l'Académie avait mis au concours, en 1765, en proposant un prix de 2 000 livres, une étude sur *le meilleur moyen d'éclairer pendant la nuit les rues d'une grande ville, en combinant ensemble la clarté, la facilité du service et l'économie.* Ainsi présentée, la question offrait un caractère de nouveauté de nature à tenter l'esprit sagace de Lavoisier et à provoquer ses investigations. Il se mit à l'œuvre. Mais, reconnaissant bientôt que ses yeux étaient impuissants à apprécier les différences d'intensité des diverses sources lumineuses, il prit le parti de s'enfermer pendant six semaines dans une chambre obscure, entièrement tendue de noir, où on lui apportait ses repas. Au sortir de cette réclusion volontaire, ses yeux avaient acquis l'acuité nécessaire.

Ce moyen primitif ne s'offrirait sans doute pas à la pensée des physiciens modernes, habitués à mesurer les phénomènes à l'aide des instruments les plus délicats et les plus précis. Mais Lavoisier n'avait pas le choix et n'aurait pu trouver le loisir d'imaginer, pour suppléer à l'empirisme de l'observation directe, un appareil qu'il eût dû créer de toutes pièces. Et peut-être aurions-nous tort de regretter qu'il ait été réduit à user d'un semblable procédé, car le fait d'y avoir consenti nous révèle l'énergie de son caractère. sa force de volonté, sa persévérance et son zèle pour la science.

Le prix de 2000 livres ne fut pas décerné intégralement à un seul concurrent; l'Académie en distribua le montant entre les fabricants Bailly, Bourgeois et Leroy, qui avaient étudié la question à un point de vue exclu-

sivement pratique; mais, en outre, la Société crut « devoir distinguer particulièrement la pièce n° 36 qui a pour devise : *Signabitque viam flammis*, dont l'auteur est M. Lavoisier. Elle a résolu de publier cette pièce, et M. de Sartines a engagé le roi à gratifier M. Lavoisier d'une médaille d'or qui lui a été remise par M. le président dans l'assemblée publique du 9 avril de cette année 1766. » (*Histoire de l'Académie royale des sciences*, 1766, p. 165.) Cet heureux début commença à signaler le jeune chimiste à l'attention du monde savant.

Deux ans plus tard, en 1768, il entrait à l'Académie des sciences. Dès 1766, ses amis l'avaient engagé à se porter sur la liste des concurrents. Mais on lui préféra d'abord Cadet. La mort de Baron vint rendre une nouvelle place vacante, et Lavoisier fut élu. A cette occasion, Lalande nous dit qu'il lui accorda son vote pour cette considération « qu'un jeune homme qui avait du savoir, de l'esprit, de l'activité, et que la fortune dispensait d'embrasser une autre profession, serait très naturellement très utile aux sciences. »

Comme l'Académie n'avait que droit de présentation, les noms des candidats et le résultat du vote furent envoyés au roi, et celui-ci, sur les conseils de son ministre Saint-Florentin, se décida à nommer Jars, auquel ses travaux sur la métallurgie avaient alors acquis une notoriété plus étendue que la jeune renommée de Lavoisier. Cependant, pour ne pas blesser les académiciens, on créa une place provisoire d'adjoint-chimiste, place qui fut donnée à Lavoisier.

Lavoisier fut ainsi, dès le début de sa carrière scientifique, associé aux travaux de l'Académie. Il siégea parmi les membres adjoints jusqu'au jour où la mort de Jars, survenue le 20 août 1769, vint régulariser cette situation.

Trop souvent la fortune n'est pour le génie qu'un médiocre adjuvant; elle en paralyse le développement en tuant l'amour du travail et en créant une répulsion pour des efforts qui ne sont pas strictement indispensables; la pauvreté, au contraire, est un ressort puissant, qui, rendant plus âpre la lutte pour l'existence, exalte les forces vives de l'intelligence et réclame de l'individu la mise en œuvre de toutes ses facultés. Lavoisier échappa à cette règle; d'un caractère très énergique, il puisa dans les seules ressources de son tempérament le stimulant moral qui, pour d'autres, résulte de la nécessité d'une lutte constante avec les difficultés matérielles. Ainsi armé pour le travail, il put employer sa fortune à ses recherches scientifiques; et il se trouva bien d'être riche lorsqu'il entreprit, par exemple, ses expériences sur la synthèse de l'eau, lesquelles ne coûtèrent pas moins de 50 000 livres.

En 1775, époque où il fut nommé régisseur des poudres, Lavoisier transporta son laboratoire à l'Arsenal, dans un hôtel qui a été brûlé en 1871 pendant les troubles de la Commune. Il y résida jusqu'en 1792; et, pendant dix-sept ans, il s'y consacra à un travail opiniâtre, persévérant, incessant, source et base de ses lumineuses théories. Un jour de chaque semaine était entièrement réservé aux expériences. « C'était pour lui, a écrit Mme Lavoisier à ce propos, un jour de bonheur; quelques amis éclairés, quelques jeunes gens fiers d'être admis à l'honneur de coopérer à ses expériences, se réunissaient dès le matin dans le laboratoire. C'était là que l'on déjeunait, que l'on discutait, que l'on créait cette théorie qui a immortalisé son auteur. »

Dans ce laboratoire, Lavoisier ne poursuivait pas seulement les travaux qui devaient venir à l'appui de ses propres vues, ou réaliser des applications pratiques dans le domaine des fonctions diverses dont il était chargé; il y reproduisait les expériences qui chaque jour ouvraient des voies nouvelles à la chimie, sous l'impulsion du sagace génie des Black, des Priestley, des Cavendish.

Pour réaliser ces recherches dont la série prenait les proportions et le caractère d'un cours public, Lavoisier se servait des instruments les plus récents et les plus délicats : cuves pneumatiques à eau et à mer-

cure, balances, thermomètres, tous de fabrication française, ainsi qu'il se plaît à le faire remarquer, les appareils employés jusqu'à lui étant construits en Angleterre. Sa maison devint le principal centre scientifique de Paris; elle recevait la visite de tous les savants étrangers qui traversaient la capitale, et elle leur offrait volontiers l'hospitalité: Priestley, Watt, Francklin, Ingenhouz, Fontana, Young, Landriani y vinrent tour à tour s'initier aux travaux qui constituaient la base de la théorie nouvelle. Ce dernier, en particulier, était un adversaire convaincu des idées de Lavoisier, qui tenta de le convertir en répétant exclusivement pour lui ses expériences fondamentales, sans succès, d'ailleurs.

Les résultats de la carrière scientifique de Lavoisier peuvent se résumer dans le triomphe progressif de la doctrine pneumatique, faisant reculer jusqu'à l'effacement complet la trop commode théorie du phlogistique, imaginée par Stahl pour rendre compte de faits auxquels on ne pouvait à cette époque trouver aucune explication rationnelle faute de données expérimentales précises. Nous montrerons plus loin l'importance et le caractère de cette radicale révolution; le seul fait qu'il importe de dégager ici, c'est la rapidité avec laquelle les idées nouvelles furent acceptées et détrônèrent l'hypothèse adverse, laquelle cependant ne demandait, pour être admise, au lieu d'expériences délicates, qu'un léger effort d'imagination.

Dès le début de cette guerre pacifique, Lavoisier rencontra le fait fondamental appelé à constituer son arme essentielle, et bien que la série des conséquences qui pouvaient logiquement s'en dégager ne fût pas dès l'abord débarrassée du voile qu'il devait soulever peu à peu, il sut embrasser d'un regard toute la perspective de la vaste carrière ouverte à son activité et à son génie scientifique. Priestley venait de découvrir l'oxygène, mais là se bornait son mérite, et son esprit, fermé aux conceptions générales, n'eut pas l'intuition que sa découverte était le point de départ d'une orientation nouvelle et inédite de la chimie. Lavoisier, lui, comprit dès le premier instant toute l'importance de l'*air vital*, et il s'en servit immédiatement pour expliquer les phénomènes soumis jusque-là, en vertu des idées régnantes, aux pérégrinations du phlogistique. A tel point que les beaux esprits de l'époque, plus soucieux, comme ceux de tous les temps, du pittoresque que de la vérité, allaient répétant dans les cercles: « Aimez-vous l'oxygène? On en a mis partout. »

Naturellement, les savants attachés à la théorie de Stahl rompirent bien quelques lances en sa faveur, et plusieurs affectèrent de combattre l'hypothèse nouvelle par le dédain, cette arme commode qui n'a pas plus de prise contre la vérité que les dents du serpent contre une lime. C'est ainsi que Macquer écrivait en 1778 à Guyton de Morveau :

M. Lavoisier m'effrayait depuis longtemps par une grande découverte qu'il réservait *in petto*, et qui n'allait pas à moins qu'à renverser toute la théorie du phlogistique ou feu combiné. Son air de confiance me faisait mourir de peur. Où en aurions-nous été avec notre vieille chimie s'il avait fallu rebâtir un édifice tout différent? Pour moi, je vous avoue que j'aurais abandonné la partie. Heureusement, M. Lavoisier vient de mettre sa découverte au jour, dans un mémoire lu à la dernière assemblée publique de l'Académie, et je vous avoue que depuis ce temps, j'ai un grand poids de moins sur l'estomac. Suivant M. Lavoisier, il n'y aurait pas de matière du feu dans les corps combustibles; c'est l'air qui se décomposerait dans toute combustion. Jugez si j'avais sujet d'avoir une si grande peur.

Lavoisier avait d'abord ménagé la théorie de Stahl, encore qu'elle eût dévié par l'interprétation qu'en avaient faite les savants de cette époque et l'extension qu'ils lui avaient donnée. Cependant, dès 1783, il se décide à l'attaquer de front:

Toutes ces réflexions confirment ce que j'ai avancé, ce que j'avais pour objet de prouver, ce que je vais répéter encore, que les chimistes ont fait du phlogistique un principe vague qui n'est point rigoureusement défini, et qui, en conséquence, s'adapte à toutes les explications dans lesquelles on veut le faire entrer: tantôt ce principe est pesant, et tantôt il ne l'est pas; tantôt il est le feu

libre, tantôt il est le feu combiné avec l'élément terreux; tantôt il traverse à travers les pores des vaisseaux, tantôt ils sont impénétrables pour lui : il explique à la fois la causticité et la non causticité, la diaphanéité et l'opacité, la couleur et l'absence des couleurs. C'est un véritable protée qui change de forme à chaque instant.

Il est temps de ramener la chimie à une manière de raisonner plus rigoureuse, de dépouiller les faits dont cette science s'enrichit tous les jours de ce que le raisonnement et le préjugé y ajoutent; de distinguer ce qui est de fait et d'observation d'avec ce qui est systématique ou hypothétique; enfin, de faire en sorte de marquer le terme auquel les connaissances chimiques sont parvenues, afin que ceux qui nous suivront puissent partir de ce point, et procéder avec sûreté à l'avancement de la science.

Peu à peu cependant, la théorie pneumatique étendait ses progrès, et la révolution s'accomplissait. La clarté de la nouvelle doctrine, l'exactitude de ses applications aux diverses branches de la physique, l'explication qu'elle donnait des altérations et des changements chimiques des corps, entraînaient progressivement les convictions. Les géomètres de l'Académie, Laplace, Cousin, Vandermonde, furent les premiers à défendre une théorie que leurs conseils et leurs encouragements avaient contribué à fonder. L'opposition des chimistes dura plus longtemps. Néanmoins, en 1782, Macquer reconnaît déjà que l'hypothèse de Stahl est insuffisante et qu'il faut admettre l'intervention de l'oxygène pour mettre en liberté la matière du feu.

Pour concilier l'ancien système avec les nouvelles expériences, les chimistes eurent alors la pensée d'identifier le phlogistique avec l'hydrogène. Mais les découvertes relatives à la nature de l'eau vinrent s'opposer à cette manière de voir, et provoquèrent de nombreuses conversions. Berthollet se rendit le premier, par une déclaration faite publiquement dans la séance de l'Académie du 6 avril 1785. En 1786, au tome premier du *Dictionnaire de chimie de l'Encyclopédie méthodique,* Guyton de Morveau déclare adhérer au nouveau système, et expose un plan de nomenclature en conformité avec ce système.

Ici se place un fait caractéristique intéressant, parce qu'il dénote une rare sincérité et qu'il marque d'une manière précise le commencement du déclin définitif du système de Stahl. Un célèbre chimiste anglais, Kirwan, avait réuni, en 1784, dans un *Essai sur le phlogistique*, les objections présentées successivement par les chimistes opposés aux idées de Lavoisier. Celui-ci fit traduire l'ouvrage en 1788 par Mme Lavoisier, en accompagnant chaque article d'une réfutation. Kirwan étudia les réponses aux critiques qu'il avait soulevées, et, en 1791, il eut la loyauté de se déclarer vaincu. La conversion de Black suivit peu après; elle avait d'autant plus de poids que le célèbre chimiste avait enseigné pendant trente ans la théorie du phlogistique. Seuls Cavendish, Priestley et de la Métherie refusèrent obstinément leur adhésion. Mais les idées de Lavoisier n'en triomphèrent pas moins après une lutte de dix-sept ans.

IV. L'ŒUVRE SCIENTIFIQUE

Toute idée neuve, toute théorie qui tend à renverser et à supplanter une opinion jusque-là généralement acceptée, comporte, à ses débuts, des incertitudes, des hésitations, des erreurs même quelquefois. Il est malaisé de se frayer un chemin dans un domaine encore inexploré, au milieu des obstacles et de l'hostilité, sans autre guide qu'une imprécise clarté indiquant vaguement la direction à suivre et le but à atteindre. Sans compter que le novateur subit malgré lui l'influence du passé, de la tradition, qui l'oblige à se défier de sa propre pensée; ce joug qu'il aspire à secouer pèse lourdement sur ses épaules, et la foi nouvelle n'est pas encore assez forte en lui pour qu'il ne souhaite pas ménager l'ancienne tout en la combattant.

C'est la loi, et Lavoisier, quelle que fût sa confiance en l'exactitude de ses expériences, ne put complètement s'y soustraire. Il hésita d'abord à attaquer de front les théories admises par ses prédécesseurs. Et plus tard, lorsqu'il eut sapé le vieil édifice

et qu'il en eut construit un autre sur des bases solides, certaines, conformes à la réelle nature des phénomènes, il laissa cependant subsister, en les adaptant et en leur donnant une formule différente, certaines conceptions qu'il eût dû éliminer complètement.

Ces taches légères ne sauraient troubler que d'une ombre imperceptible une œuvre aussi immense, et laissent intacte sa gloire d'avoir défini et établi sur d'irréfutables expériences les principes scientifiques de la chimie. Il serait trop long de suivre le développement de ces principes à travers toute la série de ses travaux; mais du moins pouvons-nous mettre en lumière le logique enchaînement qui les a tirés les uns des autres, et les importantes conséquences qu'ils ont entraînées.

Pour mesurer l'étendue de la révolution accomplie, il est nécessaire de jeter un coup d'œil en arrière, et de montrer sommairement à quel ensemble de théories insuffisamment échafaudées Lavoisier fit succéder ses vues rationnelles et fécondes. La vieille conception grecque des éléments, qui confondait la notion de la substance même des corps avec celle de leurs états différents, solidité, liquidité, gazéité, avait entretenu longtemps l'espoir de réaliser la transmutation des métaux, rêve poursuivi jusqu'à la fin du moyen âge, avec une persévérance digne d'un meilleur résultat, par les successeurs des premiers alchimistes gréco-égyptiens. Mais l'échec constant auquel avaient abouti tant d'efforts amena les esprits sages, au XVIIIe siècle, à considérer la transmutation comme irréalisable en pratique, et fut le point de départ d'une notion nouvelle: celle des corps simples indécomposables.

On reconnut que certains métaux, comme l'or, l'argent, le cuivre, le plomb, le fer, renferment un principe immuable, une essence permanente, reparaissant en dernière analyse au terme des transformations de tous leurs dérivés. Quant aux corps simples actuels et aux gaz, on méconnaissait alors totalement leur caractère élémentaire, et leurs réactions donnaient lieu à d'invraisemblables confusions entre la matière des subtances pondérables et les effets des fluides impondérables. Le poids spécial des corps, mesuré par la balance, semblait changer constamment dans les opérations sous des influences diverses, notamment sous l'action de la chaleur, sans que l'on pût trouver l'explication vraie du phénomène. Tantôt on voyait les métaux augmenter de poids par la calcination; tantôt, au contraire, les corps combustibles disparaissaient presque entièrement en brûlant, ne laissant d'autres traces qu'un peu de cendre. De là une apparente justification de la croyance à un élément matériel et pondérable du feu, latent dans les corps combustibles, et capable de se fixer sur certains corps, comme les métaux, au cours de leurs transformations.

Jean Rey est le premier qui ait proposé une hypothèse raisonnable, quoique inexacte, pour rendre compte de l'augmentation du poids des métaux pendant la calcination. Dans un livre publié en 1630, il dit que l'étain et le plomb augmentent de poids quand on les calcine « à cause de l'air épaissi et adhésif qui s'y fixe ». Mais c'était là une théorie purement gratuite, qu'aucune expérience ne venait étayer. Quelques années plus tard, en 1673, Robert Boyle réalisa la calcination des métaux en vase clos, et des pesées rigoureuses lui montrèrent qu'après l'opération le poids du métal s'était accru de six grains par once; il conclut que cet accroissement était dû à une portion de la matière du feu ayant traversé les pores du verre, sans tenir compte du poids de l'air, dont il avait pourtant constaté la rentrée brusque.

Dans son *Cours de chymie*, paru vers la même époque, Lémery attribuait également l'augmentation de poids pendant la calcination à l'introduction de corpuscules ignés, la diminution pendant la réduction à la mise en liberté de ces mêmes corpuscules. C'est alors que Stahl vint proposer une théorie d'ensemble groupant dans un système synthétique tous les faits jusque-là

isolés, ne s'appliquant pas seulement au plomb et à l'étain, mais embrassant sous leurs divers aspects les phénomènes de la combustion et de la calcination, dont il sut reconnaître la connexité.

D'après ce système, les corps combustibles renferment un principe spécial, le *phlogistique*, apte à se transformer en la matière du feu lorsqu'on le soumet à l'influence d'une élévation de température. Cette matière du feu, en se dissipant, produit de la chaleur et de la lumière. Les corps combustibles sont donc un composé de ce principe et d'une proportion plus ou moins grande de terre. Les métaux échauffés perdent leur phlogistique en se changeant en chaux métalliques; réciproquement, pour reconstituer le métal primitif, il suffit d'ajouter à une chaux métallique du phlogistique, ce que l'on fait en la chauffant avec un corps combustible renfermant ce principe en abondance, comme le charbon, l'huile, le soufre.

Cette doctrine expliquait non seulement les phénomènes variés de la combustion, mais encore l'action des acides sur les métaux, dont la désagrégation dans ce cas est due à la mise en liberté du phlogistique. Sa simplicité, sa clarté, sa conformité avec les apparences générales la firent accepter presque avec enthousiasme ; il fallut soutenir une longue lutte pour la détrôner, et certains savants, dont les découvertes, mises en œuvre par le génie de Lavoisier, contribuèrent le plus à la ruiner, Priestley, par exemple, lui demeurèrent invariablement fidèles jusqu'à leur mort.

Le premier coup lui fut porté par la découverte des gaz, confondus avec l'air ordinaire jusque vers le milieu du XVIIIe siècle. Les travaux de l'Anglais Black démontrèrent d'une manière probante l'existence d'un gaz absolument distinct de l'air ordinaire et pouvant subsister par lui-même à l'état élastique, l'acide carbonique, nommé alors *air fixe*. En 1757, Black établit l'indépendance de l'air fixe, ses relations avec la causticité des alcalis, la faculté qu'il possède de disparaître en se combinant, puis de reparaître et de passer d'un composé à l'autre. La méthode adoptée par le chimiste anglais a servi de modèle aux recherches de Lavoisier sur l'oxydation des métaux ; ce dernier a toujours considéré comme son véritable précurseur Black, « le savant illustre qui, le premier, a réuni et mis en corps de doctrine le phénomène de la fixation de l'air dans les corps ».

Ces travaux ne venaient point précisément à l'appui de la théorie du phlogistique, et les savants qui lui étaient attachés s'efforcèrent d'interpréter en sa faveur des faits qu'ils ne pouvaient contester. Un chimiste allemand, Meyer, proposa d'expliquer les résultats obtenus par Black par l'hypothèse d'un *acidum pingue*, principe de la causticité, donnant la raison de tous les phénomènes par son retour ou son départ. Le procédé était commode, mais peu varié, et consistait à imaginer une problématique entité, considérée comme le support matériel d'une propriété immatérielle : l'*acidum* étant à la causticité ce que l'ancien mercure des philosophes était à la métallicité, ce que le phlogistique était à l'inflammabilité.

Tandis que se forgeaient ces hypothèses stériles, la connaissance des gaz continuait ses progrès. En 1767, Cavendish démontra expérimentalement l'existence indépendante d'un gaz nouveau, l'*air inflammable* ou hydrogène. Puis Priestley, de 1771 à 1774, découvrit successivement les principaux gaz aujourd'hui connus, et auxquels, se refusant à tirer des conséquences générales de ses travaux, il imposa des noms en conformité avec la théorie du phlogistique : l'air déphlogistiqué (oxygène) ; l'air phlogistiqué (azote) ; l'air nitreux (bioxyde d'azote) ; l'air nitreux déphlogistiqué (protoxyde d'azote) ; l'air tiré de l'esprit de sel (acide chlorhydrique) ; l'air alcalin (ammoniaque).

Le progrès des connaissances humaines suit une marche rationnelle ; et telle invention, telle découverte dont l'importance semble avoir radicalement brisé l'ordre des choses et ouvert à la science une voie totale-

ment nouvelle, n'est souvent que l'épanouissement brusque d'une idée laborieusement mûrie par des générations de penseurs. Ceux-là l'ont devinée, entrevue, préparée, et l'étincelle du génie lui donne soudain sa formule définitive. Tel un obscur bouton de rose accumule lentement la sève, se développe sans gloire, confondu parmi le feuillage, jusqu'au matin ensoleillé qui le voit éclater en une fleur magnifique.

Après cette évolution dont nous avons sommairement retracé les étapes, les conquêtes et les hésitations, la chimie était prête à recevoir l'empreinte de Lavoisier, mûre pour les destinées nouvelles où son génie allait l'engager. Au fond, il n'a rien créé ; la plupart des phénomènes qu'il a invoqués étaient connus avant lui. Mais nul n'avait su les interpréter logiquement. Sur des faits identiques il a jeté une théorie nouvelle ; à la chimie du phlogistique il a substitué la chimie pneumatique ; et, ce faisant, il a accompli, au sens exact du mot, une véritable révolution, une révolution féconde dont la gloire lui revient tout entière.

Nous ne saurions entrer dans le détail des travaux qui ont successivement réalisé cette révolution, et nous nous contenterons, en peu de mots, d'en dégager la marche générale et le logique enchaînement. L'hypothèse de Stahl avait surtout en vue d'expliquer ce fait connu depuis longtemps, l'augmentation de poids des métaux par leur changement en chaux. Lavoisier reconnaît l'exactitude du fait, mais il établit en même temps que l'augmentation de poids est due à la fixation d'une certaine quantité d'air et se trouve précisément égale au poids de cet air.

De plus, cette fixation ne s'opère pas d'une manière uniforme sur toutes les parties de l'air, mais sur une portion seulement, l'oxygène, le résidu formant un gaz différent, l'azote. L'air atmosphérique est donc composé de deux gaz distincts, que l'on peut obtenir isolément, et on peut en faire l'analyse et la synthèse. Dès 1774, Lavoisier avait pressenti le véritable caractère de l'air et le fait de sa composition, et s'il avait été seul à suivre cette voie, il eût sans aucun doute été conduit à démêler la nature des composants. Mais il n'eut pas besoin de le faire, car, vers la même époque, Priestley découvrait l'oxygène, sans toutefois donner à sa belle découverte l'interprétation qui convenait, puisqu'il considérait le nouveau gaz comme formé par la matière même de l'air privé de son phlogistique. Lavoisier, lui, conclut hardiment que l'air est un mélange de deux gaz : l'air vital (qu'il nomma plus tard oxygène) et la mofette (dénommée azote par Guyton de Morveau). Quant au phlogistique, il était éliminé sans pitié, au grand scandale de ses partisans, qui, pour le venger, brûlèrent, dit-on, à Berlin, l'effigie de Lavoisier.

L'oxygène est le générateur de l'acide carbonique : son poids ajouté à celui du charbon est égal à celui de ce gaz, et voilà le charbon, lui aussi, débarrassé de tout phlogistique. Cette vérité acquise pour la combustion du charbon, Lavoisier en étend l'application à la combustion du phosphore et du soufre. Il établit que les acides sulfurique et phosphorique résultent de la combinaison de ces radicaux avec l'oxygène, et que leur poids est égal aux poids réunis de l'oxygène et du soufre ou du phosphore qui entrent dans leur composition. La constitution des acides en général recevait de ces faits une lumière toute nouvelle, et l'air vital devenait l'acide universel que l'on cherchait depuis un siècle avec une persévérance sans résultat. De là le nom d'*oxygène* que Lavoisier lui imposa. Soucieux de pousser sa théorie jusqu'à ses plus extrêmes conséquences, il généralisa cependant au delà de la vérité le rôle de ce gaz; mais on ne saurait nier l'intervention réelle et capitale de l'oxygène dans la génération de la plupart des acides.

Des premiers travaux de Lavoisier était résultée une transformation des idées régnantes en chimie sur la combustion. Ce phénomène, attribué par l'ancienne théorie à un dégagement du phlogistique emprisonné dans les matières combustibles, reçoit, dans la nouvelle, une explication absolu-

ment inverse, et devient une combinaison de l'oxygène avec les autres corps, combinaison lente avec les métaux, vive au contraire avec certains radicaux comme le soufre et le carbone.

En particulier, la combustion vive de l'hydrogène résulte de sa combinaison avec l'oxygène, et elle produit de l'eau; l'eau, autrefois réputée corps simple, est donc un corps composé, et on peut en faire, par voie de combinaison, l'analyse et la synthèse. C'est dans les registres officiels des séances de l'Académie des sciences, séance du 25 juin 1783, que se trouve la première mention publique des expériences réalisant la synthèse de l'eau : « MM. Lavoisier et de Laplace ont annoncé qu'ils avaient dernièrement répété en présence de plusieurs membres de l'Académie la combustion de l'air combustible (hydrogène) combiné avec l'air déphlogistiqué (oxygène); ils ont opéré sur soixante pintes environ de ces airs, et la combustion a été faite dans un vaisseau fermé : le résultat a été de l'eau très pure. »

La nature de l'acide carbonique et de l'eau étant ainsi mise en lumière, ces nouvelles acquisitions de la science chimique permettent d'arriver à la notion de la constitution des huiles et autres matières organiques combustibles. Puisque leur combustion et leur distillation donnent précisément de l'eau et de l'acide carbonique, il est prouvé qu'elles sont formées de carbone, d'hydrogène et d'oxygène; l'azote fut bientôt reconnu aussi comme un de leurs éléments constitutifs.

La théorie du phlogistique se trouvait ainsi détruite quant à ses applications au phénomène de la combustion; mais elle s'étendait en outre aux relations de la chaleur avec les matières métalliques ou combustibles, et Lavoisier ne se fit pas faute de la poursuivre également sur ce terrain. Pour donner de ces relations une explication qui fût conforme à sa propre interprétation des faits, il considéra les gaz, l'oxygène surtout, comme dus à l'association d'une base pondérable avec un fluide impondérable, le calorique. Il étendit cette conception à la chaleur animale, produite par le dégagement du calorique dans la respiration, acte qu'il faut assimiler à une combustion, puisqu'il a pour résultat de consommer de l'oxygène et de dégager de l'acide carbonique.

Assurément, ces idées étaient encore imprécises, mais elles n'en ont pas moins ouvert la voie à la thermo-chimie moderne, qui, sans Lavoisier, ne serait peut-être pas encore née. Leur mérite est d'avoir introduit dans la philosophie naturelle une notion fondamentale, celle de la séparation radicale entre les matières pondérables qui composent les corps combustibles regardés alors comme simples et les métaux, d'un côté, et les agents impondérables de la chaleur, de la lumière, de l'électricité, de l'autre côté. Peu importe, après cela, que ces agents impondérables aient une existence objective et résident dans un fluide spécial, comme Lavoisier le pensait, ou qu'ils soient seulement des forces immatérielles, des changements d'état de molécules, des modulations du mouvement. L'essentiel était de faire cette différence entre deux ordres de phénomènes confondus par la théorie du phlogistique; et c'est en la réalisant que Lavoisier a pu établir la chimie sur ses bases scientifiques et définitives.

V. L'HOMME PUBLIC

Alors que sa carrière scientifique commençait à se dessiner, ses amis conseillèrent à Lavoisier d'entrer dans la ferme générale, et lui-même ne fit aucune difficulté pour se rendre à cet avis : car il comprenait la nécessité de faire fructifier sa fortune déjà considérable en vue d'une plus facile réalisation des coûteuses expériences qu'il projetait. En mars 1768, l'intendant de Lorraine, M. de la Galaizière, lui fit obtenir la place d'adjoint du fermier général Baudon, qui lui cédait un tiers de son intérêt. Ses collègues à l'Académie blâmèrent sa décision, estimant que les occupations de la ferme nuiraient à ses travaux scientifiques; l'un d'eux, cependant, y vit un avantage qu'il

ne put s'empêcher de signaler à ses confrères : « Tant mieux! les dîners qu'il nous donnera seront meilleurs! »

Les bénéfices retirés par Lavoisier de sa part dans la ferme générale ont été évalués environ à 1 200 000 livres. Malgré les tendances généreuses de son esprit, il fut le promoteur d'une mesure, dont le principe paraissait excellent, mais dont la réalisation provoqua les colères et excita contre lui la haine populaire. Pour mettre un terme à la contrebande qui s'exerçait sans répression aux portes de Paris et qui causait un préjudice considérable aux petits commerçants de la banlieue, il eut l'idée de faire édifier un mur d'enceinte englobant toute la capitale.

Ce projet fut soumis au ministre, M. de Calonne, qui l'approuva et en confia l'exécution à l'architecte Ledoux. Celui-ci dépensa l'argent sans compter et gaspilla 30 millions de livres en constructions fantaisistes. Les Parisiens témoignèrent leur mécontentement par des pamphlets, dont quelques-uns étaient violents, d'autres simplement ironiques. On répétait partout : « le mur murant Paris rend Paris murmurant », et les poètes tentèrent de mettre en vers les communes récriminations :

Pour augmenter son numéraire,
Et raccourcir notre horizon,
La ferme a jugé nécessaire
De nous mettre tous en prison.

On ignorait le promoteur de l'idée. Dulaure le fit connaître et commit l'erreur d'attribuer à Lavoisier la responsabilité des dépenses exagérées, qui devait tout entière retomber sur l'architecte.

Tout le monde assure que M. Lavoisier, de l'Académie des sciences, est le bienfaisant patriote à qui l'on doit l'ingénieuse et patriotique invention d'emprisonner la capitale des Français. Après la mort de cet académicien, le confrère chargé de l'éloge du sçavant défunt fera charitablement de retrancher ce trait de son histoire. La ferme peut lui élever une statue sur les murs qu'il a inventés, mais l'Académie doit rougir de sa confraternité. On rapporte qu'un maréchal de France, le duc de N..., à qui l'on demandait son avis sur cette enceinte, répondit : « Je suis d'avis que l'auteur de ce projet soit pendu. » Par bonheur pour M. Lavoisier, cet avis n'a pas encore été suivi.

Ce féroce maréchal était le duc de Nivernais.

En 1775, Turgot avait nommé Lavoisier régisseur des poudres. Le chimiste occupa ce poste jusqu'en 1791 et eut l'occasion d'y rendre de grands services, tant au point de vue technique que sous le rapport administratif. Un accident malheureux marqua son passage à ces fonctions. Le 27 octobre 1788, il fit tenter à la manufacture d'Essonnes, sur la proposition de Berthollet, des essais de substitution du chlorate de potasse au salpêtre. Une explosion, dont la cause réelle n'a jamais été connue, se produisit, et tua Le Tort, directeur de la manufacture, et Mlle Chevraud.

VI. DERNIÈRES ANNÉES — L'ÉCHAFAUD

Au moment où se révélaient les premiers symptômes de l'orage terrible que la Révolution allait déchaîner sur la France, les rêves de bonheur et de gloire que Lavoisier avait pu concevoir dès le début de sa carrière étaient devenus une réalité.

Il n'eût pu raisonnablement souhaiter ni plus de richesses, ni plus d'honneurs : la science française gravitait, comme autour d'un centre, autour de son laboratoire de l'Arsenal; son œuvre de rénovation de la chimie sortait triomphante d'une lutte de dix-sept années; sa compétence en matière financière et administrative le désignait pour les plus hauts emplois. Mais à peine parvenait-il à cet apogée que la tourmente brutalement l'en précipitait, servie peut-être dans son aveugle fureur par la jalousie que n'avait pu manquer de susciter une aussi heureuse élévation.

Le prélude du drame terrible qui devait se clore sur l'échafaud s'indiquait déjà dès 1787, époque où Lavoisier, membre de l'assemblée provinciale de l'Orléanais, proposa diverses réformes inspirées par son désir de donner satisfaction aux revendications populaires, qu'il regardait comme légitimes : abolition de la corvée, institution de règlements favorables à la liberté et au commerce, établissement d'une caisse d'assu-

rance pour garantir les travailleurs des misères de la vieillesse ou de la maladie. Mais le fruit n'était pas mûr; et à Orléans comme ailleurs, ces projets généreux échouèrent devant l'opposition des privilégiés, qui, avec plus de clairvoyance, eussent pu peut-être éviter d'épouvantables excès.

En septembre 1789, les électeurs du district Sainte-Catherine envoyèrent Lavoisier siéger à l'Assemblée des représentants de la commune de Paris. Administrateur de la Caisse d'escompte, adjoint à la Commission des monnaies et au Comité de salubrité, commissaire de trésorerie, chargé, en outre, de réaliser des expériences sur les conditions hygiéniques des hôpitaux et de surveiller la fonte des canons, son temps était absorbé tout entier par ces occupations multiples et diverses, et il ne pouvait plus dès lors se livrer aux recherches de science pure qu'il s'était jusque-là proposées pour objectif. Il collabora aux travaux de la Commission instituée en 1790 pour la création du nouveau système des poids et mesures, et sa part personnelle dans cette œuvre fut prépondérante.

Il ne se désintéressait cependant pas des devoirs de la politique; il fut l'un des membres importants, et, en 1791, le secrétaire du club appelé *Société de 1789*, Société composée d'hommes éclairés dans le domaine de la science et de l'économie publique, Bailly, Monge, Condorcet, Brisson, André Chénier, Sieyès, La Rochefoucauld, Mirabeau.

C'est à ce moment que se firent jour les premières dénonciations contre Lavoisier. Marat écrivait dans l'*Ami du peuple* du 27 janvier 1791 :

Je vous dénonce le coryphée des charlatans, sieur Lavoisier, fils d'un grippe-sol, apprenti chimiste, élève de l'agioteur Genevoix, fermier général, régisseur des poudres et salpêtres, administrateur à la Caisse d'escompte, secrétaire du roi, membre de l'Académie des sciences.

Croiriez-vous que ce petit monsieur, qui jouit de 40000 livres de rente et qui n'a d'autre titre à la reconnaissance publique que d'avoir mis Paris dans une prison, de lui avoir intercepté la circulation de l'air par une muraille qui coûte 33 millions au pauvre peuple et d'avoir transporté les poudres de l'Arsenal dans la Bastille la nuit du 12 au 13 juillet, cabale comme un démon pour être élu administrateur du département de Paris..... Plût au ciel qu'il eût été lanterné le 6 août, les électeurs du district de la culture n'auraient pas à rougir de l'avoir nommé.

Derrière ces attaques violentes, Marat dissimulait mal le dépit non encore apaisé que lui avait causé une vieille blessure faite à son amour-propre. En 1780, le *Journal de Paris* ayant annoncé à tort que l'Académie avait couronné le *Traité du feu* soumis à son jugement par ce pamphlétaire, Lavoisier rectifia le fait avec une pointe d'ironie. Marat garda contre le savant une rancune que les événements de la Révolution devaient lui permettre de satisfaire.

La haine était grande à ce moment contre tout ce qui avait marqué dans l'ancien régime. Les mesures qui atteignirent d'abord Lavoisier n'étaient pas seulement dirigées contre lui, mais visaient aussi ses collègues de la ferme. L'Assemblée, subissant l'impulsion de l'opinion publique ameutée, abolit l'impôt des gabelles et, le 20 mars 1791, résilia de sa seule autorité le bail des fermiers généraux. Les exigences populaires devinrent d'autant plus impérieuses qu'on leur donnait un commencement de satisfaction ; et l'Assemblée ne put s'en tenir à cette première mesure. Elle nomma une Commission de six membres chargée de la reddition des comptes et de la liquidation de la ferme générale. Cette opération, confiée à d'anciens titulaires de la ferme, devait être achevée le 1er janvier 1793. Diverses complications empêchèrent la Commission de terminer son travail pour la date fixée; le ministre des Finances accepta les raisons qui lui furent données de ce retard, et décréta qu'elle ne serait plus astreinte à d'autres opérations que celle qui en avait déterminé la création.

Le 17 août 1792, trois jours avant l'arrestation du régisseur des poudres, Lavoisier avait donné sa démission définitive et quitté l'Arsenal pour aller demeurer au boulevard de la Madeleine. Il évita ainsi une première arrestation; mais de nouveaux coups devaient

bientôt l'atteindre, d'autant plus douloureux qu'ils frappaient aussi l'Académie.

Vers la fin de novembre 1792, un décret fit défense à l'Académie des sciences de remplacer les vacances; les fonds nécessaires au traitement des académiciens avaient cessé d'être ordonnancés; les receveurs refusaient le payement des rentes instituées par les particuliers en faveur de l'Académie, en invoquant les décrets qui supprimaient les corporations. Lavoisier, demeuré le trésorier de la Compagnie pendant ces temps difficiles, avait grand'peine à réunir les ressources nécessaires aux travaux de ses collègues. Le 28 avril 1793, il fait connaître la situation à Lakanal, chargé par le Comité de l'Instruction publique d'examiner les réclamations des Académiciens; il lui expose que les divers ministres l'accablent de demandes; qu'elle n'a jamais été chargée de travaux plus importants pour la chose publique : « Le temps presse, ajoute-t-il, les académiciens souffrent; plusieurs ont déjà quitté Paris; les sciences, si on ne vient à leur secours, tomberont dans un état de décadence dont il sera difficile de les relever. »

Lakanal s'empressa généreusement de s'associer à ces réclamations. Il obtint de la Convention deux décrets, l'un autorisant l'Académie à nommer aux places vacantes, l'autre ordonnant de payer les traitements des académiciens. Lavoisier avait dû en faire l'avance sur sa fortune personnelle. Malgré les efforts de Lakanal, l'Académie, énergiquement combattue par Fourcroy, dont l'influence était prépondérante au Comité d'Instruction publique, ne put être sauvée. Le 1er août 1793, la Convention, en décrétant l'uniformité des poids et mesures, chargeait l'Académie d'en surveiller la réalisation; sept jours plus tard, cette même Convention décrétait la suppression de toutes les Académies « patentées et dotées par la nation ». La dernière séance de l'Académie des sciences se tint le 10 août 1793.

Pendant ces péripéties, les attaques contre les fermiers généraux suivaient leur cours. Le 5 juin 1793, Montaut suspendit de sa propre autorité les travaux de la Commission des comptes; un peu plus tard, Bourdon de l'Oise en fit arrêter les membres : « Voilà la centième fois, s'écria-t-il à la tribune, que l'on parle des comptes des fermiers généraux. Je demande que ces sangsues publiques soient arrêtées, et que si leurs comptes ne sont pas rendus dans un mois, la Convention les livre au glaive de la loi. » Le 14 novembre de cette même année, la Convention décréta la mise en arrestation de tous les fermiers généraux qui avaient fait partie de la ferme sous les baux David, Salzard, Mager. Lavoisier était compris dans cette mesure.

Il remplissait encore à cette époque ses fonctions de garde national, de la section de l'Arsenal. En dépit de la haine qu'il sentait peser sur lui, il crut d'abord à une erreur, et se cacha chez un ancien huissier de l'Académie dont le dévouement lui était assuré. Il s'adressa au Comité de Sûreté générale pour demander l'autorisation de continuer à collaborer aux travaux de la Commission des poids et mesures; mais cette démarche n'eut aucun succès. Découragé, il alla se constituer prisonnier, le même jour que Paulze son beau-père. Tous deux furent écroués à la prison de Port-Libre, ancien couvent de Port-Royal, aujourd'hui hôpital de la Maternité.

On avait mis au premier étage les citoyens riches, au deuxième les citoyens pauvres. Lavoisier partageait avec son beau-père et son collègue Nicolas Deville la chambre nº 33, vaste pièce à cheminée située tout au fond du premier étage. Les cloisons de cette chambre ont été détruites, mais la fenêtre en a subsisté, et se trouve aujourd'hui dans la salle Dubois. Les fermiers généraux, enfermés à Port-Libre sans leurs papiers, ne pouvaient plus travailler aux comptes qu'ils devaient établir; ils firent parvenir une pétition à la Convention, pour demander qu'on leur rendît les documents nécessaires à la liquidation de la ferme. On transforma alors l'hôtel des fermes en prison provisoire, et ils y furent transférés. La reddition des comptes fut achevée le 27 janvier 1794, et remise au Comité des finances.

Dès le commencement de la captivité de son père et de son mari, Mme Lavoisier multiplia les démarches en leur faveur; elle ne put rien obtenir que la permission de les visiter. Elle vint souvent les voir, à chaque fois plus découragée et plus inquiète sur l'issue d'un procès qu'aggravaient des haines puissantes. Son mari, qu'elle tenait probablement au courant de ses efforts, lui écrivait après une de ses visites :

Tu te donnes, ma bonne amie, bien de la peine, bien de la fatigue de corps et d'esprit, et moi je ne puis la partager. Prends garde que ta santé ne s'altère, ce serait le plus grand des malheurs. Ma carrière est avancée, j'ay joui d'une existence heureuse depuis que je me connais, tu y as contribué et tu y contribues tous les jours par les marques d'attachement que tu me donnes; enfin je laisserai toujours après moi des souvenirs d'estime et de considération. Ainsy ma tâche est remplie, mais toi, qui as encore droit d'espérer une longue carrière, ne la prodigue pas. J'ai cru m'apercevoir hier que tu étais triste; pourquoi le serais-tu, puisque je suis résigné à tout et que je regarderoi comme gagné tout ce que je ne perdrai pas? D'ailleurs, nous ne sommes pas sans espérance de nous rejoindre, et, en attendant, tes visites me font encore passer de doux instants.

Antoine Dupin, ennemi personnel des fermiers généraux, travaillait à les traduire devant la sommaire justice du tribunal révolutionnaire, bien que ce tribunal ne fût appelé à punir que les actes d'incivisme pur, et qu'on n'eût aucun fait de ce genre à leur reprocher. Il était en effet établi qu'ils ne s'étaient en aucune manière mêlés aux événements politiques. Mme Lavoisier, informée de ces desseins, mit en œuvre toute son influence pour les empêcher d'aboutir. Elle fut près de réussir; mais l'attitude hautaine dont, forte de l'innocence de son mari, elle ne put se départir, compromit le succès de ses efforts. Un chimiste, Pluvinet, qui connaissait la belle-sœur de Dupin, avait obtenu par elle du farouche conventionnel que Lavoisier échapperait au redoutable tribunal. Mme Lavoisier fit remercier Dupin par un intermédiaire; mais il se blessa du procédé, et elle se décida à lui faire personnellement visite. Il s'attendait à voir une femme suppliante et humiliée; il se heurta à une courageuse fierté : Mme Lavoisier réclama la mise en liberté non seulement de son mari, mais de tous les fermiers généraux. « Mon mari, lui dit-elle, serait déshonoré s'il séparait sa cause de celle de ses collègues : on en veut à la vie des fermier-généraux pour avoir leur fortune; s'ils périssent, ils mourront tous innocents. » Dupin fut irrité de cette attitude, et resta sourd aux démarches qui furent ultérieurement tentées auprès de lui. Cadet de Gassicourt, qui a rapporté ces faits, blâme la courageuse femme; mais il semble oublier que la cause de son père était confondue avec celle de son mari, et qu'elle ne pouvait, sans un douloureux sacrifice, abandonner l'un pour sauver l'autre.

D'ailleurs, Dupin ne fut peut-être pas fâché de pouvoir invoquer ce prétexte pour ne rien accorder; et les efforts de Mme Lavoisier eussent été sans doute plus efficaces s'ils avaient été secondés par les collaborateurs du grand chimiste, par ceux qui se disaient ses amis. Quelques jours après son arrestation, la Commission des poids et mesures, sous l'impulsion de Borda et de Haüy, avait réclamé sa mise en liberté auprès du Comité de Sûreté générale ; cette réclamation n'eut d'autre résultat que d'amener aussitôt l'épuration de la Commission. Le médecin Hallé osa mettre sous les yeux du tribunal révolutionnaire, occupé déjà à rédiger le jugement, un rapport qu'il avait établi au nom du Bureau de consultation des Arts et Métiers sur les services rendus par Lavoisier. Mais les savants ne pouvaient rien ; seuls eussent pu intervenir utilement ceux qui, en dehors de leur notoriété scientifique, avaient obtenu une situation politique importante. Fourcroy surtout, qui s'est toujours posé en admirateur de Lavoisier, eût réussi à le sauver ; mais il ne tenta rien, et il a même été accusé d'avoir contribué à la sentence fatale qui frappa son maître. Ces exemples de criminelle jalousie ne sont, hélas ! pas rares dans l'histoire de l'humanité.

Le 5 mai 1794, après un haineux réquisitoire, Dupin obtint que les fermiers géné-

raux fussent traduits devant le tribunal révolutionnaire. Le décret ne pouvait être exécuté légalement que trois jours au moins après la séance ; mais la loi ne fut pas respectée, et, le jour même, Fouquier-Tinville, cédant aux instances de Dupin, signa l'ordre de transfert des prisonniers à la Conciergerie. De la prison, Lavoisier, ayant perdu toute illusion sur l'issue du procès qui allait s'engager, écrivait à son cousin Auguez de Villers cette lettre qui est l'expression de sa pensée suprême :

J'ai obtenu une carrière passablement longue, surtout fort heureuse, et je crois que ma mémoire sera accompagnée de quelques regrets, peut-être de quelque gloire. Qu'aurais-je pu désirer de plus? Les événements dans lesquels je me trouve enveloppé vont probablement m'éviter les inconvénients de la vieillesse. Je mourrai tout entier ; c'est encore un avantage que je dois compter au nombre de ceux dont j'ai joui. Si j'éprouve quelques sentimens pénibles, c'est de n'avoir pas fait plus pour ma famille ; c'est d'être dénué de tout et de ne pouvoir lui donner ni à elle ni à vous aucun gage de mon attachement et de ma reconnaissance.

Il est donc vrai que l'exercice de toutes les vertus sociales, des services importans rendus à la patrie, une carrière utilement employée pour le progrès des arts et des connaissances humaines ne suffisent pas pour préserver d'une fin sinistre et pour éviter de périr en coupable !

Trois jours après, le 8 mai (19 floréal an II), les 28 accusés comparurent devant le tribunal révolutionnaire composé de Coffinhal, président, assisté de Étienne Foucault et de François-Joseph Denizot, de Gilbert Liendon, accusateur public, de Anne Ducray, greffier. L'interrogatoire dura une heure et demie ; Coffinhal s'efforça de faire entrer l'équivoque dans l'esprit des jurés en montrant les fermiers généraux comme les complices de l'étranger ; ce faisant, il exagérait encore la haine de Dupin et de Fouquier-Tinville, qui n'avaient retenu que les accusations du chef de l'administration de la ferme. C'est alors que fut présenté au tribunal le rapport de Hallé, et que Coffinhal prononça la phrase célèbre : « La République n'a pas besoin de savants; il faut que la justice suive son cours. »

Les accusés furent, à l'unanimité, déclarés coupables; les juges prononcèrent contre eux la peine de mort et le retour de leurs biens à la République. L'arrêt fut exécuté le jour même. Les condamnés, ramenés à la Conciergerie, furent placés sur les charrettes funèbres, et le triste convoi se mit en marche. La populace n'injuria pas les condamnés, comme elle en avait trop souvent l'habitude ; ces hommes à cheveux blancs lui imposaient le respect. Paulze fut exécuté avant Lavoisier, qui périt le quatrième. Les restes du grand chimiste furent portés au cimetière de la Madeleine. Le lendemain, Lagrange disait à Delambre : « Il ne leur a fallu qu'un moment pour faire tomber cette tête, et cent ans peut-être ne suffiront pas pour en produire une semblable. »

La postérité a rendu justice à Lavoisier en entourant son nom d'une auréole de gloire. Le 27 juillet 1900, une statue, œuvre du sculpteur Barrias, a été élevée au grand chimiste sur la place de la Madeleine, où se trouvait la maison qu'il a habitée pendant les dernières années de sa vie.

Paris.

A. Acloque.

BIBLIOGRAPHIE

Micé. *Monument à Lavoisier*, allocut. du recteur Micé, Clermont-Ferrand, 1895. — Pannetier. *Lavoisier et les sciences médicales*. Commentry, 1895. — Berthelot. *La révolution chimique : Lavoisier*. Paris, 1890. — E. Grimaux, *Lavoisier d'après sa correspondance*. Paris, 1888. — Alb. Lévy. *Lavoisier*. Paris, 1882. — J. de la Lande. *Notice sur la vie et les ouvrages de Lavoisier*. Paris. — Jules Loiseleur. *Notice sur des manuscrits inédits de Lavoisier et sur ses travaux dans l'assemblée provinciale de l'Orléanais tenue en 1787*. 1863. — Articles de revue : *Cosmos*, t. X, 1888; t. XLIII (11 août 1900). — *Questions actuelles*, 11 août 1900, discours de M. Leygues, ministre de l'Instruction publique. — *Revue du monde catholique*, t. xvii : *théorie de Lavoisier sur les aérolithes*. — *Revue britannique : Lavoisier: ses instruments*. Juillet 1879. — *Revue des deux Mondes :* 15 Juillet 1869.

LES CONTEMPORAINS



JEAN-WOLFGANG GŒTHE (1749-1832)

I. FAMILLE — PREMIÈRES ANNÉES — ARTISTE, MUSICIEN, PEINTRE — LA GUERRE DE SEPT ANS — ASSIDUITÉ AU THÉATRE — IL ÉTUDIE L'HÉBREU, LE FRANÇAIS ET LE DROIT

« Jean-Wolfgang de Gœthe, le grand poète de l'Allemagne, dit M. Parisot, est un de ces hommes rares qui créent un mouvement, et qui, toute haute qu'est leur œuvre, valent moins par elle-même que par l'ébranlement qu'ils impriment. Tels furent Platon et Aristote dans l'antiquité, Descartes et Leibnitz au XVIIe siècle. »

Il vint au monde le 28 août 1749, au coup de midi, à Francfort-sur-le-Mein.

Sa famille émergeait à peine de la bourgeoisie. Son bisaïeul avait ferré les chevaux dans un humble village situé aux portes d'Augsbourg. Son aïeul avait cessé de manier les ciseaux de tailleur pour tenir une auberge à Weindenbush. Son père, Jean-Gaspard Gœthe, d'une volonté énergique, et à l'aide de quelques sous gagnés sur le comptoir, avait pu faire son droit. Il avait plaidé; il donnait des consultations. Sa science juridique était incontestée. Aussi put-il bientôt être compté parmi les notabilités de Francfort et faire fortune. Un grain d'ambition vint germer sur ses richesses. Il acheta le titre de conseiller impérial. Son humble famille en était anoblie. Bientôt, la gloire de son fils allait l'immortaliser.

Jean-Gaspard était un homme austère. Son air froid inspirait une crainte respec-

tueuse; mais son esprit droit et franc le faisait estimer. On l'a dépeint « comme un citoyen rectiligne de Francfort, dont les manières étaient aussi mesurées que les pas. »

Le conseiller impérial se consacra à l'éducation des deux enfants qui lui restaient des six qu'il avait eus. Ce fut lui qui enseigna à son fils l'allemand, le grec, le latin, le français; à sa fille l'italien. Afin de donner à ses enfants l'exemple personnel du travail, il apprenait avec eux ce qu'il ne savait pas, ainsi l'anglais et le dessin. Mais tout consciencieux qu'il fût, il manquait de liant et de souplesse, et il professait ce principe que, avec les enfants, il est utile de ne jamais paraître content de leur travail ni de leurs succès, afin d'exiger d'eux davantage.

De ce père, le jeune Gœthe posséda l'avidité fiévreuse de tout connaître et cet esprit d'ordre qui le caractérisa toute sa vie.

Sa mère, Catherine-Élisabeth Textor, avait à peine dix-sept ans lorsqu'elle épousa Jean-Gaspard Gœthe plus âgé qu'elle de vingt et un ans. Jeune, lorsque Wolfgang naquit, elle resta jeune toute sa vie. C'est elle qui put contrebalancer, par son joyeux caractère, dans l'âme de l'enfant, l'influence, funeste à la longue, de la rudesse paternelle.

Autant, en effet, Jean-Gaspard était austère, autant son épouse était enjouée. Une imagination optimiste et sereine semblait dominer en elle les autres facultés. Elle communiqua à son fils ce tempérament facile et charmant; et celui-ci l'entretint, comme sa mère, par un soin qui frise l'égoïsme d'écarter toute cause d'ennui, toute occasion de tristesse.

Le soir, quand leur tâche finie, le frère et la sœur se pressaient autour de leur mère, elle leur racontait des contes fantastiques qu'elle excellait à composer avec une abondance d'invention dont son fils hérita. La mère ne se lassait pas de conter, et Wolfgang ne se lassait point d'écouter. Il s'intéressait si vivement à la destinée des personnages dont elle contait les aventures, qu'il se prenait à pleurer lorsqu'un de ses héros favoris éprouvait quelque malheur. Il était au contraire tout feu et tout flamme quand l'histoire se dénouait comme il l'avait souhaité. La mère s'arrangeait, d'ordinaire, pour satisfaire l'enfant.

A côté du jeune Gœthe, grandissait sous le même toit sa sœur Cornélie, plus jeune que lui d'une année. Elle avait une rare intelligence et un caractère énergique, mais manquait de charmes extérieurs; elle affectionnait son frère Wolfgang, qui devra plus tard à son heureuse influence la production d'un de ses chefs-d'œuvre, *Gœtz de Berlichingen*.

Une solide raison se montra de bonne heure chez l'enfant. Bientôt, en effet, nous le voyons revêtir de sérieux ses moindres amusements.

Sa vieille grand'mère avait transformé une chambre de la maison en un théâtre de marionnettes. Les personnages étaient muets. Mais le jeune Gœthe ne voulait pas s'amuser avec de simples *fantochini*. Il lui fallait des personnages bien vivants et surtout parlants. Il composait donc de petites scènes qu'il jouait fort agréablement avec sa sœur.

Déjà très curieux de connaître tout ce qui l'entourait, il trouvait une de ses plus grandes joies à parcourir les rues de la ville et à demander à chaque maison originale, à chaque vieille pierre le secret de son passé.

En ce moment, Francfort lui offrait une riche matière d'études. C'était comme une immense ruine du moyen âge, avec ses remparts, ses portes, ses tours, ses ponts, ses fossés, ses citadelles, ses forteresses, ses cloîtres entourés de murs, et des espaces plus ou moins fortifiés, vestiges des siècles passés, tels que la cour de Nuremberg, le Compostell, le Braunfels et le manoir des seigneurs de Stallbourg. Gœthe visitait tout, interrogeait tout, voulait tout connaître.

Mais ce qui le ravissait, c'était en particulier l'hôtel de ville, nommé le Rœmer. Il contemplait, avec un goût très vif du

passé, ces mille colonnettes, ogives et rosaces qui donnent à ces genres de palais l'aspect d'un château de fée. Il se passionnait pour les vieilles armures, les vieux costumes des chevaliers, les armoiries. Surtout la salle où se faisait l'élection de l'empereur l'attirait en évoquant à son imagination d'enfant tout un monde passé dont il se faisait conter l'intéressante histoire.

Un jour, après mille démarches, il fut admis à voir le texte original de la fameuse *bulle d'or* (1). Le souvenir l'en poursuivit durant six mois.

Ce n'était point seulement les monuments de sa ville natale que le jeune Gœthe aimait à connaître, c'était plus encore le spectacle des scènes de la vie populaire. L'enfant pénétrait dans les maisons, dans les ateliers des artisans, il les voyait à l'œuvre. Il prenait part aux jeux des enfants de son âge, et se liait avec de jeunes garçons d'une éducation et d'une origine très inférieures à la sienne. On comprend ainsi comment Gœthe a si souvent et si bien peint dans ses œuvres les scènes populaires.

Cependant, l'enfant grandissait. Il était temps de s'occuper de son éducation religieuse.

On chargea de ce soin un vieux pasteur, ami de la famille, et bientôt le jeune Gœthe fut admis à la Cène.

Il avait souvent entendu dire que recevoir, sans en être digne, le sacrement de la communion, c'était manger et boire son propre jugement. Cette pensée le remplissait de terreur. Il résolut, pauvre enfant à peine âgé de douze ans, de s'éloigner désormais de la communion.

Au reste, il avait déjà et il eut toujours le sentiment du vide de la religion luthérienne. « Le protestantisme officiel qu'on nous enseignait, dira-t-il plus tard (2), n'était à vrai dire qu'une morale sèche; la doctrine ne contentait ni l'âme ni le cœur..... Le culte réformé manque de richesse; le fidèle y a trop peu de sacrements. »

Combien l'on regrette, en lisant les pages de *Faust*, où Gœthe décrit avec une éloquence émue la merveilleuse harmonie des sept sacrements de l'Église catholique, que la pleine vérité religieuse n'ait pas illuminé son intelligence et réchauffé son cœur!

La religion, absente de son esprit et de son cœur, laissait un vide immense à sa jeune âme. Pour le combler, il s'adonna à l'étude de toutes les connaissances humaines.

Pour se livrer aux travaux intellectuels, il avait chez lui les meilleurs instruments. La bibliothèque de son père était magnifique. Les rayons étalaient les plus belles éditions hollandaises des auteurs latins, de riches ouvrages sur les antiquités romaines et la jurisprudence. Les plus excellents poètes italiens avaient une place privilégiée. Ajoutez à cela les relations de voyages les meilleures et les plus récentes, enfin les dictionnaires des différentes langues, les lexiques des arts et métiers.

Le jeune Gœthe s'enivrait de lectures. L'étude approfondie des grammaires et des littératures européennes occupèrent presque tous ses instants. Il s'efforçait de se rendre maître des principales langues anciennes et modernes. Même l'hébreu ne fut pas négligé. Il poussa cette étude assez loin pour traduire aisément les saints livres et comprendre la poésie grandiose et calme du Pentateuque et les envolées enthousiastes des Psaumes et des Prophètes.

Les loisirs que lui laissaient ses études étaient employés à la musique et au dessin.

Dans ses *Mémoires*, il mentionne lui-même par quelle circonstance bizarre il détermina ses parents à lui faire apprendre le piano.

Un jour, il entra chez un de ses amis qui recevait sa répétition de musique.

Or, le maître, flairant une future pratique, se mit à faire le plaisant. Il donnait à chaque doigt de la main droite et de la main gauche un sobriquet qui en désignait l'usage d'une

(1) Constitution de l'empereur Charles IV (1356) qui règle l'ordre de succession au Saint Empire romain.
(2) *Mémoires de ma vie.*

façon pittoresque. Il désignait également par des images les touches blanches et noires, et même chaque note de la portée. Le jeune Gœthe s'extasiait devant un répertoire aussi drôlatique, et, arrivé chez lui, il demanda à ses parents qu'on lui fît apprendre la musique et qu'on lui donnât pour professeur cet homme incomparable qui inculquait dans la tête de ses élèves tant de choses en plaisantant.

Gœthe fit en musique des progrès comme en tout le reste, d'autant plus que le professeur, si plaisant au moment où il avait cherché à conquérir un élève, était redevenu immédiatement sérieux, dès que celui-ci lui avait été assuré.

Après la musique, le dessin était l'art dans lequel le père de Gœthe tenait à cœur de voir progresser son fils.

Le jeune homme montra toujours pour le dessin un goût très sincère. De bonne heure, sa vive imagination avait été comme enchantée à la vue de la magnifique collection de gravures que possédait son père. Il contemplait avec délices surtout ces vues de Rome qui tapissaient la galerie. Un événement fortuit, que nous raconterons tout à l'heure, vint encore exciter ses bonnes dispositions.

Sur ces entrefaites, la guerre de Sept ans s'était ouverte. Toute l'Europe centrale était divisée en deux camps. Les uns tenaient pour le roi de Prusse, Frédéric II, les autres pour l'impératrice d'Autriche.

Cette division se retrouvait même au sein de la famille de Gœthe.

Le grand-père, qui, à titre d'échevin de Francfort, avait porté le dais du couronnement sur la tête de François Ier, était pour l'Autriche, avec plusieurs de ses gendres et de ses filles. Le père, au contraire, inclinait pour la Prusse avec quelques-uns des siens. Dans les réunions de famille, les hommes parlaient ferme et haut et les femmes renchérissaient encore. Gœthe prêtait à tout une vive attention, mais sans se mêler aux discussions, par respect pour l'aïeul et le père, la mère et les tantes.

Dans ces circonstances, il eut le bonheur inappréciable de rencontrer l'homme qui exerça la plus grande influence sur son génie naissant. Comme la France, pour venir en aide à l'impératrice-reine, avait envahi Francfort, le lieutenant comte de Thorane prit logement dans la maison de Gœthe. C'était un grand seigneur dont le faste était surtout dirigé du côté des arts. Dès son arrivée à Francfort, il appela auprès de sa personne tous les plus célèbres peintres de la ville et leur fit exécuter dans la maison de Gœthe même une énorme quantité de tableaux. Seekatz se chargea des scènes champêtres dans lesquelles il excellait; Schutz, le peintre de paysage, donna une belle série de riants tableaux; Trautmann traita à la manière de Rembrandt quelques scènes du Nouveau Testament; Junker consacrait son gracieux pinceau à orner des tapisseries de fleurs et de fruits.

Au milieu de tous ces artistes, Gœthe se trouvait à une fête perpétuelle. Il assistait aux conférences du comte avec les peintres : il écoutait avec un soin jaloux les avis et les critiques et suivait les discussions sans en perdre un mot. Un jour, il rédigea lui-même un programme de douze tableaux pour représenter les principales scènes de la vie de Moïse; et quelques-uns de ces tableaux furent exécutés.

Durant le temps que les Français occupèrent Francfort, le théâtre fit tous les soirs les plus belles recettes. Tous nos plus grands chefs-d'œuvre de la tragédie, de la comédie et de l'opéra tinrent tour à tour l'affiche avec honneur. Malgré sa jeunesse, Gœthe ne manquait pas une représentation. Aussi put-il bientôt se rendre maître de la langue française qu'il commençait déjà à parler couramment avec le comte de Thorane.

Cette assiduité au théâtre donna, de plus, un nouvel essor à son génie dramatique. Bientôt il voulut composer sa première pièce en français. Cet essai ne déplut pas au père; permission fut donnée au jeune homme de faire représenter la pièce et de jouer lui-même sur la scène. Il interpréta non sans succès le rôle de Néron.

C'est ainsi que Gœthe parvint à sa quatorzième année. Son père voulut alors qu'il s'appliquât à l'étude du droit. Gœthe se mit à feuilleter la *Caroline* et les *Institutes* avec tout l'entrain de sa vive nature. Il éplucha avec aisance les règles si compliquées de la procédure, et se mit en rapport avec les clients de son père.

Entre temps, il n'oubliait pas ses chères études, même il en augmentait le nombre. Il cultivait, en effet, les sciences naturelles, les mathématiques et la mécanique, tout en jouant la comédie avec sa sœur et passant du répertoire de Racine à celui de Schlegel.

II. A LEIPZIG ET A STRASBOURG — IL EST REÇU DOCTEUR

Gœthe était âgé de dix-huit ans. Il quitta Francfort pour achever ses études à l'Université de Leipzig.

A cette époque, deux Universités allemandes, celle de Gœttingue et celle de Leipzig, rivalisaient de gloire. A Gœttingue, Michaëlis, célèbre orientaliste et théologien, était à l'apogée de son enseignement. Sa science, unie à une imagination enthousiaste, aurait attiré Gœthe, mais le père de ce dernier, persuadé qu'à cette école son fils s'adonnerait plus à la poésie qu'à l'étude du droit, préféra l'envoyer à l'Université de Leipzig. Là régnait sans conteste le glacial Gottsched. Celui-ci jouait alors en Allemagne le rôle que notre Chapelain s'était réservé au XVII[e] siècle. C'était, sans doute, un homme de goût, mais dans ses jugements il se croyait infaillible. Pour critiquer ou approuver les ouvrages de l'esprit, il avait sans cesse recours, non sans pédantisme, aux formules saines, mais très souvent fort étroites que les ouvrages de nos Bouhours et Batteux avaient consacrées.

On devine combien Gœthe devait se déplaire en un tel milieu.

Presque tout ce que son génie approuvait était blâmé par Gottsched ; et celui-ci, au contraire, estimait tout ce que Gœthe prenait pour de la vulgaire littérature.

Pour comble de malheur, il ne pouvait trouver un dédommagement dans l'étude de la philosophie. Celle-ci, en effet, après les fortes secousses dont Descartes et Leibnitz avaient ébranlé les esprits, n'était plus qu'une exposition d'idées métaphysiques, étrangement nébuleuses. Mais ce qui exaspéra surtout notre jeune poète, ce fut l'étude de la logique. Dans toutes ces méthodes de décomposition et recomposition des diverses opérations de l'esprit, il ne voyait que des fadaises inutiles.

Aussi, se rejeta-t-il sur l'étude d'une science qui naissait à peine, l'histoire de la philosophie. Connaître une à une les grandes idées qui avaient agité l'humanité, et tâcher de dégager les lois qui avaient présidé à leur formation et à leur développement était un objet digne d'un esprit aussi élevé que le sien.

C'est pourquoi il se mit à lire l'ouvrage de Brucker, le savant philosophe de l'Université d'Iéna. Il fit le tour de toutes les opinions que les philosophes avaient émises depuis les Grecs jusqu'à Malebranche. Malheureusement, une telle étude finit par lui donner la conviction de ce que les anciens sophistes professaient hautement, à savoir que toutes les opinions sont également vraies. De là au scepticisme absolu il n'y avait qu'un pas. Gœthe le franchit sans peine.

Le voilà sceptique à l'âge où l'âme cependant a besoin de s'éprendre de quelque idéal. Ne trouvant plus une idée sur laquelle il aurait pu étayer ses convictions, il tomba dans une sorte d'hypocondrie. Cet état d'âme ne lui était pas inconnu. Il l'avait déjà éprouvé à l'âge de sept à huit ans, alors que, enfant de génie, il avait senti une cruelle maladie empêcher l'essor de son esprit. Il l'avait éprouvé encore une fois avant de quitter Francfort, après une première aventure de jeunesse, qu'il devait hélas! renouveler si souvent, même jusque sous les cheveux blancs! Son esprit était angoissé, et, pour faire trêve à ses souffrances, il multipliait ses longues excursions,

ayant à la main un album, dans lequel il ébauchait les sites qui se déroulaient sous ses yeux. Cette passion du dessin avait comme pacifié son âme. Il aimait à faire part de ce remède à ses amis. « L'homme parle trop, leur disait-il, il devrait dessiner davantage. »

Mais son amour des longues promenades et du dessin devait fatalement faire tort à ses études de droit. Aussi son père résolut-il de détourner le cours de ses préoccupations, en le faisant changer d'Université. Il l'envoya à Strasbourg.

Dans cette ville, l'étude du droit n'absorbe pas tous ses moments. Il trouve encore du temps pour suivre toutes les représentations théâtrales et pour étudier l'alchimie et les sciences occultes.

Il a du loisir pour se livrer avec un diabolique entrain à toutes les distractions de la vie d'étudiant. Le jour et la nuit, qu'il s'agisse de jouer une bonne farce allemande aux camarades; qu'on invite le joyeux compagnon à une partie de danse, de chasse ou de pêche; qu'il faille faire de longues courses à cheval, Gœthe est toujours là. On l'a vu, quand l'ouragan courbait la cime des forêts d'Alsace, parcourir les sentiers de la montagne, en récitant des pages d'Homère ou d'Ossian, ou, pendant l'hiver, se plonger dans les eaux glacées de la rivière (1).

Enfin, cependant, ses études juridiques sont achevées, et il reçoit le bonnet de docteur ès lois.

III. RETOUR A FRANCFORT — GŒTZ DE BERLICHINGEN — WERTHER — INFLUENCE DE GŒTHE

Il revint aussitôt après à Francfort. Il se hâta de jeter bas son bagage de jurisprudence, qui, du reste, était assez léger. Libre de toute entrave de programmes et d'examens, il allait désormais chercher la voie de sa destinée.

A cette époque, son génie s'était fécondé au contact de toutes les plus belles littératures. L'antiquité avait séduit son esprit à la lecture des œuvres mesurées de Sophocle et d'Aristophane; notre grand siècle lui avait révélé la savante psychologie du cœur humain dans les œuvres de Corneille, de Racine et de Molière.

L'Angleterre et l'Allemagne avec Shakspeare et Klopstock avaient illuminé son imagination des feux les plus éclatants de l'idéal. Puis Gœthe avait touché à tous les arts et à toutes les sciences; à la musique et au dessin, à l'histoire et à la philosophie, aux sciences exactes et même à l'alchimie. Il avait tout lu et presque tout retenu. C'était l'heure où il devait mettre en œuvre d'aussi riches connaissances; où il devait à son tour concevoir et produire.

Mais sur quelle voie la littérature allait-elle le pousser?

En ce moment, trois courants d'idées se partageaient les esprits en Allemagne.

Gottsched, l'intrépide défenseur du goût français, était descendu dans la tombe. Mais ses leçons avaient fait de nombreux disciples, tous admirateurs de notre littérature, de notre esprit d'ordre et de clarté.

Klopstock, le poète de la *Messiade*, s'efforçait de créer un contre-courant. Il voulait donner plus de liberté à l'imagination germanique, et, à l'exemple de Shakspeare et de Milton, il conviait les littérateurs à l'affranchissement de toutes les règles.

Lessing, lui, semblait tenir le juste milieu. Il préconisait la suprématie de la raison en littérature, mais de la raison libre des règles trop absolues. Cependant, il ne trouva pas dans son génie assez de force pour imposer ses idées et faire école. Cette gloire était réservée à Gœthe.

Bientôt, en effet, Gœthe formula le principe qui devait donner à l'Allemagne une littérature nouvelle : « Le goût, disait-il, c'est la juste appréciation de ce qui doit plaire en tel pays ou à telle époque, d'après l'état moral des esprits. » Et, désireux de joindre l'exemple au précepte, le jeune novateur tente son coup d'essai dans un drame : *Gœtz de Berlichingen* (1773).

Cependant, il ne terminait pas, il combinait des plans, il écrivait des scènes séparées, il s'arrêtait aux détails de la route.

---

(1) *Études religieuses. — Gœthe, sa vie et son œuvre*, année 1898.

Ce fut sa sœur, l'énergique Cornélie, qui le pressa, qui, en le défiant, en quelque sorte, de mener à bonne fin son entreprise, le décida à l'achever.

Le sujet très national était bien choisi pour intéresser l'Allemagne. Gœthe faisait revivre sur la scène ce moyen âge durant lequel sa patrie avait tenu avec tant d'éclat le sceptre du Saint Empire. Son héros personnifiait en lui-même toutes les luttes et toutes les gloires d'autrefois. C'est le chevalier idéal, qu'aucune puissance ne dompte, qu'aucun danger n'arrête. Il perd sa main droite dans la bataille, mais son énergie n'est pas abattue. Il tend son bras mutilé et s'y fait ajuster une main de fer. Puis il se met à la tête des paysans et lutte contre la ligue de Souabe. Jusqu'à son dernier soupir il sera le redresseur des torts, le défenseur de la justice et de la liberté.

Un grand nombre et une grande variété de personnages figurent dans ce drame : paysans, gens du peuple, soldats, moines, chevaliers, femmes, enfants, toutes les conditions sociales et tous les âges y apparaissent à tour de rôle. Ce fut précisément cette étendue et ce mouvement de l'action dramatique, cette diversité des scènes, cette abondance de situations et d'effets inconnus jusque-là du théâtre allemand qui charmèrent l'Allemagne, Elle crut avoir trouvé son Shakspeare. Ce fut comme le coup de tocsin qui allait mettre en branle toute l'école romantique et ressusciter une partie de l'histoire. C'est de *Gœtz de Berlichingen* que nous vient le drame historique. En ce sens, Gœthe était un novateur, il ouvrait à la littérature dramatique une voie nouvelle.

Werther, qui parut l'année suivante (1774), consacra à jamais la gloire de Gœthe.

C'est un roman, sous forme de lettres. Gœthe l'avait composé d'un trait de plume. L'ouvrage fut imprimé à Leipzig, et son apparition marqua une date dans l'histoire de la littérature. Il fut lu et relu par toute l'Allemagne. On l'apprenait même par cœur.

L'engouement passa à l'étranger. *Werther* fut traduit dans toutes les langues de l'Europe; il devint le père d'une foule de romans tristes et mélancoliques, tels que le *René* de Châteaubriand et l'*Obermann* de Senoncourt.

Quant au poète, il ne s'endormait point aux murmures des louanges et des récriminations. Le succès activa son travail. C'est alors qu'il composa une foule de poésies fugitives, telles que les *Fêtes de la foire* et la *Vision du Dr Bardit*, puis deux grands drames, *Mahomet* et *Prométhée*.

A la suite de ces travaux, Gœthe entra en relations, presque en intimité, avec les hommes les plus célèbres de son temps. Tour à tour Stolberg, le philosophe Jacobi, le poète Klopstock, le fameux auteur de la *Messiade* recherchent sa conversation.

Gœthe devient le chef incontesté des poètes de cette période.

Lavater, l'inventeur de la physiognomonie ou art de juger le caractère sur les traits du visage, voulut visiter le jeune poète. Mais, avant d'entreprendre son voyage, il demanda le portrait de Gœthe à un ami. Celui-ci lui envoya malicieusement le portrait d'une autre personne. Aussi, lorsque Lavater se présenta devant Gœthe, comme ébloui de sa beauté qui déjà commençait à devenir proverbiale :

— Êtes-vous réellement Gœthe? lui dit-il.

— En chair et en os! repartit celui-ci.

Et ils se jetèrent dans les bras l'un de l'autre.

Ce fut à cette époque que le prince héréditaire de Saxe-Weimar, passant par Francfort, voulut voir le poète dont l'Allemagne et l'Europe entière s'entretenaient.

La conversation de Gœthe émerveilla le prince. Il pria le poète de le suivre, et ainsi se nouèrent les liens de cette intimité qui devait bientôt éloigner Gœthe de Francfort et le fixer pour toujours à la cour de Weimar.

IV. A LA COUR DE WEIMAR — DIVERS OUVRAGES : FAUST, HERMANN ET DOROTHÉE, LES ANNÉES DE WILHELM MEISTER, TROUVÉ.

En 1775, Charles-Auguste, prince héritier de Saxe-Weimar, monta sur le trône. Le premier acte de son règne fut d'appeler le poète auprès de sa personne.

A cette époque, Weimar était l'une des

plus délicieuses résidences de l'Europe. Paris avait perdu le sceptre de la littérature si fièrement porté au XVIIe siècle. Malgré les efforts de Frédéric le Grand, Berlin naissait à peine à la civilisation. Aussi la petite ville de Weimar, grâce aux nombreux artistes et savants que les ducs avaient su réunir en son sein, était-elle devenue la métropole des lettres et des arts. On la saluait du nom flatteur « d'Athènes de l'Allemagne ».

Gœthe y brillait alors du plus vif éclat. Il était comme un centre d'attraction lumineux autour duquel venaient graviter, comme autant de satellites, des artistes et des penseurs de premier ordre.

On ne savait qui des deux régnait sans conteste, de Gœthe ou du grand-duc. Celui-ci, en effet, jouait à l'égard du poète le rôle de courtisan. Il se faisait une joie d'aller au-devant des désirs, disons mieux, des caprices de son hôte. Témoin l'aventure suivante :

Un jour que le prince et le poète se promenaient ensemble, soudain celui-ci s'écria, montrant du doigt à travers le feuillage une maison ensoleillée :

« Que Bertuch est heureux! Il est chez lui; il a une campagne! »

Le duc ne répondit pas, mais, peu après, il se trouvait chez Bertuch : « Mon ami, lui dit-il, tu vas me donner ta maison et ton jardin. »

Bertuch de se récrier comme le Meunier de Sans-Souci. Mais il fut moins heureux. « Pas d'objection, dit le prince; il le faut. Je veux ta maison et je la prends. »

Bertuch céda. Il fut largement payé sans doute, et Gœthe, avec une joie d'enfant, prit, le lendemain, possession de la maison et du jardinet.

On ne peut rien imaginer de plus rustique, a écrit M. Tissot. Quatre murs blancs avec de petites croisées sans symétrie, voilà la maison de Gœthe. Et c'est pourtant dans cette bicoque qu'il a vécu plus de trente ans, écrivant ses plus beaux chefs-d'œuvre. Il cultivait et arrosait lui-même son jardin; il était surtout fier de ses rosiers disposés en espaliers, et qui, en été, grimpaient jusqu'au toit; des fauvettes, des linottes avaient bâti leurs nids au milieu des touffes de roses, de sorte que la maison était enveloppée de chants et de parfums.

A la cour de Weimar, la folle vie que Gœthe a déjà menée étudiant continue.

Le jeune précepteur du jeune duc (nous citons ici l'intéressante étude du R. P. Chervoillot), entraîne son élève dans le tourbillon des aventures, des escapades, des danses de campagne, des promenades au clair de la lune, des excursions lointaines où l'on couche sur la paille; tous les deux, ils courent aux incendies, et y travaillent, disent les contemporains, comme des pompiers de profession. Dans cette joyeuse compagnie, on joue des opérettes, on chante des refrains aimables, et, suivant la tradition des étudiants, on use d'un vocabulaire spécial : tout est infini, l'amour, le cœur, les désirs; chacun porte son nom de camaraderie : on appelle Gœthe « le loup »; le duc répond à l'appellation plus noble de « lion ».

Les occupations plus grandes ne manquent point cependant; mais l'activité de Gœthe suffit à tout, elle est « infinie ». A des époques diverses, jusqu'à la fin de sa vie, il est tour à tour ou tout à la fois directeur des mines d'Ilmenau, ministre de la Guerre, ministre des Finances, ministre des Beaux-Arts, architecte chargé de la construction du château ducal, bibliothécaire en chef. Il entre d'ailleurs dans tous les détails..... Dans ses moments de loisir, il dessine. Oublierons-nous l'amateur de collection? Il possède aussi de précieux autographes, et le duc Charles-Auguste lui accorde amicalement la permission de prendre quatre cents signatures dans l'original des lettres conservées aux archives de l'État.

Même variété pour ses travaux intellectuels : il s'occupe tour à tour de météorologie, de botanique, de minéralogie, d'archéologie, de philologie, d'esthétique; en géologie, en optique, en ostéologie, il combat les idées de Humbolt, de Newton et de l'Académie des sciences de Paris (1).

C'est à Weimar surtout que le génie de Gœthe produisit les œuvres littéraires les plus variées; des romans, tels que *Wilhelm Meister* et les *Affinités électives;* des tragédies, comme *Clavijo*, *Sella*, *Iphigénie en Tauride*, le *Tasse*, le *Comte d'Egmont*, et ce que tous appellent son chef-d'œuvre, *Faust*. Il composait aussi des comédies, telles que les *Complices*, le *Grand Cophte*, les *Rebelles*, *Claudine et Villabella*, *Erwin et Elmire*; la *Flûte enchantée;* puis des

(1) *Études religieuses*, 1898.

poèmes de longue haleine, *Hermann et Dorothée*, l'*Achilleïde*, *Reinecke le Renard;* une infinité de poésies lyriques, des récits de voyages, des pamphlets, des traductions d'ouvrages étrangers, des traités d'esthétique et de poésie, des traités scientifiques; enfin, il avait à entretenir une correspondance des plus volumineuses.

En Allemagne, on répète souvent ces vers drolatiques sur un poète du XVIe siècle :

Hans Sachs fut cordonnier..... et poète par-dessus le marché.

Si l'on voulait appliquer la formule à Gœthe, on voit que l'énumération serait longue : Gœthe fut ministre de la Guerre, architecte, avocat..... et poète par-dessus le marché.

Gœthe poète. Ce sera la meilleure part de sa gloire et la plus incontestée.

Et son œuvre poétique, quand on l'embrasse d'un seul coup d'œil, présente un aspect grandiose et qui, dès l'abord, provoque l'admiration. Que l'on s'imagine un vaste musée, plein de marbres antiques et de statues modernes, de tableaux de genre et de gracieuses miniatures, de bronzes, de médailles, de petits objets d'art. Tels les poèmes du grand homme, les épopées, les drames, les tragédies, les comédies, les odes, les ballades, les lieds, les élégies : quelle harmonieuse variété et que de chefs-d'œuvre ! (1)

Comme il faut se borner, nous ne parlerons que des plus remarquables.

De toutes les œuvres de Gœthe, *Faust* est la plus populaire.

Pour la bien comprendre, il nous semble bon de dire quelques mots sur la légende qui a fourni au poète, pour ainsi parler, la matière première.

L'existence de Faust, longtemps considérée comme une légende, est cependant certaine. Néanmoins, la fiction est venue dénaturer la plupart des faits de sa vie.

D'après l'opinion la plus probable, Faust a été un savant fameux, vivant sur les confins du moyen âge et de l'époque moderne. Il se serait adonné aux pratiques de la magie, de l'alchimie et de la sorcellerie, aberrations alors si fréquentes. La crédulité populaire en fit un magicien, lié par un pacte aux puissances de l'enfer.

Le docteur Faust avait un domestique, nommé Wagner, qu'il initia à tous les secrets des sciences occultes et qui devint dans la magie presque aussi habile que son maître.

Les deux compères cheminaient à travers l'Allemagne, ne rêvant qu'amusements et mystifications. Faust faisait passer Wagner, tantôt pour une ombre, tantôt pour le diable en personne, sous le nom de Méphistophélès.

Cette vie de sorcelleries de toutes sortes avait duré vingt-quatre ans.

Or, Wagner fut accusé d'avoir, une belle nuit, assassiné Faust, vers une heure du matin. On conclut de cette mort que Wagner était sûrement le diable en personne. Faust, désireux d'obtenir à tout prix les richesses, avait évoqué le diable *Méphistophélès*, et, à la troisième évocation, lui avait vendu son âme; il avait dû signer le pacte avec son propre sang.

Méphistophélès se met donc au service de Faust et le fait voyager à travers le monde, dans l'enfer, par delà les étoiles. Ce que toute la science humaine n'a pu donner au pauvre docteur, son serviteur et son maître infernal le lui procure; honneurs et richesses lui sont accordés à la cour de Charles-Quint, chez le sultan à Constantinople, chez le Pape même, dans la capitale du monde chrétien ; à lui toutes les voluptés de la terre, et, pour lui, la belle Hélène sort de la tombe, et les secrets de l'autre monde lui sont révélés.

Mais les vingt-quatre ans marqués dans le pacte abominable sont écoulés ; la joie terrestre passe vite ; l'heure fatale a sonné. En vain, Faust recourt à la prière; la vengeance de Dieu éclate sur sa tête. Méphistophélès, après avoir étranglé le docteur Faust, met son corps en lambeaux et emporte son âme aux enfers.

Telle était l'histoire du docteur Faust,

(1) Mais contemplez dans les détails le spectacle qui a charmé vos yeux. Dans cette magnifique collection, ce qui principalement figure et fait nombre, ce sont les œuvres incomplètes, les ébauches, les esquisses inachevées.

C'est chose curieuse de constater, dans l'œuvre de Gœthe, cette abondance des essais qui furent abandonnés par la main défaillante ou découragée de l'artiste. (*Études religieuses.*)

publiée en 1587 à Francfort-sur-le-Mein, patrie de Gœthe, dévorée avec avidité dans toute l'Allemagne et traduite en français et publiée à Paris dès 1595.

Faust avait déjà paru sur la scène, d'abord en Angleterre en 1604, puis peu de temps après sous forme de drame populaire sur tous les théâtres d'Allemagne. Pendant deux siècles, aucune représentation n'y obtint un plus vif succès et ne souleva de plus chaleureux applaudissements. L'influence dominante de la littérature française avait ensuite fait bannir des grandes scènes allemandes le docteur Faust comme manquant à la règle des trois unités et parce qu'on y voyait parmi d'autres spectacles bizarres,

Le diable toujours hurlant contre les cieux.

« Alors Faust tout honteux, emmenant avec lui son serviteur Wagner et son démon *Méphistophélès,* se réfugia parmi les personnages vulgaires du théâtre de marionnettes. »

C'était donc le personnage le plus populaire de l'Allemagne, et l'histoire la plus souvent redite, que Gœthe allait, dans Faust, présenter de nouveau à ses contemporains, dans une œuvre proprement littéraire.

Ce choix est d'une heureuse inspiration et témoigne d'un grand sens poétique.

Ce poème, qu'on appelle en Allemagne « le grand œuvre », ne fut point, en effet, l'œuvre d'une semaine. Soixante ans s'écoulent, de 1771 à 1831, entre le jour où Gœthe écrivait le monologue de Faust et le jour qui vit l'achèvement définitif du cinquième acte de la seconde partie.

Ce ne fut point d'ailleurs, on le pense bien, l'occupation constante et principale de sa longue vie. Il n'y travailla sérieusement qu'à trois époques différentes, séparées l'une de l'autre par un long intervalle, et l'on peut dire que trois auteurs sont venus tour à tour prendre part à l'accomplissement de cette tâche immense : le jeune homme écrit les premières scènes avec la fougue orageuse d'une âme que la passion domine et que remplit l'orgueil de la vie; le ministre de Charles-Auguste trouve, au milieu de ses graves occupations, assez de loisir pour reprendre l'œuvre interrompue; il laisse le soin de l'achever à un vieillard de soixante-quinze ans, qui, pendant six années, regrettant l'inspiration facile de sa jeunesse et déplorant la stérilité de ses efforts, met péniblement en vers tout ce que, pendant sa longue carrière, il a pu amasser de connaissances, d'idées, de sentiments et d'images (1).

La tragédie de Faust est divisée en deux parties. La première, ébauchée en 1790, ne reçut sa forme définitive qu'en 1807; la seconde a été achevée en 1831.

La première est de beaucoup plus populaire que la seconde et surtout plus accessible à l'intelligence de tous.

Gœthe montre d'abord le ciel, où Dieu et le diable se disputent l'âme de Faust. De là nous descendons dans la cellule de Faust, vrai laboratoire d'alchimie, tout encombré de livres, d'alambics, de cornues, de fourneaux. Au milieu de ce réduit obscur, qu'éclaire à peine la lueur vacillante d'une lampe unie à la pâle clarté de la lune qui filtre ses rayons au travers des vitraux d'une fenêtre gothique, le vieux savant est en proie à une profonde rêverie. Il a voulu tout connaître, tout expérimenter; il sait tout. Mais sa science ne l'empêche pas de prendre la vie en dégoût. Aussi veut-il demander à la mort le calme et le repos. Il se lève, prend le poison qu'il a préparé lui-même; mais, au moment où il l'approche de ses lèvres, une harmonie divine se fait entendre dans les airs. Ce sont les cloches qui annoncent la fête de Pâques et les chants qui célèbrent cette solennité dans l'église voisine. Faust est attendri et pose la coupe.

Mais le trouble va renaître bientôt. Son esprit est obsédé de la pensée d'appeler Satan à son service. Il est assez fort en magie pour mener à bonne fin cette terrible évocation. Faust essaye de chasser cette pensée. Mais c'est peine inutile; Satan lui apparaît sous la forme de Méphistophélès. Ensemble ils vont chez une sorcière qui leur donne tous les attraits de la jeunesse. Les voilà métaphormosés en gentilshommes et vêtus à la dernière mode. Ils vont ainsi à la taverne et s'amusent à stupéfier les étudiants en faisant jaillir, à l'aide d'une vrille, du pied d'une table, un vin exquis.

Cependant, ni Méphistophélès ni la sorcière n'ont pu guérir Faust de la tristesse qui l'accable. Alors, sur le conseil de Satan, Faust séduit Marguerite.

La jeune fille, abandonnée et folle de douleur, tue son enfant. Condamnée à mort, elle repousse Faust, qui veut du

(1) *Études religieuses.*

moins lui sauver la vie; elle aime mieux mourir que de lui devoir, pour quelques jours de plus, une existence qu'elle a en horreur.

Telle est cette première partie de *Faust*, la plus simple, la plus artistique.

La seconde partie de *Faust* fut composée, avons-nous dit, de 1821 à 1831 ; on la juge généralement inférieure à la première, et surtout plus obscure, quoiqu'elle étincelle de beauté. Gœthe y réforme le jugement du moyen âge contre l'ami et le complice de Méphistophélès. En expiation de ses folles recherches, des grandes fautes de sa vie, la légende populaire fait emporter Faust, au moment de sa mort, par le diable. Gœthe a trouvé pour son drame un autre dénouement. A l'heure suprême, il met sur les lèvres de Faust les appels à la miséricorde divine, il fait même intervenir la prière des saints. Les trois grandes pénitentes, Madeleine, la Samaritaine, Marie l'Égyptienne, chantent une hymne à la Sainte Vierge :

Toi qui, à de grandes pécheresses, n'as jamais refusé de s'approcher de toi ; toi qui as fait monter dans l'éternité la pénitence ressentie au fond du cœur, daigne accueillir cette *bonne* âme qui ne s'est qu'une fois oubliée, et qui n'avait jamais pressenti sa faute ; daigne lui accorder son pardon!

Marguerite dit à son tour à la Vierge Marie :

Abaisse, toi sans pareille, toi radieuse, abaisse ton regard de grâce vers mon bonheur.

Elle a la joie de voir Faust entrer dans le ciel, et la Vierge lui dit :

Viens, élève-toi jusqu'aux sphères supérieures!

Et le drame s'achève sur ces mots, mais on sait que les poètes ont pour leurs fictions des licences que le bon sens et surtout la théologie ne sauraient accepter.

Toutefois, comment ne pas admirer le dénouement catholique du chef-d'œuvre monumental de Gœthe ! Le « grand païen » a le sentiment de la justice, mais il la fait terrasser par la miséricorde ; il chante la puissance de la prière, il salue en termes extatiques la Vierge Immaculée !

Commencé dans le ciel, le grand drame s'achève dans le ciel, écrit Léon Gautier (1). Je plains les intelligences qui ne saisiraient pas le caractère profondément catholique de ce double dénouement..... Je suis de ceux qui croient profondément à l'enfer, mais qui aiment passionnément à entendre parler du ciel et à voir dépeupler l'enfer. Je ne suis pas janséniste, et suis tout particulièrement séduit par cette miséricorde dont j'ai tant besoin.....

Quant à Gœthe, il faut espérer que Dieu lui tiendra compte de cet éloge de sa bonté, et que le dénouement du second *Faust* sera de quelque poids dans les balances éternelles.

En Allemagne, *Faust* est l'œuvre de Gœthe la plus lue, la plus répandue. Des centaines de proverbes tirés de *Faust* circulent dans le peuple comme monnaie courante.

Cette vogue a plusieurs causes. Sans parler du style, qui est magnifique, il faut bien en trouver une dans le fonds énigmatique du poème. Les Allemands, on le sait, ont la manie de tout creuser, de chercher à pénétrer les plus grands mystères. Or, le poème de Gœthe, avec son incroyable abondance de formes et d'images, de fantaisies, de rêves et de symboles, est bien fait pour les satisfaire.

Le *Faust*, disait Gœthe lui-même, est un sujet incommensurable; tous les efforts que l'esprit ferait pour le pénétrer entièrement seraient vains.

Au point de vue esthétique, *Hermann et Dorothée*, publié en 1797, et qui est peut-être le chef-d'œuvre de Gœthe, nous offre la démonstration gracieuse d'une grande vérité littéraire, c'est à savoir qu'il y a dans les plus insignifiants détails de la vie humaine une poésie cachée et qu'on doit s'efforcer de l'y découvrir. Relisez la scène de la rencontre :

Dorothée parla ainsi; elle était arrivée avec son compagnon Hermann au bas des larges escaliers; sur le petit mur qui entourait la source, tous deux s'assirent. Elle se pencha sur l'eau pour y puiser; lui, prit l'autre cruche et se pencha de même. Et ils virent leur image réfléchie dans l'azur du ciel flotter sur l'onde; ils s'inclinèrent l'un vers l'autre et, dans ce miroir, se saluèrent amicale-

(1) Portraits contemporains, poètes et romanciers:

ment. « Laisse-moi boire », dit le joyeux jeune homme; et elle lui tendit la cruche.

Délicieuse et fraîche idylle! Ainsi, à la fontaine patriarcale, sous le ciel d'Orient, se rencontrent Éliézer, le serviteur d'Abraham, et Rébecca, la fille de Bathuel.

En 1821, Gœthe publia les *Années de voyage de Wilhelm Meister.*

Ce grand roman donne la vraie autobiographie morale de l'auteur. C'est là que se trouvent le gracieux épisode de Mignon et les stances célèbres :

Connais-tu le pays où les citronniers fleurissent, où, dans le sombre feuillage, resplendissent les oranges d'or; une douce brise passe dans le ciel bleu; humble s'élève le myrte, et superbe le laurier. Connais-tu le pays ? C'est là, c'est là, mon bien-aimé, que je voudrais m'en aller avec toi!

Connais-tu la maison ? sur des colonnes repose son toit; la salle brille, les appartements resplendissent; des statues de marbre sont là et me regardent et me disent : « O pauvre enfant ! qu'est-ce donc que l'on t'a fait ? Connais-tu la maison ? C'est là, c'est là, ô mon protecteur, que je voudrais m'en aller avec toi !

Connais-tu la montagne et son sentier perdu dans les brumes ? Le mulet cherche sa route dans les brouillards; dans les cavernes habite l'antique race des dragons; le rocher tombe dans l'abîme et le torrent se précipite. Connais-tu la montagne ? C'est là, c'est là que va notre chemin. O mon père, partons ensemble.

Imaginez, remarque le P. Chervoillot, le même sujet traité par un poète de l'école romantique française. Nous aurions sur l'*Italie*, sur la *maison*, sur la *montagne*, une série de variations harmonieuses et pittoresques et qui nous charmeraient sans doute. L'exquise brièveté du poète allemand ne vous semble-t-elle pas le dernier effort d'un art bien délicat ?

« Autre caractère de la poésie de Gœthe, nouvelle raison qui explique son obscurité, elle est essentiellement symbolique. C'est parfois un événement de sa vie qu'il chante sous forme énigmatique. Telle la pièce intitulée *Trouvé :*

J'allais dans le bois à l'aventure, ne cherchant rien, ne voulant rien chercher.

Dans l'ombre, je vis une petite fleur brillante comme les étoiles, belle comme un petit œil.

Je voulus la cueillir, mais elle me dit gentiment: « Faut-il que l'on me cueille et que je me flétrisse? »

Je l'enlevai avec toutes ses racines, je la portai dans le jardin près de la jolie maison.

Je la plantai de nouveau dans un endroit silencieux et solitaire, et elle reverdit, elle fleurit toujours.

Il resterait à faire comprendre le charme pénétrant, l'étrange et forte saveur, la délicieuse et mélancolique beauté de quelques-uns de ces chefs-d'œuvre immortels.

Tâche impossible. Analyse-t-on le parfum de la fleur?

Que dire encore des beautés de cette langue dont les poésies de Gœthe ont donné à l'Allemagne l'inimitable modèle? Langue forte, pleine de sève, toute personnelle et originale, et en même temps classique dans le meilleur sens du mot; « elle porte déjà en elle le secret des harmonies », suivant l'expression d'un grand homme dont personne, j'imagine, ne contestera la parfaite compétence en ces matières, suivant le mot de Beethoven.

V. VOYAGE DE GŒTHE EN FRANCE — SON INTÉRIEUR — SON INCONDUITE — DIRECTEUR DE THÉATRE — GŒTHE ET NAPOLÉON (1)

Gœthe sortit rarement de Weimar. Une ou deux visites à l'Italie et à la Suisse sont à peu près les seuls voyages qu'il se soit permis. Cependant, il désirait ardemment connaître la France. Il profita d'une bonne occasion qui lui fut offerte de la visiter.

En 1792, il accompagna le duc de Saxe-Weimar à l'armée prussienne. Mais on sait comment Dumouriez refoula la coalition et lui infligea la défaite de Valmy (2).

Gœthe ne put donc contenter son désir d'observer les Français de près. Du reste, les événements qui se déroulaient sous ses yeux étaient trop insolites pour que la signification lui en fût révélée. La relation qu'il nous a laissée de son voyage en France en fait foi.

A part ces trois excursions à l'étranger,

(1) Napoléon, voir *Contemporains* n° 176-181.
(2) Dumouriez, voir *Contemporains* n° 228.

la vie de Gœthe fut la plus paisible du monde. Il habite dans une charmante ville, située presque au centre de l'Allemagne, entourée de prairies et de légères ondulations de terrains. Il est visité par l'élite intellectuelle d'alors. Bien plus, il est choyé par elle; l'amitié que le poète Schiller professait à son égard est devenue proverbiale. Sa maison, bien que modeste, a grand air. Des bustes, des gravures, des statues, des plâtres d'après l'antique la transforment en musée. C'est là que le soir, vêtu de noir et rehaussé de l'éclat de ses insignes, il offre le thé à ses amis; là aussi qu'il reçoit avec bonté les jeunes artistes et les jeunes littérateurs dont il dirige les divers talents.

Gœthe se maria tard, se maria mal. Ce ne fut qu'à cinquante-huit ans qu'il consentit à légaliser avec Christiane Vulpius une situation longtemps coupable et scandaleuse.

Cette Christiane était une pauvre fleuriste, sans littérature, habile aux travaux de l'aiguille, sachant bien faire la cuisine. Gœthe la rencontra au parc de Weimar, en 1788, lui confia le gouvernement de sa maison, et ne légitima les enfants qu'il avait eus d'elle qu'en 1806. Ni le bonheur intime, ni l'honneur, ni la bonne renommée ne vinrent s'asseoir au foyer domestique. « Gœthe lui-même, écrivait Kœrner à Schiller, Gœthe ne peut estimer cette créature, il ne peut obtenir que les autres la respectent, et cependant cela lui fait de la peine quand on la méprise. »

Il lui fallait une diversion. Gœthe la trouva dans la vie extérieure complexe, artificielle et superficielle aussi qu'il se fit.

Directeur du théâtre de la cour, il mit à remplir sa fonction un entrain extraordinaire. Lui-même exerçait les acteurs, travaillait à leur donner la meilleure prononciation, commandait les costumes, descendait aux détails les plus minutieux, jusqu'à se préoccuper de la couleur d'une ceinture ou de la forme exacte d'une armure ou d'une toque.

Parfois, le jour des représentations, le théâtre avait peu de spectateurs. Gœthe n'en était pas ennuyé. Comme il s'intéressait vivement à tout, il se suffisait à lui-même.

A propos du peu d'attrait de ses pièces, on a conté de plaisantes histoires. Comme la foule faisait généralement défaut, les auditeurs et les spectateurs prenaient des libertés que nous avons peine à croire. Parfois un auditeur interpellait l'acteur; celui-ci arrêtait l'action de la pièce et commençait une dissertation sur l'art dramatique, ou critiquait la pièce.

Bien plus, parfois l'acteur, craignant que la mémoire ne lui fît défaut, s'enhardissait jusqu'à lire son rôle. Témoin ce piquant récit que nous a laissé Philarète Chasles :

Un jour, Gœthe, qui voit toujours sa salle assez mal garnie, va se tapir au fond de sa loge de directeur, en face du théâtre. On joue *Zénobie*. La toile se lève. Unzelmann, chargé du rôle principal entre en scène, un papier à la main.

— Monsieur, crie le directeur! je ne suis pas accoutumé à ce qu'on lise ses rôles!

— Excellence, répond l'acteur tragique en s'avançant jusqu'au bord de la rampe, veuillez m'excuser. Voici huit jours que ma femme est malade. Je n'ai pas eu le temps.

— Monsieur, réplique le directeur, toujours dans son sanctuaire, on a le temps. Le jour a vingt-quatre heures, y compris la nuit. Entendez-vous?

— Excellence, vous avez parfaitement raison. La nuit est de douze heures et le jour aussi. Mais si l'homme d'Etat et le poète ont besoin du repos de la nuit, le pauvre comédien n'en a pas moins besoin, lui qui est obligé de venir, même quand son cœur saigne, vous débiter des fariboles. Je remplis toujours mon devoir, Excellence, vous le savez. Aujourd'hui, il faut m'excuser.

Ce petit public trouvait la réponse bien hardie. En Allemagne, dans le pays du respect, l'audace semblait inouïe, et chacun gardait le silence, attendant l'événement.

La belle voix sonore et moelleuse du vieux Gœthe prononça gravement l'arrêt du fond de la loge :

— *Die tutwort passt! Weiter!*

— Passe pour la réponse, et marchons! (1)

Cette vie de poète, de directeur de théâtre, de conseiller à la cour, absorba Gœthe pendant près de quarante ans.

---

(1) P. Chasles, *Portraits contemporains : La vieillesse de Gœthe.*

En 1808, lors du congrès d'Erfurt, Napoléon Ier voulut voir Gœthe. Celui-ci a raconté son entrevue. L'empereur déjeunait à une grande table. Il fit signe à Gœthe d'approcher.

— Vous êtes un homme, Monsieur Gœthe, lui dit-il, le regardant avec cette fixité qui déconcerta plus d'un de ses interlocuteurs. Gœthe ne se troubla point; il s'inclina simplement.

Napoléon lui demanda son âge et le titre de ses ouvrages. Daru ayant répondu pour lui qu'il avait beaucoup écrit et traduit le *Mahomet*, de Voltaire.

— Ce n'est pas une bonne pièce, murmura l'empereur.

— La tragédie doit être l'école des rois et des peuples; c'est là le but le plus élevé que puisse se proposer le poète. Vous, par exemple, Monsieur *Goèt*, vous devriez écrire la *Mort de César*, mais d'une façon digne du sujet, avec plus de grandiose que Voltaire. Cela pourrait devenir l'œuvre la plus belle de votre vie. Il faudrait montrer au monde quel bonheur César lui aurait donné, comment tout aurait reçu une tout autre forme, si on lui avait laissé le temps d'exécuter ses plans sublimes. Venez à Paris; j'exige que vous veniez avec moi.

Et Napoléon, détachant de sa boutonnière la croix de la Légion d'honneur, la fixa de ses propres mains sur la poitrine du poète allemand.

Gœthe, en parfait égoïste qu'il fut durant toute sa vie, n'avait cure de la grande patrie allemande. Pendant l'occupation française, de 1806 à 1815, « pendant ces années que l'Allemagne appelle encore les années de grande détresse, le poète « national » oublia qu'il était Allemand. Au fait, tout n'était-il pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possible, quand le grand empereur s'entretenait avec le grand Gœthe, attachait sur sa poitrine la croix de la Légion d'honneur, et disait de lui : « Voilà un homme ! »

Cependant, après la chute de Napoléon, le poète retrouva assez de patriotisme pour chanter la délivrance de la patrie allemande dans un drame lyrique représenté à Berlin, le 30 mars 1815, premier anniversaire de la bataille de Paris (1). — Mais l'Allemagne a pardonné à son poète, et nous ne saurions être plus exigeants qu'elle-même.

(1) *Études relig.*, an. 1898.

VI. DERNIÈRES ANNÉES — MORT DE SON PROTECTEUR — SES TRISTESSES — SA MORT — SA MÉMOIRE — JUGEMENT

L'activité de sa correspondance, le retentissement de ses travaux avaient rendu la renommée de Gœthe européenne. Tous les hommes illustres de son temps, même les princes et les rois, se pressaient autour de sa personne. Beau vieillard aux yeux rayonnants, au front large et majesteux, il exerçait sur tous ceux qui l'entouraient un charme séducteur. Ses nobles visiteurs l'adulaient, l'encensaient à l'envi. Gœthe n'était plus seulement un homme de génie, Gœthe était un dieu.

Cependant, c'était un dieu mortel.

Après une longue existence, tout l'avertissait qu'il fallait se préparer à quitter cette vie. Le vide se faisait peu à peu autour de lui. Après un règne de plus de cinquante ans, le grand-duc mourait. Gœthe se retira à la campagne pendant les obsèques de son maître et de son ami. Car le poète cherchait à écarter avec soin les images qui lui rappelaient le néant de la vie. Puis, en 1830, la mort enleva au poète-ministre son fils unique, et acheva ainsi d'isoler le vieillard. Sa maison, triste désormais, était à peine égayée par le pâle sourire des jeunes orphelins de son fils, que le poète, malgré le poids de l'âge, aimait à élever.

Gœthe s'occupait toujours d'art, de médailles, de dessins, s'enquérait des nouvelles littéraires et scientifiques, et passait le reste du jour à relire Plutarque.

Il eût mieux fait de lire l'Évangile, mais l'Évangile est l'irréconciliable ennemi du sensualisme que Gœthe, disciple d'Épicure, pratiqua toute sa vie. Ses théories sont toutes païennes, et, jusque dans ses dernières années, et, sous ses cheveux blancs, sa conduite privée soulève le dégoût.

Gœthe s'éteignit le 22 mars 1832.

On raconte que, avant de mourir, désirant qu'on entr'ouvrît les rideaux de sa fenêtre,

il s'écria : « De la lumière ! de la lumière ! »

Ses admirateurs n'ont pas manqué de voir dans ces dernières paroles comme le dernier cri d'une âme affamée d'idéal.

Hélas ! de la lumière, en est-il, surtout pour un mourant, une autre que celle de la foi ? Mais la foi, depuis longtemps, s'était éteinte dans ce cœur.

Les obsèques de Gœthe furent royales. Sa cendre repose près de celle de Charles-Auguste et de Schiller. Un monument lui fut érigé à Francfort. On ouvrit des souscriptions; de toutes parts, les signatures affluèrent. Bien des villes de l'Allemagne se sont montrées jalouses de lui élever des statues, et plusieurs célèbrent encore aujourd'hui l'anniversaire de sa naissance.

« Jean-Wolfgang Gœthe ! A peine y a-t-il un nom plus retentissant dans l'histoire de la littérature contemporaine. Tout semble avoir favorisé le génie de cet homme. Il ne connut jamais la pauvreté, les inquiétudes qui troublèrent l'existence et les travaux de Schiller. D'illustres amitiés l'encouragent. Jusqu'à la fin de sa longue carrière, jusqu'aux dernières limites de sa verte vieillesse, il jouit d'une vigoureuse santé. Les dons les plus rares de l'intelligence lui furent accordés : une imagination qui se joue dans les contrées fantastiques, parmi les fleurs, parmi les tonnerres, ou qui jette les rayons d'une lumière idéale sur la plus vulgaire réalité; une sensibilité vibrante; un esprit doué d'une pénétration singulière, avide de savoir, curieux de toutes les manifestations de la pensée humaine. Rappeler ici, comme on l'a fait parfois, le nom de Voltaire, comparer l'auteur de *Mérope* à l'auteur de *Faust*, c'est se moquer.

» Il y a dans les œuvres de Gœthe une plénitude de poésie toujours abondante et jaillissante, une profondeur de pensée, une perfection plastique de la forme où n'atteignit jamais Voltaire, malgré l'universalité de ses talents superficiels. Sans doute, le poète allemand a subi l'influence de nos encyclopédistes français, de Rousseau, de Diderot et de Voltaire principalement, mais comme il les dépasse par la grandeur et l'opulente originalité de son génie !

» Qu'a-t-il fait de tous ces grands dons ? La postérité a le droit de lui en demander compte, en attendant le jugement de Dieu.

» Il a cru, contre toute évidence, que la vie vaut par elle-même la peine d'être vécue. Il n'a rien voulu voir au delà des horizons bornés de notre terre. L'incohérence et le désordre dominent dans ses occupations..... Le tout de l'homme et de l'existence humaine, pour lui, c'est l'amour principalement... C'est l'amour qu'il chante, pendant sa longue carrière poétique, avec une obstination qu'expliquent les habitudes de sa vie.

» En plein christianisme, il est païen. Dans ses principales œuvres, nous retrouvons toujours le naturalisme, le panthéisme, l'indifférence en matière religieuse. Il bannit de son âme et de sa pensée les notions fondamentales et essentielles : Dieu, la patrie, la religion, le devoir.....

» Au point de vue exclusivement littéraire, malgré l'incontestable beauté de la forme, la réputation du poète lyrique, épique et dramatique, n'a-t-elle pas été généralement surfaite? La postérité en jugera et fera le départ définitif entre les œuvres durables et les essais que l'on peut négliger.

» Mais, sans doute, dans l'avenir, pour les raisons que nous avons dites, on estimera que des talents si grands et si variés méritaient un meilleur emploi, et que Jean-Wolfgang Gœthe a manqué la destinée où Dieu l'appelait d'être un des plus grands poètes de l'Allemagne et du monde (1). »

En Allemagne, Gœthe est presque adoré.

Qui pourrait dire, lisons-nous dans les *Études religieuses* des Pères Jésuites, tout ce qui s'est fait dans les pays de langue allemande à la gloire immortelle de Gœthe ? Chaque année voit s'accroître le nombre presque prodigieux des brochures, des essais biographiques, des recueils périodiques, des critiques littéraires, des livres qui forment ce qu'on appelle en Allemagne *die Gœthe-Litteratur*. On vénère à Weimar sa tabatière et ses collections de cailloux. Une riche et puissante Compagnie, fondée sous le vocable de *Gœthe-*

---

(1) *Études religieuses*. 1898.

Gesellschaft, a fait l'acquisition de la maison natale de Jean-Wolfgang, et Scherr salue pieusement dans cette demeure sacrée « un nouveau Bethléem ».

D'après David Strauss, « l'Évangile du Christ a fait son temps et les œuvre de Gœthe le remplaceront. » Eichendorf estime que l'auteur de *Werther* et de *Faust* « dépasse les sommets où l'humanité peut atteindre par ses seules forces ». Rahel Levin s'écrie : « Il peut tout dire, c'est un dieu ! »

Que l'Allemagne admire le génie de son poète, nous n'y contredirons pas ; mais qu'elle l'encense et qu'elle l'adore, il y a là un excès contre lequel nous devons protester. Dieu lui confia un immense talent ; quel usage en fit cet égoïste, qui, rejetant toute croyance révélée, souvent se mit à la place de Dieu lui-même ? Certes ! nous ne nions pas la grandeur de son œuvre ; elle donne la mesure d'un esprit vaste et puissant qui a laissé son empreinte sur l'Allemagne contemporaine. En poésie, Gœthe reste païen avant tout adorateur de la forme ; en religion, il est panthéiste et athée.

C'est que le cœur fait défaut chez cet homme ; il semble que chez lui l'esprit ait absorbé les autres facultés. Même en face des douleurs qui, pour le reste des humains, sont les plus poignantes, Gœthe affecte l'indifférence et la froideur. Il perd successivement son père, sa mère, son ami Schiller, « moitié de son âme », sa femme, en 1830, son fils unique ; le vieillard solitaire ne pousse que ce cri : *Allons !...... Par-dessus les tombeaux, en avant !*

Et que l'on ne croie pas que nous prenions plaisir à charger cette figure d'homme de génie qui s'obstine à demeurer païen. C'est lui-même qui écrit à Lavater : « Je pense être comme vous sur le chemin de la vérité ; mais *la vérité, pour moi, c'est la vérité des cinq sens*. Je ne ne suis pas antichrétien, je ne ne suis pas non-chrétien, mais *je ne suis pas chrétien.* »

Ces doctrines, loin d'être un progrès, font reculer l'humanité de plusieurs siècles. Ah ! si, au lieu de s'y confiner, et par son exemple aider à leur propagation, si Gœthe eût accepté la loi de l'Évangile, s'il eût été chrétien dans tous les sens que comporte ce titre, Gœthe fût devenu l'un des phares de l'humanité, un de ses génies les plus bienfaisants ; mais, réduisant son rôle à la mesure de son scepticisme, il n'est pour nous que le plus célèbre des poètes allemands et — pourquoi ne pas le dire ? — un des mauvais génies de sa patrie et de l'Europe.

Bazas. J. Vasate.

BIBLIOGRAPHIE

Études religieuses, 1898 : *Gœthe, sa vie, son œuvre*, quatre articles, par le R. P. Louis Chervoillot. S. J. — Léon Gautier : *Portraits du XIXe siècle : Poètes et romanciers.* — *Correspondant*, 25 mai 1867, art. de Victor de Laprade. — 1870, quatre articles de A. Mézières. — Louis Veuillot : *Parfum de Rome*, t. Ier, *Mozart et Gœthe à Saint-Pierre de Rome.* — E. Caro : *La philosophie de Gœthe.*

LES CONTEMPORAINS



JACQUES CATHELINEAU (1759-1793)
PREMIER GÉNÉRALISSIME DE L'ARMÉE VENDÉENNE

I. LE 13 MARS 1793 AU PIN-EN-MAUGES — CAUSES DE LA GUERRE DE VENDÉE

C'était dans la matinée du mercredi 13 mars 1793.

Dans une humble maison d'un village d'Anjou, le Pin-en-Mauges, un homme est occupé à pétrir le pain destiné à la nourriture de la famille. Un visiteur survient, tout ému. « La veille, à Saint-Florent, raconte-t-il, à l'occasion du tirage au sort pour la levée de 300 000 volontaires décrétée par la Convention, des désordres se sont produits et le sang a coulé. En arrivant avec leurs pères, leurs parents et leurs amis, les jeunes gens appelés au tirage avaient trouvé des soldats et trois canons chargés à mitraille braqués sur le lieu où le tirage doit

s'opérer. Ce spectacle auquel ils ne s'attendaient pas a froissé leur susceptibilité. Les esprits se sont échauffés de part et d'autre; un coup de mitraille a été tiré, et les jeunes gens ont répondu en dispersant les soldats et les autorités; ils ont saisi les archives, la caisse, les armes, les papiers et en ont allumé un grand feu de joie. »

Tel est le récit du visiteur. Quatre ou cinq jeunes gens, conscrits révoltés de la veille, se sont joints au visiteur; ils confirment ses paroles. Ils auraient pu ajouter, et probablement ils ajoutèrent, que les mêmes scènes se produisaient un peu partout dans la région. La présence des soldats et les trois canons chargés à mitraille à Saint-Florent dénotaient avec évidence que la levée des 300 000 volontaires ne s'accomplissait pas facilement.

En entendant ces nouvelles, l'homme a cessé de pétrir le pain; il revêt son habit et s'écrie : « Mes amis, nous sommes perdus; prenons les armes, il n'y a point de temps à perdre; notre pays va être écrasé par la Révolution. »

Sa femme intervient, et, à force d'instances, réussit à le calmer et à le décider à finir de boulanger le pain de la famille; mais, une seconde fois, ne pouvant dominer son émotion, il revêt son habit et s'élance sur la petite place du village. Un rassemblement d'hommes inquiets et mécontents s'y est formé rapidement; ils s'entretiennent avec épouvante des événements de la veille : « Les Jacobins, s'écrie notre homme, vont venir, pour se venger, piller nos moissons et nous égorger tous; prévenons-les : Aux armes! La religion, la justice et l'honneur nous en font un devoir. »

Sa femme l'a suivi avec ses cinq enfants; elle se jette à son cou : « Vois, lui dit-elle, ces pauvres enfants auxquels tu ne songes pas; que vont-ils devenir sans toi?

— Aie confiance, répond-il; Dieu, pour qui je vais combattre, en aura soin. » Et il s'arrache aux embrassements de sa femme.

Cet homme, nos lecteurs l'ont déjà nommé, était Jacques Cathelineau, appelé le saint de l'Anjou, le promoteur de la guerre de Vendée et le premier généralissime de la grande armée catholique et royale. Il exerçait la profession de voiturier.

Dans ses *Mémoires*, M. Cantiteau, alors curé du Pin-en-Mauges, écrit : « La parole de Cathelineau a une telle force que rien ne peut lui résister. Chaque mot qu'il prononce est comme un trait enflammé qui pénètre les cœurs; il est impossible de l'entendre sans entrer dans ses sentiments; sa voix est comme un feu qui électrise ses auditeurs. »

« Cathelineau était fort aimé de tout le monde, ajoute la marquise de la Rochejaquelein (1). C'était un homme sage et pieux. Le courage et la chaleur qu'il mit dans ses exhortations entraînèrent les jeunes gens. »

Dès l'après-midi, en effet, vingt-huit jeunes gens de ses parents et de ses amis de la petite localité se rendent à son appel, prêts à le suivre. « Mes amis, leur dit-il, vous êtes sans armes, mais, avant le coucher du soleil, la victoire vous en aura donné. »

Puis, Cathelineau se fait ouvrir les portes de l'église depuis longtemps fermées par l'ordre des autorités républicaines, et, avec la foule enthousiaste qui l'a suivi, fait retentir les voûtes du temple d'hymnes et de chants inaccoutumés. En sortant, il se recommande aux femmes et aux vieillards dont les yeux sont mouillés de larmes : « Vous qui ne pouvez combattre, leur dit-il, priez pour le succès de nos armes. »

Cathelineau décore sa poitrine de l'image brodée du Sacré Cœur; tous ses hommes l'imitent; il suspend à son cou son rosaire; puis, traversant à la tête de sa petite troupe la place du village, il tire en l'air un coup de feu. C'est le signal du départ; la guerre sainte était ouverte.

Guerre sainte, guerre de géants, insurrection catholique et royale; guerre civile, jacquerie fanatique et brigandage armé; soulèvement aveugle d'un peuple réfractaire aux idées de progrès et de liberté : autant de dénominations peu concordantes appliquées à ce mouvement par les nombreux historiens qui en ont traité jusqu'à ce jour.

---

(1) Voir *Contemporains*, n° 100.

Avant de donner la biographie de celui qui en fut le principal instigateur, il importe donc, tout d'abord, de connaître les causes d'une guerre si diversement appréciée.

« Voulez-vous savoir, s'écrie un éloquent évêque, enfant lui-même du pays, les motifs qui mirent les armes à la main de la Vendée? Regardez. Quels furent ses insignes de guerre? Le Rosaire et le Sacré Cœur. Son premier étendard? La croix. Son cri de ralliement? Vive la religion! Ses chants de marche et de combats? Le *Vexilla Regis* et les Litanies (1). »

C'est là, en effet, ce qui arma la Vendée: la religion, une religion qui était « la plus forte et pour ainsi dire la seule habitude de sa vie (2) », et qu'on eût voulu lui faire mépriser et abhorrer.

Quand, en des jours de haine et d'aveuglement, on en vint à s'attaquer, sous ses yeux, à tout ce qui représente Dieu dans l'État comme dans l'Église; quand les biens affectés au service du culte furent mis en vente; quand les Ordres religieux furent supprimés; quand les temples furent fermés ou brûlés ; quand les autels furent profanés, les croix renversées; quand le serment de fidélité à une Constitution hérétique et schismatique fut imposé au clergé, et que les prêtres non assermentés, déportés au loin ou massacrés dans le pays, furent partout remplacés par des intrus : « Alors, s'écrie l'illustre évêque d'Angers, Mgr Freppel, ce peuple tressaillit au fond de ses ravins; il se leva pour défendre tout ce qu'il aimait, tout ce qu'il respectait, et le monde fut témoin d'une lutte telle qu'il ne s'en est point vu de plus émouvante depuis l'ère des Machabées (3). »

Choisi entre mille, voici d'ailleurs un trait qui marque bien le vrai caractère de l'insurrection vendéenne :

(1) Mgr Luçon, évêque de Belley: discours prononcé le 13 octobre 1896 dans l'église du Pin-en-Mauges (Maine-et-Loire) à l'inauguration d'une statue élevée en l'honneur de Cathelineau.

(2) Témoignage de Gallois et de Gensonné, commissaires envoyés en Vendée par la Constituante pour pacifier le pays.

(3) Panégyrique du bienheureux Louis-Marie Grignon de Montfort (1888).

A Châtillon-sur-Sèvre (Deux-Sèvres), au mois d'août 1793, un malheureux, atteint par quelques gendarmes, combat longtemps pour se défendre. Déjà il a reçu 22 blessures. « Rends-toi! lui crie un gendarme. — Rendez-moi mon Dieu! » répond le paysan qui succombe achevé par un dernier coup de sabre.

« Mes frères, dit le cardinal Pie, dans ce trait unique, vous avez toute l'histoire du duel acharné qui se continuera. La Révolution brandissant son sabre sur la Vendée et lui criant : « Rends-toi » ! La religieuse Vendée se défendant avec énergie, et, jusqu'au dernier soupir, répondant : « Ren- » dez-moi mon Dieu! » Ce dialogue est le résumé le plus pathétique de sept ans de guerre, de 200 prises et reprises de villes, de 700 combats particuliers, de 17 grandes batailles rangées, enfin de tous ces exploits éclatants qui égalent les plus hauts faits d'armes de l'antiquité. Rends-toi! Rendez-moi mon Dieu! Voilà ce qui explique ce qu'un célèbre conventionnel appelait : l'inexplicable Vendée (1). »

Toutefois, le motif religieux n'est pas le seul pour lequel la Vendée prit les armes. « Ce peuple, dit encore l'évêque de Poitiers, aimait sa patrie, aimait ses institutions, aimait son roi. Cependant, la foi robuste de ce pays réserva toujours la première place pour la première majesté. On a pu même le dire avec vérité, si la religion avait été placée hors d'atteinte, si la doctrine et le culte étaient restés intacts, les circonstances étaient telles que la Vendée, quoique saisie d'horreur, n'eût guère donné à sa patrie que des larmes et des regrets. Bien plus, si la royauté elle-même eût entrepris d'altérer la foi ou de changer la religion, la Vendée, *chrétienne et catholique avant tout*, aurait défendu sa foi contre ses rois. » C'est ce que confirme Mgr Luçon : « Si l'on eût laissé ou rendu à la Vendée ses prêtres, elle n'eût point pris les armes ou elle les eût déposées (2). »

(1) Les divers passages cités de Mgr Pie sont de son éloge funèbre de Mme de La Rochejaquelein.

(2) Mgr Luçon, discours déjà cité.

Voilà donc les deux causes du soulèvement de la Vendée. Voici maintenant l'occasion de l'insurrection : le décret de la Convention, en date du 24 février 1793, ordonnant une levée de 300000 hommes pour repousser l'invasion étrangère. Dans plusieurs départements de l'Ouest, les jeunes gens, forts d'ailleurs de l'appui de leurs parents, ne voulurent pas positivement contribuer à consolider un état de choses qui, à leurs yeux, foulait si impertinemment aux pieds les droits les plus sacrés de tous. Convoqués au tirage au sort, ils refusèrent d'y prendre part.



LE PIN-EN-MAUGES
A droite, la maison qui a remplacé celle de Cathelineau.

En Anjou, l'opposition des conscrits se manifesta, dès les premiers jours de mars, dans les localités de Saint-Lambert-du-Lattay, de Rochefort et de Chanzeaux. Le 11 et le 12, elle se poursuivit dans les districts de Vihiers, de Cholet et de Saint-Florent-le-Vieil. Enfin, le 13, dans ce dernier district, déclarée par Jacques Cathelineau, éclatait la guerre sainte.

II. JACQUES CATHELINEAU

Jacques Cathelineau, dit plus tard le Saint de l'Anjou, naquit au Pin-en-Mauges(1), petite bourgade de l'Anjou (Maine-et-Loire), le 5 janvier 1759. Il se trouvait donc, au début des événements que nous allons raconter, âgé seulement de trente-quatre ans.

Son père, Jean Cathelineau, était maçon et remplissait à l'église de la paroisse les fonctions modestes de sacristain. La famille Cathelineau était l'une des plus anciennes de la localité, mais elle ne possédait d'autre patrimoine que celui de sa foi et d'une honnêteté proverbiale. Plusieurs fois, d'ailleurs, l'épreuve l'avait visitée; car, de onze enfants issus de ce foyer chrétien, cinq seulement survivaient en 1793.

Ayant reçu en naissant une grande âme et un cœur généreux, Jacques, dont l'heureux naturel n'avait pas tardé à se révéler aux yeux de ses parents, fut bientôt envoyé au presbytère d'une paroisse peu éloignée, la Chapelle-du-Genêt. Il y resta cinq ans, y apprit à lire et à écrire et y reçut même quelques éléments de latin. De là, rappelé dans sa famille, il apprit de son père le métier de maçon et se maria en 1777, à l'âge de dix-huit ans. Avait-il, dans l'intervalle, trouvé sa profession trop peu lucrative ? ou bien ses goûts avaient-ils varié ? Le fait est que, sept ans plus tard, au baptême de son sixième enfant, auquel il donnait aussi le nom de Jacques, il signait sur le registre de l'église de sa paroisse : J. Cathelineau, voiturier. « Cathelineau, actif et entreprenant, écrira un jour son petit-fils, le vaillant général de Cathelineau (1), allait acheter dans les campagnes les matières premières pour les revendre avec un faible bénéfice dans les marchés des environs. Il eût été commerçant si ses ressources lui

(1) La Vendée angevine porte encore de temps immémorial le nom de Mauges. Ce nom lui vient d'une expression de Jules César, obligé de quitter ce pays sans l'avoir réduit : « Mala gens », dit-il en s'éloignant furieux. De là le nom de Mauges.

(1) Brochure parue en 1883 et intitulée : *Les Mauges, Vendée angevine.*

avaient permis d'agir sur une grande échelle; il n'était que simple marchand au moment des événements de la Révolution. »

L'instruction plus qu'ordinaire qu'il avait reçue au presbytère de la Chapelle-du-Genêt et une facilité de parole remarquable, une indomptable énergie de volonté, l'ardeur de son tempérament unie à la douceur et à l'enjouement de son caractère, sa droiture et sa franche équité dans les affaires, enfin son obligeance envers tout le monde en firent bientôt l'homme le plus influent du Pin-en-Mauges. Il était ami du vénérable curé du lieu, M. Cantiteau (1) et chantre à l'église, membre et syndic de la Fabrique dès 1786; on le choisissait encore au sein des familles comme arbitre des différends qui pouvaient en troubler la paix. Son coup d'œil juste et vif saisissait aussitôt le pour et le contre d'une question, et son avis était réputé sans appel.

A ces qualités brillantes qui lui valaient l'estime de tous et l'amitié du plus grand nombre, le voiturier-marchand du Pin-en-Mauges joignait de plus toutes les vertus qui font le chrétien digne de ce nom. Non seulement, comme le dit encore son petit-fils, « sa probité était proverbiale et sa conduite édifiante et exemplaire », mais sa religion était si profonde, sa piété si sincère, son humilité si grande qu'on fut bientôt unanime à ne l'appeler que le Saint de l'Anjou, surtout à la suite des nombreux pèlerinages organisés par lui dans les mauvais jours, et malgré la persécution, aux sanctuaires vénérés de la Vierge dans la région : Notre-Dame de la Charité, à Saint-Laurent de la Plaine, et Notre-Dame de Bon-Secours, à Belle-Fontaine. « Souvent lui seul, dit M. Cantiteau, était le guide, le conducteur de centaines de personnes qui l'y suivaient et qui s'y sont confirmées dans l'attachement à la foi et à l'union catholique. Soutenu déjà, ce semble, par quelque chose de plus qu'humain, il faisait la route et revenait en chantant pendant un espace de plus de trois lieues; quinze ou dix-huit fois, il fit ainsi le voyage. »

MARIE-JEANNE



LE MISSIONNAIRE

L'historien Savary confirme le témoignage du curé du Pin-en-Mauges et donne plus de détails encore sur ces pèlerinages : « On se rendait dans ces lieux, écrit-il, de cinq à six lieues à la ronde. Jacques Cathelineau, qui devint plus tard si célèbre, s'y faisait remarquer par son zèle et par sa piété. Par ses conseils, les paroisses qui avaient un curé intrus enveloppaient d'un crêpe noir la croix de procession qui marchait à leur tête, et cette vue frappait et saisissait tout le monde .»

Cathelineau possédait en outre des qualités corporelles bien capables d'ajouter à l'éclat de son prestige. D'une taille au-dessus de la moyenne et d'une constitution robuste, il avait une physionomie pleine d'expression, de vivacité et de distinction.

(1) M. Cantiteau a composé l'éloge funèbre du Saint de l'Anjou et des *Mémoires* intéressants sur la guerre de la Vendée.

Cheveux noirs et frisés, lèvres épaisses, nez bien fait, front légèrement aplati, visage un peu allongé, c'était dans l'ensemble un bel homme, dit M. Cantiteau. Sa voix était magnifique, et, non content de l'utiliser le dimanche au lutrin de sa paroisse, il aimait encore à la faire retentir aux noces de son village quand l'occasion se présentait. Une place de chantre à la cathédrale d'Angers lui fut même proposée. Il n'accepta pas.

« Mais le moment était venu, ajoute le curé du Pin-en-Mauges (1) où, destiné par le Ciel à faire refleurir la religion, il va commencer sa carrière et devenir l'instrument des merveilles qui nous étonnent. Ce fut le mercredi 13 mars, lendemain de l'expédition de Saint-Florent. »

III. PREMIÈRE PRISE D'ARMES — CINQ VILLES DES MAUGES RÉDUITES EN DIX JOURS — FOI ET COURAGE DE CATHELINEAU

A 3 kilomètres du Pin-en-Mauges se trouve un petit bourg appelé La Poitevinière, non moins agité dans la matinée du 13 mars que le village limitrophe. C'est là que, tout d'abord, Cathelineau se rend après avoir pris les armes dans l'après-midi du même jour. Entraînés par le feu de son éloquence, bientôt une soixantaine de volontaires, commandés par le vaillant Perdriau, se joignent à lui. Et, le lendemain, tous, la poitrine décorée de Sacrés Cœurs et de chapelets, après s'être agenouillés au pied du Calvaire de l'endroit et y avoir chanté le *Vexilla Regis*, prennent la direction de Jallais, localité plus importante des Mauges.

Chemin faisant, au son du tocsin retentissant des clochers de tous les alentours, près de 400 recrues viennent augmenter la petite troupe, tous n'ayant pour armes, avec leurs insignes religieux, que des fourches en fer, des faux redressées et attachées à de longues perches, des bâtons de houx et de rares fusils de chasse à un coup. En passant par le château de la Bouëre, ils recueillent pourtant quelques fusils à deux coups, de vieux sabres, des pistolets et jusqu'à une broche à rôtir. « Les républicains de Jallais ont un canon, leur dit la châtelaine. — Nous le prendrons. — Avec des bâtons? — Avec l'aide de Dieu, » répondent-ils résolument. En arrivant à Jallais, Cathelineau fait sa première proclamation : « C'est pour la religion que nous allons nous battre, crie-t-il aux paysans. Ne l'oublions jamais. » Puis, il entonne le *Vexilla Regis* que sa troupe continue de chanter.

A la vue de ces paysans qui s'avancent sans régularité, n'ayant presque pour armes que leurs bâtons de houx ou leurs fourches à deux dents, les Bleus dirigent sur eux une pièce de six. Les gars de la Poitevinière forment l'avant-garde. La mitraille passe au-dessus de leurs têtes. Cathelineau, suivi des siens, s'élance au pas de course. Un paysan fait prisonnier l'officier commandant l'artillerie. Les Bleus se dispersent. La pièce de six tombe au pouvoir des vainqueurs.

A ce premier canon devenu leur conquête, les paysans, par une sublime confiance dans le prosélytisme de leur cause, donnent le nom de *Missionnaire*.

Rappelant ce beau fait d'armes : « C'est alors, dit M. Cantiteau (1), que, par une vocation toute divine, Cathelineau paraît plus éminent et fait pour la première fois les fonctions de commandant; comme c'est Dieu qui l'appelle, qui le nomme, c'est aussi le même Dieu qui dispose le cœur des soldats pour lui obéir; il n'y a qu'un instant, il était leur égal, maintenant il est leur chef et ils n'en sont pas jaloux. »

C'était le 14 mars, et il n'était que midi. A 4 heures, avec près de 1 200 volontaires de plus que le matin, Cathelineau et Perdriau, qui commandait en second avec lui, se trouvaient à trois lieues de là, aux portes de Chemillé. Cette petite ville était défendue par une garnison de 300 soldats,

(1) Eloge funèbre de J. Cathelineau.

(1) Éloge funèbre.

une garde nationale bien armée et soutenue de trois couleuvrines.

Même tactique qu'à Jallais : avant le combat, tous fléchissent le genou, font le signe de la croix et entonnent le chant du *Vexilla*. Cathelineau, suivi des conscrits du Pin-en-Mauges et de Jallais, s'élance le premier sur les couleuvrines. Dans la mêlée, il ne doit son salut qu'à la présence d'esprit d'un jeune brave qui pare le coup destiné à lui donner la mort. Un second coup de sabre lui fend son chapeau sur la tête, et il reçoit au front sa première blessure pendant que la bride de son cheval lui échappe, tranchée par un troisième coup près de la main. Mais l'épouvante et le désordre sont déjà dans les rangs ennemis. Le temps de faire feu ne leur est pas même accordé. Les Vendéens se sont précipités. Les fusils, les couleuvrines, la ville de Chemillé, tout est à eux. Deuxième victoire complète dans la journée. Il ne reste plus que le devoir de de remercier Dieu, et c'est ce dont Cathelineau s'acquitte le lendemain, dès l'aube, en faisant chanter, dans la vieille église de Notre-Dame, à Chemillé, un *Te Deum* d'actions de grâces. Ce devoir de reconnaissance, il sera d'ailleurs fidèle à l'accomplir, après chacune de ses victoires.

Toute la soirée et toute la nuit, convoquant de nouvelles recrues, le tocsin s'est fait entendre, des trois églises de la ville, à toutes les paroisses des environs. De toutes parts, alors, vient le secours, et surtout des landes de Saint-Lézin (1), refuge depuis huit jours de tous les compromis de Chanzeaux, de Rochefort, et de Saint-Lambert-du-Lattay, commandés par l'intrépide René Forêt. Stofflet, garde chasse de M. de Colbert à Maulévrier, près Cholet, a entendu les détonations du canon tiré à Jallais et à Chemillé; et lui aussi, pendant la nuit, accourt, accompagné d'un millier d'hommes, prêter main forte à la contre-révolution commencée. L'armée vendéenne se compose de 5 à 6000 paysans. Le 15 mars, au matin, elle entend la messe, puis, d'après les plans de Cathelineau et sous sa direction et celle de Stofflet, alternant le chant des hymnes et des cantiques avec la récitation du chapelet, elle se dirige sur la ville principale des Mauges : Cholet, où se trouvaient réunies les forces les plus nombreuses des patriotes.

Chemin faisant, par humilité, Cathelineau décide Stofflet, qu'il disait plus habile que lui, à prendre le commandement en chef : « Stofflet sera le bras de notre cause, dit-il aux paysans; moi, j'en serai l'âme. »

Chemin faisant aussi, l'armée recueille son premier aumônier : l'abbé Barbotin, vicaire à Saint-Georges du Puy-de-la-Garde, que Cathelineau s'empresse de recevoir dans les rangs pour donner plus de courage encore aux braves chrétiens qui se sont confiés à lui.

Vers 11 heures de la matinée, Cathelineau et Stofflet se trouvent, avec une armée considérablement accrue sur le parcours, devant Cholet, le chef-lieu de tout le district. Deux fois ils somment la ville de se rendre, deux fois les autorités répondent par un refus. Peut-être y eussent-elles consenti cependant sans les bravades du commandant de la garde nationale qui s'écriait : « Nous les tiendrons, ces sabots ferrés, nous les tiendrons ». Il ne tint rien, le malheureux, car, au premier choc, il succomba; au bout de quelques heures, la ville était prise. Seul, le château résistait encore. Cathelineau adressa une sommation aux défenseurs républicains : « Déposez les armes; vous aurez la vie sauve et l'on ne vous fera aucun mal ». Sur leur refus, le château est brûlé, et, vers le crépuscule, la victoire est complète.

Magnifique triomphe pour Cathelineau, qui, dans le feu de la mêlée, n'a perdu qu'une quarantaine d'hommes! En quelques heures, 500 républicains tués, blessés ou faits prisonniers, l'artillerie du district, une grande quantité de fusils et de munitions, et une cinquantaine de mille francs trouvés dans les caisses du gouvernement sont le prix de son courage. Son armée, jusque-là, n'avait que quelques couleuvrines et un canon; désormais, à côté du

---

(1) Paroisse limitrophe de Chemillé.

Missionnaire, elle promènera le *Brutal* (1).

Mais, pendant que Cathelineau et Stofflet s'occupent de donner un commencement d'organisation à leur armée, sur les 11 heures de la matinée du même jour, la nouvelle arrive que les Bleus d'un district voisin, celui de Vihiers, se préparaient à venir les attaquer. Cathelineau donne le signal. Une partie de l'armée se porte au pas de course dans la direction indiquée. Les Bleus sont culbutés et abandonnent un canon, la célèbre *Marie-Jeanne*, qui sera désormais pour les Vendéens comme leur palladium et le gage certain de la victoire. Le lendemain, dimanche de la Passion, ils étaient à Vihiers, et Cathelineau, encore une fois, n'avait plus qu'à leur faire remercier Dieu d'une si prompte victoire.

Jusque-là, seul avec Stofflet, simple garde chasse, Cathelineau, paysan lui-même, commandait à ses paysans. Sur ces entrefaites, sollicités par les campagnes environnant leurs manoirs, deux membres distingués de la noblesse angevine, M. d'Elbée et le marquis de Bonchamp viennent se joindre à lui avec de puissants renforts. A leur arrivée, allégresse générale dans l'armée vendéenne. Cathelineau, qui s'était effacé devant Stofflet, veut de nouveau s'effacer devant eux : « C'est aux nobles — dit-il en saluant d'Elbée, le 17 mars — qu'il appartient vraiment de nous diriger. Nous sommes aussi braves qu'eux, mais ils entendent mieux que nous l'art de la guerre. Leur fortune et leurs titres, du reste, en imposeront toujours davantage à des paysans que la bassesse d'un voiturier tel que moi. »

Cinq jours plus tard, 22 mars, avec le concours de ces deux nouveaux chefs, le voiturier-soldat du Pin-en-Mauges remporte à Chalonnes, sur les bords de la Loire, le dernier triomphe de cette glorieuse campagne. La cité se rend même sans combat, quitte à se venger presque aussitôt en livrant aux vaincus, pour être fusillé à Angers, Joseph, le jeune frère de Cathelineau, âgé de vingt et un ans.

Au point de vue stratégique, évidemment, il eût fallu continuer le cours d'opérations si heureusement commencées. Mais les paysans pensaient l'ennemi terrifié : absents de leurs foyers depuis dix jours, ils désiraient y rentrer ; de plus, c'était le temps de Pâques, tous avaient hâte de retourner dans leurs paroisses respectives remplir leurs devoirs de chrétiens. Il y eut donc, jusqu'au dimanche de Quasimodo, suspension d armes.

IV. SECONDE PRISE D'ARMES (DU 10 AU 22 AVRIL 1793) — GRAND CHOC DE CHEMILLÉ — RETRAITE SUR TIFFAUGES — VICTOIRES DE CHOLET ET DE BEAUPRÉAU.

Le 10 avril, lundi de Quasimodo, le pays se retrouvait de nouveau, tout entier réuni sous les armes. Et le lendemain, sous le commandement de Cathelineau, de Perdriau et de d'Elbée, se livrait à Chemillé la première grande bataille rangée de l'armée vendéenne. Déjà les troupes du général républicain Berruyer ont poussé un cri formidable de : Vive la République! Elles font retentir les airs de chants patriotiques. Aussitôt, avant d'engager le combat, d'Elbée, l'épée au poing, va se prosterner, sur le pavé, dans le sanctuaire de l'église Saint-Pierre de la petite ville, et, devant le tabernacle, il fait à Dieu cette prière : « Seigneur, vous êtes le Dieu des armées. Donnez-nous la victoire: vous seul pouvez nous la donner. C'est pour vous que nous allons combattre, combattez dans nos rangs (1). » Cathelineau, lui, un instant après, à la porte du temple, tombe à jenoux avec ses pieux soldats, implore à son tour le secours de Dieu et de la Vierge, et demande une suprême absolution pour lui et pour l'armée. Ensuite, fortifiés par la prière, encouragés par le pardon divin, tous, volent au combat aux cris de : Vive la Religion! vive le roi!

(1) Comme le second canon qu'ils avaient pris sur l'ennemi détonait avec un bruit strident, les Vendéens l'appelèrent : le *Brutal.*

(1) En raison de son esprit de foi, le général d'Elbée, de Beaupréau, ne fut bientôt connu dans l'armée que sous le nom de : général la Providence.

Ce fut une lutte acharnée de part et d'autre. Les généraux républicains Berruyer et Duhoux attaquèrent vigoureusement. Cathelineau, à la tête de *ses gars* du Pin-en-Mauges et de la Poitevinière, se défendit en héros: « Soldats de Jésus-Christ, leur cria-t-il au plus fort de la mêlée, en avant! Faites jouer vos baïonnettes, vos piques, vos bâtons; et, ne cessez pas de combattre avant que les Bleus soient terrassés. » Lui-même se battit comme un lion; et, peu s'en fallut qu'il ne succombât. Un jeune hercule, Mathieu Sinan, le délivra à coups de crosse de fusil.

La bataille dura depuis midi jusqu'à neuf heures du soir. Cathelineau était encore à jeun quand le feu avait commencé; il ne put réparer ses forces qu'après onze heures de la nuit. Pour lui, comme pour tous les survivants de cette action, ce fut le grand



LA PRISE DE THOUARS

choc de Chemillé, la journée la plus chaude peut-être de toute la guerre; 1500 républicains y périrent ou y furent mis hors d'état de combattre. Mais la Vendée avait acheté chèrement la victoire; ses forces et ses munitions étaient épuisées. Cathelineau, craignant de ne pouvoir défendre plus longtemps la position, se replia sur Tiffauges jusque dans les gorges abruptes de la Sèvre.

Tout espoir de reprendre l'offensive semblait perdu aux chefs de l'armée vendéenne. Heureusement, sur ces entrefaites, le jeune Henri de La Rochejaquelein remportait aux Aubiers (Poitou), contre le général républicain Quétineau, une victoire signalée. Il fit provision de poudre et de cartouches et vint aussitôt ravitailler à Tiffauges le gros de l'armée de Cathelineau. C'était l'ordre de la Providence attendu par celui-ci; ce fut le prélude d'éclatants combats et de magnifiques triomphes.

Dès le 17 avril, Cathelineau et les autres chefs de l'armée prennent la direction de Cholet. Chemin faisant, nouvelle proclamation de Cathelineau qui ranime le courage de ses soldats, en s'écriant : « Mes amis, si vous êtes résolus à vaincre ou à mourir, avant deux jours les patriotes seront écrasés.

Rappelez-vous que dans votre brillante affaire de Chemillé, vos bâtons, vos piques et vos faux à l'envers ont fait plus de mal que vos fusils et vos canons.

Le 19 avril, dans la lande des *Pagannes* (1), Cathelineau, secondé par le futur Achille de la Vendée, l'intrépide Henri de la Rochejaquelein, livre bataille au général Ligonnier. 2 000 hommes tués ou blessés, de nombreux fusils, des sabres, des effets d'équipement, plusieurs canons et 800 prisonniers sont, en moins de deux heures, le butin de sa victoire.

Spectacle touchant : aussitôt le succès assuré, depuis les hauteurs du Boisgrolleau jusqu'à l'entrée de l'église de Saint-Pierre de Cholet, tous les paysans, Cathelineau et d'Elbée à leur tête, récitent à haute voix le chapelet; réunis au pied des autels, tous n'ont qu'un cœur et qu'une voix pour chanter le *Te Deum* d'actions de grâces.

Deux jours après, Cathelineau, avec Stofflet, d'Elbée et Henri de la Rochejacquelein, se trouvait à Beaupréau pour porter secours à Bonchamps, seul jusque-là, pour tenir tête au général Gauvilliers.

L'un des premiers, en face du Petit Séminaire actuel, sur des échelles et sur des planches, il passe la petite rivière de l'Evre et entre dans la ville, entraînant à sa suite l'aile qu'il commandait.

De part et d'autre, il y eut des prodiges de valeur : on vit ainsi les canonniers d'Eure-et-Loir, plutôt que de fuir, mourir massacrés sur leurs pièces, et, en face de la mort, crier encore : Vive la République! Mais enfin, ce fut la Vendée qui triompha, et Cathelineau, avec 1 500 prisonniers, sans parler des morts, qui resta maître de la place. L'ennemi, poursuivi par la Rochejacquelein, s'enfuit jusqu'au delà de la Loire.

Jamais succès plus éclatant n'avait été remporté par les paysans. De nouveau, ce furent donc le chant du *Te Deum* et le son des cloches qui témoignèrent de la reconnaissance et de l'allégresse de tous. Ce furent, de plus, d'immenses feux de joie allumés dans les hameaux vendéens.

Pensant alors sa présence inutile sous les drapeaux, chacun regagna ses champs pour les cultiver et les ensemencer. L'armistice accordé par les chefs devait durer jusqu'à la fin d'avril.

V. TROISIÈME PRISE D'ARMES (MOIS DE MAI) — CATHELINEAU ET LA GRANDE ARMÉE DANS LE BAS-POITOU — THOUARS — FONTENAY

Pendant les quelques jours de répit dont jouissaient les paysans, Cathelineau, d'Elbée, Bonchamps et Stofflet n'étaient point restés oisifs. Toujours réunis à Cholet, ils avaient arrêté en Conseil de guerre un plan de campagne dont la réalisation mettait tout le Bas-Poitou entre leurs mains. Argenton-Château, Bressuire, Thouars, La Châtaigneraie et Fontenay-le-Comte, autant de villes qui devaient successivement leur ouvrir leurs portes.

De leur côté, tous les héros de Beaupréau ont été fidèles au rendez-vous. L'armée compte 27 000 hommes. Ce fut, dès lors, la grande armée; elle possède 11 canons et de multiples provisions de guerre.

On ne perd point de temps. Sous l'active direction de ses généraux, le 1er mai, augmentée encore de 3 000 recrues, elle entre dans Argenton. Le 2, elle s'empare de Bressuire sans difficultés, car, à son approche, le général républicain, Quétineau, avec ses 6 000 hommes, s'est enfui vers Thouars. Les Vendéens vont l'y assiéger (7 mai).

Derrière leurs murs, les républicains se croient en sureté. « A l'assaut! » s'écrie La Rochejacquelein. « A l'assaut! » répète toute l'armée en s'élançant vers le mur d'enceinte. Grimpé sur les épaules du brave Texier, La Rochejaquelein escalade, le premier, les remparts au milieu d'une grêle de balles; les Vendéens le suivent. Le général républicain comprend l'inutilité de la résistance et Cathelineau reçoit sa capitulation. (8 mai.)

La prise de cette place réputée inexpu-

(1) Dans l'endroit même où, un mois auparavant, avait été livrée la première bataille de Cholet.

gnable fut particulièrement glorieuse pour les armes vendéennes. Le bruit en retentit dans toute la France, et la Révolution en conçut les plus vives appréhensions.

C'est à l'occasion de la prise de Thouars que Napoléon, dans ses *Mémoires*, rend aux Vendéens une justice qui souvent leur a été déniée : « Quoique la ville, dit l'empereur, eût été réellement prise d'assaut, la capitulation fut observée. L'histoire des guerres civiles offre bien rarement de pareils exemples. » Jamais, en effet, après aucune victoire, si ce n'est après celle de La Châtaigneraie, une idée de représailles ne germa dans l'âme des paysans. Une fois maîtres de la situation, ils s'en allaient au pied des autels déposer toute haine.

Le butin du 8 mai fut considérable : 6000 fusils, 12 canons, quantité de munitions, et, de plus, la caisse publique avec des liasses d'assignats et la presse pour en fabriquer. Heureux de leur trouvaille : « J'avons le moule aux assignats, s'écrient les vainqueurs, je ne manquerons pas d'argent, j'en ferons tant que je voudrons. »

Encouragée par tant de succès, la grande armée se porte aussitôt sur Parthenay dont elle s'empare sans combat, le 9 mai, et sur La Châtaigneraie où, le 13, après deux heures de lutte, elle force Chalbos, le défenseur de la place, à prendre la fuite vers Fontenay.

Malheureusement, un trop grand nombre de volontaires, depuis la prise de Thouars, étaient rentrés dans leurs foyers. Le 16, en face de Fontenay, la grande armée est réduite à 6000 hommes seulement. Cathelineau eût voulu, plutôt que de livrer bataille, licencier le reste de l'armée. Que ne suivit-on son avis ! On eût évité un désastre, à la vérité, le premier qu'aient essuyé les Vendéens : « Je sais par des rapports de bonne source, écrira plus tard M. Cantiteau dans ses *Mémoires* que jamais Cathelineau ne s'est trompé dans ses plans. Toutes les fois qu'on les a suivis, le succès a été plein et entier; et toutes les fois qu'on s'en est écarté, on a eu lieu de le regetter. »

Sous le feu meurtrier d'un ennemi de beaucoup supérieur en nombre, c'est en vain que Cathelineau et Stofflet essayent d'arrêter la fuite de leurs soldats : l'épouvante est dans toutes les âmes. Le 17 mai, au matin, plus d'artillerie, plus de munitions, plus de bagages dans le camp catholique; plus de 600 Vendéens sont étendus dans la poussière : *Marie-Jeanne* elle-même a disparu dans la déroute, capturée par les Bleus.

Mais, « ayant reçu de la nature — dit Napoléon — la première qualité d'un homme de guerre : l'inspiration de ne jamais laisser se reposer ni les vainqueurs ni les vaincus », Cathelineau n'est pas découragé. De retour dans les Mauges, et, après deux ou trois jours de répit donnés aux paysans, nouveau Pierre l'ermite, il prêche avec plus d'ardeur que jamais la guerre sainte, promettant, si l'on se confie dans le secours d'en haut, une éclatante revanche : « C'est Dieu, dit-il, qui nous a punis du pillage et des meurtres que quelques-uns d'entre nous ont commis à la Châtaigneraie. Il faut l'apaiser par la prière. Si nous le prions en vrais chrétiens, avant quinze jours, je vous en réponds, nous serons maîtres de Fontenay et nous reprendrons tout avec usure. »

Cathelineau avait donné rendez-vous aux volontaires des Mauges à Cholet pour le 21 mai. Le 22, avec d'Elbée et Stofflet, il part pour Fontenay, pendant que Lescure et La Rochejacquelein, avec toutes les bénédictions du faux évêque d'Agra (1), s'y rendent de Châtillon-sur-Sèvre, y conduisant leurs Poitevins. Partout, de Châtillon comme de Cholet jusqu'à Fontenay, le chant du *Vexilla Regis* et des cantiques les plus populaires, la récitation des litanies de la Sainte Vierge et celle du chapelet signalent le passage de l'armée catholique. A la tête de sa division, le pieux Cathelineau tient lui-même en sa main la belle croix à plaques d'argent qu'il portait naguère aux pèlerinages de Saint-Laurent-de-la-Plaine et de Belle-

---

(1) L'abbé Guyot de Folleville, ancien curé de Dol, prêtre assermenté d'abord, puis rétracté, lequel prit sans nomination le titre d'évêque d'Agra. Toute l'armée catholique se laissa tromper par lui.

fontaine. Le 25, quand les généraux vendéens, y compris Bonchamps, sont enfin dans la plaine de Pissotte, près Fontenay, la grande armée est entièrement reconstituée : elle compte 35 000 hommes prêts à reprendre l'offensive contre Chalbos.

La seconde journée de Fontenay fut l'éclatante revanche promise à ses Vendéens par Cathelineau.

Dès le début de l'action, tous, le genou à terre, courbent le front pour recevoir l'absolution. Puis, l'instant d'après : « Enfants, s'écrie le héros angevin, il n'y a pas de poudre, il faut enlever les canons avec des bâtons et reprendre *Marie-Jeanne.* » Lui-même, alors, toujours sa croix en main, de la voix et du geste, électrise ses soldats, et, pendant une demi-heure, presque seul, il reste à cheval en face d'une batterie ennemie, soutenant le courage de tous. Enfin, tout cède à l'impétuosité de l'attaque. Chalbos abandonne la position, sans même songer à rallier ses forces sous les murs de Fontenay; Lescure et La Rochejaquelein, les premiers, entrent dans la ville. En moins d'une heure, 1 800 hommes tués ou blessés, 3 000 prisonniers, 40 canons, 7 000 fusils, 20 barils de poudre, tel est, avec le retour triomphal de *Marie-Jeanne,* le couronnement de la victoire. Le canon si cher à l'armée rentra dans le camp tout couvert de rubans et de fleurs.

Après la victoire, un commencement de division allait éclater entre gentilshommes poitevins et chefs angevins : « Messieurs, dit alors avec une noble fierté Cathelineau, si notre manière de faire la guerre ne vous convient pas, séparons-nous; telle est la proposition que je vous fais. L'armée angevine qui vous a délivrés retiendra tout ce qu'elle avait auparavant; pour le surplus que nous avons pris sur l'ennemi, nous le partagerons. Cela fait, moi et mes premiers camarades, nous retournerons dans notre pays et vous défendrez le vôtre comme vous l'entendrez. » Dès lors, toute opposition cessa, et, d'une voix unanime, une troisième suspension d'armes fut accordée aux paysans.

VI. QUATRIÈME PRISE D'ARMES. — (DU 1er AU 12 JUIN) — SAUMUR — CATHELINEAU ÉLU GÉNÉRALISSIME

De nouveau, et pour la troisième fois, le 1er juin, se trouve reconstituée, à Cholet, la grande armée. Elle se compose de plus de 30 000 hommes. La cavalerie, sans doute, ne compte que 1 200 chevaux : mais, en revanche, l'artillerie est abondamment pourvue de munitions et possède 24 pièces en parfait état de service ; de plus, tous les soldats sont armés de fusils. Quant à l'organisation, depuis près d'un mois, elle ne laisse rien à désirer. Chaque général a sa division. Cathelineau, commande ses volontaires de Pin-en-Mauges et des environs.

Le 2 juin, la grande armée part de Cholet, et, prenant la route de Vihiers, se dirige sur Saumur, point central des opérations républicaines aux bords de la Loire « A Saumur ! allons à Saumur ! » tel a été le cri général des chefs et des soldats dès que ce nom a été prononcé.

L'aspect du défilé est saisissant. Barère avait bien raison de s'écrier en pleine Assemblée, à Paris : « On n'a rien vu de semblable depuis les croisades. »

Aux premiers rangs, dit un témoin oculaire (1), M. Cathelineau, suivi du guidon général qui accompagnait toujours le grand état-major ; ce guidon, lui-même vêtu de blanc, aux armes de France, avec une croix et une épée en sautoir. Tous, sur la poitrine, portent un scapulaire avec les initiales de Jésus et de Marie entourant un cœur enflammé. En outre, beaucoup portent ostensiblement leur chapelet. Pendant la marche, les premiers rangs récitent les *Ave,* d'autres y répondent, « et le son monotone de cette prière dite à demi-voix, ajoute le même auteur, forme un sourd murmure qui a quelque ressemblance avec le bruit des flots quand ils sortent d'être agités par les vents ». On eût dit une procession religieuse plutôt qu'une troupe guerrière.

Le 10 juin, avec Stofflet, Lescure et

(1) M. BOUTILLIER DE SAINT-ANDRÉ : *Mémoires d'un père à ses enfants.*

La Rochejaquelein, Cathelineau, à la tête de la Grande Armée, se trouve enfin en face de Saumur et des troupes du général Menou et des divisionnaires Berthier, Santerre et Coustard.

L'attaque de la ville ne devait avoir lieu que le lendemain. Mais l'enthousiasme est irrésistible. Il est 3 heures de l'après-midi. Le feu éclate, après l'absolution donnée à l'armée, et au chant du *Vexilla Regis*.

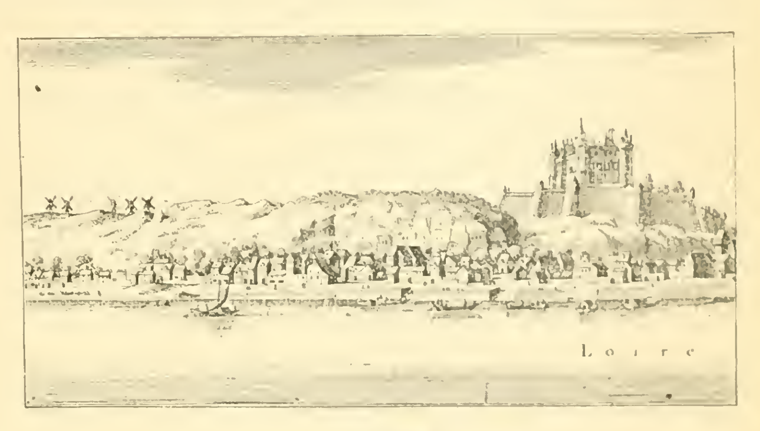
Un moment le général Berthier réussit à refouler les paysans, et ceux-ci sont sur le point de fléchir :

« Soldats de Jésus-Christ, s'écrie Cathelineau, est-ce là ce que vous m'avez promis ? Quoi ! vous rétrogradez ! Voyez vos frères qui chargent courageusement. Suivez-moi, il faut vaincre ou périr les armes à la main. » Cette harangue ranime le courage des plus timides. Tous y répondent par les cris accoutumés de : « Vive la Religion ! Vive le Roi ! » et se reportent en avant. Berthier se défend comme un lion : il a deux chevaux tués sous lui. Mais bientôt ses soldats culbutés, balayés, fuient en désordre, et Cathelineau entre en vainqueur à Saumur. Ce jour-là, l'héroïque paysan reste vingt-deux heures sans prendre ni nourriture, ni breuvage, et, comme le château de la ville ne s'est pas encore rendu, il passe la nuit tout entière sous ses murs.

Le butin de la victoire comprenait plus de 80 pièces de canon, 50 000 livres de poudre, quantité de sacs de farine, et une caisse d'assignats.

Le surlendemain de la prise de Saumur, sur le théâtre même de leur triomphe, tous les généraux vendéens, réunis en Conseil de guerre, sont d'avis d'élire enfin parmi eux un généralissime. Le choix eût peut-être suscité des rivalités. En quelques mots, Lescure, blessé et sur le point de prendre un repos forcé, tranche toute difficulté : « Messieurs, dit-il, l'insurrection prend trop d'importance, nos succès ont été trop grands pour que l'armée continue à rester sans organisation définitive : il nous faut un général en chef. Ce chef nous est indiqué par la nature même de la guerre que nous avons entreprise. M. Cathelineau est le premier qui courut aux armes, le premier qui apprit aux Vendéens combien il était facile de vaincre avec la foi en Dieu, avec la foi en son propre courage. Je donne ma voix à M. Cathelineau. »

« Entouré de la vénération universelle et personnification de la Vendée — dit M. Crétineau-Joly (1), — M. Cathelineau ne s'était jamais arrêté à la pensée qu'il serait le premier généralissime de cette armée dont il avait été le premier soldat. Toujours humble, ne franchissant jamais la distance que la naissance et la fortune avaient placée entre les gentilshommes et lui, il se contentait d'être, entre tous, le plus intrépide et le plus modeste. »



SAUMUR

Aussi, tout le monde applaudit au choix de Lescure, écrit Mme de La Rochejaquelein, excepté le bon Cathelineau, qui fut bien surpris de tant d'honneur.

Et, justifiant ce choix, la judicieuse marquise ajoute (2) : « La nomination de Cathelineau était convenable en tous points, c'était de tous les chefs celui qui exerçait le plus d'influence sur les

(1) *Histoire de la Vendée militaire*, édition du R. P. Drochon, t. Ier, p. 179.
(2) *Mémoires*, t. Ier, ch. x.

paysans; il avait une sorte d'éloquence naturelle qui les entraînait; sa piété et ses vertus le leur rendaient respectable. En outre, c'était lui qui avait commencé la guerre, qui avait soulevé le pays et gagné les premières batailles. Il avait le coup d'œil militaire, un courage extraordinaire, beaucoup de sens et de raison. On était sûr que son nouveau grade le laisserait tout aussi modeste et qu'il écouterait et rechercherait toujours les conseils avec déférence. C'était d'ailleurs une démarche politique.....; c'était se conformer au désir général et attacher de plus en plus les paysans au parti qu'ils avaient embrassé d'eux-mêmes. »

Bourniseau, un des premiers historiens des guerres de la Vendée, ne parle pas autrement que Mme de La Rochejaquelein :

« Il faut convenir qu'on ne pouvait choisir un chef d'une bravoure plus brillante, d'un sens plus droit. Cathelineau n'était sans doute qu'un homme obscur, mais il n'avait du voiturier que l'habit. Il avait commencé la guerre et l'avait soutenue avec autant de courage que de prudence. Devenu l'idole des paysans, il avait tout pouvoir sur leur esprit; tout leur paraissait possible dès que Cathelineau marchait à leur tête; les plus affreux dangers ne pouvaient les faire reculer d'un pas. Dans le Conseil, il avait plus d'une fois surpris ses collègues par la profondeur de ses vues et la sagesse de ses observations. Dans une bataille, il avait le coup d'œil militaire et découvrait d'abord d'où dépendait le succès. Prompt à prendre un parti, il l'exécutait avec une audace qui tenait du prodige et qui, jusqu'alors, lui avait toujours réussi. On peut dire que tant qu'il fut à la tête de l'armée catholique, il la maintint à l'apogée de sa grandeur. »

C'est au château de Saumur, où se tenait le Conseil de guerre, que fut, sur-le-champ, dressé procès-verbal de l'élection, et que Cathelineau reçut, signé de la main de tous les chefs vendéens présents, le brevet dont voici la teneur et, aujourd'hui, conservé encore par la famille du héros.

« Aujourd'hui, 12 juin, mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an premier du règne de Louis XVII, nous, soussignés, commandant les armées catholiques et royalistes, voulant établir un ordre stable et invariable dans notre armée, nous avons arrêté qu'il sera nommé un général en chef, de qui tout le monde prendrait l'ordre. D'après le scrutin, toutes les voix se sont portées sur M. Cathelineau, qui a commencé la guerre, et à qui nous avons tous voulu donner des marques de notre estime et de notre reconnaissance. En conséquence, il a été arrêté que M. Cathelineau serait reconnu en qualité de général de l'armée, et que tout le monde prendrait l'ordre de lui.

» Fait à Saumur, en Conseil, au quartier général, les dits jour et an que dessus. »

Suivent les signatures de onze généraux vendéens.

Bonchamps et d'Elbée, par suite des blessures reçues à Fontenay, étaient toujours tenus à l'écart des opérations de l'armée catholique. Aussitôt informés de la nomination que viennent de faire leurs collègues, ils s'empressent de la ratifier et de féliciter le nouvel élu.

Les félicitations vinrent même à Cathelineau du camp opposé.

Le général Quétineau, le vaincu de Bressuire et de Thouars, alors prisonnier à Saumur même, tint à lui faire visite : « Général, dit-il, vos soldats se battent comme des lions, vous êtes tous des héros! Mais vous seuls contre la République, vous ne vaincrez pas toujours, et alors? — Et alors, reprit sans hésiter Cathelineau, nous mourrons. »

Le Saint de l'Anjou n'était hélas! que trop près de sa mort.

VII. ANGERS — NANTES — MORT ÉDIFIANTE DU SAINT DE L'ANJOU (12 JUIN-14 JUILLET 1793) — RÉSULTAT DU MOUVEMENT PAR LUI ENTREPRIS

Aussitôt élu généralissime, et dans toutes les questions qui sollicitent son avis, Cathe-

lineau use de son pouvoir et de ses droits.

Il s'agit d'abord du plan de campagne.

Henri de La Rochejaquelein veut immédiatement voler sur Tours, puis, de là, s'avancer sur Paris : « L'anarchie est un monstre, s'écrie-t-il, qu'on ne peut blesser mortellement qu'en le frappant au cœur. » Stofflet émet le même vœu : « Oui, dit-il, allons à Paris chercher le petit roi pour le faire sacrer à Cholet. »

Lescure, lui, chasserait seulement de Niort les troupes des généraux patriotes Biron et Westermann, s'assurerait de La Rochelle et des Sables pour s'ouvrir des communications avec l'étranger, puis il reviendrait en Vendée, continuant de s'y fortifier de plus en plus contre les attaques de l'ennemi.

Cathelineau propose un moyen terme : se porter sur Nantes; soulever la Bretagne, le Maine et la Basse-Normandie qui ont les mêmes aspirations que la Vendée; laisser dans ces provinces des forces pour les défendre; puis, en possession de quelques ports de mer pour pouvoir se ravitailler au besoin, avec le gros des troupes de l'insurrection, marcher en effet sur la capitale. L'avis de Cathelineau réunit, sitôt qu'il est entendu, la majorité des suffrages.

Le généralissime désigne sur-le-champ La Rochejaquelein pour rester à Saumur avec une garnison de 2 000 hommes. Puis, il fixe au samedi 16 juin le départ des autres divisions pour les Ponts-de-Cé et Angers.

Le 19, les Vendéens entrent sans obstacle à Angers, la garnison de la ville et les autorités révolutionnaires ayant pris la fuite.

Connaissant l'esprit de la Vendée, Cathelineau eût voulu, après la reddition d'Angers, licencier pour quelques jours l'armée et permettre aux paysans de se reposer en famille : après huit ou dix jours de luttes, en effet, c'était pour eux un besoin de rentrer au foyer. Malheureusement, cet avis ne fut pas suivi. Pourtant, la grande armée ne comptait plus que 12 000 hommes.

Malgré lui et avec le secret pressentiment, sinon de sa mort, du moins d'une défaite, Cathelineau, le 24 juin, se porte donc sur Nantes. Charette réclame l'honneur d'ouvrir le feu.

C'est le 29 juin, à 2 heures du matin, qu'il commence l'attaque. Il eût dû, vers 5 heures, être secondé par l'armée du Bocage; mais, à cette heure, Cathelineau ne fait que recevoir, à huit lieues de là, sur l'Erdre, la capitulation de Nort.

Arrivé enfin par la route de Rennes, en face de Nantes, il va lancer ses gars des Mauges à travers les rues de la ville : il leur montre alors le dôme de la cathédrale Saint-Pierre, les conjure de délivrer le temple du Seigneur et leur promet la victoire s'ils veulent le suivre.

A leur tête, il enlève la batterie de la porte de Vannes, met en déroute le brave 109ᵉ de ligne, et, avançant toujours, est déjà sur la place des Viarmes.

Prévoyant que le premier choc de ses Vendéens ne rencontrerait pas d'obstacle capable de l'arrêter, Cathelineau a enjoint de laisser libre la route de Guérande, afin d'offrir aux Nantais une issue pour déserter leur ville assiégée. Talmont n'a pas compris ou a oublié la portée de cet ordre du général en chef; il aperçoit un certain nombre de fuyards débouchant par cette route : il court la fermer avec deux pièces de canon. Cette faute décida du sort de la journée.

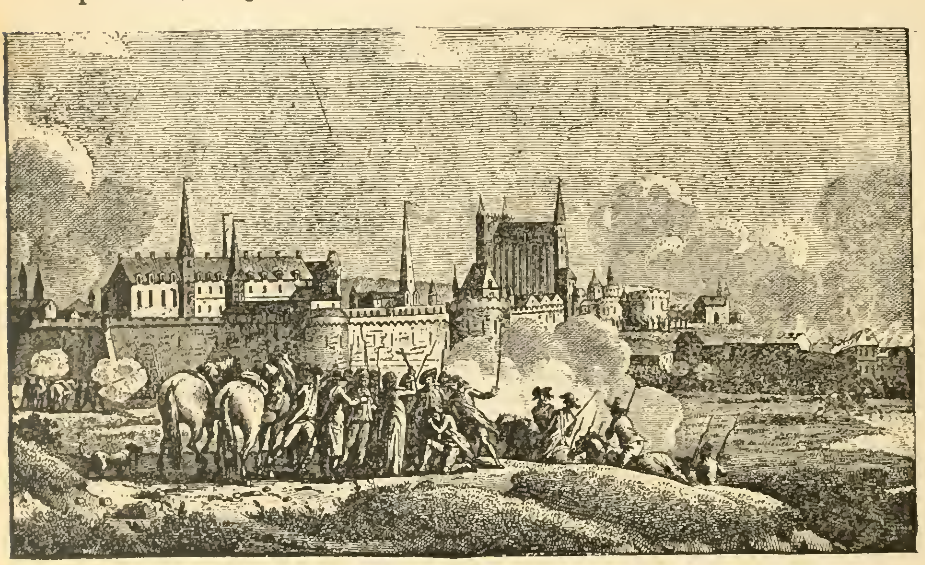
Cerné de tous côtés, le commandant Beysser rallie les débris de ses troupes, et, pour toute harangue, leur adresse ces mots qui surexcitent encore leur désespoir et leur fureur : « Camarades, puisqu'il faut mourir, mourons glorieusement, les armes à la main. »

Pour rester maîtres de la ville, c'est le dernier obstacle à vaincre. Cathelineau a eu deux chevaux tués sous lui ; il met pied à terre, s'entoure des gars du Pin-en-Mauges et de la Poitevinière, et, après avoir fait le signe de la croix — exemple de piété que ses soldats ont suivi, — l'épée à la main, il se précipite sur les troupes dont l'intrépide Beysser a ranimé le courage. « Mon général, tu t'exposes trop, tu vas attraper du mal, » lui crie Pierre Humeau. Au même moment, aux ordres qu'il donne, Cathelineau est

reconnu. Un ouvrier cordonnier, qui tiraille d'une fenêtre, fait feu sur lui ; la balle lui fracasse le coude et se perd dans la poitrine. Le généralissime tombe grièvement blessé. Un bruit de mort vole de rang en rang. Les Vendéens hésitent, l'ennemi reprend courage. En vain les autres généraux cherchent à ranimer les esprits des paysans. Cathelineau est blessé, mort peut-être, lui que ses volontaires regardaient comme invulnérable. Les Vendéens prennent la fuite.

Cependant, le généralissime n'est que blessé. Ses fidèles entourent la voiture dans laquelle il a été déposé ; on espère encore ; lui-même est sans crainte sur son sort. On le transporte à Saint-Florent-le-Vieil, en Anjou ; malheureusement, la gangrène se déclare dans la plaie. En quelques jours, il est réduit à toute extrémité.

« Je le visitais souvent dans sa maladie, dit M. Cantiteau, et toujours il paraissait, ainsi que ceux qui le soignaient, n'avoir aucune inquiétude sur son état. La surveille même de sa mort, je le vis et l'on n'avait même pas l'idée du danger. Sa mort, quoique subite en apparence, n'a point été imprévue, j'ai eu la douce consolation de le voir s'en occuper et s'y préparer dans le temps même où les gens de l'art n'apercevaient point de danger dans son état. Il fut le premier, et sans autre impulsion que sa foi, à me proposer de l'entendre. Il voulait finir comme il avait commencé, c'est-à-dire en véritable chrétien. »



LES VENDÉENS DEVANT NANTES (29 JUIN 1793)

Cathelineau mourut le 14 juillet 1793.

L'honneur de Cathelineau est d'avoir rendu, par le mouvement suscité par lui, d'abord à la religieuse Vendée, puis à la France entière, la liberté du culte catholique. Cette liberté fut, en effet, l'objet du premier article du traité de la Jaunaye, conclu en 1795 ; elle devint plus tard la cause des négociations du Concordat de 1802. C'est ce qu'exprime l'illustre Mgr Freppel :

« Si vous avez vu vos autels se relever, vos prêtres revenir de l'exil, et l'Église de France se redresser sur ses ruines, plus forte que jamais, c'est que le sang des justes avait mérité toutes ces restaurations ; c'est que, avant d'éclater au grand jour de l'histoire, la résurrection avait germé dans les tombes obscures où le dévouement s'était enseveli avec les fils de la Vendée. »

LANGEVIN.



Vendée angevine.

Historiens des guerres de la Vendée : Mme DE LA ROCHEJAQUELEIN (*Mémoires*) ; *Crétineau-Joly*, ouvrage réédité en beau format et cinq volumes par le R. P. DROCHON ; EUGÈNE VEUILLOT ; M. l'abbé DENIAU, curé du Voide (Anjou), THÉODORE MURET (*Histoire de la Vendée*) et BOURNISEAU.

Historiens ennemis : SAVARY ; GRILLE ; MORTONVAL ; CÉLESTIN PORT (*Légende de Cathelineau*).

LES CONTEMPORAINS



MGR EUGÈNE DE MAZENOD (1782-1861)

I. LA NAISSANCE — L'EXIL — LA VOCATION

Charles-Joseph-Eugène de Mazenod naquit, à Aix en Provence, le 1er août 1782 d'une famille de magistrats. Son père fut délégué par la noblesse de Provence aux États-Généraux de 1789.

Le futur évêque de Marseille montra de bonne heure de la résolution, de la fierté et un tempérament impérieux. Dans ses petits caprices il disait : *je le veux*. A l'occasion il se démenait et frappait du pied. Un jour, il fut conduit au théâtre ; mais, irrité du bruit et des sifflets du parterre, il se dressa autant qu'il put, et, tout en colère, lança aux interrupteurs cette apostrophe :

« *Tout aro se descendi!* — Tout à l'heure, si je descends! » (1)

Ces qualités se tempéraient par une grande délicatesse d'âme et une touchante bonté de cœur. La souffrance éveillait en lui les plus ardentes sympathies.

Sa joie était grande lorsqu'il distribuait les aumônes de ses parents. Souvent il donna aux pauvres son déjeuner. Un jour d'hiver, il rencontre un petit charbonnier transi de froid et vêtu d'une méchante veste en lambeaux; Eugène se dépouille de la sienne et la remet au malheureux. Mme de Mazenod fait semblant de gronder son fils en lui disant de remarquer la différence de condition qui le séparait du petit va-nu-pieds, son protégé, lui fils d'un président de la cour: « Eh bien! réplique-t-il vivement, je serai un *président charbonnier.* »

Une autre fois, au commencement de l'hiver, il entre dans le salon d'une famille amie. L'appartement n'est pas chauffé. « Comment! s'écrie Eugène, vous ne vous chauffez pas aujourd'hui? Il fait bien froid, cependant. » On répond en souriant: « C'est que nous sommes pauvres, Eugène, et le bois est cher. » L'enfant s'échappe aussitôt et revient une heure après, traînant avec effort une petite brouette, qu'il avait chargée de menu bois: « Tenez, dit-il, voilà du bois, chauffez-vous, maintenant! »

Cette tendresse, Eugène l'avait pour les choses de la piété. Il aimait à demeurer dans les églises. Il écoutait avec attention les prédicateurs; il se plaisait à dire la messe, à rassembler les domestiques de son père et à leur faire de graves instructions.

Pour façonner cette âme, Dieu voulut joindre bientôt, aux leçons de la famille, les enseignements du malheur. On était en 1791. La part qu'avait prise le président de Mazenod à la résistance de la noblesse contre la Révolution le désignait à la fureur des démagogues; il dut, pour sauver sa vie et celle des siens, s'en aller, lui aussi, sur le chemin de l'exil.

C'est vers Nice que se dirigèrent d'abord les émigrés. Ils y arrivèrent le 3 avril 1791. Trois ans plus tard, Eugène fut placé au collège des Nobles, à Turin, y fit sa Première Communion et s'y distingua tout ensemble par sa parfaite conduite et des succès qui le portèrent aux premiers rangs.

Mais Nice et Turin étaient trop rapprochés de la frontière française pour ne pas être inquiétés bientôt. Le président de Mazenod rappela son fils et se remit en route. Il marcha vers Venise, et y arriva la veille de l'Ascension, lorsque la ville se préparait à célébrer le mariage du doge avec l'Adriatique. Les fêtes de la vieille et poétique cité ne séduisirent pas l'âme d'Eugène; il vécut dans une pieuse retraite au milieu d'une société de prêtres et d'évêques, ce qui valut au jeune homme une maturité précoce.

Déjà, d'ailleurs, ses aspirations le poussaient vers l'autel. Un jour, son grand-oncle, ancien vicaire général de Belsunce, lui demanda : « Est-il vrai, Eugène, que tu veuilles entrer dans l'état ecclésiastique?

— Mais oui, mon oncle.

— Comment, mon enfant, peux-tu prendre une pareille résolution? Ne sais-tu pas que tu es l'unique rejeton de notre famille et qu'elle va s'éteindre avec toi?

— Eh quoi! mon oncle! repartit vivement Eugène, ne serait-ce pas un grand honneur pour notre famille de finir par un prêtre? »

Le vieillard, dévoilant son jeu, sourit, embrassa l'enfant et le bénit.

Le neveu se montrait digne de cet avenir. Il fut invité un jour à un grand dîner que donnait l'ambassadeur d'Espagne. Les convives se mettent à table sans dire le *Benedicite*. Eugène hésite un instant et demeure debout; les regards se portent sur lui; s'indignant alors de ce qu'il appelle sa lâcheté, il fait bravement, aux yeux de tous, son signe de croix.

Cependant, les affaires de France avaient connu une accalmie; la mère et la sœur d'Eugène regagnèrent la patrie, pour sau-

(1) Le *Provençal* était alors universellement parlé en Provence.

Pour la bibliographie, voir *Mgr de Mazenod*, par Mgr Ricard. — *L'Esprit et les Vertus du Missionnaire des Pauvres, Mgr de Mazenod*, par le R. P. Baffie, O. M.-I.

ver ce qui restait de la fortune de Mme de Mazenod. Peu à peu, en effet, les émigrés s'étaient vus réduits à une situation précaire et l'on avait même vendu les diamants de la famille. Quelques mois après, le père et le fils durent encore quitter Venise devant les troupes de la Révolution et prendre le chemin de Naples, par mer, sur un bateau destiné au transport des bœufs. Ils mirent cinquante et un jours pour atteindre Naples (1er janvier 1798.)

L'armée de Championnet suivit un an plus tard la caravane; le roi de Naples s'enfuit à Palerme avec sa cour: les émigrés, réfugiés à l'ombre de son trône, accompagnèrent le monarque dans sa fuite. Ce fut l'occasion d'une révolte dans Naples. Eugène se trouva dans une bagarre, mais il sut, par son énergie et son sang-froid, en imposer aux émeutiers. Il montra aussi son courage, lorsque, monté sur une chaloupe qui devait le conduire au navire de l'amiral portugais, comte de Puységur, la tempête déchaînée mit la petite embarcation à deux doigts de sa perte. Les matelots napolitains, effrayés, désemparés, avaient pris leur chapelet; la nourrice d'Eugène, la pauvre Nanon, qui se trouvait là, se couvrait la figure de son tablier. Le jeune homme ranime les esprits, fait reprendre les rames, et se sauve avec ses compagnons.

A Palerme, la cour essaya d'oublier ses malheurs dans les divertissements. Eugène passa au milieu des séductions l'âme pure. On le voyait parfois, durant les fêtes, s'éloigner dans quelque embrasure de fenêtre, l'air mélancolique : « J'avais alors envie de pleurer », écrivait-il plus tard. Il partit bientôt et vint rejoindre en France sa mère et sa sœur (25 octobre 1802).

Il avait vingt ans. La splendeur de sa jeunesse, son grand air, ses belles manières, sa franchise en firent bientôt le charme de l'aristocratique société d'Aix. Son attitude, l'ensemble exemplaire de sa vie le firent surnommer le sage.

Devançant la création des Conférences de Saint-Vincent de Paul, il se livra tout entier aux bonnes œuvres. On le vit visiter les pauvres et les malades. Il s'unit à une association de dames charitables pour venir en aide aux prisonniers. Dans la pénurie de prêtres, les campagnes étaient dépourvues de soins religieux, et les enfants grandissaient dans l'ignorance du catéchisme; Eugène se fit catéchiste. On le vit aussi, lui, fils de gentilhomme, se mettre à la recherche et au service des petits Savoyards. En un mot, il réalisait déjà la devise qu'il devait prendre plus tard, pour la donner à sa Congrégation de missionnaires : « Dieu m'a envoyé pour évangéliser les pauvres ».

Il rêvait d'être apôtre. Appelé à Paris par des affaires de famille, accueilli avec faveur par le ministre Portalis, qui avait jadis été le protégé du président de Mazenod, sollicité en quelque sorte par la fortune elle-même, pressé par le cardinal Caprara, le célèbre légat de Pie VII, Eugène refusa toutes les offres mondaines, et, quelques mois plus tard, entrait à Saint-Sulpice.

La vie du Séminaire plut au nouveau lévite. Était-ce par contraste avec l'existence ballottée qui avait jusqu'alors été la sienne? Peut-être; mais ce fut aussi parce que l'étude et la prière répondaient à ses hautes aspirations.

De graves incidents allaient d'ailleurs rompre la monotonie relative de cette retraite. Bonaparte, devenu persécuteur, prétendait faire ployer sous son pouvoir la morale et l'autorité de l'Église. Treize cardinaux, pour ne pas prêter la main à la rupture de l'empereur avec sa première femme, encoururent la colère du potentat. Victimes de la rancune impériale, frappés d'ostracisme dans la capitale, les cardinaux noirs(1) se trouvèrent dans une situation précaire, Eugène de Mazenod, avec courage et adresse, sut déjouer la surveillance de la police et porter à ces princes de l'Église un secours d'autant plus apprécié que le jeune séminariste parlait leur langue, l'italien.

Plus tard, une nouvelle bourrasque em-

(1) Ainsi appelés parce qu'il leur était défendu de porter les insignes cardinalices (Voir biographies de *Pie VII*, n° 291-296, de Napoléon, n° 176-181, et de *Consalvi*, n° 102.)

porta les directeurs de Saint-Sulpice. L'abbé de Mazenod, qui n'était encore que diacre, fut l'un des directeurs, par eux choisis, pour prendre leur succession au Séminaire.

Il fut ordonné prêtre à Amiens, le 23 décembre 1811. L'évêque de cette ville aurait voulu le retenir comme vicaire général, mais l'abbé de Mazenod refusa l'offre, revint à Saint-Sulpice, d'où il regagna, vers l'automne de 1812, sa chère Provence.

II. L'APOSTOLAT POPULAIRE

Au Carême de 1813, on apprit avec étonnement, dans la ville d'Aix, que le brillant abbé de Mazenod, revenu dans sa ville natale avec le prestige que lui valaient son nom, son exil, son titre de directeur de Saint-Sulpice, allait inaugurer sa carrière ecclésiastique par des prédications populaires, données en provençal, à 6 heures du matin, dans la vaste église de la Madeleine. « Vous ferez infiniment plus de bien que n'en font



EUGÈNE DE MAZENOD A 5 ANS

les sermons, » lui avait écrit le Supérieur général de Saint-Sulpice, l'abbé Duclaux. On accourut en foule.

Artisans, s'écria l'orateur, qu'êtes-vous selon le monde? Une classe de gens voués à passer votre vie dans l'exercice pénible d'un travail obscur qui vous met dans la dépendance et vous soumet aux caprices de tous ceux dont vous briguez la pratique.

Domestiques, qu'êtes-vous selon le monde? Une classe de gens, esclaves de ceux qui vous payent, exposés aux mépris, à l'injustice et, souvent, aux mauvais traitements de maîtres exigeants qui croient acheter le droit d'être injustes envers vous par le faible salaire qu'ils vous accordent.

Et vous cultivateurs, paysans, qu'êtes-vous selon le monde? Quelque utiles que soient vos travaux, vous n'êtes estimés que sur la vigueur de vos bras, et si on vous tient compte de vos sueurs, ce n'est qu'autant qu'elles fécondent la terre par vos labeurs.

Que sera-ce de vous, pauvres indigents, obligés, par l'injustice des hommes ou par la rigueur du sort, à solliciter votre chétive subsistance, à mendier avec importunité le pain qu'il vous faut pour soutenir votre existence?

Parlant ensuite au nom de l'Église, le missionnaire ajoutait :

Venez, maintenant, apprendre de nous ce que vous êtes aux yeux de la foi. Pauvres de Jésus-Christ, affligés, malheureux, souffrants, infirmes, couverts d'ulcères, vous tous que la misère accable, mes frères, mes chers frères, mes respectables frères, écoutez-moi.

Vous êtes les enfants de Dieu, les frères de Jésus-Christ, les cohéritiers de son royaume éternel, la portion chérie de son héritage.....

Le jeune apôtre qui savait trouver de tels accents ne pouvait-il pas prétendre aux grandes luttes et aux grands triomphes de la parole? Il avait l'âme trop sacerdotale pour se laisser aller à des visions ambitieuses; il resta le missionnaire du peuple, et continua de parler la langue du peuple. Il ne crut point que ce fût déchoir.

Sa voix était sonore, ample, harmonieuse. Elle avait l'éclat et elle avait la douceur. Vibrante dans le feu de l'action, ou mouillée mais sans affectation ni sensiblerie, par le sentiment, elle était un admirable instrument.

Aussi, écrivait plus tard l'un des membres les plus distingués du barreau d'Aix (1), aussi sa parole était aimée, recherchée, applaudie, et il est resté,

(1) M. TAVERNIER.

parmi nos improvisateurs de Provence, comme le type le plus élevé, le plus franc, le plus pur qui eût jamais paru.

Des hommes qui, depuis lors, sont devenus illustres, MM. Thiers et Mignet, n'hésitèrent pas, après l'avoir entendu, à le reconnaître pour un grand orateur.

On a même évoqué, à propos de cet apostolat populaire, le souvenir d'un autre compatriote du P. de Mazenod, le souvenir de Mirabeau. Mais l'apôtre provençal sut mieux faire que remuer ou dominer les foules; il sut les convertir.

Ses premières prédications lui avaient marqué sa voie; il s'y lança résolument. Bientôt le champ lui apparut si vaste et la tâche si grande, qu'il eut vite conscience de n'y pouvoir suffire à lui seul et qu'il résolut de fonder une Société de prêtres destinés à le seconder dans ce ministère.

Il y avait alors, dans la ville d'Arles, un jeune vicaire plein de piété et de zèle, prompt à donner l'aumône, ardent à faire le catéchisme, mais dont les ressources oratoires étaient médiocres. D'ailleurs, un homme de jugement, de discrétion, de caractère, un cœur fort, viril, une de ces âmes qui ne sonne pas creux sous le marteau de l'épreuve. L'abbé de Mazenod convoita pour son œuvre le concours de cet homme. Le fondateur voyait très juste; et, en effet, une Société de missionnaires, essentiellement mobile par sa vocation même, toujours dans le va-et-vient des courses apostoliques, serait comme un édifice bâti en l'air, s'il n'y avait point, dans les assises, de ces pierres angulaires.

L'abbé de Mazenod écrivit donc à ce vicaire d'Arles, l'abbé Tempier. La lettre, d'une noble inspiration et de termes élevés, n'avait qu'un défaut: elle ne portait pas de signature. L'abbé Tempier, d'esprit circonspect, soupçonna d'abord quelque mystification, mais il jugea que de tels accents ne pouvaient jaillir que du cœur d'un apôtre: il soupçonna l'abbé de Mazenod et lui répondit sans retard: « Je suis des vôtres ».

Ils se réunirent le 25 janvier 1816. Quelques semaines plus tard, le nombre des



EUGÈNE DE MAZENOD A 25 ANS

membres de la communauté s'élevait à cinq. C'est dans un ancien couvent de Carmélites que la nouvelle Société trouva son cénacle. Rien n'y sentait le *confortable*, ce vilain mot. « Nous avions bien de la peine à nous caser », a écrit le fondateur.

En même temps qu'ils se livraient à l'apostolat, les missionnaires continuaient les œuvres créées d'abord par l'abbé de Mazenod. Ils dirigeaient, entre autres, une association de la jeunesse, où les meilleures familles de la ville d'Aix étaient représentées, et qui devait valoir au P. de Mazenod, avec d'excellents sujets, l'influence sociale que l'enfance et la jeunesse font pénétrer jusqu'au foyer lui-même, et que conserveront, à leur tour, les hommes de demain.

En outre, les missionnaires desservaient une chapelle publique, l'église de la mission, où ils rétablissaient, par exemple, « les premiers peut-être en France après la Révolution » (1), la dévotion au Sacré Cœur. Ils y devaient trouver une efficacité puissante pour leur apostolat. Leur première mission fut prêchée à Grans, paroisse d'environ

(1) R. P. Rambert.

mille âmes, située à une lieue de Salon, dans les Bouches-du-Rhône. Personne n'y communiait, l'église y était déserte, la foi y était perdue. Dès la première semaine, les prédicateurs s'emparent de la population. « Nous n'avons pas le temps de manger, écrit le supérieur, pas même de dormir. Nous ne finissons pas de confesser. »

C'est dans la Provence entière que les nouveaux missionnaires portèrent leur zèle, et c'est en grande partie à leur influence, et tout premièrement à celle de leur fondateur, que cette province dut son réveil à la foi.

L'œuvre du P. de Mazenod était donc salutaire; il fallait qu'elle fût solide. Dans ce but, il avait d'abord demandé à ses compagnons d'apostolat de se lier par les vœux d'obéissance et de persévérance; ils y ajoutèrent le vœu de pauvreté: c'était ainsi une famille religieuse organisée. Plusieurs évêques l'approuvèrent. Celui de Digne l'avait appelée au célèbre sanctuaire de Notre-Dame du Laus; elle s'était établie à Nîmes; d'autres demandes se produisaient. Devant l'avenir qui s'ouvrait, le fondateur se recueillit, se retira dans la solitude, rédigea les constitutions et les règlements de la Société, et s'en alla les mettre aux pieds du vicaire de Jésus-Christ, Léon XII. Le P. de Mazenod réclamait une approbation canonique, bien difficile à obtenir, car l'on avait pris à Rome la résolution de ne plus en accorder. D'ailleurs, des oppositions violentes se manifestèrent parmi les évêques français qui avaient d'abord approuvé l'Institut. Mais si le fondateur des Oblats était homme de foi, et d'un sens surnaturel très vif et très profond, il était aussi homme de volonté, de savoir-faire et de grande habileté diplomatique. Il eût dit, lui aussi, la parole qu'on attribue à saint Ignace: « Prie comme si tout dépend de Dieu, agis comme si tout dépend de toi. » La Congrégation des Oblats, qui avait porté jusqu'ici le nom de Congrégation des Missionnaires de Provence, fut approuvée sous le titre de Congrégation des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, le 17 février 1826.

Le P. de Mazenod avait produit une si bonne impression dans les milieux romains que Léon XII (1) l'avait même voulu revêtir de la pourpre et le retenir auprès du Saint-Siège.

III. L'ÉVÊQUE D'ICOSIE

Avant de rechercher l'appui de Rome et n'y pouvant pas compter encore, le fondateur des missionnaires avait songé à la protection que donnerait à la Société un évêque français. Plusieurs, sans doute, l'appuyaient, mais il fallait un protecteur puissant et entièrement dévoué. Des crises terribles avaient déjà secoué la Société naissante. Elle avait acquis des recrues précieuses comme le futur cardinal Guibert ou le P. Albini, mort en odeur de sainteté et dont la cause sera sous peu introduite en cour de Rome; mais tous les sujets n'avaient pas la même valeur, et plusieurs feront preuve d'inconstance. Les autorités diocésaines, loin de seconder le fondateur, se prêtaient plutôt au caprice des déserteurs. Des conflits survenaient; il fallait donc un refuge dans l'indépendance que donnerait la juridiction épiscopale. C'était un rêve; le fondateur le réalisa. Il se rendit à Paris auprès de Louis XVIII (2), et, dédaignant les honneurs pour lui-même, il fit nommer son oncle, l'abbé Fortuné de Mazenod, à l'évêché de Marseille, ainsi rétabli. Malheureusement ce siège n'étant pas compris parmi les évêchés concordataires, l'opposition fit retarder sa création, et l'évêque nommé dut attendre six ans. C'était bien le plus saint homme et le meilleur. Il avait jadis été le condisciple de Talleyrand. Celui-ci, le rencontrant plus tard à Marseille, le félicita de sa bonne mine: « Car si je m'en souviens bien, dit-il, vous êtes mon aîné, et je suis loin de me porter aussi bien que vous. — Oh! répondit l'évêque, c'est que j'ai mangé de la vache enragée pendant vingt-cinq ans d'émigration. Vous ne sauriez croire combien cela donne de la force et porte bonheur. »

(1) Léon XII, voir nos *Contemporains*, n° 322-324.
(2) Louis XVIII, voir nos *Contemporains*, n° 236.

Installé enfin, Mgr Fortuné de Mazenod exigea que son neveu et le P. Tempier fussent ses vicaires généraux. C'est ainsi que le fondateur des Oblats devint le restaurateur de l'Église de Marseille. Car c'était lui, on le devine, qui, en réalité, allait diriger le diocèse sous le nom du vieillard octogénaire.

Les ruines à relever étaient grandes. Le P. de Mazenod s'y mit avec courage. Il réorganisa d'abord les Grands Séminaires dont Léon XII imposa la direction, à défaut des Sulpiciens, aux PP. Oblats. Ils enseignèrent les principes ultramontains et la théologie de saint Liguori, dont un missionnaire fut l'historien (1).

On réorganisa aussi les Petits Séminaires. On épura le personnel qu'avait laissé pour compte la Révolution dans certaines parties du clergé. La discipline fut remise en vigueur. On se mit à réparer ou à construire des églises et des chapelles. D'un autre côté, avec l'approbation de tout le clergé, le P. de Mazenod faisait établir un usage qui existe encore : l'égale répartition du casuel entre tous les membres du clergé paroissial.

Bientôt il fallut en outre tenir tête à la révolution de 1830, puis à la monarchie de Louis-Philippe (2).

Dès 1831, le Conseil municipal de Marseille votait la suppression de l'évêché, à la mort du titulaire. Le vénérable évêque, voyant compromettre l'avenir de ses œuvres, s'adressa au pape Grégoire XVI, et réclama l'élévation du P. de Mazenod à l'épiscopat. Le Pape y consentit et fit sacrer le P. de Mazenod, à Rome, évêque d'Icosie, le 14 octobre 1832.

Le nouveau prélat ne gardait officiellement que son titre de vicaire général. Mais le gouvernement de Louis-Philippe prit fort mal cette consécration faite sans le placet royal. Des protestations diplomatiques eurent lieu. Le Pape maintint son droit. Le gouvernement, changeant alors ses batteries, accusa le nouvel évêque d'être un chef de parti politique, et menaça de le traîner devant les tribunaux. Monseigneur d'Icosie, appelé à Rome et instruit de tout, résolut de provoquer le procès dont on le menaçait. « Ne vous bornez pas à consulter les avocats timides, écrivait-il au P. Tempier, ne vous laissez juguler ni abattre. » Sa correspondance était, d'ailleurs, pleine de bonne humeur et d'entrain. « Voilà, disait-il un autre jour, une petite justice à la turque : accusé, donc coupable, donc pendu, roué ou brûlé. *Ma piano!* nous aurons un petit mot à dire avant de nous laisser stranguler. »

En même temps, le ministère signifiait à Marseille que Mgr Eugène de Mazenod, était suspendu de *ses fonctions* de vicaire général et de sa qualité de Français pour n'avoir ni sollicité, ni reçu l'autorisation du gouvernement pour la collation d'un évêché *in partibus*. Ceci mettait la question sur le terrain dogmatique, et attaquait directement la primauté et l'indépendance du Pape. Monseigneur d'Icosie le fit ressortir, fut appuyé chaudement, et rentra en France pour la conduite de son procès.

Le gouvernement, voyant la décision du jeune évêque, n'était pas sans quelque crainte. Il se plaignit alors, par son ambassadeur auprès du Pape, qu'on « réveillât une question qu'il valait mieux laisser assoupir ». Grégoire XVI (1) fit écrire à l'évêque d'Icosie de se désister, et celui-ci, après s'être avancé si loin, en public, aux yeux de la France entière, se retira dans le silence au premier mot du Souverain Pontife. Ce fut un immense sacrifice.

Or, quelques mois plus tard, en septembre 1834, il apprenait sa radiation, comme étranger, des listes électorales. Bondissant sous l'affront, l'évêque d'Icosie écrivit une lettre correcte mais ferme, au ministre des Cultes, M. Persil. Le gouvernement comptait bien que Rome interviendrait de nouveau, et le ministre répondit avec hauteur. L'évêque d'Icosie rouvrit le procès. Soixante évêques de France envoyèrent leurs félicitations et leurs encouragements. Ber-

(1) Mgr Jeancard, coadjuteur de Mgr de Mazenod et plus tard, à Paris, vicaire général du cardinal Guibert.
(2) Louis-Philippe, voir nos *Contemporains*, n° 18.

(1) Grégoire XVI, voir nos *Contemporains*, n° 351-353.

ryer (1) devait prendre la parole. A la veille des débats, un substitut de la secrétairerie d'Etat ordonnait de nouveau à l'évêque d'Icosie de cesser la lutte. C'était lui faire prendre le rôle ridicule d'un homme qui s'avance avec enthousiasme, et qui bat tout de suite en retraite; c'était le livrer au gouvernement et à la Franc-Maçonnerie. Soldat discipliné, il obéit de nouveau et adressa son désistement au ministre des Cultes.

Or, quelques semaines plus tard, l'évêque d'Icosie entendait raconter à l'évêque d'Ajaccio, Mgr Casanelli d'Istria, de retour de Rome, le trait suivant : « Le Pape m'a dit : En passant à Marseille, vous verrez l'évêque d'Icosie; sa cause doit être avancée; que voulez-vous? il a très bien fait, et, à sa place, j'en aurais fait autant. » Le substitut romain avait donc mal interprété la pensée de son maître, et Mgr de Mazenod pouvait dire : « Le Pape a été mal servi, et moi sacrifié. »

L'obéissance avait été héroïque; mais le gouvernement de Louis-Philippe n'avait montré ni grandeur d'âme ni générosité envers un vaincu si noble. L'évêque d'Icosie, tenu désormais pour étranger, était à la merci d'un arrêté d'expulsion. D'autre part, les mécontents du diocèse profitaient de ce malheur pour attaquer le vicaire général, soit en cour de Rome, soit auprès du gouvernement, soit dans la presse. Mgr de Mazenod prit le bâton de pèlerin, et, avec la dignité de son grand caractère, s'exila de Marseille. Il visita ses maisons d'Oblats, prêta son concours aux pasteurs des diocèses, et devint évêque missionnaire

Trois mois plus tard, la situation s'améliorait, grâce à l'intervention d'un missionnaire Oblat, le futur cardinal Guibert. Supérieur du Grand Séminaire d'Ajaccio, les intérêts de cette œuvre l'appelèrent auprès du roi :

— Surtout, lui avait dit l'évêque d'Icosie, ne prononce pas mon nom, cela te ferait échouer.

Quand le P. Guibert eût traité ses affaires, il aborda celles du fondateur:

(1) Berryer, voir nos *Contemporains*, n° 48.

— Sire, maintenant, si Votre Majesté voulait bien me le permettre, je l'entretiendrais d'une autre affaire qui me tient beaucoup plus à cœur.

— Très volontiers, répondit Louis-Philippe.

— Je connais beaucoup les deux évêques de Marseille, reprit le P. Guibert, je sais dans quelle situation ils se trouvent à l'égard de votre gouvernement, et je ne crains pas d'affirmer qu'il n'y a là qu'un malentendu; ces deux prélats ne se sont jamais occupés de la politique, et ils sont incapables de faire aucune opposition à Votre Majesté.

— Oui, reprit le roi avec vivacité, je ne sais pourquoi ces deux évêques agissent contre moi, contre moi qui les avais beaucoup connus en Sicile, pendant l'émigration, qui avais de l'affection pour eux, et qui croyais pouvoir compter sur leur dévouement.

— Sire, reprit le P. Guibert, je puis vous affirmer que tous les rapports que l'on vous a faits contre eux sont faux. Ces deux évêques sont mes compatriotes et mes bienfaiteurs. Mgr Charles Fortuné m'a ordonné prêtre, et Monseigneur d'Icosie s'est occupé de mon éducation cléricale. Je leur dois beaucoup, je les connais parfaitement, et j'affirme sur l'honneur qu'ils ne se sont mêlés en rien dans l'opposition des partis, qu'ils ne s'occupent que des œuvres du saint ministère.

— J'apprends qu'ils font des réunions légitimistes à l'évêché.

— Non, sire, c'est faux; ces réunions sont des réunions de Sociétés pieuses, comme il y en a dans tous les diocèses pour les bonnes œuvres. Il est vrai que ces Sociétés sont en grande partie composées de légitimistes, mais cela n'en altère en rien le caractère, et la politique en est sévèrement bannie : Monseigneur ne souffrirait pas qu'il en fût autrement.

— Je suis heureux qu'il en soit ainsi, reprit le roi, que voulez-vous? moi, je ne puis m'informer par moi-même : les rapports de police arrivent à mon ministre, je suis bien obligé de croire ce qu'il me dit. Voyez Persil et parlez-lui de cette affaire : je serai bien aise de me réconcilier avec MM. de Mazenod, car je préfère augmenter le nombre de mes amis que celui de mes ennemis.

Le surlendemain, le supérieur d'Ajaccio revint à la charge auprès du ministre des Cultes.

— Eh bien! finit par conclure M. Persil, que Monseigneur d'Icosie nous écrive pour se justifier, et nous jugerons la valeur de ses raisons.

Après bien des démarches, les conseillers naturels de l'évêque d'Icosie finirent par le décider à écrire soit au roi, soit au ministre des Cultes. Il le fit en des termes très mesurés

qui, par leur réserve, froissèrent le roi et le ministre.

— Il nous a écrit, disait le ministre au P. Guibert, comme si c'était nous qui fussions dans notre tort.

Le P. Guibert répliqua.

— Il vous a donc écrit? Tel que je le connais, je ne l'en eusse pas cru capable; convenez, Monsieur le ministre, qu'il serait bien avantageux que de tels hommes vous soient dévoués.

Quelques-uns, pour grandir le rôle du fils, ont voulu diminuer le rôle du père qu'ils ont trouvé *trop entier* dans ses vues. La vérité n'est point cela, et si le futur cardinal Guibert fut souple et diplomate, l'évêque d'Icosie reste grand. Il fit d'ailleurs preuve de condescendance et écrivit au ministre une seconde lettre qui aplanit toutes les difficultés. Il vint à Paris, fut reçu avec beaucoup de bonne grâce par le roi, la reine et le ministre des Cultes, prêta le serment et revint à Marseille dans les premiers mois de 1836. L'année d'après, le vénérable Mgr Fortuné de Mazenod, pour couronner son œuvre, donnait sa démission en faveur de son neveu.

IV. LUTTES ÉPISCOPALES

Au moment où le nouvel évêque monte sur le siège de saint Lazare, le trône de Louis-Philippe paraît encore assuré, bien que des insurrections partielles et des complots répétés contre la personne royale assombrissent l'avenir. Cette monarchie gardait à sa base la faiblesse de son origine : née d'une révolution, elle vivait avec l'appui des éléments révolutionnaires et antireligieux. Les dispositions plutôt conciliantes du roi, la piété de certaines princesses ne pouvaient enrayer, ni guère atténuer l'anticléricalisme officiel. On en voyait constamment des preuves dans les divers diocèses de France. A Marseille, des groupes turbulents de sectaires saisissaient toutes les occasions, les faisaientnaître au besoin, pour exciter les passions populaires contre le clergé.

Les défenseurs de l'Église veillaient et luttaient.

En 1843, l'épiscopat de France entreprenait unecampagne célèbre pour la liberté d'enseignement. Dans son mandement de Carême de cette année, Mgr de Mazenod parlait « des chaires de pestilence », d'où l'on jette, « dans l'âme d'une jeunesse ardente et inexpérimentée autant que curieuse de nouveautés, le principe de toutes les aberrations de l'orgueil, et des enseignements qui brisent, pour elle, le frein le plus salutaire, comme le plus puissant, de toutes les convoitises ». Le ministre des Cultes vit, dans ces paroles, un blâme adressé à l'Université, et il écrivit de vives admonestations à l'évêque de Marseille. Celui-ci sentit « son caractère humilié », et il répliqua par une lettre qui commençait ainsi :

— Votre Excellence me force à dire que j'ai du caractère et de l'autorité sainte des évêques une idée fort différente de la sienne; c'est pourquoi je ne saurais jamais soumettre à une autre censure qu'à celle de l'Église les paroles que j'adresse à mes ouailles dans l'exercice de mes fonctions pastorales.....

Loin d'excuser les reproches de son mandement, il accentue ses accusations. Il ne voulait point en rester là, et il proposait aux évêques français de se lever tous, avec la majesté de leur ministère sacré et l'autorité de leur magistère, pour lancer contre les livres et les enseignements de l'Université, une censure solennelle. D'autre part, il écrivait au roi lui-même : « La prudence et la modération sont épuisées, la faiblesse même trouverait des forces pour défendre, n'importe le péril, le plus grand de tous les intérêts confiés par Dieu à l'épiscopat. » Il soutenait ceux de ses confrères qui marchaient à la tête des soldats de l'Église, il se tenait à côté d'eux, payant de sa personne.

Il adressa au garde des Sceaux et au roi un long mémoire que tous les organes de la presse religieuse publièrent, et qui fut en outre reproduit en brochure de propagande; la presse ministérielle, le *Journal des Débats* surtout firent les honneurs d'une charge générale et véhémente.

Cet acte n'épuisa pas le dévouement du grand évêque. « Nous devons désormais,

écrivait-il à Mgr Affre (1), éviter tout ce qui pourrait atténuer la force de notre langage. » Il intervenait auprès du Saint-Siège lui-même, et il adressait à un secrétaire de la chancellerie romaine, des lignes où il analyse la politique religieuse de Louis-Philippe. C'est une page d'histoire.

Il est certain, dit l'évêque de Marseille en parlant du roi, qu'il ne veut pas de la liberté d'enseignement, liberté dont la religion, en France, a cependant un si grand besoin, qu'on peut dire que c'est, en l'état des choses, l'unique planche de salut qui lui reste pour sauver les générations nouvelles. Le haut personnage qui, dans ses conversations, nous a montré des intentions si bienveillantes pour l'Église n'aime pas l'Église; il la craint.....

L'Université, selon Louis-Philippe, c'est la révolution de 1830 maîtresse des générations nouvelles. Il n'a pas la même confiance dans le clergé, et il ne veut de la religion que dans une certaine mesure où elle ne puisse faire ombrage à sa politique et en devienne plutôt un instrument docile. Il n'aura jamais pour nous que de belles paroles sans effet, ou des actes favorables, mais peu compromettants, qui feront honneur à sa modération, à sa sagesse, à son amour même de la religion, mais ne pourront jamais amener à de grands résultats. Il aura bien plus de sympathies pour le protestantisme, si fier et si audacieux aujourd'hui de la protection du gouvernement. C'est que le protestantisme est à lui, tout à lui.

Peu après, le vaillant évêque se trouvait à Rome et recevait une audience. Grégoire XVI l'embrassa cordialement, le retint une heure et demie, et lui manifesta sa pensée et ses projets en ce qui touchait aux affaires de France. Il lui dit, entre autres choses, qu'il avait voulu lire les œuvres de MM. Dupin, Cousin, Quinet et Michelet (2), qu'il avait extrait lui-même de ces ouvrages les propositions condamnées par le Saint-Office. « Il me remit alors, écrit Mgr de Mazenod dans son journal, les notes écrites de sa propre main ».

Trois ans plus tard, la France, suivant un mot célèbre, avait fini par s'ennuyer, et la *révolution du mépris* emportait le trône de Louis-Philippe.

La seconde République bénéficia des antipathies qu'avait soulevées le pouvoir déchu; animée d'un tout autre esprit envers l'Église catholique, elle n'hésita pas, on le sait, à faire bénir les arbres de la liberté. Elle fut représentée à Marseille par un jeune homme de vingt ans, M. Ernest Ollivier, frère d'Émile. L'évêque et le préfet s'entendirent à merveille. On se prépara aux élections d'où devait sortir l'Assemblée nationale. Mgr de Mazenod rappela aux prêtres de son diocèse le devoir électoral. « Nous vous y exhortons tous, nous vous donnerons l'exemple. » La liste catholique, ayant à sa tête Lacordaire (1), obtint une imposante majorité.

Le prélat ne cachait point d'ailleurs la sympathie qu'il éprouvait pour le nouveau gouvernement. « Il paraît, écrivait-il, que l'on s'est dit, dans cette révolution, de rendre hommage à la religion et à ses ministres. » Comme preuve de ses sentiments de conciliation, il assista, le 13 avril 1849, à un banquet patriotique donné sur une des places de Marseille. L'assemblée était immense. Dès que l'évêque apparut dans l'enceinte, des milliers de voix firent retentir, comme un tonnerre, les cris de : « Vive Monseigneur! Vive la religion! » Le commissaire du gouvernement voulut, à son tour, rendre hommage au chef du diocèse. A peine eut-il prononcé ces mots « et le digne pontife, etc. », que les bravos et les cris de « Vive Monseigneur! » éclatent de nouveau; l'orateur fut obligé de laisser se calmer cette tempête d'enthousiasme.

Malgré ces touchantes cérémonies, tout n'était pas pour le mieux dans la meilleure des républiques. Des bandes d'énergumènes soulevaient des émeutes à Marseille même, et ne parlaient de rien moins que d'incendier le port et l'évêché. On devait en même temps piller et dévaster la ville, le 28 avril 1849. Ce complot fut éventé, mais, deux mois plus tard, dans la nuit du 22 juin, une barricade s'élevait au centre des quartiers les plus populeux. La troupe intervint et le sang coula. Le clergé, les mission-

(1) Mgr Affre, voir nos *Contemporains*, n° 287.

(2) Cousin, voir *Contemporains*, n° 194, Michelet, n° 400.

(1) Lacordaire, voir nos *Contemporains*, n° 66.

naires Oblats portèrent sur ce champ de bataille fratricide, et malgré les balles, le secours de leur charité. C'était le jour même de la Fête-Dieu. La semaine suivante, devait avoir lieu la célèbre et populaire procession du Sacré Cœur. Les autorités administratives s'émurent. Le vaillant évêque, sage et modéré autant que brave et hardi lorsqu'il le fallait, avait décidé de renvoyer au 15 août cette cérémonie religieuse. Il exprimait ce dessein, dans un Conseil tenu à la préfecture, lorsque Changarnier (1) entra dans la salle des séances. « Le général, écrivait Mgr de Mazenod dans son journal, s'est exprimé d'une manière très énergique et très chrétienne; il aurait fortement opiné pour qu'on fît les processions, et il aurait voulu pouvoir s'arrêter vingt-quatre heures à Marseille pour y assister. »

Cependant les éléments de désordre, mal contenus par la sentimentale république, s'agitaient dans la France entière, et, grâce à l'anarchie, l'idylle républicaine, qu'avait commencé de chanter Lamartine (1), allait s'évanouir sous les coups de clairon et de canons du coup d'État et de l'Empire. L'avènement d'un pouvoir fort soulagea la conscience publique. Mgr de Mazenod se rappelant, alors comme sous Louis-Philippe, qu'il était pontife et non point homme d'un parti quelconque, mettant les principes et la religion au-dessus des régimes politiques, fit adhésion à la puissance impériale. Il lui resta fidèle tant que l'empereur lui-même sut respecter les droits de l'Église.

L'évêque de Marseille ne laissait pas que de jouir d'un certain prestige aux Tuileries. On se servit de son intermédiaire pour engager avec Rome des négociations délicates. En 1856, à l'occasion du baptême du prince impérial, l'évêque fut nommé sénateur. Napoléon III le présenta même au Saint-Siège pour l'un des chapeaux cardinalices dont disposait la France. Ces faveurs officielles ne diminuaient point le caractère de l'évêque, et il est vrai de dire qu'il n'y eut jamais rien en lui du prélat courtisan.

(1) Changarnier, voir nos *Contemporains*, n° 74.
(2) Lamartine, voir nos *Contemporains*, n° 57.

Dans l'une des visites de Napoléon III à Marseille, l'empereur demandait où en était à Rome le cardinalat.

Je ne lui cachai pas, dit Mgr de Mazenod dans son journal, que le Pape m'avait écrit pour agréer la présentation que Sa Majesté avait faite de moi, mais qu'il renvoyait à un moment opportun ma préconisation, parce que l'Église étant dans le deuil, on ne devait pas se réjouir. L'empereur ne répondit rien, ajoutait simplement l'évêque.

C'était, en effet, l'heure où la révolution italienne, avec la complicité plus ou moins ouverte de Napoléon III, engageait contre l'Église et le Souverain Pontife une lutte où la force, là aussi, devait primer le droit et qui allait aboutir à la spoliation du Saint-Siège. Mgr de Mazenod vit avec douleur la voie désastreuse où s'engageait le gouvernement impérial. Il s'en était ouvert à Napoléon III, et l'empereur avait répondu par quelques vagues paroles qui laissèrent l'âme de l'évêque dans une tristesse profonde. Les collègues de Mgr de Mazenod, connaissant son influence à la Cour, le priaient d'intervenir encore, et le cardinal Morlot (1), archevêque de Paris, le pressait d'agir dans ce sens. L'évêque de Marseille répondait : « *Tange montes et fumigabunt* (2) ».

Néanmoins, il se déclarait prêt à reprendre la plume si ses collègues le jugeaient opportun. Il écrivit donc. Il y avait dans cette seconde lettre des accents prophétiques.

Les projets qu'une brochure récente (3) a préconisés ont ravivé toutes les craintes du clergé et des catholiques en même temps que les espérances des ennemis de la religion et de votre dynastie. Que Votre Majesté ne se laisse point faire un si grand tort; nous en serions tous malheureux. Je vous demande mille fois pardon, Sire, de pousser vers vous ce cri de détresse dans une conjoncture où tout un long avenir est en cause et peut être compromis..... J'espère en votre sagesse et en votre religion, comme j'espère par là même que Dieu vous bénira dans votre personne et dans vos descendants.

Il disait encore, dans une séance du Sénat, le 29 mars 1860, à propos des réclamations des catholiques français :

(1) Mgr Morlot, voir nos *Contemporains*, n° 288.
(2) Touchez les montagnes, elles s'enflammeront.
(3) *Le Pape et le Congrès*, célèbre brochure inspirée par l'empereur et publiée par son ordre.

« Messieurs, du mécontentement à la désaffection il n'y a pas loin, et ce sera là un bien grand malheur, car il importe au gouvernement de régner sur les cœurs ».

L'année d'après, sur le lit de douleur où il allait mourir bientôt, il ressentait l'amertume que lui causaient les malheurs de l'Église et les fautes de l'Empire, plus que ses propres souffrances, et un témoin raconte le fait suivant: « Pendant sa longue maladie je me trouvais un jour, seul, auprès de son lit. Tout à coup, il me parla encore de l'empereur, puis il s'arrêta et se mit à pleurer.

« Ce n'est pas un empereur, me dit-il, c'est un tyran, il persécute l'Église..... Tu es jeune encore, tu verras qu'il fera beaucoup de mal et qu'il finira mal lui-même, mais il fera verser bien des larmes. »

Dix-huit ans plus tard, les enfants de Mgr de Mazenod, missionnaires dans la terre des Zoulous, donnaient au prince impérial, si chrétien d'ailleurs et si Français, la dernière bénédiction de l'Église au moment où il entrait en campagne, et prononçaient ensuite les premières paroles de pardon et de miséricorde, sur la dépouille de l'héroïque jeune prince.

En dehors des questions où l'Église se trouve en contact obligé avec la politique, il en est d'autres non moins importantes d'un ordre purement religieux : étapes de l'histoire de l'Église au cours des siècles, développement normal et progressif du dogme catholique, réformation de la morale ou de la discipline, stratégie des soldats de Dieu. Malgré la fraternité absolue créée par la foi commune et la charité universelle, il reste une infinité de détails où peut s'exercer la divergence des esprits et des caractères.

Mgr de Mazenod fut très sensible à une polémique secrète, engagée parmi les membres de l'épiscopat. L'un de ses collègues, et non des moindres, car il s'agissait du cardinal Gousset (1), l'accusait de tendances gallicanes. L'évêque de Marseille répondit dans un mémoire d'une grande élévation de pensées et d'une superbe beauté d'accents.

(1) Mgr Gousset, voir nos *Contemporains*, n° 50

Mgr de Mazenod n'était pas gallican du tout, et l'avait prouvé au péril de sa liberté et de l'existence même de son Institut, mais la vérité est qu'il tenait à certaines traditions antiques, établies en France par un long usage, et dont beaucoup devaient d'ailleurs recevoir la sanction romaine. « Le Pape, écrivait-il, ne voudrait pas nous traiter comme une Église née d'hier, et nous reconstituer à neuf, comme si, semblables à certaines Églises d'Amérique, nous prenions à peine place dans le désert. » C'était une question de fait et non de droit. Il justifiait son attachement aux vieilles coutumes par l'amour qu'il professait pour l'Église de France, et il écrit, dans sa réponse au cardinal Gousset, une page admirable sur l'histoire de nos pères dans la foi.

Je n'ai jamais compris que le zèle pour l'autorité du Saint-Siège se tournât contre la gloire de l'Église de France. Je n'ai jamais pu supporter qu'on cherchât à la faire déchoir de ce haut rang qu'une forte et incomparable éducation cléricale, qu'une discipline parfaite et que les travaux de ses évêques et de ses prêtres lui ont assigné entre toutes les portions de la catholicité. Je me suis toujours élevé contre les jugements de ceux qui, dans ces derniers temps, se sont fait un système de la décrier, en s'attaquant surtout à l'époque des plus grandes splendeurs de notre pays. Pour moi, je vois avec bonheur l'Église prendre alors la première et la plus large part à ces splendeurs immortelles. J'admire comment aucun genre de mérite ne lui a manqué, ni la régularité, la dignité sainte et la piété sincère à son clergé ; ni la science et le génie des plus illustres docteurs à ses grands écrivains; ni l'éloquence la plus sublime à ses grands orateurs; ni le zèle le plus entreprenant et le plus intrépide à ses apôtres qui remuent tout le royaume jusque dans ses entrailles, et qui, déjà répandus dans tout l'univers, y font connaître Jésus-Christ au prix même de leur vie. Je me plais à dire qu'elle usa de la prospérité avec grand fruit pour les âmes; et quand, à la fin du siècle suivant, les jours mauvais arrivèrent, combien elle me paraît plus belle encore dans ses tribulations ! Je suis pénétré d'un religieux respect devant le spectacle qu'elle donna à tous les siècles. J'ai vu, dans mon jeune âge, la fidélité de ses innombrables confesseurs dont la présence sur le sol étranger fit germer la vérité au sein même de l'hérésie. J'ai pour ainsi dire touché de mes mains la couronne de ses martyrs, dont le sang a rendu si admirablement féconde cette terre de France où aujourd'hui, plus qu'à toute autre époque

de l'histoire, plus que sur tout autre point de l'univers, on voit sans cesse prendre racine et s'élever toute espèce d'œuvres de salut. Je pense donc qu'il serait odieux de répudier l'héritage d'un passé si riche d'avenir, que si, dans ce passé, quelque chose d'humain est arrivé à des hommes, si, au milieu de tant de mérites, quelque chose s'est glissé dont les ennemis de la foi aient voulu profiter, j'estime que, depuis, le sang des martyrs a tout effacé, et, qu'en fait de doctrines comme de sentiments, il ne reste que l'or le plus pur. On peut dire aujourd'hui, dans un sens plus fort encore que celui de Fénelon, que parmi nous tout catholique est romain. J'en bénis Dieu, et je ne saurais rechercher sur l'or d'imperceptibles nuances pour y voir des taches qui n'existent pas. Je voudrais, au contraire, écarter tout motif de déplorables divisions, et je m'attache à reconnaître tout ce qui nous montre les pasteurs de l'Église se pressant autour du Pasteur suprême, dans cette magnifique unité dont il est le centre.

Mgr de Mazenod eut une solennelle occasion de témoigner son dévouement pour le Saint-Siège et sa croyance à l'infaillibilité lorsque, en 1854, Pie IX (1) le convoqua aux réunions d'évêques qui devaient, à Rome, préparer la définition du dogme de l'Immaculée Conception, et relever, par une assemblée majestueuse de pontifes, les cérémonies grandioses de la proclamation. « Nous allons à Rome, disait Mgr de Mazenod, pour entendre les oracles de Pie IX et non pour lui apprendre à faire des Bulles. » Plusieurs évêques, comme cela devait se reproduire au Concile du Vatican, à propos précisément de l'infaillibilité du Pape, n'estimaient pas qu'il fût opportun d'imposer à la foi des fidèles un mystère nouveau, L'évêque de Marseille protesta vivement, et il disait entre autres, dans une de ses lettres adressées au Pape. « Votre Sainteté pouvait tout décider sans consulter en rien l'épiscopat. » A cette soumission de l'esprit, le pieux prélat savait joindre le dévouement du cœur, et lorsque le denier de Saint-Pierre fut institué, il recueillit, la première fois, pour le Père commun des fidèles, une somme de près de cent mille francs. Dans les épreuves du Saint-Siège, il adressait soit à Grégoire XVI, soit à Pie IX, des lettres pleines de piété filiale.

(1) Pie IX, voir nos *Contemporains*, nos 120-123.

VI. GOUVERNEMENT D'UN DIOCÈSE ET D'UNE CONGRÉGATION — UNE FIGURE DE GRAND ET SAINT ÉVÊQUE

Les faits généraux forment les marques saillantes dans la trame journalière d'une vie d'évêque. Ces préoccupations d'un ordre supérieur portent sans doute avec elles leurs difficultés, réclament des soins assidus, engagent parfois gravement la responsabilité, sont la source de gros soucis, peut-être même d'angoisses douloureuses, mais, tout compte fait, ce ne sont là que des accidents plus ou moins transitoires. Le fond de cette vie pastorale, c'est la sollicitude de chaque jour, de chaque instant, et qui embrasse jusqu'aux détails les plus infimes, comme les plus multipliés du mouvement spirituel dans un diocèse.

A cela s'ajoutait, pour Mgr de Mazenod, la direction active de sa Société de missionnaires, que nous allons voir bientôt répandue aux quatre coins du monde.

Il n'entre pas dans notre cadre de raconter ce que fut cette double administration ; nous n'en donnerons qu'un fort bref aperçu. Voici, par exemple, le tableau des œuvres créées, dans le diocèse de Marseille, sous l'administration de Mgr de Mazenod : 34 églises construites, beaucoup d'autres réparées ou agrandies, 21 paroisses nouvelles établies, 7 communautés d'hommes, 27 communautés de femmes installées dans le diocèse, des collèges ecclésiastiques pour l'enseignement secondaire, une foule d'écoles primaires, favorisées, soutenues au besoin par Monseigneur; en outre, 10 établissements diocésains dus à Mgr de Mazenod, propriétés, terrains ou immeubles divers; et, dans ce nombre, le sanctuaire de Notre-Dame de la Garde et la cathédrale actuelle de Marseille. De plus, les ouvroirs catholiques, les œuvres de jeunesse, les cercles religieux, les catéchismes, les Congrégations, etc., etc. Assurément, tout cela ne peut pas être l'œuvre d'un seul homme, mais le vrai rôle d'un supérieur, d'un chef de diocèse, est de savoir susciter, encourager, soutenir autour de lui l'esprit d'ini-

tiative de ses collaborateurs. Parmi ces créations, cependant, plusieurs sont bien le fait de l'évêque. Signalons surtout sa cathédrale. Il en conçut le dessein dès son installation sur le siège de saint Lazare. Il se servit, pour obtenir d'abord le décret d'érection et ensuite les ressources propres à réaliser le monument grandiose dont Marseille est aujourd'hui fière, du crédit qu'il avait auprès des personnages publics, soit sous Louis-Philippe, soit sous la République, soit enfin sous Napoléon III. Ce monument est vraiment l'œuvre d'une admirable ténacité épiscopale. L'évêque en était passionné; il en parlait sans cesse, il ne laissait passer aucun prince, ni le roi, ni l'empereur eux-mêmes, sans les entretenir de son projet.

Léon XIII (1) en a gardé le souvenir. Le Souverain Pontife était alors nonce apostolique à Bruxelles, et fut plusieurs fois de passage à Marseille. « Quand il parlait de sa cathédrale, disait-il aux Oblats, il était éloquent. » Nous devons à la vérité de dire que dans une foule d'œuvres, et notamment pour la construction du sanctuaire de Notre-Dame de la Garde et le développement de ce pèlerinage, Mgr de Mazenod fut puissamment secondé par ses enfants spirituels, les missionnaires Oblats. Pour eux comme pour lui, l'Église de Marseille et la Congrégation étaient les filles d'un même père.

Nous avons vu la fécondité de son administration épiscopale; les progrès de sa famille religieuse ne furent pas moindres. Nous ne pourrons pas la suivre dans sa marche à travers le monde, nous ne ferons que marquer les étapes. Nous l'avions laissée dans son berceau d'Aix-en-Provence. Elle avait de là passé à Notre-Dame du Laus, puis à Marseille, puis à Nîmes, puis à Notre-Dame de l'Osier dans le Dauphiné; au Grand Séminaire d'Ajaccio où elle envoyait pour fondateur le futur cardinal Guibert.

La petite Société s'établit ensuite dans le Comtat-Venaissin, à Notre-Dame des Lumières; à Billens, dans la Suisse. En 1841, elle fait un grand pas, elle passe au Canada, puis en Angleterre, en Irlande et en Ecosse. En Amérique, elle obtient pour son lot ce vaste Nord-Ouest qui s'étend jusqu'au pôle Nord. Elle fonde le diocèse et l'Église d'Ottawa, où elle établit une Université aujourd'hui florissante; la ville épiscopale de ce diocèse est aujourd'hui la métropole du Canada et le siège du Parlement. Les Oblats s'étendaient peu à peu vers le Nord-Ouest, y établissaient successivement une province ecclésiastique dont les cinq titulaires, il y a quelques années, se réunissaient en un Concile uniquement composé de religieux du même Ordre, fait rare dans l'histoire de l'Eglise. La Congrégation devait passer ensuite dans les États-Unis et au Texas.

Dès 1847, le fondateur avait envoyé ses missionnaires dans l'île de Ceylan, cette perle des Indes, où ils ont aujourd'hui deux diocèses. A une autre extrémité du monde, en Afrique, ses enfants fondaient, dans le Sud, la mission de Natal, qu'ils ont développée aujourd'hui en quatre vicariats.

C'est là une nomenclature dans toute sa sécheresse, mais qui a son éloquence, et l'on peut vraiment dire que l'ouvrier de tant d'œuvres dans le monde, comme dans le diocèse relevé par lui, fut puissant et généreux.

Parlant de son caractère, Pie IX aurait dit de lui, assure-t-on : « *Questo fa da Re*, celui-ci agit royalement. » Il avait, en effet, une haute idée de sa charge pastorale. Un jour, en 1844, le prince de Joinville, le duc et la duchesse d'Aumale sont de passage à Marseille; le préfet invite l'évêque au rendez-vous des autorités locales pour escorter Leurs Altesses. « Je me garderai bien, dit l'évêque, de me rendre à cette invitation; c'est bon pour des fonctionnaires de faire cortège; j'irai attendre Leurs Altesses royales à l'hôtel », et, parlant de l'étiquette qui place l'évêque dans les repas officiels, « dans sa propre ville épiscopale, à la troisième, cinquième ou même sixième place », il ajoute : « Un évêque qui passerait par ces fourches caudines mériterait de manger sous la table. »

(1) Léon XIII, voir nos *Contemporains*, n° 20.

La majesté du pontife, l'apparat extérieur dont il entourait, dans les grandes solennités, non point sa personne mais son personnage d'évêque, ne nuisaient en rien à la bonté, à la simplicité du père. Ses vêtements étaient plus que modestes. Un jour, il fit faire, malgré les protestations de la couturière, des reprises à une soutane violette qu'il portait depuis dix-sept ans et dont il ne voulait pas se séparer encore, par esprit de pauvreté évangélique.

Il traitait son entourage avec une bienveillance qui allait aux extrêmes. Les domestiques en profitaient pour se donner de temps à autre quelque relâche. Le service en souffrait. Monseigneur tout d'abord grondait, mais ces reproches tombaient vite, devant un mot d'excuse. Il disait d'ailleurs : « Je ne suis jamais plus content que lorsqu'il me manque quelque chose ». On ne vit jamais de changements parmi ses serviteurs, si ce n'est par la mort. Le dimanche matin, il prenait lui-même la clochette pour appeler son personnel à la Sainte Messe. Plusieurs fois, il servit lui-même la messe à de jeunes prêtres qu'il avait ordonnés. En vacances, il servait toutes les messes qui se disaient dans sa chapelle. Les humbles et les petits avaient un accès facile auprès de l'évêque gentilhomme ; il recevait les pauvres qui parvenaient aisément jusqu'à son cabinet de travail, et un prêtre de Marseille, qui a laissé dans cette ville des œuvres fécondes, M. Timon-David, écrivait : « Rempli de dignité avec les gens comme il faut, il était excessivement populaire avec les petits. Les femmes du peuple de Saint-Jean et de la Major l'adoraient; quand il venait à notre œuvre de patronage ouvrier, nos jeunes gens en raffolaient ».

Lorsque le choléra, ce terrible visiteur de la cité phocéenne, faisait son apparition, le pasteur, nouveau Belsunce, se prodiguait, se multipliait partout, priant le Seigneur avec larmes pour son peuple, se dépensant au chevet des moribonds. En 1850, le Conseil municipal de Marseille lui décerna une médaille commémorative et un diplôme d'honneur. « Le pasteur doit sa vie à ses ouailles, répondit-il au maire, aussi n'ai-je droit à aucune récompense de la part des hommes. » Mais les éloges qu'il écarte de sa personne, il les accepte pour l'héroïsme de son clergé.

Sa sollicitude s'étendait à toutes les œuvres et il donnait libéralement à toutes.

Un jour, deux Petites-Sœurs des Pauvres se présentent chez lui : « Nous faisons notre tournée dans le quartier, Monseigneur, et notre Mère nous a bien recommandé de venir vous voir aujourd'hui. — Elle a un bon ange gardien, votre Mère, dit Monseigneur en souriant, mais elle doit avoir aussi quelques soucis ». Il ouvre un tiroir, y prend un premier billet de cent francs, puis un second, puis un troisième, et ainsi jusqu'à dix. A chaque fois, les Sœurs, s'inclinant, remercient et se disposent à partir. Ce jeu semble plaire au bon prélat qui en est tout réjoui. Lorsque les Sœurs furent sorties, raconte le témoin de cette scène, Monseigneur me dit : « C'est singulier! on dirait qu'elles ont deviné que mon tiroir est bien garni; il faut qu'elles aient bien besoin de cette somme, puisque je l'avais si à propos. »

Tel fut ce grand évêque. « Messieurs, disait un jour Mgr Berthaud (1) en parlant de lui, dans une réunion publique, Messieurs, j'ai vu Paul! » Il y avait, en effet, de l'Apôtre des nations dans cette âme, par son zèle apostolique; il y avait du saint Charles Borromée par son esprit sacerdotal; il y avait du saint François de Sales par la tendresse et la ferveur de sa piété. On a pu dire d'ailleurs que ce fut l'un des plus beaux caractères du XIXe siècle.

Il tomba malade vers les derniers jours de 1860. Son état, avec des alternatives diverses, dura jusqu'au mois de mai de l'année suivante. Tout espoir était dès lors perdu. Le 20 mai, il laissait à ses missionnaires ce testament de son cœur : « Pratiquez bien parmi vous la charité....., la charité....., la charité, et, au dehors, le zèle pour le salut des âmes. » Le 21, au soir, on récitait à son

---

(1) Mgr Berthaud, voir nos *Contemporains*, n° 92.



NOTRE-DAME DE LA GARDE A MARSEILLE
(Mgr de Mazenod a béni solennellement la statue, le 2 juillet 1837, et le gros bourdon, en 1845.)

chevet les prières des Complies; quand on en vint au *Salve Regina*, il gardait toute sa connaissance et suivait toutes les prières. A ces mots « *nobis post hoc exilium ostende*, après cet exil montrez-nous votre Fils », il ouvrit faiblement les yeux. Aux dernières paroles de la prière, « *O dulcis Virgo Maria*, ô douce Vierge Marie, » le fondateur des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée regarda le ciel et expira.

M. Devès,
Aix-en-Provence. *O. M.-I.*

LES CONTEMPORAINS



BOÏELDIEU (1775-1834)

I. ENFANCE DE BOÏELDIEU — LE PÈRE BROCHE — LES SIX SOUS DE BOÏELDIEU — BOÏELDIEU SE REND A PARIS

François-Adrien Boïeldieu est l'auteur de la *Dame blanche* dont l'apparition, en 1825, marque une date mémorable dans l'histoire de la musique française.

Le célèbre compositeur naquit à Rouen le 16 décembre 1775, comme le prouve l'acte de baptême suivant :

Le dimanche dix-sept décembre mil sept cent soixante-quinze, fut baptisé, du consentement de Monsieur le curé, par Monsieur François Boïeldieu, prêtre vicaire de la paroisse Saint-Nicolas, François-Adrien, né le jour précédent, du légitime mariage de Monsieur Jacques-François-Adrien Boïeldieu, bourgeois, et de dame Anne-Marguerite Dumouchel. Le parain (*sic*) Monsieur François Boïeldieu, vicaire de Saint-Nicolas, oncle paternel de l'enfant; la maraine (*sic*), Anne Le Metaye, femme de Monsieur Louis Dumouchel, marchand boucher, grande mère (*sic*) de l'enfant, rue Massacre, de la paroisse de Notre-Dame de la Ronde, soussignés...

Son père était secrétaire à l'archevêché de cette ville, et sa mère tenait un magasin de modes bien achalandé. Comme le jeune

Boïel, c'est ainsi qu'on le nommait familièrement, montrait des dispositions extraordinaires pour la musique, on s'occupa de lui trouver un maître. On choisit le musicien le plus renommé de la ville, Broche, ancien élève de Desmazures, qui tenait l'orgue et dirigeait la maîtrise de la cathédrale. Malheureusement, Broche, organiste distingué, était aussi buveur sans retenue. Comme la plupart des ivrognes, il était brutal et tombait fréquemment dans des accès de colère dont le pauvre Boïeldieu avait d'autant plus à souffrir qu'il n'était pas seulement l'élève de Broche, mais aussi son commensal, qu'il vivait chez lui comme un apprenti et ne quittait jamais la maison. Les deux faits suivants donneront une idée de ce que le jeune Adrien eut à endurer.

Un jour, dit Jules Janin, comme son maître, qui revenait de son orgue, peut-être même du cabaret, lui demandait brutalement : « Qu'est-ce qu'une quinte? » l'enfant ne sut que répondre. Alors, voilà maître Broche qui saisit l'enfant par le bras et qui le jette sur l'escalier à lui rompre les os. En même temps, il lui ordonna de monter l'escalier sur les deux mains, et, à chaque marche, le maître disait : « La main droite est un *ut*, la main gauche un *ré: mi fa sol.* » Arrivé au *sol*, maître Broche s'écria : « Combien as-tu monté de marches? — Cinq marches, répondit l'enfant. — Tu vois donc, grosse bête, reprit le maître, que de *ut* à *sol* il y a une *quinte*. Et, pour rendre la démonstration plus positive, il la soutenait d'un vigoureux soufflet (1).

Une autre fois, Adrien, qui était allé faire ses prières à l'église, rentrait un peu tard. Le père Broche était encore ivre. « D'où viens-tu? » demanda-t-il brusquement à l'enfant, et, sans attendre la réponse, il lui ordonna d'étudier sur le champ, au piano, un morceau assez difficile. Adrien, tremblant, s'installe et commence à préluder..... Le maître se tenait debout derrière lui. Mais comme la silhouette de son corps se dessinait sur la muraille en face, l'élève en suivait des yeux tous les mouvements, certain d'avance que s'il commettait la plus légère faute il allait lui advenir une verte semonce, ou peut-être quelque chose de plus expressif. Le geste du redoutable professeur, lorsqu'il prenait du tabac, produisait chaque fois dans l'âme du pauvre petit une commotion électrique. Alors il baissait rapidement la tête sur les touches, et le piano, frappé avec force, rendait des sons discordants et barbares. Cependant, après quelques minutes d'angoisse, n'entendant plus la voix du maître, et voyant son ombre dans une parfaite immobilité, Adrien se hasarda à jeter un regard furtif derrière lui..... Le père Broche, adossé contre le mur, s'était assoupi, sa tabatière à la main et le cachet de la réprimande empreint sur ses traits. L'enfant s'empressa de quitter la place, et, décrivant prudemment un grand cercle, passa avec précaution entre Broche et la porte, qui, heureusement, était restée entr'ouverte (1).

Adrien n'osait se plaindre à son père des mauvais traitements que son maître lui faisait endurer, car il craignait qu'en le retirant de chez Broche on ne voulût lui faire abandonner la musique qu'il aimait passionnément, et dans laquelle il avait déjà fait de notables progrès, comme on le voit par le trait suivant raconté par M. Réfuveille :

Un jour de fête patronale, les fidèles s'étaient portés en foule à la cathédrale ; la grand'messe allait commencer, et maître Broche, qui s'était attardé la veille au *Chaudron*, son cabaret favori, n'était pas à l'orgue. Le petit *Boïel* prit en tremblant sa place, et bientôt, malgré son émotion, se laissant aller à son inspiration contenue jusque-là, il tira de l'instrument des accords si suaves et si doux, sa mélodie monta vers Dieu en accents si célestes, que l'office parut trop court, et qu'il fut parlé dans toute la ville de la manière dont Broche s'était surpassé. Mais bientôt on sut que ce n'était pas lui qui avait touché l'orgue, et l'élève et le maître, encouragés par ce succès, reprirent leurs études avec ardeur (2).

Tout enfant Boïeldieu avait un grand fonds de charité et de bienveillance. Son père lui donnait six sous par semaine pour ses menus plaisirs. Un dimanche matin que le jeune Boïeldieu se rendait à la messe à la cathédrale de Rouen, il trouva, sous le portail de l'église, un pauvre vieux mendiant, d'aspect si misérable, qu'il lui donna sans hésiter son pécule de toute la semaine.

« Mon petit ami, lui dit le vieillard d'un ton prophétique, ce que vous venez de faire là vous portera bonheur. Chaque fois que vous serez heureux, souvenez-vous de moi. »

Plus tard, quand la gloire fut venue pour

(1) *Journal des Débats*, 1834.

(1) *Boïeldieu*, par Jules Delerue, Rouen 1836.
(2) *Boïeldieu, sa vie, ses œuvres.*

lui, Boïeldieu se souvint toujours du mendiant de Rouen : quand un nouvel opéra, dû à son talent, était joué et réussissait, il ne manquait jamais de murmurer ces mots dont ses intimes seuls avaient le secret : « Mes six sous ! »

L'enfant n'entendait pas que de la musique religieuse. Un ami de Broche, qui faisait partie de l'orchestre du théâtre des Arts, emmenait de temps en temps avec lui le jeune *Boïel*. C'est ainsi que ce dernier fit connaissance avec les opéras de l'époque.

Notre héros avait, d'ailleurs, d'autres entrées au théâtre. Témoin l'anecdote suivante :

Un jour, Boïeldieu fut surpris, blotti dans une loge. Persuadé qu'on avait affaire à un voleur, on le conduisit au directeur.

— Je ne suis pas un voleur s'écriait le jeune homme.

— Pourquoi donc t'es-tu caché dans le théâtre ?

— Pourquoi? pourquoi? c'est difficile à dire; mais je ne suis pas un voleur, je suis Boïeldieu, élève de M. Broche.

Broche fut appelé; il vint, reconnut son élève et prit sa défense. Mais Boïeldieu dut avouer le motif de sa présence au théâtre.

« Je n'avais pas d'argent pour payer ma place, dit-il ; je me suis caché dans une loge pour attendre le commencement du spectacle; cela m'a réussi déjà plusieurs fois. »

Le directeur admira un amateur qui passait ainsi une journée sans manger ni boire.

— Tu as donc la passion du théâtre?

— Oui, Monsieur le directeur.

— Écoute, mon cher, lorsque tu n'auras pas d'argent, tu viendras me trouver et je te donnerai un billet d'entrée. En voici un pour ce soir.

— Grand merci, Monsieur le directeur, fit Boïeldieu, au comble de la joie.

Cependant, à la longue, les excentricités de Broche finirent par dégoûter son élève. Malgré la bonté de son naturel, Adrien en arriva à prendre en horreur ce maître brutal. Il ne fallait qu'une occasion pour que ses sentiments se manifestassent. L'occasion se présenta lorsque le jeune homme allait atteindre sa quinzième année. Par mégarde, Adrien laisse, un jour, tomber une goutte d'encre sur le clavecin qui servait à ses études. Épouvanté des suites possibles de cet accident, et pensant à la rude correction qu'il pourrait lui valoir, il n'hésite pas à quitter la maison et même la ville de Rouen. Il veut aller à Paris. Jules Janin a raconté qu'en route, le futur compositeur fut recueilli par un berger, et qu'à Paris, la famille Mollien lui offrit l'hospitalité. On était au début de la Révolution, et le jeune homme, après avoir passé quelques mois dans la capitale, dut revenir à Rouen. Dans cette ville, dit-on, au plus fort de la Terreur, il refusa d'accompagner au piano le chant de la *Carmagnole* qui était réclamé au théâtre par les sans-culottes rouennais.

Réfuveille raconte ainsi le fait :

C'était pendant la Terreur; la guillotine en permanence moissonnait l'élite de la France, et cependant on chantait, on donnait des concerts au bruit de l'instrument de mort, au milieu du râle et de l'agonie des victimes périssant dans les cachots ou sur la place publique. Garat, dans une tournée en province, était venu à Rouen. On voulut entendre le chanteur en vogue, il y eut foule au théâtre. Dans un concert, Garat venait de chanter, aux applaudissements de la salle entière, une romance de Boïeldieu, qui tenait le clavecin comme accompagnateur, lorsque le public en masse demanda *la Carmagnole*, cette chanson révolutionnaire qui servait d'accompagnement à l'échafaud. Garat pâlit, et, d'une voix tremblante, va entonner le refrain sanguinaire qui lui est imposé; mais Boïeldieu, rejetant soudain son instrument loin de lui (*sic*), et foudroyant le public sous un regard d'indignation, se lève et sort avec éclat, vengeant ainsi l'art outragé. C'était plus que de l'audace de braver la révolution déchaînée. Il y allait de la tête, et l'artiste fut contraint de sortir une seconde fois furtivement de Rouen, à la faveur de la nuit. Sans passeport, il ne put rentrer à Paris qu'en se cachant sous une charrette. Heureusement, on étouffa cette affaire et Boïeldieu ne fut pas inquiété.

Ce second séjour à Paris ne fut pas de longue durée, car le 2 novembre 1793, l'artiste faisait représenter au théâtre de Rouen son premier ouvrage sérieux intitulé : *La Fille coupable*. On prétend que les paroles de cet opéra furent composées par le père de Boïeldieu, heureux d'encourager les belles dispositions musicales de son fils. Cette œuvre, ainsi que *Rosalie et Myrza*, qui la suivit de près n'eut qu'un succès de

curiosité. L'inexpérience du compositeur s'y faisait par trop remarquer. Néanmoins, les félicitations que Boïeldieu reçut à cette occasion l'encouragèrent à persévérer dans la voie où il venait d'entrer.

II. DÉBUTS DE BOÏELDIEU A PARIS — SES PREMIERS OPÉRAS — LA DOT DE SUZETTE, BENIOWSKI, LE CALIFE DE BAGDAD — BOÏELDIEU ET CHERUBINI — MA TANTE AURORE

Une troisième fois, il résolut d'aller tenter la fortune à Paris. Il croyait naïvement qu'il n'aurait qu'à se présenter pour voir les portes de tous les théâtres s'ouvrir devant lui. Il fallut bien rabattre de ces rêves brillants. Aucun directeur ne voulut recevoir les œuvres du jeune compositeur. Celui-ci fut tout heureux de trouver dans la personne de Jadin, musicien de valeur, un protecteur et un ami. Jadin le présenta à la famille Érard, dont le salon était alors le rendez-vous des artistes parisiens. Le chef de cette maison, Érard, si célèbre par ses pianos, accueillit parfaitement Boïeldieu. Il lui rendit de grands services et aplanit les difficultés de la carrière qu'il avait à parcourir. Il le mit en relations avec les compositeurs de l'époque, et la fréquentation de ces artistes influa puissamment sur l'avenir du jeune homme. Boïeldieu tira un grand profit des observations de Méhul et de Chérubini, et il perfectionna son goût naturel par de fréquentes conversations avec Rode et Garat.

Quatre des plus éminents compositeurs de l'époque, Cherubini, Méhul, Kreutzer et Jadin, avaient l'habitude de se réunir toutes les décades dans un dîner d'amis, où ils discutaient à cœur ouvert sur leurs projets et leurs ouvrages futurs. Boïeldieu obtint la faveur de soumettre sa partition à ces juges si compétents. Après le repas où il avait été admis, Boïeldieu fut invité à se mettre au piano pour faire entendre son opéra. Le jeune homme s'exécuta de bonne grâce. Mais hélas ! de temps à autre (trop fréquemment au gré du compositeur), le doigt terrible de Cherubini venait se poser sur la partition et stigmatiser d'assez nombreux passages. Boïeldieu, qui ne possédait qu'une très faible notion des lois de l'harmonie, n'avait pas la conscience des fautes qu'on lui signalait. Il se doutait cependant qu'il devait avoir commis quelque énormité musicale, et son angoisse était extrême. Il parvint néanmoins à vaincre sa frayeur; les morceaux succèdent aux morceaux, et le doigt fatidique cesse entièrement de marquer la partition. « Allons, se dit l'artiste. il paraît que le milieu de mon œuvre vaut mieux que le commencement. J'espère que la fin réussira encore davantage. » Et il va toujours. Enfin, au moment où il vient de terminer un des morceaux les plus acclamés à Rouen et qui devait, selon lui, entraîner les applaudissements de ses juges, il se retourne ! Hélas ! il est seul ! Ses auditeurs se sont esquivés et l'ont laissé achever pour lui seul l'exécution de son œuvre. Jugez de la honte et du désespoir de l'artiste. Les larmes jaillissent de ses yeux.

Ce fut une leçon utile pour Boïeldieu. Il écouta l'avis de Jadin qui lui disait : « Mon jeune ami, à tort, on vous a fait croire que vous étiez compositeur; avant d'exercer un art, il faut l'apprendre, et vous ne possédez pas même l'*a b c* de la composition musicale. »

Boïeldieu se mit donc à étudier, et tout en étudiant, comme il fallait vivre, il composait des romances dont ses relations avec Érard et Garat facilitaient le placement.

A une tournure distinguée, le musicien rouennais joignait des manières aimables. Il plaisait dans le monde, et ses agréments personnels ne furent sans doute pas étrangers à la vogue de salon qui accueillit les romances par lesquelles il fit ses débuts à Paris. Chantées par l'inimitable Garat, ces gracieuses mélodies obtenaient un grand succès dans la capitale. Elles faisaient connaître le nom du musicien, mais ne l'enrichissaient guère. De son propre aveu, en effet, jamais l'éditeur Cochet ne paya une romance de Boïeldieu plus de 12 francs.

Mais le jeune artiste n'était pas venu se

fixer à Paris uniquement pour mettre en musique des vers de mirliton ; il voulait que ses œuvres fussent jouées sur une grande scène. Ayant obtenu un livret, il composa pour le théâtre Feydeau *La Famille suisse*, dont les paroles avaient été écrites par Godart d'Ancourt, dit Saint-Just. Le public se montra favorable à cet essai, mais il accueillit moins bien *Mombreuil et Merville* et *L'Heureuse Nouvelle*, ouvrage de circonstance, improvisé pour célébrer le traité de Campo-Formio.

Boïeldieu prit une éclatante revanche avec *Zoraïme et Zulnare*, drame lyrique tiré d'un roman de Florian. Saint-Just et Longchamp avaient collaboré pour la composition du livret de cet opéra, qui fut accueilli par le public avec un véritable enthousiasme.

Dans cette production élégante et d'une réelle valeur, le caractère particulier du génie de Boïeldieu commence à se dessiner. On y remarque des mélodies faciles, gracieuses et spirituelles, une instrumentation remplie de jolis détails et un sentiment exact de la scène. Le succès de *Zoraïme*, dont la première représentation eut lieu le 11 mai 1798, valut à Boïeldieu l'honneur d'être classé parmi les grands musiciens de l'époque; on le mit sur le même rang que Grétry, Dalayrac, Méhul, Cherubini et Berton. Et cependant, le compositeur n'avait encore que vingt-deux ans.

Diverses anecdotes se rapportent à l'apparition de cet ouvrage. On prétend que les acteurs ne fondaient aucune espérance sur la réussite de *Zoraïme* et qu'ils furent tout surpris des applaudissements qu'ils recueillirent. On dit aussi que, lors de la mise en scène, Broche, le premier maître de l'auteur, se trouvait de passage à Paris. Boïeldieu l'invita à assister à l'une des répétitions, le fit asseoir sur la scène, et pendant tout le temps que dura la séance, lui demanda des avis et des conseils.

Ce fait, s'il est authentique, prouve que le compositeur, malgré les torts de Broche à son égard, avait conservé pour son maître le respect auquel a droit celui qui a fait notre éducation.

Dans l'espace de quinze mois, Boïeldieu avait publié de nombreux morceaux de musique vocale et instrumentale; il avait trouvé le moyen de présenter quatre pièces au public. Il ne s'arrêta pas en chemin. Le 6 septembre 1798, il donnait au théâtre Favart *La Dot de Suzette*, petit opéra en un acte dont son collaborateur, Dejaure, avait emprunté le sujet à un roman de Fiévée. La musique de cette partition, simple et émue, comme il convenait au sujet, fut vivement applaudie. Le public goûtait particulièrement une romance pleine de naïveté et de grâce : *Qu'avec charme je me rappelle !.....* chantée admirablement par Mme de Saint-Aubin.

Charles Maurice cite à ce propos le trait suivant :

« Le théâtre de l'Opéra-Comique n'était pas en voie de prospérité à l'époque où il représentait *La Dot de Suzette* dont Boïeldieu avait écrit la musique. A la fin de chaque soirée, le compositeur se faisait délivrer sa part de recette, dans la crainte d'une clôture pour le lendemain. »

La Dot de Suzette dépassa le chiffre de cinquante représentations; ce qui indique, pour cette époque, un très grand succès.

La représentation de ses premiers ouvrages eut des résultats très avantageux pour le musicien rouennais. Elle le fit connaître comme compositeur et lui valut une situation honorable. Dès l'année 1800, Boïeldieu fut nommé professeur de piano au Conservatoire. Si l'on songe, d'une part, à sa jeunesse, et, de l'autre, à la réputation qu'avaient alors les maîtres qui dirigeaient notre grande école de musique, on conçoit que ce n'était pas là un honneur puéril.

L'artiste fut à la hauteur de la situation, et, sans négliger ses cours, il continua sa carrière lyrique. Le 8 juin 1800, il faisait représenter *Beniowski*, véritable drame en trois actes, et, le 16 septembre de la même année, *Le Calife de Bagdad*, petit bijou mélodique. Le succès de cette dernière composition fut très grand. *Le Calife* resta au répertoire de l'Opéra-Comique pendant plus de quarante ans et il y eut près de

huit cents représentations. « Ce n'est pourtant, dit M. Arthur Pougin, qu'une bluette, de beaucoup au-dessous de *Beniowski* comme élévation de sentiments et de pensées, et cela par le fait même du sujet, qui ne réclamait pas autre chose et ne pouvait être traité différemment, Mais quelle grâce exquise, quelle jeunesse, quelle verve, quelle fraîcheur d'inspiration, quelle abondance d'idées (1). »

A l'époque où fut représenté *Le Calife*, Boïeldieu reçut des leçons de Cherubini.

C'est ce que nous apprend la page suivante, extraite de la *Revue du Breton*, année 1836.

Pendant un séjour que fit Boïeldieu à Nantes, en 1819, il eut plusieurs entretiens avec M. Mellinet, frère du général de ce nom, et, comme lui, grand amateur de musique. Dans l'une de ces conversations, il fut question du *Calife*, et l'artiste dit textuellement à son interlocuteur : « ..... Cherubini me rencontrant dans un des couloirs du théâtre, me prit par le collet et me dit avec cette franchise assez rude chez lui : « Malheureux, n'es-tu pas honteux d'avoir de si beaux succès et de faire si peu pour les mériter ? » Je restai stupéfait de l'apostrophe; on le serait à moins; ma répartie n'arriva pas; mais, lorsque Cherubini m'eut quitté, sentant tout ce que ses reproches avaient de fondé, je ne tardai pas à me rendre auprès de lui pour réclamer ses conseils. Il fut arrêté qu'il m'emmènerait à la campagne de Saint-Just, mon collaborateur en paroles, notamment en celles du *Calife*, et que, là, il me ferait broyer du noir; ce que je fis, en effet, pendant deux saisons. Après cela, je sus mon affaire, mais je cessai d'être heureux : car vous ne vous figurerez jamais avec quelle facilité je composais un opéra avant d'en connaître les difficultés..... Sans Cherubini, j'ignorerais probablement encore que la science n'enlève rien à l'expression; mais je devins moins fécond : de 1795 à 1800, j'avais donné huit opéras : *La Famille suisse, La Dot de Suzette, Mombreuil et Merville, l'Heureuse Nouvelle, Zoraïme, Les Méprises espagnoles, Beniowski*, enfin *Le Calife*. La science n'y est entrée que pour bien peu; du moment où les notions exactes m'arrivèrent, il me sembla que tout mon passé allait m'être reproché; je fis donc une halte, une halte d'études de plusieurs années, pour ne reparaître qu'avec *Ma tante Aurore*, mon premier ouvrage de savant, quoique je ne le fusse pas trop encore..... »

(1) A. POUGIN, *Boïeldieu, sa vie, ses œuvres*, p. 63.

Au reste, Boïeldieu, qui était un homme charmant, avait su gagner les sympathies du maître italien, dont le caractère était tout l'opposé du sien. Autant le compositeur rouennais était affable, poli et prévenant, autant Cherubini était brusque et intraitable. Malgré cette diversité de tempérament, l'affection de ces deux hommes était sincère et profonde. Boïeldieu, qui savait s'y prendre, obtenait de Cherubini tout ce qu'il voulait. Celui-ci, d'ailleurs, en dépit de sa brusquerie proverbiale, avait bon cœur; mais il fallait savoir le retourner. Lorsque, pour la première fois, on lui adressait une demande, son premier mouvement était de répondre : « Non, ça né sé peut pas ! » Ceux qui le connaissaient ne s'effrayaient pas de ce premier refus, et venaient bientôt à la charge une seconde fois : « Eh bien ! disait-il alors dans son langage moitié français, moitié italien, eh bien ! zé verrai, zé m'en occouperai. » Et enfin, à un troisième assaut, on obtenait d'ordinaire ce qu'on souhaitait.

Boïeldieu, qui savait à quoi s'en tenir sur cette façon d'agir, n'hésita pas à dire un jour au directeur du Conservatoire : « Ah ! mon cher Cherubini, quel malheur que votre second mouvement ne vienne jamais avant le premier ! ce serait si agréable pour ceux qui ont affaire à vous ! » Cela fut dit avec tant de grâce que Cherubini ne songea pas le moins du monde à s'en offenser.

Pendant qu'il étudiait, sous la direction du maître italien, Boïeldieu ne fit paraître aucune pièce nouvelle. Cependant il était loin de vivre dans l'oisiveté. Il se perfectionnait dans son art, et, au bout de deux ans et demi, il présentait au public un de ses opéras les plus intéressants. *Ma tante Aurore* eut une première fort mouvementée. Elle fut applaudie unanimement pendant deux actes et sifflée au troisième. Le public trouvait la donnée de ce troisième acte trop invraisemblable. A la fin du spectacle, Longchamp, l'auteur du livret, disait avec découragement aux acteurs : « Notre pièce est perdue ! — Que dis-tu là, s'écria

Boïeldieu, qui entrait en ce moment dans le foyer? Notre pièce est bonne, et je veux qu'elle ait cent représentations. » Le musicien avait confiance dans son étoile. Il savait le soin qu'il avait apporté à son ouvrage et il pensait que la chute n'était pas définitive. En effet, le pressentiment de Boïeldieu se réalisa. Grâce à la suppression du troisième acte, *Ma tante Aurore* eut un succès qui alla de jour en jour grandissant.

Les airs de *Ma tante Aurore* sont charmants d'un bout à l'autre. Si quelques-uns paraissent avoir vieilli aujourd'hui, il ne faut pas oublier que c'est volontairement que l'auteur a placé sur les lèvres du personnage principal des mélodies d'un tour suranné et qui le paraissent d'autant plus actuellement que cent ans nous séparent du jour de la première représentation. On admire tout particulièrement l'ouverture et le duo qui commence par ces vers : *Quoi ! vous avez connu l'amour?* A propos de ce duo, voici une anecdote racontée par Héquet :

Ce duo commence par une ritournelle de deux mesures, et la tante Aurore doit entrer résolument sur le premier temps de la troisième, par ce vers

— Quoi! vous avez connu l'amour?

Mme Gonthier, qui jouait le rôle de la tante Aurore, était une comédienne spirituelle, pleine d'entrain et de gaieté; mais elle ne savait pas la musique, et n'avait pas, apparemment, l'habitude de compter les pauses. Malgré sa bonne volonté et ses efforts, elle s'y prenait tout de travers, et, aux répétitions, son *quoi!* arrivait toujours à contretemps. Boïeldieu, qui était homme de ressource, inventa un procédé pour la tirer d'embarras.

— Aussitôt que vous entendrez la ritournelle, lui dit-il, faites-moi tout bas un petit compliment; dites-le deux fois de suite, et mettez la première syllabe du duo à la place de la dernière syllabe de mon nom :

Qu'il est gentil, mon Boïeldieu!
Qu'il est gentil, mon Boïel — Quoi! etc.

vous êtes sûre de ne jamais vous tromper.

Ainsi fit Mme Gonthier, et le duo marcha « comme sur des roulettes ».

Cette anecdote ne mériterait peut-être pas d'être racontée; si elle ne montrait combien ces petites contrariétés, qui froissent et irritent tant de compositeurs, avaient peu de prise sur l'humeur toujours égale, toujours aimable de Boïeldieu

Dans la partition de *Ma tante Aurore*, on remarque qu'une modification profonde s'est produite dans le style du compositeur. Cette évolution se complétera pendant son séjour en Russie et le prédisposera à écrire ses derniers chefs-d'œuvre.

III. SÉJOUR DE BOÏELDIEU EN RUSSIE — IL EST ACCUSÉ DE CONSPIRER — LA MONTRE D'AUSTERLITZ — RETOUR EN FRANCE — OPÉRAS DIVERS — « LA DAME BLANCHE »

Vivement applaudi sur le théâtre, l'artiste était, dans son intérieur, un homme fort à plaindre. Il avait épousé, dans le courant de 1802, une danseuse de l'Opéra, une certaine Clotilde Malleurai, personne d'une conduite plus que légère (1). Il ne tarda pas à se repentir de son mariage, et, pour donner quelque diversion à ses chagrins domestiques, il résolut de quitter Paris. Au mois d'avril (1803), il partait pour la Russie avec deux amis, Rode et Labarre. Dès son arrivée, le czar Alexandre Ier le nomma maître de la chapelle impériale, fonction purement honorifique, mais à laquelle on ajouta l'engagement d'écrire chaque année trois opéras sur des sujets désignés par l'empereur. Boïeldieu fit de la sorte quelques partitions pour le théâtre impérial de Saint-Pétersbourg. Mais ces œuvres étaient tout à fait secondaires, et on peut dire que, pendant sept ans, le génie du maître ne se manifesta par aucune production éclatante.

Comblé de faveurs par le czar, ayant ses entrées dans la haute société russe, le compositeur français n'en était pas moins hors de son élément naturel. D'ailleurs, si le despotisme impérial s'adoucissait dans les sphères élevées, allié qu'il était à l'exquise distinction des formes et au vernis de l'éducation, dans les rangs inférieurs de la hiérarchie administrative, il ne cessait de

(1) Cette danseuse, qui fit le malheur de l'artiste, mourut en 1826, et Boïeldieu put alors épouser en secondes noces Mlle Dussoyre, veuve de Philis Berlin. Le mariage fut célébré le 22 janvier 1827. Mme Boïeldieu survécut dix neuf ans à son mari.

se montrer inquisiteur et tracassier. La police, toujours ombrageuse, le devint davantage lorsque des différends surgirent entre Napoléon et Alexandre (1). Boïeldieu lui fut signalé, et voici à quelle occasion :

Quelque temps avant de quitter la Russie, dit M. Réfuveille (2), il arriva à Boïeldieu une plaisante aventure. Il composait pour la France une partition qu'il expédiait au fur et au mesure qu'un grand morceau était terminé. Pour éviter la confusion, les caisses étaient numérotées et marquées d'une note de musique : l'une portait un *si*, l'autre un *mi*, une troisième un *sol*. Ces caisses, en arrivant à la douane, furent l'objet d'un minutieux examen. A la vue des signes particuliers et mystérieux, les employés russes, ombrageux comme leur gouvernement, sont pris d'un vague soupçon. La police est partout en Russie. Nul doute, on est sur la trace d'un complot et d'une correspondance chiffrée. On s'agite, on commente, on s'ingénie pour en trouver le sens. Enfin, après bien des efforts, on traduit le *si* par *six*, le *mi* par *mille* et le *sol* par *soldats*, et, à ce trait de lumière, il n'y avait qu'à ajouter le mot *conspiration* (on en voit en toutes choses en Russie), l'énigme était trouvée. Qui avait expédié les caisses? M. Boïeldieu? M. Boïeldieu était donc en correspondance avec les ennemis de l'empereur. On vient en toute hâte avertir officieusement l'artiste, qui ne se doute de rien, que ses caisses sont saisies et qu'on interprète d'une manière fâcheuse les signes qui les recouvrent. Il rit bravement au nez du donneur d'avis. C'était aggraver la situation et commettre une imprudence. On ne doit rire nulle part avec la police, surtout en Russie, où elle est souvent plus puissante que l'empereur. Déjà elle se fâchait, et l'affaire menaçait de prendre des proportions colossales. Le maître de chapelle de l'empereur, malgré cette illustre protection, fut contraint, pour conjurer à temps l'orage, de supprimer ses notes, d'ouvrir ses caisses et de prouver spirituellement aux douaniers confondus qu'un musicien ne conspire, quand il y est forcé, que dans ses opéras, et toutefois sans s'écarter des lois de l'harmonie universelle.

Boïeldieu demanda au czar un congé pour aller passer quelque temps en France. Il l'obtint et fit ses préparatifs de départ. Avant de quitter la Russie, qu'il ne devait plus revoir, il fit une visite à l'ambassadeur de France, M. de Caulaincourt, duc de Vicence, qui lui avait toujours témoigné beaucoup d'estime.

Je veux, lui dit l'ambassadeur, que vous emportiez un souvenir de moi. Faites-moi, je vous prie, l'amitié d'accepter cette montre. Ce que je vais vous raconter vous la rendra, j'espère, aussi précieuse qu'à moi. J'étais à Austerlitz, auprès de l'empereur. Il y eut pendant la bataille un moment d'incertitude. Napoléon demanda du renfort au général Augereau. Il s'était placé, pour l'attendre, sur un point élevé d'où il pouvait tout voir. Tout à coup, se tournant vers moi, il me dit vivement : « Caulaincourt, donnez-moi votre montre ». Il resta quelque temps cette montre à la main, comptant les minutes et fouettant sa botte avec sa cravache, par des mouvements saccadés où se peignait son impatience. Enfin il aperçut le renfort demandé; alors, me rendant ma montre et me montrant les Russes : « Tenez, me dit-il, encore quelques heures, et toute cette belle armée est à moi ».

Boïeldieu accepta la montre et ne s'en dessaisit jamais. Elle passa depuis à son fils. Encore actuellement, elle marque le moment précis où l'artiste a expiré, 4 h. 40, le 8 octobre 1834. A la mort de Boïeldieu, en effet, un des assistants brisa le ressort de cette montre quand le maître rendit le dernier soupir, et, depuis, jamais elle n'a été remontée.

Le compositeur était allé chercher en Russie des distractions et la fortune; la France lui réservait pour son retour la gloire et les honneurs. Après sept années d'absence, Boïeldieu eut la chance de retrouver libre le théâtre de ses premiers succès. Il n'y avait pas de nouveaux venus dans la carrière musicale, et, parmi les anciens, Dalayrac était mort, Chérubini se taisait; Catel et Méhul ne travaillaient plus que très rarement. Seul Nicolo régnait sur la scène lyrique. La lutte s'établit donc entre l'auteur de *Joconde* et de *Cendrillon* et l'auteur de *Ma tante Aurore*. En attendant que celui-ci donnât *Jean de Paris* il fit jouer à l'Opéra Comique deux œuvres écrites pendant son séjour en Russie : *Rien de trop* et *La jeune femme colère*. La première, pleine de gaieté et de mouvement, réussit à merveille, tandis que la seconde fut accueillie avec défaveur. Mais, sur ces

(1) Voir *Contemporains*, Napoléon, n° 176-181; Alexandre Ier, n° 238.

(2) *Boïeldieu, sa vie, ses œuvres*, par Réfuveille.

entrefaites, la salle Feydeau montait un nouvel ouvrage du maître, dont la réputation allait grandir encore.

Jean de Paris fut représenté pour la première fois le 4 avril 1812. C'est un ouvrage remarquable, d'une élégante originalité, qui fut accueilli par le public avec de véritables transports d'enthousiasme. Assurément le poème ne renferme rien qui soit capable d'émouvoir fortement l'âme du spectateur. Il n'y a là ni grande passion, ni catastrophe poignante, ni effets dramatiques extraordinaires, mais la plupart des morceaux sont d'une facture musicale achevée. Pour être juste, il faudrait les citer tous. Contentons-nous de rappeler l'air sémillant d'Olivier : *Lorsque mon maître est en voyage.....*, le beau duo de Jean et de son page : *Rester à la gloire fidèle......* la solennelle et magnifique entrée du sénéchal, le charmant final du premier acte, où l'on remarque le refrain obstiné du prince :

Cette auberge est à mon gré ;
M'y voici, j'y resterai.

et dans lequel se trouve encadré l'air de la princesse : *Ah! quel plaisir d'être en voyage !* que Boïeldieu avait tiré de son opéra de *Télémaque*, représenté en Russie. Enfin, au second acte, il faut mentionner encore l'air de Jean : *En brave et galant paladin*, d'un ton si noble et si caractérisé : la jolie romance d'Olivier : *Le troubadour, fier de son doux servage.....*, et le duo de Jean et de la princesse.

L'apparition de *Jean de Paris* révéla au public les immenses ressources du génie de l'artiste en même temps que les progrès considérables qu'il avait faits pendant son séjour en Russie. Pour donner une idée de la faveur qui accueillit cet opéra, A. Pougin cite le fait suivant, qui se passa au théâtre Feydeau, un soir que la représentation en avait été annoncée.

L'affiche mentionnait ce jour-là : *Les Sabots, Picaros et Diego,* et *Jean de Paris*. Comme à l'ordinaire, Martin devait jouer le rôle de sénéchal. Mais voici qu'au moment de commencer l'opéra de Boïeldieu, le rideau se lève silencieusement pour livrer passage à un artiste qui vient annoncer au public que Martin, pris d'une indisposition subite, ne peut pas jouer, et qui propose de remplacer *Jean de Paris* par *Les Maris garçons*. L'auditoire goûte fort peu cet arrangement, et les réclamations éclatent de toutes parts. C'est pour *Jean de Paris* qu'on est venu, et l'on veut voir ou plutôt entendre *Jean de Paris*. Les comédiens cependant se mettent en devoir de commencer *Les Maris garçons ;* mais leur entrée en scène met à son comble l'exaspération du public, qui les malmène, les siffle et va jusqu'à leur jeter des gros sous. Enfin, le tumulte devient tel que l'autorité est obligée d'intervenir, et qu'elle fait évacuer la salle en exigeant que l'argent soit rendu aux spectateurs.

Dès le lendemain, une enquête fut commencée au sujet de cet événement, que tout Paris connaissait déjà. On sut que Martin avait prévenu dès le matin ses camarades (les artistes de l'Opéra-Comique étaient alors en société) qu'il était indisposé, et que ceux-ci, pour ne pas perdre la recette que leur assurait l'annonce de *Jean de Paris*, n'avaient rien voulu changer à l'affiche, comptant sur le stratagème qu'ils allaient employer et sur la bonté du public. De ce fait, les deux sociétaires qui, en leur qualité de *semainiers*, étaient alors chargés de l'administration du théâtre, furent condamnés chacun à 300 francs d'amende.

Quant à Martin, il fut prouvé que le soir même où il était censé trop malade pour faire son service, il assistait au Théâtre Italien, à la première représentation de *Giuletta et Roméo*, de Zingarelli. Par ordre supérieur, il fut envoyé à l'Abbaye, pour y réfléchir pendant quelques jours sur les inconvénients de manquer à son devoir et au respect que tout artiste doit au public.

Tout cela pour *Jean de Paris*. Tellement la vogue de cet opéra fut grande à son apparition.

A *Jean de Paris* succéda *Le nouveau Seigneur de village* où se trouve le célèbre duo : *C'est, dites-vous, du chambertin*.

Boïeldieu fait ensuite, en collaboration avec Chérubini, Catel et Nicolo Isouard, *Bayard à Mézières*, opéra demandé par le gouvernement pour réchauffer l'héroïsme national, dans les conjonctures difficiles où se trouvait la France (février 1814). Deux mois après, les Tuileries ayant changé de maître, le compositeur fait représenter *les Béarnais*. L'année suivante, il aidait Hérold dans ses débuts en écrivant en collaboration avec lui *Charles de France*. *La Fête du village voisin*, représenté en 1816, renferme de belles pages de musique, mais le livret écrit par Sewrin est d'une médiocrité surprenante.

Le succès de ses œuvres désigna Boïeldieu pour la succession du fauteuil laissé vide à l'Institut par la mort de Méhul (1817). Pour justifier le choix qu'on fit de lui, le compositeur donna au théâtre de l'Opéra-Comique *le Petit Chaperon rouge* qu'on appela alors son discours de réception. Cet ouvrage en trois actes fut représenté le 30 juin 1818.

On connaît le joli conte de Perrault.

Théaulon, l'auteur du livret de l'opéra, fit subir une transformation aux personnages restés classiques pour les imaginations enfantines. Le Petit Chaperon devint Rose, le loup prit les traits du baron Rodolphe, et le comte Roger fut l'heureux chevalier qui empêcha la pauvrette d'être croquée par le loup. Cet opéra, qui offre des mélodies fraîches et pleines de naturel, a eu longtemps les honneurs du répertoire. L'orchestration, plus riche et plus colorée que dans les ouvrages précédents du maître, faisait déjà pressentir *la Dame blanche*.

Le succès justifia les espérances du compositeur et du public, et la première représentation fut un vrai triomphe. Bien des années se sont écoulées depuis lors, et les applaudissements de toute l'Europe ont confirmé ceux des habitués de l'Opéra-Comique. Fétis assure que « dans *le Chaperon rouge*, la manière de Boïeldieu est plus grande, les idées plus abondantes et le coloris musical plus varié que dans les ouvrages précédents ». On peut dire, en effet, que *le Chaperon* marque une nouvelle évolution, un progrès important dans le génie du compositeur.

Ce grand artiste, plus soucieux que tout autre de sa renommée, plus que tout autre jaloux de la conserver et désireux de l'agrandir, n'avait qu'une préoccupation, qu'une pensée à chacun des succès qu'il remportait : faire mieux encore à la prochaine épreuve, et justifier de plus en plus la faveur et les suffrages du public. C'est ainsi qu'à chacun des ouvrages importants qu'il avait donnés depuis son retour en France, on avait pu remarquer un progrès accompli, une étape nouvelle franchie avec autant de courage que de bonheur. De *Jean de Paris* au *Petit Chaperon rouge*, ces progrès sont constants, visibles, successifs. On les remarque dans chacune de ses œuvres. L'horizon de l'artiste s'élargit, son inspiration acquiert plus de grandeur et d'éclat, sa main s'affermit sans cesse, son instrumentation se colore, se varie, se renouvelle, s'enrichit : et enfin, à partir de la dernière de ces compositions, il semble qu'on voit dans le lointain s'avancer, belle et fraîche, souriante et parée encore de cette fleur de jeunesse que rien jusqu'ici n'a pu altérer, cette *Dame blanche*, l'un des types les plus parfaits, les plus élégants et surtout les plus originaux de notre opéra comique, de ce produit artistique si français que tous les étrangers nous envient.

On remarque dans *le Chaperon* l'ouverture, où Boïeldieu a voulu faire de l'harmonie imitative, le duo de Rodolphe et de Rose, la ronde *Depuis longtemps, gentille Annette*, et la fameuse romance de Roger : *Le noble éclat du diadème*, écrite spécialement pour Ponchard.

Deux ans après *le Chaperon*, le compositeur donnait, à Feydeau, *Les Voitures versées*, opéra en deux actes, qui, malgré les défauts du livret, plut beaucoup aux amateurs de bonne musique. Le chanteur Martin a laissé de longs souvenirs dans l'air : *Apollon toujours préside au choix de mes invités*, et dans le duo charmant : *O dolce concento!* où l'auteur a brodé d'ingénieuses

variations sur l'air populaire : *Au clair de la lune.*

Enfin, après cinq années de travail (10 décembre 1825), Boïeldieu faisait représenter à l'Opéra-Comique *la Dame blanche*, qui est restée son chef-d'œuvre. Peu d'opéras ont eu un succès aussi brillant et aussi prolongé. En 1862, on fêta solennellement la millième représentation à Paris. En province et à l'étranger, *la Dame blanche* valut à son auteur et aux artistes qui l'interprétaient de véritables triomphes. Encore aujourd'hui, cet opéra comique est la planche de salut des directeurs dans l'embarras. La raison de ce succès est facile à indiquer. C'est que *la Dame blanche* répond admirablement au caractère permanent de l'esprit français. Une mise en scène agréable, un jeune officier aimable, des situations qu'on ne prend jamais au sérieux, des épisodes gracieux et variés avec un grain léger de poésie et de sentiment, une science musicale sans pédanterie et mise à la portée de tout le monde, une mélodie perpétuelle dans les voix et dans l'orchestre, telles sont les principales qualités de cet ouvrage. Les morceaux les plus remarquables sont : dans le premier acte, le chœur d'introduction : *Sonnez, cors et musettes*, l'air si caractéristique de Georges : *Ah! quel plaisir d'être soldat*, et le duo de la peur; dans le second acte, on admire la *romance du Rouet* de dame Marguerite et la scène de la vente exécutée avec une *maestria* qui n'a pas été surpassée. Enfin, dans le troisième acte, l'incomparable chœur des chevaliers d'Avenel : *Chantez, joyeux ménestrels*, soulève toujours les applaudissements frénétiques de l'assistance.

On rapporte qu'à la dernière répétition de son chef-d'œuvre, Boïeldieu eut un moment d'inquiétude. Fatiguée par les études de l'ouvrage et par la durée d'une séance qui menaçait de se prolonger encore, l'artiste chargée du rôle d'Anna s'absente un instant pour se réconforter et calmer d'importuns tiraillements d'estomac. Arrive le moment où elle devait rentrer en scène, et Boïeldieu, qui ne s'était pas aperçu de sa disparition, s'écrie tout à coup avec ce ton aimable qui formait comme le fond de son caractère :

— Tiens, mais où est donc la dame blanche?

— *La Dame blanche*? lui répond quelqu'un, *elle est en train de boire un bouillon.*

On assure qu'à ce mot vulgaire, dit sans malice, mais qui, en argot de théâtre, prêtait à un double sens, l'excellent Boïeldieu, qui n'était pas tout à fait exempt de certaines terreurs superstitieuses, fit une grimace fortement expressive. Il ne fallut rien moins que l'arrivée tardive de sa jeune interprète, que le charme et la grâce qu'elle déployait dans son rôle pour effacer cette mauvaise impression et lui rendre sa sérénité.

La première représentation de la *Dame blanche* fut, pour Boïeldieu, une sorte d'apothéose, et l'on peut dire que peu d'artistes français ont éprouvé à ce point la faveur du public. Les applaudissements ne discontinuèrent pas d'un bout à l'autre de la soirée. Un incident arrivé à la fin du premier acte les fit redoubler. Une couronne étant tombée aux pieds de Ponchard, qui jouait le rôle de Georges, le comédien la ramassa et la porta à Boïeldieu, qui se tenait dans la coulisse; le public comprit, et ce furent alors des acclamations telles qu'on eût dit que l'édifice allait s'écrouler.

Lorsque, à la fin de la pièce, les noms des auteurs furent proclamés selon l'usage, toute la salle se mit à crier : « Boïeldieu! Boïeldieu! » et il fallut que le compositeur vînt recevoir sur la scène les bravos enthousiastes de ses admirateurs. Mais là ne s'arrêtèrent pas les manifestations. A. Pougin raconte ce qui suivit cette séance mémorable :

C'était, dit-il, le soir de la première représentation de la *Dame blanche*, Rossini et Boïeldieu occupaient alors chacun un appartement dans la même maison, celle qui portait le numéro 10 du boulevard Montmartre, et l'appartement de Boïeldieu était situé juste au-dessus de celui qu'habitait Rossini..... A l'issue de la représentation, l'orchestre de l'Opéra-Comique se réunit spontanément et résolut de venir aussitôt donner une séré-

nade à Boïeldieu dans la cour de sa maison. Naturellement, ce fut une surprise, et Boïeldieu ne savait comment répondre à une telle attention. Tout le monde était aux fenêtres, cela va sans dire, et lorsque Boïeldieu voulut faire monter chez lui les artistes pour les remercier et leur offrir quelques rafraîchissements, Rossini lui cria : « Mais, mon cher Boïeldieu, jamais tout ce monde ne pourra tenir chez vous ! Si vous le permettez, je vais faire entrer chez moi ; je mets ma terrasse à votre disposition. »

Boïeldieu accepta, et cette réception familière eut lieu, en effet, chez Rossini. Puis, quand tout le monde fut parti, les deux compositeurs se mirent à causer, et Rossini, faisant à Boïeldieu l'éloge de sa nouvelle partition, lui dit que c'était un véritable opéra comique, comme il n'en existait pas, un modèle du genre, et tel qu'aucun compositeur italien, sans l'en excepter lui-même, n'en eût pu écrire un semblable. Boïeldieu était confus de ces louanges, et, se défendant de bonne grâce et de bonne foi, dit à Rossini :

— Voyons, mon cher ami, dans un jour si heureux pour moi, où j'ai lieu d'être si satisfait, vous n'allez pas vouloir me faire rougir ?

— Non, non ! lui répond Rossini. Je suis dans le vrai. Pas un de nous autres, Italiens, n'aurait écrit comme vous la scène de la vente. Nous aurions fait là un ensemble monstrueux, plein de bruit, avec des *félicità, félicità, félicità* à perte de vue, et nous ne serions pas arrivés à l'admirable effet que vous avez produit.

— Allons, cher ami, reprend Boïeldieu en souriant et en ouvrant la porte pour remonter chez lui, je vois bien qu'aujourd'hui je n'aurai pas raison de votre obstination. Mais souvenez-vous, continue-t-il en lui montrant l'escalier, que je ne suis jamais au-dessus de vous que quand je vais me coucher.

La partition de la *Dame blanche* offre ceci de remarquable qu'elle brille autant par l'ensemble que par le détail, et que si chaque morceau, pris isolément, constitue en quelque sorte un type de perfection, l'œuvre entière présente un caractère de magistrale unité qu'on rencontre rarement dans les productions de ce genre : c'est un tout parfaitement homogène.

Boïeldieu, dit Héquet, eut cet avantage et ce bonheur, que la fortune n'accorde pas toujours aux compositeurs, d'être compris par ses interprètes, et, conséquemment, par le public. On était peu accoutumé, à l'Opéra Comique, à ces grands morceaux renfermant plusieurs parties distinctes et complètes en elles-mêmes. Les musiciens français n'avaient encore osé suivre que d'assez loin, et d'un pas bien timide, les beaux exemples qu'en avaient donnés Mozart (1) Cimarosa, Rossini ; Boïeldieu eut cette hardiesse qu'un éclatant succès couronna.

Ses innovations ne rencontrèrent aucune résistance. Personne ne trouva l'introduction trop longue, ni le trio qui termine le premier acte trop développé. Tout le monde admira l'art savant et facile qui avait su tirer des incidents d'une vente aux enchères les éléments d'un immense morceau de musique, ainsi que la vérité parfaite et la vivacité avec laquelle étaient exprimés les sentiments divers et les passions opposées que ces incidents faisaient naître. On fut émerveillé de cette abondance mélodique qui semblait n'avoir jamais dit son dernier mot, de la grâce naturelle et de l'élégance suprême des motifs, des effets piquants dont l'harmonie était pleine ; enfin, de l'instrumentation, dont une exécution très soignée et très intelligente faisait valoir tous les détails. Aucune intention du compositeur ne fut dénaturée. Aucune ne fut perdue. Tout fut senti, apprécié à sa juste valeur et accueilli avec transport. C'est que *la Dame blanche* était venue à propos : qu'elle répondait, dans la plus exacte mesure, à l'appétit musical, si l'on peut s'exprimer ainsi, du public de cette époque, au degré de compréhension où l'éducation des années précédentes l'avait élevé. Un an avant *le Barbier de Séville*, *la Dame blanche* eût été trouvée probablement trop chargée de musique, ornée à l'excès, recherchée, bruyante. Deux ans après *les Huguenots*, elle aurait certainement paru un peu pâle. Les plus belles œuvres n'ont pas toujours le bonheur d'arriver à l'heure précise.

Deux mois après son apparition à Paris, *la Dame blanche* fut représentée à Rouen. Boïeldieu dirigeait lui-même l'orchestre, et ses compatriotes ne lui ménagèrent ni les applaudissements, ni les couronnes.

---

(1) Mozart, voir nos *Contemporains*, n° 409.

IV. FATIGUES OCCASIONNÉES A BOÏELDIEU PAR LA COMPOSITION — SES DERNIÈRES ANNÉES — SA MORT — CARACTÈRE DE SON GÉNIE MUSICAL ET DE SES ŒUVRES

Cependant le séjour du compositeur en Russie avait altéré profondément sa santé. Les travaux continuels auxquels il se livra, de retour en France, affaiblirent encore sa constitution. Boïeldieu a tracé lui-même le tableau des tortures que lui infligeait la composition de ses ouvrages. Dans une conversation avec M. Mellinet, il disait à ce propos :

On ne parviendrait à comprendre le travail intérieur d'un compositeur qu'en devenant lui, car je présume que chacun conçoit à sa manière.....

Puis, après avoir abordé les premières difficultés qui résident dans le choix d'un poème et dans les modifications à apporter à ce poème pour avoir des situations intéressantes et variées, Boïeldieu ajoutait :

Le poète reçoit encore beaucoup d'autres recommandations trop longues à vous énumérer. Toutes ces mutations et additions opérées, le *libretto* m'est remis ; et souvent c'est une querelle engagée, un opéra mettant toujours beaucoup de petites passions en scène, même en dehors de son intrigue théâtrale. Cependant, je suppose cette querelle terminée. Suivant alors ma disposition d'esprit, de santé ou d'influence nerveuse, le manuscrit reste plus ou moins longtemps dans ma poche ou sur mon bureau sans que je songe à l'examiner de nouveau. Mais, dans cet intervalle, qui paraît un excès de paresse aux non intéressés, parce qu'ils ne voient ni l'œil en feu ni les mains sur le piano, le sujet se dispose dans mon imagination ; les morceaux qui doivent y entrer et concourir à son développement galopent dans ma tête les uns à côté des autres, se disputant à qui arrivera le premier, comme dans une course au Champ de Mars. A la suite de cet accès de fièvre, l'imagination se calme, ou plutôt la fatigue nerveuse oblige au repos ; on l'appelle, on ne l'obtient pas ; mais un des morceaux engagés dans la lutte atteint alors le but : c'est habituellement celui qui me flatte le plus. Je le chante intérieurement, je le lie à son instrumentation, que je m'efforce de rendre aussi dramatique que le chant.

Cette conception première est parfois fort longue, fort laborieuse ; toute la vie du compositeur se risque dans ce travail, et, soit dit sans plaisanterie, je ne sais trop si le travail de l'enfantement réel est plus mortel que celui-là..... On ne reprend l'existence qu'en le terminant. Il est aussi accompagné, outre les souffrances morales, de toutes les souffrances nerveuses, crampes, crispations, enfin tout le cortège, et souvent il laisse une bonne palpitation de cœur, en enlevant le repos, le sommeil et l'appétit.....

Voulant achever ce tableau déjà si sombre, Boïeldieu parle ensuite des transes que le compositeur éprouve pour faire exécuter convenablement son œuvre, du chef d'orchestre, des artistes et de tous ceux dont il faut ménager les susceptibilités, et il termine ainsi :

Ah ! voyez-vous, c'est un tourment infernal que Dieu a placé comme un enfer anticipé dans le cœur d'un musicien, pour lui faire expier d'avance un succès..... Encore, je ne vous mets en scène que l'auteur et ses interprètes, unis par ce lien sympathique qui fait pardonner au premier bien des impatiences et des manies, aux derniers bien des petites taches. Mais ajoutez à ces causes d'ennui ces auditeurs furtifs, qui se glissent, nombreux, même aux auditions les plus secrètes, en y pénétrant on ne sait par où..... Ceux-là ne viennent que pour observer ; regarder les amuse plus qu'écouter..... Le compositeur est un fou sur lequel leurs grands yeux sont braqués avec une insatiable et tenace curiosité. Ils épient ses gestes bizarres ; son enthousiasme leur arrache un sourire douteux et défiant ; ils interprètent jusqu'à son silence, jusqu'à la pose de son chapeau, jusqu'au nœud de sa cravate ; et si tout cela n'est pas dans l'ordre habituel, l'extravagance leur paraît évidente..... Je préfère dix publics à ces auditeurs sournois des jours défendus, qui nous prodiguent le ridicule à pleines mains.....

Il est facile de concevoir que les fatigues provenant de la composition et de l'exécution de ses opéras aient exercé sur la constitution physique de Boïeldieu une influence délétère. Bientôt les organes de la respiration furent affectés si gravement que le repos devint nécessaire au musicien rouennais. Malheureusement, celui-ci n'eut pas la sagesse de le prendre à temps.

Ses grands succès avaient pour conséquence de le rendre plus sévère vis-à-vis de lui-même ; craignant que sa prochaine production ne fût ou ne parût inférieure à *la Dame blanche*, il laissa passer plus de trois ans sans rien donner à l'Opéra-Comique. Pendant ce temps, il travaillait à

un nouvel ouvrage, au milieu des souffrances que lui causait une phtisie laryngée. Quand parut, le 20 mai 1829, l'opéra qui lui avait coûté tant de soins et de peines, le compositeur avait besoin d'un triomphe éclatant pour se reprendre à la vie, car sa santé était fort ébranlée. Malheureusement, en écrivant le livret des *Deux Nuits*, Scribe et Bouilly avaient préparé au musicien une tâche très ingrate. Un sujet usé, des ruses de valet, des invraisemblances qui ne sont rachetées par aucune invention piquante, neuve ou même gracieuse, tout semblait réuni pour faire tomber cet opéra qui fut le dernier de Boïeldieu et dont la chute contribua à aggraver la maladie qui l'enleva peu d'années après. Et cependant, il y a des choses charmantes dans la musique. C'est d'abord l'introduction et le chœur des convives, ce sont ensuite les couplets : *Le beau pays de France*, enfin la scène de l'interrogatoire des valets, scène, disent les critiques, aussi savamment traitée que celle de la vente dans *la Dame blanche*.

L'état précaire de sa santé obligea Boïeldieu à se démettre de ses fonctions de professeur au Conservatoire. Bien qu'il lui manquât quelques mois de service pour y avoir un droit réglementaire, l'artiste obtint néanmoins une pension de retraite, et Charles X (1) y ajouta quelque chose sur sa cassette privée. Mais après la Révolution de 1830, les embarras financiers commencèrent pour le compositeur. En même temps que l'exil des Bourbons le privait de la gratification royale, il se vit enlever la pension de retraite du Conservatoire. A la même époque, l'Opéra-Comique, qui venait de passer sous une nouvelle direction, retira à Boïeldieu la rente de 1 200 francs que l'administration précédente lui avait jusque-là servie par reconnaissance pour les chefs-d'œuvre dont il avait enrichi son répertoire. Les inquiétudes causées par ces revers de fortune achevèrent d'altérer sa santé déjà fort compromise. En vain le malade séjourna quelque temps dans le Midi, à Pise et à Hyères, en vain il essaya des eaux de Cauterets et respira l'air pur des Pyrénées, ces déplacements n'apportèrent aucune amélioration à son état. De retour à Paris, Boïeldieu, sollicita sans pouvoir l'obtenir, une place de conservateur à la Bibliothèque nationale. Les ressources allaient lui manquer lorsque Thiers (1), alors ministre de l'Intérieur, lui fit allouer une pension de 3 000 francs.

(1) Charles X, voir nos *Contemporains*, n° 41.

Rien n'est triste comme les lettres que le compositeur adressait, après 1830, à ses amis. On voit qu'il était profondément abattu.

Eh quoi! écrivait-il, au musicien Berton, les bêtes fauves de la ménagerie n'ont rien perdu à un changement de gouvernement, et nous, nous y perdons les faibles récompenses qui nous avaient été accordées après quarante ans de travaux! Cela est révoltant, et ce qu'on m'a écrit de l'état de détresse où sont les arts et les artistes à Paris m'afflige profondément.

Rassuré quelque peu sur sa situation matérielle par la pension qu'on venait de lui allouer, Boïeldieu se rendit de nouveau dans les Pyrénées. Mais là, son mal prit un tel caractère de gravité qu'on dut ramener précipitamment l'artiste à Bordeaux. De là, il gagna à petites journées sa maison de campagne de Jarcy, près Brunay, sur la lisière de la forêt de Sénart. C'est là qu'il rendit le dernier soupir le 8 octobre 1834.

On dit qu'avant de mourir, le compositeur se souvint du Dieu de sa jeunesse qu'il avait quelque peu oublié dans son âge mûr; il s'éteignit, encouragé et soutenu par les prières de l'Église catholique. Ses obsèques eurent lieu dans l'église des Invalides. Une foule innombrable d'artistes, d'hommes de lettres et d'amis accompagna sa dépouille mortelle au Père-Lachaise. Le cœur de Boïeldieu fut envoyé à Rouen et placé au cimetière dans un monument élevé à sa mémoire. La capitale de la Normandie a tenu à glorifier la mémoire de son enfant en donnant son nom à une promenade pu-

(1) Thiers, voir nos *Contemporains*, n° 19.

blique et en lui élevant une statue sur les bords de la Seine.

Parmi les traits nombreux qui peignent et honorent Boïeldieu, nous ne citerons que le suivant, dit la biographie Michaud :

« Quand il reçut, en 1821, la décoration de la Légion d'honneur, il regretta vivement que le compositeur Catel ne l'eût pas obtenue avant lui, et il se mit à faire, dans l'intérêt de son confrère, toutes les démarches qu'il n'aurait point faites pour lui-même : il réussit; mais Catel ne se montra pas très reconnaissant. « C'est un mauvais service que vous m'avez rendu, dit-il à Boïeldieu; on ne saura plus comment me distinguer à l'Institut; j'étais le seul qui ne l'eût pas, et quand on voulait me désigner à quelqu'un qui ne me connaissait pas, on lui disait : « Tenez, M. Catel, c'est ce monsieur là-bas; celui qui n'a pas la croix d'honneur. » Maintenant, je serai perdu dans la foule.

—Eh bien! lui répondit Boïeldieu, portez-la par amitié pour moi. Je n'osais plus sortir avec vous. J'étais trop humilié lorsqu'on nous rencontrait ensemble, et qu'on voyait que l'homme de mérite ne portait pas la croix que j'avais. »

Les lecteurs nous sauront gré de reproduire ici les jugements des critiques sur le caractère du génie et de l'œuvre de Boïeldieu.

Dans l'histoire de l'Opéra-Comique, écrit M. Bellaigue, Boïeldieu est le dernier des anciens et le premier des modernes. *Ma tante Aurore*, *Le nouveau Seigneur* rappellent encore Grétry, mais *la Dame blanche* ne rappelle plus rien du passé; elle annonce l'avenir. L'année 1825 est mémorable à jamais dans l'histoire de la musique française. L'apparition de *la Dame blanche* fut un événement national. Jamais œuvre d'art n'excita de plus vifs transports.

Plus que tous ses contemporains, dit M. Lavoix, Boïeldieu mérite l'épithète de *charmant*.

Boïeldieu, dit Castil-Blaze, n'a point travaillé pour notre grande scène lyrique; mais plusieurs de ses ouvrages pourraient y figurer avec honneur. Il a réussi dans le genre comique : *Ma tante Aurore*, *Jean de Paris* l'attestent, il s'est élevé jusqu'à la hauteur de la tragédie lyrique dans *Beniowski*, *Télémaque*, les chœurs d'*Athalie*. Dans le demi-caractère, ses succès n'ont pas été moins éclatants : témoins *Zoraïme et Zulnare*, *le Chaperon rouge*, *la Dame blanche*. L'opéra comique français traité comme l'a fait Boïeldieu, est une œuvre d'art et d'imagination; la phrase de ce compositeur est d'une mélodie gracieuse et distinguée; son style est clair, d'une rare élégance, et les forces de son orchestre se sont accrues selon les exigences de chaque époque. Ce maître a suivi les progrès de la musique. Il s'est montré d'abord rival de Grétry, et c'est au moment des plus beaux triomphes de Rossini, de Weber, que sa *Dame blanche* a fait une immense explosion.

Musicien spirituel, plein de tact et de finesse, il a su donner aux paroles l'expression, le coloris qu'elles réclamaient, sans s'attacher à jouer sur les mots, à faire des rébus comme plusieurs de ses prédécesseurs, rébus que les hommes de lettres du temps applaudissaient comme des traits de génie. Il a déclamé sans altérer les contours de la mélodie, sans descendre au débit aride et disgracieux du récitatif. L'air du page de *Jean de Paris : Lorsque mon maître est en voyage*; le trio de la *Jeune femme colère : La clé! la clé!* sont des chefs-d'œuvre de déclamation musicale. L'air du sénéchal dans le premier de ses opéras : *Qu'à mes ordres ici tout le monde se rende!* est le plus beau que l'on ait écrit pour Martin. Le final est le trio de *la Dame blanche*, le quatuor de *Ma tante Aurore*, le chœur de *Beniowski : Jurons! jurons!* et beaucoup d'autres que je pourrais citer, sont des morceaux concertés de premier mérite.....

La biographie Michaud s'exprime ainsi :

Dans le genre de la comédie musicale, Boïeldieu s'est placé immédiatement après Grétry et à côté de Dalayrac. Nul n'a rendu mieux que lui le ton de la conversation et du monde; nul n'a mis plus d'esprit dans la musique. La phrase mélodique de Boïeldieu est toujours éminemment française, c'est-à-dire toujours claire, facile, élégante, spirituelle, coquette même, sans être prétentieuse ni recherchée; son harmonie, travaillée avec un soin parfait, spirituelle et coquette aussi plus souvent que ferme et hardie, avait suivi ses progrès personnels non moins que ceux de l'art même.....

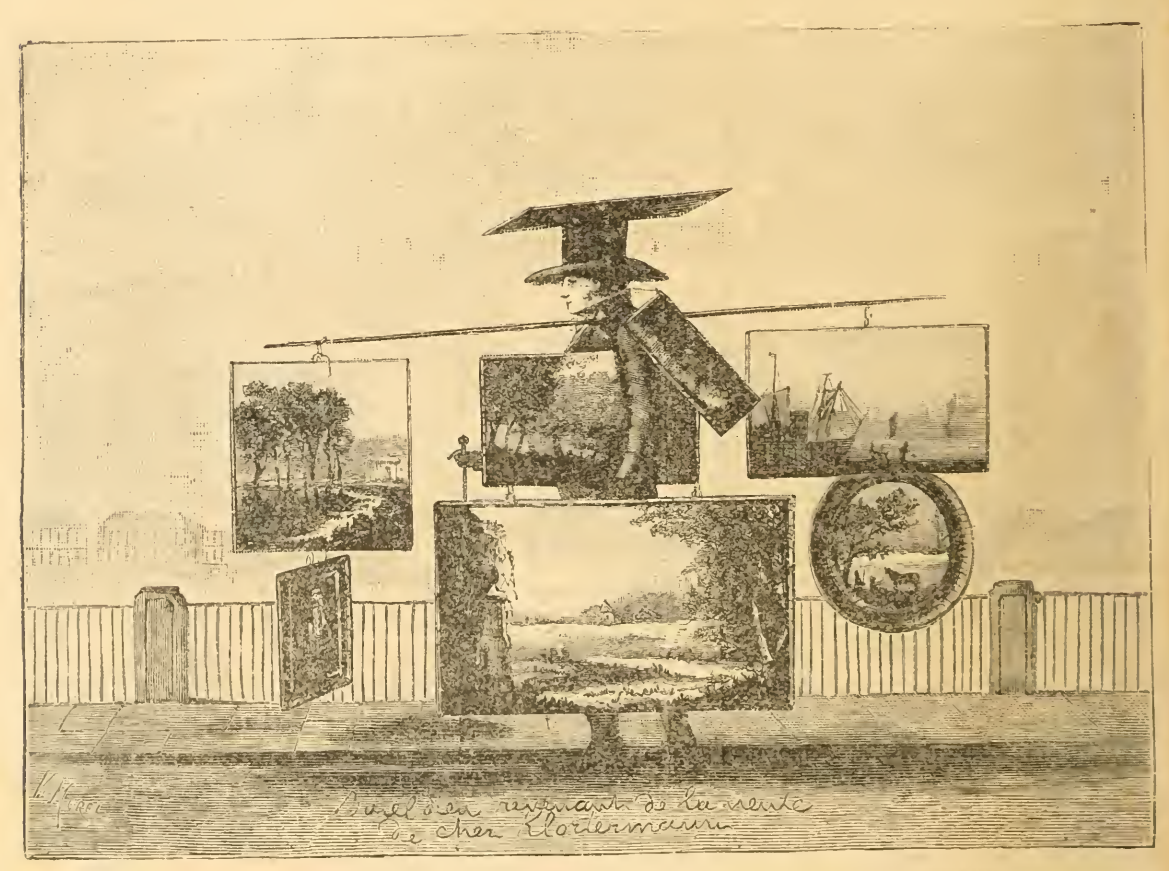
Admirateur passionné de Gluck et de Mozart, Boïeldieu comprit un des premiers le prodigieux mérite de Rossini et ne négligea rien pour le faire comprendre à ses élèves. « Mes enfants, leur disait-il, après leur avoir analysé une nouvelle partition de ce maître, voilà la meilleure leçon que je puisse vous donner. » Il faut avant tout étudier les auteurs qui ont du chant, et on ne reprochera pas à celui-ci d'en manquer.

Ajoutons que Boïeldieu, tout en admirant le maître italien, ne se laissa pas entraîner

trop loin par lui : il resta Français dans toute la force du terme. Voilà pourquoi *la Dame blanche* est non seulement un excellent opéra-comique, mais une partition qui marque une date dans l'histoire de la musique française.

En résumé, on peut dire que, sous plusieurs rapports, Boïeldieu a été un grand maître. Sans doute, il n'a pas l'envergure d'un Mozart, d'un Beethoven, d'un Rossini ; mais il a donné, en quelque sorte, la synthèse de l'opéra comique. En ce genre, toute question de tempérament mise à part, il est permis d'affirmer que si l'on a fait autrement après lui, on n'a pas fait mieux.

La musique n'était pas le seul art que



BOÏELDIEU REVENANT DE LA VENTE DE TABLEAUX DE KLOZTERMANN

cultivât Boïeldieu. Comme amateur, il maniait avec talent le pinceau et le crayon. Pendant la longueur des séances académiques, son crayon lui servait de ressource, et ses confrères se disputaient ensuite ses ingénieux badinages. On le voyait assidûment aux ventes de tableaux et il ne s'en retournait pas les mains vides, comme il est facile de voir d'après le portrait-charge ci-dessus.

Jonage. J. M. J. Bouillat.

BIBLIOGRAPHIE

Jules Delerue, *Boïeldieu*, Rouen, 1835.

Réfuveille, *Boïeldieu, sa vie, ses œuvres*.

Héquet, *A. Boïeldieu*, Paris, 1864.

A. Adam, *Souvenirs d'un musicien*.

A. Pougin, *Boïeldieu, sa vie, ses œuvres*, Paris, 1875.

Clément, *Les musiciens célèbres*.

Fétis, *Biographie des musiciens*.

C. Bellaigue : *Un siècle de musique française*.

Lavoix : *Histoire de la musique*.

LES CONTEMPORAINS



Sir Robert PEEL, homme d'État anglais (1788-1850)

I. Famille et éducation — L'Université le Parlement

L'Angleterre, qui a le culte de ses hommes d'Etat, a gardé un souvenir très vivant de sir Robert Peel. Prédécesseur des Beaconsfield et des Gladstone, il exerça par son action politique et son talent de parole une influence considérable dans le gouvernement de la Grande-Bretagne.

Né au comté de Lancastre en février 1788, il appartenait à une vieille famille bourgeoise qui s'était enrichie par l'industrie. Habile manufacturier, le père de Robert s'était vu entraîner par sa situation vers la politique; et, deux ans après la naissance de son fils, il entrait à la Chambre des Communes, où le nom de Peel allait bientôt conquérir l'immortalité.

Ennemi naturel de tout désordre qui pouvait entraver la marche des affaires, le député industriel voyait dans l'agitation révolutionnaire qui bouleversait alors la France assez de motifs pour s'écarter de la politique libérale des *whigs* et donner au vieux parti conservateur ou *tory* l'adhésion la plus complète.

Il est vrai que William Pitt (1) était alors l'organe de ce parti et lui donnait l'impulsion et l'éclat de ses plus beaux jours. Est-ce la fortune de ce grand homme qui séduisit M. Peel? toujours est-il qu'il rêva dès lors pour son fils les triomphes de la tribune parlementaire.

Pour atteindre son but, il ne ménagea rien : désireux de marquer son dévouement à la politique gouvernementale, le riche industriel n'hésita pas à s'inscrire pour la somme énorme de 250000 francs dans une souscription lancée par Pitt. Naturellement, il inspira à son fils ses principes politiques; mais, de plus, à l'âge où celui-ci n'était encore qu'un enfant, il le contraignait à déclamer de mémoire, debout sur une table, les discours qu'il avait entendus à l'église ou dans les réunions politiques.

Un tel entraînement devait porter ses fruits, et le jeune Robert ne tarda pas à révéler des aptitudes merveilleuses pour la parole publique. Au collège de Harrow, à l'Université d'Oxford, il n'avait pour égal dans la déclamation que le futur lord Byron (2); mais pour les études classiques, Robert Peel, doué d'une énergie et d'une application sans relâche, dépassait de beaucoup son capricieux rival. Fait extraordinaire, les lettres et les sciences lui étaient également familières, et il y obtenait indistinctement le premier rang.

De tels succès présageaient la plus brillante carrière; aussi, grâce à l'appui de son père, le jeune Robert Peel entrait dès 1809 à la Chambre des Communes comme représentant d'un comté irlandais. Il venait d'achever sa vingt et unième année.

Naturellement, la jalousie et l'esprit de parti essayèrent de jeter le ridicule sur une fortune si rapide : de plus, la réserve et l'inexpérience du jeune député ne lui permirent pas de révéler aussitôt des talents dont peut-être son père avait trop escompté l'éclat; mais les hommes de gouvernement eurent vite fait d'apprécier sa valeur, et, dès l'année suivante, le premier ministre, Perceval, l'attachait à son administration.

En cette qualité, Robert Peel eut à défendre l'*Adresse* qui accompagne habituellement le discours du trône : il le fit avec habileté. Aussi, quand l'année suivante le poignard d'un assassin étendit raide mort Perceval sur les marches de Westminster, son successeur, lord Liverpool, n'hésita pas à confier à Robert Peel le poste important de secrétaire d'État pour l'Irlande. Malheureusement, si, par tempérament, le nouveau secrétaire était partisan des idées larges et modérées, il était le représentant d'une politique haineuse à laquelle il n'eût jamais dû s'associer et qui a laissé dans le cœur des catholiques les plus tristes souvenirs.

II. LE SECRÉTARIAT D'IRLANDE — ANIMOSITÉ CONTRE O'CONNELL — SON DUEL — DÉMISSION

Ce n'était pas une sinécure que ce secrétariat d'Irlande. Ce généreux pays, opprimé pour sa foi par la protestante Angleterre, se soulevait déjà sous la grande voix d'O'Connell (1).

C'était toujours la cause de l'émancipation des catholiques qui était en jeu, et il semblait que, sous le ministre Liverpool,

(1) Pitt, voir nos *Contemporains*, n° 154.
(2) Byron, voir nos *Contemporains*, n° 8

(1) O'Connell, voir nos *Contemporains*, n° 33.

qui lui était secrètement favorable, la question, au lieu d'avancer, perdait chaque jour du terrain.

Il en résultait pour l'Irlande un état d'agitation et de trouble contre lequel la politique anglaise déchaînait toutes ses violences : naturellement, le secrétaire d'État en était l'instrument.

Par les soins d'O'Connell, un Comité s'était formé à Dublin, avec des ramifications dans toutes les provinces, pour organiser la lutte : ce Comité avait des journaux, tenait des réunions, provoquait des meetings qui ne laissaient pas que d'embarrasser le gouvernement. Celui-ci ne savait trop quelle attitude prendre.

Un jour, il envoie deux magistrats pour dissoudre une réunion très importante tenue à la Bourse de Dublin : le président les fait entrer, mais, avec une courtoisie quelque peu railleuse, il les prie de remarquer qu'ils arrivent bien tard : l'ordre du jour est épuisé. Les policiers, malgré tout, procèdent à quelques arrestations : il s'ensuit une plaidoirie devant le jury où O'Connell déploie sa verve terrible contre le gouvernement et en particulier contre Robert Peel. De là, entre le secrétaire d'État et le *leader* catholique, une animosité qui devait un jour leur faire prendre les armes.

Jouant sur le nom de son adversaire, O'Connell, qui avait surtout à lutter contre la faction orangiste (partisans de Guillaume d'Orange), trouva un rapprochement de mots assez réussi : Orange Peel, ce qui signifie en anglais pelure d'orange. L'expression fit fortune et resta accolée au nom du secrétaire, dont elle n'augmenta pas la popularité.

Robert Peel était jeune : il sentait la difficulté de dompter un peuple qui secouait le joug. L'âge et l'expérience ne l'avaient pas encore assagi, et, comme tout son gouvernement, il crut que les mesures sévères et draconiennes étaient seules capables d'amener le succès. Il se lança dans cette voie et demanda des corps de troupe pour apaiser les troubles de l'Irlande.

C'était jeter de l'huile bouillante sur la flamme, et les choses en vinrent aux pires extrémités. Robert Peel ayant déploré devant la Chambre des communes l'attitude des catholiques irlandais et ayant trouvé des paroles sévères à l'adresse d'O'Connell, celui-ci y répondit dans une réunion publique. Profitant de l'attaque de son adversaire, il se crut permis de négliger tout ménagement et accabla le secrétaire d'État sous le poids des injures suggérées par sa violente indignation. Jamais la verve de l'avocat n'avait été plus railleuse.

Instruit de cette insulte directe, Robert Peel écrivit au tribun, réclamant des explications et exigeant des excuses. Sa situation imposait cette démarche. La lettre resta sans réponse : la fierté d'O'Connell pouvait, en effet, se retrancher derrière les souffrances injustes de sa patrie.

Furieux de ce nouvel outrage, Robert Peel envoya des témoins qui déclarèrent qu'une rencontre était nécessaire ; le grand catholique eut le tort d'accepter, et rendez-vous fut pris. En Angleterre, comme en France, le duel est interdit, et la police se mit en demeure de s'opposer à la rencontre des adversaires : O'Connell fut arrêté et ne dut sa liberté qu'à la caution énorme de 250 000 francs. Mais l'accord n'en fut pas davantage rétabli entre les deux champions. Ne pouvant se battre sur le territoire anglais, ils convinrent de passer sur le continent. Ostende fut choisi comme lieu de rendez-vous ; Robert Peel s'y rendit, mais, pendant ce temps, O'Connell était de nouveau arrêté à Londres et contraint de verser une nouvelle caution de 50 000 francs. Ainsi se termina l'affaire.

Naturellement, à ce mécompte, l'apaisement des esprits ne gagna rien : les lois se succédèrent, les décrets se multiplièrent pour entraver de plus en plus la liberté des catholiques. On créa un nouveau corps de police militaire pour raffermir l'influence du gouvernement, et le Parlement vota deux lois dans le but de faciliter aux propriétaires l'exercice du droit d'éviction.

Puis, la question de l'émancipation des

catholiques étant venue une fois de plus devant la Chambre des communes, Robert Peel, poursuivant son rôle, s'opposa de toute la force de son talent au succès de la motion. Son influence ne fut que trop réelle, et la pauvre Irlande fut réduite à voir reculer encore le jour où justice lui serait rendue.

On était alors en 1817. Le secrétaire d'État, qui ne comptait pas encore trente ans, venait de remporter l'un de ses plus beaux triomphes oratoires. Un de ses adversaires, au lendemain de cette séance, lui rendait hommage en ces termes : « M. Peel vient de prononcer un discours clair et élégamment écrit qui a été applaudi à tout rompre. C'est un des plus remarquables exemples de la puissance de l'éloquence unie au travail. M. Peel est devenu maintenant le grand orateur des intolérants. »

Est-ce un pareil succès, est-ce plutôt le dégoût d'une politique violente qui convenait mal à son caractère? l'histoire ne se prononce pas sur le sentiment qui fit agir Robert Peel; mais, à partir de ce jour, le secrétaire d'État chercha à résigner ses fonctions et à trouver une mission plus en rapport avec ses goûts.

L'année n'était pas achevée qu'il rencontrait l'occasion désirée : l'Université d'Oxford, dont il avait été l'un des plus brillants étudiants, le choisissait comme son représentant à la Chambre des communes, et Robert Peel en profitait pour donner sa démission.

Cette période de 1812 à 1817 pèsera éternellement sur la mémoire de l'homme d'Etat anglais : il n'aura pour excuse que sa jeunesse entraînée par la politique.

Mais, si les catholiques ont gardé mauvais souvenir de son administration, il faut ajouter que les protestants n'ont vu dans ses procédés que des moyens de gouvernement très naturels et se plaisent au contraire à rendre hommage à sa modération.

Écoutons le jugement de l'un d'entre eux :

« Dans la pratique des affaires, dit Guizot (1), Robert Peel s'efforçait d'adoucir en Irlande le dur régime dont il défendait le maintien. Détestant la violence brutale, quels qu'en fussent les auteurs ou les victimes, il établit, dans les comtés troublés par des séditions que d'ordinaire l'oppression était seule chargée de réprimer, des magistrats spéciaux et une politique régulière qui réussit si bien que presque partout en Irlande ses agents sont encore appelés des *peelers*. Dans l'administration de la justice et dans les questions de personnes, il essayait d'être envers les catholiques plus impartial que ne voulait le permettre l'esprit de faction orangiste. »

III. PEEL MINISTRE DE L'INTÉRIEUR — GRANDE LUTTE DE L'ÉMANCIPATION DES CATHOLIQUES — AVÈNEMENT DE LOUIS-PHILIPPE

De retour d'Irlande, Robert Peel avait repris son siège à la Chambre des communes; là il se sentait mieux sur son terrain, et il s'apprêta à prendre sa part dans les grandes luttes qui allaient s'engager.

Pendant l'absence, son nom avait grandi; il revenait avec la réputation d'un homme éloquent et d'une expérience précoce dans les affaires. Déjà l'on voyait qu'il fallait compter avec lui, et un député irlandais, ayant à combattre une de ses motions, l'interpellait en ces termes :

« Si je traite M. Peel en adversaire, que l'honorable membre reste assuré que j'éprouve pour lui tous les sentiments de respect dus à son talent, à l'intégrité de son caractère comme citoyen privé et comme homme d'État. »

Rien n'est plus honorable pour Robert Peel que cet hommage rendu par un adversaire: il le doit aux principes élevés qui guidaient sa conduite et lui apprenaient à se réfugier dans les hauteurs sereines de la conscience. Ce sentiment inspirait tous ses actes, et un jour, dans une question d'affaires, — le privilège de la Banque d'Angleterre — ayant été nommé rapporteur, on le vit détruire

(1) Guizot, voir nos *Contemporains*, n° 31.

pièce à pièce tous les arguments apportés par son père dans la même question.

Il y eut dans l'enceinte du Parlement une certaine émotion quand M. Peel, le père, ayant exprimé son étonnement de voir son fils s'écarter de sa politique, le jeune homme se leva et dit : « Au milieu des difficultés de la tâche que j'assume aujourd'hui, je n'étonnerai personne en disant que la plus grande est de me soustraire à une autorité à laquelle, depuis mon enfance, il m'a toujours été bien doux d'obéir. Mais mon pays m'a confié une mission, et je dois la remplir en toute conscience en dépit de mes affections personnelles. »

L'Assemblée applaudit et vota dans le sens demandé par le jeune Robert Peel. On était en 1819 : deux ans plus tard, le ministère Liverpool, quelque peu ébranlé par de nouvelles élections, et cherchant un appui dans les Chambres, s'adjoignait Robert Peel comme ministre de l'Intérieur.

C'est en cette qualité, qu'il combattit (février 1821) l'émancipation des catholiques d'Irlande.

Au reste, la question gagnait chaque jour tout le terrain que perdait le vieux ministère tory. En 1822, une grande disette éclata en Irlande : sous l'influence d'un automne exceptionnellement humide, la pomme de terre, au lieu de mûrir, avait pourri, et les deux tiers de la population, qui ne connaissent pas d'autre nourriture, mouraient littéralement de faim. A la famine vint se joindre le typhus, et l'égoïste Angleterre ne put rester insensible en face de tant de maux : elle donna, donna généreusement. La cause catholique profita de cette pitié, et peu à peu, à Londres, on commença à croire que l'on pouvait s'occuper des intérêts de l'Irlande.

La Chambre des Communes prit la tête de ce mouvement ; les questions favorables aux catholiques commencèrent à y obtenir quelques voix de majorité. Seule, la Chambre des lords semblait inaccessible, quand un événement inattendu vint précipiter le retour à des idées plus saines. En 1822, dans un accès de fièvre chaude, le ministre des Affaires étrangères, lord Castlereagh, la personnalité la plus importante du ministère Liverpool, se coupait la gorge. Ses amis, qui avaient éloigné de sa main les armes à feu, les couteaux, les rasoirs, avaient oublié sur une table un misérable canif, et ce faible instrument avait suffi pour changer le cours de la politique anglaise.

A lord Castlereagh, qui personnifiait le vieux parti tory avec ses idées réactionnaires dans la politique religieuse, succéda un homme nouveau, M. Canning. D'un talent supérieur, le nouveau ministre apportait aux affaires une largeur d'idées, une indépendance de pensée inconnues depuis longtemps en Angleterre. Le roi l'avait vu arriver avec défiance, lord Liverpool également ; mais cet homme s'imposait à leur choix, et, pendant cinq ans qu'il occupa le pouvoir, la cause de l'indépendance politique et de la liberté religieuse gagna plus de terrain que sous tous ses prédécesseurs

« Nous avons accordé, disait Canning, les droits électoraux aux catholiques d'Irlande, mais à la condition de ne pas nous envoyer de catholiques ; c'est une barrière formidable élevée entre eux et nous. Jamais je ne croirai la couronne dépréciée et la monarchie profanée, parce que tous les chrétiens seraient admis aux bienfaits et aux franchises de notre constitution..... Nous jouissons d'une paix obtenue par les efforts communs des catholiques et des protestants. Combien ne serait-il pas heureux de convertir les murmures d'une population entière en expressions de reconnaissance nationale ! »

Canning mourut le 8 août 1827, sans avoir obtenu justice pour l'Irlande. Il avait contre lui le roi, la Chambre des lords et l'opinion publique.

Un ministère tory lui succéda, ayant le duc de Wellington à sa tête et Robert Peel à l'Intérieur. Dès la première année, il faisait voter l'abolition de l'acte du *test*, afin d'ouvrir la porte des emplois publics aux protestants étrangers à l'Église anglicane.

Pour les catholiques, l'exclusion était maintenue. Elle l'eût été longtemps encore ;

mais O'Connell avait poursuivi sa campagne de liberté avec une habileté et une ténacité merveilleuses et dont il faut lire le récit dans la biographie qui lui est consacrée (n° 33). *Son Association catholique* groupait cinq millions d'Irlandais qui recevaient le mot d'ordre de lui.

Le 5 juillet 1828, O'Connell était élu député de Clare, malgré la loi qui interdisait l'élection des députés catholiques.

Qu'allait faire le ministère pour O'Connell? Que ferait-il pour les prochaines élections? Car il dépendait, à présent, d'O'Connell de faire élire 40 autres députés catholiques comme lui.

Exclure O'Connell de la Chambre, autant déchaîner la guerre civile. Le duc de Wellington et Robert Peel ne s'y trompèrent point. « J'ai été, disait Wellington, dans des pays déchirés par la guerre intestine. Plutôt que de voir un pays que j'aime en proie aux calamités dont j'ai été témoin, je courrais tous les risques, je sacrifierais ma vie. »

Les deux ministres prirent donc « la grande et amère détermination ». Seul, le vainqueur de Napoléon (1) avait assez de crédit pour l'imposer au roi en résistant froidement à ses colères et à la Chambre des lords par de sages raisonnements.

A Robert Peel, ministre de l'Intérieur, revenait le devoir de plaider l'émancipation des catholiques devant la Chambre des communes.

Peel, ancien secrétaire d'Irlande, l'homme jadis le plus acharné contre les catholiques, devenait subitement leur défenseur..... Tout le vieux parti protestant se refusait à y croire, et quand l'évidence ne permit plus le moindre doute, sa colère éclata furieuse. Pas une seule injure ne fut épargnée au ministre. Peel était un apostat, l'âme damnée du papisme : le Pape lui devait une place dans le calendrier, et bientôt on apprendrait la canonisation de saint Peel.

(1) Wellington, n° 192.

Les excitations de la presse soulevèrent des manifestations dans la rue, et l'on entendit retentir le cri : *No popery*, comme dans les plus beaux jours de la reine Anne. Le roi s'émut et manda Robert Peel et le duc de Wellington, leur reprochant d'avoir trompé sa confiance. A cette accusation, il n'y avait qu'une réponse possible, la démission. Les ministres l'offrirent, et Georges IV l'accepta : mais comme la nuit porte conseil, il envoyait le lendemain l'autorisation de déposer le projet.

Le 5 mars 1829, la lutte s'engageait devant la Chambre des communes : une foule houleuse entourait le Parlement, cherchant une dernière fois à intimider Robert Peel. Celui-ci, imperturbable et froid, gagne son banc, et, au milieu d'un silence glacial, commence son discours qui va durer plus de quatre heures.

« Il est temps, dit-il, de faire cesser l'exclusion qui éloigne les catholiques du Parlement et des charges de l'État ; on voudrait la maintenir qu'on n'y réussirait plus longtemps. Tous les moyens de lutte sont épuisés, et aujourd'hui il y a plus de péril dans une résistance obstinée que dans une concession accompagnée de certaines réserves.

» Oui, il est vrai, déclare-t-il ensuite, j'ai été longtemps l'adversaire de la motion que je propose aujourd'hui, et nul peut-être ne l'a combattue plus que moi ; mais les temps ont marché, les événements ont changé, et je vous déclare, au reste, que, en m'asseyant au banc des ministres, je ne me suis pas refusé le droit de régler ma conduite selon l'exigence du moment et l'intérêt du pays. Avant moi, tous les hommes d'État, dans tous les pays, dans tous les temps, ont suivi cette politique, et permettez-moi d'invoquer à l'appui de ma parole ce que j'ai lu dans Cicéron : « C'est une vérité d'expérience qu'il ne convient pas que les mêmes personnes soutiennent toujours les mêmes avis, mais se rangent à la conduite inspirée par l'état des affaires, la disposition des temps et l'intérêt de la nation. »

Il abordait ensuite une autre objection : « Je sais, Messieurs, qu'en dehors de cette

enceinte, on m'a accusé de céder à la peur et de flatter les Irlandais..... Eh bien! s'il est vrai qu'il est honteux d'avoir peur, il est des craintes qui ne déshonorent en rien l'homme le plus fort, il est des conséquences qu'on ne peut appréhender sans frayeur. De ce nombre sont les troubles qui depuis tant d'années éclatent en Irlande, et celui qui affecterait de ne pas les redouter porterait bien peu d'intérêt à son pays. »

La Chambre vota le bill d'émancipation, qui fut accepté par les Lords et sanctionné par le roi.

C'était un véritable triomphe pour O'Connel, pour la cause catholique qui, depuis si longtemps, réclamait justice, mais triomphe aussi pour l'éloquent ministre.

Les catholiques avaient dû se résigner à quelques concessions; l'Association était dissoute et le cens électoral porté de deux à dix livres sterling (de 50 à 250 francs), mais désormais ils n'étaient plus traités en parias, ils avaient libre accès à tous les emplois civils ou militaires.

L'opinion publique demeura encore hostile. Les passions s'exprimèrent si vivement que le duc de Wellington, malgré son âge et sa gloire, dut se battre en duel avec un lord.

Pendant quelques mois, Peel supporta la guerre d'une glorieuse impopularité. Il n'y eut pas jusqu'à la vieille Université d'Oxford qui voulût lui témoigner son mécontentement. Avant d'engager le débat, pour mieux garder son indépendance et montrer l'élévation de ses vues, le ministre avait donné sa démission de représentant d'Oxford; quand, après la lutte, il posa de nouveau sa candidature, il ne fut pas réélu.

Fort de sa conscience, il trouva dans la joie légitime d'avoir fait son devoir la récompense de sa générosité, et, quelques semaines après ce grand débat, il pouvait dire en pleine assemblée : « J'entrevois, Messieurs, pour un avenir prochain, une aurore d'apaisement pour notre pays. Les vieilles haines vont tomber pour faire place à la paix religieuse : certainement, les débats récents ont pu soulever une agitation violente dans la masse de la nation, mais ce mouvement sera de courte durée. Cette lutte m'a valu la perte d'amitiés précieuses, mais, Messieurs, je vous le redis une seconde fois, quelque cher qu'elle m'ait coûté, je n'hésiterais pas plus aujourd'hui à l'entreprendre parce que j'y vois pour mon pays un avenir plein d'espérance. »

Ce jour-là, en effet, Peel put perdre quelques amis, mais il s'acquit un droit immortel à la reconnaissance des peuples civilisés. C'est ce sentiment qui, quelques années plus tard, arrachait à Lacordaire (1) ce cri d'enthousiasme :

« Louange, honneur, gloire et reconnaissance éternels à sir Robert Peel, qui a présenté au Parlement anglais le bill d'émancipation des catholiques,.... ! »

L'année suivante (1830), la France fit la glorieuse expédition d'Alger dont elle s'empara le 4 juillet. Les ministres anglais, toujours jaloux de la grandeur de la France, essayèrent d'empêcher cette conquête. Charles X fort de l'alliance de la Russie et de la sympathie de l'Europe entière pour cette croisade, repoussa dédaigneusement les représentations de l'Angleterre. Il avait, en outre, refusé le droit de visite que les vaisseaux anglais s'arrogeaient sur les côtes d'Afrique. En toute occasion, le roi de France traitait de haut les prétentions anglaises.

Moins d'un mois après la prise d'Alger, la révolution de juillet renversait le trône de Charles X. Le ministère anglais s'empressa de reconnaître le gouvernement de Louis-Philippe, tandis que les autres souverains l'accueillaient assez mal, et surtout le czar Nicolas (2), qui ne lui pardonna jamais.

Ce sera donc l'alliance anglaise qui prévaudra pendant les dix-huit ans du gouvernement de Juillet, mais l'alliance avec de cruelles exigences et de désagréables surprises. Nous en verrons un bel épisode au moment de *l'entente cordiale*, sous le grand ministère Peel.

---

(1) Lacordaire. voir nos *Contemporains*, n° 66.
(2) Voir nos *Contemporains*, *Charles X*, n° 41 ; *Louis Philippe*, n° 18 ; *Nicolas Ier*, n° 21.

IV. CHUTE DU CABINET WELLINGTON — PREMIER MINISTÈRE PEEL (1834-35) — OPPOSITION

Georges IV était mort le 26 juin 1830. Son frère, Guillaume IV, lui succéda, et, selon la coutume de ses prédécesseurs, depuis Henri VI, se fit couronner sous le titre de roi de France et d'Angleterre. Ce sera la reine Victoria qui, pour la première fois, renoncera en 1837 à l'appellation de reine de France.

Suivant l'usage d'un nouveau règne, les élections générales eurent lieu et furent assez favorables au ministère. Mais la Révolution française de juillet 1830 excita un soudain enthousiasme à Londres et dans toute l'Angleterre.

A l'exemple de la France, les libéraux anglais rêvaient d'élargir les bases de la représentation nationale. Le duc de Wellington préféra se retirer plutôt que de céder aux idées nouvelles.

Arrivés au pouvoir, les whigs, naturellement, inscrivirent cette question en tête de leur programme; Peel la combattit.

« Messieurs, disait-il, dans une question si grave, ne vous laissez pas aller à un entraînement que vous pourriez regretter. Vous voulez renverser un édifice ancien pour y substituer un nouveau : celui-ci n'a pas encore fait ses preuves, et vous voulez qu'il remplace une Constitution qui a donné à l'Angleterre de si nombreuses années de paix et de bonheur.

L'édifice était ancien, en effet; il remontait au moyen âge, de sorte que d'anciennes villes, ruinées ou disparues (on les appelait les *bourgs pourris*), continuaient à être représentées aux Communes par plusieurs députés; au contraire, les grandes villes récentes, comme Manchester, Liverpool, n'étaient point représentées. — En dépit des efforts de Robert Peel et de son parti, le bill de réforme électorale fut adopté en juin 1832, après quinze mois de lutte.

Le peuple avait hâte de faire usage de ses nouveaux droits: le Parlement fut donc dissous et soumis à la réélection. En entrant de nouveau dans la Chambre des communes, sir Robert Peel établit nettement sa position : « Je ne viens pas faire ici, dit-il, de la politique d'opposition; j'appuierai les ministres de la couronne, non, j'ai le regret de le dire, parce qu'ils ont ma confiance comme hommes publics, mais parce qu'ils en ont besoin pour gouverner. J'accepterai donc la constitution de la Chambre des communes telle qu'elle est faite maintenant, et je m'y tiendrai. »

Pendant les deux années qui suivirent (1833-1834), sir Robert resta fidèle à cette ligne de conduite.

Il appuya le ministère dans sa politique irlandaise et défendit le bill de coercition par lequel lord Grey — le chef des libéraux cependant — demandait des pouvoirs extraordinaires contre ce malheureux pays.

Vint ensuite la question du scrutin secret: c'était une nouvelle phase de la réforme parlementaire. Robert Peel avait promis de s'en tenir à l'état de choses établi. Il se prononça donc nettement dans ce sens: « Je ne voterai pas le scrutin secret, dit-il, parce que c'est donner à la démocratie un nouveau gage, et que naguère elle vient d'en recevoir de suffisants. En établissant le scrutin secret, vous voulez faire le siège de la propriété foncière; or j'estime que cette propriété est le rempart de la sécurité et de la stabilité du gouvernement. Jamais vous ne me ferez comprendre qu'un homme qui possède dix mille livres sterling de revenu ne doit pas avoir dans la direction des affaires de son pays plus d'influence que celui qui ne possède qu'un revenu de dix livres. Et cependant vous voulez que l'un et l'autre ne votent qu'une fois. Non, après le grand changement opéré l'année dernière dans le système électoral, j'estime qu'un changement non moins grave serait un malheur pour le pays. »

Bien qu'opposé à tous les appétits populaires, un langage si sage ne pouvait manquer de grouper autour de son auteur un concours de sympathies. Chaque jour voyait croître l'influence politique de sir Robert Peel, qui profitait de toutes les fautes du

ministère. Les *whigs* s'étaient usés par les difficultés de la politique irlandaise et par les réformes de la loi électorale, de la loi des manufactures, de la loi des pauvres et de l'abolition de l'esclavage des noirs dans les colonies, réformes qu'ils avaient fait voter et qui, touchant à beaucoup d'intérêts, avaient excité beaucoup de mécontentements.

Le 14 novembre 1834, Guillaume IV exprimait aux *whigs* le désir de confier les affaires à des mains plus fermes.

L'homme de son choix était sir Robert Peel. C'était en effet le nom que prononçaient toutes les lèvres; on ne pouvait au reste l'accuser d'avoir précipité la cause. Depuis quelques semaines sir Robert avait quitté l'Angleterre avec sa famille et se promenait tranquillement en Italie. Pour servir la cause des torys, le duc de Wellington se porta garant de son acceptation et offrit d'expédier les affaires jusqu'à l'arrivée du nouveau chef du cabinet. L'Europe n'était pas encore sillonnée de chemins de fer. L'envoyé de Guillaume IV, en dépit de toute la diligence possible, mit dix jours pour rejoindre Robert Peel à Rome. Le nouveau ministre en mit un peu plus pour revenir à Londres.

Mais comment se maintenir au pouvoir avec une Chambre où les *Whigs* étaient en majorité! Du premier coup, sir Robert s'aperçut que son ministère serait bien éphémère, mais il résolut de donner dans cette première épreuve la mesure de son dévouement et de son habileté.

Après une tentative inutile pour faire entrer deux libéraux dans son ministère, Robert Peel constituait un cabinet purement conservateur, lançait dans le pays un manifeste clair et précis, et demandait immédiatement au roi la dissolution des Chambres.

Cette mesure était grave; elle réussit à donner cent voix de plus aux torys, mais c'était insuffisant et les deux partis entrèrent avec des forces trop égales. Les votes se comptèrent sur l'élection du président, et le Cabinet se trouva en minorité de dix voix. Cet échec était d'assez mauvais augure, mais Robert Peel ne s'en laissa pas intimider et entreprit la conduite des affaires, avec une ardeur d'autant plus résolue.

« Messieurs, dit-il, ne soyez pas surpris si je garde un pouvoir que je n'ai pas cherché et que je n'ai pas cru pouvoir décliner. Je le garde pour vous proposer les réformes que vous venez d'entendre et que je considère comme nécessaires à mon pays. Peut-être beaucoup parmi vous rèvent-ils de les obtenir par des moyens plus violents; j'estime qu'ils se trompent et qu'ils dépassent l'attente de la nation. Aussi, j'ai la confiance que si le parti que je représente succombe dans la lutte, vous le verrez bientôt reprendre en mains les rênes du gouvernement. »

Il succomba, en effet, car O'Connel se prononça contre Robert Peel qui eut contre lui une majorité de 27 voix (8 avril 1835).

Son ministère avait duré quatre mois.

Malgré ce court intervalle de temps, les circonstances difficiles qu'il traversa suffirent pour lui permettre de donner la mesure de ses forces : son talent de parole, son activité dans les débats, son calme au milieu des partis, sa modération et sa sagesse dans l'administration des affaires, promettaient un ministère fécond pour le jour où les whigs descendraient du pouvoir.

Ce jour, le parti tory l'attendit six ans, pendant lesquels Robert Peel montra plus d'impatience de discipliner son parti que de renverser le ministère. Il ne lui ménagea cependant aucune critique justifiée; et un de ces débats mit lord Melbourne en si périlleuse posture qu'il crut devoir donner sa démission.

C'était en 1839. Depuis deux ans déjà, Guillaume IV étant mort, sa nièce, la princesse Victoria, fille unique du duc de Kent, était montée sur le trône. Elle fit appel au dévouement de sir Robert Peel; mais celui-ci exigea la libre disposition des charges de la maison royale. La reine y consentit d'abord, puis, sur le conseil de ses amis, refusa (on appelle cette affaire la question de la *chambre à coucher*). L'opinion publique donna raison à la reine. Les whigs reprirent et gardèrent le pouvoir pendant deux ans.

V. SECOND MINISTÈRE (1841-1845) — L'INCOME-TAX — LA LOI SUR LES GRAINS : LA LIGUE, L'ASSASSINAT DU SECRÉTAIRE DE SIR ROBERT PEEL — O'CONNELL — COLLÈGE DE MAYNOOTH — ENTENTE CORDIALE AVEC LA FRANCE

Depuis le jour où, pour la première fois, elle avait réclamé les services de sir Robert Peel, Victoria avait épousé le prince Albert. La question de la *chambre à coucher* se trouva ainsi réglée.

L'homme d'État arrivait donc aux affaires sous les auspices les plus favorables.

On comptait parmi les ministres : le duc de Wellington qui, si longtemps, avait dirigé le parti tory; lord Lyndhurst, orateur éloquent et administrateur habile, qui exerçait les fonctions de chancelier. Les Affaires étrangères se trouvaient confiées à lord Aberdeen, le diplomate le plus expérimenté de l'Europe entière; l'Intérieur à sir James Graham, *debater* éminent, et les Colonies à lord Stanley, dont la parole brillante savait s'imposer à tous les partis. A la tête du bureau du Commerce se trouvait un jeune homme de grand avenir dont on chuchotait le nom encore bien bas : William Ewart Gladstone.

Ce brillant état-major, présidé par un chef dont nul dans les deux Chambres ne contestait ni le talent, ni l'autorité, ni l'expérience, promettait au pays une direction sûre et forte. Les promesses se réalisèrent.

L'héritage laissé par les whigs était cependant lourd à porter : il s'agissait de restaurer au plus tôt des finances compromises, de régler la question si grave des droits sur les grains et enfin de donner à l'Irlande un *modus vivendi* en rapport avec ses réclamations, mais aussi avec les exigences de la constitution anglaise. A cette triple tâche sir Robert Peel allait donner toute l'ardeur de son action politique.

Commençant par la question financière, il proposa une mesure des plus graves que seule son autorité put lui permettre de faire accepter. C'était l'*income-tax* ou impôt sur le revenu.

Cet impôt, du reste, n'était pas nouveau; naguère, le ministère Pitt l'avait fait accepter au taux de 10 %. Aujourd'hui, sir Robert Peel ne demandait que 3 % :

« Messieurs, dit-il, je viens de vous exposer mon plan; à vous maintenant de remplir votre tâche, à vous d'examiner, d'accepter ou de rejeter les mesures proposées. Mais, avant de terminer, laissez-moi vous rappeler en quel temps nous vivons, au milieu de quelles circonstances nous nous débattons. Je n'exagère rien en vous disant que la postérité regardera la période que nous venons de traverser comme une des époques les plus mémorables de l'histoire de l'Angleterre. A vingt-cinq années de lutte continue où nous avons montré les forces de nos armes, ont succédé vingt-cinq années d'une paix féconde, mais insuffisante à rétablir l'ordre dans des finances si troublées.

» Pendant la période de la guerre, nos pères se sont montrés grands et généreux : l'histoire leur témoignera son admiration et sa reconnaissance. Serait-elle aussi indulgente pour nous, si nous laissions leur œuvre inachevée, si nous abandonnions à nos fils leur héritage si lourd à porter, et si nous nous désintéressions d'une situation qui s'aggrave chaque jour ?

» Le sacrifice est lourd, il est vrai, mais rappelez-vous le temps — c'était en 1798 — où un grand ministre ne craignit pas de demander à nos pères un sacrifice trois fois plus lourd, et ils l'acceptèrent sans hésitation. Si, à cette époque, un impôt de 10 % sur le revenu fut voté par une large majorité, ne craindriez-vous pas aujourd'hui d'exposer notre honneur à succomber sous le poids d'une comparaison injurieuse ? Non, Messieurs, j'en ai la certitude, vous ne vous montrerez pas indignes de votre mission de représentants d'un grand peuple. Vous savez que l'honneur et la bonne renommée valent plus pour les nations que la force physique; vous ne manquerez donc pas au devoir que vous ont légué vos pères et vous achèverez leur œuvre en votant la motion que je vous propose. »

La Chambre comprit ce noble langage; l'*income-tax* fut voté et l'ordre rétabli dans les finances grâce à l'énergique proposition de sir Robert Peel.

La question de la législation des céréales était bien plus complexe, et il n'était pas au pouvoir du premier ministre de lui donner une solution si prompte et si heureuse.

Cédant aux réclamations générales et aux besoins de la nation, sir Robert Peel aborda sur ce point difficile la réforme des lois existantes; il procéda avec une lenteur sage, mais qui était loin de satisfaire les exigences des partis. S'en tenant toujours au système de la protection de l'agriculture nationale, il abaissa cependant les droits sur l'importation des blés étrangers. Son projet, vivement critiqué par les whigs qui ne le trouvaient pas assez libéral, encore plus violemment dénoncé par les radicaux qui voulaient l'abolition complète des droits sur les grains, rencontra du côté des conservateurs mêmes une opposition sérieuse. Ceux-ci trouvaient que le ministre s'écartait trop du système traditionnel de leur parti, et plusieurs votèrent contre le projet. Il fallut à Robert Peel toute son habileté et son autorité pour obtenir dans la Chambre des communes une majorité de 120 voix.

C'était une victoire, mais une victoire chèrement disputée.

Au reste, en face de la crise qui sévissait sur le commerce, sir Robert Peel n'avait pas de peine à avouer que sa motion était insuffisante à en atténuer les désastres, mais il ne pouvait tolérer non plus que son projet fût dénoncé comme la cause de la détresse publique.

Et cependant, la misère prenant chaque jour des proportions menaçantes, l'agitation des whigs et surtout des radicaux créa dans la nation un courant d'opinion qui, facilement, devint antipathique au gouvernement. Le peuple qui souffre est porté naturellement à s'en prendre à celui qui le gouverne et à rejeter sur lui la cause de sa détresse.

Ces revendications, soulevées d'abord dans les centres manufacturiers, aboutirent à une ligue, dite ligue contre les lois des grains. A la tête de cette organisation de la passion publique se trouva un homme dont l'activité et l'éloquence auraient suffi à lui assurer le succès : c'était Richard Cobden.

Sous l'impulsion donnée par la ligue et son chef, surgirent dans toutes les villes des réunions, des conférences, des *meetings* où les membres du gouvernement eurent à subir les attaques les plus violentes.

— Voulez-vous, y disait un orateur, voulez-vous connaître les effets de la loi sur les grains? Rendez-vous dans tel quartier de cette ville; parcourez les rues et les impasses les plus obscures; pénétrez dans les réduits les plus abjects, dans les greniers les plus mal clos, dans les caves les plus humides; rassemblez tous les êtres que vous rencontrerez dans ces misérables retraites et amenez-les devant le premier ministre en lui disant : « Chef du gouvernement, délégué du pouvoir royal, interprète de la justice et législateur suprême, voyez cette collection de misères ; elle doit vous intéresser, car si ce n'est vous qui avez créé tout ce mal, ce sont vos lois qui n'ont su ni le prévenir ni le guérir. »

Des arguments de ce genre, chaque jour exploités devant un peuple en souffrance, ne devaient pas tarder à exalter les têtes et armer les bras : un jour que sir Robert Peel traversait une place de Londres avec son secrétaire, celui-ci reçut une balle qui l'étendit raide mort. Évidemment, ce n'était pas à lui que le coup était destiné, et le ministre l'avait échappé belle. L'assassin fut désavoué et déclaré irresponsable, mais sir Robert Peel, terriblement impressionné, vit dans cet acte la mesure de l'exaltation soulevée dans le pays.

Quelques jours après, il était violemment pris à partie par Richard Cobden, à la Chambre des communes; sa réponse se ressentit de l'impression éprouvée en cette circonstance : « Vous voyez la détresse publique, disait l'agitateur; quel remède avez-vous pour y mettre fin? car vous n'ignorez pas qu'étant l'auteur de la loi sur

les grains, vous endossez la responsabilité des désastres que nous constatons. » Jamais, en plein Parlement, l'attaque n'avait encore été si directe et si explicite.

Robert Peel se leva, visiblement émotionné : « Messieurs, dit-il, les paroles que l'on entend chaque jour dans les réunions de la *ligue* viennent de franchir les murs de cette enceinte : M. Cobden vient de me déclarer devant cette Assemblée comme personnellement responsable des souffrances du pays. Une telle conduite semble être l'approbation d'un acte récent..... »

Ici la voix du ministre faiblit, et, écrasé par l'émotion, il ne peut ajouter une parole. Tous les députés comprirent que la scène de l'assassinat hantait encore sa pensée, et qu'il voyait dans les paroles de M. Cobden une nouvelle provocation aux passions de la foule. Le député radical fut contraint de reprendre la parole et d'expliquer qu'un pareil sentiment était loin de son cœur.

Pour l'instant, l'incident fut clos, mais il resta toujours dans l'esprit de Robert Peel une défiance dont il n'était pas maître, et la question de la loi des grains resta pendante.

D'autres intérêts réclamaient encore la sollicitude du gouvernement.

La situation de l'Irlande créait d'autant plus d'embarras au ministère que celui-ci retrouvait en face de lui O'Connell. Nous avons vu, en 1835, le premier Cabinet de Robert Peel renversé par le libérateur irlandais au bout de quatre mois.

A présent, O'Connell entreprenait contre Robert Peel une violente campagne pour le rappel de l'Union. On sait que l'Union avait été imposée à l'Irlande en 1800 par William Pitt. A la voix du libérateur, des multitudes innombrables se transportent d'un bout du pays à l'autre. On organise des meetings monstres de 300 000, 400 000, 500 000, 700 000 personnes. La révolution semblait inévitable. Le ministère fit arrêter O'Connell et le déféra au jury sous l'accusation de haute trahison. Après de solennels débats, O'Connell fut condamné, mais, sur appel, la Chambre des lords cassa le jugement et O'Connell fut mis en liberté le 7 septembre 1844.

Peut-être, pour faire compensation aux poursuites dirigées contre O'Connell et au refus formel de rappeler l'*Union*, ce qu'aucun ministère anglais n'a d'ailleurs encore accordé, Robert Peel se montra favorable au collège catholique irlandais de Maynooth.

Le collège recevait une allocation annuelle de 9 000 livres sterling; Peel la fit porter à 36 000 livres, non sans une bataille parlementaire au cours de laquelle on lui prodigua les sarcasmes et les injures. « Affreux péché national », disait l'un. « Quand le verrons-nous embrasser le Pape ? » disait un autre.

Mais le ministre, sans se troubler : « Il faut que, de manière ou d'autre, vous brisiez la confédération formidable qui existe en Irlande. Je ne crois pas que vous puissiez la briser par la force. Vous pouvez beaucoup en agissant dans un esprit de modération, de douceur, de générosité. »

Le ministère Peel avait été le ministère de l'*entente cordiale* avec la France.

Louis-Philippe avait consenti à bien des sacrifices pour conserver l'alliance anglaise, lorsque, le 15 juillet 1840, sans même avertir Guizot, alors notre ambassadeur, lord Palmerston (du Cabinet whig), signa avec la Prusse, l'Autriche et la Russie, le traité de Londres. Les quatre puissances réglaient la question d'Orient sans même consulter la France.

L'affront était cruel; il fut vivement ressenti. La France se prépara à la guerre, et on commença aussitôt les fortifications de Paris, qui devaient servir seulement en 1870 contre les Prussiens.

Un nouveau traité de 1841, auquel la France apposait, cette fois, sa signature à côté de celle des quatre puissances, releva notre honneur et consacra nos droits, mais sans faire oublier le premier et inqualifiable affront infligé par Palmerston. Aussi l'arrivée au pouvoir du Cabinet tory, présidé par Robert Peel, fut-elle bien accueillie par le roi des Français.

Le système de l'alliance anglaise triompha

donc de nouveau et avec tant de succès qu'on l'appela *l'entente cordiale.* La reine Victoria vint visiter Louis-Philippe au château d'Eu, et Louis-Philippe se rendit, de son côté, à Londres (1843-44).

Hélas! *l'entente cordiale* nous réservait bien des déboires. Au moment même où s'échangeaient les visites royales, avaient éclaté les affaires Pritchard (1). Robert Peel le prit de haut avec le Cabinet français et fit entendre des menaces. Le gouvernement français désavoua l'amiral Dupetit-Thouars, désavoua ensuite le commandant d'Aubigny et paya même une indemnité.

Le public riposta en offrant une épée d'honneur à l'amiral Dupetit-Thouars, et Lamartine (1) déclarait, aux applaudissements de la France, « qu'il comprenait la nécessité de la paix, mais qu'il fallait une paix digne et solide, une paix française et non pas une paix anglaise ».

Au même moment, et toujours pour ne



LE PALAIS DU PARLEMENT (WESTMINSTER PALACE)

(L'ancien Parlement avait brûlé en octobre 1834; les travaux du nouveau palais commencèrent sous le premier ministère Peel.)

pas mécontenter l'Angleterre, on signait à Tanger, avec le sultan du Maroc, dont Bugeaud (2) venait d'écraser l'armée sur l'Isly, une paix où nul avantage n'était stipulé pour la France, et qui ne comportait même pas une indemnité de guerre.

La Chambre approuva le ministère par une majorité de *huit* voix, mais les *neuf* ministres avaient pris part au vote. Guizot crut devoir donner sa démission, qu'il retira à la demande du roi. La monarchie de Juillet ne devait pas se relever de l'impopularité de cette politique de *paix à tout prix* avec l'Angleterre.

(1) Pritchard, pharmacien-missionnaire établi à Taïti lorsque l'amiral Dupetit-Thouars plaça l'île sous le protectorat français (1842). Pritchard persuada à la reine Pomaré d'abattre le drapeau du protectorat après le départ de Dupetit-Thouars. Celui-ci, à son retour, prit possession de Taïti (1843). — Sur les menaces de R. Peel, Guizot désavoua Dupetit-Thouars. *1re affaire Pritchard.*

Pritchard continua ses intrigues et plusieurs marins français furent tués dans une collision. Le commandant d'Aubigny arrêta Pritchard — d'où violentes colères anglaises. — Guizot désavoue d'Aubigny et fait voter une indemnité à Pritchard. *2e affaire Pritchard.* (V. *Contemporains* : amiral Dupetit-Thouars, n° 213. — La reine Pomaré, n° 202.)

(2) Bugeaud, V. nos *Contemporains*, n° 68.

(1) Lamartine, V. nos *Contemporains* n° 57.

VI. DÉMISSION (1845) — RENTRÉE AU POUVOIR — DÉBAT SUR LES GRAINS — RETRAITE DÉFINITIVE (1846) — DERNIÈRES ANNÉES — MORT (1850)

Victorieux dans la question d'Irlande et de l'impôt sur le revenu, triomphant par suite des concessions de la France, Robert Peel allait subir un nouvel assaut à propos de la loi sur les grains.

La crise agricole allait toujours croissant et avait abouti à la disette complète de 1845. Chaque jour, quelque orateur de la Ligue prenait le gouvernement à parti et le sommait de venir en aide à la détresse publique. Plus pressant que jamais, M. Cobden prononça au Parlement une harangue qui produisit sur le ministre lui-même le plus grand effet.

Évidemment, il fallait un remède, tout le monde en convenait; mais où le chercher? Quelle modification faire subir à la loi sur les grains? Robert Peel était très perplexe : il n'en voyait pas d'autre que l'exemption — au moins momentanée — de tout droit sur les blés étrangers. Ce brusque abandon du système de protection cher au parti tory ne pouvait plaire aux membres du Cabinet : les ministres se réunirent pour discuter le projet, mais sans arriver à s'entendre, quand soudain le chef des whigs, lord John Russel, adressa à ses électeurs la lettre la plus violente pour dénoncer l'indécision du gouvernement et le sommer d'agir.

Une dernière fois, Robert Peel convoqua les ministres et proposa son projet; pas plus heureux qu'auparavant, il n'avait d'autre parti à prendre que de se démettre de ses fonctions. Il le fit dans une lettre à la reine où il se déclarait prêt à appuyer un ministère whig qui réclamât l'abolition de tout droit sur les blés étrangers. Lord John Russel fut pressenti et chargé de former un nouveau Cabinet; il échoua dans sa tâche, et, le 20 décembre 1845, sir Robert Peel reprenait le pouvoir avec un ministère légèrement modifié.

Sa nouvelle situation se trouvait renforcée par l'échec des whigs et lui permettait de reprendre, dans la question des grains, ce rôle d'arbitre sage et prudent dont il n'aurait pas voulu se départir. Mais la crise augmentait toujours, et tous les partis réclamaient une solution. Sir Robert Peel reprit donc son projet de suspension temporaire des droits sur les grains, au risque de s'aliéner tout le parti tory avec lequel il avait gouverné jusque-là. Dès le premier jour du débat, le ministre aborda la question franchement.

« J'avoue, Messieurs, que je ne trouve pas trop étrange que les hommes qui m'ont toujours soutenu ne me suivent plus aujourd'hui sur ce nouveau terrain : la conduite que je tiens est contraire, en effet, à la bonne direction d'un parti : je n'ai nulle peine à en convenir; mais s'il est vrai que je suis plein de respect et de déférence pour ceux qui, jusqu'alors, ont soutenu ma politique, il est non moins certain que, comme homme public aussi bien que comme homme privé, je me réserve le droit de suivre les conseils de la raison et de l'expérience. Voilà pourquoi je n'éprouve aujourd'hui aucun embarras à venir vous proposer une motion que, naguère encore, j'aurais repoussée avec vous. »

L'occasion était cependant trop belle pour qu'aucun membre de la Chambre ne se donnât le succès facile de reprocher au ministre son changement de conduite. Celui-ci y répondit en termes vifs, mais dignes : « Messieurs, j'ai servi quatre souverains, Georges III et ses trois successeurs : je les ai servis dans les circonstances les plus difficiles, sans réclamer d'eux d'autre récompense que le témoignage d'avoir toujours été pour eux un ministre loyal et fidèle. La tâche a été parfois ingrate, car, croyez-le, Messieurs, il n'est pas toujours aisé de mettre d'accord une monarchie ancienne, une aristocratie jalouse sur le point d'honneur et un corps électoral nouvellement réformé. Cette tâche, cependant, je suis prêt à la conserver, bien qu'elle dépasse beaucoup mes forces physiques et intellectuelles, mais ce sera à la condition expresse d'y garder, avec

une responsabilité entière, une liberté et une autorité entières. Sachez, Messieurs, que je ne resterai jamais au gouvernail pendant les nuits de tempête s'il ne m'est pas permis d'imprimer au vaisseau la direction que je crois la meilleure. »

Après ce préambule, l'orateur attaquait le vif de la question et trouvait des accents de la plus haute éloquence : « Cette soirée, Messieurs, va décider de la politique d'Angleterre : allez-vous manifester au monde vos nobles aspirations pour le progrès et la liberté ou témoigner d'un désir obstiné de suivre un conservatisme épuisé? Progrès ou réaction? quelle est la devise qui convient à ce noble empire? Considérez, Messieurs, notre situation physique, les avantages inappréciables que Dieu nous a accordés, la destinée qui nous attend. » Et pendant deux heures, l'éloquent homme d'État célébrait les gloires de l'Angleterre sous les signes d'approbation de l'Assemblée. Au lendemain de cette séance, un député radical disait : « Jamais de mémoire d'homme cette Chambre n'a entendu discours plus puissant et plus admirable. »

Les torys eux-mêmes en convinrent, mais ils se refusèrent à suivre leur chef dans cette nouvelle voie. Plus de deux cents votèrent contre lui.

Malgré cette résistance, la victoire resta à Robert Peel, et dans la Chambre des communes et dans la Chambre des lords; mais en politique comme sur les champs de bataille, il est des victoires si chèrement achetées qu'elles ne sont pas moins dangereuses que des échecs.

Dans cette lutte, le premier ministre avait achevé de désagréger un parti déjà ébranlé : décidément les torys trouvaient leur chef trop libéral. On le vit bien le jour où, sur une simple mesure de police concernant l'Irlande, tout à coup le mécontentement éclata et mit brusquement le ministère en minorité.

Ce jour-là même, pendant la discussion à la Chambre des communes, on apporta la nouvelle de l'adhésion de la Chambre des lords à la loi sur les grains. C'était donc en même temps pour sir Robert Peel la victoire et la défaite : il s'ensevelissait dans son triomphe et on peut se demander avec Guizot quel sentiment faisait battre le cœur de l'homme d'État.

« Était-il content ou triste, fier ou abattu? Ressentait-il plus vivement son triomphe ou sa défaite? Regrettait-il le pouvoir qu'il perdait avec tant d'éclat? J'incline à croire qu'au fond du cœur sa satisfaction était grande, car deux sentiments, très puissants en lui, étaient satisfaits : l'orgueil et le désir du repos dans la victoire. »

Au reste, depuis quarante ans qu'il luttait, le repos était bien gagné pour le grand ministre : quatre années seulement lui restaient à vivre et il en était arrivé à ce moment de lassitude physique et morale où l'âme de l'homme a besoin de se recueillir avant d'achever sa mission.

Cet homme public avait le culte de la vie de famille : il est vrai qu'il avait su la faire belle, noble, simple, entre une épouse passionnément dévouée et des enfants nombreux auxquels il avait donné la plus brillante éducation. Dans son beau manoir de Drayton — où il eut un jour l'honneur de donner l'hospitalité à Louis-Philippe détrôné — il offrait le spectacle du parfait *gentleman* honoré, respecté et bienveillant pour ses inférieurs. Un visiteur de Drayton pouvait raconter plus tard en recueillant ses souvenirs : « C'est au foyer de sir Robert Peel que j'ai trouvé un des plus heureux exemples de la hiérarchie légitime des situations et des personnes, sans souvenirs ni prétentions aristocratiques, et au milieu d'un sentiment mutuel de droit et de respect. »

Ce bonheur domestique n'empêcha pas l'ancien chef du Cabinet de continuer sa mission dans la Chambre des communes. Il resta régulièrement à son banc, appuyant le ministère whig toutes les fois que l'intérêt du pays le réclamait, défendant sa propre politique toutes les fois qu'un adversaire l'attaquait, continuant de donner à l'Assemblée les conseils sages et modérés qui faisaient de lui l'homme d'État le plus

écouté. Le 28 juin 1850, un long débat s'était élevé à propos des affaires de Grèce : la séance s'était prolongée toute la nuit, sir Robert Peel avait pris la parole.

Le matin, il rentra chez lui fatigué, et après quelques heures de sommeil, il crut utile de prendre quelque exercice et sortit à cheval. Il avait à peine fait quelques pas dans la rue que son cheval prit peur et le jeta violemment à terre. La chute devait être mortelle : trois jours après, l'homme d'Etat avait cessé de vivre et l'Angleterre pleurait son grand ministre. Il était âgé de soixante-deux ans.

Le gouvernement de la reine s'empressa de proposer des funérailles magnifiques à celui qui avait pris une si grande part dans la conduite ; des affaires mais la famille,



WESTMINSTER HALL, AU PALAIS DU PARLEMENT

touchée de cet hommage, n'eut qu'à montrer les dernières volontés du défunt qui déclinait l'éclat d'une cérémonie semblable.

Ennemi du faste pendant toute son existence, sir Robert Peel avait refusé tous les honneurs et tous les titres que la reine avait voulu lui décerner; il les refusa même au delà du tombeau en demandant dans son testament qu'aucun de ses enfants n'acceptât de distinction à raison des services rendus par le chef de famille.

Cet hommage au principe démocratique n'est pas fait pour rabaisser la mémoire du grand homme d'Etat que l'Angleterre salue toujours comme l'un de ses plus éminents orateurs et l'un de ses politiques les plus sages et les mieux avisés.

Le Vivier.

Louis Dumolin.

BIBLIOGRAPHIE

J. Lingard : *History of England.* — Guizot : *Sir R. Peel.* — R. Peel : *Mémoires, discours.* — E. Hervé : *La Crise irlandaise.* — Nemours Godré : *Daniel O'Connell, sa vie, son œuvre.* — *Les Contemporains*, biographies d'*O'Conell, Dupetit-Thouars, Guizot* etc... — *Questions actuelles* : 6 oct. 1900. — *Régime parlementaire des États modernes* ; mai-juin 1900. — *L'Irlande contemporaine.*

LES CONTEMPORAINS



JULES BASTIEN-LEPAGE (1848-1884)

I. JULES BASTIEN-LEPAGE — SA FAMILLE — UN PÈRE ÉDUCATEUR — LE LYCÉE DE VERDUN — SOLDAT OU PEINTRE

Parmi les peintres de la seconde moitié du XIXe siècle, qui se préoccupèrent justement de retracer avec amour et sincérité l'humble vie de nos paysans de France et de traduire sur leurs toiles l'atmosphère lumineuse dans laquelle se meuvent les corps, le Lorrain J. Bastien-Lepage, l'auteur des *Foins*, du *Mendiant*, du *Père Jacques*, des *Ramasseuses de pommes de terre*, mérite une étude à part dans notre galerie des *Contemporains*.

Jules Bastien-Lepage naquit à Damvillers, (Meuse) le 1er novembre 1848.

Son père et sa mère faisaient valoir eux-mêmes les champs qui formaient leur domaine; au produit de ce travail s'ajoutait le montant d'une pension obtenue de l'administration des contributions indirectes par le grand-père maternel de notre héros, M. Lepage, avant de se retirer à Damvillers et d'y vivre auprès de ses enfants. La famille était des plus unies, comme beaucoup de celles qui vivent chrétiennement, sans ambition, auprès du clocher de leur village. M. Bastien père, homme froid et bien pensant, dédaignant les faciles plaisirs du cabaret et de ses jeux, occupait ses soirées à des travaux manuels auquel le goût des arts d'imitation n'était pas étranger. Aussi, dès que le petit Jules, à l'âge de cinq ans, manifesta quelque inclination pour le dessin, ce père, ravi, encouragea l'enfant et, dans la mesure de ses forces, essaya d'en guider les premiers pas. On raconte qu'il

en vint à exiger du débutant que tel ou tel ustensile de ménage : chandelier, cruche, pièce de ces vaisseliers ornés de faïences peintes qui abondent dans l'Est fût dessiné par l'enfant, chaque soir, avant d'aller au lit. On dit même qu'à défaut de pouvoir l'initier aux difficultés de la perspective et du coloris, il révéla au petit Jules cette recherche de vérité, ce besoin de fixer, avant tout, le détail essentiel dont l'œuvre de Bastien-Lepage est si débordante.

En faisant cela, le paysan meusien n'avait aucunement l'idée de la vocation de peintre. Les rares journaux qui, d'aventure, pénétraient à Damvillers laissaient à son esprit si logique cet effroi des villes, de leurs fastes trompeurs, de leurs querelles souvent dépourvues de motifs qui fait la force de l'homme des champs. Peut-être, s'il n'eût dépendu que de lui, Jules Bastien-Lepage serait-il resté ce que son père avait été, et Dieu sait qu'une telle existence valait celle que le jeune homme devait accepter. Mais le grand-père était là. sa situation, son passé, les quelques bribes d'érudition que les carrières administratives exigent de leurs employés en faisait le mentor de la famille. Le vieillard fit tant qu'il eut gain de cause et que bientôt, malgré la naissance d'un nouvel enfant, Jules Bastien-Lepage partait pour Verdun où il devint pensionnaire du lycée en 1859. Il y fit sa Première Communion le 24 juin 1860. On devine que la classe préférée fut celle du dessin. Le professeur émerveillé de l'habileté de son élève, l'encouragea. Aussi, quand l'enfant revint à Damvillers, il dessina partout, sur ses livres, sur les murailles, sur les portes des paysans ébahis qui criaient au miracle et n'en croyaient pas leurs yeux. Il s'essaya même à traduire quelques-uns des passages saillants de ses lectures, tel le *Sacrifice d'Abraham* qui est sa première esquisse.

De retour au lycée, Bastien-Lepage continua d'agir de la même façon au détriment des études classiques pour lesquelles il n'avait qu'une médiocre sympathie. Il n'en était pas de même pour les mathématiques qui, chose singulière, lui faisaient oublier parfois son besoin de dessiner. A tel point que, sa quatrième achevée, le jeune homme songea même à se préparer à l'École de Saint-Cyr. Caprice d'enfant, déterminé par le milieu et les camaraderies, mais qui, philosophie achevée et diplôme de bachelier conquis, se transforma en une volonté bien arrêtée de devenir peintre, d'aller étudier à Paris, quels que soient les sacrifices à s'imposer pour cela.

II. LA SAGESSE FAMILIALE — LA MÈRE DE L'ARTISTE — BASTIEN-LEPAGE, EMPLOYÉ DES POSTES — PÉNIBLES DÉBUTS.

On imagine assez la stupeur des parents de Bastien-Lepage quand, de retour à Damvillers, nanti du parchemin auquel les pauvres gens attachaient d'indéfinissables vertus, le jeune homme déclara sa volonté d'aller à Paris étudier la peinture. Tout fut mis en jeu pour décourager Bastien-Lepage et jeter de l'eau sur le feu qui l'animait. Il demeura inflexible et bientôt, sa mère, vaincue par le chagrin qu'une telle zizanie donnait à son aîné, hasarda un timide :

— Pourtant, si c'est l'idée de Jules!.....

La brèche est bien faite quand une mère d'artiste en revendique les résultats. L'intervention d'un ami du grand-père, employé supérieur de l'administration des Postes, rétablit l'ordre un moment troublé par une vocation en conseillant à Bastien-Lepage l'examen de surnuméraire où il fut reçu. Notre artiste put donc partir pour Paris sans laisser de regrets à sa famille. Il y arriva en 1867.

Bastien-Lepage devait suivre les cours de l'École des Beaux-Arts en dehors des heures consacrées aux besognes de son emploi de *postier*. Or, comme ces travaux occupaient une partie des nuits de notre héros, plus ne lui restait qu'à prendre sur ses heures de sommeil le temps nécessaire aux études picturales. Ils sont rares, les postulants à la célébrité qu'un sort aussi étrange ne rebuterait point! Mais Bastien-Lepage n'en était pas à s'effrayer d'un pareil début, il y trouvait même un aliment à son énergie, un sti-

mulant à sa vocation, ce quelque chose d'inexplicable qui fait les vrais artistes. Mais le corps de l'homme est faible; cette existence en partie double vaillamment acceptée par Bastien-Lepage dura plus de six mois, au bout desquels les exigences de l'administration devenant excessives et la santé du jeune homme s'altérant de jour en jour, il fallut prendre un parti. Dans la nécessité d'être un *postier* valide et recommandable ou un élève de l'École des Beaux-Arts, Bastien-Lepage opta brusquement pour la peinture. Muni d'une lettre d'introduction de l'homme si bienveillant aux jeunes qu'est M. Bouguereau, le transfuge trouva asile dans l'atelier Cabanel. Entre temps, il avait été reçu à l'École avec le numéro 1.

Comme bon nombre d'artistes devenus célèbres, il eut d'abord peine à vivre. A la pension annuelle de 600 francs que lui avait votée le Conseil général du département de la Meuse, s'ajoutaient les quelques deniers que lui expédiait, en cachette, sa dévouée mère qui, pour mieux faire, allait elle-même aux champs depuis la décision de son fils. Le tout formait à peine le budget suffisant pour le manger et le gîte.

Avec de si faibles moyens, à l'École des Beaux-Arts, Bastien-Lepage devint néanmoins un des meilleurs, sinon le meilleur élève. On aimait *ce petit homme sec, nerveux, très franc, très net* que la vie avait rendu désireux de vérité plus que de succès d'école, et qui déclarait sans hésitation *être fier de l'estime de ses camarades* (1).

En 1870, il envoyait au Salon le *Portrait de M. Lemarchand*, qui, malgré ses qualités de facture et l'habileté des verts superposés dont il avait fait emploi, passa inaperçu. Bastien-Lepage s'en inquiéta peu, car d'autres sujets plus graves attiraient son attention.

III. LE FRANC-TIREUR — DEUX OBUS POUR UN SEUL HOMME — RETOUR A DAMVILLERS

Dès que la guerre et les succès de l'ennemi eurent démoralisé la France, détruit ou immobilisé ses armées et imposé le recrutement d'hommes de bonne volonté dévoués à la patrie, Bastien-Lepage, comme beaucoup d'artistes, jeunes ou vieux, fut de ceux-là. Il s'engagea dans la compagnie de francs-tireurs, sous les ordres d'un chef, peintre lui aussi, M. Castellani, et partit aux avant-postes. Là, le Lorrain, qui dormait au fond de l'élève des Beaux-Arts, s'éveilla. Son activité, son mépris du danger, le désignèrent pour les reconnaissances périlleuses. Un jour, dans une tranchée, un éclat d'obus vint le blesser grièvement; il dut être transporté à l'ambulance et y séjourner durant le reste du siège, dévoré par la fièvre. Le même jour, un autre obus tomba dans son atelier de la rue du Cherche-Midi et creva la première de ses compositions, cette *Source* qui figurait, dans le même état, à l'Exposition posthume de son œuvre, faite en 1885.

Aussitôt que furent possibles les déplacements, Bastien-Lepage retourna à Damvillers, où, malgré les malheurs de la guerre et l'état de délabrement dans lequel l'ennemi avait laissé les provinces de l'Est, il put tout à la fois rétablir sa santé et exécuter de nombreux portraits. Parmi ces portraits, nous retrouvons : *M. et Mme Liesenfelt* (Plappeville, près Metz); *M. et Mme Prosper Bastien* (Thiaucourt) et *M. et Mme Jacquemin* (Thiaucourt). C'étaient les premières tentatives de l'artiste en tant que portrait, et, de ces œuvres exécutées en 1871 à celles que nous signalerons au cours de la présente biographie, peu à peu se fit jour le talent merveilleux de portraitiste qui révéla Bastien-Lepage.

En 1872, sa santé tout à fait rétablie, notre artiste ajouta aux portraits de *M. Claude Bastien-Lepage*, son père, de *Mme Bastien-Lepage*, sa bonne et aimable mère, et de *M. Emile Bastien-Lepage*, son jeune frère, quelques études qui fixaient, elles aussi, une autre face de son talent : le paysagiste. C'étaient une *Combe boisée à Thiaucourt*, un *Verger* (Damvillers) et une *Étude de premier plan* (Damvillers). Enfin, une *Femme endormie* déterminait également la

(1) Voir article de M. Fourcaut. *Gazette des Beaux-Arts*, janvier 1885.

troisième manière en laquelle Bastien-Lepage ne devait pas moins exceller : la peinture décorative.

IV. DEUXIÈME PÉRIODE DES DÉBUTS — BASTIEN-LEPAGE ILLUSTRATEUR ET PEINTRE D'ÉVENTAILS — LE LAIT ANTÉPHÉLIQUE — BASTIEN-LEPAGE ENCOURAGÉ PAR PUVIS DE CHAVANNES — LE PORTRAIT DU GRAND-PÈRE — PREMIER SUCCÈS

Paris attira de nouveau le peintre meusien, dès qu'il n'y eut plus rien à craindre pour sa santé. Nous l'y retrouvons en 1873, luttant de plus belle, non seulement pour se faire un nom, mais encore pour résoudre ce problème du pain quotidien, sans quoi il n'est pas de gloire possible. Après avoir essayé de multiplier le nombre des portraits qui lui étaient commandés et qui constituent une des branches les plus fructueuses du métier de peintre (portrait de *Mme Baude*, de *Mlle Ygrec*, de *M.* et *Mme F. Kahn*), Bastien-Lepage essaya de placer des dessins dans des journaux illustrés. Or, à cette époque, plus encore que maintenant, l'illustration exigeait ce tour de main et ce respect des traditions si goûtées par le public, mais qui interdiront toujours un tel travail à de certains artistes. Bastien-Lepage alla d'éditeurs en éditeurs, sans plus réussir chez l'un que chez l'autre.

Il ne lui restait plus que deux portes par lesquelles entrer dans le monde éditorial : la caricature et la gravure de modes. Pour la première, il n'y fallait pas songer, Bastien-Lepage n'avait pas le tempérament humoriste. Quant à la gravure de modes, bien que Carle Vernet (1) ait su en tirer de charmants motifs, il y fallait songer encore moins, le travail du chiffon épinglé et de la bouche en cœur répugnant par trop à la nature rurale de Bastien-Lepage.

En fin de compte, il réussit à trouver..... des éventails, où notre artiste peignit, pour un prix modique, les sujets prévus par la mode qui vont du petit amour rose quatre fois joufflu à la fleur couleur plus tendre que nature. On voit d'ici Bastien-Lepage brossant, avec toute la délicatesse requise, écrans et mousselines à l'aide de pâtes chair, violet pâle et lilas éteint!

Un de ses amis, M. André Theuriet, de l'Académie française, a raconté comment fut conçue la toile que Bastien-Lepage exposa au Salon de 1873 sous le titre : *Au Printemps*. Il était advenu à l'artiste une commande qui, à notre époque, eût été l'objet d'une affiche en couleurs crues placardée sur toutes les murailles, mais que Bastien-Lepage, faute de mieux, avait traduite par une toile peinte. C'était un panneau-réclame destiné à vanter les produits d'un marchand de lait antéphélique en les représentant symboliquement comme une sorte d'eau de Jouvence. Notre peintre réalisa un panneau de tonalité claire, peint dans le goût de Watteau, qui représentait quelques jeunes femmes vêtues de costumes modernes et se dirigeant à pas comptés vers une fontaine défendue par des amours. Quand il l'eut achevée, l'œuvre plut à Bastien-Lepage, qui résolut de l'envoyer au Salon et soumit l'idée au futur propriétaire. Celui-ci, plus négociant qu'amateur de peinture, voyant en cette tentative un heureux début pour l'eau de Jouvence qui l'avait prétextée, déclara ne consentir à autoriser l'envoi au Salon que si l'artiste peignait, au-dessus de la fontaine, sur une banderole faite des sept couleurs du prisme, une adresse dont la teneur aurait pu être celle-ci :

ANATOLE FIGARO, FILS.
LAIT ANTÉPHÉLIQUE, SAVONS ET COSMÉTIQUE,
74, RUE DES BEAUTÉS IMPÉRISSABLES, 74,
PARIS.

Inutile d'ajouter que Bastien-Lepage n'entra pas dans la combinaison, et, d'autre part, que notre industriel, qu'une semblable intransigeance paraissait léser, laissa la toile pour compte à l'artiste. *Au Printemps* figura donc au Salon de 1873 sans inscription relative aux cosmétiques ; mais, placée trop haut, elle n'eut pas le succès que méritait sa valeur.

(1) Voir biographie : *Les Contemporains* n° 149.

Ceux qui ne connaissent Bastien-Lepage que par la toile : *les Foins* et le *Portrait de M. S. H.*, exposés au musée du Luxembourg, n'ont qu'une imparfaite idée du talent de l'artiste. Ce *Printemps*, pour être d'origine malheureuse, n'en marquait pas moins une étape de la route qui eût mené l'artiste à des toiles allégoriques et décoratives analogues à celles du regretté maître Puvis de Chavannes(1). En 1874, Bastien-Lepage avait été présenté au grand artiste; sa nature vigoureuse de Meusien avait plu au Lyonnais d'esprit bienveillant et lucide que fut, jusqu'à son dernier jour, Puvis de Chavannes. Il encouragea le jeune homme à persister dans cette voie du plein air peu admise encore, bien qu'elle se rattachât aux œuvres les plus belles des grandes époques



LES FOINS (Musée du Luxembourg.)

de la peinture; sans fatuité, il ouvrait au débutant la porte de la célébrité en lui précisant l'objet de ses inquiétudes, l'art de traduire la vie de l'atmosphère à laquelle les êtres et les choses ne participent souvent qu'à titre strictement décoratif, pour mieux montrer les bienfaits de la création.

Fort de cet appui, Bastien-Lepage, jusque-là partagé entre le besoin d'exprimer son rêve et le souci de demeurer en même temps bon élève des Beaux-Arts, essaya de mettre à profit les conseils, du maître. Un incident de vie champêtre dont il avait été le spectateur à Damvillers lui en fournit le motif. Ce fut cette *Chanson du printemps* qui parut au Salon de 1874. Elle représentait une jeune paysanne bien portante, aux membres

(1) Puvis de Chavannes, voir nos *Contemporains* n° 410.

solides, à la pesante démarche, arrêtée au coin d'un bois et tout étonnée du bruit que font quelques enfants ailés qui, derrière elle, soufflent dans des pipeaux. C'est l'éveil de la vie, les proches épousailles, la maison pleine des cris joyeux des gamins, quelque chose d'intime et de chaste comme le regard de l'héroïne. Avec cette toile, Bastien-Lepage en exposait une autre qui fut plus remarquée, car elle traduisait un sentiment moins éloigné du monde des spectateurs, ce culte de la famille que l'artiste revendiquait en toutes circonstances. Cette toile était le fameux *Portrait du grand-père*. On se souvient quel rôle avait joué, aux premières heures de la vie de Bastien-Lepage, ce vieillard assagi par les ans, bon mais narquois, arrivant à l'âge où la vie n'est plus qu'un très petit jardin bien sarclé avec quelques affections très rares et beaucoup de souvenirs. Le petit-fils avait essayé de placer son ancêtre dans ce jardin. Fidèle à sa théorie : *Il n'y a de durable et d'émouvant que l'expression sincère des états de la vie,* Bastien-Lepage établit les correspondances qui doivent exister entre un vieillard débarrassé de ses besoins, allégé de ses soucis, plus près de Dieu que des hommes, et l'éclat d'un jour d'été avec son ciel haut, ses rares nuages, son foyer lumineux, tout ce qui éclaire le bonheur terrestre d'un reflet de l'autre bonheur. Le vieux grand-père est là, assis dans un fauteuil; il tient à la main sa tabatière et son mouchoir à carreaux bleus. Coiffé d'un bonnet noir, il sourit avec malice à la vie qui lui échappe autant qu'à l'enfant qui le peint. Cette toile valut à Bastien-Lepage une troisième médaille, et, du même coup, l'État se rendit acquéreur de la *Chanson du printemps*.

V. CONCOURS POUR LE PRIX DE ROME — DEUX ÉCHECS — RÉSULTATS HEUREUX

Après ce succès, et en même temps qu'il exposait au Salon de 1875 sa merveilleuse toile *La Communiante* et le remarquable *Portrait de M. S. H.*, Bastien-Lepage entrait en loge pour le prix de Rome. Le jeune artiste, déjà connu du public, avait assez vécu pour savoir ce qui sort malheureusement trop souvent de cette formalité administrative, et combien de médiocrités, pour quelques gens de valeur, ont bénéficié du legs dont les intérêts servent à ce prix. Cependant, les vieux parents de Damvillers l'avaient prié d'en passer par là. Bastien-Lepage aimait trop sa famille pour lui refuser cette satisfaction. Il fit donc le concours de Rome, qui, cette année, avait pour sujet *L'annonciation aux bergers*. Chose rare en pareil cas, le talent aidant, Bastien-Lepage fit une merveille de grâce, de simplicité archaïque et de poésie. Dès que furent livrées aux critiques du public les neuf toiles des concurrents, la foule des élèves envahit la salle d'exposition, et immédiatement, parmi les académies de rigueur en pareil cas, discerna la supériorité de facture et de coloris de l'œuvre de Bastien-Lepage. Le jury en décida autrement. Ce fut un autre concurrent, peut-être plus rompu aux formalités exigées, mais que l'oubli a bien puni, qui emporta le grand prix de Rome.

L'année suivante, en 1876, sur un sujet emprunté à l'*Iliade : Priam suppliant Achille de lui rendre le corps de son fils Hector,* le jury oublia la toile de Bastien-Lepage de la liste des récompenses; celui-ci, jugeant la cause entendue, tourna ses yeux pour toujours vers le village qui l'avait vu naître, qu'il aimait et dont il comprenait mieux l'esprit.

« J'ai appris mon métier à Paris et je ne veux pas l'oublier, écrivait-il plus tard à un ami, mais, réellement, je n'y ai pas appris mon art. *L'école est dirigée par des maîtres dont il serait mal à moi de méconnaître les hautes qualités et le dévouement.* Est-ce ma faute, cependant, si j'ai puisé dans leur atelier les seuls doutes qui m'aient tourmenté? Quand je suis arrivé à Paris, je ne savais rien de rien, mais je ne soupçonnais pas, au moins, ces tas de formules dont on vous pervertit..... J'ai barbouillé à l'école des esquisses de dieux et de déesses, de Grecs, de Romains que je ne connais-

sais pas, que je ne comprenais pas et dont je me moquais ; je me répétais que c'était peut-être le grand art, et je me demande quelquefois maintenant s'il ne m'est rien resté de cette éducation..... »

C'est donc au pays natal et dans sa chère Lorraine que l'artiste allait puiser ses inspirations.

En 1876, en plus du *Portrait de M. Wallon*, il peignait une suite d'études dont les titres sont trop explicites pour qu'il soit utile d'insister : la *Prairie de Damvillers*, les *Jardins de Damvillers au printemps*, l'*Entrée du village de Dammartin-le-Franc*, l'*Ermitage de Saint-Rouin*, l'*Aurore à Damvillers*, un *Chemin et village dans l'Argonne*. A cette liste déjà longue, il convient d'ajouter deux esquisses d'un tableau qu'il venait de faire et dont nous reparlerons plus loin : *Les Foins*.

VI. VOYAGE PÉDESTRE DANS L'ARGONNE — PEINTURE ET ESPIONNAGE — SAINT-MIHIEL — MORT DU PÈRE DE L'ARTISTE — « LES FOINS »

Afin de mieux fixer en son esprit les aspects de ce pays de l'Est dont il allait être le traducteur, Bastien-Lepage se décida à user pour le visiter d'un des moyens d'excursion que notre siècle d'automobiles a le tort très grand d'oublier : le voyage à pied. Accompagné de son frère et de M. André Theuriet, il quitta Damvillers le 11 septembre 1876, sac au dos, et se dirigea vers la forêt mystérieuse, où, par deux fois, en 1792 et en 1870, le sort de notre pays s'était débattu, comme pour justifier les paroles du général Dumouriez : *les gorges de l'Argonne sont les Thermopyles de la France* (1). Bien que l'automne fût pluvieux, les compagnons ne laissèrent pas de faire route à travers bois, de Varennes à La Chalade et des Islettes à Beaulieu. Bastien-Lepage était dans un état d'enchantement inexprimable, les projets affluaient en son esprit.

(1) Dumouriez, voir *Contemporains* n° 228.

Le voyage eut un épisode tragi-comique où l'ignorance des paysans, mélangeant sans arrière-pensée la haine et la stupéfaction, faillit interrompre une si agréable équipée.

Déjà, vers le soir du 14 septembre, tandis que M. André Theuriet entretenait les voyageurs de l'arrestation du roi Louis XVI au bourg de Varennes, situé non loin de là,

« Si je commençais un bout d'étude, s'est écrié le peintre, en déballant sa boîte à couleurs. Puis, avisant une vieille femme qui menait sa vache le long d'une haie, il lui a demandé s'il n'y aurait pas moyen de se procurer une chaise dans le village.

Après quelques façons, la bonne femme a confié sa vache à une gamine, et elle est allée quérir la chaise désirée ; mais, en l'apportant, elle a jeté un coup d'œil inquiet sur la toile et sur la boîte à couleurs.

— Ce n'est pas pour nous ramener les Prussiens, au moins, a-t-elle dit, que vous tirez les plans de notre village? »

Le 17 septembre, le récit se corse, et peu s'en faut que nos amis ne passent un triste quart d'heure. Ils ont résolu d'assister au pèlerinage qui, chaque année, amène les gens de la région, dans la forêt de Beaulieu, au monastère de Saint-Rouin. Bastien-Lepage est au suprême ciel, le soleil brille, les fleurs sont belles, les prés, les arbres, les horizons paraissent plus verts que de coutume à son œil de peintre. On entame le récit de la vie du Saint, Bastien-Lepage l'écoute à peine, il songe à ses paysans, il rêve de les voir cheminant par groupes, dans une attitude qui leur est particulière sous un beau ciel, et le 18 septembre advient. Bastien-Lepage et ses amis assistent à la messe, puis, la cérémonie achevée, vont prendre position pour mieux voir la kermesse qui va suivre.

« Bastien-Lepage s'installe sous un pommier, et, ouvrant sa boîte, déclare :

« Voici le moment de commencer mon étude. » Bientôt, tout ce monde nous dévisage avec des mines ébahies et méfiantes. On se donne des coups de coude à notre approche, et, derrière nous, il me semble entendre murmurer le mot « Prussiens! » A l'ombre de son pommier, le peintre est entouré de

gamins et de paysans qui le regardent silencieusement préparer sa palette. Plus de cinquante paires d'yeux nous dévisagent. Les propos qu'on échange n'ont rien de flatteur pour nous, et il est évident que les spectateurs sont mal disposés. Bastien-Lepage continue à peindre sans s'émouvoir. A chaque minute, le cercle s'épaissit, et les voix élèvent leur diapason.

— Sais-tu ce qu'ils font là, toi, Faraud?

— Tu le vois bien, *nomme*, ils tirent le plan de la forêt.

— Est-ce qu'ils n'étaient point l'autre soir à La Chalade?

— Oui; ah! ils sont malins, allez, ils prennent les plans de tout!

— Ils font tout comme ce Mac-Farlane, qui était à Verdun et qu'on a chassé de la ville parce qu'il photographiait les forts.

A ces mots, l'un de nous, violemment agacé, s'adresse au dernier interlocuteur :

— Est-ce que c'est une allusion?

— Peut-être bien.

— Alors vous nous prenez pour des espions prussiens?

— Dam, ça en a l'air.

— Voyons, dis-je à mon tour, impatienté, si vous croyez que nous sommes des Prussiens, il ne s'agit pas de biaiser comme vous le faites depuis un quart d'heure..... Conduisez-nous devant une autorité quelconque et demandez-nous nos papiers?

Un brigadier forestier sort du cercle :

— Vous avez raison, répond-il, et puisqu'il en est ainsi.....

Il se redresse, prend un air grave et rajuste son képi :

— Au nom de la loi, Messieurs, je vous somme de m'exhiber vos papiers.

— A la bonne heure!

Nous fouillons nos poches, et chacun de nous remet au garde les pièces qui peuvent établir notre identité : des cartes de visite, des lettres, un permis de chasse. Le forestier met ses lunettes et examine tout cela longuement, tandis que les curieux se penchent pour lire par-dessus son épaule.

Un maître d'école découvre d'abord que le permis est expiré depuis deux jours; quelqu'un ajoute que les lettres et les cartes de visite ne sont pas des papiers. Enfin, le brigadier demeurant incertain, diverses personnes déclarent que rien ne démontre que lettres et cartes de visite ne soient pas faites exprès pour la circonstance.

— Les Prussiens en font bien d'autres!

Pendant tous ces débats, Bastien-Lepage continuait son travail, comme si rien ne s'était passé, avec cette froideur calculée dont les seuls peintres ont le secret devant un entourage de profanes.

On ne sait où les choses en seraient venues si l'un des amis des voyageurs n'était entré en jeu pour jurer, sur son honneur, que les soi-disant espions n'étaient bel et bien que des artistes fantasques, aussi fantasques que bons français.

Tout près de Saint-Mihiel, nos amis se séparèrent, et Bastien-Lepage s'en fut visiter, seul, le chef-d'œuvre du sculpteur lorrain Ligier Richier, ce groupe de statues du sépulcre qui fit écrire à notre artiste une lettre d'un lyrisme bien concevable dans laquelle il déclarait n'avoir *jamais vu de sculpture aussi émouvante que celle-là* (lettre au graveur Baude). Cette impression, une des plus fortes de sa vie, lui inspira la merveilleuse esquisse du *Christ au tombeau*, qui figurait à son exposition posthume à côté de nombreux essais qui tous laissaient le regret de n'avoir qu'un reflet des œuvres que Bastien-Lepage eût consacrées à l'art chrétien si la mort n'était venue arrêter son bel essor. C'étaient le *Job* (Damvillers, 1877), la *Femme en prière* (Damvillers, 1878), l'*Enterrement d'une jeune fille* (Damvillers, 1880), la *Jeanne d'Arc* (Salon de 1880) dont nous parlerons plus loin, l'*Annonciation de la Vierge* (Paris, 1881), les *Bergers se rendant à Bethléem* (Damvillers, 1883), l'*Église à Concarneau, le soir* (1883), etc.

Bastien-Lepage était à peine de retour à Damvillers que son père expirait emporté par une congestion pulmonaire. On n'a pas oublié le culte familial dont l'artiste entourait les siens, ni combien régnait l'union



JEANNE D'ARC ÉCOUTANT LES VOIX

dans ce ménage tout patriarcal. Le deuil qui les frappa tous était le premier, et Bastien-Lepage a traduit l'impression qu'il leur avait produit en une belle lettre dont voici la fin :

« Nous étions trop jeunes pour perdre un si bon ami; malgré le courage qu'on a, le vide, cet affreux vide est si grand, qu'on est parfois désespéré. » (lettre à M. André Theuriet.)

Mais la bonne mère de l'artiste, par un miracle d'abnégation, surmonte sa douleur, refoule ses larmes de veuve et rappelle au jeune homme les devoirs de son état. Elle fait mieux; en chrétienne résignée, elle parle de consolation, d'oubli, elle cherche et trouve le remède qui doit consoler son fils.

« Heureusement le souvenir reste, écrit-il à M. Victor Klotz, et quel souvenir!..... le plus pur qui puisse exister. C'étaient la bonté et l'abnégation personnifiées; il nous aimait tant!..... mais que faire? Remplir ce vide avec beaucoup d'amour pour ceux qui restent et qui vous sont attachés, avec beaucoup de souvenir pour celui qui n'est plus, et beaucoup de travail pour chasser l'idée fixe..... »

Bastien-Lepage tint parole. Cette année de deuil (1877) fut la période la plus active de sa vie.

Jusque-là, notre héros artiste n'était connu que par ses portraits; les toiles qu'il avait montrées à diverses reprises semblaient davantage un délassement entre deux labeurs que l'indice d'essais véritables. Bien que son atelier de l'impasse du Maine, déjà connu des amateurs, ne décelât rien autre que le talent auquel on dut, cette année, les *portraits de M. André Theuriet, de Mme Lebègue, de M. Alexandre de Gosselin*, Bastien-Lepage n'en préparait pas moins une œuvre de plus d'importance. Aussitôt après le Salon de 1877, il s'enfuit vers Damvillers, et là, durant tout l'été, se consacra exclusivement à ces *Foins*, qui, exposés au Salon de 1878, lui valurent un succès très grand. C'est de cette date que prit rang pour se développer rapidement, en France d'abord, et par la suite à l'étranger, l'école du *plein-air*. Les partisans de cette école, se souvenant de la manière de voir particulière à certains maîtres des débuts de la peinture, et considérant que, dans la nature, les hommes ont des attitudes souvent subordonnées aux endroits où ils vivent, décidèrent :

1° De donner aux personnages des tableaux une importance moins grande que celle qu'ils avaient eue jusque-là;

2° De ne jamais les isoler sur un fond préparé pour les mettre en valeur à l'aide de combinaisons existant sur la palette du peintre et jamais dans la nature;

3° De rechercher, avant tout, de quelle façon se comportent l'un pour l'autre les personnages et le milieu dans lequel ils vivent; de les peindre en même temps avec une égale sympathie, sans embellir ou amoindrir l'un ou l'autre, au profit du succès de la toile.

En peinture, l'école du *plein-air* recherchait l'idéalisation du réalisme, l'intégrité artistique, l'art de montrer la vie humaine telle qu'elle est, pour l'homme sain, *en beauté et en activité.*

Le *plein-air* combattait la peinture classique, qui, avec plus ou moins de bonheur, immobilise un type académique en des règles d'art étroites. Il combattait aussi le réalisme, qui souvent agit de même à l'aide de types bas, torturés par la passion, honteux de vivre. Imitant en cela les luttes de la peinture romantique contre la peinture classique, le *plein-air* avait, sur sa devancière, la supériorité du bon sens, de l'originalité de métier, de l'enthousiasme réfléchi basé sur l'étude directe de la nature.

Les *Foins* sont faits du plus banal épisode de la vie champêtre, choisi à dessein pour que rien de dramatique, rien qui attire le regard malgré lui ne puisse lui être reproché. Il s'agit du repos aux champs, à l'heure de midi; le ciel est d'une clarté lassante, le soleil tape dur, on étouffe. Au bord d'une prairie, non loin des tas de foins, une paysanne est assise, et, tout à son bien-être momentané, laisse flotter ses regards dans le vide. Elle est vêtue d'habits grossiers,

ses chaussures sont fortes et ornées de clous, ses bras nus, son cou bronzé par la vie de journalière qu'elle mène depuis longtemps. Ainsi faite, robuste et placide, elle semble incarner le type du paysan si mal compris par tant d'artistes.

En effet, nul peintre moderne n'avait traduit cette nature rurale sans l'isoler de son décor, sans trop embellir ni trop enlaidir. Certains s'étaient souvenus des campagnes romaines et de Virgile, d'autres avaient insisté sur la gaucherie des paysans en tels actes de la vie où la gêne les paralyse, quelques-uns n'en avaient usé que pour justifier une heure ou une saison de prédilection, le plus grand nombre n'y cherchaient qu'un côté pittoresque, un beau morceau, le prétexte à tour de force pictural. Bastien-Lepage connaissait trop ces manies de mise en scène et d'interprétation personnelle pour devenir, lui aussi, un de ces peintres *qui rêvent de la nature en la peignant,* suivant son expression. Les *Foins* révélèrent un art nouveau, cette merveille rare à notre époque : la peinture de bonne foi aussi belle pour les initiés que pour les profanes.

« Les paysans disent que c'est vivant, » écrivait Bastien-Lepage à M. Theuriet.

Le mot mérite d'être retenu.

Les *Foins* sont au musée du Luxembourg. « Pourquoi, écrit M. Breton (1), puisque leur peintre est mort depuis 1884, ne sont-ils pas au Louvre, où ils iront un jour, à côté des *Glaneuses* de Millet? » Et, comparant les deux peintres, Bastien-Lepage, dit-il, « est loin d'avoir la puissance de Millet, mais on trouve chez lui des ferveurs ingénues, des ciselures de forme et des souplesses d'épiderme qui manquent à Millet, à côté duquel il garderait encore son charme de sincérité. Et puis, qui sait les transformations qui eussent agrandi son talent? Il cherchait à élargir sa manière un peu sèche au moment où la mort l'a si prématurément fauché..... »

(1) Jules Breton, *Nos peintres du siècle.*

VII. SUCCÈS GRANDISSANTS — VOYAGE A PARIS DU GRAND-PÈRE ET DE LA MÈRE DE L'ARTISTE — LE PORTRAIT DU PRINCE DE GALLES — BASTIEN-LEPAGE DÉCORÉ

A dater de 1878, les succès de Bastien-Lepage continuèrent sans interruption. L'artiste a peine à suffire à toutes les demandes qui affluent en son atelier de l'impasse du Maine, bientôt abandonné pour un petit hôtel au parc Monceau. L'année 1878, consacrée à de nombreux portraits : *Mme Victor Klotz et ses enfants, MM. de Gosselin, Mlle Combrez, M. Lenoir,* ne l'avait empêché de produire, en sus, des superbes esquisses : *Au cimetière, Chemin dans la prairie, Au point du jour,* délassements du travail nécessité par sa toile *Saison d'octobre; Récolte des pommes de terre,* qui figura au salon de 1879 et réveilla de nouveau l'enthousiasme qui avait accueilli les *Foins.* Il y décrivait, en opposition aux tonalités claires d'été qui font le charme des foins, la lumière plus intime à laquelle l'automne doit son charme, et, là encore, en ce sujet si connu, il plaçait l'activité campagnarde sans cesse éveillée, la loi du travail qui doit prévaloir contre les torpeurs que les artistes sont convenus d'attacher à l'idée d'arrière-saison. Deux femmes, dans un champ, récoltant des pommes de terre; l'une au visage grave, l'autre de physionomie extrêmement gaie suffirent à l'artiste pour exprimer le peu de sympathie que lui inspiraient les faiseurs d'élégies.

Au succès d'artiste s'alliaient les succès d'argent, période funeste pour beaucoup, mais qui décida Bastien-Lepage à mettre à exécution un rêve longtemps caressé. Nous laissons la parole à son biographe :

« Son premier soin fut d'associer à cette bonne fortune ses parents de Damvillers. Ils avaient été à la peine, il voulait qu'ils fussent au plaisir, et il les amena à Paris pendant l'été de 1879. Il était heureux de leur rendre en bonnes gâteries un peu de ce qu'il leur devait pour tant d'affection et de dévouement. Lorsqu'il emboursa ses premiers gains sérieux, il conduisit sa mère dans

un grand magasin et fit déplier devant elle des coupons de robes de soie : « Montrez toujours, s'écria-t-il, je veux que maman choisisse ce qu'il y a de mieux ! » Et la pauvre petite mère, effarouchée à la vue de cette soie noire qui se tenait debout, avait beau protester « qu'elle ne mettrait jamais cela », il lui fallut céder. Il promena le grand-père à travers les avenues du Bois et les grands boulevards, se figurant qu'il allait l'émerveiller ; mais, de ce côté, ses efforts et son zèle échouèrent complètement. Le vieillard resta indifférent aux splendeurs du luxe parisien et de la mise en scène des théâtres ; il bâilla ferme à l'Opéra, déclarant que tout ce tapage lui cassait la tête, et il s'en retourna à Damvillers en jurant qu'on ne l'y reprendrait plus ».

Bastien-Lepage se rendit à Londres, pour le *Portrait de S. A. R. Mgr le prince de Galles*, cette toile célèbre à juste titre où le modèle est représenté en habit de cour, comme un des personnages illustres que se plaisait à peindre Van Dyck, devant une haute fenêtre au travers de laquelle on distingue un paysage londonien. Très aimé en Angleterre depuis le succès de l'œuvre à l'exposition de la Royal Academy, l'artiste revint à Paris qui l'accueillit à bras ouverts. Il y exécuta de nombreux portraits : *M. de Tinan*, *M. G. Charpentier*, *M. Émile Bastien-Lepage*, *Mme Godillot*, *Mme Hanrotte*, *Mme Vve Klotz*, *M. A. Franck*, qui figure au musée du Luxembourg (collect. Hayem), et *Mme Sarah Bernhardt*, exposé au Salon de 1879. C'est à la suite de ce Salon que Bastien-Lepage fut promu au grade de chevalier de la Légion d'honneur.

VIII. LE RÊVE CHER A BASTIEN-LEPAGE : JEANNE D'ARC — LE MENDIANT — SES SALONS JUSQU'EN 1883

Quand les *Foins* et les *Ramasseuses de pommes de terre* eurent précisé quels étaient les sujets de prédilection de Bastien-Lepage, il songea que le moment était venu de mettre à exécution le rêve le plus cher de sa vie artistique. Depuis longtemps, le peintre méditait de représenter Jeanne d'Arc au moment où les célestes voix viennent lui confier le salut de la France. En elle, Bastien-Lepage voulait fixer le type lorrain, tel qu'il avait pu l'observer au cours de nombreuses études, en y ajoutant la transfiguration que dut produire sur l'héroïne l'intervention de Dieu.

« Pour peindre la bergère de Domremy, dit M. Fourcaud, Bastien-Lepage a choisi le premier moment de la vision. Assise à l'ombre des pommiers du verger paternel, elle faisait lentement tourner le dévidoir en murmurant une prière. Tout à coup les voix célestes ont parlé. Jeanne s'est levée frémissante ; elle a renversé son escabelle et marché en avant. Le bras gauche étendu, elle se tient immobile, en extase. Pas un de ses traits ne se contracte ; elle s'absorbe profondément dans le spectacle offert à sa vue. Pour vêtements, elle a la casaque grise lacée sur la chemise blanche, et la robe marron des paysannes qui tombe à grands plis droits. Elle est bien pastoure et Lorraine de pied en cap, et Bastien-Lepage a réalisé son désir : « Faire une Jeanne d'Arc de son coin de terre et non de son atelier ». Derrière la prédestinée, au fond du jardin verdoyant criblé des traits de la lumière du plein jour, la maison de Jeanne d'Arc s'élève. On en voit la fenêtre aux vitres carrelées de plomb, et le toit rouge, et le mur blanc qui étincelle au soleil. L'apparition monte au second plan, dans une brume dorée. Saint Michel, tout armé d'or, comme un chevalier porte en main l'épée du salut, et les saintes l'escortent, douces figures paradisiaques que la paysanne voit au fond d'elle-même. On éprouve devant cette toile comme un éblouissement. »

L'œuvre parut au Salon de 1880, sous le titre : *Jeanne d'Arc écoutant les voix*. Le peintre avait pour cette toile tout l'amour qu'il est possible d'apporter à un rêve familier qui prend corps ; c'était pour lui la Lorraine légendaire aussi bien que la Lorraine vivante, quelque chose de sacré auprès de quoi rien de ce qu'il avait peint jusque-là ne méritait d'être mentionné. Mais le



LE MENDIANT

public pensa autrement; il goûta la *Jeanne d'Arc* et contesta les *voix* que le peintre avait représentées. Justement fier de son œuvre, Bastien-Lepage en ressentit un cuisant chagrin, qui, chose étrange, n'eut pour remède que l'accueil qui lui fut fait à Londres, à cause de cette toile, durant le voyage qu'il y fit après le Salon. Parmi les travaux exécutés en 1880, en sus de *Jeanne d'Arc,* on retiendra le souvenir des portraits de *M. Andrieux* (Salon de 1880), *Mlle Marie Meyer, M. Loison, Mlle M. Damain, M. E. Richtemberger, M. Duplessis, M. et Mme Borget,* etc. On y ajoutera *les Blés murs*, qui figurèrent à l'Exposition nationale de 1883, l'*Enterrement d'une jeune fille,* la *Fin de la journée*, une *Étude de chevreuil*, le *Semeur,* les *Vendanges, Dans les champs,* faits à Damvillers, et deux superbes études, *Marine verte, côte anglaise, Docks à Londres*, fruits de son voyage en Angleterre.

Au Salon de 1881 parut le *Mendiant* qui exprime en même temps la bonhomie du quémandeur, sa malice de vieux paresseux et le geste si naturel de l'enfant qui lui fait l'aumône. A Damvillers, le peintre avait mené à bien son *Incendie pendant la nuit,*

vu à distance, un *Paysan allant voir son champ le dimanche*, une *Paysanne examinant son pommier en fleurs : Y aura-t-il des fruits cette année?* un *Colporteur surpris par la pluie*, une *Petite fille allant à l'école*, un *Bord du chemin*. A Paris, il peignit les portraits de *M. et Mme Duplessis*, de *M. Albert Wolff*, de *M. René Hayem*, de *M. Piet de la Taudrie*, de *M. et Mme Gondchaux*. Enfin, de ses voyages en Suisse et en Italie, il rapportait une *Venise le soir*, un *Canal à Venise*, une vue de *Venise* et deux *Impressions de Suisse*. On voit que les corvées dont les hommes connus sont accablés souvent ne détachaient guère Bastien-Lepage de son travail. En 1882, le Salon reçoit de lui le *Père Jacques*, qui est la contre-partie du *Mendiant* et montre la silhouette courbée d'un paysan revenant au logis, chargé de bois, accueilli par sa petite fille, coquette et blonde, flairant de loin la soupe bien gagnée, le pichet de vin, la pipe d'après-dîner. Damvillers lui a inspiré diverses toiles : la *Petite coquette, Bois de Damvillers, l'hiver, Maison blanche, Effet de neige, Incendie au village : la chaîne, Soleil couchant, Colporteur endormi, Chemin du bois, Fleurs du chemin, Le soir dans la plaine, Les Lavandières, Brouillard dans la prairie, Une forge, Le soir au village, les Avoines*, etc., autant de merveilles, chacune d'un intérêt spécial qu'on s'explique difficilement quand Damvillers vous est connu. Bastien-Lepage y ajoutait une remarquable série de portraits : *Mme Waskiewicz, M. Coquelin aîné, Mme Delanglade, Mme la baronne E. de Montagnac* et quelques paysages londoniens : *Pont à Londres, Cireur de bottes, Marchande de Fleurs, La Tamise*, etc.

Ce qui ne l'empêchait nullement de participer à chacune des fêtes où il pensait retrouver un ami, revivre le passé, parler du pays le plus possible et davantage d'émotions artistiques.

« Nous étions tous deux membres fondateurs d'un dîner alsacien-lorrain, le dîner de l'Est, dont les convives se réunissaient en été, à la campagne, raconte M. André Theuriet. L'une des dernières réunions à laquelle il assista eut lieu à la fin de mai 1882. On avait frété un bateau-mouche qui devait conduire les dîneurs au pont de Suresnes et les en ramener dans la nuit. Quand nous arrivâmes au débarcadère, un aveugle se tenait près de la passerelle, accompagné d'une fillette qui tendait sa sébile aux passants.

— Allons, Messieurs, tout le monde la main à la poche! commanda gaiement Bastien-Lepage en passant le premier et en prêchant d'exemple.

Et les 80 ou 100 convives du dîner de l'Est défilèrent les uns après les autres sur la passerelle, chacun laissant dans la sébile de l'enfant une piécette ou un gros sou. Quand nous fûmes sur le pont, Bastien-Lepage se retourna pour examiner l'aveugle et sa fille, qui restaient ébaubis de cette aubaine inattendue et comptaient lentement leur monnaie.

— Quel joli groupe, me dit-il, et comme ce profil d'enfant serait amusant à dessiner! »

X. LE DERNIER SALON — SYMPTOMES DE MALADIE — MORT DU GRAND-PÈRE — VOYAGES SANS RÉSULTATS — LONGUE AGONIE — MORT DE BASTIEN-LEPAGE — SES FUNÉRAILLES.

On était en 1883, Bastien-Lepage venait d'achever les portraits de *Mme Juliette Drouet*, de *MM. Maurice Fenaille et Jules Watelet*; une excursion à Concarneau lui avait appris la poésie des provinces de l'Ouest et il en avait ramené dix toiles de premier ordre. Retiré à Damvillers, le peintre achevait son tableau : *l'Amour au village*, duquel il se reposait, soit en brossant quelques études (*Impression, Après l'orage, la Mare, Une route, Pêcheur de grenouilles, Prairie la nuit, Nuage*, etc.), soit en devenant le partenaire de son aïeul, pour d'interminables luttes au *diable* ou au *nain jaune* qu'il perdait toujours afin que le vieillard puisse avoir le plaisir de triompher. *L'Amour au village* était fini, l'idylle naïve

que le peintre voulait représenter pouvait affronter le scepticisme de Paris; quelle que soit son opinion, la jeune paysanne et son fiancé échangeant quelques serments, au crépuscule, à travers la barrière qui les sépare, non loin du clocher qui demain annoncera leur épousailles, n'en exprimeront que mieux les heures exquises précédant les graves minutes de l'amour congugal. Dernier de la série des Salons de Bastien-Lepage, *l'Amour au village* gardait la tenue chaste et moralisante de ceux qui l'avaient précédé. Parmi les nudités et les intérieurs réprouvables qui tapissent les expositions de peinture moderne, Bastien-Lepage, en même temps qu'un art nouveau, avait eu le mérite d'imposer cette parole du Sage : « Ne fais rien sans considérer auparavant ce qui doit précéder et ce qui doit suivre l'action que tu projettes ». Par son soin de ne traduire que les sites et les mœurs de son pays natal, il donna l'exemple de la sincérité ; par le choix des sujets de ses toiles (*Les Foins* et les *Ramasseuses de pommes de terre :* travail; *le Mendiant :* charité bien ordonnée; *le Père Jacques* : dévouement au bonheur des siens ; *Jeanne d'Arc :* amour des traditions nationales; *l'Amour au village* : fidélité de la foi jurée), il remit en honneur ce devoir trop oublié de nos contemporains : l'utilité et la morale des arts libéraux.

La mission de Bastien-Lepage était terminée, il était de ceux auxquels la volonté divine permet d'accomplir une tâche, d'indiquer la voie nouvelle, de grouper les esprits autour d'un devoir qu'ils allaient oublier. Leur succès est rapide, on crie au prodige, et, dès qu'ils disparaissent de l'arène, beaucoup d'indifférents que l'artiste ou l'apôtre n'eussent pas convaincus de leur vivant viennent à eux et font amende honorable devant leur dépouille mortelle.

Depuis quelque temps, Bastien-Lepage se plaignait de douleurs intestinales ; le voyage d'études qu'il avait fait à Concarneau n'y était pas étranger. En octobre, quand il revint à Damvilliers, le mal semblait un peu calmé, mais ce retour au pays, sur l'efficacité duquel comptait son ami, le D Watelet, fut réduit à néant par la mort du grand-père. Cette fin que tous prévoyaient, étant donné le grand âge du vieillard, n'en affecta pas moins Bastien-Lepage.

« La maison est vide à ne pas s'en faire idée, écrivait-il à son ami Baude. A chaque instant, il y a si peu de jours encore ! une porte s'ouvrait, et le grand-père apparaissait, sans motif, sans but, sans parler ou sans qu'on lui parlât, mais la vue de sa bonne figure suffisait. On l'embrassait, et il repartait comme avant, sans but, s'asseyant, allant au jardin, en revenant, et toujours avec sa bonne figure. Je me rappelle maintenant qu'il pâlissait depuis quelques jours..... Non, tu ne t'imagines pas combien la maison est maintenant vide. Je ne m'habitue pas encore à cette idée-là. Avec ma mère, nous parlons souvent de lui, avec quel plaisir ! Ce n'est pas que nous le pleurions avec des larmes; nous nous tenons beaucoup de raisonnements, et, en apparence, nous sommes résignés et courageux; mais, derrière tout cela, il y a un douloureux sentiment d'effacement, de manque absolu. C'est le toucher qu'il faudrait..... Ah ! mon vieux, c'est rude tout de même, va ! J'en ai été et j'en suis encore malade. »

En mars 1884, Bastien-Lepage revient à Paris. Les douleurs de reins et d'entrailles augmentent. Les médecins lui conseillent de voyager, d'aller faire un séjour en Algérie, séjour d'études surtout, ajoutent-ils. Bastien-Lepage, vaincu par la douleur, sait à quoi s'en tenir sur ses travaux futurs; lui, si laborieux, n'a plus goût à rien, le côté métier de la peinture l'écœure, une toile ébauchée à peine lui donne des nausées. Il ferme son atelier, il donne une consigne sévère au portier, il cherche à se faire oublier, il se cache pour souffrir. Enfin, n'en pouvant plus, il avertit sa mère qui accourt et lui fait part de la décision des médecins. La dévouée femme, cependant accoutumée à Damvillers, n'hésite pas, elle veille aux préparatifs du voyage dont l'enfant qui lui est cher doit sortir guéri.

« Le matin du jour fixé pour le départ;

j'allai lui dire adieu, raconte son ami. En le voyant s'avancer péniblement dans l'atelier, je fus intérieurement effrayé du changement qui s'était opéré en lui. Son visage amaigri était devenu tout à fait exsangue : la peau de son cou semblait se décoller, et ses cheveux paraissaient n'avoir plus de vie; ses yeux bleus interrogateurs exprimaient un sentiment d'angoisse qui navrait. »

La nouveauté du pays semble le distraire un peu. Il écrit à ses amis de longues et affectueuses lettres, il esquisse un *Lever de lune à Alger*, sa dernière étude. Logé à Mustapha-Supérieur, au centre d'un jardin rempli de fleurs exotiques, il s'émerveille et reprend courage. En avril, on essaye des pointes de feu, et les lettres pleines de lyrisme continuent. Ses amis finissent par croire à l'efficacité du climat algérien, où, suivant les mots de Bastien-Lepage, *on a un émerveillement de paysage dans l'œil, de ces villas étincelantes sous le soleil ou pâlies dans l'ombre, qui picotent au hasard les massifs de verdure et semblent de loin une broderie épaisse avec des saillies de verts harmonieusement assemblés*. Vers la fin d'avril, tout espoir dut cesser; l'appétit et les forces disparurent, la nostalgie de Paris l'envahit. Il fallut l'y ramener. A peine était-il de retour que le mal empira. Peu à peu s'éteignirent toutes ses facultés; lire ou converser lui devint une fatigue. Sa pauvre mère, assise à son chevet, supportait à peine le regard inquiet qu'il fixait sur ceux qui l'approchaient. Il expira le 10 décembre 1884, à 6 heures du soir. »

Selon les dernières volontés du mourant, l'inhumation devait avoir lieu à Damvillers, où Bastien-Lepage désirait reposer auprès de son père et de son aïeul, au milieu des paysans qu'il avait aimés plus que rien qui soit au monde. De nombreux amis et admirateurs accompagnèrent le corps à la gare de l'Est, mais la sympathie de Paris ne fut rien auprès de celle de Damvillers. Bastien-Lepage y arriva le 13, qui était un dimanche. Sur la route de Verdun, par une froide matinée d'hiver, toute la population se porta à sa rencontre, et lui fit cortège jusqu'à l'église, la petite église de village, si chère à l'artiste, si douce au Meusien.

Telle fut la vie de celui que ses amis, à cause de sa bonne foi, de sa sincérité, de son talent plus près de Clouet ou des vieux maîtres de l'École flamande que de notre âge, avaient surnommé *le Primitif*.

Nous terminerons par ce jugement de M. Breton sur notre artiste :

« Bastien-Lepage apportait une opiniâtre sincérité à l'étude de la nature. Il exagéra même la recherche de mille détails inutiles.

» Quel soin ardent et amoureux il mettait à modeler des portraits dont plusieurs sont dignes d'Holbein! Si dans ses tableaux il ne dégage pas assez le type de l'individu, comment ne pas admirer encore là son entière sincérité? D'ailleurs, ne céda-t-il pas parfois à de très nobles et poétiques inspirations, comme dans sa *Forge*, d'une si profonde pénétration d'effet, et dans sa *Jeanne d'Arc*, pleine de si touchantes intentions?

» Il eut le défaut de vouloir tout expliquer, de ne rien laisser dans le mystère, et ce fut encore ici par excès de conscience.

» Il avait surtout étudié la nature par ses morceaux détachés; il est mort au moment où il commençait à embrasser les ensembles et les harmonies. Car il était pris de cette ardente passion de la vie et de ses diverses manifestations, tendance qui semble inquiéter l'art de notre temps, consolant de bien des extravagances.

« Quand la mort l'a enlevé à ses rêves et à ses travaux, il avait trente-six ans!..... Il fait penser à ces colonnes tronquées des cimetières; savons-nous ce qu'eût été son chapiteau? »

Paris André Girodie.

AUTEURS ET OUVRAGES CONSULTÉS :

André Theuriet : *Jules Bastien-Lepage* (*Revu des Deux-Mondes*, 1885). — *La chanson du jardinier* (*Revue des Deux-Mondes*, 1876). — Jules Breton : *Nos Peintres du siècle*. — *Revues d'art diverses*, de 1874 à 1883. — *Catalogues des Expositions faites après la mort de l'artiste* (mars-avril 1885, à l'École des Beaux-Arts), (mai, galerie Georges Petit). — Ouvrages et tirages à part d'articles relatifs à la Lorraine. — *Opinions et souvenirs d'amis du peintre*.

LES CONTEMPORAINS



EDWARD PARRY, EXPLORATEUR (1790-1855)

I. ENFANCE ET JEUNESSE DE PARRY

William Edward Parry est un des plus intrépides explorateurs du XIXe siècle. Le premier, il a pénétré dans les mers arctiques, dont il a été comme le pionnier; il y a passé, en diverses expéditions, dix ans de sa vie. Il s'est avancé, vers le pôle, à une altitude dépassée seulement par trois autres voyageurs durant tout le siècle, par Markham, en 1876, par Nansen, en 1894 et par le duc des Abruzzes en 1900; mais surtout on lui est redevable de la découverte de la moitié du passage du Nord-Ouest.

Parry possédait, en dehors de l'énergie et de l'intelligence que supposent de telles entreprises, un caractère qui le rend digne de notre admiration. Il était chrétien par le cœur et par l'intelligence; mais chrétien protestant, zélé; sincère et de bonne foi

comme étaient avant leur conversion le cardinal Newmann et le cardinal Manning dont les *Contemporains* ont publié la vie (1). De là son humilité et sa modestie dans le succès, son courage dans les revers et l'ascendant qu'il a exercé sur les autres hommes dont l'aide lui a permis d'accomplir d'aussi grandes tâches.

Edward Parry était né à Bath, en Angleterre, le 19 décembre 1790. Son père, Caleb Hillier Parry, était un médecin célèbre, auteur d'ouvrages sur des questions regardant sa profession.

Edward fut donc élevé dans une école de Bath, où il acquit une connaissance très approfondie du latin et du grec, n'ayant, par contre, reçu qu'une culture scientifique fort sommaire, ainsi qu'il arrive en général dans l'éducation anglaise. Il avait les plus grandes dispositions pour la musique. Dans ses jeux, il se montrait audacieux et hardi.

On cite de sa part une parole qui semble avoir été prophétique. Un jour qu'à l'âge de cinq ans il avait accompagné son père et sa mère dans une visite à l'une de leurs amies, il disparut d'auprès d'eux; on le chercha et on le trouva dans la bibliothèque, monté sur une énorme sphère terrestre. « Tiens, dit la maîtresse de maison, vous êtes à cheval sur le globe? — Oui, répondit Edward Parry avec enthousiasme, c'est comme cela que je voudrais en faire le tour. »

On pensait qu'il deviendrait médecin comme son père; mais une amie de sa famille, croyant, avec raison, découvrir en lui des dispositions particulières pour le métier de marin, bien qu'il n'eût jamais vu la mer, demanda qu'on l'embarquât pendant un an au moins. Il s'engagea donc comme volontaire à l'âge de 14 ans.

La vie du bord ne tarda pas à l'enchanter, et, au bout de quelques années, le jeune Parry était un officier instruit, expérimenté, estimé de ses chefs et connu même de l'*Amirauté* (1) par la publication de plusieurs cartes hydrographiques et d'un volume : *Astronomie nautique*. Il avait successivement navigué dans la Manche, dans l'Océan Atlantique, dans la Baltique, au Spitzberg, sur les côtes des États-Unis d'Amérique et du Canada. Il était désireux de se distinguer dans quelque expédition difficile; apprenant qu'on agitait des projets pour le Congo et les mers arctiques, il sollicitait l'honneur de faire partie de l'une ou l'autre expédition : « Froid ou chaud, disait l'intrépide officier, l'Afrique ou le pôle, tout m'est bon. »

Cette dernière proposition pour le pôle fut agréée, et Parry devint le lieutenant du capitaine John Ross chargé d'explorer la mer de Baffin et de chercher « le passage du Nord-Ouest » entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique.

II. LE PASSAGE DU NORD-OUEST — PREMIER VOYAGE DE PARRY DANS LES MERS POLAIRES SOUS LE COMMANDEMENT DE ROSS

On savait qu'il existait des mers au nord de l'Amérique; Hearne et Mackensie les avaient vues de la côte septentrionale de l'Amérique, à l'embouchure des fleuves Mackensie et Coppermine. A l'Ouest, Cook avait longé l'Alaska jusqu'au cap du Prince de Galles sans le découvrir; mais entre la mer de Baffin et le cap du Prince de Galles, c'était l'inconnu.

En venant de l'Est, depuis deux cents ans, aucun navigateur n'avait cherché à suivre les traces des hardis marins du XVe et du XVIe siècle, les Cabot, les Hudson, les Baffin, qui avaient essayé inutilement de passer de l'océan Atlantique dans l'océan Pacifique. Baffin, arrêté par des difficultés insurmontables, avait, en 1616, prononcé son verdict : « Le passage du Nord-Ouest n'existe pas. » On se l'était tenu pour dit.

Cependant, les idées s'étaient modifiées avec le cours des siècles.

Sir John Barrow, secrétaire de l'Amirauté

(1) Voir nos *Contemporains*, le cardinal Newmann, n° 317, le cardinal Manning, n° 346.

(1) Le ministère de la Marine s'appelle l'Amirauté en Angleterre.

anglaise, croyait qu'il y avait réellement un passage du Nord-Ouest, et il en voyait une preuve dans l'amas de glaces qui dérivent à l'Ouest du Groënland tandis que le milieu de la mer de Baffin reste libre.

L'expédition se composait de deux navires, l'*Isabella* et l'*Alexander,* commandés celui-ci par Parry, celui-là par Ross.

Tandis qu'on armait les deux navires pour le passage du Nord-Ouest, Parry, toujours consciencieux et ne se croyant jamais suffisamment instruit, se préparait aux travaux qui allaient lui être confiés. L'équipage des deux bateaux, *l'Isabella* et *l'Alexander,* se composait de 93 hommes.

Saluons ces hommes courageux qui s'offraient pour ces dangereuses expéditions dans les mers arctiques. En prenant leur résolution, dit E. Reclus, ils acceptaient d'avance, soit la putréfaction lente du scorbut, soit la suffocation dans une tempête de neige ou le broiement entre deux blocs de glace; en outre, il leur fallait, pour ainsi dire, se plonger dans une mort anticipée, résolus à passer des années loin de la famille et du pays, sans nouvelles et sans possibilité de communications avec les amis, et peut-être à s'éteindre obscurément, à mourir de faim dans quelque prison de glace, sous l'immense obscurité de l'interminable nuit..... Dans l'histoire de l'humanité, si pleine d'événements lugubres, le tableau des expéditions dans l'archipel polaire du Nouveau Monde est peut-être celui qui montre l'homme sous son jour le plus radieux.

Le 26 mai 1818, l'*Isabella* et l'*Alexander* doublèrent le cap Farewell, à l'extrémité méridionale du Groenland; Parry souffrait de l'infériorité de son bâtiment, qui n'avançait qu'avec une extrême lenteur, et qui, par suite, ne pouvait, comme l'*Isabella,* s'arrêter pour faire des sondages et des observations sur la direction des courants.

Ils entrèrent bientôt dans les glaces du détroit de Davis, qui, parfois, les forçaient à demeurer complètement immobiles; dans ces cas-là, on fixait les bateaux aux banquises les plus rapprochées, et alors « la magnificence du spectacle, raconte Parry dépassait ce que j'en pourrais dire. La moitié de l'horizon, à l'Est, était remplie par les montagnes glacées du Groenland et quelque-unes de ses îles à une distance de deux milles au plus. Dans un rayon de quelques milles autour de nous, l'eau était libre; mais tout l'horizon, à l'Ouest et sur les continents environnants était couvert d'innombrables glaçons amoncelés. Çà et là apparaissait une banquise avec les formes les plus fantastiques. Si le spectacle qui nous entourait était grandiose, celui qu'on apercevait sur la banquise n'était pas moins intéressant. D'un côté, on voyait un groupe activement employé à faire des observations; d'un autre, un groupe de chasseurs tiraient sur les plongeons et sur d'autres oiseaux. En bas, les canots montaient de la glace à bord pour l'eau; çà et là, quelques matelots s'amusaient à se laisser glisser du haut des monticules de glace. »

En passant devant l'île de Waygatt, ils aperçurent une flottille de vingt ou trente baleinières anglaises qui les saluèrent de loin. Ils furent arrêtés, toujours par les glaces, sur un autre point de l'île de Waygatt. Là, ils rencontrèrent des esquimaux; on fit leur portrait, ce dont ils se montrèrent enchantés; Parry, très attentif au caractère moral des individus, remarqua leur honnêteté, qu'il attribua à l'influence des missionnaires qui les avaient christianisés. Il rapporte entre autres ce trait :

« Le capitaine Ross, désirant avoir quelques-uns de leurs chiens, demanda qu'on lui en amenât, promettant en retour des fusils, de la poudre et des balles, toutes choses auxquelles ils attribuent un grand prix à cause de la chasse.

» Ils y consentirent, mais quand on leur dit qu'ils pouvaient prendre les fusils dès à présent et amener les chiens le lendemain seulement, ils ne voulurent pas y consentir, et, le lendemain, ils apportèrent fidèlement les chiens, recevant en même temps le payement. »

Les deux vaisseaux avançaient donc len-

tement le long du Groenland. Quand le vent tombait, les canots remorquaient les bâtiments, ou bien c'étaient les hommes qui les traînaient le long des banquises; pour leur faciliter ce pénible travail, on leur jouait sur la flûte des airs de marche. La pression des glaces était terrible; elles serraient les flancs des navires de telle sorte que s'ils n'eussent été armés d'une double charpente, ils n'eussent pas résisté. Le bruit que fait alors la glace est effrayant; les matelots ne peuvent même pas entendre les commandements.

On était au mois de juillet; les banquises étaient couvertes de flaques d'eau. La température était celle du printemps en Angleterre. Pourtant, c'était le moment où ils allaient courir de vrais dangers. Un jour, pris dans la glace, les deux bâtiments s'abordèrent avec un bruit terrible; par extraordinaire, ils n'éprouvèrent pas grand mal, sinon que leurs canots et leurs gréements furent brisés. Une autre fois, le banc auquel on avait amarré les deux vaisseaux se mit à dériver entre d'autres banquises, et, avec toute la rapidité possible, on commença à creuser un bassin à l'intérieur du banc pour abriter les bâtiments lorsque viendrait la rencontre; mais on avançait très lentement; on amarra donc *l'Isabella* et *l'Alexander* sur un des côtés du banc; à peine était-ce fait que le banc où l'on avait voulu creuser le bassin heurta une banquise et fut projeté à cinquante pieds au-dessus de la mer.

L'expédition traversa le détroit des baleines de Baffin et se trouva au nord de la mer de Baffin ; mais on ne put approcher la côte d'assez près pour se rendre compte si c'était vraiment la terre ou seulement des glaces. Puis les voyageurs redescendirent, passant sans le savoir devant le détroit de Jones.

Le 30 août, il se trouvèrent devant un vaste espace ouvert à l'Ouest; les eaux en étaient profondes et sans glace; c'était le détroit de Lancastre, dans lequel ils entrèrent. Baffin n'avait jamais su ce qu'il y avait au fond de ce passage, si c'était la mer ou la terre. Parry croyait qu'ils pénétraient alors dans un détroit; la houle venant du Nord-Ouest lui en était la preuve. Mais, au milieu de l'espérance de voir se réaliser une véritable découverte, de trouver enfin le fameux passage au Nord-Ouest, Parry et ses compagnons éprouvèrent un profond désappointement, le chef de l'expédition, John Ross, peut-être sous l'effet d'un découragement momentané, ordonna le retour. Comme Baffin en 1616, Ross redisait en 1818: *Le passage du Nord-Ouest n'existe pas.*

Trompé par les ténèbres de ces mers étranges et redoutables, il avait pris des nuages pour des montagnes.

A la fin de 1818, l'expédition était de retour en Angleterre.

Aucun résultat n'avait été obtenu pour la découverte du passage du Nord-Ouest. Ross, comme nous l'avons vu, affirmait de nouveau que ce passage n'existait pas. Parry, au contraire, assurait qu'il existait et qu'on l'aurait trouvé si on s'était enfoncé dans le détroit de Lancastre. Pour trancher la question, sir Barrow fit décider une nouvelle expédition, sous le commandement de Parry.

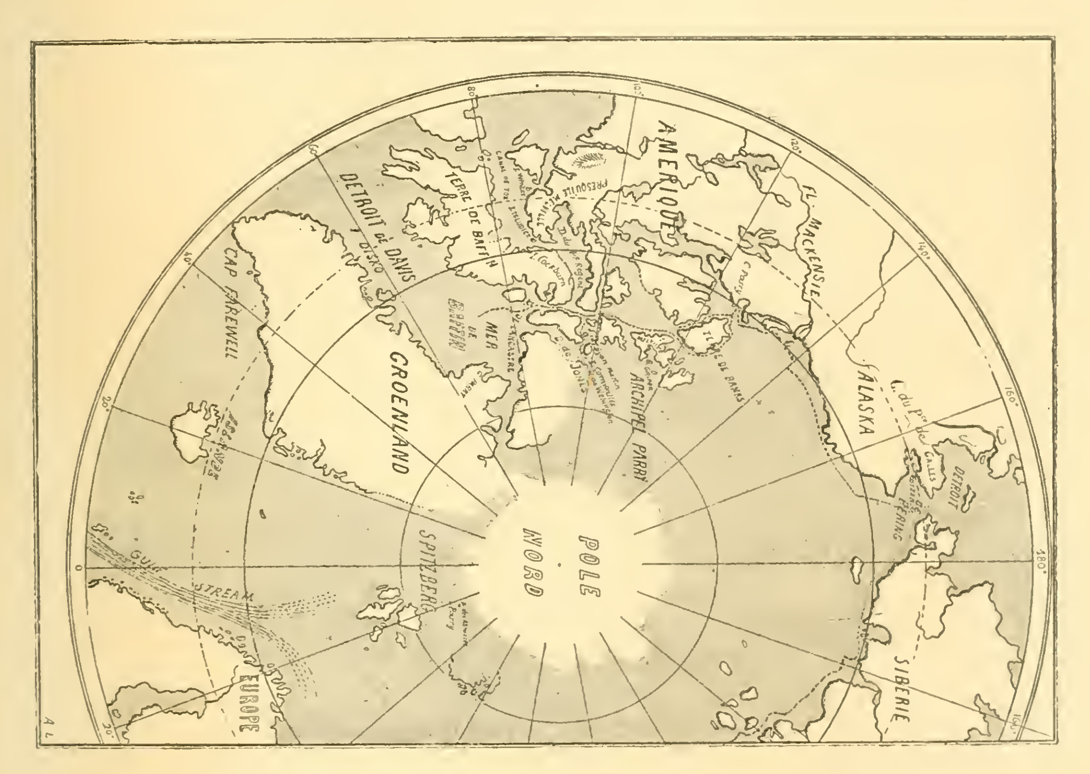
III. PREMIÈRE EXPÉDITION COMMANDÉE PAR PARRY — DÉTROIT DE BARROW — CANAL DE WELLINGTON — CANAL DU PRINCE-RÉGENT — ARCHIPEL PARRY — TERRE DE BANKS — HIVERNAGE — RETOUR TRIOMPHAL EN ANGLETERRE (1819-1820).

Deux vaisseaux choisis sur les conseils de Parry composaient l'expédition : *l'Hécla* et *le Griper :* Parry commandait directement *l'Hécla;* le lieutenant Liddon commandait *le Griper*. Parry dirigea lui-même l'équipement de ces deux navires; pour qu'il fussent prêts plus vite, on travaillait la nuit à la lueur des torches. Il avait désigné tous les officiers qui devaient l'accompagner; la plupart avaient déjà fait partie de voyages polaires. On avait aussi choisi les matelots parmi une foule de volontaires qui s'étaient présentés.

Ils partirent le 11 mai 1819.

Le 15 juin, ils aperçurent le cap Farewell, bien qu'ils en fussent à une distance de quarante lieues. En entrant dans le détroit de Lancastre, ils trouvèrent une barrière de glace que, pendant quelque temps, ils purent croire insurmontable. Pendant la nuit, le brouillard formait une couche de givre tellement épaisse sur les voiles et sur les gréements qu'il fallait en enlever des tonnes avant de pouvoir s'en servir. *L'Hécla* risqua une fois d'être écrasé entre deux banquises qui se heurtèrent l'une contre l'autre. On s'en aperçut, et les canots furent mis à la mer pour haler le navire en dehors du lieu dangereux. Que de fois ces mêmes périls se renouvelèrent-ils !

A force de peines et d'efforts, car on remorquait souvent les bâtiments à l'aide des canots, ils entrèrent dans le détroit de Lancastre, où ils durent attendre que les mers devinssent libres. Le 31 juillet, étant



CARTE DES MERS ARCTIQUES POUR LES VOYAGES DE PARRY

descendus à terre, ils retrouvèrent le pavillon qu'ils avaient planté l'année précédente, et ils distinguèrent encore la trace de leurs pas. Le vent du Sud soufflait, il fallait attendre que le vent d'Est se levât. Ils avancèrent alors dans ces lieux qui avaient été l'objet de tant de discussions; parfois, un cap ou un îlot leur faisait croire qu'ils allaient être cernés par les terres, mais, lorsqu'ils avaient dépassé ce tournant, ils voyaient de nouveau la mer s'étendre devant eux.

Le détroit qui faisait suite au détroit de Lancastre fut appelé détroit de *Barrow,* du nom du secrétaire de l'Amirauté qui avait organisé cette suite d'expéditions polaires. Parry nomma baie du Prince-Régent, croyant qu'en effet c'était une baie, le détroit à l'ouverture duquel ils stationnèrent, et que, trouvant obstrué par une barrière de glace, ils abandonnèrent pour rentrer dans le détroit de Barrow, où les glaces qui les avaient empêchés de passer avaient disparu. Après avoir été ralentis par de petites brumes, ils virent s'ouvrir à leur droite, au Nord, un large canal qu'ils nommèrent

« détroit de Wellington ». Ils attachaient une grande importance à cette découverte, car ce détroit coupait la terre qu'ils craignaient de voir se continuer et descendre vers le Sud; la côte Ouest de la mer de Baffin formait donc une île; ils entraient en vérité dans les mers polaires. Mais, sans visiter le canal, ils poursuivirent leur route à l'Ouest. Le brouillard leur cachait le soleil, la boussole ne marquait plus le Nord à cause de la proximité du pôle magnétique; ils n'étaient dirigés que par le vent d'Est, qui, heureusement pour eux, soufflait continuellement. Dans l'île de Byam Martin, ils trouvèrent les ruines de quelques habitations; il est à croire que c'étaient les restes du passage des esquimaux émigrant de l'Est et du Sud vers le Groënland.

L'expédition naviguait dans la direction de l'Ouest, et, le 3 septembre, ils franchirent le 110e degré de longitude Ouest de Greenwich; or, le Parlement avait promis la plus haute récompense aux marins qui atteindraient ce degré de longitude dans les mers arctiques. Aussi donnèrent-ils le nom de cap de Grâce à un promontoire de l'île de Melville qu'ils venaient de doubler. Ils remontèrent au Nord et mouillèrent dans une rade qui prit le nom de baie de *l'Hécla* et du *Griper* Ils hissèrent le pavillon et résolurent de passer là le premier hiver polaire.

Puisque c'était le terme de leur voyage, Parry voulut pousser sa reconnaissance alentour, ils naviguèrent péniblement au sud de l'île Melville. Ils coururent plus d'une fois le danger d'être écrasés entre deux banquises ou d'être emportés par les rotations imprévues des bancs auxquels ils étaient amarrés; Le *Griper* fut entraîné à terre et ne put être remis à flot qu'avec des efforts considérables. Le capitaine Liddon étant très malade, Parry offrit de le transporter sur l'*Hécla,* mais il s'y refusa absolument. Ils se disposèrent donc à regagner la baie de l'*Hécla* et du *Griper;* la glace couvrait déjà le golfe, et, pour atteindre l'endroit choisi, il fallut creuser un chenal de deux milles de long. Ce travail prit trois jours, et les officiers s'y employèrent aussi bien que les matelots.

Parry disposa tout pour la santé et le bien-être de ses hommes; les deux navires furent couverts de voiles, les postes chauffés aussi bien que possible; lorsque les daims et les coqs de bruyère eurent quitté l'île et qu'on n'eût plus la ressource de la chasse, il fallut prendre de l'exercice sur le pont; on faisait alors tourner les hommes en chantant ou bien au son d'un accordéon. Pour préserver du scorbut, ils buvaient tous les jours une certaine dose de chaux dans de l'eau.

Au milieu de septembre, l'hiver commençait donc avec ses froids terribles de 40 à plus de 60° et cette longue nuit polaire plus effrayante encore. « Quand cette nuit de quatre longs mois de durée commence, raconte M. de Nadaillac, rien ne peut donner une idée de la tristesse et de la monotonie de la vie qui attend le prisonnier dans la plus redoutable des prisons, de l'effroi qui l'étreint, quand il ne peut même plus voir les dangers qui le menacent..... Comment vaincre la tristesse qu'engendre une atmosphère constamment chargée de brumes et de frimas! Comment exprimer l'angoisse qui saisit le cœur en voyant disparaître le soleil, ce glorieux ami des misérables? »

Les marins ne voient autour d'eux que les ténèbres, la solitude et la mort. Aux froids cruels, à ces ténèbres viennent s'ajouter les privations, les tristesses, par-dessus tout, l'ennui, l'inexorable ennui.

Les enivrements de la lutte contre les éléments, l'espérance de voir des terres que nul n'a vues avant eux, toutes ces considérations humaines seraient impuissantes. « Il faut, dit encore M. de Nadaillac, des pensées plus hautes, il faut une inébranlable confiance dans la protection divine. Les dimanches sont rigoureusement observés. A défaut de chapelain, le commandant lit l'Office divin. Les hommes y assistent recueillis et émus; on chante les psaumes du jour; l'esprit se reporte sur la patrie, sur le home, sur la famille, sur les chers absents; la pensée les rejoint à travers l'espace, la prière s'élève ardente. » Parry était

trop sincèrement chrétien pour négliger ce secours tout-puissant de la prière et de la foi religieuse. Nous entendrons plus tard un matelot *remercier Dieu de leur avoir donné pour commandant un bon maître chrétien, un prédicateur de la sainte et solide parole.*

Parry s'ingénia, en outre, pour procurer quelques distractions à ses hommes.

Il fit jouer la comédie; le théâtre était monté sur le pont, et, pendant les représentations, le thermomètre était à plusieurs degrés au-dessous de zéro. On apprit quelques pièces contenues dans deux volumes de la bibliothèque du bord; puis on en composa, et, le jour de Noël, on donna la première du *Passage Nord-Ouest* ou du *Voyage terminé,* dont Parry était l'auteur.

Puis les officiers firent paraître un journal hebdomadaire; le lieutenant Beechey était directeur du théâtre, le capitaine Sabine devint éditeur du *North Georgian* ou de la *Chronique d'hiver,* qu'on publia, du reste, à leur retour en Angleterre, et où les articles de Parry étaient parmi les plus étincelants de verve et d'humour.

Voici quelques traits de ce qu'on pouvait y lire sous le titre de : *Misères arctiques.*

« Sortir le matin pour prendre l'air, et, en mettant le pied hors du vaisseau, prendre un bain froid dans le trou du cuisinier.

» Partir pour la chasse, approcher d'un superbe renne, mettre en joue et essuyer l'affreux mécompte d'un raté pour cause d'humidité dans l'amorce.

» Se mettre en marche avec un morceau de pain tendre dans sa poche, et, quand l'appétit commence à se faire sentir, le trouver tellement durci par la gelée qu'il peut bien briser les dents, mais non être brisé par elles.

» Revenir de la promenade en se livrant à de profondes méditations et en être subitement tiré par les embrassements d'un ours. »

Comment décrire la joie de nos marins quand, après une longue nuit complète, ils purent voir reparaître au midi une tremblante teinte dorée.

Enfin, le 3 février 1820, on aperçut un faible rayon de soleil. Pourtant, cette époque fut la plus froide de l'hiver, et il leur fallait économiser le chauffage, de peur d'être forcés d'hiverner une seconde fois. Le feu ayant pris un jour à leur Observatoire établi sur la côte, les mains et le visage des hommes qui cherchaient à éteindre l'incendie gelaient, de sorte que les médecins couraient de l'un à l'autre pour les frotter de neige. L'un d'eux, ayant voulu sauver un instrument astronomique qu'il savait précieux, l'emporta jusqu'au bateau et perdit ainsi ses doigts que l'on fut forcé d'amputer.

Le thermomètre monta à zéro au mois de mars; on découvrit des traces de rennes et de muses; on débarrassa le navire des glaces qui l'encombraient; il fut bientôt à flot, sans pouvoir encore sortir de la baie. Parry fit dans l'île une expédition qui dura quinze jours. Il trouva dans les replis de terrains des lieux recouverts de mousse, de pavots, de saxifrages où paissaient des bœufs musqués, des rennes, des lièvres, où chantaient des pluviers dorés et des gelinottes. Quand il revint, la mer était libre; les deux navires avaient été bloqués par les glaces pendant près de 11 mois.

Le 1er août, enfin, ils quittèrent l'île, après avoir perdu un des matelots.

Parry se dirigea vers l'Ouest pour continuer les explorations si heureuses de l'année précédente; mais les glaces ne tardèrent pas à obstruer la route. La fatigue des équipages, la diminution des provisions et la saison déjà avancée le décidèrent à retourner en Angleterre; un second hivernage aurait probablement été la perte de l'expédition.

L'*Hécla* et le *Griper* entrèrent dans la Tamise au mois de novembre 1820; Parry avait devancé ses bâtiments; son retour fut un triomphe.

Il ne pouvait se promener dans les rues sans être accosté par des inconnus qui voulaient absolument « serrer la main de Parry ».

Le récit de son voyage fut publié par ordre de l'Amirauté, et, malgré la maladie qui le privait de l'usage d'une partie de

ses membres, ce fut son père qui en surveilla l'impression.

Hasard des entreprises humaines! Dans ce premier voyage, et, plus exactement, dans les deux premiers mois de ce voyage, Parry avait recueilli plus de résultats que n'en obtinrent tous ceux qui le suivirent, année par année, pendant trente ans, dans les zones glaciales. Et lui-même sera moins heureux dans ses autres expéditions.

IV. DEUXIÈME EXPÉDITION DE PARRY DOUBLE HIVERNAGE (1821-1823).

Parry connaissait maintenant une partie du passage du Nord-Ouest; mais, frappé des retards et des difficultés d'une navigation dans des régions aussi rapprochées du pôle que celles où il venait de faire son voyage, il pensait que si l'on voulait que cette voie fût praticable, on devrait désormais suivre la côte Nord de l'Amérique. L'extrémité Nord-Est en était inconnue; on avait vu l'entrée de la baie de l'Échec, derrière l'île de Southampton, au fond de la baie d'Hudson. Parry supposait que cette baie pouvait être un détroit menant aux mers arctiques.

L'Amirauté partageait cette opinion, et, dans ce but, nomma Parry au commandement de la *Furie* et de l'*Hécla*.

Le 8 mai 1821, les bâtiments quittaient Deptford, et, en descendant la rivière, Parry eut le chagrin de perdre un de ses matelots qui avait fait partie de la dernière expédition, et qui, sous son influence, s'était corrigé de graves défauts, ceux de jouer et de jurer, par exemple. Très fort et très adroit, c'était lui que généralement on chargeait de percer la glace avec sa hache et de fixer l'ancre. Lorsque cette dernière croisière s'était organisée, il avait été l'un des premiers à demander d'en faire partie. Cette mort était comme le présage de l'insuccès de cette deuxième expédition de Parry.

La navigation dans le détroit d'Hudson fut extrêmement retardée par des vents contraires, de sorte qu'ils n'arrivèrent à l'île Southampton qu'à la fin d'août.

Après avoir traversé la baie d'Hudson, ils entrèrent dans le canal de Fox, puis longèrent le nord de l'île Southampton; ils s'engagèrent dans la baie Repulse ou baie de l'Échec, qu'on avait cru être un passage conduisant aux mers polaires.

Le capitaine Lyon trouva à une certaine distance des côtes, à 33 mètres au-dessus du niveau de la mer un squelette de baleine. A ce temps où la théorie des soulèvements terrestres était fort peu répandue, ce phénomène parut inexplicable. La reconnaissance des terres leur prit tant de semaines que l'hiver commença lorsqu'ils étaient à peine entrés dans le canal de Fox, et ils ancrèrent près de l'île Winter (*hiver*), nommée ainsi pour cette raison.

Leur hivernage fut moins dur que celui de l'île Melville. Il n'y eut pas de jour complètement privé de soleil; les bâtiments étaient mieux chauffés; Parry avait préservé ses hommes du scorbut en leur faisant manger du cresson qui poussait dans les bâtiments. A ce propos, on trouve dans le récit de ce voyage une histoire assez amusante. Parry, au moment où il quittait l'Angleterre, avait fait apporter sur le bateau deux sacs de terreau et avait ordonné au charpentier de les placer au fond de la cale; celui-ci, trouvant ce chargement fort gênant, et n'en voyant pas l'utilité, les donna à un matelot pour qu'il les jetât à la mer. Il se trouva donc bien embarrassé lorsque, à l'île Winter, Parry lui redemanda les sacs qu'il lui avait confiés. « Que faire ? » dit-il à son aide. « Pas difficile, répondit le matelot, je ne les avais pas jetés; je savais bien que le commandant avait quelque idée de derrière la tête. » Et, en effet, c'est dans ce terreau qu'on récoltait le cresson.

Le théâtre, auquel on avait ajouté une lanterne magique, fut réinstallé. Les officiers faisaient de la musique d'ensemble et les hommes apprenaient à lire, à écrire et à compter (avec quelle ardeur !) dans les classes établies dans l'entrepont.

Mais ce qui devint un bien autre élément de distraction, ce fut la tribu d'Es-

quimaux qui s'était campée auprès d'eux. En quelques heures, ils avaient construit des huttes de glace, dont la fenêtre, au sommet, était fermée par un morceau de glace presque transparente; du reste, comme ils se servaient pour les murs de glace d'eau douce, on pouvait voir au travers qui était dans la hutte. Les lits et les meubles étaient faits de neige. Une sorte de lampe à huile, leur unique moyen de chauffage, brûlait continuellement. Parry ayant acheté une de ces lampes, la femme qui la lui vendit en retira l'huile soigneusement, puis, avec sa langue, lécha tout ce qui pouvait en res-



VISITE A UNE HUTTE D'ESQUIMAUX

ter. Leur grand régal était un ragoût de sang et de graisse de veau marin. Un jour qu'un jeune esquimau avait aperçu un savon sur la toilette du capitaine Lyon, il le supplia de lui en faire cadeau; le capitaine le lui donna et aussitôt l'esquimaux de l'avaler. Ils se délectaient d'un paquet de chandelles. Comme ils étaient fort imprévoyants, mangeaient leurs provisions toutes à la fois, négligeaient la chasse lorsqu'ils n'avaient pas un pressant besoin de se procurer des vivres, ils eussent souvent été réduits à la famine si les matelots ne les eussent secourus en partageant avec eux leurs rations.

Il y avait parmi eux une femme qui se montrait d'une intelligence bien supérieure à celle de ses compagnons. Elle en vint à servir de truchement dans toutes les négociations entre les Anglais et les hyperbo-

réens. Parry eut donc l'idée de demander à Iligliuk — c'était son nom — quelques renseignements sur les côtes du pays environnant. Parry dessina sur une grande feuille de papier les terres qui avoisinaient le lieu où ils se trouvaient; puis il lui mit le crayon entre les mains; elle comprit et continua à tracer les contours; pour qu'elle allât jusqu'au bout, il fallut ajouter une feuille de papier, puis une autre. Parry recommença ensuite un tracé d'après une plus petite échelle, et elle poursuivit sa ligne, tournant au Nord-Ouest après avoir marqué la péninsule Melville. Parry devait vérifier plus tard l'exactitude de ses informations.

Après neuf mois, l'hiver ayant été particulièrement long, la *Furie* et l'*Hécla* quittèrent l'île, puis suivirent le canal de Fox.

Grâce aux reconnaissances qu'ils avaient faites, les navigateurs savaient à présent qu'il existait un détroit entre la péninsule Melville et la grande île Cockburn, détroit qui conduisait à celui du Prince régent; en effet, ils y entrèrent, le nommèrent détroit de la *Furie* et de l'*Hécla,* et ils s'avancèrent presque jusqu'à l'extrémité Ouest de la péninsule Melville, mais le canal libre au milieu du détroit commençait à se prendre, ils craignirent d'être prisonniers dans les glaces; ils rebroussèrent chemin et revinrent à l'île d'Iglulik pour un second hivernage, qui dura du 3 octobre 1822 au mois d'août 1823.

Parry avait eu un instant l'idée de renvoyer l'*Hécla* en Angleterre et, avec la *Furie* seule, approvisionnée des vivres de l'*Hécla,* de parcourir tout le passage du Nord-Ouest. Mais plusieurs matelots ayant été atteints du scorbut, le chirurgien du bord lui conseilla de renoncer à ses desseins, ce qu'il fit, en effet; du reste, la température était déjà si froide, qu'il leur eût été impossible de réaliser leur projet.

En arrivant en Angleterre, Parry apprit la mort de son père. Quoique cette perte fût attendue, vu l'état de sa santé, Parry en éprouva un tel chagrin qu'il tomba malade. Ce qui ne l'empêcha pas de préparer immédiatement une nouvelle expédition avec les mêmes navires l'*Hécla* et la *Furie,* dont ils avaient éprouvé la solidité.

V. TROISIÈME EXPÉDITION DE PARRY (1824-1825). — PERTE DE LA FURIE.

Effrayé et découragé des obstacles rencontrés durant les deux dernières années, Parry se décida à reprendre son itinéraire du détroit de Davis et de la mer de Baffin.

Mais en même temps que l'expédition de Parry naviguerait entre la mer de Baffin et l'*Alaska,* une autre, sous la direction de Beechey, devait marcher à sa rencontre par la mer de Behring, et une troisième, sous celle de Franklin, partant du Canada et descendant le fleuve Mackensie, devait faire la reconnaissance de ces parages et tâcher de joindre l'une ou l'autre des deux premières. Franklin fit des découvertes importantes, mais ne trouva ni Beechey ni Parry. Beechey, qui passa par le cap Horn, n'alla pas plus loin que le golfe Kotzebue.

Parry échoua aussi en partie dans sa tentative. Il avait eu d'abord une difficulté extrême à pénétrer dans le détroit de Lancastre; le 28 septembre 1824, il se vit emprisonné par les glaces à Port-Bowen, à l'entrée du détroit du Prince-régent. Ce furent les mêmes souffrances et les mêmes scènes de désolation et de tristesse, que dans le premier hivernage de 1819, à l'île Melville. Car on était à peu près dans les mêmes parages.

Les officiers purent faire un grand nombre d'observations météorologiques que le voisinage du pôle magnétique rendait particulièrement intéressantes; les aurores boréales leur parurent moins brillantes que celles qu'ils avaient déjà vues; ils aperçurent fréquemment des étoiles filantes.

Enfin, le 20 juillet 1825, c'est-à-dire après dix mois, les navires purent sortir de la baie; ils se dirigèrent vers le sud de l'île Somerset; malheureusement, ils rencontraient toujours plus de glaces, et des banquises les rejetèrent sur la côte. Quand on eut remis les bâtiments à flot, la *Furie* était dans un tel état que quatre pompes, marchant

continuellement, pouvaient à peine l'empêcher d'enfoncer. Pour réparer sa quille, on creusa un bassin dans la glace, bassin qui fut détruit par le vent; l'*Hécla* remorqua la *Furie* en mer; on passa une voile au-dessous pour boucher les voies d'eau les plus fortes. Le vaisseau, plein d'eau, fut encore rejeté sur la côte; les officiers l'examinèrent et se convainquirent que leur navire était perdu.

Les officiers et les matelots, à bout de force, dormaient en marchant et en travaillant, et ne pouvaient exécuter les ordres qu'on leur donnait. Il fallut loger sur l'*Hécla* ce second équipage; on laissa sur la côte la plus grande partie des vivres; quatre ans plus tard, en 1829, Ross, qui avait perdu et quitté son navire, retrouva les provisions de la *Furie* bien conservées; lui et son équipage leur durent la vie.

Autant et plus que le précédent, ce troisième voyage était un insuccès pour Parry. Il y avait perdu l'un des deux navires dont se composait l'expédition, malheur nouveau pour lui, mais qui devait se renouveler si fréquemment pour les navigateurs de ces mers redoutables; il n'avait même pas atteint les points visités par lui six ans auparavant, et qui portent son nom; enfin il s'était convaincu que si on parvenait à découvrir le passage du Nord-Ouest, en réalité, il serait impraticable pour la navigation, à cause des dangers qu'il faudrait y courir.

Au retour de l'expédition en Angleterre une cour martiale fut assemblée pour juger les officiers de la *Furie*. Par une curieuse coïncidence, Parry lui-même siégea parmi les juges, quoique ce fût lui qui eût décidé d'abandonner la *Furie*. Une foule immense assistait à ces débats; ils furent courts; le capitaine Hoppner et ses officiers furent acquittés immédiatement et reçurent avec tous ceux qui avaient fait partie de cette expédition les compliments les plus flatteurs.

Beaucoup d'entre eux retirèrent de ce voyage quelque chose de plus que la gloire ou même la satisfaction d'avoir accompli une grande tâche. Parry faisait chaque jour des progrès dans ces sentiments de piété qui avaient été remarquables chez lui dès sa jeunesse. On a trouvé un exemplaire du Nouveau Testament qu'il avait emporté dans cette expédition, et à la première page duquel il avait écrit de sa main : « Commencé à lire le Nouveau Testament tous les soirs depuis le 3 juin 1824. » Suivait une succession de dates marquant toutes les fois qu'il avait recommencé cette lecture pendant deux années, et on pouvait lire sept dates. C'était chez lui un besoin de communiquer son ardeur religieuse, sa foi, ses aspirations vers l'éternité. Pour montrer les résultats qu'eurent ses efforts, je n'ai qu'à citer la lettre d'un de ses matelots, adressée au chapelain de l'*Hécla :*

Hécla, Port-Bowen, décembre 1824.

« Il faut que je sois vrai et sincère dans mes déclarations. Le Seigneur a daigné nous donner, à nous, misérables pécheurs, un commandant qui est un fidèle chrétien et un prédicateur de la sainte et sacrée parole, un bon maître chrétien dans le lieu désert et sauvage; nous révolterons-nous contre un Dieu si bon et tomberons-nous dans le péché? Ne dois-je pas pour mon compte lui exprimer ma reconnaissance en contribuant selon mes moyens à l'avancement de la religion? Je désire que cela soit secret; car, « dans vos aumônes, que votre main droite ne sache pas ce que fait votre main gauche » ; mais ma situation actuelle ne me permet pas d'y manquer, et si vous avez la bonté de m'écrire comment je dois m'y prendre, je mets dix livres sterlings (250 fr.) à votre disposition. Que le Seigneur soit avec vous et avec mon esprit.

» John Dark, matelot. »

« Je vous respecte tant, ainsi que le capitaine Parry, que je serais heureux de donner ma vie pour vous. Je suis malheureux quand je suis loin des personnes en qui j'ai trouvé de pareils amis et qui ont été, par la grâce de Dieu, l'instrument de mon salut. »

VI. VOYAGE DE PARRY AU POLE NORD PAR LE SPITZBERG (1827)

Parry, toujours préoccupé des découvertes à faire dans les régions arctiques, eut l'idée qu'il serait possible de monter jusqu'au pôle à l'aide de bateaux-traîneaux; il organisa cette expédition et on lui en donna la direction.

Malgré cette absence et ces dangers prochains, avant de partir il épousa la quatrième fille de sir John Stanley.

Le 23 octobre 1826 avait eu lieu le mariage; le 25 mars 1827, l'*Hécla,* qui avait été appareillé pour ce nouveau voyage, quitta Deptford.

L'expédition devait passer par le Spitzberg, ils s'arrêtèrent quelques jours à Hammerfest, en Norvège, pour acheter les rennes dont ils pouvaient avoir besoin. Le 12 mai, ils arrivèrent au Spitzberg; on chercha une rade sûre pour le vaisseau; la plupart des baies étaient fermées par les glaces. Enfin, on put ancrer le vaisseau dans la baie de Treurenberg; le 21, Parry et le lieutenant James C. Ross, commandant les deux canots l'*Entreprise* et la *Tentative,* quittèrent l'*Hécla* pour s'avancer vers le Nord. L'équipage se composait de deux officiers et de douze hommes. Ils se servirent de canots pendant deux jours, mais, cernés par la glace, ils les halèrent à terre, les transformèrent en traîneau et s'y attelèrent.

C'était, en vérité, une étrange vie qu'ils menaient; le matin, après avoir fait leur prière, s'être habillés, avoir pris du cacao brûlant, ils partaient et marchaient cinq heures de suite; alors, ils dînaient, et leur repas durait une heure; ils continuaient leur route pendant un temps à peu près égal à celui de leur première étape; puis ils faisaient leur campement de nuit, nettoyaient les traîneaux, les couvraient d'une voile sous laquelle ils s'abritaient; ils changeaient toujours de vêtements avant de se coucher, afin que leurs bas et leurs manteaux de nuit fussent absolument secs, ceux de la journée étant humides quand ils les remettaient. Après quoi ils dormaient pendant sept heures, se serrant les uns contre les autres.

Mais ils avançaient lentement et difficilement; sans cesse ils se trouvaient arrêtés par de petites mares qui les forçaient à lancer leurs canots, et, lorsqu'ils étaient sur l'autre rive, à les remettre sur les traîneaux; ce travail prenait beaucoup de temps. Parfois, ils traversaient des champs de neige mouvante, et les hommes attelés au traîneau étaient forcés de se mettre à quatre pattes pour l'ébranler seulement. Parfois aussi, ils marchaient sur des morceaux de glace tellement coupants que leurs souliers étaient en lambeaux et que leurs pieds saignaient.

Ils eurent à supporter des pluies et de terribles rafales de neige. Les hommes demandaient, sans être découragés, quand ils atteindraient ce fameux 83e degré; quoique Parry leur eût caché la déception qu'il avait éprouvée lui-même, ils la pressentaient; l'immense banquise sur laquelle ils se trouvaient dérivait au Sud, de sorte qu'en réalité ils n'avançaient pas de la moitié du chemin qu'ils faisaient. Et pourtant, depuis qu'ils avaient quitté l'*Hécla,* ils avaient franchi 660 milles, la distance qui séparait l'*Hécla* du Pôle; ce trajet avait duré cinq semaines.

Le 27 juillet, à 82 degrés 30/4, ils plantèrent le pavillon britannique et revinrent. Les matelots souffraient d'engelures et de maux d'yeux; ils tuèrent un ours, dont la chair, qu'ils mangèrent en trop grande quantité, leur donna des indigestions. Enfin, ils arrivèrent sur les bords de la mer libre; ils eurent encore très mauvais temps; à l'île de Walden, une partie des provisions qu'on avait disposées pour eux avait disparu, les ours ayant mangé tout le pain. L'*Hécla* rentra en Angleterre le 28 août 1827. Franklin, revenant d'une autre expédition dans le nord de l'Amérique, se présenta à l'amirauté dix minutes après Parry. Quoique Parry eût échoué dans son entreprise, comme ont échoué tous ceux qui ont, après lui, voulu atteindre le pôle, il était arrivé à une altitude élevée qui n'a été

dépassée que trois fois dans tout le cours du siècle, malgré l'expérience acquise et les moyens perfectionnés dont on dispose aujourd'hui. L'endroit atteint par notre marin a été appelé le *point de Parry*. Il est à 804 kilomètres du pôle.

La série de ses découvertes était terminée; sa célébrité remplissait toute l'Europe; il fit cette même année un voyage sur le continent; à Paris, il dîna avec Cuvier; il fut invité à Neuilly, chez le duc d'Orléans, plus tard Louis-Philippe (1), qui lui rappela que son frère, le comte de Beaujolais, avait été reçu par le docteur Parry, à Bath. Les jeunes princes entouraient l'explorateur et l'accablaient de questions. Mme Adélaïde, la sœur du duc d'Orléans, voulut absolument faire une promenade en barque « sous le commandement du capitaine Parry ».

Georges IV le créa chevalier; lui et son ami Franklin reçurent le grade honoraire de docteur en droit civil de l'Université d'Oxford, ce qu'il rappelait plaisamment lorsqu'on discutait avec lui quelque sujet scientifique, littéraire. « Rappelez-vous, disait-il, que je suis docteur d'Oxford. »

VII. SÉJOUR DE PARRY EN AUSTRALIE

Parry fut, en 1829, nommé commissaire de la Compagnie agricole d'Australie; qui réclamait un administrateur énergique et de grande capacité.

En arrivant à Sydney, pendant que son mari était allé préparer leur habitation, à Port-Stephen, lady Parry donna naissance à deux jumeaux, un fils et une fille. Elle avait perdu, à quelques mois de là, deux enfants, chagrin profond pour le cœur affectueux de Parry.

La villa où ils allaient demeurer, à un mille de Carrington, était située en face de la mer, entourée d'orangers et de cotonniers, à petite distance de bois magnifiques que ne traversait aucun sentier. La colonie était composée d'officiers et d'employés de la Compagnie, de déportés travaillant pour elle, et enfin de naturels. Les déportés et les naturels vivaient dans la plus profonde immoralité, sujets à l'ivrognerie et à toutes sortes de vices; leurs enfants n'étaient pas baptisés. Parry organisa un service religieux tous les dimanches, il installa des écoles du soir, et il put constater avant son départ les résultats excellents qu'avaient eus ses efforts.

Ses travaux pour la Compagnie l'obligeaient à faire des expéditions continuelles dans les forêts de la Nouvelle-Galles du Sud. C'étaient des bœufs et non plus des traîneaux attelés de chiens ou d'hommes qui portaient leurs vivres; ils enfonçaient dans des marais; des inondations subites les obligeaient à attacher leurs provisions à la cime des arbres. Parry et sa famille virent brûler tous les bois jusqu'à la mer autour de Tahlee, leur résidence: ce ne fut qu'à force d'habileté qu'on arriva à préserver leur jardin.

Les services que Parry avait rendus à la Compagnie étaient considérables. Lorsque, en 1834, lui, sa femme et leurs quatre enfants furent revenus en Angleterre, les administrateurs lui offrirent un repas public en témoignage de leur reconnaissance.

Le siège qui représentait Bath au Parlement était vacant, et les électeurs demandèrent à Parry de s'y présenter; mais il se sentait peu propre à la vie politique; il refusa.

Bientôt après, il reçut les fonctions de commissaire adjoint pour la loi des pauvres, dans le comté de Norfolk. Il se trouvait en face de toute une organisation à renouveler.

Les réformes apportées à la loi des pauvres par l'acte du Parlement de 1834 avaient transformé le système de secours sans changer les individus employés à ce service; et il eut là l'occasion de déployer son habileté dans l'art de manier les hommes. Il allait sans cesse d'un bout du comté à l'autre. Il avait calculé qu'il faisait 1600 milles de voyage en cabriolet par trimestre, et qu'il écrivait soixante lettres par semaine. Aussi le repos qu'il croyait trouver dans cette charge lui faisait défaut, le mauvais état de

(1) Voir nos *Contemporains*, Louis-Philippe, n° 18.

sa santé empira, et il fut forcé d'envoyer sa démission.

Il avait perdu sa mère pendant son séjour a Sidney; tandis qu'il habitait le comté de Norfolk, sa fille aînée, qui était née à leur arrivée à Sidney, mourut; un autre de ses enfants mourut aussi en 1837, « perte pour nous, bonheur incalculable pour lui », écrivait-il. « Quand nous considérons le chagrin et le péché qui nous entourent, nous devrions regarder comme un bonheur la perte de ces petits êtres, à un âge où nous ne devons pas raisonnablement douter de leur salut. Je suis heureux de pouvoir dire que ma femme a baisé la verge qui l'a frappée, comme elle l'a toujours fait avec la plus douce résignation chrétienne. »

La santé de Parry s'étant raffermie malgré toutes ces épreuves, il s'occupa pendant quelque temps de l'organisation du service à vapeur entre Liverpool, Holyhead et Dublin. On venait d'introduire un certain nombre de vapeurs dans la marine royale et on avait créé un nouveau service à l'Amirauté dont Parry fut chargé, sous le nom de contrôleur de la navigation à vapeur. La transformation de la marine anglaise fut donc en grande partie son œuvre.

En 1839, Parry perdit sa femme. Au moment de mourir, comme elle était inquiète au sujet de ses enfants. « Nous les confierons à notre Père céleste, mon amie, reprit-il avec calme, dans une scène qu'il a racontée. Jésus est avec nous, bien certainement. — Oh! oui, » répondit-elle ardemment. Elle mourut un matin à 3 heures. Parry voulut annoncer lui-même à ses enfants leur malheur. Il ordonna qu'on les lui amenât aussitôt qu'ils seraient levés. Son fils a dit qu'en y pensant il ressentait toujours l'impression qu'il avait éprouvée lorsque son père, se levant avec solennité du canapé où il était couché, leur dit: « Mes chers enfants, il a plu à Dieu de rappeler à lui votre chère maman. » Puis, laissant tomber sa tête sur un coussin, il se mit à sangloter. Alors, il se releva, les conduisit près de leur mère, où tous se mirent à prier.

Depuis quelques années, Parry avait écrit au fur et à mesure des pensées qui lui venaient sur le caractère de Dieu, qui était pour lui le plus frappant et le plus touchant, son caractère paternel. Après la mort de sa femme, le soir, il s'asseyait au milieu de ses enfants et rassemblait ses pensées, les employant à chercher à quel chapitre de l'Évangile appartenait chacune de ses citations. Le livre fut publié et traduit en français et en allemand.

Le souci de voir ses enfants sans mère, le désir de remplacer pour eux la direction de celle qu'ils avaient perdue, autant que les qualités personnelles de Catherine Ewards Hankinson, veuve de Samuel Hoare Junr, le décidèrent à se remarier. Ce second mariage devint comme une nouvelle bénédiction pour sa famille.

Dans cette même année 1841, il fut envoyé en mission par le gouvernement pour savoir s'il y avait intérêt à continuer le canal calédonien et si on devait le construire de façon à servir de passage à des vaisseaux de haut bord. Après avoir visité les lieux mêmes, il se rendit dans les ports écossais et dans ceux du nord de l'Angleterre pour se rendre compte de l'opinion qu'avaient à ce sujet les marins et les armateurs. Après cette enquête, son avis se trouva favorable à l'achèvement du canal, qui fut ouvert, on le sait, en 1847.

Il perdit à cette époque presque toute sa fortune qu'il avait placée dans la banque d'Australie. Il était actionnaire, et la responsabilité n'étant pas comprise comme elle l'est aujourd'hui, il vécut pendant quelque temps dans des transes cruelles, car il s'attendait tous les jours à être compris dans la banqueroute de la Société.

Un autre chagrin lui était réservé. Pendant l'année 1845, l'*Érèbe* et la *Terreur* étaient partis pour une expédition polaire sous le commandement de Franklin. On a déjà vu quelle amitié unissait Parry à Franklin; or, le 12 juillet, Franklin jetait l'ancre devant l'île groënlandaise de Disko; de là, il envoya un rapport à l'Amirauté plein de confiance et d'enthousiasme. « J'espère, disait-il, appareiller cette nuit. »

Quinze jours après, des baleiniers aperçurent les deux navires dans la baie de Baffin, près du détroit de Lancastre. On ne les revit jamais.

On n'attendait pas leur retour avant 1847; mais cette échéance passa; bien des mois s'écoulèrent sans qu'ils reparussent; le gouvernement anglais envoya à sa recherche d'autres expéditions. En 1849, au retour de Sir James Ross, qui n'avait trouvé aucune trace de Franklin, Parry fut continuellement appelé à Londres pour donner des renseignements et indiquer les mesures à prendre pour porter secours à son ami ou au moins pour découvrir ce qu'il était devenu. Un Français, le lieutenant Bellot, accompagna le capitaine Kennedy dans une croisière organisée dans ce but par lady Franklin, et périt sur une banquise, emporté par un coup de vent. Des navires américains se mirent aussi en campagne. Dans l'espace de quelques années, plus de trente-cinq bâtiments parcoururent ces innombrables îles que Franklin et Parry avaient découvertes les premiers, et qui portent le nom de ce dernier; les explorateurs plaçaient des signaux aux endroits en vue, mettaient des provisions sous des pierres; on capturait des renards au cou desquels on suspendait des dépêches. En 1850, une flotte de dix navires étaient réunis devant l'île de Beechey, à l'ouverture du détroit de Wellington (1). On trouva enfin les restes du dernier campement de Franklin sur la côte Nord-Ouest de l'île du roi Guillaume, et ce fut d'après les rapports de Parry et de John Richardson, que les épaves trouvées furent reconnues pour avoir appartenu à la *Terreur* ou à l'*Érèbe*.

On devine quelle fut l'affliction de Parry à qui Franklin avait adressé la dernière lettre qu'il eût écrite et dans laquelle il lui léguait, pour ainsi dire, le soin de veiller sur sa femme et sur sa fille, dans des termes qui témoignaient d'une affection comme en peuvent seules éprouver l'une pour l'autre des âmes d'élite.

(1) Voir nos *Contemporains*, Wellington, n° 192.

VIII. DERNIÈRES ANNÉES. — LE PASSAGE DU NORD-OUEST. — LA MORT DE PARRY.

Sir Parry fut nommé, en 1846, surintendant du bassin royal de Clarence et de l'hôpital naval à Haslar.

Parry était vivement préoccupé des soins spirituels à donner aux malades; il trouvait que les services réguliers du chapelain de l'hôpital ne suffisaient pas; il y ajouta une lecture du soir, généralement celle de la Bible, qu'il accompagnait d'un discours; il ne s'arrêta pas de le faire pendant cinq ans qu'il passa à Haslar. Les malades qui avaient eu le bonheur d'y assister en conservaient le souvenir le plus doux et le plus réconfortant.

Il ne manquait jamais de leur tenir le langage d'un chrétien, et, venant de sa part, de telles paroles laissaient chez eux de profondes impressions.

En 1852 Parry fut nommé gouverneur lieutenant de l'hôpital de Greenwich. Ce poste lui convenait très bien; mais il avait à éviter les attaques et les censures de ses chefs que lui avait values, dans ses dernières fonctions, son zèle religieux. Néanmoins, il put accomplir ce qu'il regardait avec raison comme son devoir de chrétien, et l'attachement de ceux qui sortaient de l'hôpital lui était un gage qu'il avait bien agi. Il n'était pas de ceux qui croient que la religion amollit le courage du marin.

Il soutenait de tout son pouvoir et de toute son intelligence les œuvres charitables comme celles qui avaient été instituées pour le soulagement des marins qui combattaient en Crimée ou celles qui avaient pour objet la visite des malades.

C'est vers cette époque, c'est-à-dire à la fin de sa vie, que Parry put apprendre l'existence du fameux passage du Nord-Ouest qu'il avait tant cherché et dont il avait, d'ailleurs, découvert la moitié.

En 1852, Mac-Clure, venant du détroit de Behring, avait mouillé au nord de l'île de Banks que Parry avait vue de loin et à laquelle il avait donné ce nom. Le navire de Mac-Clure se trouva pris dans les glaces

pendant trois ans sans pouvoir se dégager. Alors l'explorateur traversa la glace à pied et se retrouva au sud de l'île Melville, où Parry avait abordé en 1819, en venant de l'Est. Le passage du Nord-Ouest n'était donc pas fermé par la terre.

La longue absence de Mac-Clure faisait craindre qu'il n'eût éprouvé le sort du malheureux Franklin. Kellett, envoyé à sa recherche, le trouva avec son navire toujours bloqué, et, sur son refus de l'abandonner, lui laissa des provisions, des secours, prit ses malades qu'il ramena en Angleterre, et ce fut lui qui annonça, en 1853, la découverte faite par Mac-Clure de l'existence du passage du Nord-Ouest.

A nul autre qu'à Parry cette nouvelle ne fut certainement plus agréable.

Pendant l'été de 1854, le choléra envahit Londres. A l'hôpital de Greenwich, il y en eut quelques cas, et Parry lui-même en fut atteint; il s'en guérit; mais sa santé sembla dès lors complètement altérée.

Un célèbre docteur allemand étant venu à Londres au printemps de 1855, Parry le consulta, et, sur ses conseils, se décida à prendre les eaux d'Ems l'été suivant.

Le 23 mai, Parry et sa femme, accompagnés de ceux de leurs enfants qui étaient libres, s'embarquèrent à Greenwich pour Rotterdam. De là, ils se rendirent à Ems où il déclina tous les jours. Le malade délirait et était en proie à des hallucinations. Pourtant, il pouvait encore prier avec sa famille. Il avait dit à sa femme : « Tout ce que je puis dire, c'est qu'en Jésus et en Jésus crucifié est tout mon salut et toute mon espérance. — Oui, lui répondit-elle, c'est là ce qu'il veut, qu'on abandonne tout pour lui. — Oh ! oui, dit-il, tout, tout, j'abandonne tout. Il est mon salut et mon unique espérance. » Et comme elle parlait de sa fin : « Oh ! dit-il, j'y aspire de toute mon âme; mon désir est de m'en aller, de m'en aller dans les bras de mon Sauveur adoré, et je pense que je vais vous quitter bientôt. »

Le 8 juin 1855, il mourut, calme, sans avoir perdu connaissance, après avoir murmuré quelques prières. Il était âgé de 65 ans.

On transporta son corps à Greenwich : il fut enterré dans le mausolée de l'hôpital avec les autres gouverneurs; Mac-Clure, Collinson, Kellett, Austin assistaient à ses funérailles.

Il était un exemple à suivre pour tous ces célèbres voyageurs; parmi les explorateurs fameux, il a fait de grandes et importantes découvertes, mais il a donné aussi par toute sa vie des leçons d'honneur, de conscience, de droiture et de piété, qu'il ne faut pas laisser perdre et que nous avons le devoir de rappeler.

Jacques de Coussanges.

Paris.

BIBLIOGRAPHIE

Edward Parry : *Vie du contre-amiral Sir Edward Parry*. — Hervé et Lanoye : *Voyages dans les glaces du pôle arctique*. — Parry : *Journal of a voyage for the discovery of a North-West passage from the Atlantic to the Pacific performed in the years*, 1819-1820 ; *Journal of a second voyage for thediscovery..... performed in the years*, 1821-1823 ; *Journal of a third voyage for the discovery..... performed in the years*, 1824-25 ; *Narrative of an Attempt to reach the North Pole in Boats in* 1827. — de Nadaillac : *Les expéditions polaires.*

LES CONTEMPORAINS



HERSART DE LA VILLEMARQUÉ (1815-1895)

I. LA BRETAGNE — COUP D'ŒIL SUR LES ÉTUDES CELTIQUES AVANT LA VILLEMARQUÉ L'ÉCOLE DES CHARTES — « L'ÉCHO DE LA JEUNE FRANCE »

« Il est au bout de la France un âpre et sauvage pays, tout hérissé de grands bois verts, fourré de broussailles épaisses, coupé de fraîches vallées et semé de landes immenses qui s'étendent à perte de vue, dominées par une chaîne de montagnes noires, perdues dans la brume, sur la crête desquelles se montrent çà et là des croix, des clochers et des monuments cyclopéens, qui épouvantent par leur masse énorme, contre laquelle est venu se briser le temps, et qui sont des autels et des tombeaux. Une mer perpétuellement battue par la tempête l'environne en bouillonnant et s'élance furieuse alentour, comme si elle voulait

l'engloutir. Sur son sol, aussi vierge que le sol du Nouveau Monde, croît une race vierge aussi, une race monumentale, le plus pur débris de l'Europe antique, qui a gardé ses cheveux longs, ses vieilles mœurs, sa vieille langue et sa civilisation druidique, en dépit des âges et des hommes, et qui apparaît au milieu de notre siècle immobile et semblable à ces colonnes de granit qui s'élèvent sur ses montagnes, perpétuant, par un prodige, le passé dans le présent. Ce pays, c'est le nôtre, c'est la Bretagne. »

A l'époque où La Villemarqué écrivait, dans l'*Écho de la jeune France,* cet hymne à la Bretagne, il avait vingt et un ans, était depuis peu élève de l'École des chartes, et son imagination ardente s'ouvrait toute neuve aux vastes horizons de la science, de la poésie et de l'histoire.

Sans doute alors on l'aurait fort étonné en lui prédisant la fortune littéraire qui l'attendait. Et pourtant, à lire les lignes enflammées que nous venons de transcrire, on sent bien qu'un patriotisme breton exceptionnellement puissant anime leur jeune auteur, et qu'un sentiment aussi vivace patiemment et méthodiquement cultivé pourra produire de grandes choses.

En effet, le nom de La Villemarqué est devenu inséparable de celui de la Bretagne, si bien que l'histoire littéraire de cette province si originale, depuis les lointaines origines jusqu'aux controverses philologiques récentes, jusqu'aux manifestations les plus actuelles du celtisme, peut se résumer dans une étude de la vie et des œuvres de l'auteur du *Barzaz-Breiz*.

Théodore Hersart, vicomte de La Villemarqué, naquit en 1815, au manoir du Plessis-Nizon, en Cornouailles, dans les environs de Quimperlé (Finistère). D'après le *Nobiliaire de Bretagne,* sa famille, l'une des plus anciennes du pays, tirait son origine d'Angleterre, circonstance intéressante à noter, puisque, par une sorte de prédestination atavique, le premier des celtisants se trouve ainsi directement rattaché aux deux Bretagnes.

Lors de la réforme nobiliaire de 1669, les Hersart justifièrent de cinq quartiers. Ils portaient au blason « d'or à la herse sarrasine de sable » et indiquaient pour devise : *Evertit et æquat.*

En 1248, un Hersart, Guillaume, était au nombre des croisés, tandis qu'un autre, Geoffroi, est mentionné comme forestier, héréditaire de Lamballe, en 1250. En 1381, on trouve deux Hersart, Jean et Geoffroi, parmi les signataires du traité de Guérande, à la suite de la guerre entre Montfort et Charles de Blois. Enfin, en 1771, un membre de la famille figure en qualité de commandant du château du Taureau, dans la rade de Morlaix.

Ainsi profondément enraciné dans le sol breton par tout le passé de sa maison, le jeune Théodore de La Villemarqué se trouva dès le berceau dans les conditions les plus favorables pour étudier et comprendre la Bretagne.

Une circonstance plus particulièrement heureuse devait encore l'y aider. La comtesse de La Villemarqué, sa mère, avait autrefois rendu la santé à une pauvre chanteuse ambulante de la paroisse de Melgven qu'elle avait recueillie et soignée dans son château. La pauvresse n'avait pour tout patrimoine que quelques chansons populaires confiées à la fidélité de sa mémoire. Pour témoigner sa reconnaissance à la charitable châtelaine, elle lui chantait souvent des fragments de son répertoire. La châtelaine charmée par l'originalité rustique de ses chants, en avait recueilli plusieurs dans un vieux livre de ménage parmi des recettes culinaires et médicales. L'auteur du *Barzaz-Breiz* devait les y retrouver plus tard et s'en servir.

Au moment où Mme de La Villemarqué préludait ainsi d'une manière toute primitive et familiale aux travaux qui devaient immortaliser son fils, les études celtiques et particulièrement les collections de chants populaires étaient encore dans d'impénétrables limbes où presque personne, en France du moins, ne s'était aventuré.

Le public ne soupçonnait même pas

qu'on pût faire une étude intéressante en s'occupant de l'idiome inintelligible parlé au fond de la Bretagne par les pêcheurs et les paysans. Les gens instruits considéraient la langue celtique comme un informe patois indigne de leur attention. Ils en étaient restés à la conception d'Abeilard, exprimant dans une formule célèbre son mépris et son ignorance. Eux aussi ils auraient dit volontiers du breton : « *Lingua nobis ignota et turpis!* Langue pour nous inintelligible et vile! »

Sans doute, dans les premières années du siècle, un certain Cambry, administrateur thermidorien et touriste spirituel qui a laissé sous le titre de *Voyage dans le Finistère* un tableau assez pittoresque des régions qu'ils visitait, avait glissé çà et là quelques traductions de chants recueillis de la bouche des paysans. Puis, après lui, un chevalier de Fréminville, dans les *Antiquités des côtes du Nord et du Finistère,* où il racontait quelques épisodes des guerres de Bretagne aux XIVe et XVe siècles, avait donné en appendice les textes et les traductions d'un petit nombre de chants historiques relatifs à ces récits. Mais ces publications rudimentaires avaient passé complètement inaperçues.

Le premier livre où l'on trouva quelque connaissance du sujet et une appréciation suffisamment consciente de la richesse et de l'originalité des poésies populaires de Bretagne fut l'ouvrage d'Émile Souvestre : *Les derniers Bretons.* Mais le romancier morlaisien ignorait la langue bretonne, et les traductions qu'il a données sont des arrangements de seconde ou troisième main.

Telle était la situation des études celtiques en France au moment où Théodore de La Villemarqué entrait à l'École des chartes en 1836. Peut-être eût-il été prématuré de dire alors qu'un champ très vaste et très riche s'ouvrait devant celui qui allait consacrer sa vie au celtisme, et l'on pouvait, avec beaucoup plus de raison, se demander si ce champ lui-même existait.

La Villemarqué pas plus qu'un autre n'en soupçonnait encore l'étendue.

A Paris, tout en se consacrant assidûment aux études de l'École des chartes, le jeune étudiant suivait avec passion le mouvement littéraire contemporain. Rapidement il s'était créé des relations brillantes parmi l'élite des jeunes littérateurs.

C'était le moment où une ardente pléiade de jeunes hommes, parmi lesquels Berryer (1), Balzac, Legouvé, Forfelier, Nettement, venaient de fonder une petite revue d'avant-garde : l'*Écho de la jeune France,* dont les premiers numéros avaient été autant de batailles, souvent de victoires sur l'esprit voltairien qui avait jusque-là régné en maître.

« Replacer dans le pays la religion et la morale, ces deux premières bases sociales, retremper la littérature à la source du beau et du vrai, nettoyer la France de cet amas de saletés dont des plumes cyniques l'inondent, reproduire toutes les pensées chrétiennes, sociales et de haute littérature, ramener l'art aux sources d'inspirations morales et religieuses, faire reprendre au christianisme cette admirable épopée qu'il semblait avoir fermée sur les noms de Bossuet, de Racine et de Fénelon, créer un centre au mouvement moral et intellectuel de la jeune génération, non pour le conduire, mais pour l'exprimer, former un ensemble de toutes les richesses intellectuelles éparses ou enfouies dans le fond des provinces », tel était le but que, dans un manifeste vibrant comme un appel de clairon, se proposaient d'atteindre les rédacteurs de l'*Écho de la jeune France.*

Le succès de cette entreprise généreuse et hardie fut considérable. En dehors de la revue, un bureau central fut ouvert à Paris, sorte de cercle où se réunissait toute la jeunesse intelligente. Théodore de La Villemarqué en faisait partie. Dans ce milieu d'élite, ses qualités naturelles se précisaient, se mûrissaient, s'exaltaient.

Bientôt nous le voyons fournir une collaboration régulière à l'*Écho de la jeune France.* Ce furent ses débuts en littérature.

---

(1) Berryer, *Contemporains* n° 48.

Partageant toutes les idées de ses amis, associé quotidiennement à leurs efforts, il était un des membres les plus intrépides de ce groupe de vaillants. Cette jeunesse était pleine d'enthousiasme pour l'œuvre de Chateaubriand (1). Mais sur ce point La Villemarqué, en sa qualité de Breton, exprimait les pensées de tous avec une irrésistible flamme. « Le siècle de Voltaire aboutissait aux enfers, écrivait-il dans l'*Écho*, une croix s'élève au seuil du nôtre. C'est l'initiateur lui-même qui l'a plantée. Il résume en sa personne le passé et le présent, et porte dans son sein l'avenir. Il est du sang royal des rois, des prêtres et des poètes des anciens peuples de la Gaule, du sang des ducs de Bretagne, et il en a gardé la marque ! Il a été balancé dans son berceau par les vents de l'océan sur les grèves armoricaines; il a traversé les mers; il est allé, comme le druide, chercher la vérité dans les forêts d'un monde nouveau; il a visité le tombeau du Sauveur de l'humanité, le bourdon bénit à la main; il a dormi dans la couche des Césars; il a porté le casque et la lance comme un chevalier; il a parcouru l'univers, et, riche de toute la science des âges, il est enfin venu rouvrir à sa patrie, aux accents de sa harpe de barde et de trouvère, l'ère de ses anciennes destinées qu'avait fermée la Renaissance.

» A M. de Chateaubriand la gloire d'avoir enfanté notre siècle !

« Il n'est pas un de nous, a dit Lamar-« tine, qui ne lui doive ce qu'il fut, ce qu'il « est ou ce qu'il sera. » Oh ! qu'il jette un regard d'orgueil, du haut de sa solitude, sur sa postérité, le vieux patriarche de génie, car sa postérité est belle ! qu'il s'applaudisse dans son cœur en voyant grandir ses enfants, car ils sont fiers, eux aussi, de leur père. » (*Écho de la jeune France*, 1836.)

C'étaient là les sentiments de toute « la jeune France », mais La Villemarqué les éprouvait avec une énergie particulière.

Déjà sa vocation se dessinait. Il était invinciblement attiré par la Bretagne. Son premier article dans l'*Écho de la jeune France* avait été une étude sur Brizeux. Elle commençait par une profession de foi littéraire trop noble pour n'être pas ici reproduite. Il y disait : « Un auteur connu a écrit un jour en tête d'un de ses livres : « Dans le grand jardin de poésie, il n'y a » pas de fruit défendu. » Et nous dirons, nous, au poète avec la sagesse éternelle : « Ne croyez pas aux paroles de l'ange dé-» chu, car, *si vous mangez de ce fruit, vous* » *mourrez de mort.* » Trop de victimes et de victimes fameuses de l'indépendance absolue en littérature sont exposées à nos regards pour que nous insistions sur cette vérité. Le poète a été créé immortel, qu'il prenne tous les moyens pour garder son immortalité. Le plus efficace à nos yeux, c'est la *foi*. La foi en soi-même, la foi en son Dieu, la foi en son pays. »

La foi en son pays, La Villemarqué l'avait, et peu à peu ce noble sentiment devait prendre dans son âme une place toute-puissante.

La Villemarqué, quelque temps après son étude sur Brizeux, donnait à l'*Écho de la jeune France* un article où sa vocation pour les études celtiques se marquait d'une façon décisive.

La publication et l'étude critique d'un vieux chant breton : la *Peste d'Elliaut*, lui fournit matière à des déclarations d'un patriotisme local extrêmement ardent, et même, par endroits, teinté de quelque exagération. L'article est intitulé : *Un débris du bardisme*, et l'auteur y déclare, sans sourciller, que la Bretagne, libre autrefois, est aujourd'hui réduite en esclavage par la faute de la duchesse Anne qui l'a vendue en échange d'une couronne : « Une femme nous a perdus ! » écrit-il, non sans quelque tristesse mêlée de ressentiment.

La Villemarqué se peint tout entier dans cet article avec ces qualités fougueuses et brillantes qui devaient lui donner dans les œuvres d'imagination une incomparable maîtrise, tandis qu'elles lui seraient un embarras, dont il ne sut pas toujours se tirer, dans les œuvres de philologie et de

(1) Chateaubriand, *Contemporains* n° 24.

critique. A voir la nature des commentaires dont il entoure le texte de ce vieux chant breton de la *Peste d'Elliant*, on saisit sur le vif la méthode qu'il emploira désormais dans ses études sur les poésies populaires.

Dans les vieux « débris du bardisme », il ne verra pas seulement une matière inerte et glacée, livrée aux minutieuses dissections des philologues, il y trouvera la descendance encore vivante des vieux bardes, et, avec l'amour pieux d'un fils pour le souvenir de ses pères, il voudra entourer ces restes vénérables des plus précieux joyaux. Il leur prêtera généreusement de riches parures, et si on lui reproche de les avoir trop parés, volontiers il répondrait qu'il n'y a pas de trop riches bijoux pour la Bretagne.

Ses études à l'École des chartes terminées, La Villemarqué semble s'être recueilli pendant deux ans. Absorbé désormais par les travaux qui devaient être le but principal de sa vie, il recueillait activement les matériaux de son œuvre principale, le *Barzaz-Breiz*. Entre temps, il avait été chargé, en 1838, par le ministre de l'Instruction publique, M. de Salvandy, d'une mission scientifique en Angleterre où il avait assisté dans le pays de Galles à des manifestations celtiques sur lesquelles nous aurons à revenir, et qui, certainement, laissèrent dans son esprit des traces profondes.

Un an après son retour en France, en 1839, paraissait la première édition du *Barzaz-Breiz*.

II. LE « BARZAZ-BREIZ » — ANALYSE ET CRITIQUE — LA VILLEMARQUÉ ET SES DÉTRACTEURS

Le *Barzaz-Breiz*, c'est-à-dire « le Barde de Bretagne », est un recueil de chants populaires comprenant 95 pièces, choisies de manière à présenter comme un résumé poétique de l'histoire de la Bretagne depuis l'antiquité la plus reculée jusqu'aux temps modernes. La Villemarqué l'a divisé en trois parties : une première, qui est de beaucoup la plus importante et occupe plus des deux tiers de l'ouvrage, comprend les chants mythologiques, héroïques, historiques et un certain nombre de ballades. Une deuxième partie contient les chants de fêtes et les chants d'amour, et enfin les légendes et les chants religieux sont groupés en dernier lieu.

Chaque pièce est précédée d'un « argument », sorte d'introduction historique et critique destinée à préparer le lecteur à l'intelligence du morceau. Presque toujours La Villemarqué y joint, sous forme de « notes » finales, une appréciation littéraire ou la mention de quelque usage, de quelque particularité locale, qui, d'après lui, ont inspiré le chant ou s'y rattachent.

Au premier examen d'une publication ainsi comprise, il est facile de se rendre compte qu'on ne se trouve pas en présence d'un travail philologique. Visiblement, l'auteur s'est surtout préoccupé de l'intérêt littéraire et historique que pouvaient présenter les poésies populaires qu'il avait entrepris de recueillir. Les attaques dont le *Barzaz-Breiz* a été l'objet perdent beaucoup de leur importance envisagées à ce point de vue; et c'est à ce point de vue seul qu'il convient de se placer pour juger sainement le *Barzaz-Breiz*.

En effet, La Villemarqué avait sur la poésie populaire en général et sur celle de la Bretagne en particulier un système personnel assez curieux, et peut-être discutable, mais qu'il a très nettement formulé dans l'introduction du *Barzaz-Breiz*. Il indique, comme un principe hors de toute discussion, ayant la valeur d'une absolue certitude, que la poésie populaire est toujours contemporaine, soit des événements qu'elle raconte dans les chants héroïques et historiques, soit des sentiments qu'elle exprime dans les chants domestiques et d'amour, soit des croyances qu'elle invoque dans les légendes et chants religieux. Ce principe, une fois posé, La Villemarqué en indique un autre qui est la bonne foi des poètes populaires.

De ces prémisses on voit aisément quelles conséquences on peut déduire. En présence

de plusieurs versions d'un même chant populaire, *une* seule peut être exacte dont toutes les autres ne sont que des corruptions. Et, d'autre part, la *seule* version exacte sera obligatoirement la plus ancienne, laquelle est de toute nécessité contemporaine des événements rapportés. Dans ces conditions, il est possible de dégager d'abord la version authentique. A l'aide de l'histoire, des versions secondes, et, au besoin, en sollicitant un peu le texte, on pourra y arriver. Dépouillé de toutes ses scories, remis en concordance avec les événements historiques qu'il raconte, le chant populaire original apparaîtra dans toute sa pureté et digne enfin d'être présenté au public.

Telle est la méthode employée par l'auteur du *Barzaz-Breiz*. Cette méthode, personne ne songea d'abord à la discuter. L'apparition du recueil de La Villemarqué ne provoqua même pas les plus légères critiques, mais elle souleva dès le début une tempête d'enthousiasme. Le sentiment qui l'accueillit dans le monde lettré fut un sentiment unanime de sympathie et d'admiration. La Villemarqué, comme Champollion (1) et Burnouf, avait découvert un monde.

Et, en effet, ce fut une révélation, une découverte sans exemple dans les annales de la littérature française. Un savant breton, M. de Kerdrel, sénateur et président de l'Association bretonne, écrivait, en 1896, au lendemain de la mort de M. de La Villemarqué : « Quand parut le *Barzaz-Brèiz* ce fut un étonnement universel et une explosion d'enthousiasme dont le souvenir nous est encore présent. Ceux-là même qui, en Bretagne, s'occupaient des langues celtiques ne furent pas les moins surpris. N'avaient-ils pas lu dans la préface du savant Bénédictin, dans Taillandier, au *Dictionnaire breton* de Dom Le Pelletier, les lignes suivantes : « C'est apparemment dans » les rochers du pays de Galles que se sont » réfugiés les anciens bardes gaulois, car nous » ne voyons pas que nos Bretons armoricains » aient cultivé la poésie ; et la langue, telle » qu'ils la parlent, ne paraît pas pouvoir se » plier à la mesure, à la douceur et à l'har- » monie des vers. »

Les plus illustres écrivains de l'époque, Augustin Thierry, Fauriel, Ampère (1) donnaient le ton dans ce concert de louanges sans discordance. Mais George Sand, plus que tous, se déclarait impétueusement enthousiaste. Elle écrivait dans son roman, *La Filleule*, la page suivante dont la frénésie laudative témoigne de l'extraordinaire faveur qui avait accueilli le *Barzaz-Breiz* :

« Une seule province en France est à la hauteur, dans sa poésie, de ce que le génie des plus grands poètes et celui des nations les plus poétiques ont jamais produit : nous oserons dire qu'elle le surpasse. Nous voulons parler de la Bretagne. Mais la Bretagne, il n'y a pas longtemps que c'est la France. Quiconque a lu les *Barzaz-Breiz* (*sic*), recueillis et traduits par M. de La Villemarqué, doit être persuadé avec moi, c'est-à-dire pénétré intimement de ce que j'avance. — Le *Tribut de Noménoé* est un poème de 140 vers, plus grand que l'*Illiade*, plus complet, plus beau, plus parfait qu'aucun chef-d'œuvre sorti de l'esprit humain. — La *Peste d'Elliant*, les *Nains*, *Lez Breiz* et vingt autres diamants de ce recueil breton attestent la richesse la plus complète à laquelle puisse prétendre la littérature lyrique.

» Il est même fort étrange que cette littérature, révélée à la nôtre par une publication qui est dans toutes les mains depuis plusieurs années, n'y ait pas fait une révolution.....

» Vraiment, nous n'avons pas assez fêté notre Bretagne, et il y a encore des lettrés qui n'ont pas lu les chants sublimes devant lesquels, convenons-en, nous sommes comme des nains devant des géants.

» Qu'est-ce donc que cette race armoricaine qui s'est nourrie, depuis le druidisme jusqu'à la chouannerie, d'une telle moelle ? nous la savions bien forte et bien fière, mais pas grande à ce point avant qu'elle eût chanté à nos oreilles. Génie épique,

(1) Voir nos *Contemporains* : Champollion, n° 175.

(1) Voir nos *Contemporains* : Ampère, n° 81.

dramatique, amoureux, guerrier, tendre, triste, sombre, moqueur, naïf, tout est là, et, au-dessus de ce monde de l'action, de la pensée, plane le rêve, les sylphes, les gnômes, les djins d'Orient, tous les fantômes, tous les génies de la mythologie païenne et chrétienne sur ces têtes exaltées et puissantes.

» En vérité, aucun de ceux qui tiennent une plume ne devrait rencontrer un Breton sans lui ôter son chapeau ! »

Et cette opinion de l'illustre femme de lettres ne s'était pas démentie plusieurs années après, puisqu'on a retrouvé d'elle une lettre adressée à M. de La Villemarqué et où elle lui dit entre autres choses flatteuses que le soir, à Nohant, on fait la lecture et que « celle du *Barzaz-Breiz* écrase toutes les autres ».

L'évidente exagération de ces éloges n'empêche point qu'ils ne soient un témoignage précieux de l'état d'esprit qui régnait dans le monde littéraire quelque temps après l'apparition du recueil des chants populaires de Bretagne. Du premier coup, La Villemarqué prenait rang parmi les maîtres de la littérature et de la science. Ce jeune homme de vingt-quatre ans avait conquis la gloire à l'âge où la plupart cherchent encore leur voie.

De quelle nature étaient donc ces poèmes populaires si vantés? c'étaient des chants d'une originalité presque sauvage, d'une énergie et d'une douceur à la fois barbare et tendre. Il eût été difficile de leur trouver quelque analogie avec les monuments littéraires de notre vieille littérature. Ils séduisaient par leur étrangeté, par la noblesse, la pureté et la force des sentiments qu'ils exprimaient, par la grâce imprévue des légendes. Les personnages évoqués, farouches, mystiques ou chevaleresques, appartenaient à un monde jusque-là insoupçonné, évoquaient le souvenir d'une race lointaine, mystérieuse et forte. Le druidisme, l'ancienne Gaule, le passé le plus reculé, qu'on avait pu croire à jamais effacé, revivaient là tout entier dans d'inappréciables joyaux.

Le cadre de cette étude ne permet point de longues citations, mais on ne pourrait pas juger du caractère très particulier des poésies du *Barzaz-Breiz* si on n'en lisait pas au moins quelques fragments. Voici une des plus courtes pièces du recueil, la *Marche d'Arthur* (Bale Arzur).

Le nom d'Arthur a de tout temps joui en Bretagne d'une grande popularité. Ce nom, primitivement porté par une divinité guerrière, le fut, au VIe siècle, par un chef illustre auquel furent attribuées des vertus surhumaines et de fantastiques aventures. Le roi Arthur, dont la renommée était si grande qu'il a donné son nom au moyen âge à un cycle de chansons de geste, était un héros cambrien. La mémoire de ce guerrier magique a toujours été fidèlement gardée par les Bretons ainsi qu'en témoignent plusieurs chants dont l'un des plus curieux est le suivant :

LA MARCHE D'ARTHUR

« Allons, allons, allons au combat ! allons parent, allons frère, allons fils, allons père ! allons ! allons tous ! allons donc hommes de cœur !

» Le fils du guerrier disait à son père un matin : « Des cavaliers au sommet de la » montagne !

» Des cavaliers qui passent montés sur » des coursiers gris qui reniflent de froid !

» Rangs serrés six par six ; rangs serrés » trois par trois ; mille lances brillaient au » soleil.

» Rangs serrés deux par deux, suivant » les drapeaux que balance le vent de la » mort.

» Neuf longueurs d'un jet de fronde de- » puis leur tête jusqu'à leur queue.

» C'est l'armée d'Arthur, je le sais ; Arthur » marche devant au haut de la montagne.

» Si c'est Arthur, vite à nos arcs et à » nos flèches vives ! et en avant à sa suite » et que le dard s'agite !

» Il n'avait pas fini de parler que le cri de guerre retentit d'un bout à l'autre des montagnes.

« Cœur pour œil ! tête pour bras ! et

» mort pour blessure, dans la vallée comme » sur la montagne! et père pour mère et » mère pour fille!

» Étalon pour cavale, et mule pour âne! » chef de guerre pour soldat, et homme » pour enfant! sang pour larmes, et flammes » pour sueurs!

» Et trois pour un, c'est ce qu'il faut, » dans la vallée comme sur la montagne, » jour et nuit, s'il se peut, jusqu'à ce que » les vallées roulent des flots de sang!

» Si nous tombons percés dans le com- » bat, nous nous baptiserons avec notre » sang et nous mourrons le cœur joyeux.

» Si nous mourons comme doivent mou- » rir des chrétiens, des Bretons, jamais » nous ne mourrons trop tôt! »

La mélodie de cet étrange morceau est éminemment énergique et martiale, et on lui reconnaît généralement un caractère tout particulier d'antiquité. La Villemarqué insinue même, avec plus d'ingéniosité peut-être que de preuves certaines, que ce vieux chant a passé du dialecte cambrien dans le dialecte armoricain, au VIIe siècle, au moment de la séparation des deux peuples celtiques. Et il ajoute que, en effet, la pièce offre dans son texte plusieurs tournures grammaticales elliptiques et un grand nombre d'expressions étrangères au dialecte du continent et encore en usage dans les poèmes bardiques gallois.

Personne ne songeait alors à contester l'érudition de La Villemarqué en ces matières. Et, d'ailleurs, même aujourd'hui après les travaux philologiques les plus concluants, de pareils rapprochements ont été souvent démontrés exacts. Plusieurs pièces du *Barzaz-Breiz* et certainement un nombre encore plus grand de chants populaires parmi ceux que La Villemarqué dédaigna ou ne connut point, se retrouvent, au moins par fragments, simultanément en Bretagne et dans les Galles.

L'exemple le plus caractéristique de cette similitude est sans doute celui dont un épisode fameux du combat de Saint-Cast a perpétué le souvenir.

Au mois de septembre 1758, au cours d'une expédition dont l'objet principal était d'assurer à l'Angleterre la navigation de la Manche, les Anglais firent une descente au nord de la Bretagne, vers Saint-Cast, où eut lieu un important engagement. Ce combat donna lieu à un événement peut-être unique dans les annales de la guerre et au sujet duquel le petit-fils d'un témoin oculaire, M. de Saint-Pern Couelan, a laissé ce curieux récit : « Une compagnie de Bas-Bretons, des environs de Tréguier et de Saint-Pol-de-Léon, marchait pour combattre un détachement de montagnards gallois de l'armée anglaise, qui s'avançait à quelque distance du lieu du combat en chantant un air national, quand tout à coup les Bretons de l'armée française s'arrêtèrent stupéfaits: cet air était un de ceux qui, tous les jours, retentissaient dans les bruyères de la Bretagne. Électrisés par des accents qui parlaient à leur cœur, ils cédèrent à l'enthousiasme et entonnèrent le refrain patriotique; les Gallois, à leur tour, restèrent immobiles. Les officiers des deux troupes commandèrent le feu; mais c'était dans la même langue, et leurs soldats semblaient pétrifiés. Cette hésitation ne dura qu'un moment; l'émotion l'emporta bientôt sur la discipline : les armes tombèrent des mains, et les descendants des vieux Celtes renouvelèrent sur le champ de bataille les liens de fraternité qui unissaient jadis leurs pères. »

Or, voici, recueilli par La Villemarqué dans le *Barzaz-Breiz*, quelques strophes de cet hymne guerrier que chantaient les Bretons :

LE SIÈGE DE GUINGAMP

(*Seziz Gwengamp*).

. . . .

« La duchesse Anne dit alors à l'épouse du canonnier : « Seigneur Dieu ! que faire? » voilà votre pauvre mari blessé! »

« Quand même mon mari serait mort, je » saurais bien le remplacer! Son canon, je » le chargerai, feu et tonnerre! et nous » verrons! »

» Comme elle disait ces mots, les murailles furent brisées, les portes enfoncées; la ville était pleine de soldats.

« A vous, soldats, les belles fiancées et » à moi l'or et l'argent, tous les trésors de » la ville de Guingamp, et de plus la ville » elle-même ! »

« La duchesse Anne se jeta à deux genoux, en l'entendant parler ainsi : « Notre-Dame » de Bon Secours, je vous en supplie, venez » à notre aide ! »

» La duchesse Anne, en l'entendant, courut à l'église et se jeta à deux genoux sur la terre froide et nue :

« Voudriez-vous, Vierge Marie, voir votre » maison changée en écurie, votre sacristie » en cellier ? »

» Elle parlait encore qu'une grande épouvante s'était emparée de la ville : un coup de canon venait d'être tiré, et neuf cents hommes étaient tués :

» Et c'était le plus affreux vacarme, et les maisons tremblaient, et toutes les cloches sonnaient tumultueusement, sonnaient d'elles-mêmes dans la ville.

« Page, page, petit page, tu es léger, gaillard et vif; monte vite au plus haut de la » tour plate, pour voir qui met les cloches » en branle.

» Tu portes une épée au côté; si tu trouves » quelqu'un là haut; si tu trouves quelqu'un » qui sonne, plonge-lui ton épée au cœur. »

» En montant, il chantait; en descendant, il tremblait. « Je suis monté jusqu'au haut » de la tour plate et je n'ai vu personne.

» Et je n'y ai vu personne que la Vierge » bénie, que la Vierge et son Fils, vraiment; » ce sont eux qui mettent les cloches en » branle. »

» Le prince félon dit alors à ses soldats : « Sellons nos chevaux et en route ! et lais-» sons leurs maisons aux saints ! »

Or, un chant analogue et sur le même air se retrouve en Gallois, où il porte le nom de : « Marche des hommes de Harlem. »

Bien que des citations aussi écourtées ne donnent pas une impression complète de ce qu'est le *Barzaz-Breiz*, on peut néanmoins se rendre compte de l'économie générale de cet ouvrage célèbre, et on est en mesure de comprendre les raisons de son succès.

Ce succès ne s'étendit pas à la France seulement. Dès son apparition, le recueil de La Villemarqué fut chaudement fêté au delà de la Manche parmi les Gallois.

La littérature galloise, beaucoup plus riche que la littérature bretonne, et qui, en outre, n'avait jamais cessé d'être cultivée, accueillit le *Barzaz-Breiz* comme une œuvre nationale galloise.

Mais la vogue du *Barzaz-Breiz* dépassa rapidement les limites du monde celtique. De bonne heure l'ouvrage fut traduit en allemand, en anglais, en polonais, etc. La réputation du jeune auteur devenait universelle. Et pendant ce temps, en France, les éditions se succédaient. Le *Barzaz-Breiz* a eu neuf éditions successives, la dernière est de 1893. Antérieurement, le livre avait été couronné par l'Académie française.

Cette gloire, pourtant, ne devait pas être sans mélange. La Villemarqué, qui en avait goûté d'abord les douceurs, devait en connaître bientôt les amertumes. La publication de son livre avait donné un singulier élan aux études celtiques. Ce domaine littéraire, aussi vaste qu'inexploré, maintenant une fois découvert, tentait beaucoup de curiosités. Comme il arrive souvent pour les initiateurs, La Villemarqué allait voir se retourner contre lui beaucoup de ceux, qui s'étaient engagés à sa suite, dans la voie tracée par lui.

Les progrès de la critique avaient amené à appliquer des règles sévères pour la publication des textes anciens. L'exactitude la plus scrupuleuse était imposée comme une loi inexorable. Le rôle de l'auteur ou plutôt de l'*éditeur*, selon la formule nouvelle, ne devait être désormais qu'un rôle de greffier chargé de reproduire des documents.

Cette méthode rigoureuse n'était point encore en usage général au moment où La Villemarqué recueillait les matériaux du *Barzaz-Breiz*. Dans l'introduction de son livre, il indique de quelle manière son recueil fut composé, et il est facile de voir qu'une mé-

ticuleuse exactitude n'a point été sa préoccupation principale. Il n'avait point cru qu'il fût indispensable à une œuvre de la la nature de celle qu'il édifiait de reproduire bout à bout des fragments souvent informes, obscurs et contradictoires. Dans le but d'épargner au lecteur une exégèse fastidieuse, il n'avait pas hésité à procéder à des arrangements judicieux. Et c'est ainsi que le *Barzaz-Breiz* était devenu beaucoup mieux qu'un simple document, un monument grandiose, le premier et le plus beau de la littérature bretonne.

Mais ce n'était point ainsi que l'entendaient les archivistes paléographes! M. le Men, archiviste du Finistère, jeta le premier son cri de bataille. Il accusa formellement M. de La Villemarqué d'avoir composé de son propre fonds les chants les plus curieux de son recueil. Ainsi, du premier coup, la critique dépassait toute justice, toute mesure.

Une fois l'éveil donné, ce fut à qui, dans un certain groupe de savants, ruinerait, en l'attaquant en détail, une œuvre que tous avouaient admirable dans l'ensemble.

Au début, M. de La Villemarqué aurait pu se défendre, il aurait pu indiquer les sources auxquelles il avait puisé et livrer le secret de sa méthode en avouant la part personnelle qu'il pouvait avoir dans l'agencement et même jusqu'à un certain point dans la composition de plusieurs morceaux de son recueil. Il ne crut pas devoir le faire alors. Plus tard, « il faut bien reconnaître, écrit M. Halléguen (un de ceux qui l'ont attaqué) qu'on ne lui a pas laissé la possibilité de s'expliquer honorablement par ces sommations répétées de comparaître en accusé condamné d'avance de la manière la plus grave. »

En effet, ses adversaires n'hésitèrent point à incriminer sa bonne foi, et si quelques-uns d'entre eux, les plus compétents, il est vrai, et les plus illustres, MM. d'Arbois de Jubainville et le Dr Halléguen, par exemple, rendirent hommage à son absolue sincérité, quelques autres n'observèrent pas une discrétion pareille; M. Louis Havet, par exemple, et surtout M. Luzel.

M. Luzel, archiviste du Finistère à la suite de M. Le Men, se montra particulièrement agressif. Il allait jusqu'à accuser La Villemarqué d'être un imposteur, prétendant qu'il était lui-même l'auteur des poésies qualifiées par lui de populaires.

Il mit en outre tant d'âpreté dans sa polémique que l'on pouvait voir sous cette prétendue querelle philologique les traces d'une animosité personnelle mal dissimulée.

L'auteur du *Barzaz-Breiz* fut particulièrement sensible à ces violentes attaques. Il ne leur opposa que le silence, mais il en sentait douloureusement toute l'amertume. Pourtant, sa défense eût été facile. Il lui aurait suffi de montrer pour se disculper qu'il n'existe pas de textes fixes de la plupart des chants populaires de Bretagne, mais un thème assez flottant où le rythme, la mélodie et l'idée dirigent le chanteur. Somme toute, et c'est là l'opinion d'un celtisant compétent, M. François Vallée, en recueillant, comme il l'a fait, le chant populaire dans sa mélodie et en restituant (d'une façon arbitraire parfois) l'idée, La Villemarqué a compris la vraie manière de traiter les chants bretons. Ce sentiment était aussi celui de Renan (1), qui écrivait dans la *Revue des Deux-Mondes*, à propos du *Barzaz-Breiz* : « C'est par ce dernier ouvrage que M. de La Villemarqué a vraiment bien mérité des études celtiques, en nous révélant une charmante littérature, où éclatent mieux que partout ailleurs ces traits de douceur, de fidélité, de résignation, de timide réserve, qui forment le caractère des peuples bretons. » (Poésie des races celtiques.)

III. LE CELTISME — L'EISTEDDVOD D'ABERGAVENY (1838) — LE CONGRÈS PAN-CELTIQUE DE SAINT-BRIEUC (1867) — BARDES ET DRUIDES

Le *Barzaz-Breiz* devait marquer l'entrée de la Bretagne dans le mouvement de re-

---

(1) Voir nos *Contemporains* : Renan, n° 10.

naissance du celtisme. Mais si les études celtiques avaient été longtemps dédaignées en France, de l'autre côté de la Manche elles n'avaient jamais cessé d'être en honneur.

A sa sortie de l'École des chartes, en 1838, La Villemarqué avait été envoyé en Angleterre par le ministère de l'Instruction publique pour rechercher, traduire et publier les manuscrits gallois qui pouvaient avoir quelques rapports avec l'ancienne littérature française. Le jeune Breton, alors dans toute l'ardeur de sa jeunesse enthousiaste, accomplit cette mission *avec* la piété filiale d'un pèlerin allant vers le tombeau de ses pères pour y chercher dans la poussière des siècles la trace encore visible de leurs pas. De ce voyage si décisif dans son existence de celtisant, il rapporta une abondante moisson de documents qu'il devait utiliser plus tard pour la publication de divers ouvrages.

Pendant son séjour dans les Galles, La Villemarqué assista à l'une de ces fêtes celtiques en usage de temps immémorial chez les Gallois, et qu'on appelle « Eisteddvod ». Or, cette année-là, pour la première fois, des Bretons avaient été conviés par leurs « frères des Galles » à la grande fête nationale. Plusieurs Bretons, MM. Aymar de Blois, Jules de Francheville, Rio (1), du Machallac'h, Louis de Jacquelot, en même temps que La Villemarqué et Alphonse de Lamartine (1), en ce moment dans toute la splendeur de sa gloire, avaient accepté l'invitation. L'Eisteddvod se tint dans la petite ville d'Abergaveny, non loin de Cardiff. Les Bretons d'Armorique furent accueillis avec des démonstrations d'enthousiasme presque incroyables. « Dès que l'arrivée des Bretons fut connue, écrit La Villemarqué, toutes les cloches de la ville annoncèrent le commencement de la fête; la voie publique se remplit d'une foule immense vêtue du costume national et portant à la boutonnière le porreau symbolique de satin et d'argent, dont de glorieux souvenirs ont fait une décoration pour les fils de la Cambrie; les montagnards et les habitants des vallées accoururent à grandes journées, du Nord, du Midi, de toutes les directions, de toutes les parties du pays; des arcs de triomphe de verdure et de fleurs, chargés d'inscriptions patriotiques, s'élevèrent dans les rues; les maisons se pavoisèrent des couleurs blanches et vertes de la nation; rien ne fut négligé pour recevoir avec éclat le cortège de la fête qu'on entendait venir de loin. »

Alors commencèrent des cérémonies d'un symbolisme étrange, toutes nouvelles pour les Bretons, mais pratiquées dans les Galles de temps immémorial. La Villemarqué et ses compagnons assistèrent à une réunion du *Gorsedd*.

Le *Gorsedd* est l'assemblée historique du collège des bardes, c'est-à-dire des poètes nationaux organisés en corps d'après des rites particuliers et à la suite de concours, sorte d'examens publics de musique et de poésie. L'archidruide est le chef élu de cette assemblée. Les druides, les bardes et les ovates composent, en trois degrés hiérarchisés, la cour originale de ce dépositaire suprême de la tradition celtique dans les Galles. Une initiation est nécessaire pour être admis dans chacun des degrés de l'Ordre bardique.

Dans les cérémonies, les membres du Gorsedd revêtent les insignes de leur grade. Les robes vertes des ovates, les robes bleues des bardes et les robes blanches des druides forment ainsi un cortège fort pittoresque. L'archidruide se distingue par une couronne de chêne et un large collier d'or. Le plus ordinairement, le Gorsedd s'assemble en plein air, au milieu d'un champ où est tracé le cercle bardique formé de branches de chêne plantées en terre pour symboliser une forêt. Douze menhirs cravatés d'écharpes aux couleurs celtiques entourent le « trône du Gorsedd », énorme rocher en forme de dolmen sur lequel l'archidruide et les principaux officiants prennent place. Et tour à tour les bardes, ap-

(1) Voir nos *Contemporains : Rio*, n° 240; *Lamartine*, n° 157.

pelés sur le rocher près de l'archidruide, viennent déclamer, devant le peuple, assemblé par delà le cercle du Gorsedd, les principales pièces de leurs œuvres.

Mais ce spectacle original ne constitue qu'une moitié, peut-être la moins importante, du programme habituel des fêtes nationales galloises. Des solennités musicales, véritablement hors de pair, en sont l'indispensable complément. Aucun peuple ne cultive le goût de la musique chorale au même degré que les Gallois. Pas un village de Galles qui n'ait sa troupe de choristes, hommes et femmes.

Au jour solennel de l'Eisteddvod, ces chœurs rustiques reçoivent le prix de leurs efforts. D'importantes récompenses sont attribuées aux Sociétés chorales primées.

Le Gallois, plus encore que le Breton, est un être sentimental et tendre dont l'âme dolente ne se manifeste pleinement que dans le chant. C'est un signe distinctif des Celtes de préférer à toute autre expression de la pensée celle de la parole humaine chantée. Chez les Gallois, cette tendance naturelle développée par la pratique quotidienne, intelligemment encouragée tous les ans par les manifestations de l'Eisteddvod, est entrée dans les mœurs du peuple comme un besoin et une habitude.

On comprend quelle impression profonde des fêtes de ce genre, consacrées tout entières à la gloire du celtisme, devaient graver dans l'esprit des délégués bretons. Les deux rameaux celtiques de Bretagne et de Galles, depuis si longtemps séparés, venaient enfin se rejoindre. Les traditions séculaires ainsi renouées pourraient revivre. Tous les souvenirs de la vieille parenté, de la communauté d'origine et de race allaient renaître. Et pour que cet événement solennel fût pour ainsi dire immortalisé dans son berceau, Lamartine allait le chanter.

Le grand poète assistait aux fêtes d'Abergaveny, et un soir, dans le pavillon de l'Eisteddvod, il fit lire au milieu d'une frénésie d'enthousiasme des strophes émouvantes où le souvenir des traditions communes aux Gallois et aux Bretons était magnifiquement évoqué :

Quand ils se rencontraient sur la vague ou la grève,
En souvenir vivant d'un antique départ,
Nos pères se montraient les deux moitiés d'un glaive
Dont chacun d'eux gardait la symbolique part.
« Frère, se disaient-ils, reconnais-tu la lame ?
Est-ce bien là l'éclair, l'eau, la trempe, le fil ?
Et l'acier qu'a fondu le même jet de flamme,
Fibre à fibre se rejoint-il ? »

Et nous, nous vous disons : « O fils des mêmes plages,
Nous sommes un tronçon de ce glaive vainqueur !
Regardez-nous aux yeux, aux cheveux, au visage :
Nous reconnaissez-vous à la trempe du cœur ?.....
N'est-ce pas cet œil bleu comme la mer profonde
Qui brise entre nos caps sur des écueils pareils,
Et sous un ciel brumeux réfléchit dans son onde
Plus de foudres que de soleil ?

. . . .

» Reconnaissons-nous donc, ô fils des mêmes pères !
Le sang de nos aïeux là-haut nous avouera.
Que l'hydromel natal écume dans nos verres,
Et poussons dans le ciel trois sublimes hourra !
Hourra pour l'Angleterre et ses falaises blanches !
Hourra pour la Bretagne aux côtes de granit !
Hourra pour le Seigneur qui rassemble les branches
Au tronc d'où tomba le vieux nid !

. . . .

Quelle que fut l'admirable beauté de ces vers et bien qu'ils eussent été traduits en gallois, l'explosion d'enthousiasme qui les accueillit fut moins décisive que lorsque le jeune de La Villemarqué se leva, au milieu de cette assemblée de Celtes, et prononça, en vers bretons, quelques paroles de reconnaissance et de fraternité pour les Gallois. La Villemarqué avait eu l'heureuse idée de composer sa poésie en se servant, autant que possible, des termes encore usités dans le pays de Galles.

« Nous ne soupçonnions pas dans le peuple qui nous entourait, rapporte un témoin oculaire dans le *Journal des Débats,* assez de foi dans la religion du passé pour prévoir l'effet magique produit par cette démonstration vivante d'une origine commune. Étonné de comprendre la voix fortement accentuée de l'auteur, il se dressait sur les bancs, les chapeaux s'élevaient dans l'air, et les trépignements qui ébranlaient la salle n'étaient plus un simple témoignage de satisfaction, ils trahissaient une émotion intense. » A la suite de cette soirée, La Villemarqué fut nommé par acclamation barde de Galles.

De retour en Bretagne, La Villemarqué

s'appliqua à resserrer les liens de cette union panceltique dont il avait été l'un des plus fervents initiateurs. Il révéla véritablement le pays de Galles à la Bretagne. Avant lui, écrit un savant Breton, « nous savions vaguement que dans des temps bien reculés il y avait eu des bardes chez les Gallois, mais nous ne connaissions ni le caractère de leurs chants, ni la condition sociale de ces rapsodes; ce que nous ignorions surtout, c'est que le bardisme était encore vivant dans le pays de Galles, qu'il y avait ses sociétés, ses chants, ses concours où l'on conférait aux plus méritants la dignité de barde et où se distribuaient des prix de musique et de poésie. Nous ne savions pas davantage qu'à la différence de notre Bretagne, les Gallois ont une littérature nationale moderne, à laquelle ne manquent ni des travaux historiques, ni des compositions purement littéraires, ni même des journaux et des revues (1). »

La difficulté d'établir des relations personnelles et régulières ne devait pas permettre aux Gallois et aux Bretons de se trouver souvent réunis, c'est seulement de nos jours que le rêve poursuivi par La Villemarqué a été réalisé. Depuis deux ans, à la suite du mémorable Eisteddvod de Cardiff, auquel plus de vingt Bretons prirent part, les rapports entre les divers peuples celtiques sont définitivement établis et régulièrement pratiqués. Il a fallu plus d'un demi-siècle pour réaliser ces résultats et pour que la semence jetée par La Villemarqué portât ses fruits.

En 1855, La Villemarqué, chargé d'une nouvelle mission scientifique, accomplit encore un voyage au pays de Galles, mais il paraît cette fois s'être borné à des recherches savantes dans les principales bibliothèques d'Angleterre.

En 1867, à l'occasion du Congrès celtique international tenu à Saint-Brieuc au moment de la première Exposition universelle, les relations entre les Bretons et les Gallois furent un instant reprises. La Société d'émulation des Côtes-du-Nord avait organisé cette assemblée qui dura plusieurs jours et eut un succès marqué. Une délégation galloise y assista, et parmi les délégués était le vieux barde aveugle, Gruffyldd, telynor de lady Llanover, dont le souvenir est encore vivant dans la mémoire des Bretons.

La Villemarqué fut l'âme de ce Congrès, qui, en réalité, eut le caractère d'une sorte d'Eisteddvod, tel qu'il ne s'en était jamais organisé sur le sol breton. Les places d'honneur furent partout attribuées aux Gallois; sir Lukis, un Gallois, présida plusieurs des séances. Enfin, ce fut dans cette assemblée que La Villemarqué proposa et fit voter à l'unanimité la constitution d'une « Association celto-bretonne » à laquelle les membres de toutes les Sociétés des pays celtiques seraient invités à adhérer.

La présence du barde Gruffyldd, appuyé sur sa jeune fille et comme elle en costume national gallois, donnait aux séances publiques du soir un attrait particulier. L'harmonieux vieillard était un harpiste admirable. Entre ses mains, le vieil instrument celtique exprimait les plus originales et les plus suaves mélodies. La foule s'enthousiasmait pour le vieux chanteur aveugle, symbole de tant de pensées lointaines qu'on eût crues éteintes et qui revivaient en lui.

A la séance de clôture du Congrès, La Villemarqué prit une initiative qui mouilla de larmes bien des yeux. Il se leva, et s'adressant à Gruffyldd, lui dit : « Il y a trente ans, j'entendais comme aujourd'hui des harpes mélodieuses dans le château habité par vous, dans la demeure de lady Llanover. En souvenir d'elle, je veux renouveler ici un ancien usage : quand les bardes venaient chez nous, ils ne s'en allaient jamais sans emporter un anneau qui reliait pour ainsi dire leurs cœurs aux nôtres. Eh bien ! moi, je veux, au XIXe siècle, relier comme autrefois par cette bague le cœur du vieil harpiste aveugle à la Bretagne entière. »

Et, au milieu des applaudissements, M. de

(1) De Kerdrel, *Bulletin archéologique de l'Association bretonne*, 3e série, t. XV.

La Villemarqué passa au doigt de Gruffyldd un anneau enrichi de diamants et il embrassa avec effusion le vieux telynor gallois.

La Villemarqué aimait ces incidents où l'imagination et le cœur s'abandonnent, provoquant les émotions avec une force que le froid raisonnement ne connaît pas.

IV. AUTRES OUVRAGES DE LA VILLEMARQUÉ — L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES — DERNIÈRES ANNÉES

Ce qui rend le nom de La Villemarqué impérissable, c'est d'une part d'avoir publié, avec le *Barzaz-Breiz*, la première et la plus belle œuvre de la littérature bretonne, et, de l'autre, d'avoir été le véritable initiateur de ce mouvement de fraternité panceltique qui se manifeste depuis quelques années par de si curieux symtômes. Il était donc nécessaire d'insister particulièrement sur ces deux points. Mais on ne peut cependant passer sous silence les nombreux et importants travaux scientifiques qui, en dehors des *chants* populaires de Bretagne, illustrèrent la carrière de La Villemarqué

Lors de son premier voyage dans le pays de Galles, La Villemarqué avait recueilli les matériaux de son livre : *Contes populaires des anciens Bretons*. L'ouvrage parut en 1842. C'est une traduction des vieux poèmes gallois connus sous le nom de « Mabinogion », c'est-à-dire contes d'enfants. Traduit du gallois en anglais par miss Charlotte Guest, ils furent transposés en français. par l'auteur du *Barzaz-Breiz* qui les présenta au public comme « des fruits poétiques mûris autrefois sous un double rayon de soleil d'Armorique et de Cambrie, cueillis aujourd'hui pour l'Europe par une Galloise et un Breton ».

La Villemarqué publia ensuite les *Poèmes des bardes bretons du VIe siècle*, et cet ouvrage, précédé d'une curieuse étude sur les bardes chez les anciens Bretons, valut à son auteur le titre de membre correspondant de l'Académie de Berlin. Il fut suivi de *Myrdhynn* ou l'*Enchanteur Merlin*, qui en est une sorte de complément et présente l'histoire du célèbre devin celtique avec la traduction des principales œuvres qu'on lui attribue.

La légende celtique parut en 1859. C'est l'histoire légendaire des trois grands saints celtiques. Saint Patrice, patron de l'Irlande, saint Kadok, instituteur des Bretons cambriens; saint Hervé, patron des bardes de Bretagne.

« Ce livre, écrivait Douhaire dans le *Correspondant*, nous reporte aux beaux jours où la légende du moyen âge refleurissait sous la plume de Montalembert et de Frédéric Ozanam. *La légende celtique* respire, en effet, la poésie pieuse qui embaume la *Vie de sainte Élisabeth de Hongrie* et les *Poètes franciscains*, mais avec une nuance de parfums distincte et bien prononcée. La brise des grèves bretonnes se sent ici comme là-bas l'air de la Souabe ou le souffle des Apennins. »

Avec le *Grand mystère de Jésus*, publié en 1865, La Villemarqué aborda l'histoire du théâtre chez les nations celtiques. Ce drame fut le premier ouvrage dramatique breton traduit en français.

Enfin, il convient de signaler parmi les principaux travaux de La Villemarqué la magistrale étude, publiée en tête de la réédition du *Dictionnaire breton* de Le Gonidec, sous le titre : *Essai sur l'histoire de la langue bretonne*.

En 1880, La Villemarqué publia la légende de saint Gurthiern, fondateur de Quimperlé.

En outre de ces ouvrages de longue haleine, l'auteur du *Barzaz-Briez* a publié un nombre considérable d'articles épars dans les grands périodiques (1).

Depuis 1858, l'auteur du *Barzaz-Breiz* faisait partie de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Il avait été élu, en qualité de membre libre, à la place laissée vacante par Pétigny. Ses relations avec

(1) Signalons dans le *Correspondant* (15 avril 1859), un article en faveur de l'œuvre, alors récente, des Pèlerinages français à Jérusalem, devenue depuis vraiment nationale par l'initiative des religieux Augustins de l'Assomption.

ses savants collègues furent, d'ailleurs, fort intermittentes. Au séjour de Paris il préférait le séjour de la Bretagne et ne siégeait à l'Académie qu'en de rares occasions. Bien qu'il ait appartenu pendant plus de trente-sept ans à cette illustre Compagnie, ses longues absences, sans relâcher le lien qui l'attachait à ses collègues, l'avaient empêché de nouer avec les générations entrées après lui ces rapports de familiarité cordiale que les relations personnelles seules entretiennent. La plupart de ses collègues plus jeunes ne connaissaient de lui que son nom.

Le 13 décembre 1895, à la séance de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, le président, en annonçant la mort de La Villemarqué, prononça un court éloge où nous relevons d'assez justes appréciations.

« Son œuvre datait de haut, dit-il, et quand nous cherchons à en apprécier le mérite, peut-être lui appliquons-nous trop strictement les méthodes dont nous usons pour éprouver les travaux qui paraissent de nos jours. Il l'entreprit dans un temps où l'étude des chants populaires ne se donnait pas encore pour la science exacte qu'elle essaye de devenir, non sans un réel succès : c'était affaire moitié d'érudit, moitié d'amateur et de lettré, et la plupart de ceux qui s'en occupaient n'y apportaient point ce scrupule de fidélité littérale qu'ils auraient ressenti, s'ils avaient voulu donner l'édition du plus détestable écrivain ancien ou moderne.

» M. de La Villemarqué n'agit point d'autre sorte; mais comme il joignait à l'intelligence instinctive de la poésie populaire un tact littéraire des plus fins et une vigueur réelle de style, la douceur mélancolique de plusieurs pièces, la gravité religieuse de certaines autres ou leur fond tragique se trouvèrent merveilleusement rehaussés de la forme qu'il leur prêta, beaucoup de lecteurs les goûtèrent en France ou à l'étranger et en subirent l'attrait, qui n'en auraient pas été touchés s'il leur avait laissé fidèlement leur aspect fruste et leur rudesse authentique. »

Les dernières années de La Villemarqué se passèrent dans un absolu recueillement.

Depuis longtemps, l'auteur du *Barzaz Breiz* était très préoccupé par la santé de Mme de la Villemarqué qui s'affaiblissait peu à peu sous l'étreinte d'un mal implacable; ces inquiétudes et l'amertume des polémiques soulevées à son sujet le firent se retirer presque complètement de la vie littéraire active.

Mme de la Villemarqué, née Tarbé des Sablons, était une femme aussi distinguée par l'intelligence que par le cœur. M. de la Villemarqué trouvait auprès d'elle dans toutes ses œuvres un aide et un critique des plus judicieux et des plus sûrs. Aussi ce fut un coup terrible pour lui lorsque, en mars 1870, elle mourut, à Pau, où elle avait été chercher, sous un ciel plus doux, une prolongation de vie.

Dès lors il vécut dans son vieux manoir de Keransker, aux environs de Quimperlé; il consacrait la plus grande partie de son temps à s'occuper de bonnes œuvres et à s'entretenir amicalement avec les paysans, ses fermiers, qui l'aimaient et le vénéraient comme un père.

Keransker vit, de son temps, des hôtes illustres; Ozanam, l'abbé Pereyve y vinrent plusieurs fois, en amis, en familiers. Dès 1854, La Villemarqué, alors dans toute l'ardeur de ses études celtiques, avait, sous l'inspiration d'Ozanam, fondé à Quimperlé une Société de Saint-Vincent de Paul. Dès le début, il ne cessa pas de s'en occuper, et une fois définitivement retiré, il y consacra plus que jamais ses soins et sa peine.

M. de Villemarqué était président de la Société archéologique du Finistère et continuait à prendre une part active aux travaux de l'Association bretonne, mais il ne se mêlait plus depuis longtemps aux discussions et aux controverses que le développement des études celtiques engendrait parmi ceux qui étaient venus après lui. Il suivait de loin et de haut ce mouvement qui était parti de lui. Il avait vu germer et maintenant il voyait croître et mûrir la copieuse moisson qu'il avait semée. C'était

lui, La Villemarqué, qui avait le premier révélé au monde les admirables trésors de poésie que là Bretagne tenait cachés. Et peu à peu toutes les littératures, la française et les étrangères, étaient venues là s'alimenter. Par un prodige, digne des enchantements de Merlin, la vogue de la Bretagne était le résultat de la publication du *Barzaz-Breiz!*

Le 8 décembre 1895, il s'éteignit doucement, sans une plainte, dans sa noble demeure familiale de Keransker, au milieu des êtres et des choses qu'il aimait. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Aux obsèques qui eurent lieu le 11 décembre, l'abbé Péron, curé archiprêtre de Quimperlé, un de ses plus vieux amis, prononça un discours plein d'émotion, et, laissant de côté toutes les autres qualités de l'illustre défunt, il voulut ne retracer que sa vie chrétienne. Rien ne peut mieux servir à éclairer d'une pure lumière la noble figure de La Villemarqué que ces paroles pieuses et émues :

« C'est un grand chrétien que nous perdons aujourd'hui, dit M. l'abbé Péron, un de ceux qui deviennent plus rares de jour en jour. C'est l'homme à l'inépuisable charité, dont le cœur s'est ouvert ici à toutes les misères et qui, en toute vérité, mérite parmi nous le nom de père des pauvres.....

» Ah! vraiment, ce chrétien, on peut compter sur l'efficacité de ses prières! Ce fut l'homme de foi par excellence. La foi, elle débordait en lui, et je l'ai vu un jour pleurer à chaudes larmes en apprenant la fin complètement édifiante de quelqu'un pour lequel il avait prié.

» Je ne sais, du reste, quels horizons Dieu lui avait ouverts depuis quelque vingt ans, mais, tout en conservant l'amoureuse passion des études qui avaient occupé toute sa vie, il rapportait tout à l'ordre surnaturel. Dans ses paroles, dans ses écrits, non seulement la note chrétienne vibrait toujours, mais vraiment on sentait Dieu. Il était devenu le passionné de la Sainte Eucharistie, l'interprétateur délicat, parfait, excellent, parfois sublime des paroles de la Sainte Écriture, et ce petit livre, aux pages jaunies, dans lequel il disait son office, restera dans sa famille comme une précieuse relique. J'aurais trop à dire, car je sais bien des choses édifiantes..... On me pardonnera cependant ces quelques paroles, en la présente circontance. Pour les dire, j'ai surmonté mon émotion, car, qu'on le croie! je l'aimais bien..... »

Cet éloge est le plus digne et le plus beau que l'on puisse faire de l'homme privé et de l'excellent chrétien que fut le vicomte Théodore Hersart de La Villemarqué. Quant au savant et à l'écrivain, il eût pu dire de lui-même, à la manière d'Alfred de Vigny :

J'ai mis sur le cimier doré du gentilhomme
Une plume de fer qui n'est pas sans beauté!

Paris. AUGUSTE CAVALIER.

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin archéologique de l'Association bretonne (3 séries; la dernière, 19 volumes, est en cours de parution.) M. de la Villemarqué fut longtemps président de cette Société. — L'*Écho de la Jeune France*, journal de la réforme intellectuelle et morale de la France et des progrès par le christianisme (1833 à 1836). — *Journal des Débats* (1838). — *Congrès celtique international* de Saint-Brieuc, séances, mémoires (1868). — Académie des inscriptions et belles-lettres, *Mémoires des savants étrangers* (t. V, 1re série, 2e partie); *Comptes-rendus des séances* (1858-1895). — E. RENAN : *Essais de morale et de critique* (La poésie des races celtiques). — D'ARBOIS DE JUBAINVILLE : *Œuvres* et spécialement : *Encore un mot sur le « Barzaz-Breiz »* (1873). — Dr HALLÉGUEN : *Essai sur l'histoire littéraire de l'Armorique-Bretagne*. — LUZEL : *Chants populaires de la Basse-Bretagne; De l'authenticité des chants du « Barzaz-Breiz »*. — KERVILER : *Essai d'une bibliographie des publications périodiques de la Bretagne*; *le Bibliophile breton* (catalogue trimestriel). — LEVOT : *Biographie bretonne* (les articles dus à La Villemarqué sont signés Th. V.). — L. HAVET : *Les poésies populaires de la Basse-Bretagne*. — DE COURCY : *Nobiliaire de Bretagne*. — On consultera utilement sur La Villemarqué les collections de la *Revue celtique* (fondée en 1870); de la *Revue archéologique*; de la *Revue de Bretagne et de Vendée* et des *Annales de Bretagne*.

N. B. — Sur le mouvement panceltique contemporain, le document fondamental est une étude de M. Charles Le Goffic : *Revue des Deux Mondes* (15 mai 1900).

LES CONTEMPORAINS



LETIZIA BONAPARTE, MÈRE DE NAPOLÉON Ier (-1836)

Maria-Letizia Ramolino, épouse de Charles Bonaparte et mère de Napoléon Ier a connu toutes les extrémités des choses humaines, la pauvreté, l'exil, et puis une splendeur inouïe, et puis encore l'exil avec les deuils cruels. Nous raconterons cette existence agitée, particulièrement d'après le livre du baron Larrey : *Madame Mère*.

I. LETIZIA RAMOLINO — Mme BONAPARTE LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE.

La date de la naissance de Letizia est assez obscure. Selon les mémoires de Lucien Bonaparte, elle serait née à Ajaccio, le 24 août 1749 ; mais les *Souvenirs* dictés par elle-même indiqueraient l'année 1753.

Élevée dans une période difficile, au moment où la Corse se révoltait contre Gènes, Letizia Ramolino avait reçu une instruction restreinte, mais elle avait puisé dans les leçons maternelles les solides vertus qui devaient faire d'elle, dans la noble acception du mot, une femme de bien.

Son père, cependant, venait de succomber dans la lutte pour l'indépendance, Mme Ramolino se remaria à un officier suisse au service de la France, protestant converti à la religion catholique, le capitaine Fesch.

De ce mariage, naquit, le 3 janvier 1763, Joseph Fesch, qui devait devenir plus tard un des grands dignitaires de l'Église, cardinal et archevêque de Lyon.

Cependant Letizia était devenue une belle jeune fille. Charles Bonaparte, jeune homme de dix-huit ans, distingué, doué de solides qualités personnelles, la demanda en mariage, et les deux jeunes gens ne tardèrent pas à s'épouser. On ignore l'année du mariage comme celle de la naissance.

Mme Bonaparte avait eu déjà plusieurs enfants de son mariage, mais tous étaient morts dans les premiers jours de leur naissance, lorsque, le 7 janvier 1768, à Corte, elle mit au monde le premier de ses fils qui devait survivre, Joseph, le futur roi de Naples et d'Espagne.

La Corse, pendant ce temps, se trouvait dans un état de fermentation extraordinaire.

Vers le milieu de l'année 1768, la république de Gènes, désespérant de venir à bout du patriotisme des insulaires, avait cédé la Corse à la France. Les Corses se résolurent à sauver leur indépendance par un effort général. A l'appel de Pascal Paoli, l'île tout entière se souleva. Tout ce qui fut en état de porter les armes prit un fusil, un sabre, un instrument de travail, et se porta au-devant de l'envahisseur.

Suivi de tous ses parents et amis, de tous ses serviteurs, Charles Bonaparte prit place dans l'armée nationale aux côtés du chef.

Sa femme voulut l'accompagner et partager avec lui les dangers, les fatigues et les privations de cette guerre aventureuse. Portant son premier-né dans ses bras et son second fils dans son sein, Mme Bonaparte suivit l'armée corse.

Dans cette guerre de chaque jour, dans un pays inculte et sauvage, où chaque roche, où chaque pierre pouvait cacher un ennemi, Mme Bonaparte n'eut pas un instant de faiblesse ou de lassitude : « Elle supportait sans se plaindre, dit le baron Larrey, la fatigue des courses pénibles, tantôt à pied, tantôt à cheval ou à dos de mulet; poursuivant ou poursuivie sur les flancs escarpés des montagnes, franchissant des rochers, traversant des forêts et des rivières, bivouaquant sur le sol et, par sa présence, ranimant ceux de ses compagnons prêts à faiblir.

Napoléon disait d'elle plus tard, à Sainte-Hélène : « Les privations, les fatigues, elle supportait tout, bravait tout. C'était une tête d'homme sur un corps de femme. »

Mais tant d'héroïsme devait se briser contre les efforts répétés des Français. Battus à Borgo, les Corses le furent encore à Ponte-Nuovo. Paoli préféra se retirer en Angleterre plutôt que de vivre sous la domination française.

Charles Bonaparte, que tant de liens d'amitié unissaient à Paoli, allait peut-être suivre son chef, mais l'intervention énergique de sa femme l'en dissuada. Que serait-il advenu si, désertant la Corse, sa patrie, et la France, sa patrie future, Letizia eut donné naissance à Napoléon sur le sol britannique?

II. NAISSANCE DE NAPOLÉON — Mme BONAPARTE, SEULE, DIRIGE SA MAISON ET SE CHARGE ELLE-MÊME DE L'ÉDUCATION DE SES ENFANTS

« Le soleil du 15 août 1769, raconte le baron Larrey, resplendissait, éclairant de tous ses rayons cette fête patronale de la France et de la Corse déclarée française depuis une année à pareille époque. La ville d'Ajaccio s'était éveillée ce jour-là, dès la première heure, au son des cloches d'allégresse; les églises se paraient de fleurs, les maisons se

garnissaient de tentures et de feuillage; les habitants de la cité, comme ceux des campagnes, en toilette des dimanches, affluaient de toutes parts aux offices de la Sainte Vierge. La foule empressée, sortant de chaque issue, remplissait les places, les carrefours et les rues avec l'air de se fêter elle-même, dans un pêle-mêle de contentement général. La cathédrale d'Ajaccio avait ouvert ses portes toutes grandes, et sous ses voûtes, retentissaient les cloches de la fête sainte. Une femme, très jeune et très belle, reconnaissable à la mise de bon goût d'une bourgeoise de la ville, se rendait à l'église. C'était la signora Maria-Letizia Bonaparte. »

Mais à peine avait-elle pris place pour se mettre en prières que les premières douleurs de l'enfantement se firent sentir. Elle rentra en toute hâte dans sa demeure, et, ce jour même, elle mettait au monde celui qui devait être Napoléon (1).

Dans ses *Souvenirs* dictés durant les derniers jours de sa longue vie, la mère de Napoléon résume ainsi les années de son mariage :

Je me mariai à l'âge de treize ans avec Charles Bonaparte, qui était un bel homme, grand comme Murat. A trente-deux ans, je restai veuve. En dix-neuf ans de mariage, je fus mère de treize enfants, dont trois moururent en bas âge et deux en naissant (2). Devenue mère de famille, je me consacrai entièrement à la bonne direction de celle-ci, et ne sortais de chez moi que pour aller à la messe.

D'ailleurs, ma présence était nécessaire pour mettre un frein à mes enfants, tant qu'ils furent petits. Ma belle-mère et mon mari étaient si indulgents à leur égard qu'au moindre cri, à la moindre réprimande, ils accouraient à leur aide, en leur faisant mille caresses. Pour moi, j'étais sévère ou indulgente en temps voulu. Aussi étais-je obéie et aimée de mes enfants, qui, même après avoir grandi, m'ont toujours témoigné, dans tous les temps, le même amour et le même respect.

(1) Voir *Contemporains*, Napoléon, nos 176-181 et particulièrement la Mission providentielle de Napoléon, n° 178, p. 2.

(2) Les huit enfants survivants de Mme Bonaparte étaient Joseph (1768), Napoléon (1769), Lucien (1775), Elisa (1777), Louis (1778), Pauline (1780), Caroline (1782) et Jérôme (1784).

Dès sa jeunesse, Letizia avait su ce que valait un liard. Quand une femme, qui n'est pas riche, a huit enfants et qu'elle a épousé un homme de belle taille, de belles manières, qui aime à représenter, on ne peut lui en vouloir de rogner les morceaux et de ne pas dénouer facilement les cordons de sa bourse. Elle prend, par nécessité, écrit M. Geoffroy de Grandmaison, ces habitudes d'économie excessive qu'on lui reprochera tant plus tard (1).

Après la mort de Charles Bonaparte (24 février 1785), son grand-oncle, l'archidiacre Lucien, s'était chargé de gérer la modique fortune de la famille; il était encore plus avare que Letizia. « Il tenait son or caché sous ses matelas, dans un sac de peau, a dit Napoléon. La malicieuse Paulette s'avisa un beau matin et devant nous de tirer à elle le sac qui s'ouvrit, et versa, à flots brillants, son contenu. L'archidiacre protestait que c'était de l'argent en dépôt, qu'il n'y avait pas une obole à lui. Nous de rire. La signora Letizia de nous gronder et de ramasser l'or, sans oublier la plus petite pièce. »

Si Napoléon ne devait pas à sa mère son imagination, c'est bien d'elle qu'il avait hérité cet esprit d'ordre, de discipline et de gouvernement, qui lui a permis de remettre sur pied un pays désorganisé par les désordres civils et l'anarchie, et de lui donner des institutions qui subsistent encore.

Ce que Letizia aimait surtout à se remémorer, dans ses dernières années, « c'étaient les commencements de Napoléon et le temps où elle ne mettait pas toujours le pot-au-feu ». Elle se souvenait d'un fermier qui avait dit à la signora Letizia « que si Dieu prêtait longue vie au petit monsieur, il ne manquerait pas de devenir le premier homme du monde ». Dieu ne prêta pas longue vie au petit monsieur, mais il n'eut pas besoin d'avoir trente ans pour être le premier homme du monde.

(1) *Madame Mère*. Article de M. Geoffroy de Grandmaison, dans la *Revue de la jeunesse catholique* (juin 1893).

III. LA RÉVOLUTION — LES JOURS DIFFICILES

Tant bien que mal, les années se passèrent, et l'on arriva ainsi jusqu'en 1791. Napoléon était lieutenant d'artillerie. Une belle dame l'engageait à émigrer. Sa mère, plus clairvoyante, lui écrivit pour le conjurer de rester en France. Napoléon suivit le conseil de sa mère.

Cependant, en Corse comme partout, les volontaires s'organisaient; Napoléon se présenta comme candidat et fut nommé au commandement d'un bataillon.

C'était un poste difficile à une époque où la politique avait envahi l'armée et où les soldats-citoyens ne craignaient pas d'affirmer en toute occasion leur civisme, au grand détriment de la discipline. Plus d'une fois le jeune officier fut en péril. Mme Bonaparte s'efforçait de le soutenir partout de ses conseils et de sa sollicitude. Elle y réussit souvent, et maintes fois son fils, découragé ou dénoncé par des rivaux jaloux, fut sauvé par son intervention.

Mais les temps les plus durs n'étaient pas encore venus. L'année 1793 s'ouvrait terrible. Paoli, résolu à livrer la Corse aux Anglais, était revenu après plus de vingt années d'exil. La famille Bonaparte n'hésita pas à se lever tout entière contre lui.

Paoli, cependant, avait gardé une profonde estime à celle qu'il avait vue, durant la guerre de l'Indépendance, chevaucher à ses côtés, plus héroïque encore que le plus brave de ses soldats. Il lui fit proposer de se rallier à sa cause et d'abandonner le parti de la Révolution qui devenait le parti de la Terreur. Mme Bonaparte refusa : « Allez dire à Paoli, déclara-t-elle, que je pensais lui être mieux connue! Je me suis faite Française et je resterai Française. »

Dès lors, la rupture était absolue. Implacable, Paoli ordonna la confiscation des biens des Bonaparte. Bientôt même, il n'y eut plus pour eux aucune sécurité.

Déjà Napoléon avait gagné Calvi; Joseph le trouvait à Bastia et Lucien s'était retiré à Marseille. Mme Bonaparte confia ses deux plus jeunes enfants, Jérôme et Caroline, à leur aïeule, puis, gardant auprès d'elle Élisa, Pauline, Louis et son frère Fesch, elle gagna Calvi. De là un vaisseau marchand la transporta à Toulon (13 juin 1793). Mme Bonaparte n'y séjourna pas longtemps. Le parti royaliste, puissant à Toulon, venait de livrer la ville aux Anglais.

La famille Bonaparte se retira à Marseille, où une réquisition des représentants lui avait ouvert l'hôtel d'un émigré, M. de Cipières. Elle recevait également les rations de pain et les secours attribués aux refugiés patriotes. Déjà, au lendemain de la mort de Charles Bonaparte, sa veuve, obligée de lutter, seule avec huit enfants, contre l'adversité, avait vécu des jours tristes, mais maintenant, exilée, privée des quelques biens qui lui restaient et que les Paolistes avaient confisqués ou détruits, Mme Letizia allait connaître la gêne et la misère, en dépit des efforts et des privations que s'imposaient ses fils.

Dans cette épreuve, elle ne sentit pas un instant son courage défaillir, et jamais sa maison ne fut mieux administrée. « Toujours levée avant ses filles, dit le baron Larrey (1), elle préparait pour chacune d'elles les occupations de la journée. Elle confiait à l'une le soin des achats et des provisions; à l'autre l'entretien du ménage et la surveillance du service intérieur; à la troisième la tenue des comptes et la distribution aux pauvres de quelques débris de la nourriture la plus frugale. Les trois sœurs enfin, dans leurs loisirs et à la veillée du soir, s'occupaient de différents travaux d'aiguille auprès de leur mère, habituée à filer au fuseau ou à tricoter. La lecture d'un journal ou d'une lettre était confiée à l'aîné des deux plus jeunes fils. Ou bien la mère racontait à ses enfants des histoires de la Corse, les légendes du pays, les contes des *voceri* (2), et des épisodes de la guerre de l'Indépendance, des actes de courage, des exemples de dévouement à la patrie en y joignant le

(1) *Madame Mère*, t. Ier, p. 216.

(2) On appelle *voceri* les lamentations des femmes corses auprès du corps de leurs voisines ou de leurs amies décédées. Elles atteignent souvent un véritable lyrisme.

souvenir fidèle de son cher époux. Et puis, l'heure du coucher venue, la vertueuse mère s'agenouillait au milieu des siens, et récitait avec eux la prière du soir, comme dans la maison paternelle d'Ajaccio, lorsque, tous rassemblés, ils étaient plus heureux. »

IV. PREMIERS RAYONS DE BONHEUR

Cependant, les jours meilleurs se levèrent. Napoléon, de simple capitaine d'artillerie, était devenu, depuis la reprise de Toulon, général de division, commandant en chef de l'armée d'Italie, et il venait d'épouser Joséphine de Beauharnais. Joseph avait épousé Mlle Clary, la fille d'un riche négociant de Marseille; Élisa était fiancée au général Bacciochi et Pauline au général Leclerc.

Mme Letizia était heureuse de tous ces succès. Recherchée de tous, elle était reçue par les familles les plus en vue avec lesquelles elle s'était liée d'amitié; la gloire que son fils Napoléon était en train de conquérir rejaillissait sur elle, et, à la nouvelle des victoires d'Italie, la ville de Marseille, qui avait organisé des fêtes publiques, décerna à la mère les palmes de la victoire qu'on ne pouvait remettre au fils. « Les spectateurs, dit un journal de l'époque, ne purent se défendre d'une vive émotion en voyant le laurier qui devait couronner la valeur remis entre les mains de la vertu, des grâces et de la beauté (1). »

Cependant, Paoli (2) avait échoué dans sa tentative de soulever la Corse contre la Révolution française. Vaincu et découragé, le vieux chef s'était embarqué à Saint-Florent le 13 octobre 1796 et il s'était retiré à Londres. Mme Bonaparte voulut profiter de l'accalmie qui suivit son départ pour revoir son pays et réparer les ruines que la guerre avait fait subir à ses propriétés.

Accompagnée de sa fille, Élisa, dont elle avait à faire agréer le mariage avec Bacciochi, par Napoléon qui était devenu le véritable chef de la famille, elle se rendit d'abord en Italie, à Mombello, au quartier général de son fils. Le consentement obtenu, elle se rendit à Ajaccio. Nous avons des lettres curieuses à Mme Clary où elle lui demande « des garnitures de papiers peints, une rouge et blanche, une jonquille, une rouge, une ponceau, des clochettes pour les chambres, du cordon blanc en fil pour les rideaux des fenêtres, et, pour le salon, huit fauteuils avec la bergère jonquille à la mode et en damas ». En échange, et pour marque « de son bien sincère attachement et de toutes les peines que Mme Clary prenait à son égard », elle lui envoyait un sac de châtaignes (1). « Vous en donnerez une petite portion au citoyen Four, à qui je vous prie de faire bien des compliments de ma part », ajoutait-elle.

Lorsque tout eut été remis en ordre, Mme Letizia se rendit à Paris. Elle y trouva son fils, Lucien, depuis peu député aux Cinq Cents, sa fille Pauline et Joséphine de Beauharnais (la générale Bonaparte), restées seules à Paris pendant que Napoléon poursuivait son expédition d'Égypte.

C'était la première fois que Mme Letizia et sa belle-fille allaient se trouver côte à côte. La mère n'avait pas vu sans inquiétude le mariage de son fils avec la veuve du général Beauharnais. Pour elle, Joséphine, « c'était la *Parisienne*, la femme de mauvaises mœurs et de dispendieuses habitudes, désordonnée et prodigue; c'était la grande dame en face de qui l'on allait éprouver une gêne et une timidité parce que l'on n'avait pas les usages du monde dont elle était, du pays d'où elle venait; c'était une femme dont on ne pouvait croire que Napoléon pût avoir des enfants, et elle n'avait même pas d'argent (2) ».

Le contact des deux femmes accentua encore leur hostilité. Au milieu des fêtes et des divertissements que donnait sa famille, Mme Letizia aurait voulu conserver ses mœurs simples. Le luxe déployé par José-

(1) Cité par le baron Larrey.
(2) Voir nos *Contemporains*, Paoli, n° 254.

(1) Frédéric Masson : *Napoléon et sa famille*, I, p. 229.
(2) *Ibid.*, *Napoléon et sa famille*.

phine la choquait; elle aurait souhaité pour son fils une femme plus économe, moins frivole. Elle gourmandait ses filles : « Taisez-vous, dépensière que vous êtes, disait-elle un jour à sa fille, Mme Leclerc. Il faut bien que je pense à mettre de côté pour vos frères; ils ne sont pas tous établis (1). »

A la vérité, Bonaparte lui-même allait se charger de faire la fortune de ses frères et de ses sœurs. Le coup d'État du 18 brumaire avait réussi, et le fils de la *signora madre*, comme on l'appelait en Corse, prenait le titre de Premier Consul.

V. LA MÈRE DE L'EMPEREUR

Napoléon n'oubliait pas qu'il était redevable de sa fortune à sa mère. Sans elle, sans les encouragements qu'elle lui avait donnés, sans cet appui moral et matériel qu'elle lui avait prodigué, il eût brisé son épée depuis longtemps : « C'est à ma mère, à ses bons principes que je dois ma fortune et tout ce que j'ai de bien », disait-il. Aussi sut-il toujours témoigner pour elle la plus grande déférence.

A peine fut-il installé aux Tuileries, qu'il fit proposer à sa mère de s'y installer avec lui. Mais la grandeur à laquelle son fils était parvenu l'effrayait; habituée à vivre les dures réalités de la vie, sa lumineuse pensée lui disait ce qu'il y avait de fragile dans la nouvelle existence de son fils : « Femme de haute raison et d'une sage prévoyance, dit encore le baron Larrey, elle ne pouvait partager l'illusion de plusieurs des membres de sa famille, sur la prodigieuse destinée de Napoléon. Elle tremblait, comme atteinte de vertige, de se voir entraîner elle-même vers cette soudaine ascension. Dans ses rêves de malheurs passés ou dans ses prévisions de malheurs futurs, elle croyait voir ses enfants tombés des hauteurs où ils étaient parvenus. Son entourage traitait de rêveries ces craintes qui devaient plus tard s'accomplir, telles que de fatales réalités. »

(1) Bon LARREY, *Madame Mère*, I, p. 289.

Aussi s'abstint-elle d'aller habiter les Tuileries; elle préféra vivre à distance du luxe et des plaisirs, heureuse de s'y soustraire, plus heureuse encore de ne sortir de sa retraite que pour paraître à quelques dîners intimes où la mère retrouvait ses filles et ses fils, et dans lesquels eux et elle se laissaient aller tout entiers à l'épanchement de leur amour.

D'ailleurs, l'élévation soudaine de sa famille ne procurait pas que des joies à Mme Bonaparte. La gloire et la fortune, qui éblouissent le vulgaire, ne font pas le bonheur. Mme Bonaparte était la confidente obligée des ambitieuses visées de ses huit enfants; elle se trouvait entraînée dans les luttes, dans les rivalités, dans tous les troubles engendrés par l'esprit d'orgueil.

Déjà, le mariage de Napoléon et de Joséphine n'avait pas été, nous l'avons vu, sans lui causer de cruelles appréhensions pour l'avenir; elle ne se montra pas plus heureuse de l'union de Louis avec Hortense, fille de Joséphine. Elle souffrit encore davantage des dissentiments qui s'élevèrent entre Napoléon et Lucien, à propos de son mariage avec Mme Jouberthou. Ajoutons à cela l'inquiétude continuelle au sujet de Napoléon : les bruits de complots contre le Premier Consul, l'arrestation de Moreau (1), l'exécution du duc d'Enghien (2), c'étaient de cruelles épreuves pour un cœur de mère.

L'exil de Lucien, surtout, éloigné de la cour par Napoléon, à cause de son union qu'il considérait comme une mésalliance, lui fut particulièrement douloureux. Elle ne put s'empêcher d'aller le rejoindre à Rome, quelque temps après, pour tenter d'adoucir ses infortunes. Napoléon lui reprocha souvent cette prédilection qu'elle semblait avoir pour Lucien, qui l'avait tant de fois contrarié dans ses vues politiques : « Celui de mes enfants que j'aime le plus, répondit-elle, ce sera toujours le plus malheureux. »

La mère de Napoléon était opposée à la

(1) Voir nos *Contemporains*, le général Moreau, n° 385; le duc d'Enghien, n° 402.

proclamation de l'empire. Elle ne l'apprit, à Rome, que par les journaux, suivant une lettre du cardinal Fesch, ambassadeur auprès du pape, en date du 9 juillet 1804.

Sire, malgré les occupations de Votre Majesté Impériale, je crois que c'est mon devoir de l'entretenir un instant de sa mère..... Sa santé est minée par des affections morales plus que par les incommodités physiques. J'ai remarqué que son mal-être empirait toutes les fois qu'elle voyait arriver le courrier sans lettres pour elle. *Sa désolation a été grande d'apprendre, par les gazettes, l'avènement de l'empire.* Elle a été très affectée de ne recevoir aucun courrier extraordinaire pendant l'espace de trois mois qu'elle a passés à Rome. Elle s'imagine que Votre Majesté Impériale lui préfère tout autre de sa famille..... Votre mère ambitionne un titre, un état stable. Elle se désole que les uns l'appellent *Majesté, impératrice mère,* et que les autres ne lui donnent que le titre d'*Altesse Impériale,* comme à ses filles. Elle est impatiente d'apprendre qu'on ait fixé..... Elle compte que Votre Majesté Impériale l'appellera à Paris, avant la fin d'août.

La réponse de Napoléon ne fut, sans doute, pas satisfaisante pour sa mère. Car elle refusa d'assister à la cérémonie du sacre par le pape Pie VII (1), le 2 décembre 1804. Elle n'arriva à Paris que le 20 décembre, c'est-à-dire dix-huit jours après le sacre.

Dans cette transformation, Mme Letizia prenait, comme ses enfants, le titre d'Altesse Impériale; elle devenait la souche et l'origine de toute la famille et s'appelait *Madame Mère.*

Un décret impérial du 23 mars 1805 lui constitua une maison avec un million de revenu.

Deux maréchales, MMmes Davout et Soult, étaient attachées à sa personne, ainsi que Mme Junot. Mme de Fontanges était dame d'honneur, M. de Cossé-Brissac, chambellan, M. Bonnin de la Bonninière de Beaumont, premier écuyer.

Napoléon avait voulu installer sa mère à Trianon. Mais elle s'y trouva mal à son aise. Préoccupée avant tout de la commodité matérielle, il lui fallait des pièces larges, hautes, bien exposées. Elle le dit à son fils. Alors l'empereur lui acheta la magnifique résidence de Pont-sur-Seine, dans le département de l'Aube. Mme Letizia vint s'y installer le 25 août 1805, au milieu de l'enthousiasme de la population, escortée de gardes d'honneur, parmi les illuminations et les feux de joie.

Dès les premiers jours de son séjour à Pont, elle sut s'y faire aimer par ses manières simples, par sa bonté et sa charité, et bientôt il n'y eut plus dans la contrée un seul pauvre dont elle ne fût la Providence. Citons, entre autres, ce trait de charité qui montre bien quelle délicatesse elle savait mettre dans ses bonnes œuvres. « Un jour, une dame vint lui rendre visite. La mère de l'empereur était assise près d'une table sur laquelle s'étalaient plusieurs ouvrages en perles : « Savez-vous faire de ces sortes d'ouvrages? dit-elle à la visiteuse. — Non, Madame. — Eh bien! moi non plus; je les achète d'une de ces pauvres veuves d'officiers, comme il y en a tant, quoique mon fils leur ait fièrement donné! Vous savez, Cossé, dit-elle en s'adressant à son chambellan, M. de Cossé-Brissac, c'est ma boiteuse; elle est adroite comme une fée. Eh bien! je rends service à cette pauvre femme, car toutes nos dames m'en prennent, croiriez-vous (1). »

Là, Mme Letizia, préférant la simplicité de son intérieur au cérémonial de l'étiquette, limitait ses réceptions à quelques personnes habituées à la voir. Une fois, comme après une visite, une dame de la cour se levait pour prendre congé : « J'ai été reconduite, racontait-elle avec le même cérémonial; mais en me retirant à reculons, mon pied s'est embarrassé dans ma robe, et, moins leste, je serais tombée. » Mme Letizia a montré en cette occasion que si elle manque un peu de dignité, elle a du moins conservé la bonté de ses mœurs simples. « Ah! mon Dieu! s'est-elle écriée, allez-vous-en donc tout *ouniment* droit devant vous; vous avez failli vous faire *dou* mal à cause de l'étiquette! »

(1) Voir nos *Contemporains,* Pie VII, n° 291-296.

(1) *Mémoires secrets du XIXe siècle,* par le Vte de Beaumont-Vassy.

Quand elle était seule, ses dames de compagnie lui faisaient la lecture ou lui servaient de partenaires dans une partie de *reversie*.

A Paris, elle habitait l'hôtel de Brienne, aujourd'hui ministère de la Guerre. C'est dans ce palais, et sous la présidence de Madame mère, assistée de son frère, le cardinal Fesch, grand aumônier de l'empire et archevêque de Lyon, que se réunit, le 30 septembre 1807, le grand Congrès des *Œuvres hospitalières de France*.

Madame Mère avait reçu le titre officiel de *protectrice générale des établissements de bienfaisance et de charité de l'empire*. Toutes les infortunes qui lui étaient signalées étaient immédiatement étudiées avec soin; presque toujours elles étaient secourues. Sous sa direction, les sommes distribuées augmentèrent rapidement et, bientôt, elles se chiffrèrent par une centaine de mille francs; elle visita les hôpitaux dans lesquels les Sœurs de Charité venaient d'être réintégrées; elle fit donner aux Sœurs de Saint-Vincent de Paul, pour en faire le chef-lieu de leur institution, le couvent des Dames de la Croix (1).

Mais sa fortune avait beau changer, elle ne changeait pas. « Mme Letizia n'est qu'une bourgeoise », aurait dit l'empereur dans un moment d'impatience et d'humeur. Il aurait voulu qu'elle accommodât ses mœurs, ses manières, son langage, ses sentiments à ses nouvelles destinées, qu'elle apprit et aimât à représenter. Elle resta ce qu'elle avait toujours été; elle conserva ses façons naturelles de parler; elle ne modifia jamais son accent. « A propos de maman, disait Napoléon à ses frères, Joseph devrait bien la prier de ne plus m'appeler *Napolione, Napolione,* toujours *Napolione,* cela m'impatiente. » Il avait beau s'impatienter. L'empereur fut toujours pour elle *Napolione*. Elle l'admirait, il ne lui en imposait pas; il était devenu le maître de l'Europe, et elle le revoyait sans cesse tel qu'il était venu au monde, avec une grosse tête, criant, s'agitant beaucoup, et bientôt têtant son pouce.

(1) Mémoires anecdotiques de Beausset.

Elle détestait le faste, l'ostentation, tout ce qui sentait l'apparat. Elle ne paraissait aux réceptions officielles qu'à son corps défendant. Elle refusa toujours de tenir une cour; sa seule joie était de réunir sa famille autour d'elle, et elle se plaignait que, mère de quatre rois, elle n'en avait point pour lui tenir compagnie.

Le vulgaire, la foule croyait que la mère de l'empereur était heureuse de la prospérité inouïe, de l'incomparable fortune des siens. *Mater regum, mère de rois!* disait-on avec emphase.

« Toutes ses grandeurs marquaient mal, dit M. Geoffroy de Grandmaison; elles ne remplissaient pas du tout le vide du cœur, l'absence de l'esprit de famille. L'ambition avait détruit l'intimité. Madame mère passa les dix années de l'Empire à trembler pour Napoléon, à plaider pour ses fils, à souffrir de ses filles, à jalouser Joséphine, à être humiliée par Marie-Louise. » « Tout le monde m'appelait la mère la plus heureuse de l'univers, a-t-elle dit dans ses souvenirs, tandis que ma vie a été une continuité de chagrins et de martyres. »

Désormais, on la consultait peu, c'était la raison d'État qui décidait de tout, même du mariage de ses enfants, et elle se sentait blessée dans sa dignité maternelle. Aussi cette femme qui méprisait l'étiquette était-elle fort chatouilleuse en tout ce qui concernait ses rapports personnels avec l'empereur. Durant les six semaines qui suivirent les couchés de Marie-Louise, Madame mère et les reines d'Espagne et de Hollande étaient seules admises auprès d'elle et on leur offrait des fauteuils auprès de son lit. Quand vint le premier jour de réception, l'empereur fit enlever les fauteuils, qu'on remplaça par des tabourets. Au moment de s'asseoir, Madame mère se retira, et comme Marie-Louise voulait la retenir, en invoquant la volonté de l'empereur : « Madame, répondit-elle, si l'empereur désirait que j'assistasse à vos relevailles, il aurait fait disposer un fauteuil pour moi. »



LES ENFANTS DE MADAME MÈRE

Un autre jour de la même année, dans une réunion de famille, Napoléon présenta sa main à baiser à sa mère, qui la repoussa vivement : « Ne suis-je pas votre empereur? lui dit-il. — Mais moi, lui répondit-elle, ne suis-je pas votre mère, et vous, n'êtes-vous point mon fils avant tout? » Napoléon ne répliqua rien et baisa la main de sa mère. — Et elle lui disait : « Vous le savez, sire, en public, je vous traite avec respect, parce que je suis votre sujette; mais, en particulier, je suis votre mère, et quand vous dites : je veux; moi je réponds : je ne veux pas. »

Mère dans tout la force du terme, elle aimait ses enfants, mais elle les morigénait, les gourmandait, ne se faisait aucune illusion sur eux, leur remontrait leurs faiblesses, leurs folies, se raillait de leurs prétentions. « Je ne me suis jamais laissé faire illusion sur les grandeurs et les flatteries de la cour, dit-elle dans ses *Souvenirs*, et si mes fils avaient donné plus d'attention à mes paroles, ils se trouveraient mieux qu'ils ne sont actuellement. »

D'un mot, avec son accent italien qui agaçait l'empereur et qui souleva derrière elle tant de quolibets, elle caractérisait la situation et formulait sa pensée : « pourvu que cela *doure !* » Et c'est dans cette conviction que tout cela n'aurait qu'un temps qu'elle prit l'habitude (ou la garda peut-être) de se former une réserve d'argent pour les jours mauvais.

Le génie de l'empereur souffrait de ce défaut de sa mère.

« Signora Letizia, disait Napoléon, il convient que vous dépensiez un million par an. — Je le veux bien, répondit-elle, mais à la condition que vous m'en donniez deux. « Que voulez-vous, disait-elle, je suis obligée de *coumouler* (elle voulait dire cumuler) à présent pour l'avenir ».

Napoléon, tout en reprochant à sa mère cette économie rigoureuse, qui faisait causer entre elles les dames de la Cour, rendait justice à son bon cœur :

« Cette même femme, disait-il un jour à Sainte-Hélène, à laquelle on eût si difficilement arraché un écu, eût donné tout pour mon retour de l'île d'Elbe, et après Waterloo, elle m'eût remis entre les mains tout ce qu'elle possédait, pour rétablir mes affaires; elle me l'a offert, elle se fût condamnée au pain noir sans murmure. C'est que chez elle le grand l'emportait sur le petit, et que la fierté, la noble ambition, marchaient chez elle avant l'avarice. »

Rarement, elle prenait part à une cérémonie officielle; il fallait alors pour la décider des motifs bien puissants. C'est ainsi qu'elle assista au mariage d'Eugène de Beauharnais qu'elle aimait presque à l'égal de ses enfants. Elle se plaisait mieux à visiter les hôpitaux où les malades, en la voyant, semblaient oublier leur mal; à visiter, à Saint-Denis, la maison de la Légion d'honneur, destinée aux filles des légionnaires de l'armée.

Elle présida le Chapitre général des Sœurs de la Charité convoqué à Paris pour faire connaître ses vues sur les « moyens les plus propres à étendre cette institution ». De tout temps, d'ailleurs, tant que Napoléon régna, Madame Mère eut la haute direction des maisons chrétiennes de la charité. Elle s'en acquittait à merveille, et les Sœurs lui rendaient bien l'amour qu'elle avait pour elles. Tous les ans, lorsque s'ouvrait la nouvelle année, celles de Pont-sur-Seine lui envoyaient un magnifique bouquet de leur jardin, et, après les lettres de ses fils, il n'y avait pas pour elle de souvenir plus précieux.

VI. LES DERNIÈRES ANNÉES DE L'EMPIRE — NAPOLÉON, MADAME MÈRE ET LE PAPE — L'ILE D'ELBE — LA MÈRE ET LE FILS

La puissance de Napoléon avait grandi d'année en année. Son mariage avec la fille de l'empereur d'Autriche, la naissance du fils tant désiré, semblaient devoir couronner l'édifice et marquer l'apogée d'un pouvoir tel que l'Europe n'en avait pas connu de plus grand depuis Charles-Quint. Autour de ce vaste empire, Napoléon avait créé des royaumes feudataires, et ces royaumes avaient été donnés aux frères de l'empereur, aux enfants de Letizia. Quel orgueil cette mère ne devait-elle pas res-

sentir en voyant toutes ces couronnes!

Napoléon gouverne l'empire, Joseph occupe le trône d'Espagne, Jérôme est roi de Westphalie, Louis roi de Hollande. Ses filles sont dotées de principautés ou de duchés, l'une d'elles, épouse du plus brillant des cavaliers de l'Europe, règne sur le trône de Naples!

Si le cadre des *Contemporains* le permettait, nous aurions à entrer dans les détails pour justifier ce que Madame mère a affirmé plus d'une fois « que ses jours de grandeur avaient été pour elle des jours de trouble et de souffrances, et que si on avait pu ouvrir son âme, on y aurait trouvé plus de chagrins que de joies ».

Le sort de Lucien la préoccupait sans cesse, et, malgré ses efforts, elle ne réussit point à le réconcilier avec Napoléon. Un jour, Louis, roi de Hollande, descend chez elle, dans son palais. Des gendarmes viennent aussitôt le garder à vue. Obligé de céder alors aux volontés de l'empereur, il s'échappe ensuite de son royaume, et c'est sa chère maman qu'il charge d'implorer son pardon et la tranquillité. « Povero Luigi, disait-elle ; c'est à son tour, aujourd'hui, d'être malheureux. » Joseph, roi d'Espagne, n'a pas voulu assister au baptême du fils de Napoléon, le roi de Rome (1). Outre l'inimitié de l'empereur, sa mère redoute pour lui les terribles guérillas espagnoles.

Son frère, le cardinal Fesch, celui de toute la famille avec qui elle est le plus liée, se voit exilé de Paris par l'empereur, à l'occasion de la captivité du Pape. Cette persécution contre Pie VII, qui était venu sacrer Napoléon à Paris, affecte douloureusement Madame mère; elle en tombe malade, déclare le baron Larrey. Elle blâme son fils. « Je serais bien surprise, dit-elle, si Dieu ne lui donnait pas quelque sévère leçon. » « Au nom de la religion et de ses intérêts, faites donc entendre un cri de mère », supplie le cardinal. Elle s'y prête volontiers.

C'est grâce aux instances de Madame mère, dit le baron Larrey, que l'année 1813 s'ouvre par une réconciliation entre Napoléon et le Pape retenu prisonnier à Fontainebleau. Et il cite une lettre de Madame mère à sa fille aînée, Élisa, le 28 janvier 1813.

« L'empereur et l'impératrice sont attendus, de retour de Fontainebleau, d'aujourd'hui à demain. Je suppose que vous avez déjà connaissance de l'accommodement avec le Pape, qui s'est fait à Fontainebleau, dans ces derniers jours. C'est une des meilleures nouvelles dont nous puissions nous réjouir. Elle me procurera, en outre, le plaisir de voir ici votre oncle (cardinal Fesch). L'invitation est déjà partie, pour qu'il ait à se rendre, de suite, à Fontainebleau, avec les autres cardinaux et un certain nombre d'évêques. »

La réconciliation de Napoléon avec Pie VII ne dura guère. Le Pape demeura prisonnier tandis que Napoléon achevait de se perdre. Le 6 avril 1814, il signait son abdication; le 20, il prenait le chemin de l'île d'Elbe. Aux environs de Lyon, Madame mère et le cardinal Fesch se donnèrent la consolation de saluer de loin l'escorte de l'ex-souverain, et, cela fait, ils se hâtèrent de fuir à leur tour, comme s'enfuyaient tous les membres de la famille Bonaparte, naguère toute-puissante.

A Césène, elle se rencontra avec le Pape que Napoléon vaincu avait enfin consenti à remettre en liberté et qui faisait dans sa ville natale une entrée triomphale. Pie VII la reçut avec la plus grande bonté : « Soyez ici la bienvenue, lui dit-il, comme vous le serez à Rome qui a toujours été la patrie des grands exilés. » Avec le cardinal son frère, Madame Mère habita le palais Falconieri, qui devint aussitôt le centre de la famille impériale sur le continent. On y vit tour à tour Lucien, Jérôme et Louis Bonaparte. Ainsi « Pie VII, à peine échappé des prisons de l'empereur, ouvrait à toute la famille bannie de son persécuteur déchu l'asile de la Ville Éternelle et lui offrait le seul refuge qu'elle put trouver en Europe. Le contraste vaut d'être signalé. il a sa

(1) Voir nos *Contemporains*, Napoléon II, n° 399.

grandeur, et il parle », écrit M. Geoffroy de Grandmaison.

Madame Mère n'avait qu'une pensée, qu'une préoccupation, rejoindre l'empereur à l'île d'Elbe, et elle n'attendait qu'un avis de lui pour se mettre en route. Le 2 août, elle s'embarqua sur le brick anglais *la Sauterelle* avec sir Neil Campbell, commissaire des puissances alliées près de Napoléon,

A son arrivée à Porto-Ferrajo, les habitants lui firent une ovation enthousiaste,

Les généraux Bertrand et Drouot (1), tous les officiers de la garde impériale, le maire, reçurent Madame sur le quai, et une voiture attelée de six chevaux la conduisit à la maison qui lui était réservée. Mais Napoléon n'était point là; elle se montra froissée qu'il ne fût pas venu au-devant d'elle, et elle le lui reprocha. Au mois de novembre, la princesse Pauline vint rejoindre sa mère et l'empereur.

Cependant, l'idée s'était formée dans l'esprit de Napoléon de tenter encore la fortune et d'essayer de reconquérir son empire.

Un soir, il se promenait seul dans le jardin, à pas précipités. Tout à coup, il s'arrêta : « Et pourtant, s'écria-t-il, il faudra bien que je le dise à ma mère! » Madame se trouvait à deux pas de lui. Inquiète, elle l'interroge sur son secret. Napoléon hésite, puis répond à sa mère : « Oui, il faut que je vous le dise, mais je vous défends d'en parler à qui que ce soit, pas même à Pauline. Je vous préviens que je pars cette nuit. — Pour aller où? — A Paris, mais avant tout je vous demande votre avis. — Ah! Laissez-moi oublier un moment que je suis votre mère!..... Et maintenant, partez, mon fils, et suivez votre destinée. »

VII. LA DÉFAITE — LA SÉPARATION SAINTE-HÉLÈNE

On sait le débarquement de l'empereur au golfe Juan, sa marche triomphale de Cannes à Paris, *l'aigle volant de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame.*

(1) Voir nos *Contemporains*, Drouot, n° 116.

A la nouvelle de la merveilleuse épopée qui se déroulait en France, Madame Mère songea à quitter l'île d'Elbe pour rejoindre son fils, mais auparavant, elle résolut d'aller à Naples, afin de revoir sa fille, la reine Caroline.

Pressé de réparer ses fautes de 1814, Murat (1) venait de se jeter éperdument dans le parti de Napoléon et de précipiter les hostilités par de nouvelles erreurs. Le désastre de Tolentino porta le coup fatal à sa puissance, déjà précaire depuis la chute de Napoléon. Il fallut fuir de Naples. Madame Mère, d'ailleurs, avait hâte de rejoindre Napoléon. Embarquée le 13 mai 1815, elle arriva à son tour au golfe Juan après onze jours d'une pénible traversée. Le cardinal Fesch voyageait avec elle. A Lyon, dont il était archevêque, ils furent reçus en grande pompe, au son de toutes les cloches. Le 1er juin, elle était à Paris.

Dix-huit jours après..... Waterloo, puis l'invasion, l'abdication pour la seconde fois.

Le tragédien Talma fut témoin des adieux de la mère et du fils. « L'émotion de Madame se fit jour par deux grosses larmes : « Adieu, mon fils! — Ma mère, adieu! » Puis ils s'embrassèrent. Ainsi s'accomplissait la séparation qui devait être éternelle (2).

Cependant, Madame Mère ne pouvait rester à Paris. Toujours accompagnée de son frère, elle gagna l'Italie.

Elle aurait voulu se fixer à Sienne. Le gouvernement du grand-duc de Toscane ne le permit pas. Mais le pape Pie VII s'empressa d'offrir de nouveau l'hospitalité à la mère de Napoléon. Elle accepta et remercia par lettre : « Je suis vraiment la mère de toutes les douleurs, et la seule consolation qui me soit donnée est de savoir que le Saint-Père oublie le passé, pour se souvenir seulement des bontés témoignées par lui à tous les membres de ma famille. Nous ne trouvons d'appui que dans le gouvernement pontifical, et notre gratitude est grande pour un pareil bienfait..... »

(1) Voir nos *Contemporains*, Murat, n° 354.
(2) *Mémoires sur la reine Hortense et la famille impériale*, par Mlle Cochelet. — Cité par Larrey.

« A Rome, écrit le baron Larrey, elle fut accueillie par le Pape avec les témoignages de la plus grande bonté, du plus généreux empressement et des attentions les plus délicates. Il lui rendit tout d'abord sa visite d'arrivée par une visite de bienvenue qu'il renouvela plusieurs fois dans le cours des dernières années de sa vie pontificale. »

Cependant le souvenir de son fils captif sur le rocher perdu de Sainte-Hélène ne la quittait pas. Maintes fois, elle lui demanda de lui permettre de le rejoindre, dût-elle s'y établir *sa servante*, comme elle le disait dans l'humilité de son dévouement maternel. Napoléon ne voulut jamais y consentir. Une fois, elle lui adressa l'état de ses ressources et le supplia de disposer de tout ce qui lui appartenait. Napoléon n'accepta pas ce sacrifice. Et comme on lui faisait remarquer qu'elle se réduirait à l'indigence : « Qu'importe, répondit-elle, quand je n'aurai plus rien, je prendrai un bâton et j'irai demander l'aumône pour la mère de Napoléon. »

Quand les souverains alliés se réunirent à Aix-la-Chapelle, elle leur écrivit cette lettre :

29 août 1818.

Une mère affligée au-dessus de toute expression a espéré depuis longtemps que la réunion de Vos Majestés Impériales et Royales lui rendrait le bonheur.

Il n'est pas possible que la captivité prolongée de l'empereur Napoléon ne prête pas l'occasion de vous en entretenir, et que votre grandeur d'âme, votre puissance, les souvenirs des événements passés ne portent Vos Majestés à vous intéresser pour la délivrance d'un prince qui a eu tant de part à leur intérêt et même à leur amitié. Laisseriez-vous périr dans un exil de tourments un souverain qui, confiant dans la magnanimité de son ennemi, se jeta dans ses bras! Mon fils aurait pu demander un asile à l'empereur, son beau-père; il aurait pu s'abandonner au grand caractère de l'empereur Alexandre (1); il aurait pu se réfugier chez Sa Majesté prussienne, qui, sans doute, se voyant implorée, ne se serait rappelée que de son ancienne alliance. L'Angleterre peut-elle le punir de la confiance qu'il lui a témoignée?

L'empereur Napoléon n'est plus à redouter; il est infirme. Fût-il plein de santé, eût-il les moyens que la Providence lui mit jadis dans les mains, il abhorre la guerre civile.

Sires, je suis mère, et la vie de mon fils m'est plus chère que ma propre vie. Pardonnez à ma douleur la liberté que je prends d'adresser à Vos Majestés Impériales et Royales cette lettre. Ne rendez point inutile la démarche d'une mère qui réclame contre la longue cruauté exercée contre son fils. Au nom de Celui qui est bon par essence et dont Vos Majestés sont l'image, intéressez-vous à faire cesser les tourments de mon fils, intéressez-vous à sa liberté. Je le demande à Dieu, je le demande à vous qui êtes ses lieutenants sur la terre. La raison d'État a des limites, et la postérité qui immortalise tout admire par-dessus tout la générosité du vainqueur (1).



LE CARDINAL FESCH, FRÈRE DE MADAME MÈRE

Cette lettre si digne ne reçut pas de réponse. Bien plus, et quoi qu'elle vécût très retirée, ne recevant personne si ce n'est ses enfants, Madame Mère était soumise à une surveillance de tous les instants. Plus d'une fois, les ambassadeurs de Louis XVIII (2) à Rome firent des observa-

(1) Voir nos *Contemporains*, Alexandre, Ier n° 238.

(1) Cité par Larrey.

(2) Voir nos *Contemporains*, Louis XVIII, n° 236.

tions au Pape, lui représentant que Madame entretenait des relations avec les chefs du parti bonapartiste en France et s'employait à fomenter un soulèvement en Corse. Pie VII ne put se dispenser d'ordonner une enquête. Il la fit faire loyalement par un cardinal qui s'adressa à Madame Mère elle-même : « Monsieur le cardinal, répondit-elle, je n'ai pas de millions, mais veuillez dire au Pape, afin que mes paroles soient rapportées au roi Louis XVIII, que si j'étais assez heureuse pour posséder cette fortune qu'on m'attribue si charitablement, ce ne serait pas à fomenter des troubles en Corse que je l'emploierais, ce ne serait pas non plus à faire en France des partisans à mon fils : il en a assez; ce serait à armer une flotte qui aurait pour mission d'aller enlever l'empereur à Sainte-Hélène, où la plus infâme déloyauté le retient prisonnier (1). »

Napoléon, privé des secours de la religion, avait fait demander à sa mère l'assistance d'un aumônier. D'accord avec le cardinal Fesch, Madame choisit deux prêtres de sa maison, Corses tous les deux, les abbés Buonavita et Vignali. Ils arrivèrent à Sainte-Hélène le 13 septembre 1819, suivis de près par le Dr Antommarchi que Madame envoyait également à Napoléon pour remplacer le Dr O'Meara, expulsé par les Anglais comme trop favorable à leur prisonnier.

Tenue par le docteur comme par les deux prêtres au courant de la maladie de plus en plus grave de Napoléon, Madame mère multipliait les démarches pour obtenir que son fils fût changé de prison. Larrey cite plusieurs lettres touchantes écrites le 14 juillet 1821 à divers personnages influents, et notamment à lord Liverpool, chef du Cabinet anglais, au Parlement anglais et même à *Marie-Louise*. « L'état affreux où Napoléon se trouve m'oblige, disait-elle, à ranimer toutes les forces de mon caractère pour tenter encore tous les moyens qui peuvent être en mon pouvoir, pour faire entendre la voix de la nature et les réclamations d'une mère désolée. » Hélas ! son fils était déjà mort. Le 22 juillet, Madame recevait enfin la fatale nouvelle. Napoléon avait expiré le 5 mai 1821.

« C'était pour son courage la dernière épreuve, dit le baron Larrey ; elle en fut accablée. Le sentiment maternel éclata dans son cœur, si affermi jusque-là dans les plus grands chagrins, et ses sanglots ne purent se calmer que dans ses prières. »

A leur retour de Sainte-Hélène, le docteur Antommarchi et l'abbé Vignali vinrent faire à Madame le récit des derniers jours de Napoléon, et ce fut une grande consolation pour elle d'apprendre la fin chrétienne de l'empereur, soutenu dans ses dernières souffrances par le secours des sacrements de l'Église catholique.

VII. DERNIÈRES ANNÉES D'EXIL — LA MORT

La mort de Napoléon devenait pour sa mère le plus grand deuil de son existence. « Ma vie, a-t-elle dit dans ses Souvenirs, se termina avec celle de l'empereur. Alors je renonçai à tout, pour toujours. »

Elle ne laissait pas de vivre, et quand on lui demandait son secret, elle répondait : « Je suis toujours sortie de table avec de l'appétit, et à chaque malheur je me suis résignée à la volonté de Dieu. Mon fils, disait-elle, a été renversé, il a péri misérablement, loin de moi ; mes autres enfants sont proscrits, je les vois mourir les uns après les autres..... Je suis vieille, délaissée, sans éclat, sans honneur. Eh bien ! je ne changerais pas mon existence contre celle de la première reine du monde. » Elle ajoutait : « Il faut vivre selon sa position; quand on n'est plus roi, il est ridicule de chercher à l'être. Les bagues ornent les doigts, mais elles viennent à tomber et les doigts restent. » Telle était la philosophie de Madame mère, et on conviendra qu'en ce qui concerne l'art de se consoler, elle en savait autant que les plus grands philosophes.

Elle avait conservé toutes ses vieilles habitudes; tour à tour elle filait au rouet

---

(1) *Mémoires sur la famille impériale*, par Mlle Cochelet.

ou au fuseau. Elle jouait encore au reversi. Elle surveillait son ménage, réglait ses comptes tous les matins et prêchait l'économie à ses fils.

Elle leur prêchait également le travail en citant pour modèle son fils Napoléon : « Ce n'est qu'en travaillant, disait-elle, que mon fils est devenu empereur et que de ses frères il a fait des rois. »

Mais les deuils devaient se succéder pour elle, rapides, accablants. Déjà la princesse Élisa avait précédé Napoléon dans la tombe (1820); ce fut ensuite le prince Eugène (1), frappé d'apoplexie foudroyante (21 février 1824). Dix-huit mois après, le 9 juin 1825 Pauline succombait à son tour, épuisée par une longue maladie; puis, coup sur coup, ce furent Mme Clary, à laquelle elle avait conservé une véritable amitié; Saveria, la vieille gouvernante qui avait élevé tous ses enfants et qui ne l'avait jamais quittée.

Ainsi frappée dans ses plus chères affections, Madame Mère se renferma un peu plus encore dans la retraite, n'en sortant que pour prodiguer à ses fils les conseils que sa tendresse lui dictait.

Lorsqu'elle pouvait marcher, elle allait entendre la messe, tantôt à Sainte-Marie du Portique, tantôt à Saint-Laurent, puis elle faisait une petite promenade.

« Elle cherchait de préférence à se recueillir au milieu des ruines ou dans la solitude des monuments de l'antiquité. Elle exhumait là ses grands souvenirs de deuil et de gloire; elle croyait assister à l'agonie lente de son fils à Sainte-Hélène, comme elle avait assisté à l'éclatant triomphe de son retour de la campagne d'Italie. On eût dit qu'elle croyait entendre le *Dies iræ* de l'abdication comme elle avait entendu le *Te Deum* du couronnement (2). »

Madame Mère dut bientôt renoncer même à ces promenades. Une chute grave qu'elle fit, et dans laquelle elle se brisa le fémur, la retint désormais dans ses appartements.

(1) Voir nos *Contemporains*, Eugène de Beauharnais, n° 304.
(2) *Madame Mère*, Bon Larrey, t. II., p. 344.

Le Dr Dupuytren (1) déclara toute guérison impossible. Ce fut aussi l'opinion du chirurgien Larrey.

Incapable même de lire tant sa vue s'était affaiblie, Madame se faisait raconter les récits qu'on publiait sur son fils, l'empereur. Un jour, on vint lui annoncer que la statue de Napoléon allait être replacée sur la colonne Vendôme; la pauvre mère eut comme un tressaillement de bonheur. Elle voulut voir les dessins qui représentaient la nouvelle statue. Ses yeux le lui refusèrent : « Ah ! mes pauvres yeux ! s'écria-t-elle, mes pauvres yeux ! mais j'ai vu ces images en les touchant; oui, je les ai vues avec mes doigts. »

La maladie faisait des progrès rapides, la paralysie devint bientôt à peu près générale; même dans l'intérieur de ses appartements, on devait la promener dans un fauteuil roulant.

La mort du duc de Reischstadt, à Vienne, qui survint le 22 juillet 1832, fut pour elle un nouveau deuil cruel. Depuis longtemps, la vieille mère de Napoléon avait tourné ses inquiétudes vers Vienne et Schœnbrunn où languissait son petit-fils : « Je suis donc destinée à survivre à tous mes enfants, s'écria-t-elle, et à porter leur deuil? Qui donc aura soin des jours de ma vieillesse et recevra mon dernier soupir ? »

Chaque jour, elle recevait la visite de son frère, le cardinal Fesch. Durant l'hiver de 1832 à 1833, deux de ses enfants, Lucien et Jérôme, vinrent passer quelques mois à Rome. Tous les soirs, vers 4 heures, il y avait réunion de famille chez Madame Mère.

Il y avait dans son salon une grande armoire vide, dont ses petits enfants n'approchaient pas sans inquiétude; quand ils faisaient du bruit, on les y enfermait. « Il y a vingt ans, disait-elle, j'étais altesse; aujourd'hui, je redeviens Mme Letizia. » Elle l'avait toujours été, et c'est ce qui fait la beauté de sa vie.

En dehors des princes de sa famille,

(1) Voir nos *Contemporains*, Dupuytren, n° 86.

Madame recevait peu de monde. Elle aimait cependant la visite des Français, témoin le récit anonyme appelé *des trois Français*. — Aussitôt qu'ils eurent été introduits : « Venez près de moi, dit-elle, car je n'y vois plus; je veux vous dire que je suis heureuse de recevoir des Français. Il en vient si peu ! Il n'y a que les Anglais ou les Américains qui demandent à me voir, mais les premiers, je ne les connais pas. » (Elle appuya sur ces mots.)

Un jour, elle eut la joie de recevoir le chirurgien Larrey, accompagné de son jeune fils. Elle causa longtemps avec cet ancien et dévoué compagnon de son bien-aimé Napoléon. Larrey décrit ainsi la chambre de la mère de l'empereur.

« Madame avait autour d'elle les portraits ou les bustes de tous les siens, par les grands artistes de son temps.

» Le buste colossal de Napoléon dominait l'assemblée; le portrait en pied de Charles Bonaparte en habit de cérémonie figurait à la tête du lit de Madame, qui avait conservé fidèlement à son époux la place de chef de la famille. Ses cinq fils en uniforme ou en costume et ses trois filles en grande toilette étaient groupés autour d'elle. Là aussi apparaissaient Joséphine, Hortense, Eugène, le fils survivant de Louis (le futur Napoléon III), et enfin son cher petit-fils tant pleuré. Le buste en marbre du roi de Rome était revenu de Sainte-Hélène, où il avait reçu le dernier regard de Napoléon qui le transmit à sa mère.

» Madame connaissait si bien la place assignée par elle à chacun de ces tableaux qu'elle les désignait du doigt, sans les voir, et en parlait d'après les impressions de sa tendresse maternelle. »

La mort de sa belle-fille, la reine Catherine, épouse de Jérôme, le 20 novembre 1835, fut sa dernière épreuve. Madame Mère tomba bientôt dans un tel état d'affaiblissement qu'elle pouvait à peine parler. Le 27 janvier 1836, elle ressentit un refroidissement brusque et fut atteinte d'un accès de fièvre. Conservant toute l'intégrité de sa raison, elle demanda les derniers Sacrements qui lui furent administrés par son frère, le cardinal Fesch. Puis, le 2 février, elle rendit doucement son âme à Dieu.

Ceux de ses enfants qui lui restaient n'avaient pu assister à ses derniers moments. A l'un d'eux, Joseph, au seul qui fût en état de se trouver près d'elle, on avait refusé l'autorisation de venir à Rome embrasser sa mère mourante. Les funérailles de Madame Mère eurent lieu avec la plus extrême simplicité, dans l'église Saint-Louis des Français. Puis le corps fut transporté à Corveto, près de Civita-Vecchia, et inhumé dans l'église des Dames de la Passion. En 1851, le prince Louis-Napoléon, président de la République française, le fit transférer à Ajaccio, en même temps que les restes du cardinal Fesch.

Un magnifique bloc de marbre noir surmonte le faîte de l'entrée de la crypte funéraire et porte cette inscription en lettres d'or :

MARIA LETIZIA RAMOLINO BONAPARTE
MATER REGUM.

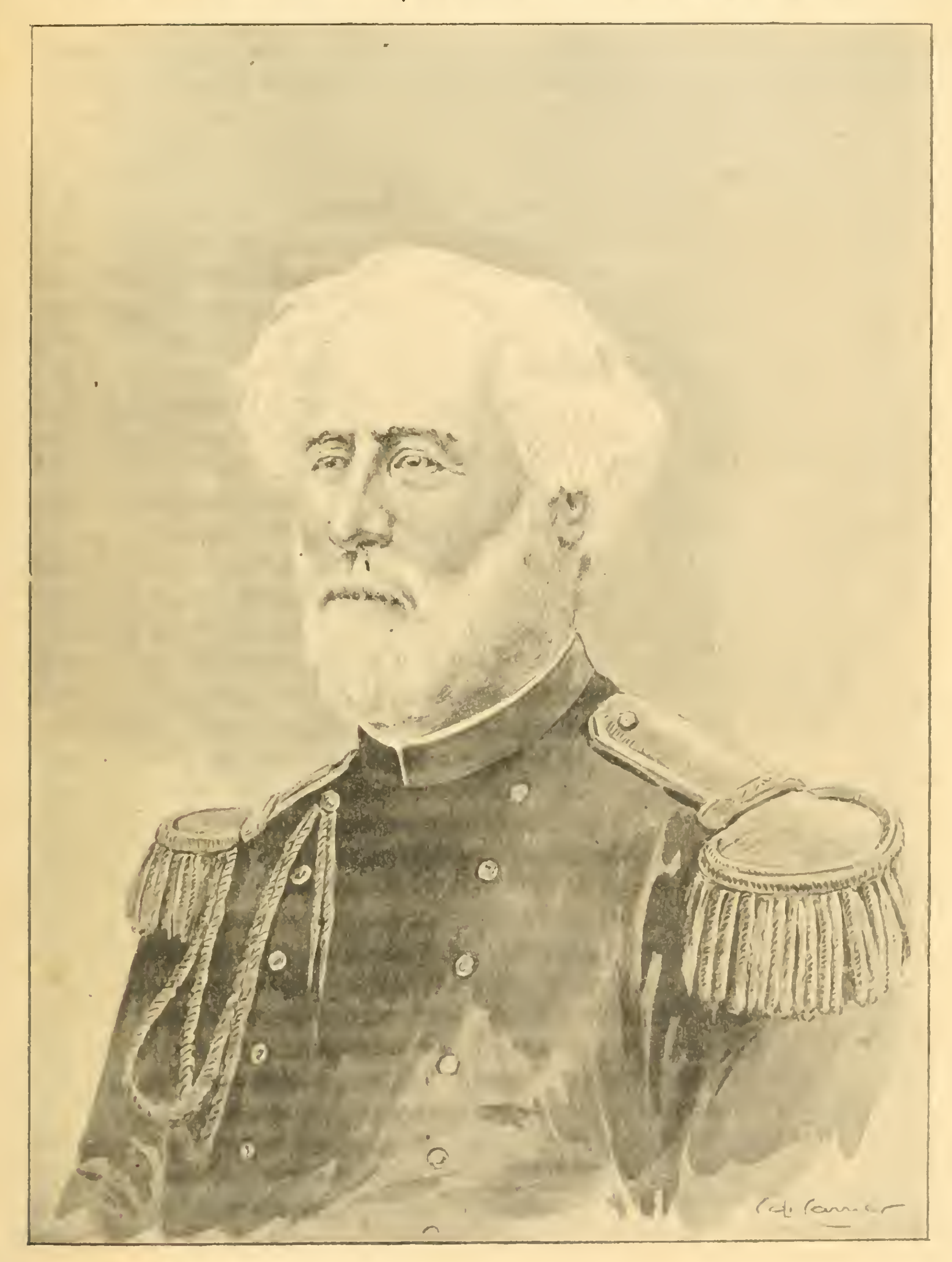
CONNUT et ÉMILE FRANCESCHINI.

Paris.

BIBLIOGRAPHIE

Bon LARREY, *Madame Mère*. — ELIAS REGNAULT, *Histoire de Napoléon Ier*. — DE BEAUSSET, *Mémoires anecdotiques*. — DE BEAUMONT-VASSY, *Mémoires secrets du XIXe siècle*. — Mlle COCHELET, *Mémoires sur la reine Hortense et la famille impériale*. — Mme DE RÉMUSAT, *Mémoires*. — FRÉDÉRIC MASSON, *Napoléon et sa famille*. — *Mémorial de Sainte-Hélène*. — *Revue de la jeunesse catholique*, juin 1893, article de M. GEOFFROY DE GRANDMAISON. — *Revue des Deux-Mondes*, 1er décembre 1892, article de G. VALBERT. — Mgr RICARD, *Vie du cardinal Fesch*. — *Le Pèlerin*, année 1894.

LES CONTEMPORAINS



ROBERT LEE, GÉNÉRALISSIME DES ÉTATS CONFÉDÉRÉS DU SUD (1807-1870)

« Les États-Unis ont toujours exercé sur nous une puissante attraction, depuis le temps où une armée française alla combattre sur leurs rivages et assurer leur indépendance. Leurs prodigieux développements, leurs succès, leurs hardies expériences en toutes choses, ont ajouté de plus en plus à cet intérêt. » C'est ainsi que débute Claudio Jannet dans une étude intitulée : *Les États-Unis contemporains,* et c'est la même pen-

sée qui nous a amenés à raconter un des événements les plus importants de l'histoire des États-Unis — la guerre de Sécession — et à étudier la figure du héros qui se détache, avec le plus de relief, parmi les hommes illustres de cette époque. Mais pour bien comprendre la question, il est nécessaire de connaître les raisons qui ont mis aux prises les citoyens d'une même patrie; des hommes qui, ayant versé leur sang pour une cause et des intérêts communs, en sont venus à se combattre avec le plus grand acharnement pour soutenir une cause et des intérêts particuliers.

I. LES ÉTATS-UNIS DE 1787 A LA GUERRE DE SÉCESSION — INTÉRÊTS OPPOSÉS DU NORD ET DU SUD

Après avoir organisé le gouvernement fédéral, les États-Unis prirent un essor qui est certainement le fait le plus considérable des temps modernes. Cet essor est dû à l'activité, l'esprit d'initiative, l'énergie du peuple américain doublé, pour ainsi dire, par une immigration de plus en plus considérable. De vastes champs s'ouvraient devant lui : l'Américain s'y lance avec intrépidité, refoulant les Indiens sauvages, les transportant, de gré ou de force, dans des districts appelés : *réserve indienne*, les anéantissant dans des guerres cruelles où, trop souvent, la haine et la vengeance l'emportèrent sur la civilisation et l'humanité. Comment exploiter ces immensités conquises? C'est alors que la différence de caractères qui se remarquait entre les Américains du Nord et ceux du Sud se doubla de la différence d'intérêts entre eux, et, s'aggrava de plus en plus, par suite du développement de ces deux groupes.

Les États du Nord devinrent des pays d'exploitation industrielle à la suite des découvertes de mines de houille, de cuivre, de pétrole, et leurs habitants, d'agriculteurs qu'ils étaient, se firent industriels et commerçants. Ne pouvant suffire, par eux-mêmes ou par leurs esclaves, à la transformation de ces richesses, ils firent appel aux peuples de la vieille Europe, et ceux-ci arrivèrent en nombre toujours croissant. De 1820 à 1830 : 120 000 émigrants; de 1830 à 1840 : 540 000; de 1840 à 1850 : 1 400 000; de 1850 à 1860 : 2 800 000.

Cette foule de nouveaux venus modifia profondément la main-d'œuvre dans ces États. Les esclaves se montrèrent impropres au nouveau genre de travail que l'on exigeait d'eux; d'autre part, le contact de l'ouvrier noir répugna à l'ouvrier blanc. Alors, autant par défaut d'utilisation que par principe, l'esclavage fut aboli, en 1821, dans tous les États situés au nord du 36° de latitude (*Compromis du Missouri*).

Les États du Sud, contrairement aux États du Nord, demeurèrent essentiellement agricoles. Plus encore que ceux-ci, leurs habitants ne purent suffire à l'exploitation de leurs domaines sans cesse grandissants. Les européens n'ayant aucun goût pour le travail de la terre, émigrèrent principalement vers le Nord; les esclaves noirs, au contraire, n'étant aptes qu'à ce genre de travail, bien loin de diminuer en nombre, augmentèrent considérablement au grand détriment, avouons-le, de l'idée évangélique et de la civilisation. Le maintien de l'esclavage apparaît donc à cette époque, aux États du Sud, comme un mal nécessaire qu'ils doivent supprimer progressivement. Ainsi il y avait, en 1776 : 600 000 esclaves ; en 1800 : 900 000 ; en 1848 : 2 400 000; il y en eut en 1861 : 4 200 000.

Les conséquences de cet état de choses se firent promptement sentir. Le Nord vit grandir rapidement ses centres industriels, tandis que, dans le Sud, les planteurs restèrent éparpillés sur le sol de leur territoire. L'industrie du Nord enrichit d'une manière fabuleuse ses commerçants, et il se fonda de nombreuses banques pour faciliter les échanges. Les planteurs du Sud, riches en terres et non en argent, ayant besoin de capitaux pour travailler le sol, durent recourir aux banquiers du Nord à des taux onéreux, et devinrent en quelque sorte leurs tributaires. Les industriels du Nord, à mesure que leur commerce se dé-

veloppait, sentant le besoin de protéger leur industrie naissante contre l'invasion des produits de l'industrie étrangère, réclamèrent des *droits protecteurs,* applicables à toute l'étendue du territoire des États-Unis. Les agriculteurs du Sud, pour écouler leurs produits à l'étranger, demandaient énergiquement le maintien du *libre échange.*

Il n'y avait pas qu'une question d'intérêts pour faire naître l'antagonisme entre les États du Nord et ceux du Sud : leurs principes politiques n'étaient plus les mêmes. Les Américains du Nord faisaient tous leurs efforts pour donner au gouvernement fédéral une autorité plus grande et lui subordonner les États ; les Américains du Sud voulaient restreindre cette autorité et augmenter l'autonomie des États, au point de n'avoir plus qu'un faible lien d'attache avec le pouvoir de l'Union.

II. PRÉPONDÉRANCE DES ÉTATS DU NORD — ÉLECTION DE LINCOLN — SÉCESSION DE MONTGOMERY — LA GUERRE — ADHÉSION DE LA VIRGINIE

Les États du Sud, d'abord plus nombreux, plus riches, plus influents, eurent la prépondérance dans le gouvernement fédéral sous les présidences de Jefferson, de Jackson, de Buchanam, mais le recensement de 1850 révéla que, sur les trente-un États formant la Confédération, les quinze États à esclaves n'avaient qu'une population *blanche* de 9 613 000 âmes; les seize États libres atteignaient 13 342 000 âmes. Dès lors, le Sud était vaincu, et, en 1860, le Nord faisait arriver à la présidence Abraham Lincoln (1), partisan déclaré de l'établissement de tarifs protecteurs et de l'abolition de l'esclavage dans tous les États-Unis.

Cette élection significative ne laissa aucun doute aux États du Sud sur la politique qui allait être inaugurée. Dès lors, n'espérant plus faire triompher dans le sein du gouvernement les idées favorables à leurs intérêts, ils se préparèrent à les soutenir par les armes. A leurs yeux, la lutte qu'ils allaient entreprendre n'intéressait pas seulement les États à esclaves, mais encore l'indépendance, la souveraineté, l'autonomie, et, par conséquent, l'existence même de tous les États. Ils envisagèrent avec calme les conséquences de la résolution qu'ils prenaient, et engagèrent les hostilités avec la ferme décision de ne les cesser que lorsque leurs ennemis seraient vaincus ou leurs forces épuisées.

Le 4 février 1861, sept États, la Caroline du Sud, le Texas, le Mississipi, la Floride, la Georgie, l'Alabama, la Louisiane se réunirent en Confédération à Montgomery et nommèrent pour leur président le général Jefferson-Davis, déjà connu par ses campagnes au Mexique. La Caroline du Nord et le Tennessee se joignirent à eux. Dès lors, il y avait deux États et deux gouvernements : les États fédéraux du Nord et les États confédérés du Sud, le Nord et le Sud, les fédéraux et les confédérés.

Le premier acte du président du Sud fut d'ordonner l'occupation de tous les forts de l'Union fédérale qui se trouvaient dans les États confédérés. Le fort Sumter, bâti sur un îlot isolé dans la rade de Charleston, résista aux sommations qui lui furent faites. Le général Beauregard ouvrit le feu contre lui, le 12 avril 1861 ; le fort capitula le lendemain. Des illuminations, des salves d'artillerie, faites par les États du Sud à l'occasion de cette victoire, annoncèrent aux États du Nord que le sort en était jeté, et que la défaite seule pourrait leur imposer les conditions discutées. Le président Lincoln, acceptant le défi, lança une proclamation qui appelait sous les drapeaux 75 000 hommes pour soumettre les États du Sud qu'il déclarait rebelles.

La Virginie était encore hésitante sur le parti qu'elle devait embrasser. Mais, contrainte, par la proclamation, à fournir son contingent de volontaires, elle décida, le 17 avril, d'associer son sort à celui de la *Confédération du Sud.* Dès le lendemain, des miliciens virginiens se rendirent maîtres de Harpers-Ferry, deux jours après, de

(1) Voir *Contemporains*, n° 105.

Norfolk et d'une nombreuse artillerie prise à l'arsenal fédéral de Gospord. Le gouvernement des États confédérés choisit pour chef-lieu de la Confédération la capitale de la Virginie et quitta Montgomery pour s'établir à Richmond. Une distance de 120 kilomètres à peine séparait les deux capitales ennemies : Washington et Richmond; c'est la distance de Paris à Orléans.

Dans le conflit qu'il venait d'engager, le Sud avait pour lui plusieurs avantages dont l'importance devait être sensible au début de la lutte. Jefferson-Davis avait la science et l'expérience des choses de la guerre auxquelles Lincoln était complètement étranger. Il était investi d'un pouvoir à peu près dictatorial, tandis que le président de Washington devait compter avec les gouvernements locaux des États, avec les partis qui poussaient l'opinion aux mesures extrêmes, avec les journaux dont les correspondants rivalisaient à qui donnerait les renseignements les plus précis sur les mouvements des troupes.

Au point de vue matériel, le Sud avait des avantages non moins réels. L'usage des armes était familier dès l'enfance à tous les planteurs dont la chasse était le divertissement favori.

Les milices du Sud étaient assujetties à une discipline rigoureuse, à des exercices fréquents, dans l'appréhension d'une insurrection des esclaves toujours possible. Au contraire, dans le Nord, la plupart des volontaires, jeunes gens des grandes villes, tout entiers livrés au commerce et à l'industrie, avaient en horreur tout ce qui concernait l'état militaire.

Enfin, les milices du Sud n'étaient pas seulement bien préparées, elles étaient aussi mieux commandées. Chez les planteurs, la coutume était de laisser les plantations indivises pour assurer leur prospérité, et, d'en partager seulement les produits. L'aîné de la famille prenait la direction des domaines; le cadet entrait dans l'armée, la marine ou le barreau. La grande majorité des officiers de l'armée et de la marine fédérale appartenait donc par la naissance ou les relations aux États du Sud : un tiers passa aux confédérés. Parmi eux était Robert E. Lee dont nous allons raconter la vie et les campagnes.

III. LE GÉNÉRAL LEE — FAMILLE — CARRIÈRE MITITAIRE AVANT LA GUERRE DE SÉCESSION

Le général Lee était né à Stratford dans la Virginie, en 1807. Il était le quatrième enfant du général Henry Lee, fameux par ses exploits pendant la guerre de l'Indépendance et l'ami intime de Washington (1). Il semblerait que le libérateur des États-Unis ait été le modèle choisi par notre héros comme guide de sa conduite.

Si Georges Washington a été le fondateur de l'indépendance américaine, Robert Lee peut être considéré comme le défenseur de ses libertés et de ses droits. Tous deux étaient issus d'anciennes et nobles familles anglaises. L'ancètre de Lee, Lancelot Lee de Loudun, avait accompagné Guillaume le Conquérant à la conquête de l'Angleterre, et en avait reçu une propriété en Essex. Plus tard, un descendant, Richard Lee, membre du Conseil privé de Charles Ier, avait été exilé d'Angleterre, à la mort du roi, et s'était fixé en Virginie, où il acquit de grandes propriétés; puis, ses descendants avaient continué, par leur talents politiques et leurs hautes positions, à illustrer un nom déjà célèbre. Tous deux furent également distingués par leur jeunesse studieuse et irréprochable, leur goût passionné pour la chasse, l'équitation et tous les exercices du corps. Enfin, tous deux furent poussés, par un impérieux sentiment de leur devoir, à prendre les armes contre le gouvernement établi, et risquèrent leur vie et leurs biens à un âge où l'expérience leur apprenait qu'ils avaient tout à perdre. Mais, tous les deux n'eurent pas une égale fin. Washington passa les dernières années de sa vie au milieu des honneurs et d'une prospérité sans égale; Robert Lee termina la sienne,

(1) Voir les *Contemporains*, n° 67.

après les plus douloureuses épreuves, dans une laborieuse retraite, ayant vu ses biens confisqués et sa famille ruinée. L'un avait été vainqueur, l'autre, vaincu.

Robert Lee n'avait que onze ans quand il perdit son père, en 1818. Il fut élevé par une mère admirable qui lui apprit dès son enfance le sentiment du devoir, le renoncement à soi-même et un grand esprit d'ordre et d'économie. Aussi avait-il pour elle une tendresse infinie. Pendant les années d'une longue maladie qu'elle eut à subir, il s'efforçait de la distraire, de la porter, de la promener dans l'intervalle de ses études au collège, et, lorsqu'il dut la quitter pour entrer au collège militaire de West-Point, elle disait : « Comment me passerai-je jamais de Robert? il est à la fois un fils et une fille pour moi ».

C'est en 1825 que Lee fut envoyé à West-Point par l'État de Virginie et à ses frais. Il s'y fit remarquer, non seulement par son intelligence et une grande rectitude de jugement, mais aussi par une tenue irréprochable. On n'entendit jamais un jurement, un mot immoral sortir de sa bouche. D'une sobriété absolue, il ne buvait jamais de vin et ne fumait pas.

Au sortir du collège militaire il fut nommé lieutenant en second dans le *corps du Génie,* et, peu après, il épousait la petite fille adoptive de Washington, héritière de la plus grande partie de ses biens. Par elle, il entrait en possession d'Arlington, lieu de pèlerinage pour l'Amérique entière. La bibliothèque, les meubles, les portraits de Washington et de sa femme, les services de porcelaine offerts par Louis XVI, leurs bijoux et leurs reliques y étaient conservés avec vénération. Lee y vit naître ses sept enfants, et d'heureuses années s'écoulèrent pour lui dans cette belle résidence à laquelle il était profondément attaché et que sa femme aimait avec passion.

Lee suivit sa carrière militaire dans le Génie, occupé à fortifier les différentes frontières des États-Unis. Il y acquit une telle célébrité, que, dans la *guerre du Mexique,* en 1848, le généralissime Scott voulut l'avoir comme ingénieur en chef. Cette campagne mit en valeur sa hardiesse, son activité, sa science militaire, au point que les rapports de Scott lui attribuent en majeure partie le succès de la guerre. Ses exploits à la Vera-Cruz, à Chapultepec, où il fut blessé, le firent nommer lieutenant-colonel. C'est en cette qualité que, en 1855, il fit la campagne du Texas. Mis à la tête d'un régiment de cavalerie d'élite, il prouva qu'il était aussi habile à diriger des hommes dans la bataille qu'à bâtir des forts imprenables. Pendant deux ans il lutta contre les Indiens dans de sanglants combats où la valeur et l'habileté du petit nombre l'emporta sur la ruse et la multitude des ennemis.

En 1859, un partisan de l'abolition de l'esclavage, John Brown, n'avait pas craint de prendre les armes, et avait mis la main sur l'arsenal fédéral de Harpers-Ferry. Ce fut Lee que le gouvernement chargea de la difficile opération de la reprise de l'arsenal sur les insurgés, il y réussit pleinement. John Brown, l'*abolitioniste,* traduit devant les tribunaux, fut pendu par ordre des autorités (2 décembre 1859). Cet incident suscita une très vive émotion et contribua à amener l'élection de Lincoln (4 nov. 1860).

IV. LEE SE PRONONCE POUR LA VIRGINIE — SA CAMPAGNE MALHEUREUSE DE L'OUEST-VIRGINIE (1861) — VICTOIRE DE BULLS-RUN — (21 JUILLET) — JACKSON — PRÊTRES ET SŒURS DE CHARITÉ AUX ARMÉES

Dans la guerre civile qui commençait, la Virginie venait d'associer son sort à celui de la Confédération du Sud, que ferait Lee? Sa haute position, l'intimité de son père avec Washington, son alliance avec la petite-fille du grand législateur, l'estime du vieux général en chef Scott, lui assuraient les plus belles destinées s'il restait fidèle à l'Union, mais, la Virginie s'étant prononcée contre l'Union, Lee crut devoir se ranger sous le drapeau qu'elle avait choisi. Ce ne fut pas sans douleur : « Mon mari a pleuré des larmes de sang sur cette terrible guerre,

écrivait mistress Lee à un ami; pourtant, il doit, comme homme et comme Virginien, partager les destinées de son État qui s'est prononcé pour l'indépendance. » Une fois sa résolution prise, il envoya, en termes émus et dignes, sa démission au général Scott. A cette occasion, il écrivait à un ami : « Malgré mes sentiments de loyauté et de devoir comme citoyen américain, je n'ai pu me décider à tourner mon épée contre mes parents, mes enfants, mon *home*. J'ai donc donné ma démission de l'armée, et, sauf pour la défense de la patrie où j'espère que mes humbles services ne seront jamais requis, je souhaite de ne plus jamais avoir à tirer mon épée. » A ce moment il obéit à ce qui fut toujours le mobile de sa vie : il fit ce qu'il sentit être *son devoir*.

Lee avait alors cinquante-quatre ans. Il était dans toute la vigueur de l'âge et de ses facultés intellectuelles. Il avait une figure et une tournure remarquablement belles. Les soucis de la guerre n'avaient pas encore blanchi ses cheveux. Grave et silencieux par nature, un peu raide, mais d'une exquise politesse de manières, il imposait à tous ceux qui ne le connaissaient pas. Sa sobriété, devenue proverbiale dans son armée, lui avait donné une santé de fer que n'avait atteint aucune des fatigues de ses campagnes. Il fut nommé général de division en même temps que Beauregard, Johnston et Jackson, par le gouvernement de la Confédération du Sud, et envoyé en Ouest-Virginie. Il avait à lutter contre Mac-Clellan, dans un pays sauvage, sans routes, sans chemins de fer, sans rivières navigables, et dont les habitants étaient favorables au Nord, tandis que son adversaire avait à sa disposition deux chemins de fer, qui lui permettaient une facile retraite. Sa campagne n'eut d'autre résultat que de ralentir les progrès des ennemis, et il dut, à l'approche de l'hiver, ramener ses troupes à Richmond.

Pendant ce temps, sur un autre point de la Virginie, les opérations avaient été plus sérieuses. Le général nordiste, Mac-Dowel, avait reçu l'ordre de prendre l'offensive contre les généraux Beauregard, Johnston et Jackson, fortement établis à Manassas sur le Bulls-Run.

La population de Washington avait traversé le Potomac pour assister à la victoire du Nord, mais ce fut tout le contraire. Mac-Dowell fut repoussé avec des pertes énormes, et ses soldats s'enfuirent en débandade jusqu'à Washington (21 juillet 1861). Les Sudistes ne profitèrent pas de leur victoire; peut-être étaient-ils trop épuisés eux-mêmes.

Le triomphe était dû, en grande partie, à Jackson, qui sera un des lieutenants préférés de Robert Lee. A un moment, les fédéraux avançaient sur le flanc des confédérés qu'ils allaient écraser. Le général Bee appelle Jackson, commandant la première brigade en réserve, et lui crie : « Général, ils nous repoussent ». Jackson, le visage impassible, répond froidement : « Alors, nous leur donnerons de la baïonnette. » Son calme agit comme par enchantement sur les hommes qu'il commande, et Bee crie à ceux qui fuient : « Regardez Jackson qui reste là comme un mur de pierre, *stonewald;* tenons ferme jusqu'à la mort ou la victoire. » Puis il tomba mortellement atteint, tandis que les 3 000 baïonnettes de Jackson arrêtent l'infanterie ennemie et commencent sa déroute. Le mot de Bee, *stonewald*, resta attaché comme une épithète au nom de Jackson et à celui de sa redoutable brigade.

Nous aurons trop souvent l'occasion de parler de Jackson pour ne pas essayer de le dépeindre en quelques lignes.

Les Anglo-Américains, ceux du Nord aussi bien que ceux du Sud, se rappellent avec le même orgueil patriotique le nom de ce grand homme de guerre. Il avait d'abord été professeur à l'École de guerre de Lexington. Sa tournure gauche, son grand corps maigre et disloqué, sa démarche raide et ses continuelles distractions le mettaient en butte aux intarissables plaisanteries des cadets de l'École. Nommé général, quand il parut au milieu de ses soldats, l'effet qu'il produisit sur eux fut aussi étrange

que lorsque, à Lexington, il excitait l'hilarité de ses élèves. Il avait un uniforme de simple soldat, sans galons et mal porté. A cheval, il montait avec des étriers trop courts, et ses mouvements étaient disgracieux.

Mais Stonewald Jackson était animé d'une foi ardente. Pour lui, puritain convaincu, la religion chrétienne était une pratique de tous les instants, et, dans les camps, ses habitudes de prière, de culte, de méditation prenaient une large part de ses journées. Le premier jour de la bataille de Chancellorsville, au moment d'accomplir ce vaste mouvement tournant qui devait lui livrer la droite de l'armée fédérale, on le vit entrer dans sa tente et s'agenouiller pour adresser au Dieu des armées une fervente prière. Aussitôt le silence se fit dans la foule affairée qui l'entourait, et quand il revint au milieu de ses soldats, il semblait animé d'une nouvelle ardeur.

Cette piété faisait oublier à ses soldats les bizarreries de son caractère. A la tête de sa brigade il accomplit des exploits qui le rendirent l'idole de ses soldats. Ils obéissaient aveuglément à ses ordres, et ils accomplirent avec lui des marches si extraordinaires que leur rapidité leur avait fait donner le nom de *cavalerie pédestre*.

Le sentiment religieux que nous venons de signaler dans Jackson n'était pas un fait unique, il se manifestait aussi bien parmi les soldats catholiques que parmi ceux de religion protestante.

Les généraux catholiques étaient nombreux dans les deux armées. On n'en comptait pas moins de quatorze, et le général Beauregard, de l'armée du Sud, ne craignait pas de donner le signe de la croix comme signe de passe à ses sentinelles. On dit que le jour du combat de Bulls-Run, le général Smith, arrivé trop tard avec sa division pour connaître le signe de passe, craignait, s'il avançait, d'essuyer le feu de son parti. Alors, à son désir, un jeune soldat catholique se présente, prêt à sacrifier sa vie pour sauver celle de ses camarades. Le général écrivit sur un morceau de papier ces mots : « Envoyez-moi le signe. — *Général Smith* », le remit au jeune soldat, se disant qu'une fois l'homme tué, on trouverait sur lui le papier et on le porterait à Beauregard. Le soldat approche des avant-postes : « Qui vive ? — Ami. — Donne le signe ! » Il avance sans rien dire. Tous les fusils se braquent sur lui. Il fait rapidement le signe de la croix et lève la main droite vers le ciel, attendant la mort. A l'instant, les fusils se relèvent. Les signes que le soldat catholique venait de faire pour se recommander à Dieu étaient exactement ceux que Beauregard, catholique aussi, avait donnés le matin à son armée.

Les prêtres catholiques, dans les armées du Nord ou du Sud, exerçaient le plus consolant ministère. Témoin ce Père Jésuite qui, voyant le découragement s'emparer des soldats dont il était l'aumônier, eut l'idée de leur donner des retraites partielles. Il les réunissait, par escouades de huit à dix, dans sa tente et leur faisait des instructions, trois ou quatre fois par jour durant trois jours, comme il faisait dans les collèges. Puis il les confessait, leur donnait la sainte Communion le quatrième jour, et, parvenait ainsi à relever leur moral affaibli. Ces retraites faisaient tant de bien à l'armée que les généraux protestants disaient : « Les aumôniers catholiques seuls savent accomplir leur mission. »

Les Sœurs de charité furent partout, à cause de leur dévouement, l'objet de la plus profonde vénération. Le général Lee, bien que protestant, les comblait des marques de son estime et de sa bienveillance. Tous les soldats, sans exception, avaient pour elles une sorte de culte. Un jour, une troupe nombreuse de soldats convalescents quittaient l'hôpital pour regagner leurs régiments. Ils étaient protestants pour la plupart. Le bateau qui les portait devait passer devant la maison des Sœurs, et plus loin, devant l'hôpital tenu par les dames protestantes. Quand il fut arrivé devant l'habitation des Sœurs, ils les saluèrent par des vivats neuf fois répétés. Quand il arriva devant l'hôpital des dames protestantes, le bateau passa sans qu'une seule voix s'élevât

pour leur faire honneur, et pourtant, ces dames se tenaient sur leur terrasse, des mouchoirs blancs à la main, pour rendre les salutations.

Ainsi donc, « cette guerre, avec ses proportions gigantesques, ses effroyables engins de destruction, ses batailles de trois jours, ses énormes hécatombes d'hommes, ses horreurs de toute espèce, cette guerre de trois années servait à donner une impulsion nouvelle au mouvement du catholicisme en Amérique. Tant il est vrai que la divine Providence dégage toujours le bien des entrailles mêmes du mal (1). »

IV. CAMPAGNE DE 1862 — LEE GÉNÉRAL EN CHEF EN VIRGINIE — MAC-CLELLAN — POPE — VICTOIRES SUR MAC-CLELLAN — MARCHE SUR WASHINGTON — BATAILLE D'ANTIETAM (17 SEPTEMBRE) — RETRAITE EN VIRGINIE

L'année 1862 fut marquée par de terribles luttes. Les Nordistes poursuivaient leur projet de s'emparer de Richmond, la capitale de la Confédération. Mac-Clellan vint débarquer avec 80 000 hommes à Fort Monroé sur le James-River, et s'avança jusque sur le Chickahominy où trois autres corps d'armée, venant du Nord, devaient le rejoindre (16 mai 1862). L'armée confédérée, qui avait mis ce temps à profit pour se fortifier à Manassas, se trouva ainsi obligée de quitter ses retranchements et d'accourir au Sud. Jackson sauva la situation.

A la tête de sa division, il pousse une pointe audacieuse vers le Nord, traverse le Potomac et pénètre jusqu'aux portes de Washington. Le gouvernement fédéral, épouvanté, rappelle un des trois corps d'armée qui marchaient pour rejoindre Mac-Clellan; les deux autres n'osent plus bouger. Ce résultat obtenu, Jackson rejoint en toute hâte le gros de l'armée et prend une brillante part aux rudes batailles de Fair Oaks (31 mai-1er juin 1862). Johnston y fut grièvement blessé, et le général Lee, occupé jusque-là à fortifier les approches de Richmond et toute la côte, reçut le commandement en chef de l'armée de Virginie.

La situation était grave. La bataille de Fair Oaks avait été indécise, et Mac-Clellan conservait ses positions à quelques lieues de Richmond. Du Nord, allaient de nouveau déboucher les corps d'armée qui s'étaient arrêtés et repliés devant Jackson. L'armée de Lee, prise entre leurs masses, menaçait d'être écrasée. Lee fit appel à toutes les troupes de la Confédération, et Beauregard dut accourir des rives lointaines du Mississipi.

Avec ces renforts et grâce à son habileté, Lee allait, en quelques semaines, remporter d'éclatants triomphes.

Avant d'engager de nouveau la lutte contre Mac-Clellan, et pendant que ses troupes se reposent, il envoie le général Stuart et les deux colonels Lee, l'un son fils, l'autre son neveu, faire avec leur cavalerie une exploration dans les environs. Ceux-ci accomplirent un magnifique raid qui jeta le trouble et la désorganisation chez l'ennemi. Se dérobant aux vedettes, culbutant les détachements qu'ils rencontraient, mettant le feu aux fourgons des fédéraux, trouvant les routes barrées à leur retour et construisant à la hâte un pont sur le Chickahominy pour le détruire aussitôt passé, poursuivis par une grosse troupe de cavalerie, ils rentrèrent sains et saufs de cette téméraire expédition. Ils avaient ainsi découvert le côté faible de l'ennemi.

Le 25 juin, Lee lance ses troupes sur la position de Méchanicsville, en déloge les fédéraux, mais il est obligé de s'arrêter devant des retranchements formidables construits en arrière de cette position. Le lendemain la lutte recommence contre ces obstacles. Hill et Longstreet sont repoussés, et les fédéraux, sortant de leurs retranchements, attaquent à leur tour les Sudistes désorganisés. La situation devenait critique. Lee, calme et sérieux comme toujours, ne trahissait par aucun geste son extrême préoccupation. Il attendait l'armée de Jackson qui avait promis d'arriver à

(1) *Études religieuses.*

temps sur le champ de bataille. En effet, vers 2 heures, au milieu du fracas de l'artillerie, un immense cri se fait entendre: «Voilà Jackson ! voilà Stonewald ! » « Ah ! général, lui dit Lee, il me tardait de vous voir ! Le feu est terrible. Croyez-vous que vos hommes pourront le soutenir ? » Jackson écouta un instant et, de sa voix brève, répondit : « Ils peuvent tout supporter, général, ils supporteront bien cela. » Et, donnant des éperons à sa maigre monture, il se précipite, à la tête de ses régiments,



CARTE POUR LA GUERRE DE SÉCESSION

sur l'ennemi. S'élançant sous une pluie de feu, à travers un ravin et de profonds marécages, ses soldats abordèrent, à la baïonnettes, les troupes fédérales et plantèrent leur drapeau sur leurs retranchements. Cette charge magnifique fit éclater des exclamations de triomphe dans les rangs confédérés, et toute l'armée, s'ébranlant à nouveau, se précipita sur l'ennemi par la brèche qu'avaient ouverte les troupes de Jackson. Le soleil couchant éclaira, derrière des monceaux de cadavres et de mourants, les troupes nordistes abandonnant leur artillerie avec leurs positions. Ce n'était pas fini. Cinq jours durant, les fédéraux opérèrent leur retraite à travers les marécages de White-Oak-Swamp, cinq jours de combat dans lesquels Mac-Clellan tint tête à la

poursuite des fédérés, et réussit à sauver son armée d'un désastre complet, en les amenant sur les bords du James-River sous la protection de ses canonnières.

Mac-Clellan reçut ordre, de son gouvernement épouvanté, de ramener son armée à Washington.

Lee rentra le 8 juillet à Richmond qui le reçut en libérateur. Sa modestie presque exagérée, vertu peu américaine, lui rendait pénibles les nombreuses ovations qu'il dut recevoir.

Débarrassé de Mac-Clellan, Lee se porta au Nord contre l'armée de Pope, formée des différentes divisions qui auraient dû rejoindre Mac-Clellan par les routes de terre. La bataille s'engagea, le 29 août, sur le Bulls-Run, et dura deux jours. Pope fut battu et son armée désorganisée.

Cette série de victoires changeait complètement la situation. La route de la capitale du Nord était ouverte. Le général Lee se mit en marche pour aller dicter la paix dans Washington même. Il franchit le Potomac avec 80 000 hommes et 240 canons. Afin de ne point aborder de front les défenses de Washington, les Sudistes remontaient au Nord à travers le Maryland. Lee avait espéré soulever cette province, mais les habitants ne témoignèrent qu'indifférence ou hostilité.

Cependant, les Nordistes s'étaient concentrés pour résister à la marche victorieuse de Lee; ils lui opposèrent 150000 hommes. Le 17 septembre, une rude bataille s'engagea à Antietam; elle demeura indécise. Lee, dont les troupes épuisées étaient de moitié moins nombreuses, n'osa point recommencer la lutte, et, renonçant à sa marche offensive, il se replia en bon ordre. Le 19 septembre, sans avoir subi aucune autre perte, il repassait le Potomac et rentrait en Virginie pour se retrancher sur les hauteurs de Fredericksburg.

En Virginie, la campagne de 1862 se terminait donc à peu près au point où elle avait commencé, sans avantage marqué pour le Nord ou pour le Sud. Mais dans l'Ouest, et particulièrement sur le Mississipi d'où nous avons vu revenir Beauregard au moment où Lee craignait de ne pouvoir défendre Richmond, les Nordistes avaient obtenu d'importants succès. La Nouvelle-Orléans et presque tout le cours du Mississipi étaient tombés en leur pouvoir; leurs flottes bloquaient les ports du Sud, et, au commencement de l'année suivante, le chiffre de leurs troupes, augmentant sans cesse, allait s'élever à 900 000 hommes.

VI. VICTOIRE DE FREDERICKSBURG (12 DÉCEMBRE 1862) — LEE ET SES SOLDATS

La fin de l'année 1862 réservait à Robert Lee une victoire aussi éclatante qu'inespérée. Une armée fédérale de 100 000 hommes, commandée par Burnside, l'avait suivi dans sa retraite et campait au pied des hauteurs de Fredericksburg où Lee s'était retranché.

Le gouvernement de Washington, désireux de terminer promptement la guerre, donna ordre à Burnside d'enlever Fredericksburg. Le 12 décembre, les fédéraux s'élancent à l'attaque des positions ennemies; repoussés, ils reviennent six fois à l'assaut sans pouvoir les entamer: Burnside y perd la moitié de ses soldats. Obligé de battre en retraite, il marche sur un terrain tellement détrempé par la pluie que ses soldats, ses chevaux, ses mulets embourbés, doivent abandonner, équipements et canons, dans cet océan de boue liquide. Cette triste campagne est célèbre dans les annales fédérales sous le nom de *mud-march,* marche dans la boue.

La rigueur de la saison empêcha le général Lee de profiter autrement du désastre qu'il avait infligé à son téméraire agresseur. Un nouveau général, Howker, vint recueillir les débris de l'armée nordiste, et les augmenter par des renforts considérables; mais, instruit par l'expérience, il se garda bien d'une nouvelle attaque et il se contenta de tenir les Sudistes en observation pendant tout l'hiver.

Les éclatants succès remportés par l'armée de Lee durant l'année 1862 avaient gagné au général en chef le cœur et la

confiance de ses soldats. Jackson disait de lui : « Cet homme est un phénomène : il est le seul au monde que je suivrais les yeux bandés. » Aussi soigneux de l'état moral de ses soldats que de leur bien-être physique, Lee s'associait souvent à leurs prières, le matin ou la veille d'une bataille, la tête découverte, dans l'attitude du plus profond recueillement.

Avant la délivrance de Richmond, ses troupes l'acclamaient avec confiance. A partir de ce moment, elles eurent pour lui un véritable amour. « Lorsqu'il paraissait, le camp entier bourdonnait de joie, et les hommes le saluaient aux cris de : « Voilà oncle Robert ! » Des vieillards, des femmes, des enfants de tout âge et de tous rangs, affluaient au camp pour voir leur libérateur. » Toute cette popularité n'enlevait rien à sa simplicité et à sa modestie. « Dans le camp de la Shénandoah, écrivait un Anglais qui avait suivi cette campagne, son quartier général était composé de sept ou huit tentes placées contre une haie et sur un terrain si rocailleux qu'il était difficile d'y passer à cheval. Son seul avantage consistait dans un petit ruisseau d'eau pure qui coulait à côté de la tente du général en chef... Ni gardes, ni sentinelles dans le voisinage. Une grande ferme, située tout auprès, eût, dans une autre armée, été occupée par le général en chef, mais Lee exigeait le respect absolu de la propriété d'autrui et en donnait le premier l'exemple. » Disons qu'il était dans son pays et chez ses amis.

VII. CAMPAGNE DE 1863 — VICTOIRE DE CHANCELLORSVILLE (1er MAI) — MORT DE JACKSON — MARCHE SUR WASHINGTON — BATAILLE DE GETTYSBURG (1er JUILLET) — RETRAITE

L'année 1863 allait être décisive dans la terrible guerre engagée entre Nordistes et Sudistes. Dans l'Ouest, les premiers allaient poursuivre leurs avantages et briser toute résistance efficace et sérieuse. En Virginie, le général Lee, plus heureux et plus habile, allait de nouveau balancer la fortune.

A la fin d'avril 1863, nous retrouvons Lee sur les hauteurs de Fredericksburg et, en face de lui, l'armée de Howker, 150 000 hommes. « C'est la plus belle armée de notre planète, avait dit le gouvernement fédéral, tant elle est bien pourvue de toutes choses. » Lee, au contraire, avait une armée bien diminuée en nombre et dont le recrutement devenait de plus en plus difficile dans un pays qui supportait tout le poids de la guerre, mais les soldats dont elle était formée, aguerris par deux ans de lutte et commandés par d'habiles généraux, suppléaient par leur intrépidité et leur courage à l'infériorité du nombre.

Howker reprit contre Fredericksburg les opérations qui n'avaient pas réussi l'année précédente. Pour obliger les confédérés à abandonner les positions formidables qu'ils avaient établies en avant de cette ville, il franchit le Rapidan près de ses sources, se posta sur les hauteurs, jugées inabordables de Chancellorsville, et tenta d'envoyer la majeure partie de ses troupes derrière les positions de Lee pour les prendre à revers, tandis que la cavalerie fédérale détruirait les routes et les chemins de fer qui formaient la ligne de retraite des confédérés. Ce plan était habilement conçu et devait amener infailliblement, par sa réussite, la ruine complète de l'armée confédérée.

Lee avait deviné les projets de son adversaire. La droite de l'armée fédérale était isolée et sans appui sur les hauteurs de Dowdalls-Tavern ; il résolut de l'enlever tout entière. Tandis que lui-même attirerait l'attention de Howker et l'occuperait par une attaque sur le front de sa ligne de bataille, Jackson tournerait l'armée ennemie, enlèverait ou anéantirait cette droite et se jetterait sur le flanc de Howker. Pour réussir, il fallait dérober ce mouvement à l'ennemi, Jackson seul était capable d'une si vaste opération.

Ce général commença la dernière des expéditions qui le rendaient si redoutable, avec tant de mystère et de précautions, que les fédéraux crurent qu'il battait en retraite sur Richmond. Mais Jackson, dis-

simulant sa marche à travers les bois pendant toute une journée, tomba comme une bombe, à 5 heures du soir, au milieu du camp des fédéraux, pendant que les soldats préparaient tranquillement leur souper. L'attaque fut si soudaine qu'ils n'eurent pas le temps de prendre leurs armes. Ils s'enfuirent, les uns vers la rivière pour la franchir, les autres sur le plateau de Chancellorsville pour se réfugier derrière l'immense palissade de troncs et de fagots qui protégeait le quartier général de Howker. Au milieu de l'épouvantable confusion qui résultait de cette surprise, les confédérés prirent un temps d'arrêt pour se reconnaître. Howker sut en profiter et ouvrit sur eux un feu roulant qui arrêta leur élan.

C'était la nuit, une nuit profonde. Jackson se porta en avant avec Hill et son état-major pour reconnaître les retranchements et préparer l'attaque du lendemain. Au milieu de l'obscurité, il fut entouré par une avant-garde ennemie, qui le reçut à coups de fusil. Jackson se rejeta dans le bois pour rejoindre sa ligne, mais ses soldats, non prévenus, voyant arriver sur eux des cavaliers au galop, crurent à une attaque de l'ennemi. Le premier rang mit un genoux en terre, et quand Jackson et son état-major ne furent plus qu'à vingt pas d'eux, ils l'accueillirent par une formidable décharge. Jackson fut grièvement atteint par trois balles. Pâle et sanglant, soutenu par deux hommes, il put se traîner jusqu'au milieu de ses soldats désespérés de leur erreur. On le transporta dans une ambulance où, trois jours après, il devait succomber.

Lee, apprenant la funeste nouvelle de cet accident en même temps que le succès de cette mémorable journée, s'écria : « Toute victoire est trop chèrement payée qui me prive même pour peu temps des services de Jackson. » Le lendemain, il lui écrivit une lettre dans laquelle il lui exprimait son chagrin de sa blessure et le félicitait de la victoire dûe à son habileté et à sa bravoure. « Le général Lee est trop bon pour moi, dit-il, mais c'est Dieu qu'il faut louer de la victoire. » Le 10 mai, l'héroïque Jackson rendait à Dieu sa vaillante âme. La douleur de Lee fut poignante, car, l'affection qu'il avait pour Jackson était profonde.

La perte de leur commandant tant aimé anima les troupes d'une fureur vengeresse, la lutte recommença contre les fédéraux, et aux cris de vengeons Stonnewal Jackson, elles réussirent après quatre charges meurtrières à s'installer sur les hauteurs de Chancellorsville. Howker battit en retraite, il avait perdu 25 000 hommes et les confédérés 10 000; mais la mort de Jackson était pour eux une perte irréparable.

Les nouvelles de l'Ouest étaient mauvaises pour les Sudistes, et la guerre menaçait de leur être fatale s'ils ne parvenaient point à frapper quelque nouveau coup. Lee seul était à même de relever la fortune de son parti. Il avait tellement écrasé l'armée de Howker dans les dernières batailles de Chancellorsville, qu'il pouvait espérer s'ouvrir la route de Washington, et s'emparer de la capitale du Nord. C'est là qu'il dicterait la paix.

A la tête d'une armée de 100 000 hommes, dernier effort de la Confédération, le général sudiste se mit donc en marche (3 juin), franchit sans obstacle le Potomac et, chassant devant lui les troupes qui essayaient de lui barrer la route, atteignit Gettysburg, en Pensylvanie. Sur les hauteurs était rangée l'armée fédérale, sous les ordres du général Meade. Lee avait sous la main 67 000 hommes contre plus de 100 000.

La bataille s'engagea furieuse, le 1er juillet, et dura trois jours entiers. Le premier jour, l'avantage resta aux confédérés. Le second jour, les fédéraux, acculés à de très fortes positions sur Cemetery-Hill, réussirent à s'y maintenir. Le troisième jour, Lee résolut d'en finir par un coup décisif. Il forma trois colonnes de 15 000 hommes et les lança à l'attaque des hauteurs. Ce fut un moment effroyable. Ces colonnes traversèrent l'espace entre les bois et la crête à travers une pluie de mitraille sans se désorganiser. Celle du brave général Pikell atteignit la crête de Cemetery-Hill, mais

les deux autres ne purent forcer les obstacles qu'elles avaient devant elles, et cette magnifique charge devint inutile. Les pertes étaient immenses : trois généraux, quatorze colonels, les trois quarts des soldats étaient morts ou blessés.

Aucune des deux armées n'osa, le quatrième jour, reprendre l'offensive, tellement elles avaient souffert l'une et l'autre. Mais il devenait impossible au général Lee de poursuivre sa marche vers Washington. Comme l'année précédente, il dut y renoncer, et il lui fallut songer à opérer la retraite à travers un pays ennemi, poursuivi par une armée victorieuse. Lee arriva sur le Potomac sans avoir été entamé. Là, se retournant fièrement contre son ennemi pendant que l'on construisait les pontons pour le passage du fleuve, il le tint en respect, sans que celui-ci osât l'attaquer, et rentra en Virginie. Cette campagne était terminée (12 juillet 1863).

Le jour même de la bataille malheureuse de Gettysburg, la ville de Vicksburg, sur le Mississipi, que les fédéraux appelaient le *Sébastopol de la rébellion,* avait capitulé. C'était un double désastre.

Le Sud était définitivement vaincu; l'armée de Lee, complètement épuisée. Mal vêtus, à peine nourris, les soldats commençaient à déserter. De plus, l'hiver de 1863-64 fut dur à passer. Lee, pour soutenir le moral de ses soldats, vivait au camp avec eux, partageant leurs privations : comme eux, il vivait de la ration ordinaire, quatre onces de pain, un peu de maïs ou de blé.

VIII. CAMPAGNE DE 1864 — LEE ET GRANT

Pour la campagne de l'année 1864, la lutte paraissait devoir être courte autant que certaine. Le Nord avait formé deux grandes armées : l'une (250 000 hommes), sous les ordres de Grant (1), opérait directement contre Lee, l'autre, commandée par Sherman devait partir de l'Ouest, et, à travers les États du Sud, prendre à revers toutes les défenses de Richmond. Lee n'avait que 50 000 hommes à opposer à 3 ou 400 000. Il devait nécessairement succomber. Mais le général sudiste déploya tant d'habileté, tant de courage, une telle fécondité de ressources que l'année finit et le laissa encore aussi redoutable.

A la reprise des hostilités (avril 1864), Lee, fortement retranché dans la fameuse position de Chancellorsville, lutta victorieusement pendant deux jours contre le général Grant et lui tua 21 000 hommes (4 mai 1864). Renonçant à aborder son adversaire de front, Grant cherche à couper ses communications avec Richmond. Lee a deviné son plan et, par une suite de marches extraordinaires, il s'établit à Spottsylvania, résiste deux jours aux 200 000 hommes de Grant et lui fait éprouver une perte de 20 à 25 000 hommes (10 mai 1864). Grant, après avoir reçu de nouveaux renforts, reprend sa marche sur Richmond. Il arrive sur les bords du North-Anna-River pour le franchir : il trouve en face de lui Lee qui lui dispute le passage. Il se transporte, par des marches de nuit, plus au Sud de la rivière, espérant avoir dérobé ses projets à son adversaire. Quand il s'apprête à la franchir, Lee est toujours là, toujours inattendu, toujours préparé. Enfin Grant, toujours décidé à tourner les positions de son adversaire, plutôt qu'à les aborder de front, se porte en avant pour franchir le Chickahominy et atteindre Richmond. Pour la quatrième fois Lee le devance et s'apprête à lui barrer le passage. Grant ne peut plus éviter la bataille. Il va s'efforcer d'écraser l'ennemi sous la masse énorme de ses troupes à Cold-Harbor.

Sept fois, en une demi-heure, ses attaques furent repoussées, sept fois il revint à la charge sans pouvoir rompre les lignes des confédérés. Entre 11 heures et midi, Grant avait perdu 13 000 hommes, tandis que Lee n'en avait perdu que 1 200. Cette campagne d'un mois avait coûté au Nord 60 000 hommes et 3 000 officiers (24 mai 1864).

Grant, reconnaissant l'impossibilité d'arriver à Richmond par le Nord et par l'Est,

(1) Voir nos *Contemporains,* Grant, n° 425.

cherchа à couper les communications de cette place avec le Sud, d'où elle tirait ses approvisionnements. La ville de Petersburg était la clé des défenses de Richmond au Sud. Grant se précipite contre elle. (30 juin.) Mais le général Lee est accouru. Il a placé 10 000 hommes dans la ville, elle résiste aux attaques réitérées de Grant, qui est obligé de prendre ses quartiers d'hiver devant ses retranchements. Il y était encore le 1er avril 1865.

Pour essayer de faire une diversion Lee envoya sa cavalerie et des bandes nombreuses menacer Washington. Les environs de la capitale sont parcourus et ravagés par les Sudistes, mais leur nombre est trop faible, ni Grant, ni le gouvernement fédéral ne s'en émeuvent. Grant garde toutes ses divisions autour de Richmond et de Petersburg, et appelle de nouveaux renforts. Le Nord porte à plus d'un million le nombre de ses soldats.

IX. LES DERNIERS EFFORTS DU SUD CAPITULATION DU GÉNÉRAL LEE (9 AVRIL 1865)

Pendant l'hiver de 1864-65, les souffrances de l'armée du Sud dépassèrent celles de l'hiver précédent. Lee avait établi son quartier général à deux milles de Petersburg, et, au milieu de ses troupes harassées et mal nourries, il conservait toujours sa physionomie calme et sereine, attendant son salut d'un miracle de la Providence, car il regardait la situation comme désespérée. Plus d'argent, plus de vêtements, plus de recrues, rien que ses vétérans qui l'adoraient et dont le nombre diminuait de jour en jour, tandis que l'armée de son adversaire augmentait sans cesse.

Et pour marquer leur implacable volonté de poursuivre leur triomphe jusqu'à la complète défaite de leurs adversaires, les Nordistes venaient de réélire Lincoln à la présidence, à une énorme majorité. Les démocrates avaient voté pour Mac-Clellan, l'ancien général en chef des Nordistes, tombé en disgrâce.

Sherman avait accompli la marche combinée avec Grant. Il venait de prendre Atlanta dans la Géorgie. Il avait fait tomber Savanah entre ses mains, et était entré en communication avec lui. Lee n'avait plus qu'une chance, celle de rallier dans l'Ouest avec ses 25 000 hommes, les 30 000 de Johnston qui s'y trouvaient, et de faire avec lui une guerre de guerillas dans les Alleghanys, prolongeant ainsi la lutte afin d'obtenir de meilleures conditions de paix. Malheureusement, le gouvernement de Richmond ne lui permit pas de suivre ce plan. Il fut obligé de s'immobiliser devant Petersburg.

Dans ce danger suprême, Lee sembla revivre en lui toute l'ardeur guerrière de sa race. Le 25 mars 1865, il fait attaquer les positions des fédéraux et parvient à faire brèche en prenant le fort de Steadam ; mais, à droite et à gauche, des forts voisins, éclate une canonnade furieuse qui prend les assaillants en enfilade et les oblige à rentrer dans leurs tranchées. A son tour, Grant prend l'offensive. Une bataille furieuse s'engage près de la station de Five-Foks. Les confédérés se défendent avec le courage du désespoir, mais, pris entre deux feux, accablés sous le nombre, épuisés de fatigues, ils lâchent pied et 5 000 déposent les armes (2 avril 1865). Lee contint l'ennemi jusqu'au soir, puis, pendant la nuit, avec sa petite armée réduite à 15 000 hommes, commença silencieusement sa retraite après avoir détruit tous les entrepôts, tous les chantiers qui se trouvaient dans Petersburg.

La retraite se fit vers l'Ouest, protégée par le cours de l'Appomatox. Les soldats cheminaient presque joyeux d'avoir échappé à l'ennemi. Lee, lui-même, reprenait quelque espoir en voyant le succès du mouvement qu'il avait entrepris. Malheureusement les ravitaillements qu'il avait fait préparer pour ses hommes, à Amélia-Court-House, ne s'y trouvèrent pas. Il fallut envoyer faire des approvisionnements dans un pays déjà appauvri, ce qui occasionna un retard considérable. Ce retard permit à Grant d'arriver en toute hâte pour couper la retraite aux confédérés.

On vit alors une armée de 15 000 hommes affamés, se dérober nuit et jour aux poursuites de 150 000. Cette situation ne pouvait se prolonger. Un Conseil de guerre fut tenu à Framville dans lequel le mot de capitulation fut prononcé. Lee espérait encore pouvoir échapper, lui et ses soldats, à cette humiliation. Reprenant sa marche vers l'Ouest, il refoule sur son passage un corps fédéral en lui tuant 600 hommes, culbute une troupe de 6000 cavaliers, dont il fait prisonnier le commandant Greeg. Mais bientôt il se trouve en présence d'une armée de 80 000 hommes, tandis qu'il était poursuivi par une autre aussi forte. Il arrêta sa marche. Grant lui écrivit une lettre très digne, dans laquelle il le conjurait de céder; toute nouvelle effusion de sang devenant inutile par suite de l'extrémité à laquelle il se trouvait réduit. Lee, toujours vaillant, émit dans un nouveau Conseil de guerre la proposition de faire une trouée à travers les masses qui se trouvaient devant lui. Ses officiers se contentèrent de lui représenter l'état de ses troupes qui défiait toute description. Avec la même décision qu'il aurait marché à l'ennemi, Lee envoya à Grant un parlementaire chargé de demander une entrevue pour préparer la capitulation. Les deux généraux se rencontrèrent dans la ferme de Appomatox-Court-House. Les termes de la capitulation furent écrits et échangés; les deux généraux se saluèrent, et Lee revint à son quartier général (9 avril 1865).

Ses soldats, à son retour, l'entourèrent, lui serrant les mains, appelant sur lui, en mots entrecoupés, les consolations divines, cherchant par tous les moyens à adoucir sa douleur. Les larmes vinrent aux yeux du malheureux chef : « Que n'étais-je parmi les morts à la dernière bataille, s'écria-t-il! » Puis, jetant un regard désolé sur ses fidèles soldats qui se pressaient autour de lui, il leur dit d'une voix tremblante d'émotion : « Nous avons traversé la guerre ensemble, j'ai fait de mon mieux pour vous..... mon cœur est trop plein pour vous en dire davantage! » Il ne put continuer et rentra sous sa tente.

Suivant les termes de la capitulation, Lee fut obligé de remettre son épée à Grant. C'était une arme de très grand prix que lui avaient offertes par souscription tous les États du Sud. Le général Grant salua Lee, prit l'épée, lut à haute voix les noms des batailles gagnées par lui, qui étaient gravées sur la lame, puis, rendant l'arme au général Lee, lui dit en se découvrant : « Général, je vous salue, gardez cette épée, vous seul êtes digne de la porter. »

Lee se rendit à Richmond où il devait demeurer prisonnier sur parole. Tout le long de la route, des témoignages touchants de sympathie lui furent prodigués. Les habitants de Richmond sortirent à sa rencontre. Hommes, femmes, enfants se pressaient sur son passage, embrassant ses genoux, ses pieds, et jusqu'à son cheval, le vieux *Traveller,* qui avait fait toute la guerre avec lui. Lee se dégagea avec mille peines, et se réfugia dans sa maison d'où il ne sortit plus que le soir pour eviter les ovations.

X. LES DERNIÈRES ANNÉES — LA MORT

Le gouvernement de Washington usa avec modération de sa victoire. Malgré le lâche assassinat du président Lincoln, le 14 avril 1865, cinq jours après la capitulation de Lee, son successeur, Andrew Johnson s'appliqua à faire disparaître les maux de cette triste guerre qui avait coûté à l'Union près d'un million d'hommes et 15 milliards de francs. Sans doute, les tarifs furent maintenus, l'abolition de l'esclavage fut définitivement établie sur tout le territoire des États-Unis, mais, après une période de dure sujétion, leurs anciens droits furent rendus aux États confédérés, une amnistie générale fit cesser toute poursuite contre les principaux chefs. Les armées furent licenciées, et le calme se fit peu à peu dans tous les esprits.

Lee se montra aussi grand dans l'adversité qu'il avait été humble dans le triomphe. Il ne cessa d'encourager ses compatriotes à supporter virilement leur malheureux sort

et à demeurer dans leur patrie pour la relever de ses désastres. Lui-même, complètement ruiné par cette guerre, leur en donna l'exemple. Bien que les positions les plus considérables lui fussent offertes, dans le Nord comme dans le Sud, en Angleterre comme en Irlande, il se contenta de celle de président du collège de Washington, établi à Lexington dans la vallée de la Virginie. Pendant cinq ans qu'il remplit ces fonctions, il sut conquérir l'affection, la vénération de ses professeurs et de ses étudiants qui le regardaient comme leur meilleur ami. Il avait pris ce collège désert, sans ressources, désorganisé, ruiné; il le laissa riche, florissant, plein d'élèves.

Ce fut au milieu de ses nouvelles occupations que la mort vint le surprendre. Rentrant, un soir d'octobre 1870, d'une fatigante séance, il fut frappé de paralysie au moment où il se mettait à table. Après quelques jours de souffrance, pendant lesquels, dans son délire, il donnait des ordres à ses anciens généraux comme s'il était sur le champ de bataille, le vaillant soldat mourait le 12 octobre, à l'âge de soixante-trois ans. Son heureux rival et vainqueur, le général Grant, était, depuis l'année précédente, président de la République des États-Unis.

Durant trois jours, on vit accourir à Lexington des milliers de personnes pour rendre hommage aux restes de celui qu'ils avaient tant aimé. Le 15, il fut enterré dans la chapelle du collège. La ville de Lexington était entièrement tendue de noir, tous les habitants voulurent assister à ses funérailles. Derrière le cercueil, porté par les professeurs du collège, suivait son vieux coursier gris, fidèle compagnon de tous ses dangers. Sur sa tombe, toutes les haines, toutes les rivalités expirèrent.

Un écrivain nordiste s'exprimait ainsi quelques jours après : « Il vécut pour montrer au monde comment, malgré la défaite et l'insuccès, un soldat pouvait inspirer chez ceux pour lesquels il combattait un tel amour et une telle vénération, et chez ses vainqueurs une admiration si grande, qu'aucun succès n'en valut jamais de pareils à prince, guerrier ou potentat. Sa réputation sans tache gagnera chaque jour une nouvelle grandeur, et le temps n'est pas éloigné où son nom sera revendiqué, non seulement comme la propriété d'une fraction du pays, mais comme l'héritage d'un peuple entier et uni. »

Grande et salutaire leçon que cette crise traversée par le peuple américain ! Pendant la guerre chaque parti lutte pour la cause qu'il croit être la meilleure jusqu'à l'épuisement de ses forces et de ses richesses; mais, le combat fini, le vainqueur ouvre ses bras au vaincu. La famille politique, un instant divisée, se reconstitue, et vainqueurs et vaincus désormais unis travaillent à lui rendre sa jeunesse, sa vie, sa vigueur, que des maladies morales avaient presque anéanties. Trempée par les épreuves, la nation tout entière s'est lancée à de nouveaux combats plus pacifiques, et les victoires qu'elle a remportées dans l'industrie et l'agriculture l'ont grandie aux yeux de l'univers et lui ont assuré une prospérité sans égale.

Vaugirard.

G. MAROUBY.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire des Deux-Mondes (1861 à 1865); *Histoire de la guerre civile en Amérique*, par le COMTE DE PARIS ; *Les États-Unis contemporains*, (CLAUDIO JANNET) ; *Le général Lee*, M. LEE CHILDE; *La guerre d'Amérique, récit d'un soldat du Sud*, par MARIUS FONTANE; *Études religieuses* (1864); *Correspondant* (1863-1865); *Revue des Deux Mondes*; *Les États-Unis en 1863*, par JOHN BIGELOW; *De l'abolition de l'esclavage*, AUGUSTIN COCHIN; *Guerres contemporaines*, général CANONGE.

LES CONTEMPORAINS



LE GÉNÉRAL U.-S. GRANT, PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (1822-1885)

I. U.-S. GRANT — SON ENFANCE — A WEST-POINT — SES PREMIÈRES ARMES — IL SE FAIT FERMIER

Parmi les hommes qui jouèrent un grand rôle dans l'Amérique du Nord, à l'époque de la guerre de Sécession, le plus illustre de tous est, sans contredit, U.-S. Grant, généralissime des armées du Nord et deux fois président des États-Unis.

Ulysse-Simpson Grant naquit le 22 avril 1822 à Point-Pleasant (Ohio). Il était l'aîné de six enfants et d'origine écossaise. En 1730, Mathieu Grant, puritain rigide, quittait l'Angleterre. Il se fixa d'abord dans le Massachusetts, puis alla s'établir dans le Connecticut. Ses fils se signalèrent dans les guerres contre les Indiens. L'aïeul d'Ulysse Grant fut l'un des officiers de Washington pendant la guerre de l'Indépendance. Jessi Grant, son père, se fixa dans l'Ohio où il exerçait le métier de tanneur.

Sa jeunesse ne pouvait faire prévoir les hautes destinées qui lui étaient réservées. Esprit rêveur, peu ouvert aux études intellectuelles, il s'isolait volontiers tandis que ses frères se rendaient utiles à leurs parents : « Un *useless* (inutile), disait de lui sa mère. » Mais il donnait déjà des preuves de ce caractère décidé, de cette volonté tenace qui devaient faire de lui plus tard un général victorieux. Un jour, le bois vient à manquer à la maison. Le père avait dû s'absenter quelque temps, et il faisait froid : on était au cœur de l'hiver. Tandis que sa

mère et ses frères se lamentent, Grant, à peine âgé de sept ans, délie un cheval, parvient à l'atteler à un traîneau, gagne la forêt, le charge de bois et revient à la maison. Plusieurs fois il renouvelle ce voyage dans la même journée; il procura ainsi à la maison le chauffage de plusieurs semaines.

A cette promptitude dans la décision, il joignait un sang-froid extraordinaire. Il était adroit dans tous les exercices du corps et particulièrement dans l'équitation, où il déployait autant d'adresse que de vigueur. Ayant appris que, dans un cirque, était un poney dressé spécialement à désarçonner son cavalier sans qu'un seul eût pu jamais se maintenir en selle, il se présente pour le monter, enfourche la bête et la dompte; il n'avait pas douze ans. Un singe avait bien essayé de l'intimider en grimpant sur ses épaules et en lui tirant les cheveux, il ne parvint pas à le mettre en défaut.

Son éducation morale avait été bien soignée par sa mère, et, toute sa vie, il accomplit fidèlement les devoirs de sa religion (il était méthodiste) : assistance aux offices, prières en commun le matin et le soir. Il fut toujours d'une pureté de mœurs irréprochable, même austère. Il ne lui est jamais arrivé de jurer, ni de raconter une anecdote licencieuse ou d'en laisser conter en sa présence.

Quant à son instruction, elle fut, dans ses jeunes années, tout à fait rudimentaire. Jusqu'à dix-sept ans, son père, qui avait besoin de son assistance, ne put le laisser, plus de trois mois par hiver, fréquenter les écoles primaires. Cependant, malgré son peu de culture intellectuelle, il réussit à se faire admettre, en 1839, à l'École militaire de West-Point, grâce à l'influence de M. Hamer, membre du Congrès pour l'Ohio.

Les programmes de cette École n'étaient pas très chargés : un peu de géométrie, d'arithmétique, quelques dissertations sur les auteurs anglais du XVIII[e] siècle, quelques notions sur les langues vivantes, et c'était tout ce que l'on enseignait. Mais on y donnait une importance très grande aux manœuvres militaires et aux exercices du corps. Grant montra dans cette partie du programme des aptitudes remarquables : la science du cheval n'eut pas de secret pour lui. Mais comme son numéro de sortie ne lui permit pas de choisir la cavalerie. Il fut classé comme sous-lieutenant dans le 4[e] régiment d'infanterie.

C'est en cette qualité qu'il fit la campagne du Mexique, en 1848 : il fut cité trois fois à l'ordre du jour, notamment à la suite du combat de Molino del Rey. Sa brillante conduite, au combat de Chapultepec, lui mérita le grade de capitaine. Alors, il épousa la fille de l'un de ses amis, M. Dent, et continua sa carrière militaire sur les frontières du Texas, jusqu'en 1854, époque à laquelle il donna sa démission sans que l'on pût jamais connaître avec certitude les circonstances qui motivèrent cet acte.

Grant avait quatre enfants lorsqu'il quitta le service militaire. Pour faire vivre sa famille, il se fit fermier et vint s'établir à Missouri, près Saint-Louis, travaillant beaucoup et gagnant peu. Il espéra mieux réussir en se faisant marchand de bois. La fortune ne vint pas encore lui sourire dans ce nouvel emploi. Il essaya du métier d'agent pour la vente des terrains, mais, sans goût ni aptitude pour les affaires, le succès ne couronna pas ses efforts, en sorte que Grant fit faillite. Les sympathies, mises en fuite par un caractère peu démonstratif et une tenue plus que modeste, s'écartèrent de plus en plus de l'ancien officier. Découragé, Grant alla habiter Galena (Illinois), où son père, tanneur et marchand de cuirs, lui offrit une place de teneur de livres dans ses bureaux avec la perspective d'un intérêt dans son commerce (1859).

Il est curieux de remarquer que les trois hommes les plus illustres, parmi les fédéraux de cette époque, appartinrent aux rangs secondaires de la société. Lincoln (1) était fendeur de bois, Andrew Johnson, tailleur, Ulysse Grant, tanneur.

---

(1) Voir nos *Contemporains*, *Lincoln*, n° 105.

II. ORGANISATION DE L'ARMÉE DU NORD — PREMIÈRES OPÉRATIONS DANS L'OUEST — GRANT COLONEL ET GÉNÉRAL DE BRIGADE

L'ancien élève de West-Point vécut ainsi quelque temps à Galena triste et ignoré, ayant pour principale occupation l'achat et la réception des peaux d'animaux. La fortune, qu'il avait en vain poursuivie jusqu'à ce jour, vint l'y trouver. En 1861 éclatait la crise depuis longtemps prévue entre les États du Nord et ceux du Sud. L'élection à la présidence de Lincoln, partisan de l'abolition de l'esclavage et des tarifs sur les marchandises exportées et importées, en fut la cause immédiate. Dix États : les deux Carolines, la Floride, le Mississipi, la Louisiane, la Géorgie, l'Alabama, le Texas, le Tennessee et la Virginie déclarèrent leur séparation et se détachèrent de l'Union en élisant Jefferson Davis comme président de la nouvelle Confédération du Sud (4 février 1861). Ils adoptèrent Richmond comme capitale et levèrent une armée qui commença les hostilités en s'emparant du fort Sumter (13 avril).

Le gouvernement de Washington, jusque-là, n'avait pu croire à des hostilités et avait même espéré dénouer pacifiquement la situation : il fut pris au dépourvu. Il fallait former instantanément une armée, faire sortir du sol, en quelque sorte, des soldats tout équipés pour faire face à une attaque du Sud qui, résolu à la guerre, s'y préparait depuis plusieurs mois.

Pour bien comprendre ce qui va suivre, il faut se rappeler que, la guerre de l'Indépendance terminée (1774-1783), le Congrès avait licencié l'armée nationale, ne retenant sous les drapeaux qu'un petit nombre d'hommes chargés de faire la guerre aux Indiens et de monter la garde sur les frontières. Cette troupe comprenait environ 20 000 hommes ainsi partagés : cinq régiments de cavalerie, dix-sept régiments d'infanterie, et une assez nombreuse artillerie : pas d'état-major. Les officiers qui la commandaient étaient formés au collège militaire de West-Point.

Cette petite armée, guerroyant dans les déserts de l'Ouest et dont les éléments étaient fournis en majeure partie par les États du Sud, était à peu près ignorée des habitants des grandes villes du Nord. Sans doute, dans chaque État étaient organisées des milices avec un nombreux Corps d'officiers, vêtus de costumes richement dorés, mais elles n'étaient employées que dans les grandes cérémonies, en guise de parade, et ne s'exerçaient jamais au métier des armes. On les avait surnommées les « gardes Lafourchette » parce que chacune des manifestations auxquelles elles prêtaient leurs concours se terminait par un repas pantagruélique.

Il fallut, dans ce péril extrême, avoir recours à des éléments plus importants et plus sérieux. L'Américain du Nord n'en fut point troublé.

Pourquoi, dans un pays où un citoyen, incapable d'épeler le mot *constitution*, sait tout ce qui concerne l'union fédérale et les droits des États, un autre citoyen ne connaissant pas la différence entre les mots *orthographie* et *topographie* ne serait-il pas chef d'armée ou chef d'État-major? Si d'autres pays croient qu'il faille des études pour cela, *Uncle Sam* est persuadé que l'Américain, avec son gros bon sens, peut rendre des points à n'importe quel général justement célèbre.

Aussi, tous ceux qui avaient assez d'argent ou d'influence, industriels, avocats, formèrent des compagnies, des régiments, des brigades entières de volontaires dont ils se firent les généraux, colonels ou capitaines. Et quels moyens ne prirent-ils pas pour réussir? Affiches gigantesques, récompenses extraordinaires après la victoire, costumes pittoresques, en un mot, tout ce qui peut flatter la vanité américaine.

L'affiche d'un de ces racoleurs portait ces mots : « Ce Corps (qu'il voulait former), devant toujours tenir garnison à Washington, offre à ceux qui veulent entrer au service militaire l'inappréciable avantage d'être exemptés des épreuves et des privations de la vie des camps. » L'armée ainsi recru-

tée n'éprouva que des désastres, à la grande stupéfaction des Américains.

Il fallut recourir à un autre système d'appel sous les drapeaux pour avoir des troupes solides. Des bureaux de recrutement furent ouverts dans tous les États fédérés. Dès que le chiffre de 850 hommes était atteint par un ou plusieurs bureaux réunis, on constituait un régiment qui rentrait dans le contingent de l'État. Le gouverneur était de droit commandant en chef de toutes les troupes organisées dans son État, et c'était lui qui conférait les grades. Presque jamais il n'usa de ce droit. Le système de l'élection était trop entré dans les coutumes américaines pour qu'il ne fût pas appliqué à la nomination des officiers.

Le Nord eut ainsi une armée composée de soldats volontaires, braves par tempérament, excellents tireurs, mais sans discipline, tout à fait ignorants des manœuvres militaires, lâchant pied dès qu'ils se croyaient « flanqués », c'est-à-dire tournés par le flanc. Il leur fallut l'expérience des premières défaites et les enseignements des Mac-Clellan, des Sherman, des Grant pour devenir ces « terribles marcheurs » qui, abandonnant leur base d'opération, se transportèrent audacieusement de la vallée du Mississipi dans les Carolines avec des charges de 45 livres

Au premier appel de 75 000 hommes fait par le président Lincoln, Grant, l'ancien capitaine en retraite, écrivit à M. Yates, gouverneur de l'Illinois, pour lui demander un emploi de son grade, lui disant qu'il serait heureux maintenant d'accepter une position militaire qui lui permît de se rendre utile à son pays (19 avril). Le gouverneur s'assura sur-le-champ ses services en l'employant à Springfield dans les bureaux de la guerre.

Le désordre et la confusion la plus grande y régnaient, ainsi que dans le camp établi dans les environs. Une rébellion ayant éclaté dans le 21e régiment de volontaires de l'Illinois, le gouverneur se trouva fort heureux d'avoir l'appui et l'expérience de Grant pour le faire rentrer dans l'ordre. Le grade de colonel fut la récompense de ses services (15 juin).

L'emploi du colonel Grant consistait, d'une part, à garder une ligne de chemin de fer dans le Missouri, de l'autre, à inspecter divers camps d'instruction. Il déploya tant d'activité, tant d'énergie, tant de ténacité pour introduire la discipline dans les troupes qui lui étaient confiées, qu'il obtint le grade de brigadier général des volontaires. On lui donna le commandement du district de Cairo. C'est à partir de ce moment que date véritablement la carrière du général Grant.

Pour réduire les États du Sud, Scott, généralissime des armées fédérales, avait conçu un plan des plus bizarres. Convaincu du peu de résistance que pouvaient lui opposer les États confédérés, il avait résolu de les attaquer à la fois sur tous les points. Une dizaine de Corps, agissant isolément, devaient balayer les forces ennemies, et les écraser sous leur nombre.

L'effort principal porta sur la Virginie qui fut envahie par quatre côtés à la fois : la Virginie occidentale, les Alleghanys, Manassas et la péninsule de York-town : c'est la première période de la guerre du 12 avril 1861 au 5 août 1862. Puis Scott donne sa démission de généralissime, et les forces fédérales sont divisées en deux groupes, celui de l'Ouest, sous les ordres du général Grant, celui de l'Est, sous ceux des généraux Mac-Clellan d'abord, Hallek ensuite; c'est la deuxième période qui embrasse le temps qui s'écoule entre le 5 août 1862 et le 9 mars 1864. Enfin, Grant est nommé généralissime. Il réunit toutes les forces des fédéraux dans la Virginie et y écrase son adversaire, le général Lee, qu'il force à capituler, le 9 avril 1865 : c'est la fin de la guerre.

On peut lire dans la biographie du général Lee (1) les opérations des fédéraux dans l'Est, nous n'en parlerons donc pas ici. Nous nous attacherons surtout à développer les principaux faits de guerre accom-

(1) Voir les *Contemporains*, n° 424.

plis dans l'Ouest, c'est-à-dire dans la vallée du Mississipi, par le général U.-S. Grant.

Établi à Cairo, comme nous l'avons dit, Grant avait reçu la mission de fermer l'entrée du Kentucky aux confédérés, de couvrir Washington, et en même temps de coopérer aux tentatives faites par le général nordiste Frémont, pour expulser du Missouri les forces sudistes du général Price. Il résolut de s'emparer du fort Belmont, établi sur la rive droite du Mississipi, et, par ce moyen, de barrer la route aux renforts que les États confédérés du Sud pourraient envoyer à Price. Il n'était pas fâché de mettre à l'essai les jeunes troupes à l'instruction desquelles il avait consacré toute sa science et son habileté.

L'attaque réussit : les volontaires pénètrèrent dans le camp ennemi. Mais, grisés par leur victoire, ils quittent leurs rangs et se dispersent de tous côtés pour piller à leur aise. Pendant ce temps, les *confédérés,* revenus de leur première surprise, avaient reformé leurs lignes et, par une manœuvre habile, allaient enfermer les *fédéraux* dans un cercle infranchissable.

Grant comprend le danger. Il ordonne le rassemblement et la retraite, mais tous ses efforts et ceux de ses officiers restent impuissants. Voyant que ses soldats, sourds à la voix de leurs chefs, préfèrent le pillage à l'obéissance, il montre ce qu'il sera toujours : un esprit enclin aux mesures extrêmes. Sans hésiter, il fait mettre le feu au camp et force ainsi ses soldats à reculer devant l'incendie. Ils se replient dans le plus grand désordre vers les bateaux qui devaient les ramener sur l'autre rive. L'embarquement fut si précipité que Grant faillit rester sur la berge, entre les mains de l'ennemi. On avait déjà démarré que le chef de l'expédition courait encore le long du fleuve pour ramener les traînards. Dès que les fédéraux s'aperçurent de son absence, ils accostèrent en toute hâte. On improvisa un pont volant avec quelques planches sur lesquelles passèrent à cheval le général et sa suite.

Ce combat fut pour Grant une leçon qui lui devint profitable. Pendant les quelques mois de répit que lui laissa la marche des événements, il compléta l'instruction militaire de ses soldats, et surtout il organisa une flottille de *guns-boats,* sortes de canonnières dont le concours était indispensable dans un pays traversé de cours d'eau, soit pour le ravitaillement des troupes, soit pour leur transport, soit comme appui dans l'attaque ou la retraite.

Parmi ces cours d'eau, le Cumberland et le Tennessee, par la disposition de leurs vallées, formaient une sorte de camp retranché, occupé par les confédérés, d'où ils pouvaient sortir pour envahir le Kentucky et menacer Washington, la capitale du Nord. Cette forte position couvrait aussi les États du Sud, tandis que le Mississipi servait d'union entre eux. Tout effort des fédéraux devait demeurer infécond tant qu'ils n'auraient pas chassé les confédérés de ces deux régions. Grant proposa au commandant en chef des forces fédérales de l'Ouest, Hallek, de faire tomber d'abord les forteresses du Tennessee, Henry et Donelson, puis de se rendre maître du cours du Mississipi par la prise de la Nouvelle-Orléans qui gardait son embouchure et par celle de Wiksburg et de Port-Hudson qui protégeaient son cours inférieur.

Pour ce qui concerne le Tennessee, aucune des deux positions nommées plus haut n'était de nature à résister à une attaque combinée entre la flottille des *guns-boats* et l'armée de terre. En effet, le commodore Foote, chef de la flottille, fit capituler le fort Henry avant l'arrivée du général Grant. Puis, descendant dans l'Ohio par le Tennessee, et remontant le Cumberland jusqu'au fort Donelson, elle vint coopérer à l'action de Grant contre ce fort. Le combat contre les Sudistes dura trois jours. Ceux-ci furent refoulés dans l'enceinte fortifiée et, bientôt réduits à toute extrémité, demandèrent à capituler à des conditions honorables. *Unconditional surrender* (reddition sans condition), répondit Grant à leurs propositions. Il fallut subir cette dure loi.

Ce succès eut un retentissement consi-

dérable dans le Nord qui venait d'éprouver une sanglante défaite en Virginie, à Bullsrunn. Les Américains, faisant allusion aux deux lettres initiales de ses prénoms U.-S. Grant, ne l'appelèrent plus que l'*Unconditional surrender*, de même que plus tard, les gens de la campagne attribuèrent à ces deux mêmes initiales la signification de « United-States », leur attribuant un sens prophétique.

Cependant, tout n'était pas terminé dans le Tennessee par la prise des forts Henry et Donelson. Les confédérés s'étaient retirés à Pittsburg-Landin pour couvrir la ville de Corinth, située à la jonction des deux importantes lignes de chemin de fer reliant le Mississipi aux côtes de l'Atlantique et à celles du golfe du Mexique. Le général Hallek donna l'ordre à ses deux lieutenants, Grant et Buell, de marcher contre eux par deux routes différentes. L'un, Buell, partant de Nashville, devait atteindre le Tennessee à Pittsburg-Landin; l'autre, Grant, suivant la rive gauche de cette rivière, devait aboutir au même point.

Hallek avait négligé d'indiquer le jour et l'heure de la jonction des deux colonnes. Le général Grant, arrivé le premier, reçoit le choc de l'armée confédérée qui s'efforce de le jeter dans la rivière qu'il vient de traverser. En un instant ses trois premières lignes sont culbutées les unes sur les autres. Il résiste avec la quatrième, décidé à se faire tuer plutôt que de reculer. Déjà les confédérés atteignent le débarcadère, seule retraite de Grant, quand ils furent contenus par les nombreux obus que lançait la flottille des *guns-boats* accourue à son secours, et par la division Nelson de la colonne Buell qui apparut tout à coup de l'autre côté de la rivière. A ce moment la nuit arrêta le combat.

Buell ayant fait sa jonction avec Grant, les forces des fédéraux furent portées à 70 000 hommes. Les confédérés, de leur côté, reçurent, pendant la nuit, des renforts amenés par le général Beauregard. La bataille recommença dès le lendemain à sept heures du matin. En moins d'une heure le feu s'étendit sur toute la ligne. « Le fracas de l'artillerie faisait trembler le sol, mais les 30 000 confédérés furent débordés par les 70 000 fédéraux, et, vers 3 heures, ils se disposèrent à battre en retraite. A ce moment, le général Grant, à la tête de six régiments, se jette avec tant d'impétuosité sur leur centre, que ceux qui ne furent pas culbutés s'enfuirent épouvantés devant cette formidable avalanche. Ils parvinrent toutefois à reformer leurs rangs, et ils se retirèrent lentement, profitant de toutes les positions avantageuses pour batailler encore (1). » Les pertes des fédéraux furent énormes, mais le résultat de la bataille fut considérable. Beauregard, reconnaissant l'impossibilité d'une plus longue résistance, abandonna définitivement le Tennessee pour se retirer dans la Caroline du Sud (6 avril 1862).

La première partie du plan proposé par le général Grant était exécutée.

Restait à accomplir la deuxième partie, c'est-à-dire à conquérir le cours inférieur du Mississipi. Les fédéraux, pendant la campagne que nous venons de raconter, s'étaient emparés de plusieurs positions au sud du Cairo, entre autres de Memphis, mais là s'étaient arrêtés leurs succès. Le cours inférieur du fleuve jusqu'à son embouchure demeurait entre les mains des confédérés. Pour les deux partis, la possession de cette région était d'une importance capitale. Par la Nouvelle Orléans située sur le delta, les États du Sud restaient en communication entre eux et avec l'extérieur. En prenant cette ville et les autres places fortes, comme Wicksburg, Port-Hudson, les fédéraux rompaient cette communication et pouvaient espérer anéantir la résistance dans les États de l'Ouest.

La flotte fédérale, dirigée par le commodore Ferragut, força l'embouchure du Mississipi et fit capituler la Nouvelle Orléans, le grand marché commercial et financier du Sud (25 avril 1862). Le général Grant, devenu général en chef des armées de

(1) *Mémoires de Grant.*

l'Ouest, après le départ du général Halleck, prit ses dispositions pour attaquer les places de Wicksburg et de Port-Hudson où s'étaient retirés les généraux confédérés Pemberton et Johnston.

III. GRANT, GÉNÉRAL EN CHEF DES FORCES DE L'OUEST — PRISE DE WICKSBURG (4 JUILLET 1863) — BATAILLE DE CHATTANOOGA (25-28 NOVEMBRE 1863)

Wicksburg est une ville bâtie sur la rive gauche du Mississipi : par sa position elle commande le cours du fleuve. Celui-ci coule jusqu'à son delta, en développant ses nombreux méandres dans une large vallée bordée, à l'Est, par une rangée de collines hautes parfois de plus de 200 mètres, à l'Ouest, par de nombreux marécages impraticables et par des forêts que n'avait pas encore entamées la hache de l'émigrant du Far-West. Quoique Wicksburg n'eût pas de fortifications permanentes, les confédérés y avaient construit des lignes de retranchement et garni les crêtes de canons qui faisaient regarder cette position comme inexpugnable. Un premier assaut dirigé par Sherman fut repoussé avec des pertes sensibles. Une attaque combinée avec les guns-boats, venant de Memphis, et la flotte fédérale sortant de la Nouvelle Orléans, n'eut pas plus de succès. La flottille fut écrasée par les canons de Haines-Bluff; la flotte dut reculer devant le feu de l'artillerie de Port-Hudson.

Après ce double échec, Grant prit une résolution hardie; il avait remarqué que Wicksburg était faiblement défendu du côté Sud parce qu'il paraissait improbable qu'une attaque pût avoir lieu sur ce point. C'est là qu'il décida de porter tous ses efforts. Mais pour cela, il fallait pouvoir faire passer ses guns-boats et son armée devant Wicksburg hors de la portée de ses canons. Grant employa ses troupes à creuser, à travers les marécages de la rive droite, des canaux pour le passage des navires qui transporteraient ses troupes à Burnsbourg, point situé entre Wicksburg et Port-Hudson. Ce travail gigantesque était à peu près terminé quand une crue du fleuve balaya tous les ouvrages et noya le pays tout entier.

Loin de se décourager, Grant fit une deuxième tentative plus surprenante encore que la première. Il essaya de détourner le cours du Mississipi en le dérivant par des canaux dans le lac Providence, puis ce lac, dans la rivière Tensas qui se jette dans le Wasghita qui, à son tour, coule dans le Red-River, lequel se jette dans le Mississipi au-dessous de Wicksburg. Il espère utiliser cette sorte de fosse naturelle pour le transport de ses troupes. Les choses allèrent au mieux jusqu'au mois d'avril. Mais alors, le fleuve se mit à décroître de telle façon, qu'on ne put le faire pénétrer dans le nouveau cours qui lui avait été tracé.

Grant, avec cette ténacité dont il avait déjà donné tant de preuves, conçoit un troisième projet. Il ordonne à ses guns-boats de forcer le passage de Wicksburg, à toute vitesse, quelles que soient les pertes qu'ils pourront éprouver, tandis que l'armée, se frayant un passage à travers les forêts et les marécages de la rive droite, atteindra le lieu de rendez-vous général des forces fédérales. Cette marche téméraire eut un plein succès.

L'amiral Porter, commandant de la flottille, n'était pas homme à reculer devant la mission qui lui était confiée, si hasardeuse qu'elle fût. Simultanément, tous les guns-boats essuyèrent courageusement le feu des canons de Wicksburg et passèrent, sauf deux qui furent coulés. Avec eux et sous leur protection, plusieurs steamers de transports arrivèrent à Burnsbourg. De son côté, Grant, ayant divisé son armée en deux colonnes commandées, l'une par Mac-Clernand, l'autre par Mac-Pherson, ne rencontrait dans sa marche d'autre obstacle que celui de l'épaisseur des bois, et parvenait sans encombre au point désigné. Puis les steamers transportèrent ses troupes sur la rive gauche.

Sa position était encore très risquée. S'il avait réussi à séparer les deux Corps confé-

dérés en se plaçant entre Wicksburg et Port-Hudson, il pouvait craindre de leur part une attaque simultanée qui le mettrait entre deux feux. Sur-le-champ, il résolut de se jeter sur le corps le plus faible, celui de Johnston, établi à Jackson. Une série de combats heureux à Port-Gibson, à Raymond, à Champion-Hill le conduisit jusqu'aux portes de Jackson.

Johnston lutta pendant deux jours, comptant sur une intervention du corps de Wicksburg qui n'eut pas lieu. Cédant sous l'effort d'un ennemi plus nombreux que lui, il abandonna la ville et se retira dans la Géorgie.

De Jackson, Grant marcha sur Wicksburg et remporta un premier avantage sur les troupes qui couvraient les abords de la place, mais tous les assauts qu'il tenta contre elle furent repoussés. Il fallut se résigner à en faire le siège (20 mai 1863). Rassemblant toutes les forces fédérales éparses dans la vallée du Mississipi, Grant parvint à réunir 70 000 hommes qui lui permirent de faire, avec sa flottille, le blocus de la place. Pendant que l'armée interceptait toutes les communications par terre, les guns-boats, montant bonne garde sur le fleuve au sud et au nord de Wicksburg, arrêtaient tout secours pouvant venir de l'Ouest. La reddition de la place ne fut plus qu'une question de temps. Elle capitula le 4 juillet, après 40 jours de siège. Pemberton essaya d'obtenir des conditions honorables dues, pensait-il, au courage et à la longue résistance de ses soldats. Il se heurta, lui aussi, au fameux *Unconditional surrender*. Environ 24 000 hommes furent faits prisonniers. Plus de 200 canons et de grandes quantités de munitions devinrent la proie des fédéraux.

Le Nord, qui se réjouissait déjà de la récente victoire de Gettysburg, remportée sur l'armée confédérée du généralissime Lee, s'abandonna tout entier à la joie, en apprenant les grands succès remportés dans le Bas-Mississipi. La chute de Wicksburg avait amené celle de Port-Hudson, et « le « Père des Eaux » put dès lors, disait Lincoln, marcher à la mer sans avoir à redouter l'ombre d'une vexation ». Grant avait d'autant plus de mérite que son plan était tout à fait l'opposé de celui qu'avaient voulu lui imposer le président Lincoln et l'opinion publique. D'ailleurs, tous n'hésitèrent pas à reconnaître leur erreur en présence du fait accompli.

Mais pendant que Grant jouissait en paix de ses victoires, voici que les confédérés, commandés par Bragg, firent essuyer une sanglante défaite au général Rosencranz, chargé de couvrir le Tennessee. Cette défaite des fédéraux rendait inutiles tous leurs progrès dans l'Ouest. Grant accourut avec son armée et rencontra l'ennemi à Chattanooga. Pour la première et la seule fois de sa vie, il fut victorieux autrement que par des attaques de front. L'ennemi s'était retranché fortement sur deux chaînes parallèles, et avait groupé le gros de ses forces dans le fond de la vallée qui les sépare. Grant décida de l'aborder d'abord par ses ailes, et, tandis que Bragg dégarnirait son centre pour les soutenir, de se jeter sur lui, de l'écraser, puis de le déloger de ses retranchements. Ce plan de bataille fut vigoureusement exécuté.

L'heure venue d'attaquer le centre, les fédéraux, au signal donné, se précipitent en masse profonde sur lui et le forcent à plier; puis ils se lancent au pas de course, gravissent les hauteurs sans tirer un coup de fusil, et, après une courte lutte corps à corps, s'emparent de 35 pièces de canons qu'ils retournent contre l'ennemi. Les confédérés descendent en désordre le flanc de la montagne, mitraillés par leur propre artillerie. 6000 prisonniers, 40 canons, des drapeaux, plusieurs trains d'approvisionnements restèrent entre les mains des vainqueurs : glorieux trophées de la plus belle victoire du général Grant (25-28 novembre 1863).

A la nouvelle de ce beau fait d'armes, l'enthousiasme du Nord dépassa tout ce que l'on peut imaginer. Le Congrès vota une médaille d'or ainsi que les remerciements de la nation au général vainqueur.

Puis, comprenant la nécessité de concentrer tous les efforts dans une même main pour achever l'écrasement des confédérés, le président Lincoln rétablit pour lui la charge de « lieutenant général, commandant en chef de toutes les forces des États-Unis (9 janvier 1864) », emploi qui n'existait plus depuis la démission de Scott.

IV. GRANT, LIEUTENANT GÉNÉRAL CAMPAGNE DE VIRGINIE (1864-1865)

Grant est alors âgé de quarante-deux ans. C'est un homme de taille moyenne, à l'extérieur extrêmement simple. Il est vêtu d'une redingote qu'il porte déboutonnée, avec trois étoiles sur les épaules. Le front



CARTE POUR LA GUERRE DE SÉCESSION

est assez développé, des sourcils fortement arqués encadrent des yeux bleus, la face est couverte d'une barbe épaisse presque rouge, tout l'ensemble indique la bonté, mais aussi, la résolution !

Ce n'avait pas été sans difficultés que Grant avait obtenu ses différents grades dans l'armée du Nord. Il passait généralement dans l'Union entière pour s'adonner à la boisson des liqueurs fortes. Quand il fut nommé brigadier général des volontaires, son général en chef, Hallek, avait été harcelé de dénonciations contre lui.

Des patriotes connus, des députations de

Sociétés de tempérance, réclamaient impérieusement sa destitution. Hallek mettait régulièrement les lettres au panier et les délégués à la porte. Le jour où fut reçue la nouvelle de la victoire de Donelson, Hallek fit afficher, avec le bulletin qui l'annonçait, un avis portant que : « tout citoyen trouvé en état de *sobriété* serait mis en prison. On ne saurait, ajoutait ironiquement le général, trop encourager l'usage des spiritueux, du moment où ceux qui en boivent accomplissent de si belles choses ».

Les détracteurs de Grant, rebutés de ce côté, s'adressaient au président : « Pourrez-vous, répondit Lincoln, m'indiquer le fournisseur de whisky du général, je m'empresserai d'en envoyer un baril à chacun de ses collègues? »

Malgré tout, les bruits malveillants prirent une telle consistance, que l'entourage même de Grant s'en émut. L'amiral Porter prit sa défense. « J'affirme, écrit-il, que depuis le moment où j'ai fait la connaissance de Grant (et j'ai vécu dans son intimité au Mexique, à Washington, à Annapolis), je ne l'ai jamais vu toucher et je n'ai jamais entendu dire qu'il eût touché à une liqueur enivrante, même à du vin. » Quand Grant eut emporté des victoires, et qu'il eut reçu sa nomination de généralissime, les hommes qui le dénigraient le portèrent aux nues, et l'on prétend même que la Société de tempérance, autrefois si acharnée contre lui, voulut lui confier sa présidence.

Le général Grant devait réaliser l'espoir que la nation avait mis en lui. Critiquant la manière dont la guerre avait été conduite jusqu'à ce jour, il avait souvent comparé les armées fédérales de l'Est et de l'Ouest à un attelage mal appareillé dont les deux chevaux ne tiraient jamais du même côté. Il fallait faire concourir toutes les forces du Nord à un même but. Il prit comme lieutenant le général Sherman, en qui il avait toute confiance, et le mit à la tête de l'armée de l'Ouest réunie à Chattanooga avec la mission de venir le rejoindre dans la Virginie en passant à travers les États du Sud encore insoumis. Lui-même prit le commandement de l'armée qui devait envahir cette province défendue par le généralissime des confédérés, Robert Lee.

« Je veux, répétait-il volontiers, frapper sans interruption comme avec un marteau sur les forces et les ressources de l'ennemi jusqu'à ce que, par le seul effet du martelage, à défaut d'autre, il soit réduit à se soumettre. »

Les Nordistes disposaient de plus d'un million d'hommes contre moins de 300 000 confédérés. Grant, à l'armée de Virginie, avait sous la main plus de 250 000 hommes contre 70 ou 80 000. Il fut cependant arrêté et battu par son brillant adversaire, le général Lee, à Willerness, à Spottsylvania, à Cold-Harbour, à Pettersburg. Lee, après une héroïque résistance, enfermé entre les armées de Grant et de Sherman, écrasé par le nombre, se rendit prisonnier, le 9 avril 1865. Mais pour arriver à ce résultat, Grant avait répandu le sang de ses soldats avec profusion. Dans la seule journée de Cold-Harbour, il ne laissa pas moins de 60 000 hommes sur le terrain. « C'est un boucher et un fou, disait Mrs Lincoln à son mari. — Oui, répondait celui-ci, mais il triomphe. »

Dans ces conditions, il était clair que le succès final lui appartiendrait; et cette lutte que, chaque jour, rendaient plus inégale les pertes des confédérés, serait pour nous sans intérêt, si Lee ne l'avait soutenue avec une grandeur qui émeut. Il se défendit comme un lion contre un ennemi dix fois supérieur en nombre. Sa bravoure excita une telle admiration chez son vainqueur que, pour une fois, faisant fléchir son *Unconditional surrender*, il accorda des conditions au vaincu. On raconte que Lee, suivant les termes de la capitulation, fut obligé de remettre son épée à Grant. C'était une arme de très grand prix que lui avaient offerte par souscription tous les États du Sud. Le général Grant salua Lee, prit l'épée, lut à haute voix les noms des batailles gagnées par lui, gravées sur la lame, puis, rendant l'arme au général Lee, lui dit en se découvrant : « Général, je vous salue,

gardez cette épée ; vous seul êtes digne de la porter. »

Cette époque est la plus belle de la vie du général Grant, et si sa carrière se fût terminée en ce moment, en plein triomphe, lorsque le peuple des États-Unis le comblait de louanges et d'honneurs, il eût laissé une mémoire égale en gloire à celle de Washington. Mais il va devenir l'homme d'un parti qui exploitera son nom, son influence, en faveur de ses idées politiques.

V. PREMIÈRE PRÉSIDENCE DU GÉNÉRAL GRANT (1869-1873) — SECONDE PRÉSIDENCE (1873-1877) — SERA-T-IL PRÉSIDENT UNE TROISIÈME FOIS ?

Nous nous rappelons que deux grands partis politiques existaient aux États-Unis à l'époque de la guerre de Sécession : les *démocrates* ou libéraux, dominant dans les États du Sud, et les *républicains* ou radicaux, en majorité dans le Nord. Ceux-ci n'avaient cessé de pousser aux mesures extrêmes contre le Sud pendant toute la durée de la guerre. Les victoires de Grant assuraient leur triomphe.

Comprenant tout le parti qu'ils pouvaient tirer de la popularité du général gagné à leurs idées par leurs flatteries, ils s'efforcèrent de le faire arriver à la présidence des États-Unis. Ils y étaient d'autant plus résolus que le président d'alors, l'honnête Andrew Johnston, en faisant tous ses efforts, depuis la fin de la guerre, pour améliorer la situation faite aux États du Sud par la libération des esclaves et leur accession aux droits de citoyens de l'Amérique, en voulant faire attribuer aux blancs la prépondérance politique contre l'ignorance et l'incapacité des noirs, contrariait leurs projets de rapines et de voleries dans ces mêmes États.

Pour faire avorter les projets de Johnston et surveiller ses actes, il firent arriver le général Grant au ministère de la Guerre. Johnston fut même décrété d'accusation et traduit devant le Sénat comme traître à la Constitution. Il fut acquitté, mais son autorité n'en fut pas moins annihilée. Aux élections présidentielles de 1868, le général Grant fut élu à une forte majorité : 214 voix contre 81 données à Seymour.

Descendu des hauteurs glorieuses où l'avaient élevé ses victoires, pour devenir un politicien, le nouveau président verra sa gloire s'obscurcir de jour en jour. Tous les excès commis par le parti qui l'a élevé à la présidence lui seront imputés, et, bientôt, il apparaîtra à son pays comme un homme néfaste par suite des corruptions, des injustices, des violences qu'il aura commises ou couvertes de son autorité.

Les plus grandes injustices que l'on peut lui reprocher sont celles dont il s'est rendu coupable à l'égard des États du Sud. Immédiatement après la défaite des confédérés, non seulement les esclaves ont été affranchis sans aucune indemnité donnée à leurs propriétaires dont ils faisaient toute la richesse, mais encore la confiscation générale de leurs biens a été prononcée contre toutes les personnes qui avaient pris part à la rébellion, et ces biens ont été ou vendus à vil prix ou distribués entre les noirs. C'était, il faut en convenir, une conséquence prévue de la défaite. Mais on fit plus : tous les blancs qui avaient pris part aux fonctions publiques chez les confédérés pendant la durée de la guerre furent *exclus du droit de suffrage* dans leur propre État. Par ce seul fait, la moitié des blancs était exclue du vote, et l'on était arrivé, dans les États du Sud, au règne absolu des noirs qui y étaient, presque partout, en nombre prépondérant. C'est ainsi que l'on a pu voir des nègres domestiques dans les hôtels de Montgommery, siéger dans la législature de l'Alabama ; un sénateur et deux représentants de la Louisiane servir, le premier comme barbier à bord d'un paquebot, pendant ses vacances, et les deux autres comme garçons de chambre.

Cet état de choses était révoltant et les États du Sud s'efforcèrent d'y remédier en rendant aux blancs une prépondérance qui n'aurait jamais dû leur être enlevée.

C'est alors que nous voyons entrer en

scène le parti radical et le président Grant pour maintenir cette inique situation. On vit une bande de *Yankees* s'abattre sur ces malheureux pays comme des harpies, pour soutenir les noirs. Ils étaient désignés sous le nom méprisant de *carpet-boggers* (littéralement, qui sont arrivés dans le pays avec une valise). Assurés de l'impunité par la composition des jurys et des cours de justice, ils se livrèrent à toutes sortes de violences contre les personnes et les propriétés des blancs et leur rendirent la vie intolérable. Un grand nombre de ces derniers aima mieux quitter le pays que supporter un pareil régime. Alors, il n'y eut pas une ferme qui ne fût en vente à moitié de sa valeur; les maisons tombèrent en ruine, les champs demeurèrent en friche à la grande satisfaction des carpet-boggers qui se livrèrent aux spéculations les plus éhontées. Voilà les tristes agissements que toléra Grant de la part de ses amis les radicaux.

Il y a bien plus. Si quelques États parvenaient à se débarrasser loyalement de leur indigne gouvernement, l'armée régulière intervenait, par l'ordre de Grant, sous prétexte de protéger les noirs. A Richmond, les élections nomment comme maire de la ville un démocrate. Les noirs et les yankees se coalisent et nomment un radical. Celui-ci traque le démocrate régulièrement élu jusque chez le commissaire de police; il fait le siège du commissariat; le sang coule; il y a des morts et des blessés. L'armée régulière intervient, mais pour ordonner l'installation du maire radical.

Dans la Louisiane, les électeurs parviennent, en 1872, à élire une majorité conservatrice et à nommer pour gouverneur un honnête homme, Mac-Ennery, contre un certain Kellog que soutiennent les yankees. Ceux-ci veulent installer leur candidat par la force; il en résulte des collisions sanglantes. L'armée régulière intervient en faveur de Kellog. Il est reconnu comme gouverneur et exerce immédiatement ses fonctions. Les conservateurs réclament auprès du général Grant qui approuve la conduite de l'armée. Ils s'adressent au Congrès. Le Sénat reconnaît le bien fondé de leurs réclamations, mais il traîne la conclusion de cette affaire jusqu'aux élections de 1874. Celles-ci sont encore favorables.

La politique du président Grant et des radicaux n'a pas été néfaste aux seuls États du Sud. Après la guerre de Sécession, les missionnaires catholiques envoyés de France, d'Angleterre ou d'Irlande, firent tous leurs efforts pour instruire les noirs, comme ils instruisaient depuis longtemps les Indiens, usant des libertés et des tolérances accordées par la Constitution de l'Union. Le succès qu'ils remportèrent dans ce nouvel apostolat alarma les sectes protestantes et surtout le parti radical d'Amérique que nous devons considérer comme affilié à la persécution engagée, à ce moment, dans presque toute l'Europe contre l'Église, sous la direction du prince de Bismarck : « En soutenant la seconde candidature de Grant, son organe, le *Harper's Magazine* faisait un dangereux appel aux passions des Allemands établis aux États-Unis, en représentant Grant comme l'allié de Bismarck dans sa lutte contre le jésuitisme, et en les exhortant à voter pour lui par cette raison. (Claudio Jannet). »

Grant mit son point d'honneur à faire triompher les idées de son parti contre la religion catholique dans toute l'étendue des États-Unis. Lisez ce que dit Mgr Martin dans une lettre écrite de Natchitoches, le 4 octobre 1871 :

« Le parti radical, essentiellement ennemi de l'Église, a tout fait pour soustraire les noirs à l'influence catholique. Il leur a envoyé, aux frais du gouvernement général de l'État, des prédicants de leur couleur, méthodistes et anabaptistes, leur a bâti des temples et ouvert des écoles gratuites. Il les tient ainsi dans sa main, et, les jours d'élection, tous, sous la conduite de leurs prédicants, obéissent comme un seul homme au mot d'ordre donné, et jettent dans l'urne des billets imposés qu'ils sont incapables de lire..... Le plus déplorable, c'est la perte

de ces pauvres âmes, perte que nous n'avons aucun moyen d'empêcher. »

Après ce cri de détresse des missionnaires des noirs, écoutons celui des missionnaires des Indiens contre les empêchements hypocrites apportés au développement du catholicisme, au mépris de toute notion de justice et de liberté. Une lettre du P. de Smet, datée de Saint-Louis, 3 mai 1871, énumère d'abord les différentes persécutions qu'eurent à subir de la part des protestants les tribus indiennes des « Têtes plates, des Pieds noirs, des Cœurs d'alène » converties au catholicisme, puis elle se termine ainsi :

« Tous les Indiens ont demandé, d'année en année, des Robes-Noires pour les instruire dans la foi du Rédempteur. Or, voilà que le gouvernement les divise en six agences dont une seulement est confiée aux catholiques..... Les agences ont été ensuite divisées en quarante-quatre sections et toutes confiées aux diverses sectes protestantes, excepté cinq, tandis que, si justice eût été rendue, et si les Indiens eussent été consultés, la moitié ou même les trois quarts de ces sections eussent dû revenir de droit aux catholiques. Cependant, le général Grant avait annoncé, dans son dernier message au Congrès, « qu'il était déterminé à confier toutes les agences aux *dénominations religieuses* qui y avaient déjà fondé des missions ou en fonderaient aux mêmes conditions; de plus, que les corps religieux choisis à cet effet *jouiraient des privilèges de nommer leurs propres agents,* soumis toutefois à l'approbation de l'Exécutif et qu'ils seraient contrôlés et aidés par les missionnaires dans le but de christianiser et de civiliser les Indiens et leur apprendre les arts de la paix. » Telle était la détermination du président, et voilà la vraie solution du problème, dit un journal de Saint-Louis : « Trois jours après l'envoi du message au Congrès, l'Exécutif nommait un juif, le docteur Bendell, surintendant des affaires indiennes de l'Orégon, où tous les Indiens sont catholiques. et beaucoup intelligents et bons catholiques. »

Est-il permis d'excuser Grant de ces entraves à la liberté et de ces inconséquences, en supposant que ses ordres ont été contrariés ou dépassés par ses ministres ? Voici ce qu'il écrit, le 30 septembre 1875, répondant à une adresse de la Société de l'ancienne armée du Tennessee, dont il avait été le général en chef : « Si, dans un avenir prochain, nous avons quelque contestation, je prévois que ce n'est pas la ligne de Mason et de Dixon qui nous séparera, mais une *ligne tracée entre l'intelligence et le patriotisme d'une part, la superstition, l'ambition et l'ignorance de l'autre.* » Il lançait cette injure aux catholiques zélés qui voulaient maintenir l'enseignement religieux dans les écoles.

Mais c'est surtout dans le gaspillage des finances et dans la corruption des fonctionnaires, amis du général Grant, que nous trouvons les preuves de son incapacité politique et les causes de son impopularité justement méritée. Dans son message du 4 mars 1873, Grant parle de réformes à faire dans son administration pour corriger « certains abus ». « Avec la sanction du Congrès, dit-il, des règles ont été établies pour le mode de nomination et l'avancement des employés. Tous mes efforts tendront à remplacer ces règles qui ont donné de mauvais résultats. Mais on ne peut espérer qu'aucune réglementation remédie complètement aux maux existants jusqu'à ce qu'elle ait été éprouvée par la pratique et suivant les besoins du service. »

Le mal, il est vrai, ne datait pas de la présidence du général Grant. Un Comité nommé par le Congrès l'a signalé, en 1868, en ces termes : « Il est nécessaire de renvoyer tous les voleurs du service public. Ce sera une affaire de temps : les voleurs infestent chaque département. On les trouve aussi bien dans les petites fonctions des postes que dans les grandes douanes. Il n'y a pas de branches de service dans laquelle on ne les trouve, et l'exemple est si contagieux que l'honnêteté devient l'exception. »

Mais si la corruption existe parmi les fonctionnaires avant la présidence de Grant, bien

loin de diminuer sous son gouvernement, elle ne fait qu'augmenter et gagne même, avec son approbation tacite, la représentation du pays dans une large mesure. Le président nomme ses ministres, sauf l'approbation du Sénat. Mais dans la convention de parti on impose d'avance ses choix au président. Des engagements de même nature sont pris avec les sénateurs, car leur approbation est nécessaire pour la nomination à un millier d'emplois fédéraux très importants, en sorte que le Sénat devient un foyer permanent de corruptions et d'intrigues. Quand il s'agit d'accorder des subventions pour une entreprise, on voit des hommes de loi, des journalistes, des agents d'affaires, des *lobbysts*, comme on les appelle, occuper les couloirs de la Chambre et servir d'intermédiaires entre les législateurs et les gens qui veulent les acheter. Telles sont les affaires du *Crédit mobilier*, du *Pacific Mail*, dont l'agent, Irwin, fut convaincu d'avoir dépensé 750 000 dollars pour faire passer le bill qui accordait la subvention. Telle est surtout la fameuse affaire du *Ring*, gigantesque association d'escrocs qui occupaient tous les pouvoirs de la cité de New-York et de l'État.

On va juger par quelques chiffres des porportions dans lesquelles ils avaient fini par voler. Le 1er janvier 1869, la dette de la ville de New-York s'élevait à 29 324 948 dollars. Le 1er août 1871, elle s'est trouvée de 100 955 333 dollars, c'est-à-dire qu'en deux ans elle avait plus que triplé sans qu'il eût été fait une dépense extraordinaire. En revanche, les officiers municipaux, qui auparavant étaient sans fortune, étaient tous devenus riches à millions. Dans la construction d'un Court-House, le devis s'élevait à 250 000 dollars et l'on en a dépensé 8 000 000 ! Un fournisseur était censé avoir touché 1 825 000 dollars de plâtrage; un autre paraissait avoir livré des tapis pour couvrir une surface de 17 000 mètres carrés; un troisième présentait une note de 36 000 chaises; un quatrième avait livré 36 sofas au prix honnête de 122 000 dollars. (*Extrait des États-Unis contemporains de* Claudio Jannet.) Toutes ces sommes passaient dans les poches des fonctionnaires chargés de diriger et contrôler le travail, le maire en tête.

Maintenant, faisons remarquer que la plupart de ces concussionnaires appartenaient, soit à la famille de Grant, soit à son entourage, ou étaient les plus fermes soutiens de sa politique, et l'on comprendra facilement l'antipathie générale qui se manifesta contre lui parmi les gens honnêtes.

Et nous, Français, quelle sympathie pourrons-nous avoir pour le président Grant quand nous aurons rappelé que, en 1870, il se montra dur et injuste envers notre patrie, n'ayant pas même la pudeur de se souvenir que, quatre-vingts ans auparavant, le sang généreux des enfants de la France avait arrosé le sol de l'Amérique pour assurer son indépendance? Doublement coupable, puisqu'il était soldat et chef de l'État, il osa féliciter, dans des messages retentissants, le peuple allemand de s'être uni sous une forme de gouvernement semblable à celle de l'Union américaine. A chaque défaite que nous subissions, il envoyait au roi Guillaume des compliments qui étaient autant d'insultes à nos malheurs!!!

Monté au Capitole, il oubliait la roche Tarpéienne. Au premier renouvellement de son mandat, en 1872, une coalition des démocrates et des républicains libéraux, c'est-à-dire de tous les conservateurs dans le sens le plus large du mot, opposa à Grant l'intègre et honnête Greeley; celui-ci mourut avant la fin de la campagne présidentielle. Grant fut réélu par 286 voix contre 80.

Mais, pendant cette deuxième présidence, la corruption s'étala avec tant de cynisme dans toutes les branches de l'administration que le dégoût devint général, non de sa personne, mais de sa politique et de ses partisans. Ceux-ci, comptant sur la puissance du « dieu dollar », eurent l'incroyable audace de vouloir, à l'expiration de son deuxième mandat, malgré des traditions respectables suivies par Washington (1), Jef-

(1) Voir nos *Contemporains*, Washington, n° 67.

ferson, Jackson, le présenter à une troisième présidence. Il y eut une telle protestation dans tous les États de la Confédération que le général Grant dut expliquer sa conduite. Mais il n'osa pas poser sa candidature : Hayes, du parti républicain comme Grant, lui succéda, quoique le candidat démocrate eût obtenu autant ou plus de voix. Le rôle politique de Grant était fini pour toujours.

VI. VOYAGE A TRAVERS LE MONDE — CANDIDATURE A UNE TROISIÈME PRÉSIDENCE — INSUCCÈS DANS LES AFFAIRES — LA MORT

Le parti radical ne pouvait pas croire que la chute du général Grant fût définitive. Afin de lui refaire une sorte de virginité politique, ils le firent voyager à travers le monde, comptant sur les succès qu'il remporterait pour le représenter de nouveau comme candidat à la présidence. Grant parcourut l'Angleterre où il reçut le titre de citoyen de Londres, l'Écosse, où il visita Grantown, berceau de tous les « Grants » écossais, l'Allemagne, la Russie, l'Autriche, dont les souverains lui firent un accueil enthousiaste. La France, qui se rappelait ses flatteries envers l'Allemagne, le reçut plus que froidement. A Rome, le cardinal de New-York, Mac-Closkey, le présenta à Léon XIII.

De l'Europe, Grant visita les Indes, où le vice-roi lui ménagea une réception triomphale à Calcutta, la Chine, le Japon où le mikado lui fit passer la revue de ses troupes et le choisit comme arbitre dans un différend qui existait avec la Chine. Enfin, il revint à San-Francisco, où l'exagération des Américains dans la manifestation de leurs sentiments put, à son occasion, se donner libre carrière. Il y eut des salves d'artillerie en son honneur; les maisons furent pavoisées, et toutes les autorités l'escortèrent jusqu'à son hôtel. Philadelphie lui fit une réception encore plus chaleureuse.

Grant entreprit ensuite un second voyage à la Havane, au Mexique, au Texas, et revint à New-York à travers la Louisiane, la Géorgie, les deux Carolines et la Virginie, s'efforçant, par ses discours, de faire tomber les préventions qui existaient contre lui, dans ces états, depuis sa dernière présidence.

Son élection paraissait probable. Cependant, au dernier moment, fidèles à la tradition qui existe depuis Washington, les républicains eux-mêmes repoussèrent la candidature de Grant et lui préférèrent le général Garfield, qui fut élu président de la république sans même avoir été candidat (2 novembre 1880).

Après ce nouvel échec, Grant rentra dans la vie civile. Pour donner un aliment à son activité, il voulut s'occuper d'affaires financières. Il prêta son nom à différentes Sociétés : concession de chemins de fer, canal de Nicaragua ; aucune ne lui apporta la fortune qu'il rêvait; au contraire, sa ruine fut complète quand sombra la maison de banque Wart et C[ie], à laquelle il s'était associé. Son ami, William Vanderbilt, le roi des chemins de fer, lui offrit de combler le déficit de la banque pour éviter la faillite. Ce déficit, évalué par Grant à 150000 dollars, était le triple de cette somme; la faillite fut prononcée.

Le général, pour dédommager Vanderbilt de la perte d'argent qu'il lui avait occasionnée, lui offrit tous ses objets précieux, véritable musée, composé des témoignages d'affection de ses compatriotes ou des souvenirs de ses campagnes militaires, épées d'honneur, sabres de guerre, uniformes de général, épaulettes de brigadier général et de lieutenant-général, vieux vases de Chine, présents de Li-Hung-Tchang et du prince Kong, objets d'art, raretés, etc., etc. Vanderbilt accepta, et, par un acte authentique, le constitua gardien de ce trésor pour en faire hommage ensuite à la nation.

Ses amis cherchèrent à lui assurer des moyens de vivre conformes à sa dignité personnelle. Lorsqu'il avait été élu président, il avait dû avant, d'entrer en fonctions, donner sa démission de général, et, par conséquent, il n'en touchait plus les émoluments. Un projet fut voté par le Sénat tendant à autoriser le président des

États-Unis à inscrire l'ancien général sur la liste des officiers en retraite avec ses anciens grades et appointements.

Si son existence était assurée par la générosité de ses amis et la sympathie de ses partisans, il n'en était pas de même de celle de sa femme, qui avait été sa compagne fidèle et dévouée dans ses malheurs comme dans ses triomphes. Le désir de la mettre à l'abri de la misère quand il serait mort en fit un écrivain. Un éditeur accepta de publier ses Mémoires moyennant un bénéfice de 20 % sur le produit brut de l'ouvrage et un versement immédiat de 40 000 dollars. Il se retira pour les écrire dans son cottage de Mac-Gregor et se mit courageusement au travail.

Le 2 juin 1884, il ressentit les premières atteintes du mal qui devait l'emporter : un cancer à la gorge. D'abord, tout à ses nouvelles occupations, il négligea de prendre les soins les plus élémentaires. En octobre, le mal faisant des progrès, il y eut une consultation des célébrités médicales les plus en vue qui jugèrent la maladie incurable. C'était le cancer des fumeurs. Il cessa radicalement de fumer, mais il était trop tard : l'empoisonnement ne pouvait plus être arrêté.

Malgré les souffrances qu'il endurait, il n'interrompit jamais son travail. Quand il ne peut plus écrire, il dicte; quand sa langue est enflée au point de lui refuser l'usage de la parole, il indique par des signes les documents qui concernent le travail du jour. Il puisait ce courage héroïque dans le sentiment de son devoir à accomplir envers sa femme, dans le vif désir de tenir sa parole envers ses éditeurs, et surtout dans les grands sentiments de religion qu'il avait professés toute sa vie.

On sut bientôt dans la nation le danger que courait la vie du général Grant. Aux yeux de tous les citoyens, le politicien disparut pour ne laisser apparaître que le général qui avait sauvé la patrie en mettant fin à la guerre civile. Dans les églises catholiques comme dans les chapelles protestantes et les synagogues, une foule compacte se pressait journellement pour implorer de la miséricorde divine son rétablissement :

« Si ma mort, disait le malade, pouvait faire tomber dans l'oubli tout le passé et cimenter l'union du peuple, elle vaudrait mille vies. » Beaux sentiments, et surtout sentiments bien chrétiens qui rachètent beaucoup d'erreurs de sa vie ! Quand ses forces furent épuisées, il s'éteignit le 23 juillet 1885, entouré de tous les siens, la main dans la main de sa femme. Il était âgé de soixante-trois ans.

Ses funérailles eurent lieu le 8 août à New-York. Il avait, en effet, désiré reposer au milieu des habitants de cette ville qui lui avaient témoigné leur amitié dans le malheur. Presque tous les gouverneurs d'État prirent des mesures pour que le jour des funérailles fût un jour de deuil général, et les rues des principales villes se garnirent de décorations mortuaires.

A New-York, un immense cortège, formé de ses anciens compagnons d'armes, de ses vieux vétérans, des représentations des États du Sud qui avaient eu tant à se plaindre de lui, des représentants du Congrès, des sénateurs, du président Cleveland lui-même, se déroula dans les rues de la ville jusqu'au Central-Park, désigné comme lieu de sa sépulture. Sur sa tombe, l'union de tous les partis s'était faite, au moins pour un jour, ainsi qu'il l'avait souhaité dans les dernières paroles qu'il avait pu prononcer.

Val Girard.

MAROUBY.

BIBLIOGRAPHIE

CLAUDIO JANNET, *Les États-Unis contemporains*. — LE COMTE DE PARIS, *Guerre civile en Amérique*. — E. GRASSET, *Guerre de Sécession*. — Colonel ÉMERIC SZABAD, *Le général Grant*. — LÉON CHOTTEAU, *Les vrais républicains*. — A. GARÇON, *Quatre hommes*. — *Études religieuses*. — *Année encyclopédique*. — *Annuaire des Deux-Mondes*. — *Correspondant*, année 1865. — *Revue des Deux-Mondes*, années 1875 et 1885. Articles de M. Cucheval. — Capitaine Bessard. — CHARLES MALO, *Le général Grant*. (*Débats*.)



